



Assemblée générale

Distr. générale
14 juin 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 118 f) de la liste préliminaire*

Élections aux sièges devenus vacants

dans les organes subsidiaires et autres élections :
élection de membres de la Commission du droit
international

Élection de membres de la Commission du droit international

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Notices biographiques des candidats	4
Sergio Abreu Bonilla (Uruguay)	4
Dapo Akande (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)	9
Carlos J. Argüello Gómez (Nicaragua)	19
Masahiko Asada (Japon)	21
Evelyn Aswad (États-Unis d'Amérique)	42
Bogdan Aurescu (Roumanie)	50
Tal Becker (Israël)	62
Yacouba Cissé (Côte d'Ivoire)	66
Concepción Escobar Hernández (Espagne)	70
Aly Fall, (Mauritanie)	81
Ahmed Amin Fathalla (Égypte)	86
Rolf Einar Fife (Norvège)	89
Mathias Forteau (France)	97

* [A/76/50](#).



George Rodrigo Bandeira Galindo (Brésil)	112
Patrícia Galvão Teles (Portugal)	118
Claudio Grossman Guilloff (Chili).	129
Huikang Huang (Chine).	140
Charles C. Jalloh (Sierra Leone)	148
Likando Kalaluka (Zambie).	161
Vigen Kocharyan (Arménie)	165
Ahmed Laraba (Algérie)	170
Keun-Gwan Lee (République de Corée).	173
Vilawan Mangklatanakul (Thaïlande).	179
Clement Julius Mashamba (République-Unie de Tanzanie)	185
Andreas D. Mavroyiannis (Chypre)	187
Ivon Mingashang (République démocratique du Congo)	190
Giuseppe Nesi (Italie)	200
Hong Thao Nguyen (Viet Nam)	205
Phoebe Okowa (Kenya).	210
Nilüfer Oral (Turquie)	219
Hassan Ouazzani Chahdi (Maroc).	224
Mario Oyarzábal (Argentine)	229
Mārtiņš Paparinskis (Lettonie)	233
Bimal N. Patel (Inde).	244
Mohan Pieris (Sri Lanka)	256
August Reinisch (Autriche).	262
Penelope Ridings (Nouvelle-Zélande)	267
Herminio Harry L. Roque (Philippines)	275
Juan José Ruda Santolaria (Pérou)	302
Alioune Sall (Sénégal).	309
Louis Savadogo (Burkina Faso)	312
Pavel Šturma (Tchéquie)	315
Munkh-Orgil Tsend (Mongolie)	323
Muaz Ahmed Mohamed Tundo (Soudan)	325
Réka Varga (Hongrie)	333
Marcelo Vázquez-Bermúdez (Équateur).	345
Evgeny Zagaynov (Fédération de Russie)	352
Fuad Zarbiyev (Azerbaïdjan)	357
Nassib G. Ziadé (Liban)	362

I. Introduction

1. Dans une note verbale en date du 23 octobre 2020 adressée aux représentants permanents des États Membres de l'Organisation des Nations Unies, le Secrétaire général a invité les gouvernements à lui communiquer les noms des candidats qu'ils avaient l'intention de présenter en vue de l'élection des membres de la Commission du droit international pour le prochain mandat de cinq ans, qui commence le 1^{er} janvier 2023, ainsi que les curriculum vitæ de ces candidats.
2. Les noms des personnes dont la candidature avait été présentée au 1^{er} juin 2021, en application de l'article 5 du statut de la Commission, figurent dans le document [A/76/82](#).
3. Les notices biographiques des candidats communiquées par les gouvernements sont reproduites à la section II ci-après.

II. Notices biographiques des candidats*

Sergio Abreu Bonilla (Uruguay)

[Original : anglais et espagnol]

Trajectoire

- Secrétaire général de l'Association latino-américaine d'intégration (2020-2023)

Expérience professionnelle

- Sénateur (1990-1993 ; 2005-2010 ; 2010-2015 ; 2020-2025). Partido Nacional (parti politique). Membre des commissions suivantes : affaires internationales, finances publiques et constitution et législation, industrie, sciences et technologie)
- Président du Conseil uruguayen des relations internationales (CURI) (2003-2020)
- Ministre de l'industrie, de l'énergie et des mines (2000-2002)
- Ministre des affaires étrangères (1993-1995)
- Président suppléant de la Commission parlementaire mixte du MERCOSUR (1992)
- Premier Vice-président de la Chambre des sénateurs (1992)
- Directeur du Département administratif et financier, Association latino-américaine d'intégration, [ALADI, LAIA (1979-1989)]
- Avocat – Département de la fonction publique nationale (Présidence de la République, 1974-1977)

Secteur privé

- Cabinet d'avocats Abreu, Abreu & Ferres (anciennement Abreu & Asociados), associé principal (1983-2018). Évaluation juridique et conseil international en matière de droit civil et commercial, de litiges et de financement de projets.
- Consultant en commerce extérieur pour la Chambre des industries de l'Uruguay (1995-1998).

Organisations internationales

- Chef de la Mission d'observation électorale de l'élection nationale péruvienne (2016)
- Chef de la Mission d'observation électorale des élections municipales du Pérou (2014)
- Membre du Comité de négociation de l'accord de libre-échange entre l'Uruguay et le Mexique (2003)
- Président du Comité de négociation du GATT, Cycle d'Uruguay (Marrakech 1994)
- Membre du Conseil du MERCOSUR (1993-1995)
- Vice-président de l'Assemblée générale des Nations Unies (1993)

* Les curriculum vitae n'ont pas été revus par les services d'édition.

- Membre de la délégation présidée par le Secrétaire général de l’OEA pour négocier entre les parties lors du coup d’État au Guatemala (1993)
- Membre rapporteur devant la Chambre des sénateurs sur l’Accord de Las Rosas entre les États-Unis et le MERCOSUR (1992)
- Membre rapporteur devant la Chambre des sénateurs sur l’Accord du MERCOSUR (1991)

Activités liées à l’arbitrage

- Membre du Centre d’arbitrage et de conciliation de la Bourse de Montevideo, Chambre de commerce internationale (1988-à ce jour)
- Conseiller juridique de l’Uruguay devant la Cour internationale de Justice dans le « Conflit concernant les usines de pâte à papier dans le Río de la Plata » (2007-2010)
- Arbitre pour le règlement des différends entre les États membres du MERCOSUR, désigné par l’Uruguay et le Paraguay
- Président et membre de tribunaux arbitraux dans différentes affaires : Cour d’arbitrage international de la Chambre de commerce internationale – Centre de conciliation et d’arbitrage de la Bourse de Montevideo (1998-2009)

Formation

- Cadres supérieurs de la sécurité nationale et internationale. Harvard Kennedy School Executive Education. 12-24 août 2018
- Certificat de fréquentation. Cours de droit international. Académie de droit international, de La Haye, La Haye (Pays-Bas) (1983)
- Certificat de fréquentation de l’Académie de droit américain et international, Université du Texas, Southwestern Legal Foundation, Center for International and Comparative Law, Dallas, Texas (1980)
- Maîtrise en administration publique, École d’administration publique, membre de Pi Alpha Foundation, Université de Californie du Sud, Los Angeles (1977)
- Spécialiste en méthodologie de la formation et en analyse des systèmes d’organisation, Université de Californie du Sud, Los Angeles (1977)
- Doctorat en droit et études sociales (équivalent Juris Doctor). Université de la République d’Uruguay, Montevideo (Uruguay). Diplôme de premier cycle en droit et sciences sociales (1974)

Activités politiques

- Candidat à la vice-présidence (1999 Lacalle/Abreu et 2004 Larrañaga/Abreu)
- Membre du Conseil d’administration du parti politique Partido Nacional
- Président de la convention nationale du parti politique Partido Nacional

Affiliations universitaires

- Membre de l’Institut historique et géographique (Uruguay 2019)
 - Membre de l’Académie paraguayenne d’histoire (2019)
 - Membre de la Ligue maritime uruguayenne
 - Fédération interaméricaine des avocats

Activités universitaires

- Professeur d'« Histoire et théorie de l'intégration ». Institut d'études commerciales, Université de Montevideo (Uruguay) (1996-à ce jour)
- Professeur de « Théorie et pratique des négociations commerciales internationales ». Master en relations internationales. Université de la République, faculté de droit (2005-2008)
- Professeur titulaire au Centre d'études supérieures nationales (CALEN) du Ministère de la défense. Thèmes : « Situation politique continentale » et « Situation politique du Cône Sud » (1995-2008)
- Professeur invité à l'Institut de l'Armée ; l'École de guerre de la marine et l'Institut de l'armée de l'air. Ministère de la défense (1995-2008)
- Professeur invité pour un cours de « Négociations Internationales » pour le Master de Processus d'intégration régionale, National Northeastern University, Resistencia, Chaco, Argentine (1997-2001)
- Professeur invité pour un cours sur le « Retour à un lien historique : le MERCOSUR et l'Union européenne » (Sujet : « Les nouveaux blocs commerciaux internationaux et le MERCOSUR »), de l'Université internationale Menendez y Pelayo, Santander, Espagne (1996)
- Professeur invité pour un cours sur « L'Amérique latine face au régime commercial multilatéral », Institut Complutense d'Amérique latine, Magister en études supérieures ibéro-américaines, Madrid (Espagne) (1995)
- Professeur de finances publiques, cours pour professionnels universitaires, Département national de la fonction publique (1986)
- Maître de conférences en finances publiques, Université de la République d'Uruguay (1978)

Publications*Ouvrages*

- Ingrato Fuego Amigo – Montevideo: Linardi & Risso, 2019
- Romeo Perez Antón ; Ernesto Berro Hontou ; Agapo Luis Palomeque ; Graciela Berro ; Alvaro Fernandez ; José Rilla ; Sergio Abreu – La obra de un estadista: Bernardo P. Berro. Montevideo: De la Plaza, 2019
- La Vieja Trenza: la alianza porteño-lusitana en la Cuenca del Plata 1800 a 1875 – Montevideo: Planeta, 2013
- Alejandro Pastori y Sergio Abreu Bonilla – Compromiso democrático en la UNASUR – En: Después de Santiago: Integración Regional y Relaciones Unión Europea-América Latina. Centro Unión Europea de Miami Florida/Cátedra Jean Monnet, 2013
- El Hilo Conductor. Conferencias y Discursos – Montevideo: Imprenta Azzurri, 2007
- La experiencia de la negociación del Acuerdo de Asociación entre la Unión Europea y el MERCOSUR. En « Europa y América Latina: el otro diálogo transatlántico » – Madrid: CEI, 2006
- MERCOSUR, Una Década de Integración – Montevideo: Fundación de Cultura Universitaria, 2000

- Sergio Abreu, Alejandro Pastori – Uruguay y el Nuevo Orden Mundial – Montevideo: Fundación de Cultura Universitaria, 1992
- MERCOSUR e Integración – Montevideo: Fundación de Cultura Universitaria, 1991
- Julio María Sanguinetti, Sergio Abreu, Alberto Couriel – Uruguay y el MERCOSUR – Montevideo: Universidad, 1991

Essais et tribunes libres

- El TISA y los servicios profesionales. Tribuna del Abogado N° 193 (Junio-Agosto 2015) – p. 11-14
- Reflexiones sobre el TISA. Academia Nacional de Economía, Julio 2015
- Proyección estratégica del Uruguay en sus espacios marítimos. Consejo Uruguayo para las Relaciones Internacionales. Análisis 03/2015. 2015
- Una herida letal al MERCOSUR. Documentos KAS N° 1, Octubre 2012. Konrad Adenauer Stiftung, Consejo Uruguayo para las Relaciones internacionales, Montevideo
- La relación bilateral con Argentina : una visión objetiva. Consejo Uruguayo para las Relaciones Internacionales. Estudio del CURI 01/12. 2012
- La hipocresía de la OCDE. Consejo Uruguayo para las Relaciones Internacionales. Análisis 06/2011. 2011
- Una visión oriental (uruguaya) de la realidad regional. Consejo Uruguayo para las Relaciones Internacionales. Análisis 01/11. 2011
- América Latina en el escenario global. Consejo Uruguayo para Relaciones Internacionales. Estudio 06/10. 2010
- El agua un recurso estratégico. Consejo Uruguayo para Relaciones Internacionales. Análisis 03/2010. 2010
- Negociación MERCOSUR-Unión Europea: algunas reflexiones. Consejo Uruguayo para Relaciones Internacionales. Análisis 01/2010. 2010
- Gobernanza mundial: liderazgo y responsabilidad. Consejo Uruguayo para Relaciones Internacionales. Análisis 13/09. 2009
- La vulnerabilidad de la economía uruguaya. Consejo Uruguayo para las Relaciones Internacionales. Análisis 07/09. 2009
- Brasil en la región Liderazgo y responsabilidad. Consejo Uruguayo para las Relaciones Internacionales. Estudio 01/08. 2008
- Reflexiones para un MERCOSUR Viable. Fundación Konrad Adenauer – CURI. 2006
- La inserción externa del Uruguay: una visión política y estratégica. Diplomacia, Estrategia y Política. n°4, abr.-jun. 2006: pp. 171-207
- Lincoln Bizzozero – Sergio Abreu. Los países pequeños: Su rol en los procesos de integración (Español). INTAL. Julio 2000 Documento de Divulgación 8
- El Sistema Internacional de Comercio y la Ronda Uruguay del GATT. Revista Diplomática. Setiembre 1994

Quotidiens et hebdomadaires

- Chroniqueur permanent du journal *El País* d'Uruguay et de divers quotidiens et hebdomadaires nationaux et étrangers.

Distinctions et prix

- Prix Jérusalem – 2007
- 1994 Prix Storey, The Southwestern Legal Foundation, Université du Texas
- Médaille ECU Union européenne
- Prix décernés par les États suivants :
 - Argentine : Ordre du Liberator San Martín
 - Bolivie : Grand-Croix
 - Brésil : Grau de Grã-Cruz
 - Chili : Ordre de la Grande Croix
 - Colombie : Grand-Croix
 - Honduras : Grand-Croix, plaque d'argent, Honduras
 - Paraguay : Degré de Grand-Croix extraordinaire
 - Portugal : Grau de Grande Oficial
 - Pérou : Grand-Croix
 - Vatican : Magna Cruce Equitem Ordinis
 - Venezuela : Grand-Croix de l'Ordre du Liberator

Affiliations

- American Association
- Fédération interaméricaine des avocats
- CURI (Conseil uruguayen des relations internationales) – (Président)
- CICYP (Conseil international du commerce et de la production)
- CARI (Conseil argentin des relations internationales)
- Académie nationale de l'économie
- Rotary Club Montevideo
- Association du Barreau uruguayen
- Institut uruguayen d'études fiscales
- Institut uruguayen de droit aéronautique
- Chambre de commerce Uruguay-Israël (Président d'honneur)
- Chambre de commerce Uruguay-Paraguay
- Académie uruguayenne d'histoire maritime

Compétences linguistiques

Espagnol, anglais et portugais

Informations personnelles

Né en Uruguay, le 12 novembre 1945

Dapo Akande (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Extrait d'une note verbale datée du 7 janvier 2021, envoyée par la Mission permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies

Le professeur Akande est particulièrement bien qualifié, a une vaste expérience dans l'enseignement et pratique le droit international depuis plus de 20 ans. Un des plus grands spécialistes du droit international au Royaume-Uni, le professeur Akande a publié des textes et mené des recherches sur des sujets divers et variés dans le domaine du droit international. Il a enseigné le droit international dans un certain nombre de grandes universités britanniques et de nombreuses institutions internationales de premier plan ont fait appel à lui comme conférencier ou professeur invité. Il a dirigé d'importants projets de recherche internationaux sur des domaines très spécialisés du droit international. Il est membre du conseil d'administration de plusieurs revues, sociétés savantes et organisations de la société civile au Royaume-Uni ainsi que dans de nombreux autres pays du monde.

En sa qualité de juriste international, le professeur Akande a été consultant auprès d'un certain nombre d'organisations internationales, notamment l'Organisation des Nations Unies (ONU), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Cour pénale internationale (CPI), l'Union africaine (UA), le Secrétariat du Commonwealth et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). En tant que conseil ou conseiller, il a travaillé sur des contentieux internationaux devant la Cour internationale de Justice, le Tribunal international du droit de la mer, des tribunaux internationaux d'arbitrage, les Organes de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce, la CPI et la Cour européenne des droits de l'homme, ainsi que sur des affaires de droit international public devant des juridictions nationales. Dans ces rôles, il a représenté des États et des requérants individuels de nombreuses régions du monde. Il a également assuré la formation de fonctionnaires et d'avocats des quatre coins du monde à des sujets relatifs au droit international.

Formation

Master, Université d'Oxford (diplôme honorifique) (2004) ; Master de droit, London School of Economics & Political Science (1994) ; Diplôme d'avocat, Nigerian Law School (1993) ; Licence de droit, Université d'Ife, Nigéria (1992)

Postes dans l'enseignement supérieur

Université d'Oxford : professeur de droit international public à la Blavatnik School of Government (depuis 2018), professeur de droit international public à la faculté de droit (2014-2018), chargé de cours de droit international public, puis professeur associé (2004-2014), chargé de recherche au Exeter College d'Oxford (depuis avril 2018), bénéficiaire du programme Yamani pour le droit international public et professeur-tuteur principal de droit au St Peter's College (2004-2018), codirecteur de l'Oxford Institute for Ethics, Law and Armed Conflict (depuis 2009), codirecteur de l'Oxford Martin Programme on Human Rights for Future Generations (2013-2017), codirecteur du cours d'été sur le droit des droits humains coorganisé par l'Université d'Oxford et l'Université George Washington (2007-2010), directeur des études en droit au Regent's Park College (2006-2008) ;

Chargé de cours de droit à l'Université de Durham (2000-2004) ; chargé de cours de droit à l'Université de Nottingham (1998-2000) ; encadreur en droit international au Christ College et au Wolfson College de l'Université de Cambridge (1996-1998) ; chargé de cours et assistant de recherche à la London School of Economics & Political Science (1994-1996, 1997-1998).

Invitations par des établissements d'enseignement supérieur et conférences

Professeur invité au programme d'été de l'*Académie de droit international de La Haye* (2022) ; professeur invité à la *faculté de droit de Harvard* ; chargé de cours à la *Seoul Academy of International Law* (académie nationale de diplomatie de la Corée) (2018-2020) ; chargé d'enseignement aux Cours régionaux de droit international des Nations Unies (2018 et 2019) ; professeur invité à l'*Université de Vienne* (2018) ; chercheur invité au programme Sir Ninian Stephen de la faculté de droit de l'Université de Melbourne (2015) ; professeur invité à la *Catolica Global School of Law* de Lisbonne (depuis 2014) ; Directeur de la première édition de l'Académie d'été de Nuremberg de l'Académie internationale des principes de Nuremberg (2015) ; professeur invité à la faculté de droit de Yale (2012, n'a pas pu accepter l'invitation) ; professeur associé de droit invité et boursier de la Robina Foundation International (2008-2009) ; professeur invité à la faculté de droit de l'*Université de Miami* (2002 et 2009) ; London Summer Program (2000-2007) ; chargé de cours de droit invité à l'Université d'Edimbourg (2000-2003) ; chargé de cours à la Médiathèque de droit international des Nations Unies

Prix, récompenses et distinctions

Certificat de mérite décerné par l'*American Society of International Law* (2019) *pour leurs compétences de haut niveau et leur utilité pour les avocats praticiens et les universitaires* : Higgins, Webb, Akande, Sivakumaran et Sloan, *Oppenheim's International Law: United Nations* (2017, Oxford University Press) ; Premio Regione Toscana Giorgio La Pira (Prix récompensant le meilleur article rédigé par un jeune chercheur), *Journal of International Criminal Justice* (2003) ; Prix Junior du sous-comité des affaires internationales du Gilbert Murray Trust (1995).

Affiliation à des comités, revues universitaires et organisations

Avocat et membre du conseil exécutif de l'*American Society of International Law* (2017-2019) ; administrateur (depuis 2017) ; membre de conseil consultatif (depuis 2006) ; membre du conseil consultatif sur le droit international public du *British Institute of International and Comparative Law* (2008-2020) ; membre du conseil consultatif d'*Oxford Investment Claims* (depuis 2017) ; membre du groupe directeur de la 77^e conférence biennale (2016) ; membre du conseil exécutif de la British Branch (depuis 2006) ; membre du Groupe d'étude sur la responsabilité des organisations internationales (2005-2012) ; membre du comité sur la responsabilité des organisations internationales (2000-2004) *Association de droit international* ; membre du Conseil consultatif de l'*Institute for International Peace and Security Law* de l'Université de Cologne (depuis 2015) ; membre du groupe consultatif international du projet intitulé « *Project on Restatement (Fourth) of Foreign Relations Law* » de l'*American Law Institute* (depuis 2014) ; membre du conseil consultatif de l'*Association africaine de droit international* (depuis 2013) ; membre élu de l'*International Institute for Humanitarian Law* (depuis 2010) ; membre du conseil d'administration de *Rhodes Trust* ;

Membre du comité de la recherche et des publications de l'*American Journal of International Law* (depuis 2013) ; rédacteur en chef honoraire (depuis 2017) ; membre du comité de la recherche et des publications (2014-2017) ; membre du

conseil scientifique consultatif (2007-2014) ; rédacteur en chef fondateur, EJIL:Talk! www.ejiltalk.org (depuis 2008) ; *European Journal of International Law* ; membre du comité de la recherche et des publications de l'*African Journal of International and Comparative Law* (2007-2013) ; membre du conseil consultatif de la revue *International Law Studies* (depuis 2013) ; membre du conseil consultatif de l'*Israel Law Review* (depuis 2015) ; membre du comité de la recherche et des publications du *Nigerian Yearbook of International Law* (depuis 2015) ; membre du conseil consultatif de l'*Ethiopian Yearbook of International Law* (depuis 2015) ;

Membre de l'*Africa Group for Justice and Accountability* (depuis 2016) ; membre du conseil d'administration de *Rhodes Trust* (depuis 2020) ; membre du *Global Council on the Future of Human Rights* du *Forum économique mondial* (2016-2018) ; membre du conseil consultatif de la *Benjamin Ferencz International Justice Initiative* du *United States National Holocaust Museum* (depuis 2016) ; membre du conseil consultatif juridique de *Protect Education in Insecurity* (autrefois *Education Above All*) (2010-2013) ; membre du conseil consultatif de l'*International Centre for Transitional Justice* (depuis 2011) ; membre du conseil consultatif de l'*International Lawyers for Africa* (ILFA) (2011-2019) ; membre du comité consultatif sur la ratification et la mise en œuvre du Statut de la Cour pénale internationale, *Association internationale du barreau*, Human Rights Institute (2006-2009) ; membre du comité consultatif du projet sur l'immunité de l'État et l'application du principe de responsabilité en matière de torture, *Redress Trust* (2004-2005).

Services juridiques et professionnels

Engagé par les organisations et États ci-après comme consultant, conseiller ou expert :

Organismes des Nations Unies – consultant, Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) en matière de droit relatif aux opérations de secours humanitaires dans les situations de conflit armé (2013-2016) ; Conseiller du Rapporteur spécial des Nations Unies sur les exécutions extrajudiciaires pour le rapport présenté à l'Assemblée générale en 2013, sur « les drones, le droit à la vie et les assassinats ciblés ».

Intervenant à la réunion informelle annuelle des conseillers juridiques des ministères des affaires étrangères, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, New York (2011 et 2018) ; Intervention en qualité d'expert à l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, sur le thème « La compétence de la Cour pénale internationale à l'égard du crime d'agression », au Siège de l'Organisation des Nations Unies (2017) ; Modérateur du groupe d'experts interactif sur le thème « Veiller à ce que l'utilisation d'aéronefs téléguidés ou de drones armés dans les opérations antiterroristes et militaires soit conforme au droit international, y compris le droit international des droits de l'homme et le droit humanitaire », Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (2014).

Commission de l'Union africaine – Membre du groupe de travail technique sur les avis consultatifs pouvant être formulés par la Cour internationale de Justice sur l'immunité des chefs d'État (2018-2019) ; Consultant – conseils sur les avis consultatifs pouvant être formulés par la Cour internationale de Justice sur l'immunité des chefs d'État (2018-2019) ; Consultant – rôle de conseil dans le cadre de la révision du Statut de la Cour pénale internationale (2009) ; Consultant – chargé de l'élaboration d'une loi type générale sur la lutte contre le terrorisme (2005-2006).

Secrétariat du Commonwealth – Consultant – établissement d'un manuel de droit international humanitaire (2013) ; Membre du groupe d'experts sur la révision de la

loi type du Commonwealth relative à la mise en œuvre du Statut de Rome de la Cour pénale internationale (2011).

Centre d'excellence de l'OTAN pour la coopération en matière de cyberdéfense, Tallinn (Estonie) – Membre du groupe international d'experts, Manuel de Tallinn sur le droit international applicable à la cyberguerre, 2^e édition (depuis 2015).

Ministère philippin des Affaires étrangères – au nom du groupe de travail conjoint ASEAN/Chine sur la Déclaration sur la conduite des parties en mer de Chine méridionale – Consultant sur « Les concepts de menace ou d'emploi de la force en droit international » (2015).

Parlement britannique – All Party Parliamentary Group on Drones – Conseiller juridique pour l'enquête sur la collaboration du Royaume-Uni avec ses partenaires en matière d'utilisation des drones (2015-2018).

Gouvernement du Japon – Conseiller sur les questions de droit international (depuis 2020).

Engagé comme conseil, avocat, conseiller ou assistant dans des affaires devant des tribunaux internationaux :

Cour internationale de Justice – Conseil et avocat – *Affaire des activités armées (République démocratique du Congo c. Ouganda) Phase des réparations*, Conseil et avocat de l'Ouganda (depuis 2018) ; *Avis consultatif sur les îles Chagos*, Conseil et avocat de la Zambie (2018).

Cour internationale de Justice – Assistant et conseiller du conseil – *Affaire de la licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Belgique)*, assistant de M. Daniel Bethlehem, conseil de la Belgique ; *Affaire de l'île de Kasikili/Sedudu (Botswana/Namibie)*, assistant du professeur Sir Elihu Lauterpacht CBE, QC, conseil de la Namibie ; *Délimitation maritime et questions territoriales entre le Qatar et le Bahreïn*, assistant du professeur Sir Elihu Lauterpacht CBE, QC, conseil de Bahreïn ; *Affaire relative au projet de barrage de Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie)*, assistant de la professeure Rosalyn Higgins QC, conseil de la Slovaquie ; *Avis consultatif sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires*, assistant de M. Daniel Bethlehem, conseil du Royaume-Uni ; *Affaire relative au Timor oriental (Portugal c. Australie)*, assistant de la professeure Higgins QC, conseil du Portugal ; *Affaire de la frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria)*, assistant de D.J. Freemans, avocats du Nigéria.

Tribunal international du droit de la mer – *Affaire du navire « San Padre Pio » (Suisse c. Nigéria) N° 2*, conseil et avocat du Nigéria (depuis 2019) ; *Affaire du navire « San Padre Pio » (Suisse c. Nigéria)*, conseil et avocat du Nigéria (2019) ; *Affaire du navire « Saiga » (N° 2) (Saint-Vincent-et-les Grenadines c. Guinée)* assistant et conseiller de M. Richard Plender QC LLD, conseil de Saint-Vincent-et-les Grenadines (1998-1999).

Cour pénale internationale – a fourni des *conseils confidentiels au Bureau du Procureur* sur les arguments possibles en droit international (2019) ; *Le Procureur c. Al Hassan Ag Abdoul Aziz Ag Mohamed Ag Mahmoud* (expert auprès de l'avocat de la défense) (2020).

Cour européenne des droits de l'homme – *Hanan c. Allemagne* (requête n° 4871/16) (Grande Chambre), conseil et avocat du requérant (2019-2020) ; *Sydorenko c. Ukraine et Russie* (requête n° 60373/14) ; *Obukhivskyy c. Ukraine et Russie* (requête n° 60400/14) ; *Vakhovskiy c. Ukraine et Russie* (requête n° 71842/14) conseiller des requérants (2016).

Tribunaux arbitraux – *Enron Nigeria Power Holding Ltd (Îles Caïmanes) c. gouvernement de l'État de Lagos (Nigéria)* ; *Power Holding Company of Nigeria et République fédérale du Nigéria* Affaire n° 14 417/EBS/VRO arbitrage de la Chambre de commerce internationale à Londres : expert commis par les requérants (2007) ; *Sandline c. Papouasie-Nouvelle-Guinée*, assistant du professeur Sir Elihu Lauterpacht CBE, QC, conseil de Sandline (1998).

Tribunaux internationaux du commerce – Groupes spéciaux chargés du règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce – *DS590 : Japon – Mesures relatives à l'exportation de produits et de technologies vers la Corée*, Conseiller du Gouvernement japonais (depuis 2020) ; Assistant de M. Daniel Bethlehem dans des affaires devant un groupe spécial de l'*Accord de libre-échange nord-américain* et devant un groupe spécial chargé du règlement des différends de l'*Organisation mondiale du commerce* (1996-1997).

Conseiller ou Consultant dans des affaires devant des cours et tribunaux nationaux :

Tribunaux anglais – *La Reine (requête introduite par Campaign Against the Arms Trade) (partie appelante) c. Secrétaire d'État au commerce international (défendeurs)* [2019] EWCA Civ 1020, (Cour d'appel) assistant (stagiaire) du conseil du Gouvernement britannique ; *La Reine (requête introduite par Tony Michael Jimenez) c. (1) Tribunal fiscal de première classe et (2) HMRC* [2019] EWCA (Civ) 51 (Cour d'appel) assistant (stagiaire) du conseil du Gouvernement britannique dans cette affaire sur la compétence en vertu du droit international en matière d'application de la loi fiscale en dehors du territoire national (2018) ; *La Reine c. Agnes Taylor*, (Crown Court), conseiller du Crown Prosecution Service dans le cadre d'une procédure de compétence universelle portant sur des allégations de torture (2018) ; *Belhaj c. Straw*, Cour suprême du Royaume-Uni, conseiller de l'équipe d'avocats représentant le Foreign Office sur un acte de gouvernement étranger dans une affaire portant sur des allégations de torture (2015) ; *La Reine (Alamiyeseigha) c. Crown Prosecution Service* (Angleterre : Haute Cour) a apporté son concours pour déterminer si un gouverneur du Nigéria bénéficiait de l'immunité de poursuites au Royaume-Uni (2005) ; *La Reine c. Evans, Metropolitan Stipendiary Magistrate & others ex parte Augusto Pinochet Ugarte* (Angleterre : Chambre des Lords) a conseillé le conseil du Général Pinochet (Clive Nicholls QC, James Cameron, entre autres) sur les questions d'immunité des chefs d'État (1999) ; *Kuwait Airways Corporation (KAC) c. Iraq Airways Company (IAC)* (Angleterre : Haute Cour) assistant du professeur Christopher Greenwood, conseil de KAC (1997).

Nouvelle-Zélande – *Enquête publique sur l'opération Burnham* (lancée par le Gouvernement néo-zélandais), nommé expert en droit international dans le cadre de l'enquête portant sur le comportement des forces de défense néo-zélandaises dans les opérations militaires en Afghanistan, formulation d'un avis et intervention lors des audiences publiques (2019) ; *Wine-box Inquiry: Commission d'enquête néo-zélandaise sur certaines questions relatives à la fiscalité*, assistant du professeur Christopher Greenwood (1996).

États-Unis – *États-Unis c. Omar Khadr* (États-Unis : procédures devant des commissions militaires et la Cour suprême) ; *États-Unis c. David Hicks* (États-Unis : Commissions militaires) – chef d'équipes d'étudiants (sous les auspices d'Oxford Pro Bono Publico) donnant des conseils aux avocats militaires (Capitaine de corvette Bill Kuebler, affaire Khadr et affaire Major Dan Mori, Hicks) désignés pour représenter deux des trois détenus de la baie de Guantanamo mis en examen devant les commissions militaires américaines. A donné des conseils sur le droit des conflits armés, le droit pénal international et le droit des droits humains (2006-2008) ; *In Re Yukos Oil Company* (États-Unis : Tribunal fédéral des faillites) assistant du professeur

Vaughan Lowe dans la formulation d'un avis d'expert sur des questions de droit international (conseils donnés lors de l'élaboration de la théorie des actes de gouvernement) (2005) ; Formulation d'un avis pour Montiel Davis & Woodward Kimber (cabinet d'avocats établi à Miami) sur les éléments de droit international dans les procédures d'immigration devant l'Immigration and Nationality Service des États-Unis (2002-2003).

Pakistan – *Rupali Polyester c. Mitsui Hitachi* (Cour suprême du Pakistan), assistant de Brian Dye (avocat, Essex Court Chambers) (1995).

A formulé des avis juridiques sur les questions suivantes :

Avis pour le **Secrétaire général de l'Organisation des États américains** sur le renvoi de la situation concernant le Venezuela à la Cour pénale internationale (2020) ;

Avis pour l'**Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture** sur des questions concernant le droit des organisations internationales (avec Antonios Tzanakopoulos) (2019) ;

Collaboration avec une équipe externe jouant un rôle de conseil pour un **ministère du Gouvernement britannique** sur la compatibilité du droit interne avec les protections du droit international pour les investissements étrangers (2019) ;

Assistant (stagiaire) de Hugh Mercer QC et de Jessica Wells (avocats, Essex Court Chambers) lors de la formulation d'un **avis pour des mutuelles de protection et d'indemnisation** sur des questions de droit international relatives à des réclamations s'élevant à un milliard de dollars des États-Unis découlant d'un incident de pollution marine (2019) ;

Avis sur la licéité des frappes aériennes du Royaume-Uni contre la Syrie, pour le compte du **député Tom Watson, chef adjoint du Parti travailliste** (2018) ;

Avis conjoint (avec Timothy Otty QC) **pour les fonctionnaires des Nations Unies** sur les implications en droit international de la fourniture d'une aide juridictionnelle lors des négociations concernant les conditions et la destination dans le cadre des transferts forcés interdits par le droit international (2017) ;

Conseils dans le cadre d'une possible action en justice en Angleterre concernant l'utilisation de drones par le Royaume-Uni (2016) ;

Conseils au **Gouvernement botswanais** pour l'élaboration d'une loi visant à mettre en œuvre les obligations découlant du Statut de la Cour pénale internationale (2010-2013) ;

Conseils à **un État d'Afrique** sur une possible procédure de révision d'un arrêt de la Cour internationale de Justice relatif à un différend territorial (2012) ;

Conseils sur un **différend frontalier entre des États d'Afrique** (depuis 2012) ;

Conseils à **un gouvernement** sur l'application des sanctions imposées par le Conseil de sécurité des Nations Unies à l'Iran (2010).

Formation de fonctionnaires

Participation à la formation d'avocats et de fonctionnaires sur des questions de droit international, en particulier le droit international humanitaire et le droit pénal international – **Royal Navy du Royaume-Uni** – Coordonnateur du programme mis en place par l'Université d'Oxford pour la formation d'avocats militaires au droit international (intervenant depuis 2004, coordonnateur 2006-2016) ; **Forces armées britanniques** – Coprésident du programme de formation à la prise de décision et au leadership destiné aux officiers (2020) ; **Bureau du Procureur général de la**

République fédérale du Nigéria/Armée nigériane – Ateliers sur le renforcement de la justice et de l'application du principe de responsabilité au Nigéria : ateliers de renforcement des capacités des procureurs à traiter les délits les plus graves et les plus complexes au regard du droit pénal nigérian, à Lagos et à Abuja (2016, 2017 et 2018) ; **Ministère britannique des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement** – *Cours de droit international* du ministère, Lauterpacht Centre for International Law, Cambridge (septembre 2010) ; Intervenant régulier dans le cadre du « Programme de formation sur la démocratie, les droits humains et la bonne gouvernance »/Cours de niveau avancé sur les droits humains organisé par JUSTICE/CICT pour les diplomates en milieu de carrière du ministère britannique des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement (Londres, plusieurs cours entre 2004 et 2008) ; **Département juridique du ministère danois des affaires étrangères** – Organisation d'une session de formation intensive pour le nouveau chef du département juridique (2010) ; **Gouvernement soudanais** – Participation à la formation de hauts fonctionnaires et de juges soudanais en droit international humanitaire (Londres, 2005) ; **Gouvernements de plusieurs pays d'Asie et du Pacifique** – Formation de fonctionnaires de certains pays de la région Asie-Pacifique sur la mise en œuvre du Statut de la Cour pénale internationale. Cours organisé par le Human Rights Law Centre de l'Université de Nottingham (Kuala Lumpur, septembre 2005 ; Nottingham, avril 2007, et (juges thaïlandais) septembre 2012).

Projets de recherche dirigés

Chercheur principal dans le projet sur le droit international et les cyberopérations financé par Microsoft Corporation (2020) ; Chercheur principal dans le projet pour l'étude des obligations de diligence raisonnable des États dans le cadre des cyberopérations, financé par le Gouvernement japonais ; Chercheur principal dans le projet pour l'étude du consentement des États à la compétence des tribunaux internationaux, financé par le Gouvernement japonais ; Chercheur principal dans le projet pour la mise en place du Programme d'Oxford sur la paix et la sécurité internationales, financé par la Planethood Foundation ; Cochercheur (avec la professeure Jennifer Welsh, M. David Rodin et M. Hugo Slim) dans le projet « Individualization of War » financé par le Conseil européen de la recherche (2013) ; Chercheur principal, avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, dans le projet d'élaboration de l'*Oxford Guidance on Law Relating to Relief Operations in Situations of Armed Conflict* (2013-2020) ; Chercheur principal (avec les professeurs Sandra Fredman et Simon Caney) dans le projet « Human Rights for Future Generations: From Theory to Practice » financé par l'Oxford Martin School (2012) ; Chercheur principal (avec la professeure Jennifer Welsh et M. David Rodin) dans le projet pour la création de l'Oxford Institute for Ethics, Law and Armed Conflict (ELAC), financé par le James Martin 21st Century School de l'Université d'Oxford (2008).

Publications

Livres – Saul et Akande (dir.), *Oxford Guide to International Humanitarian Law*, (Oxford University Press 2020) ; Akande, Kuosmanen, McDermott et Roser (dir.), *Human Rights and 21st Century Challenges: Poverty, Conflict and the Environment* (Oxford University Press 2020) ; *Oppenheim's International Law: The United Nations* (Oxford University Press, 2017) (avec Higgins, Webb, Sivakumaran et Sloan) ; *Tallinn Manual 2.0 on the International Law Applicable to Cyber Operations* (Cambridge University Press, 2017), (membre du groupe international d'experts qui a rédigé l'ouvrage) ; *Practitioner's Guide to Human Rights in Armed Conflict* (Oxford University Press, 2016), (rédacteur consultant, avec Murray, Garraway, Hampson,

Lubell et Wilmshurst,); *Oxford Companion to International Criminal Law and Justice* (2009, Oxford University Press), (rédacteur, avec Cassese *et al.*)

Chapitres de livres – « Peace Negotiations as ‘Interests of Justice’ » (avec Talita de Souza Dias) dans Steinberg (dir.), *The International Criminal Court: Contemporary Challenges and Reform Proposals* (2020); « Understanding the Aggression Amendments », dans Steinberg (dir.), *The International Criminal Court: Contemporary Challenges and Reform Proposals* (2020); « Classification of Conflicts », dans Saul et Akande (dir.), *Oxford Guide to International Humanitarian Law*, (Oxford University Press 2020); « The Impact of the Genocide Convention on the Obligation to Implement ICC Arrest Warrants », dans Steinberg (dir.), *Contemporary Issues Facing the International Criminal Court* (Brill, 2016), p. 77; « The International Court of Justice and the Concept of Aggression », dans Kress et Bariga (dir.), *The Crime of Aggression* (Cambridge University Press, 2016) (avec Antonios Tzanakopoulos); « International Organizations », dans Evans (dir.) *International Law* (Oxford University Press, 2018, 5^e éd.), chapitre 8; « Classification of Armed Conflicts: Relevant Legal Concepts », dans Wilmshurst (dir.), *International Law and the Classification of Conflicts* (Oxford University Press, 2012) [traduit en espagnol et publié sous le titre « *La clasificación de los conflictos armados: los conceptos jurídicos relevantes* », (2019) *Revista Latinoamericana de Derecho Internacional* 77-144]; « US/NATO Targeting of Afghan Drug Traffickers: An Illegal and Dangerous Precedent? », dans Gaston (dir.) *The Laws of War and 21st Century Conflict* (Idebate Press, 2011), p. 135; « The Sources of International Criminal Law », p. 41 à 53, « Civil Remedies for International Crimes », « The Protective Principle », « The Active Nationality Principle », « The Passive Personality Principle », « The Territoriality Principle », « Arrest Warrant Case », « Pius Nwaoga v. The State », tous dans *Oxford Companion to International Criminal Law and Justice* (2009, OUP); « The Application of International Law Immunities in Prosecutions for International Crimes », dans Harrington, Milde et Vernon (dir.), *Bringing Power to Justice? The Prospects for International Criminal Law* (McGill-Queens University Press, 2006).

Articles parus dans des revues – « Conflict-induced Food Insecurity and the War Crime of Starvation of Civilians as a Method of Warfare: The Underlying Rules of International Humanitarian Law », (2019) *Journal of International Criminal Justice*; « Treaty Law and ICC Jurisdiction over the Crime of Aggression », (2018) 29 *European Journal of International Law* 939 (avec Antonios Tzanakopoulos); « The Crime of Aggression before the International Criminal Court : Introduction to the Symposium », (2018) *European Journal of International Law* 829 (avec Antonios Tzanakopoulos); « The Immunity of Heads of States of Nonparties in the Early Years of the ICC », (2018) 112 *American Journal of International Law Unbound* 172; « The Oxford Guidance on the Law Relating to Humanitarian Relief Operations in Situations of Armed Conflict: An Introduction » (2017) *Anuário Português De Direito Internacional* 2016 23 (avec Emanuela-Chiara Gillard); « The Crime of Aggression in the ICC and State Responsibility », (2017) 58 *Harvard International Law Journal Online* (avec Antonios Tzanakopoulos); « Promoting Compliance with the Rules Regulating Humanitarian Relief Operations in Armed Conflict: The Law and Some Policy Considerations », (2017) 50 *Israel Law Review* 119 (avec Emanuela-Chiara Gillard); « Arbitrary Withholding of Consent to Humanitarian Relief Operations in Armed Conflict », (2016) 92 *International Law Studies* 483 (avec Emanuela-Chiara Gillard); « The International Law Framework Regulating the Use of Armed Drones » (2016) 65 *Int. & Comp. Law Q* 791 (avec C. Heyns, L. Hill-Cawthorne et T. Chengata); « Le choix de recourir à la Cour internationale de Justice en matières contentieuses et consultatives (y compris la question de la compétence) » (2016) 7 *Journal of International Dispute Settlement* 320; « Introduction to Symposium on

Koh & Buchwald, 'The Crime of Aggression: The United States Perspective' » (2016) 110 *American Journal of International Law Unbound* 226 ; « The Lieber Code and the Regulation of Civil War in International Law », (2015) 53 *Columbia Journal of Transnational Law* 638 (avec Lawrence Hill-Cawthorne) ; « Clarifying Necessity, Imminence, and Proportionality in the Law of Self-Defense » (2013) 107 *American Journal of International Law* 563-570 (avec Thomas Lieflaender) ; « The Effect of Security Council Resolutions and Domestic Proceedings on State Obligations to Cooperate with the ICC », (2012) 10 *Journal of International Criminal Justice* 299-324 ; « Immunities, International Crimes and Foreign Domestic Courts: A Rejoinder to Alexander Orakhelashvili », (2011) 22 *European Journal of International Law* 857-861 (avec Sangeeta Shah) ; « Assessing the African Union's Concerns About Article 16 of the Rome Statute of the International Criminal Court », (2011) 4 *African Journal of Legal Studies* 5-50 (avec Charles Jalloh et Max du Plessis) ; « Immunities, International Crimes and Foreign Domestic Courts », (2010) 21 *European Journal of International Law* 815 à 852 (avec Sangeeta Shah) ; « Clearing the Fog of War? The ICRC's Interpretive Guidance on Direct Participation in Hostilities », (2010) 59 *International and Comparative Law Quarterly* 180 à 192 ; « The Legal Nature of Security Council Referrals to the ICC and its Impact on Al Bashir's Immunities », (2009) 7 *Journal of International Criminal Justice* 333 à 352 ; « Are there Limits to the Powers of the Security Council? », (2007) 4 *Journal of International Law and Policy* ; « International Law Immunities and the International Criminal Court », (2004) 98 *American Journal of International Law* 407 à 433 ; « The Jurisdiction of the International Criminal Court over Nationals of Non-Parties: Legal Basis and Limits », (2003) 1 *Journal of International Criminal Justice* 618 à 650 ; « International Adjudication on National Security Issues : What Role for the WTO? », (2003) 43 *Virginia Journal of International Law* 365 à 404 (avec Sope Williams) ; « The Competence of International Organizations and the Advisory Jurisdiction of the International Court of Justice », (1998) 9 *European Journal of International Law* p. 437 à 467 ; « Nuclear Weapons, Unclear Law? Deciphering the Nuclear Weapons Advisory Opinion of the International Court », (1997) 68 *British Yearbook of International Law* p. 165 à 217 ; « The International Court of Justice and the Security Council : Is there Room for Judicial Control of Decisions of the Political Organs of the United Nations », (1997) 46 *International and Comparative Law Quarterly* p. 309 à 343 ; « The Role of the International Court of Justice in the Maintenance of International Peace », (1996) 8 *African Journal of International and Comparative Law*, p. 592 à 616 ; « The Legal Imperatives toward Supranationalism Inherent in the Process of Economic Integration », *Compte rendu intégral des Travaux de la huitième Conférence de la Société africaine de droit international et comparé qui s'est tenue au Caire* (septembre 1996), p. 103 à 115 ; « New Trends in United Nations Peacekeeping » – un chapitre dans « Recent Developments in International Law 1993 » – (avec Susan Davis, Mark Guerts et Tara Doyle), 1994 *European Law Students' Association Law Review*, n° 1, p. 71 à 96.

Documents de travail et rapports commandés – « Humanitarian Actors' Engagement with Accountability Mechanisms in Situations of Armed Conflict » (2017) *Anuário Português De Direito Internacional 2016* 105 (avec Emanuela-Chiara Gillard) ; D. Akande et E. Gillard, 'Oxford Guidance on the Law Relating to Humanitarian Relief Operations in Situations of Armed Conflict' (2016) commandé et publié par le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires ; « The Concept of the Threat or Use of Force in International Law » (Groupe de travail conjoint ASEAN/Chine sur la déclaration du code de conduite des parties dans les mers de Chine méridionale) (2015) ; *International Humanitarian Law and International Criminal Justice: An Introductory Handbook* (Secrétariat du Commonwealth, 2013) ; « Prosecuting Aggression: The Consent Problem and the Role of the Security Council », Document de travail, Oxford Institute for Ethics, Law

and Armed Conflict, 2010 ; N.D. White et D. Akande, *Internal Accountability of Officials, Agents and Experts within the UN System* (Comité de l'Association de droit international chargé de l'application du principe de responsabilité par les organisations internationales) (juin 2001).

Autres écrits plus courts – « A New Approach to the « Interests of Justice » in the ten years ahead of the Rome Statute: Why and when should the Prosecutor use her discretion under Articles 53(1)(c) and 2(c) of the Statute to defer Investigations or prosecutions in situations of active armed conflict », *ICCForum.com* (juin 2018) (avec Talita de Souza-Dias) ; « An Analysis of why the ICC does not have Jurisdiction over the Crime of Aggression Committed by Nationals of ICC Parties which have not Ratified the Kampala Aggression Amendments », *ICCForum.com* (février 2018) ; *The Genocide Convention and the Obligation of Cooperation with the International Criminal Court, Forum en ligne de l'Université de Californie à Los Angeles sur les droits humains et le droit pénal international* (2011) ; « What Exactly Was Agreed in Kampala on the Crime of Aggression? » (2010) 2 *Equality of Arms Review* 23 à 25 (également publié dans le document final de la Réunion du Commonwealth sur la Cour pénale internationale (2011), 65 à 68) ; « The Bashir Indictment: Are Serving Heads of States Immune from ICC Prosecution? », dans *Debating International Justice in Africa* (Collected Essays d'Oxford Transitional Justice Research, 2008-2010), consultable à l'adresse : http://www.fljs.org/uploads/documents/Justice_in_Africa.pdf ; « The Act of State Doctrine », *New Oxford Companion to Law* (2008, OUP) ; « The Era of International Criminal Responsibility », *The Hutchinson Almanac 2000*, p. 504 et 505 ; « Prosecuting Heads of States : The Implications of the Milosevic and Pinochet Cases », publié de manière anonyme dans *Strategic Comments* (une publication de l'Institut international d'études stratégiques), juillet 1999 ; « Introductory Notes – Category A, B, C & E Claims Against Iraq before the United Nations Compensation Commission », (1998) 109 *International Law Reports* p. 2 à 13, 119 à 126, 206 à 213, 480 à 485 ; « Introductory Note – *In the matter of: tariffs applied by Canada to certain US – origin agricultural products* (NAFTA Arbitral Panel) », (1999) 110 *International Law Reports* 543 à 547 ; « Introductory Note – Dispute Concerning the Course of the Frontier Between B.P. 62 and Mount Fitzroy (Argentina/Chile) », (1999) 113 *International Law Reports* 1.

Depuis 2008, plus de 250 publications à EJIL:Talk! (www.ejiltalk.org)

Critiques de livres – Critique de *The Settlement of International Disputes: Institutions and Procedures*, Collier et Lowe (Oxford University Press, 1999). (2001) 64 *Modern Law Review* 140 à 142 ; Critique de *The International Court of Justice: Its Future Role After Fifty Years*, Muller, Raic et Thuránszky (dir.), (Martinus Nijhoff, 1997). (1998) 69 *British Yearbook of International Law* 524 à 527 ; Critique de *National Treaty Law and Practice : France, Germany, India, Switzerland, Thailand and the United Kingdom*, Monroe Leigh et Merritt R. Blakeslee (dir.), (ASIL, 1995). (1995) 7 *African Journal of International and Comparative Law*, p. 215 et 216.

Quelques interventions comme orateur principal

Discours vedette à la réunion annuelle du Conseil canadien de droit international (2019) ; Leçon inaugurale – University of the West of England (2019) ; Intervenant de marque à la série de conférences *Grotius Lecture*, conférence d'ouverture réunion annuelle de l'American Society of International Law (2018) ; *Annual Ruth Steinkraus-Cohen International Law Lecture* (2018) ; *International and Comparative Law Quarterly Annual Lecture* (2017) ; *Inaugural Thornberry Lecture in International Law and Human Rights*, Université de Keele (2015) ; *Susan N. and Augustus DiZerega Lecture*, faculté de droit de l'Université George Washington (2015) ; *Sir Ninian Stephen Visiting Fellow Lecture*, Asia-Pacific Centre for Military Law, Université de Melbourne (2015) ; Service juridique du Gouvernement britannique, conférence inaugurale sur le droit international (2014).

Carlos J. Argüello Gómez

[Original : Anglais, français et espagnol]

Carlos J. Argüello-Gómez né à Managua, Nicaragua en 1946.

Études supérieures

Docteur en droit, Universidad Centroamericana (1970)

Langues

Espagnol (langue maternelle), anglais (bilingue), français (connaissance passive)

Honneurs

Médaille du Mérite Naval de la Naval de Nicaragua (2007)

Doctorat Honoris Causa de l'Universidad Centroamericana (2013)

Médaille Grand-Croix de l'Armée du Nicaragua (2013)

Médaille d'Honneur de l'Assemblée générale du Nicaragua (2013)

Président pro tempore de l'Instituto Hispano-Luso-Americano de Derecho Internacional (2014-2016)

Expérience privée et publique

Avocat dans des cabinets spécialisés en Droit Civil (1970-1979) et professeur de Droit Civil à l'Universidad Centroamericana (1974-1975)

Coordinateur du Conseil Juridique du Gouvernement de Reconstruction Nationale (1979-1980). Durant cette période, le conseil d'administration exerçait les pouvoirs exécutif et législatif.

Vice-Ministre de la Justice et Procureur Général Adjoint (1980-1982)

Ministre de la Justice et Procureur Général (1982-1983)

Ambassadeur du Nicaragua aux Pays-Bas (1983-1990)

Agent du Nicaragua à la Cour internationale de Justice dans les affaires suivantes (1984-2018):

- Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (*Nicaragua c. États-Unis d'Amérique*) (1984-1991)
- Actions armées frontalières et transfrontalières (*Nicaragua c. Costa Rica*) (1986-1987)
- Actions armées frontalières et transfrontalières (*Nicaragua c. Honduras*) (1986 – 1992)
- Différend frontalier terrestres, insulaires et maritimes (*Salvador c. Honduras*); Nicaragua (intervenant) (1986- 1992)
- Différend territorial et maritime entre le Nicaragua et le Honduras dans la mer des Caraïbes (*Nicaragua c. Honduras*) (1999-2007)
- Différend relatif à des droits de navigation et des droits connexes (*Costa Rica c. Nicaragua*) (2005-2009)
- Différend territorial et maritime (*Nicaragua c. Colombie*) (2001-2012)

- Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (*Costa Rica c. Nicaragua*) (2010-2015)
- Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve du San Juan (*Nicaragua c. Costa Rica*) (2011-2015)
- Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière- (*Costa Rica c. Nicaragua*) Question de l'indemnisation (2017-2018)
- Délimitation maritime dans la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique (*Costa Rica c. Nicaragua*) (2014-2018)
- Frontière terrestre dans la partie septentrionale d'Isla Portillos (*Costa Rica c. Nicaragua*) (2017-2018)

Conseiller spécial auprès du Ministère des Affaires étrangères du Nicaragua dans les différends frontaliers terrestres et Droit de la Mer (1984-)

Membre de la Cour Permanente d'Arbitrage de La Haye, depuis 1986.

Ambassadeur du Nicaragua aux Pays-Bas (1993-1997).

Doyen de la Faculté de Droit et des Sciences Sociales à l'Universidad Centroamericana (1997-2000).

Professeur de Droit International Public à l'Universidad Centroamericana (1997-2000)

Ambassadeur du Nicaragua aux Pays-Bas (2000-)

Représentant Permanent du Nicaragua auprès de l'OPAC (2000-)

Gouverneur suppléant du Fonds commun pour les produits de base (2003-)

Agent du Nicaragua dans les affaires suivantes actuellement devant la Cour internationale de Justice:

- Question de la délimitation du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie au-delà de 200 milles marins de la côte nicaraguayenne (*Nicaragua c. Colombie*) (2013-)
- Violations alléguées de droits souverains et d'espaces maritimes dans la mer des Caraïbes (*Nicaragua c. Colombie*) (2013-)

Doyen du Corps diplomatique accrédité auprès du Royaume des Pays-Bas (2009-)

Ambassadeur

Accréditation simultanée en qualité d'Ambassadeur auprès du Royaume-Uni (2010-2014)

Membre de la Commission du Droit Internationale des Nations Unies (2017-)

Masahiko Asada (Japon)

[Original : Anglais, français et espagnol]

Date de naissance : 21 janvier 1958

Lieu de naissance : Hofu, Préfecture de Yamaguchi, Japon

Éducation : LL.B. (Bachelor of Law, Diplôme de Premier Cycle universitaire), Université de Kyoto, 1981

LL.M. (Master en droit), Université de Kyoto, 1983

LL.D. (Doctorat en droit), Université de Kyoto, 2016

Position actuelle : Professeur, Faculté de Droit, Université de Doshisha Professeur Honoraire, Université de Kyoto

Autres principales positions actuelles :

Conseiller honoraire (Ancien Président) de la Société japonaise de Droit international (depuis 2020)

Membre de la Commission pour le Règlement des Disputes liées à la Confidentialité, Organisation pour l'Interdiction des Armes chimiques (OIAC), La Haye (depuis 2016)

Membre du Comité sur l'Usage de la Force de l'Association de Droit international, Londres (depuis 2006)

Membre du Comité sur les Armes nucléaires, la Non-prolifération et le Droit international contemporain de l'Association de Droit international, Londres (depuis 2011)

Membre associé du Conseil scientifique du Japon (depuis 2020)

Membre du Groupe d'étude sur les Pratiques japonaises du Droit international (depuis 1993)

Membre du Groupe d'étude sur le Droit international du Ministère des Affaires étrangères du Japon (depuis 2017)

Membre du Groupe consultatif du Directeur général du Contrôle des Armes et des Affaires scientifiques du Ministère des Affaires étrangères du Japon (depuis 2002)

Examineur (Droit international), Examen de Recrutement pour les Postes de Services complets de l'Autorité du Personnel national (depuis 2012)

Président du Comité d'étude des Politiques de Non-prolifération nucléaire de l'Agence japonaise de l'Energie atomique (depuis 2005)

Membre du Forum des Sciences et des Technologies de Non-prolifération nucléaire de l'Agence japonaise de l'Energie atomique (depuis 2006)

Membre de la Commission de Divulgence des Informations de l'Agence japonaise de l'Energie atomique (depuis 2005)

Membre du Conseil d'Administration de l'Association japonaise de la Sécurité et du Commerce internationaux (depuis 2000)

Membre du Conseil d'Administration de l'Association japonaise pour la Sécurité et le Commerce international (depuis 2005)

Membre du Conseil d'Administration du Chapitre japonais de la Société asiatique de Droit international (depuis 2007)

Membre du Conseil d'Administration de la Société japonaise de Droit mondial (depuis 2008)

Membre du Conseil d'Administration de l'Association japonaise pour les Études sur le Désarmement (depuis 2009)

Membre du Conseil d'Administration de la branche japonaise de l'ILA (depuis 2014)

Membre du Conseil éditorial du *Journal of Conflict and Security Law (Journal sur les Conflits et les Lois relatives à la Sécurité)*, Oxford (depuis 2000)

Rédacteur associé de l'Annuaire japonais annuel de Droit international, Tokyo (depuis 2006)

Membre du Conseil consultatif de l'Institut pour le Droit international de la Paix et la Sécurité, Université de Cologne, Allemagne (depuis 2015)

Chercheur associé adjoint à l'Institut de Recherches pour la Paix et la Sécurité (RIPS), Tokyo (depuis 2003)

Chercheur associé adjoint au Centre pour la Promotion du Désarmement et de la Non-prolifération (CPDNP) / Centre pour le Désarmement, la Science et la Technologie (CDAST), Institut japonais des Affaires internationales, Tokyo (depuis 2004)

Chercheur associé adjoint à l'Agence japonaise de l'Energie atomique, Tokyo (depuis 2005)

Principales positions antérieures :

Chercheur associé, Faculté de droit, Université de Kyoto

Chercheur associé invité au Centre pour les Etudes internationales et stratégiques, Université de York, Toronto, Canada (1987-1988)

Associé principal du Collège St Antony, Université d'Oxford, Royaume-Uni (1988-1989)

Professeur associé de Droit international, Faculté de Droit, Université d'Okayama (1989-1996)

Professeur de Droit international, Faculté de Droit, Université d'Okayama (1996-1999)

Professeur de Droit international, École supérieure de Droit, Université de Kyoto (1999-2013)

Professeur de Droit international, École supérieure de Gouvernement, Université de Kyoto (2013-2016)

Vice-doyen de l'École supérieure de Droit, Université de Kyoto (2017-2019)

Membre de l'Équipe fiduciaire, Université de Kyoto (2017-2019)

Membre de la Commission pour le Règlement des Disputes liées à la Confidentialité, OIAC, La Haye (1997-2003)

Vice-président de la Commission pour le Règlement des Disputes liées à Confidentialité, OIAC, La Haye (1999-2000, 2018-2020)

Assistant de l'Ambassadeur Chusei Yamada, Membre de la Commission du Droit international de l'ONU, Genève (2008)

Membre du Conseil consultatif sur l'Éducation et la Sensibilisation, OIAC, La Haye (2016-2018)

Membre du Groupe d'Experts gouvernementaux des Nations Unies sur la Vérification, New York (2006-2007)

Membre du Groupe d'Experts créé conformément à la Résolution 1874 (2009) du Conseil de Sécurité, New York (2009-2010)

Professeur invité, École de Droit d'Auckland, Université d'Auckland, Auckland (2019-2020)

Conseiller juridique de la Délégation japonaise à la Conférence sur le Désarmement (Responsable des négociations de la CIAC), Genève (1991-1993)

Conseiller de la Délégation japonaise pour la Commission préparatoire pour l'OIAC, La Haye (1993-1997)

Conseiller de la Délégation japonaise pour la Commission préparatoire pour le Conseil exécutif de l'OIAC, La Haye (1997-2006)

Conseiller de la Délégation japonaise pour la Neuvième Conférence des États Parties de la Convention sur l'Interdiction des Armes chimiques (CIAC), La Haye (2004)

Conseiller de la Délégation japonaise pour la Sixième Conférence des États Parties de la CIAC, La Haye (2011)

Conseiller de la Délégation japonaise pour la Troisième Conférence de Révision de la CIAC, La Haye (2013)

Conseiller juridique de la Délégation japonaise au Groupe ad hoc des États Parties de la Convention sur l'Interdiction des Armes biologiques (CIAB), Genève (1995-2001)

Conseiller de la Délégation japonaise pour la Sixième Conférence de Révision de la CIAB, Genève (2006)

Conseiller de la Délégation japonaise pour la Septième Conférence de Révision de la CIAB, Genève (2011)

Conseiller de la Délégation japonaise à la Troisième Conférence sur la Facilitation de l'Entrée en Vigueur du Traité d'Interdiction complète des Essais nucléaires (TICE), Vienne (2003)

Conseiller juridique de la Délégation japonaise au Groupe de Travail B de la Commission préparatoire du TICEN, Vienne (2003-2004)

Conseiller de la Délégation japonaise au Troisième Comité préparatoire pour la Conférence de Révision du Traité sur la Non-prolifération des Armes nucléaires (TNP), New York (2004)

Conseiller de la Délégation japonaise au Premier Comité préparatoire pour la Conférence de Révision du TNP de 2010, Vienne (2007)

Conseiller de la Délégation japonaise au Troisième Comité préparatoire pour la Conférence de Révision du TNP de 2010, New York (2009)

Conseiller de la Délégation japonaise au Premier Comité préparatoire pour la Conférence de Révision du TNP de 2015, Vienne (2012)

Conseiller de la Délégation japonaise au Troisième Comité préparatoire pour la Conférence de Révision du TNP de 2015, New York (2014)

Conseiller de la Délégation japonaise pour la Conférence de Révision du TNP de 2015, New York (2015)

Conseiller de la Délégation japonaise au Premier Comité préparatoire pour la Conférence de Révision du TNP de 2020, Vienne (2017)

Conseiller de la Délégation japonaise au Deuxième Comité préparatoire pour la Conférence de Révision du TNP de 2020, Genève (2018)

Membre du Comité du Conseil consultatif sur les Produits chimiques de la Mise en œuvre nationale de la Convention sur l'Interdiction des Armes chimiques du Ministère du Commerce et de l'Industrie Internationaux (MITI) (1993-1996)

Membre du Groupe d'Étude sur la Non-prolifération des Armes nucléaires et des Garanties de l'IAEA, Agence des Sciences et des Technologies (1995-1996)

Membre du Groupe d'Étude sur la Coopération des Biens humanitaires, Cabinet du Premier Ministre du Japon (1996-1997)

Membre du Groupe d'Experts sur les Activités d'Assistance humanitaire, Cabinet du Premier Ministre du Japon (1997-1998)

Président du Sous-comité du Conseil consultatif sur les Produits chimiques pour l'Inspection et la Confidentialité, MITI (1997-1998)

Membre du Comité du Conseil consultatif sur les Produits chimiques, MITI (1997-2001)

Membre du Groupe d'Étude sur les Nouveaux Systèmes de Garantie de l'IAEA, Agence des Sciences et des Technologies (1998)

Conseiller de l'Agence des Sciences et des Technologies (1998-2001)

Membre du Comité de chimie et de biologie du Conseil consultatif de la Structure industrielle du Ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie (METI) (2001-2009)

Membre du Sous-comité du Conseil consultatif sur la Structure industrielle sur le Contrôle de la Sécurité et du Commerce, METI (2002-2009)

Membre du Comité des Relations internationales de la Commission de l'Énergie atomique japonaise (2001-2005)

Membre du Comité d'Évaluation des Politiques de la Commission de l'Énergie atomique japonaise, Bureau du Conseil des Ministres (2006-2007)

Membre du Groupe d'Étude de la Commission de l'Énergie atomique japonaise sur la Vision de l'Énergie atomique, Bureau du Conseil des Ministres (2007-2008)

Membre du Groupe consultatif des Affaires internationales de la Commission de l'Énergie atomique japonaise (qui deviendra ensuite le Groupe des Affaires internationales), Bureau du Conseil des Ministres (2006-2010)

Conseiller du Ministère des Affaires étrangères (2006)

Membre du Conseil central des Installations de Défense, Ministère de la Défense (2009-2018)

Membre (Droit international) du Comité de Sélection des Fonctionnaires étrangers du Ministère (Niveau expert), Ministère des Affaires étrangères (2009-2019)

Membre du Sous-comité de l'Énergie atomique du Comité consultatif sur les Ressources naturelles et l'Énergie atomique, METI (2011-2013)

Membre du Groupe consultatif d'Experts sur le Futur de la Commission de l'Énergie atomique, Bureau du Conseil des Ministres (2012)

Président du Conseil central des Installations de Défense, Ministère de la Défense (2015-2018)

Membre du Sous-comité sur la Législation de l'Espace du Comité des Politiques de l'Espace, Bureau du Conseil des Ministres (2015-2016)

Membre du Groupe des Personnalités éminentes pour l'Avancement substantiel du Désarmement nucléaire désignées par le Ministre japonais des Affaires étrangères (2017-2019)

Président du Groupe d'Étude pour l'Etablissement d'un Système d'Inscription dans la Mise en œuvre de l'Article VII-6 de la Convention sur le Commerce international des Espèces de Faune et de Flore sauvages menacées d'Extinction (CITES), METI (2018-2019)

Président du Groupe d'Etude sur l'Effet d'Accepter les Mesures de Vérification de la CIAB, Association de Bio-industrie japonaise (2001-2002)

Membre du Groupe central de la Commission américano-japonaise sur le Contrôle des Armes, le Désarmement, la Non-prolifération et la Vérification (Track-II) (2001-2010)

Membre du Comité de Recherche sur la Non-prolifération des Armes nucléaires, Forum industriel atomique japonais (2003-2008)

Membre du Groupe international d'Experts sur la Sécurité mondiale (IEGGS) (2003-2016)

Membre du Groupe d'Etude des Approches nucléaires multilatérales de l'AIEA, Centre pour la Promotion du Désarmement et de la Non-prolifération (CPDNP), Institut japonais des Affaires internationales (2004-2005)

Membre du Groupe d'Etude sur l'Exportation et la Coopération nucléaires, Forum industriel atomique japonais (2004-2006)

Chef de Projet du Groupe d'Étude sur la Non-prolifération nucléaire, Institut de Développement du Cycle nucléaire japonais (JNC) (2004 2005)

Membre de la Commission de Divulgence des Informations de la Corporation pour le Développement des Réacteurs de Puissance et du Cycle nucléaire (PNC) (1998)

Membre de la Commission de Divulgence des Informations, JNC (1998-2005)

Membre de la Force d'Intervention pour une Initiative pour un Nouvel Ordre nucléaire, Institut japonais des Affaires internationales (2006-2016)

Membre du Comité pour le Renforcement du Régime de Non-prolifération nucléaire au travers d'Assurances d'Approvisionnement en Combustible nucléaire, Agence japonaise de l'Energie atomique (2007-2009)

Membre alternatif du Comité pour les Lois de Contrôle des Armes et de Désarmement, Association de Droit international (ILA), Londres (1998-2004)

Membre du Conseil d'Administration de la Société japonaise de Droit international (2000-2020)

Membre du Comité éditorial du *Journal of International Law and Diplomacy*, Tokyo (2000-2009)

Président, du Comité de Planification de la Société japonaise de Droit mondial (2011-2014)

Rédacteur en chef du *Journal of International Law and Diplomacy*, Tokyo (2012-2014)

Membre du Comité d'Organisation, Session de Tokyo de l'Institut de Droit international (2013)

Président du Comité sur les Programmes internationaux, Société japonaise de Droit international (2014-2016)

Président du Comité de Planification de la Société japonaise de Droit international (2016-2018)

Président de l'Association japonaise pour la Sécurité et le Commerce international (2009-2011)

Président de l'Association japonaise pour les Études sur le Désarmement (2013-2015)

Président de la Société japonaise de Droit international (2018-2020)

Président du Comité organisateur, de la Conférence biennale de l'Association de Droit international en 2020 (2018-2020)

Chargé de Cours à temps partiel, Faculté de Droit, Université de Kanazawa (1994-1995)

Chargé de Cours régulier, Institut national des Etudes sur la Défense, Ministère de la Défense [1994 (42^e), 1997 (45^e), 2005 (53^e), 2020 (68^e)]

Chargé de Cours à temps partiel, Faculté de Droit, Université Himeji Dokkyo (1996-1997)

Chargé de Cours à temps partiel, Faculté de Droit, Université d'Okayama Shoka (1998-1999)

Chargé de Cours à temps partiel, Université d'Okayama (1999-2002)

Conférence spéciale sur le Désarmement et la Non-prolifération, CPDNP, Institut japonais des Affaires internationales (2003-2008, 2011-2012, 2014-2015, 2017, 2019)

Chargé de Cours à temps partiel, École des Politiques publiques, Université de Hokkaidō (2005-2006)

Professeur invité, Université de l'Air (2005-2008)

Chargé de Cours à temps partiel, École supérieure de Technologie, Université de Tokyo (2005-2010)

Chargé de Cours à temps partiel, École supérieure de Politique et Gestion, Université Doshisha (2006-2008)

Chargé de Cours à temps partiel, École supérieure de Développement international, Université de Nagoya (2011-2012)

Chargé de Cours à temps partiel, Institut de Formation des Services étrangers, Ministère des Affaires étrangères (2011, 2013, 2014, 2016)

Chargé de Cours à temps partiel, Ecole supérieure de Droit, Université de Waseda (2018-2019)

Chargé de Cours à temps partiel, Collège des Sciences politiques, Université Ritsumeikan (2018-2019)

Membre du Jury de la Dernière Manche de la Coupe d'Asie du Concours de Plaidoirie en Droit international (2018)

Président du Jury de la Dernière Manche du Concours de Plaidoirie en Droit international Philip C. Jessup (Manche japonaise) (2019)

Président du Jury de la Dernière Manche de la Coupe d'Asie du Concours de Plaidoirie en Droit international (2019)

Membre du Jury de la Dernière Manche du Concours de Plaidoirie en Droit international Philip C. Jessup (Manche japonaise) (2020)

Principales publications

Livres et rapports

Documents de base du droit international (Rédacteur en chef, Toshindo, à paraître) (en japonais)

Documents de base du droit international : édition de poche (Rédacteur en chef, Toshindo, à paraître) (en japonais)

Relations internationales et droit international (Co-rédacteur, Shinzansha, à paraître) (en japonais)

Courant du droit international contemporain, Vol. 2 (Co-rédacteur, Toshindo, 2020) (en japonais)

Economic Sanctions in International Law and Practice (Sanctions économiques en droit international et pratique) (rédacteur, Routledge, 2020)

Poursuite de l'approche positiviste du droit international (co-rédacteur, Shinzansha, 2019) (en japonais)

Droit international, 4^e édition (Rédacteur, Toshindo, 2019) (en japonais)

Recueil de droit international, 3^e édition (Co-rédacteur, Toshindo, 2019) (en japonais)

Documents de base du droit international (co-rédacteur en chef, Toshindo, 2019, annuel depuis 2003) (en japonais)

Manuel du TNP, 3^e édition (Co-auteur, CPDNP, 2017) (en japonais)

Droit international, 3^e édition (Rédacteur, Toshindo, 2016) (en japonais)

Réparations après-guerre (co-auteur, Minerva, 2016) (en japonais)

Dictionnaire du désarmement (co-rédacteur, Shinzansha, 2015) (en japonais)

Réparations après-guerre entre le Japon et la Chine dans le cadre du droit international (Toshindo, 2015) (en japonais)

Jugement international et le développement du droit international contemporain (co-rédacteur, Sanseido, 2014) (en japonais)

Droit international, 2^e édition (Rédacteur, Toshindo, 2013) (en japonais)

On-Site Inspection: A Major Arms Control Verification Tool (Inspection sur place : Un outil majeur de contrôle des armes) (co-auteur, Centre de Politique de Sécurité, Genève, 2012)

Contrôle des exportations (rédacteur, Yushindo, 2012) (en japonais)

Les enjeux du désarmement : Introduction, 4^e édition (Co-auteur, Toshindo, 2012) (en japonais)

Droit international (rédacteur, Toshindo, 2011) (en japonais)

Sanctions and Weapons of Mass Destruction in International Relations (Sanctions et armes de destruction massive dans les relations internationales) (co-auteur, centre pour les politiques de sécurité de Genève, 2010)

Documents de base sur le désarmement, 3^e édition (Co-rédacteur, Yushindo, 2009) (en japonais)

Lois et politiques de non-prolifération et de désarmement nucléaire (co-rédacteur, Shinzansha, 2008) (en japonais)

A New Look at the Comprehensive Nuclear-Test-Ban Treaty (CTBT) [Un nouvel aperçu sur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICEN)], (co-auteur, institut des relations internationales des Pays-Bas, 2008)

Assessing Compliance with Arms Control Treaties (Évaluer la conformité des traités de contrôle des armes) (co-auteur, centre pour les politiques de sécurité de Genève, 2007)

Agenda pour le droit international au 21^e siècle (rédacteur, Yushindo, 2006) (en japonais)

Encyclopédie du droit des relations internationales, 2^e édition (Membre du comité éditorial, Sanseido, 2005) (en japonais)

Les enjeux du désarmement : Introduction, 3^e édition (Co-auteur, Toshindo, 2005) (en japonais)

Container Security: A Proposal for a Comprehensive Code of Conduct (Sécurité des conteneurs : Une proposition pour un code de conduite complet) (co-auteur, université de la défense nationale, 2005)

Contrôle des exportations : Une stratégie pour la prévention de la prolifération des armes (rédacteur, Yushindo, 2004) (en japonais)

Désarmement des armes de destruction massive (co-auteur, Shinzansha, 2004) (en japonais)

Generic Aspects of Arms Control Treaties (Aspects génériques des traités de contrôle des armes) (co-auteur, centre de recherche commune de la Commission européenne, 2004)

Manuel du TNP (co-auteur, CPDNP, 2003) (en japonais)

Autodéfense et la perspective des États-Unis sur l'utilisation des armes nucléaires (rédacteur, centre de recherches sur la défense, 2003) (en japonais)

Contrôle des armes et politique de désarmement des États majeurs (rédacteur, Institut de Recherches pour la Paix et la Sécurité, 2003) (en japonais)

Désarmement au 21^e siècle (co-auteur, Horitsubunkasha, 2002) (en japonais)

Rapport d'étude sur les mesures de vérification de la CIAB (rédacteur, association de bio-industrie japonaise, 2002) (en japonais)

Prévention de la prolifération et des transferts de technologie des missiles et des armes conventionnelles et autres éléments sensibles à double usage (rédacteur, RIPS, 2002) (en japonais)

Code de conduite international contre la prolifération des missiles balistiques (co-auteur, CPDNP, 2002) (en japonais)

Rapport d'étude sur les exportations et les importations des substances chimiques du calendrier 3 de la CIAC (co-auteur, association de l'industrie chimique japonaise, 2001) (en japonais)

Le droit des traités (co-auteur, Keio U.P., 2001) (en japonais)

Politique internationale sur la non-prolifération des armes de destruction massive (co-auteur, Yushindo, 2000) (en japonais)

Les enjeux du désarmement : Introduction, 2^e édition (Co-auteur, Toshindo, 1999) (en japonais)

Droit international (co-auteur, Yuhikaku, 1998) (en japonais)

Pratique du droit international (co-auteur, Toshindo, 1998) (en japonais)

Documents de base sur le désarmement, 2^e édition (Co-rédacteur, Yushindo, 1997) (en japonais)

Les enjeux du désarmement : Introduction (co-auteur, Toshindo, 1996) (en japonais)

Un commentaire sur les principaux articles de la Convention sur les armes chimiques (Institut de recherche internationale sur le renseignement, 1993) (en japonais)

Droit international II (co-auteur, Toshindo, 1990) (en japonais)

Articles, chapitres de livre et commentaires

« Nuclear Non-Proliferation and Disarmament under International Law (Non-prolifération et désarmement nucléaire dans le cadre du droit international) » dans R. Geiß et N. Melzer (eds.), *Oxford Handbook on the International Law of Global Security (Manuel d'Oxford sur le droit international de la sécurité mondiale)* (Oxford U.P., à paraître)

« Article 18 of the Vienna Convention on the Law of Treaties Obligations and the Comprehensive Nuclear-Test-Ban Treaty (Article 18 de la convention de Vienne sur le droit des obligations des traités et le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires) », dans T. Dunworth et A. Hood (eds.), *Disarmament Law (Droit du désarmement)* (Routledge, à paraître)

« Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons and Japan (Traité sur l'interdiction des armes nucléaires et le Japon) », *Japanese Yearbook of International Law (Annuaire japonais de droit international)*, Vol 63 (à paraître)

« Legal Justification of Sanctions in International Law (Justification légale des sanctions dans le cadre du droit international) », *International Relations and International Law (Relations internationales et droit international)*, dans M. Asada et al. (eds.), (Shinzansha, à paraître) (en japonais)

« The Iranian Nuclear Issue and International Law (L'enjeu nucléaire iranien et le droit international) », *Journal du droit d'Okayama*, Vol. 70, N°. 3-4 (à paraître) (en japonais)

« The International Law Prohibition of the Use of Chemical Weapons (L'interdiction de l'utilisation des armes chimiques par le droit international) », dans M. Asada et al. (eds.), *Tide of Contemporary International Law (Courant du droit international contemporain)*, Vol. II (Toshindo, 2020) (en japonais)

« Achievements and Agenda of the NPT at 50 (Accomplissements et défis du TNP 50 ans après son adoption) », *Energy Review*, Vol. 40, N°. 9 (septembre 2020) (en japonais)

« A 'Winter Phase' for Arms Control and Disarmament and the Role for Japan (Une « période hivernale » pour le contrôle des armes et le désarmement et le rôle pour le Japon) », *Japan Review*, Vol. 3, N°. 3-4 (printemps 2020)

« Commentaires sur les affaires de droit international » dans *Jurist extra edition, Commentaires sur les affaires importantes en 2019* (avril 2020) (en japonais)

« Definition and Legal Justification of Sanctions (Définition et justification légale des sanctions) », dans M. Asada (ed.), *Economic Sanctions in International Law and*

Practice (Sanctions économiques dans le droit international et la pratique) (Routledge, 2020)

« Fragilité des obligations de l'article 18 (VCLT) », dans K. Sherita et al. (eds.), *Poursuite de l'approche positiviste du droit international* (Shinzansha, 2019) (en japonais)

« A Possible Demise of the INF Treaty and Japan's Security (Possible disparition du traité INF et la sécurité du Japon) » dans *Hiroshima Report 2019: Evaluation of Achievement in Nuclear Disarmament, Non-Proliferation and Nuclear Security in 2018* (*Hiroshima Report 2019 : Évaluation de l'accomplissement du désarmement nucléaire, de la non-prolifération et de la sécurité nucléaire en 2018*) (préfecture de Hiroshima, 2019)

« Commentaires sur les affaires de droit international » dans *Jurist extra edition, Commentaires sur les affaires importantes en 2018* (avril 2019) (en japonais)

« How to Determine the Legal Character of an International Instrument: The Case of a Note Accompanying the Japan-India Nuclear Cooperation Agreement (Comment déterminer le caractère légal d'un instrument international : Le cas d'une note accompagnant l'accord de coopération nucléaire Japon-Inde) », *International Community Law Review* (*Revue du droit de la communauté internationale*), Vol. 20 N° 2 (2018)

« Commentaires sur les affaires de droit international » dans *Jurist extra edition, Commentaires sur les affaires importantes en 2017* (avril 2018) (en japonais)

« Contrôle des armes et désarmement entrant dans une période de difficultés de type hivernales et le rôle du Japon », « *Affaires internationales* (Tokyo) N° 672 (juin 2018) (en japonais)

« Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons (Traité sur l'interdiction des armes nucléaires) », dans *Hiroshima Report 2018: Evaluation of Achievement in Nuclear Disarmament, Non-Proliferation and Nuclear Security in 2017* (*Hiroshima Report 2018 : Évaluation de l'accomplissement du désarmement nucléaire, de la non-prolifération et de la sécurité nucléaire en 2017*) (préfecture de Hiroshima, 2018)

« The Role of the Security Council in WMD-Related Export Control: Synergy between Resolution 1540 (2004) and Sanctions Resolutions (Le rôle du conseil de sécurité dans le contrôle des exportations liées aux ADM : Synergie entre la résolution 1540 (2004) et les résolutions de sanctions) », dans D. Tamada et Ph. Achilleas (eds.), *Theory and Practice of Export Control: Balancing International Security and International Economic Relations* (*Théorie et pratique du contrôle des exportations : Équilibrer la sécurité internationale et les relations économiques internationales*) (Springer, 2017)

« The Senkaku/Diaoyu Islands Issue and Confidence-Building in the East China Sea (L'enjeu des îles Senkaku/Diaoyu et la création de la confiance en mer de Chine Orientale) » dans C. Schofield, Y.K. Park et L. Bernard (eds.), *East China Sea: How to Build Confidence and Promote Cooperation* (*Mer de Chine orientale : Comment créer la confiance et promouvoir la coopération*) (Institut maritime coréen, 2017)

« Chercheur en droit international en pratique » *Gaiko*, Vol. 42 (mars/avril 2017) (en japonais)

« Sanctions autonomes sur l'Iran et contremesures dans le cadre des articles sur la responsabilité de l'État », *Études de droit international*, N° 5 (2017) (en japonais)

« Commentaires sur les affaires de droit international » dans *Jurist extra edition, Commentaires sur les affaires importantes en 2016* (avril 2017) (en japonais)

« Accord de coopération nucléaire Japon-Inde et tests nucléaires indiens », Classe de droit, N° 440 (mai 2017) (en japonais)

« Vérification de l'accord de coopération nucléaire Japon-Inde », *Energy Review*, Vol. 37, N° 6 (juin 2017) (en japonais)

« Japan-India Nuclear Cooperation: Impact of Possible Indian Nuclear Testing (Coopération nucléaire Japon-Inde : Impact des possibles tests nucléaires indiens) », *International Law Gazette* (Gazette du droit international), année 1, numéro 3 (juillet 2017)

« Interdiction des armes chimiques ; Statut actuel et prospective », dans T. Yamamoto et M. Shoji (eds.), *Désarmement et contrôle des armes* (Shigakusha, 2017) (en japonais)

« Jugement de la CIJ : Obligations concernant les négociations relatives à l'arrêt de la course aux armes nucléaires et au désarmement nucléaire » (co-auteur), *Journal du droit international et de la diplomatie*, Vol. 116, N° 2 (août 2017) (en japonais)

« Commentaires sur les affaires de droit international » dans *Jurist extra edition, Commentaires sur les affaires importantes en 2015* (avril 2016) (en japonais)

« Sanctions autonomes de l'UE sur l'Iran et les résolutions du conseil de sécurité », *Kokusai Shoji Homu*, Vol. 44, N° 5 (mai 2016) (en japonais)

« Les grands dérapages de la Chine dans l'arbitrage en mer de Chine méridionale », *RIPS EYE*, N° 207 (24 août 2016) (en japonais)

« Le Développement nucléaire nord-coréen et les sanctions économiques de l'ONU », *Quarterly Jurist*, N° 19 (automne 2016) (en japonais)

« The Intensity Element in the Concept of International Armed Conflict under International Humanitarian Law: A Dissenting Opinion to the International Law Association's Use of Force Committee Report (L'élément d'intensité dans le concept de conflit armé international dans le cadre du droit humanitaire international : Une opinion dissidente au rapport du Comité sur l'Usage de la Force de l'Association de Droit international) », *Taiwanese Yearbook of International Law (Annuaire taiwanais de droit international)*, Vol. 2 (2016)

« A Path to a Comprehensive Prohibition of the Use of Chemical Weapons under International Law: From The Hague to Damascus (Une voie vers l'interdiction totale de l'utilisation des armes chimiques dans le cadre du droit international : De La Haye à Damas) », *Journal of Conflict and Security Law (Journal sur les conflits et les lois relatives à la sécurité)*, Vol 21, N° 2 (2016)

« Sanctions autonomes de l'UE sur l'Iran et contremesures », *Kokusai Shoji Homu*, Vol. 44, N° 11 (novembre 2016) (en japonais)

« Violation des obligations interdépendantes et contremesures dans le cadre des articles sur la responsabilité de l'État », dans Y. Matsui et al. (eds.), *Agenda droit international et du droit maritime au 21^e siècle* (Toshindo, 2016) (en japonais)

« Treaty of Peace between Japan and the Republic of China: Its Territorial Scope of Application and the Status of the Government of the Republic of China (Traité de paix entre le Japon et la République de Chine : Sa portée d'application territoriale et le statut du gouvernement de la République de Chine) », *Taiwanese Yearbook of International Law (Annuaire taiwanais de droit international)*, Vol. 1 (2015)

« Destruction des armes chimiques abandonnées dans le cadre de la CIAC : La question des délais de destruction » dans S. Yanai et S. Murase (eds.), *Mettre en pratique le droit international* (Shinzansha, 2015) (en japonais)

« The NPT and the IAEA Additional Protocol (Le TNP et le protocole supplémentaire de l'IAEA) » dans J.L. Black-Branch et D. Fleck (eds.), *Nuclear Non-Proliferation in International Law: Verification and Compliance (Non-prolifération nucléaire dans le droit international : Vérification et conformité)* (Springer, 2015)

« La politique de non-prolifération nucléaire américaine et le futur de l'accord de coopération nucléaire Japon–États-Unis », *Affaires Internationales* (Tokyo), N° 644 (septembre 2015) (en japonais)

« Statut légal des armes nucléaires dans le cadre du droit international » dans Institut pour la paix de Hiroshima (ed.), *Que signifie la création de la paix ?* (HPI, 2015) (en japonais)

« Développement historique de l'interdiction de l'utilisation des armes chimiques et la guerre civile syrienne », bulletin de l'association japonaise pour les études sur le désarmement, N° 16 (mars 2014) (en japonais)

« Affaire concernant les réservoirs de gaz toxique en Chine (4^e cas) : Armes chimiques abandonnées » dans *Jurist extra edition, Commentaires sur les affaires importantes en 2013* (avril 2014) (en japonais)

« The OPCW's Arrangements for Missed Destruction Deadlines under the Chemical Weapons Convention: An Informal Noncompliance Procedure (Les accords de l'OIAC pour les délais de destruction dépassés dans le cadre de la convention sur les armes chimiques : Procédure informelle de non-conformité) », *American Journal of International Law (Journal américain de droit international)*, Vol108, N° 3 (juillet 2014)

« Cour internationale de justice et autodéfense » dans M. Asada et al. (eds.), *Jugement international et développement du droit international contemporain* (Sanseido, 2014) (en japonais)

« Les premières lignes du droit international », *Quarterly Jurist*, N° 11 (automne 2014) (table ronde) (en japonais)

« La question de la Crimée et le droit international », *Espace public*, Vol. 13 (automne 2014) (en japonais)

« Traité de paix entre le Japon et la République de Chine dans une perspective légale internationale (6)-(8) », *Kyoto Law Review*, Vol 173, N° 4, Vol 174, N° 4 (2013-2014) (en japonais)

« Coopération nucléaire nord-coréenne et sanctions de l'ONU », *Journal des affaires du monde*, Vol. 61, N° 6 (juin 2013) (en japonais)

« Les États non-acteurs et le droit d'autodéfense » dans S. Sakamoto et K. Yakushiji (eds.), *Enjeux légaux vers la société internationale universelle* (Shinzansha, 2013) (en japonais)

« Les tests nucléaires nord-coréens et le renforcement des sanctions de l'ONU », *Asian Security 2013-14* (Asagumo Shimbun, 2013) (en japonais)

« Arrangement for the Missed Final Destruction Deadline under the CWC: A De Facto Amendment or a 'Non-Compliance Procedure' for a Disarmament Treaty? (Arrangement pour les délais de destruction finale dépassés dans le cadre de la CIAC : Un amendement de facto ou une « procédure de non-conformité » pour un traité de désarmement ?) » *Studies on International Law (Études de droit international)* association bulgare de droit international), Vol 8 (2013)

- « Le concept de « conflit armé » dans le droit international » dans T. Matsuda et al. (eds.), *Idées et structure du droit international contemporain* (Toshindo, 2012) (en japonais)
- « La question du nucléaire iranien et les réponses de la communauté internationale », *Kyoto Law Review*, Vol. 170, N° 4-6 (mars 2012) (en japonais)
- « Procédure de non-conformité dans les traités de désarmement », *Law Class*, N° 382 (juillet 2012) (en japonais)
- « Critères d'actes d'attribution des États non-acteurs à un État : Une tentative de réconcilier les perspectives de la CIJ et du TPIY », *Journal du droit international et de la diplomatie*, Vol. 111, N° 2 (août 2012) (en japonais)
- « Diaoyu/Senkaku Islands (Îles Diaoyu/Senkaku) » dans R. Wolfrum (ed.), *The Max Planck Encyclopedia of Public International Law (L'encyclopédie Max Planck du droit international public)*, Vol. III (Oxford U.P., 2012)
- « Dok Do/Takeshima Island (Île Dok Do/Takeshima) » dans R. Wolfrum (ed.), *The Max Planck Encyclopedia of Public International Law (L'encyclopédie Max Planck du droit international public)*, Vol. III (Oxford U.P., 2012)
- « Régime de contrôle des exportations relatif aux substances biologiques et chimiques » dans M. Asada (ed.), *Contrôle des exportations* (Yushindo, 2012) (en japonais)
- « Régime de contrôle des exportations relatif aux missiles » dans M. Asada (ed.), *Contrôle des exportations* (Yushindo, 2012) (en japonais)
- « Contrôle des exportations basé sur les résolutions du conseil de sécurité » dans M. Asada (ed.), *Contrôle des exportations* (Yushindo, 2012) (en japonais)
- « Initiative de sécurité contre la prolifération (PSI) » dans M. Asada (ed.), *Contrôle des exportations* (Yushindo, 2012) (en japonais)
- « The Concept of 'Armed Conflict' in International Armed Conflict (Le concept de « conflit armé » dans les conflits armés internationaux » dans M.E. O'Connell (ed.), *What Is War? An Investigation in the Wake of 9/11* (Qu'est-ce que la guerre ? Une enquête à la suite du 11/9) (Martinus Nijhoff, 2012)
- « Arms Control Law in Crisis? A Study of the North Korean Nuclear Issue (La loi sur le contrôle des armes en crise ? Une étude sur le problème nucléaire nord-coréen) » dans D.H. Joyner (ed.), *Arms Control Law (Lois de contrôle des armes)* (Ashgate, 2012) (reproduction)
- « Principe de non-usage de la force et le droit à l'autodéfense collective : Le cas du Nicaragua », dans A. Kotera et al. (eds.), *Jurist extra edition, Commentaires sur 100 affaires sélectionnées*, 2^e édition (Yuhikaku, 2011) (en japonais)
- « Sanctions de l'ONU à l'encontre de la Corée du Nord et contrôle des exportations », *CISTEC Journal*, N° 131 (janvier 2011) (en japonais)
- « A Solution in Sanctions: Curbing Nuclear Proliferation in North Korea (Une solution dans les sanctions : Courber la prolifération nucléaire en Corée du Nord) », *Harvard International Review*, Vol. 32, N° 4 (hiver 2011)
- « The Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons and the Universalization of the Additional Protocol (Le traité de non-prolifération des armes nucléaires et l'universalisation du protocole supplémentaire) », *Journal of Conflict and Security Law (Journal sur les conflits et les lois relatives à la sécurité)*, Vol 16, N° 1 (printemps 2011)

« Arms Control Law in Crisis? A Study of the North Korean Nuclear Issue (La loi sur le contrôle des armes en crise ? Une étude sur le problème nucléaire nord-coréen) » dans Z. Keyuan and J. Chen (eds.), *International Law in East Asia (droit international en Asie de l'Est)* (Ashgate, 2011) (reproduction)

« Le cas des vaisseaux non identifiés au large de l'île de Kyûshû et la réponse du Japon » dans T. Kuribayashi et T. Sugihara (eds.), *Le droit maritime et le Japon* (Yushindo, 2010) (en japonais)

« Post-War Reparations between Japan and China and the Waiver of Individual Claims: Japan's Supreme Court Judgments in the *Nishimatsu Construction Case* and the *Second Chinese 'Comfort Women' Case* (Réparations après-guerre entre le Japon et la Chine et la renonciation aux réclamations individuelles : Jugements dans la Cour suprême japonaise dans l'affaire de Nishimatsu Construction et la deuxième affaire chinoise des « femmes de réconfort ») » (co-auteur), *Italian Yearbook of International Law (Annuaire italien de droit international)*, Vol. 19 (2009) publié en 2010

« Le problème nucléaire nord-coréen et la réponse du conseil de sécurité », Séminaire de droit, N° 665 (mai 2010) (en japonais)

« Règlementation internationale des munitions à fragmentation dans le cadre de la convention d'Oslo », Séminaire de droit, N° 670 (octobre 2010) (en japonais)

« Accord nucléaire États-Unis-Inde et la coopération nucléaire entre le Japon et l'Inde », *Journal de la société de l'énergie atomique du Japon*, Vol. 52 N° 11 (novembre 2010) (en japonais)

« Report of the Panel of Experts established pursuant to resolution 1874 (2009) [Rapport du groupe d'experts établi dans le cadre de la résolution 1874 (2009)] », document de l'ONU S/2010/571 (5 novembre 2010) (co-auteur)

« Un monde sans armes nucléaires et l'agenda de la non-prolifération nucléaire », *Affaires internationales* (Tokyo) N° 595 (octobre 2010) (en japonais)

« Post-war Reparations between Japan and China and Individual Claims: The Supreme Court Judgments in the *Nishimatsu Construction Case* and the *Second Chinese 'Comfort Women' Case* (Réparations après-guerre entre le Japon et la Chine et les réclamations individuelles : Jugements dans la Cour suprême dans l'affaire de Nishimatsu Construction et la deuxième affaire chinoise des « femmes de réconfort ») » (co-auteur), *Journal of Japanese Law (Journal du droit japonais)*, N° 27 (2009)

« Les fonctions étendues du conseil de sécurité et la question de la légitimité » dans S. Murase (ed.), *Changer les fonctions du conseil de sécurité de l'ONU* (Toshindo, 2009) (en japonais)

« Confronting the Challenges to the Nuclear Non-Proliferation Treaty: A Legal Appraisal of Recent Proposals (Affronter les défis du traité de non-prolifération nucléaire : Une appréciation juridique des récentes propositions) », *Japanese Yearbook of International Law (Annuaire japonais de droit international)*, Vol 52 (2009)

« Strengthening the Nuclear Non-Proliferation Regime: Proposals and Problems (Renforcement du régime de non-prolifération nucléaire : Propositions et problèmes) », *International Spectator* (Spectateur international), Vol 44, N° 1 (mars 2009)

« The G8 and the Fight against Nuclear Proliferation: Proposals and Legal Limitations (Le G8 et la lutte contre la prolifération nucléaire : Propositions et limitations légales) » dans Natalino Ronzitti (ed.), *Coordinating Global and Regional Efforts to*

Combat WMD Terrorism (Coordination des efforts mondiaux et régionaux pour combattre le terrorisme ADM) (Istituto Affari Internazionali, mars 2009)

« La renonciation aux réclamations dans le communiqué commun Japon-Chine et les réclamations individuelles », *Journal du droit civil et commercial*, Vol. 139, N° 6 (mars 2009) (en japonais)

« L'accord de coopération nucléaire États-Unis–Inde et le régime de non-prolifération nucléaire » dans S. Sakamoto (ed.), *Première ligne de la législation internationale* (Toshindo, 2009) (en japonais)

« L'article 9 de la constitution japonaise et le droit international : Questions concernant l'autodéfense et l'usage de la force » *Liberté et justice*, Vol. 60, N° 6 (juin 2009) (en japonais)

« Qui est le leader de la non-prolifération et du désarmement nucléaire : Possibilités et limitations du G8 », *Gaiko Forum*, N° 254 (septembre 2009) (en japonais)

« Agenda pour le désarmement et la non-prolifération nucléaire(1) (2) », *revue du désarmement* N° 346 (septembre 2009), N° 347 (octobre 2009) (en japonais)

« Security Council Resolution 1540 and International Legislation (La résolution 1540 du conseil de sécurité et la législation internationale) » dans T. Komori et K. Wellens (eds.), *Public Interest Rules of International Law: Towards Effective Implementation (Règles de l'intérêt public du droit international : Vers une mise en œuvre efficace)* Ashgate, novembre 2009)

« Security Council Resolution 1540 to Combat WMD Terrorism: Effectiveness and Legitimacy in International Legislation (La résolution 1540 du conseil de sécurité pour lutter contre le terrorisme ADM : Efficacité et légitimité de la législation internationale) », *Journal of Conflict and Security Law (Journal sur les conflits et les lois relatives à la sécurité)*, Vol 13, N° 3 (hiver 2008)

« L'évolution du régime du TNP et du droit international » dans M. Asada and H. Tosaki (eds.), *Lois et politiques de non-prolifération et de désarmement nucléaire* (Shinzansha, 2008) (en japonais)

« La renonciation aux réclamations nationales par les puissances alliées dans le traité de paix avec le Japon », *Kyoto Law Review*, Vol 162, N° 1-6 (mars 2008) (en japonais)

« Les fonctions judiciaires et législatives du conseil de sécurité de l'ONU et la question de la légitimité », *Affaires internationales* (Tokyo), N° 570 (avril 2008) (en japonais)

« Le traité de paix entre le Japon et la République de Chine, le communiqué commun Japon-Chine et les réclamations de nationaux chinois contre l'État du Japon et ses nationaux pendant la guerre sino-japonaise », *Hanrei Jiho*, N° 1993 (avril 2008) (en japonais)

« The 1952 Treaty of Peace between Japan and the Republic of China: Did It Terminate the War in the Mainland of China? (Le traité de paix de 1952 entre le Japon et la République de Chine : A-t-il mis fin à la guerre en Chine continentale ?) » dans Chia-Lung Lin et al (eds.), *Unlocking the Secret of Taiwan's Sovereignty (Dévoiler les secrets de la souveraineté de Taiwan)* (Taiwan Thinktank, 2008)

« Le traité de paix de 1952 entre le Japon et la République de Chine : A-t-il mis fin à la guerre en Chine continentale ? » dans Chia-Lung Lin et al (eds.), *Dévoiler les secrets de la souveraineté de Taiwan* (Taiwan Thinktank, 2008) (en chinois)

- « Le droit d'autodéfense dans le droit international et dans le cadre de la constitution japonaise », dans S. Murase (ed.), *Développement moderne du droit d'autodéfense* (Toshindo, 2007) (en japonais)
- « Le premier comité préparatoire pour la conférence de révision du TNP de 2010 » *Gaiko Forum*, N° 229 (août 2007) (en japonais)
- « Report of the Panel of Government Experts on Verification in All its Aspects, including the Role of the United Nations in the Field of Verification (Rapport du groupe d'experts gouvernementaux sur la vérification dans tous ses aspects, y compris le rôle des Nations Unies dans le domaine de la vérification) », A/61/1028, 15 août 2007 (co-auteur)
- « WMD Terrorism and Security Council Resolution 1540: Conditions for Legitimacy in International Legislation (Terrorisme ADM et la résolution 1540 du conseil de sécurité : Conditions de la légitimité de la législation internationale) », IILJ Working Paper 2007/9 (Institut pour le droit international et la justice, université de New York, 2007)
- « Le régime de non-prolifération nucléaire face à une crise nucléaire », *Bulletin of Gakushikai*, N° 857 (mars 2006) (en japonais)
- « The Challenge Inspection System of the Chemical Weapons Convention: Problems and Prospects (Le système d'inspection par mise en demeure de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques : « Problèmes et prospective) », dans R. Thakur et E. Haru (eds.), *The Chemical Weapons Convention: Implementation, Challenges and Opportunities (La Convention sur l'interdiction des armes chimiques : Mise en œuvre, défis et opportunités)* (presse de l'université des Nations Unies, 2006)
- « Litiges en matière d'indemnisation après guerre au Japon et dans le droit international », *Jurist*, N° 1321 (15 octobre 2006) (en japonais)
- « Bio-terrorism and National Implementation of the Biological Weapons Convention (Bioterrorisme et mise en œuvre nationale de la Convention sur l'interdiction des armes biologiques) », *Kyoto Journal of Law and Politics*, Vol. 3, N° 1 (novembre 2006)
- « La doctrine Bush et l'autodéfense anticipée dans le droit international » dans M. Asada (ed.), *Agenda pour le droit international au 21^e siècle* (Yushindo, 2006) (en japonais)
- « Mesure pour renforcer le régime du TNP en crise : Une évaluation juridique », *Kyoto Law Review*, Vol. 156, N°. 3-4 (janvier 2005) (en japonais)
- « Le traité de paix entre le Japon et la République de Chine, le communiqué commun Japon-Chine et les réclamations de nationaux chinois : L'affaire Nishimatsu Construction », dans *Jurist extra edition, Commentaires sur les affaires importantes en 2004* (juin 2005) (en japonais)
- « Jugement de la CIJ : Affaire concernant la souveraineté sur Pulau Ligitan et Pulau Sipadan, application par les Philippines pour une permission d'intervenir », *Journal du droit international et de la diplomatie*, Vol. 104, N° 2 (septembre 2005) (en japonais)
- « The Destruction of Japanese Abandoned Chemical Weapons in China under the Chemical Weapons Convention (La destruction des armes chimiques abandonnées du Japon en Chine dans le cadre de la Convention sur les armes chimiques) », *Japanese Yearbook of International Law (Annuaire japonais de droit international)*, Vol 59 (2016)

«La résolution 1540 du conseil de sécurité et la législation internationale : Faire face aux nouvelles menaces du terrorisme ADM », *Affaires internationales* (Tokyo) N° 547 (octobre 2005) (en japonais)

« Solving the Challenges by Strengthening the NPT: Legal Possibilities and Limitations (Résoudre les problèmes en renforçant le TNP : Possibilités juridiques et limitations) », dans *Towards the 2005 Review Conference: The Documents of the Tokyo Seminar on the Treaty on Non-Proliferation of Nuclear Weapons (Vers la conférence de révision de 2005 : Les documents du séminaire de Tokyo sur le Traité de non-prolifération des armes nucléaires)* (MOFA et JIIA, 2005).

« Traité-pouvoir de décision des organisations internationales établi par un document non juridique » dans N. Ando et al (eds.), *Organisations internationales au 21^e siècle* (Toshindo, 2004) (en japonais)

« Arms Control Law in Crisis? A Study of the North Korean Nuclear Issue (La loi sur le contrôle des armes en crise ? Une étude sur la question du nucléaire nord-coréen) », *Journal of Conflict and Security Law (Journal sur les conflits et les lois relatives à la sécurité)*, Vol 9, N° 3 (2004)

« Le système d'inspection par mise en demeure de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques : Sa signification et ses limitations », *Affaires internationales* (Tokyo) N° 529 (avril 2004) (en japonais)

« Régime de contrôle des exportations relatif à la prolifération des substances biologiques et chimiques » dans M. Asada (ed.), *Contrôle des exportations : Une stratégie pour la prévention de la prolifération des armes* (Yushindo, 2004) (en japonais)

« Régime de contrôle des exportations relatif à la prolifération des missiles » dans M. Asada (ed.), *Contrôle des exportations : Une stratégie pour la prévention de la prolifération des armes* (Yushindo, 2004) (en japonais)

« Le troisième comité préparatoire pour la conférence de révision du TNP de 2005 : Agenda de non-prolifération nucléaire », *RIPS EYE*, N° 22 (15 juin 2004) (en japonais)

« Preemptive Self-Defense and International Law: A Historical and Contemporary Perspective (Autodéfense préventive et droit international : Une perspective historique et contemporaine) » dans in Sung-Hack Kang (ed.) *The United Nations and Global Crisis Management (Les Nations Unies et la gestion des crises mondiales)* (conseil académique coréen sur le système des Nations Unies, 2004)

« Reservations and Interpretative Declarations Made by Japan in Signing or Ratifying Treaties (1990-2001) (Réserves et déclarations interprétatives faites par le Japon lors de la signature ou de la ratification des traités (1990-2001)) », *Japanese Yearbook of International Law (Annuaire japonais de droit international)*, Vol 46 (2003)

« Democratic Control of Humanitarian Intervention? The 'Uniting for Peace' Resolution Revisited (Contrôle démocratique de l'intervention humanitaire ? La résolution de « l'unité pour la paix » revisitée) » dans Ch. Carmody et al (eds.), *Trilateral Perspectives on International Legal Issues: Conflict and Coherence (Perspectives trilatérales des questions juridiques internationales : Conflit et cohérence)* (société américaine du droit international, 2003)

« Questions juridiques internationales liées à la Corée du Nord : Avec une référence particulière aux questions nucléaires », *Law Class*, N° 274 (juillet 2003) (en japonais)

- « Possibilités et limitations d'un traité non ratifié Le cas du TICEN » dans H. Yamate et S. Kozai (eds.), *Préservation des droits humains et de la paix dans le cadre du droit international contemporain* (Toshindo, 2003) (en japonais)
- « La guerre en Irak en 2003 et le droit international », *Bulletin RIPS*, N° 150 (été 2003) (en japonais)
- « Maintien de la paix et loi japonaise sur le maintien de la paix », *Law Class*, N° 257 (février 2002) (en japonais)
- « Le 11 septembre et l'autodéfense dans le droit international », *Law Seminar*, Vol. 47, N° 3 (mars 2002) (en japonais)
- « Le 11 septembre et droit international : Dans une perspective d'usage de la force », *Sécurité internationale* (Tokyo), Vol. 30, N° 1-2 (septembre 2002) (en japonais)
- « Internationalisation du système juridique japonais dans le domaine des droits humains », *Jurist*, N° 1232 (15 octobre 2002) (en japonais)
- « Intervention humanitaire au Kosovo », dans *Tendances récentes de l'intervention humanitaire* (forum international du Japon, 2002) (en japonais)
- « CTBT: Legal Questions Arising from its Non-Entry-into-Force (TICEN : Questions juridiques soulevées par sa non-entrée en vigueur) », *Journal of Conflict and Security Law (Journal sur les conflits et les lois relatives à la sécurité)*, Vol 7, N° 1 (2002)
- « Japon et autodéfense » dans *historique de 100 ans de droit international au Japon*, Vol 10 (sécurité) (Sanseido, 2001) (en japonais)
- « Traités auto-exécutoires : Cas de réclamations de dommages et intérêts basés sur l'article 3 de la convention 1907 de La Haye respectant les lois et coutumes de la guerre sur terre » dans S. Yamamoto et al. (eds.), *Jurist extra edition, Commentaires sur 100 affaires sélectionnées* (Yuhikaku, 2001) (en japonais)
- « Traités de contrôle des armes et contraintes constitutionnelles sur leur mise en œuvre nationale : Le cas de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques », *Journal du droit international et de la diplomatie*, Vol. 100, N° 5 (août 2001) (en japonais)
- « Traité de paix entre le Japon et la République de Chine dans une perspective légale internationale (1)-(5) », *Kyoto Law Review*, Vol 147, N° 4, Vol 156, N° 2 (2000-2004) (en japonais)
- « Le TICEN et l'article 18 de la convention de Vienne sur les lois des traités », *Law Class*, N° 238 (juillet 2000) (en japonais)
- « Droits humains et loi humanitaire : Un commentaire » dans *séminaire sur le droit international humanitaire : Rapport* (MOFA, JRCS, 2000) (en japonais)
- « Cinquante ans de non-prolifération et de désarmement nucléaire », *Gaiko Forum*, N° 145 (septembre 2000) (en japonais)
- « Régime de non-prolifération nucléaire dans l'ère de l'après-guerre froide » dans M. Naya and T. Umemoto (eds.), *Politique internationale sur la non-prolifération des armes de destruction massive* (Yushindo, 2000) (en japonais)
- « Prolifération et non-prolifération des armes chimiques » (co-auteur) dans M. Naya and T. Umemoto (eds.), *Politique internationale sur la non-prolifération des armes de destruction massive* (Yushindo, 2000) (en japonais)
- « Treaty Compliance Disputes in Multilateral Arms Control Involving Commercial and Security Interests (Disputes sur la conformité du traité dans le contrôle multilatéral des armes impliquant des intérêts commerciaux et sécuritaires) » dans

Julie Dahlitz (ed.), *Peaceful Resolution of Major International Disputes (Résolution pacifique des disputes internationales majeures)* (Nations Unies, 1999)

« Nouveaux développements dans le régime TNP/IAEA : Renforcement du système de garantie », *Annuaire du droit mondial*, N° 18 (1999) (en japonais)

« Test nucléaire par l'Inde et le Pakistan et le futur du régime de non-prolifération », *Nuclear Material Control Center News*, Vol 28, N° 10 (octobre 1999) (en japonais)

« Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel », *Law Class*, N° 208 (janvier 1998) (en japonais)

« Effectiveness and Limitations of Challenge Inspection: A Comparative Study of Chemical Weapons Convention and Other Arms Control Agreements (Efficacité et limitations d'une inspection par mise en demeure : Étude comparative de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques et autres accords de contrôle des armes) » dans Th. Schoenbaum et al. (eds.), *Trilateral Perspectives on International Legal Issues: From Theory into Practice (Perspectives trilatérales des questions juridiques internationales : De la théorie à la pratique)* (Transnational Pub., 1998)

« La réglementation internationale des mines antipersonnel », *Affaires internationales* (Tokyo) N° 461 (août 1998) (en japonais)

« Structure de base de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques (1)(2) », *Law Journal*, Vol. 68, N° 1 (janvier 1996) et N° 2 (février 1996) (en japonais)

« Japan and a New Drift toward Confidence Building in the Asia Pacific Region: Retrospect and Prospect (Le Japon et une nouvelle dérive vers la création de la confiance dans la région Asie-Pacifique : Rétrospective et prospective) » dans Robert E. Bedeski (ed.), *Confidence Building in the North Pacific: New Approaches to the Korean Peninsula in the Multilateral Context (Création de confiance dans le Pacifique nord : Nouvelles approches de la péninsule coréenne dans le contexte multilatéral)* (université de Victoria/institut coréen des analyses de défense, 1996)

« National Implementation of the Chemical Weapons Convention in Japan: Its Relevance and Irrelevance to the Tokyo Subway Incidents (La mise en œuvre nationale de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques au Japon : Sa pertinence et sa non-pertinence dans les incidents du métro de Tokyo) », *Japanese Annual of International Law (Annuaire japonais de droit international)*, N° 39 (1996)

« Protection of Confidential Business Information (La protection des informations commerciales confidentielles) » dans *Asian Seminar on National Implementation of the Chemical Weapons Convention for Industry Verification: Summary of Proceedings* (Séminaire asiatique sur la mise en œuvre nationale de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques pour la vérification industrielle : Résumé des audiences) (OPCW-PTS, 1996)

« Responsabilité de l'État envers les individus pour la violation du droit humanitaire international » dans *Jurist extra edition, Commentaires sur les affaires importantes en 1995* (juin 1996) (en japonais)

« Peacemaking, Peacekeeping, and Peace Enforcement: Conceptual and Legal Underpinnings of the UN Role (Création de la paix, maintien de la paix et renforcement de la paix : Fondements conceptuels et juridiques du rôle de l'ONU) » dans Selig S. Harrison et Masashi Nishihara (eds.), *UN Peacekeeping: Japanese and American Perspectives (Le maintien de la paix de l'ONU : Perspectives japonaises et américaines)* (Carnegie Endowment, 1995)

« Extension indéfinie du TNP », *Journal du droit d'Okayama*, Vol. 45, n° 1 (décembre 1995) (en japonais)

« Succession de l'État et problèmes nucléaires postsoviétiques (1)(2) », *Journal du droit international et de la diplomatie*, Vol. 92, N° 6 (février 1994) et Vol. 93, n° 1 (avril 1994) (en japonais)

« Loi et politiques de l'extension du TNP », *Journal des affaires du monde*, Vol. 42, N° 7-8 (juillet/août 1994) (en japonais)

« La signification juridique de l'extension du TNP », *Law Seminar*, Vol. 39, n° 9 (septembre 1994) (en japonais)

« The Legal Aspects of Nuclear Weapons Proliferation Concerning the Former Soviet Union (Les aspects juridiques de la prolifération des armes nucléaires concernant l'ex-Union soviétique) » (co-auteur), dans J. Dahlitz (ed.), *Avoidance and Settlement of Arms Control Disputes (Évitement et règlement des disputes sur le contrôle des armes)* (Nations Unies, 1994)

« Les assurances de sécurité négative revisitées », *Journal du droit d'Okayama*, Vol. 43, N° 2 (octobre 1993) (en japonais)

« Le processus CSCE et les mesures de création de confiance (1)-(3) », *Journal du droit d'Okayama*, Vol. 40, N° 1 - Vol. 41, N° 1 (1990-1991) (en japonais)

« Revived Soviet Interest in Asia: A New Approach? (Les intérêts soviétiques ranimés en Asie : Une nouvelle approche ?) », dans F. Langdon et D. Ross (eds.), *Superpower Maritime Strategy in the Pacific (Stratégie de super puissance maritime dans le Pacifique)* (Routledge, 1990)

« Gorbachev's Arms Control Policy in the Asian-Pacific Region: A New Approach? (La politique de contrôle des armes de Gorbatchev dans la région Asie-Pacifique : Une nouvelle approche ?) », Centre de York pour les études internationales et stratégiques, *Journal de travail* N° 1 (mai 1990)

« Développement de la création de la confiance en Europe (1) (2), » *Gaiko Jiho*, N° 1268 (mai 1990), 1269 (juin 1990) (en japonais)

« Confidence-Building Measures in East Asia: A Japanese Perspective (Mesures de création de la confiance en Asie de l'Est : Une perspective japonaise) », *Asian Survey*, Vol. 28, N° 5 (mai 1988)

« Une relation entre la clarté et l'efficacité des règles du droit international interdisant l'usage des armes », *Journal du droit d'Okayama*, Vol. 37, N° 1 (juillet 1987) (en japonais)

« Traitement des nouvelles armes dans le droit international », *Annuaire du droit mondial*, n° 7 (1987) (en japonais)

« Convention de l'ONU sur certaines armes conventionnelles et la protection des civils (1) (2), » *Kyoto Law Review*, Vol. 114, N° 2 (novembre 1983), n° 4 (janvier 1984) (en japonais)

TRADUCTIONS

Rédacteur en chef de « décisions judiciaires au Japon : Droit international public » qui traduit d'importantes décisions judiciaires domestiques concernant le droit international dans l'annuaire japonais annuel de droit international (2006-2020)

Chapitre 10 de l'Annuaire SIPRI 1995 (Meynard 1996) (en japonais) traduction de l'Annuaire SIPRI de 1995 (Oxford U.P., 1995)

Chapitres 9 et 17 de l'Annuaire SIPRI 1994 (Meynard 1995) (en japonais) traduction de l'Annuaire SIPRI de 1994 (Oxford U.P., 1994)

Jozef Goldblat, *Manuel des traités de désarmement* (Nihon Hyoronsha, 1999) (en japonais), traduction de Jozef Goldblat, *Contrôle des armes : Guide des négociations et des accords* (Sage, 1994)

TÉMOIGNAGES À LA DIÈTE et AUTRES

Témoignage, comité des affaires étrangères, Chambre de représentants, Diète, 28 avril 2017

Témoignage, comité de recherche sur l'économie et la diplomatie internationales, Chambre des conseillers, Diète, 17 février 2016

Témoignage, commission de recherche sur la constitution, Chambre des conseillers, Diète, 3 mars 2004

«Armes Nucléaires et Droit International», Médiathèque de droit international des Nations Unies, 2010, dans https://legal.un.org/avl/ls/Asada_ACD_video_1.html

« Treaties on Nuclear Non-Proliferation, Recent Developments (Traité sur la non-prolifération nucléaire, développements récents) », Académie de Droit international de La Haye, Session 2015, La Haye, juillet 2015

« Iran, Nuclear Weapons and International Law: From a Deal to a Mess? (Iran, armes nucléaires et droit international : d'un accord à un échec ?) », Fifth Hans Kelsen Memorial Lecture (5^{ème} Conférence commémorative du Hans Kelsen, Université de Cologne, 26 novembre 2020

Evelyn Aswad (États-Unis d'Amérique)

Le professeur Evelyn Aswad est titulaire de la chaire de droit international Herman G. Kaiser de la faculté de droit de l'université de l'Oklahoma, où elle exerce également les fonctions de directrice du Centre pour le commerce international et les droits de l'homme (Center for International Business and Human Rights). Ses recherches portent sur l'intersection du droit international des droits de l'homme, des normes de l'ONU relatives à la responsabilité des entreprises et de la liberté d'expression. Elle a reçu le titre de « professeur David Ross Boyd », l'une des distinctions honorifiques les plus prestigieuses de l'université.

Le professeur Aswad est membre du Council on Foreign Relations et de l'American Law Institute. Elle siège au Comité consultatif du Département d'État des États-Unis sur le droit international ainsi qu'au Conseil consultatif des parties prenantes auprès du Comité consultatif sur les politiques économiques internationales du Département d'État. Elle a auparavant été membre suppléant, nommé par les États-Unis, de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise) (2013-2017) et experte, nommée par les États-Unis, auprès du Mécanisme de la dimension humaine de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) (2016-2019). Elle siège actuellement au Conseil de surveillance qui examine certaines décisions de Facebook en matière de contenu.

Avant d'enseigner à la faculté de droit, le professeur Aswad a exercé pendant près de 14 ans des fonctions de juriste au Bureau du conseiller juridique du Département d'État, dont elle a dirigé, à son dernier poste, le Bureau des droits de l'homme et des réfugiés. Elle a à ce titre conseillé de hauts dirigeants sur un vaste ensemble de questions de droit international des droits de l'homme, notamment les atrocités massives et la responsabilité, les questions liées aux instances multilatérales, telles que la participation des États-Unis au Conseil des droits de l'homme (ONU) et à son Examen périodique universel, l'évaluation des lois et pratiques nationales et étrangères au regard des obligations relatives aux droits de l'homme, les thèmes situés à l'intersection du commerce international et des droits de l'homme, la ratification par les États-Unis de traités relatifs aux droits de l'homme, les procédures judiciaires relatives aux droits de l'homme dans les tribunaux américains et la liberté d'internet.

Le professeur Aswad a été conseillère juridique pour des délégations des États-Unis auprès de diverses instances multilatérales, y compris la Commission de la condition de la femme (ONU), la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, l'Organisation des États américains, la réunion annuelle de l'OSCE sur la mise en œuvre des engagements concernant la dimension humaine, ainsi que la délégation qui a présenté à l'ONU le premier rapport des États-Unis dans le cadre de l'Examen périodique universel. Son action en faveur des droits de l'homme internationaux par la diplomatie bilatérale et multilatérale lui a valu des distinctions honorifiques (Superior Honor Awards) du département d'État des États-Unis.

En qualité de juriste, elle a précédemment travaillé au département d'État sur les questions de non-prolifération nucléaire, en fournissant des conseils juridiques sur le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), divers traités régionaux relatifs à des zones exemptes d'armes nucléaires et des accords de garanties nucléaires avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), et notamment en occupant la fonction de conseiller juridique de délégations américaines auprès de l'AIEA et d'autres réunions et conférences relatives au TNP.

Elle a enseigné le droit international des droits de l'homme et les techniques de négociation multilatérale à des diplomates américains à l'Institut du Service extérieur (Foreign Service Institute) du département d'État.

Elle a en outre dispensé des cours internationaux en qualité de professeur adjointe à l'École du Service extérieur (School of Foreign Service) ainsi qu'au Centre de droit de l'Université de Georgetown. Avant d'entrer au département d'État, elle a travaillé au cabinet juridique Arnold & Porter de Washington (D.C.) et a été clerc du juge Arthur J. Gajarsa à la Cour d'appel du circuit fédéral des États-Unis à Washington (D.C.).

Le professeur Aswad est diplômée du Centre de droit de l'Université de Georgetown (1995). Elle a obtenu un diplôme de premier cycle universitaire de l'École du Service extérieur de l'Université de Georgetown en 1992.

On trouvera ci-après son curriculum vitae détaillé.

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Universitaire

Faculté de droit de l'Université d'Oklahoma (depuis 2013)

Professeur de droit & titulaire de la chaire de droit international Herman G. Kaiser (depuis juin 2013)

Directrice et fondatrice du Centre pour le commerce international et les droits de l'homme (depuis août 2016)

Chargée de programme, Maîtrise en ligne d'études juridiques en droit international des affaires (depuis 2018)

Superviseur, Secrétariat du Diplomacy Lab (2013-2016)

Cours : Fondements du droit international, Commerce international & droits de l'homme, Droit des droits de l'homme et Pratique des droits de l'homme

Département d'État des États-Unis, Institut du Service extérieur (2004-2012)

Conférences à des diplomates sur les négociations multilatérales ainsi que sur des questions relatives aux droits internationaux de la personne.

Centre de droit de l'Université de Georgetown (2008-2009)

Professeur adjointe

Cours : Maintien de la paix contemporain : légalité, légitimité & responsabilité

École du Service extérieur de l'Université de Georgetown (1999)

Professeur adjointe, Diplomatie du commerce international

Cours : La propriété intellectuelle à l'intersection du droit, du commerce et des affaires internationales

Service et expérience au sein de l'administration publique

Département d'État des États-Unis, Bureau du Conseiller juridique (1999-2013)

Bureau des droits de l'homme et des réfugiés (2004-2013)

Conseillère juridique adjointe aux droits de l'homme et aux réfugiés et membre du Service des hauts dirigeants (Senior Executive Service) (2010-2013) – En qualité de directrice du Bureau juridique pour les droits de l'homme et les réfugiés, a conseillé de hauts dirigeants du département d'État et encadré une équipe de juristes sur un vaste ensemble de questions de droit international des droits de l'homme, notamment les atrocités de masse et la responsabilité, les questions liées aux instances multilatérales, telles que la participation des États-Unis au Conseil des droits de l'homme (ONU) et à son Examen périodique universel, l'évaluation des lois et

pratiques nationales et étrangères au regard des obligations relatives aux droits de l'homme, les thèmes situés à l'intersection du commerce international et des droits de l'homme, la ratification par les États-Unis de traités relatifs aux droits de l'homme, les procédures judiciaires relatives aux droits de l'homme dans les tribunaux américains et la liberté d'internet.

Avocate-conseil (2004-2009) – Avocate-conseil pour des délégations des États-Unis auprès de diverses instances multilatérales sur les droits de l'homme, y compris la Commission de la condition de la femme (ONU), la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, la réunion annuelle de l'OSCE sur la mise en œuvre des engagements concernant la dimension humaine, de multiples négociations à l'Organisation des États américains (OEA), ainsi que la délégation qui a présenté le rapport périodique des États-Unis au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale de l'ONU en 2008. A acquis une vaste expertise du règlement collaboratif de problèmes et de la négociation dans des contextes interculturels au sein d'instances multilatérales des droits de l'homme. A fourni des conseils juridiques à de hauts fonctionnaires des États-Unis sur diverses questions internationales relatives aux droits de l'homme, y compris la liberté d'expression, la liberté de religion, l'autodétermination, les questions relatives aux peuples autochtones, la liberté d'internet, les questions relatives aux minorités, les initiatives dans le domaine du commerce et des droits de l'homme, les génocides et d'autres atrocités et les plaintes déposées dans le cadre des lois intitulées Alien Tort Claims Act (actions en responsabilité délictuelle des ressortissants étrangers) et Torture Victims Protection Act (protection des victimes de la torture).

Distinctions honorifiques choisies : A reçu cinq distinctions honorifiques du département d'État (Superior Honor Awards) pour la qualité exceptionnelle et soutenue de son action dans le domaine de la plaidoirie juridique et de la diplomatie bilatérales et multilatérales.

Bureau du droit du travail (2002-2004)

Avocate-conseil – A fourni des conseils juridiques concernant les droits en matière d'emploi et de travail du personnel des ambassades des États-Unis recruté localement dans le monde entier et a assuré la défense du département contre des plaintes déposées contre lui.

Bureau de la non-prolifération (1999-2002)

Avocate-conseil – A fourni des conseils juridiques sur le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), divers traités régionaux relatifs à des zones exemptes d'armes nucléaires et certains accords de garanties nucléaires avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), et a été conseillère juridique de délégations américaines auprès de l'AIEA et d'autres réunions et conférences relatives au TNP

Comité sur le droit international du département d'État (depuis 2013)

Conseil consultatif des parties prenantes auprès du Comité consultatif sur les politiques économiques internationales du département d'État (depuis 2015)

Sous-Groupe de travail du département d'État sur la religion et l'atténuation des conflits (2014-2015)

Autre expérience professionnelle

Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise) (2013-2017)

Membre suppléant des États-Unis, experte indépendante chargée d'évaluer la conformité des lois nationales aux normes de l'ONU et de l'Europe.

Comité consultatif externe du Groupe d'experts juridiques de haut niveau sur la liberté des médias (depuis 2019)

Le Groupe de haut niveau a été constitué par les gouvernements du Royaume-Uni et du Canada pour formuler des recommandations sur la promotion de la liberté des médias ; le Comité consultatif externe fournit des conseils au Groupe de haut niveau sur divers projets ; l'Institut des droits de l'homme de l'Association internationale du barreau en assure le secrétariat.

Conseil de surveillance, Membre (depuis avril 2020)

Nommée parmi les 20 premiers membres du Conseil de surveillance, qui rend des avis contraignants sur les décisions de Facebook concernant la modération de contenu mondiale dans le cadre de la procédure d'appel et de renvoi du Conseil et fournit à Facebook des recommandations de politiques.

Global Network Initiative, Membre universitaire (depuis 2016)

Participe à cette initiative multipartite de premier plan visant à promouvoir le respect par les entreprises de l'expression et de la vie privée en ligne.

Institut McCain pour le leadership de l'Université de l'État d'Arizona : Groupe de travail Démocratie & droits de l'homme (depuis 2017)

Mécanisme de la dimension humaine de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), Experte (2016-2019)

Cour d'appel du circuit fédéral des États-Unis, Washington (D.C.) (1997-1999)

Clerc du juge Arthur J. Gajarsa

A préparé des mémoires et avis ayant trait à la propriété intellectuelle, au commerce international, aux contrats publics, à la fiscalité et à d'autres questions

Arnold & Porter, Washington (D.C.) (1995-1997)

Associée, Groupe de pratique Entreprises et valeurs mobilières

A fourni des conseils sur les offres publiques et privées de titres d'entreprises appartenant pour la plupart au secteur d'internet et des télécommunications et sur des projets internationaux d'octroi de licence et d'entreprises conjointes ; a présenté des demandes d'asile pour des victimes de persécutions religieuses originaires du Soudan.

DISTINCTIONS HONORIFIQUES/PRIX

- Membre du Council on Foreign Relations (élue en 2021)
- Titre de Professeur David Ross Boyd (l'une des distinctions honorifiques les plus prestigieuses de l'Université d'Oklahoma, 2021)
- Membre de l'American Law Institute (élue en 2020)
- Prix « Fifty Making A Difference » des femmes de l'année de l'Oklahoma Journal Record (2019)
- World Experiences Foundation, Global Citizen in Law (2017)
- Prix de l'engagement mondial David L. Boren (décerné à l'échelle de l'université, 2016)

PUBLICATIONS

E. Aswad, *Losing the Freedom to Be Human*, 52 Colum. Hum. Rts. L. Rev. 306 (2020).

E. Aswad, *To Protect Freedom of Expression, Why Not Steal Victory from the Jaws of Defeat?* 77 WASH. & LEE L. REV. 609 (2020).

E. Aswad, *In a World of "Fake News," What's a Social Media Company to Do?* 2020 UTAH L. REV. 1009 (2020).

E. Aswad, *The Future of Freedom of Expression Online*, 17 DUKE L. & TECH. REV. 26 (2018).

E. Aswad, *Are Recent Governmental Initiatives to Combat Online Hate Speech, Extremism, and Fraudulent News Consistent with the International Human Rights Law Regime?* (GOVERNANCE INNOVATION FOR A CONNECTED WORLD : PROTECTING FREE EXPRESSION, DIVERSITY AND CIVIC ENGAGEMENT IN THE GLOBAL DIGITAL ECOSYSTEM - A Special Report by Stanford University's Global Digital Policy Incubator & the Center for International Governance Innovation) (2018).

E. Aswad, *INTERNATIONAL BUSINESS & HUMAN RIGHTS : A DIGITAL COURSEBOOK* (2017, révisé en 2020).

E. Aswad, *The Role of U.S. Technology Companies as Enforcers of Europe's New Internet Hate Speech Ban*, 1 COLUM. HUM. RTS. L. REV. ONLINE 1 (2016).

E. Aswad, *The Role of Religion in Constitutions Emerging from Arab Spring Revolutions*, 16.1 GEO. J. INT'L AFFAIRS 159 (Hiver/Printemps 2015).

E. Aswad, R. Hussain, & M. Suleman, *Why the United States Cannot Agree to Disagree on Blasphemy Laws*, 32 B.U. INT'L L. J. 119 (2014).

E. Aswad, *To Ban or Not to Ban Blasphemous Videos*, 44 GEO. J. INT'L L. J. 1313 (2013).

A. Gajarsa, E. Aswad, & J. Cianfrani, *How Much Fuel to Add to the Fire of Genius?* 48 AM. U. L. REV. 1205 (1999) (analyse de la doctrine de réparation/reconstruction dans le droit des brevets).

E. Aswad, *Torture by Means of Rape*, 84 GEO. L. J. 1914 (1996) [cité favorablement dans trois décisions rendues en appel par des juridictions américaines fédérales : 99 F.3d 954 (9th Cir. 1996), 395 F.3d 932 (9th Cir. 2002), et 333 F.3d 463 (3rd Cir. 2003)].

ALLOCUTIONS ET RÉUNIONS D'EXPERTS CHOISIES

Social Media & the Language of Statehood, webinaire de la section américaine de l'International Law Association (Week-end du droit international - région Sud), avril 2021

Are We Truly Free to Express Our Opinions?, The Better Human Podcast, janvier 2021 (conférencière principale sur la question des effets des modèles commerciaux qui déploient des technologies pour réunir et monétiser des données à caractère personnel)

Table ronde de Chatham House sur la liberté d'opinion, décembre 2020 (membre d'une table ronde privée consacrée à l'intersection de la liberté d'opinion et de la technologie)

Still Funny? Satire, Deepfakes, and Human Rights Globally, webinaire organisé par Witness, octobre 2020

Free Expression v. Misinformation Online: Who Decides?, webinaire de la Fondation Gallup and Knight, juin 2020

Meet the New Facebook Oversight Board, webinaire de l'Aspen Institute, mai 2020

Return of the Gatekeepers: Section 230 and the Future of Online Speech, Institut CATO, Washington (D.C.), mars 2020 (intervenante lors d'une discussion intitulée *The Future (and Past) of Content Moderation*)

American University Law Review Symposium on Law and Democracy, Washington (D.C.), janvier 2020 (intervenante lors d'une discussion consacrée à la parole politique en ligne)

The State of the Net Conference, Washington (D.C.), janvier 2020 (intervenante lors d'une discussion intitulée *Regulating Speech: Next Decade, Can We Do Better?*)

The Future of Speech Online Conference, Newseum, Washington (D.C.), novembre 2019 (intervenante lors d'une discussion consacrée à l'utilité du droit international des droits de l'homme pour la protection de l'expression en ligne à une conférence organisée entre autres par le Center for Democracy & Technology)

Tackling Cyber Disinformation in Elections: Applying International Human Rights Law, Londres, Angleterre, novembre 2019 (intervenante lors d'un débat public organisé par le Royal Institute of International Affairs, mieux connu sous le nom de Chatham House)

News, Disinformation, and Social Media Responsibility, Salt Lake City (Utah), octobre 2019 (intervenante lors d'une discussion sur la responsabilité des entreprises relative à la désinformation en ligne dans le cadre du colloque de la revue de droit Utah Law Review)

Google's Combatting Misinformation Convenings, Mountain View (Californie), juin 2019 & juillet 2018 (discussion d'experts du siège de Google sur les informations frauduleuses en ligne et l'action à mener à l'avenir)

Table ronde de Chatham House sur les cyberopérations visant à influencer les électeurs, mai 2019 (participation par vidéo à une table ronde privée pour apporter un éclairage américain lors d'un débat de chercheurs et d'experts européens)

Social Media Councils: From Concept to Reality, réunion de travail organisée par l'Incubateur de politiques numériques mondiales de l'Université de Stanford, Article 19, et le Rapporteur spécial de l'ONU sur la liberté d'expression, Palo Alto (Californie), février 2019 (principale commentatrice de la séance consacrée aux normes substantielles en matière de modération de contenu)

Seventy Years Later: The Relevance of the Universal Declaration on Human Rights in International Business Operations, Association de la ville d'Oklahoma pour les Nations Unies, Oklahoma City, novembre 2018 (conférencière d'honneur de la réunion annuelle)

Ministerial to Advance Religious Freedom, département d'État des États-Unis, Washington (D.C.), juillet 2018 (intervenante lors d'une discussion consacrée aux façons dont la société civile peut coopérer avec le système des droits de l'homme des Nations Unies pour promouvoir la liberté de religion de par le monde)

The Global Digital Platform and the Nation State: Roles, Responsibilities, and Interactions to Optimize Human Rights in the Digital Space, RightsCon, Toronto, Canada, mai 2018 (intervenante lors d'une discussion sur le rôle des dispositifs internationaux de protection de la liberté d'expression en ce qui concerne la parole en ligne ; organisée par le Directeur général de l'Incubateur de politiques numériques mondiales de Stanford)

Governance Innovation for a Connected World, Réunion de travail internationale, Incubateur de politiques numériques mondiales de l'Université de Stanford, Palo Alto (Californie), mars 2018 (intervenante lors d'une discussion sur l'application en ligne des normes internationales relatives à la liberté d'expression)

Comité des relations étrangères de Tulsa, Tulsa (Oklahoma), janvier 2018 (conférencière invitée à l'occasion d'un rassemblement d'une centaine de membres sur le thème du commerce international et des droits de l'homme)

Lancement de la nouvelle base de données sur les droits de l'homme de la Faculté de droit de Notre Dame, Notre Dame (Indiana), avril 2017 (table ronde sur les défis dans le domaine des droits de l'homme)

Law, Borders, and Speech Conference, Centre pour internet et la société de l'Université de Stanford, Palo Alto (Californie), octobre 2016 (intervenante lors d'une discussion organisée pendant la session privée de la conférence)

Freedom Online Coalition Annual Meeting, San José (Costa Rica), octobre 2016 (intervenante lors d'un débat organisé par le gouvernement des États-Unis et de l'Allemagne sur les discours de haine et le harcèlement en ligne)

Réunion de spécialistes occidentaux et chinois des droits de l'homme à Chatham House, Genève (Suisse), mars 2016 (analyse du « droit à l'oubli » européen et des normes internationales en matière de liberté d'expression)

Freedom of Expression Challenges, Université de Californie, Irvine (Californie), janvier 2016 (réunion d'experts organisée par le Rapporteur spécial de l'ONU sur la liberté d'expression)

Formation annuelle de l'Institut des droits de l'homme de la faculté de droit de Columbia, New York, avril 2014 (présentation sur l'importance de la ratification par les États-Unis de la Convention de l'ONU sur l'élimination de la discrimination raciale)

The Future of the Inter-American System, Faculté de Notre Dame (Indiana), avril 2014, réunion d'experts organisée par le Centre pour les droits civils et humains

Commission des droits de l'homme de l'Organisation de la coopération islamique, Copenhague (Danemark), septembre 2013 (réunion d'experts organisée par l'Institut danois pour les droits de l'homme)

Réunion sur l'application de la résolution 16/18 du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, Genève (Suisse), juin 2013 (présentation aux États membres de l'ONU des mesures de protection légale de la liberté d'expression dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques)

The Next Season: Realigning International Law and Western Policy After the Arab Spring, Colloque de la Faculté de droit de l'Université de Boston, Boston (Mass.), mars 2013 (allocution principale sur les questions de liberté d'expression, de liberté de religion et de tolérance religieuse)

Formation annuelle de l'Institut des droits de l'homme de la Faculté de droit de Columbia, New York, mars 2012 (présentation sur l'importance de la ratification par les États-Unis du Pacte international relatif aux droits civils et politiques)

ÉTUDES

Centre de droit de l'Université de Georgetown, Washington (D.C)

Juris Doctor, *magna cum laude*, mai 1995

Revue de droit : *The Georgetown Law Journal*, rédactrice d'articles

Distinctions honorifiques : Order of the Coif

Aide juridique : Centre d'études juridiques appliquées

École du Service extérieur de l'Université de Georgetown, Washington (D.C.)

Bachelor of Science, *summa cum laude*, mai 1992

Spécialisation : Économie internationale

Distinctions honorifiques : Scholars Program: Pouvoir & justice dans le système international

Oratrice lors de la cérémonie « Tropaia » de remise des diplômes

Études à l'étranger : Faculté de droit de l'Université de Florence (Italie)
(droit communautaire européen, organisations internationales et droit public international)

LANGUES

Français et italiens courants

Bogdan Aurescu (Roumanie)

Bogdan Aurescu est professeur titulaire de droit international à la faculté de droit de l'université de Bucarest. Il possède une vaste expérience dans le domaine du droit international, avec à la fois une large pratique académique et une implication directe dans la mise en œuvre du droit international, en tant que diplomate de carrière chevronné, notamment au cours de son deuxième mandat en tant que ministre des Affaires étrangères de Roumanie, poste qu'il occupe depuis novembre 2019.

Le professeur Bogdan Aurescu est actuellement membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies, pour le mandat 2017-2022, contribuant à ce titre de manière sensible à l'ensemble de ses travaux. Il a été l'un de ceux qui ont préconisé d'inscrire la question intitulée « Élévation du niveau de la mer au regard du droit international » à l'ordre du jour de la Commission, en sa qualité actuelle de co-président du Groupe d'étude de la Commission à cet égard. Au cours de la présente session de la Commission, M. Aurescu, en tant que co-président du Groupe d'étude sur « l'élévation du niveau de la mer au regard du droit international », a élaboré (avec l'autre co-présidente, M^{me} Nilüfer Oral) le premier document de réflexion sur le sujet, en se concentrant sur les questions liées au droit de la mer.

Tout au long de sa carrière universitaire de 22 ans, le professeur Aurescu a enseigné le droit international public et d'autres disciplines relatives à la sphère juridique internationale au sein de la faculté de droit de l'université de Bucarest et d'autres institutions universitaires nationales et internationales prestigieuses. Il est membre de divers comités de rédaction et conseils scientifiques de revues de droit international, auteur, coauteur, éditeur et co-rédacteur de 19 livres dans le domaine du droit international, ainsi que de nombreux articles, études et critiques d'ouvrages. Actuellement, il est le rédacteur en chef du *Romanian Journal of International Law*.

Le professeur Aurescu a une solide expérience en tant qu'expert en droit international public. Depuis 2002, il est membre suppléant (expert juridique indépendant) de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (la Commission de Venise) du Conseil de l'Europe, agissant en tant que rapporteur ou corapporteur pour 30 rapports, avis ou études de cet organe, couvrant des sujets clés pour la communauté juridique internationale, y compris, entre autres, la protection des personnes appartenant à des minorités et le respect des droits de l'homme dans les territoires occupés, la protection de la liberté de réunion, la question de la durée excessive des procédures judiciaires, la question du contrôle démocratique des forces armées.

M. Aurescu est président de la Section roumaine de l'Association de droit international de Londres et président de la section de droit international de l'Association roumaine pour le droit international et les relations internationales (depuis 2003). Il est également membre de la Cour permanente d'arbitrage (depuis 2002) et arbitre désigné par la Roumanie en vertu de l'article 2 de l'annexe VII de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (depuis 2009).

En plus de son parcours universitaire et de son travail d'expert en droit international public, le professeur Aurescu a une longue carrière diplomatique, ayant rang d'ambassadeur et exerçant pour la deuxième fois les fonctions de ministre des Affaires étrangères de Roumanie depuis novembre 2019, après avoir occupé le même poste entre 2014 et 2015. De 2016 à 2019, le professeur Bogdan Aurescu a occupé le poste de conseiller présidentiel en politique étrangère auprès du président de la Roumanie.

Tout au long de sa carrière au sein du corps diplomatique roumain, qui a débuté à la Direction du droit international et des traités (en 1996), le professeur Aurescu a occupé divers postes nécessitant une participation active au processus complexe de mise en œuvre du droit international, notamment directeur adjoint de la Direction des affaires juridiques et des traités (1999), directeur de la Direction du droit international et des traités (2000-2001), directeur général des affaires juridiques (2001-2003) – en tant que conseiller juridique du MAE roumain. Entre 2000 et 2003, il a été le chef de la délégation roumaine à la Sixième Commission de l'AGNU et au Comité des conseillers juridiques sur le droit international public du Conseil de l'Europe (CAHDI).

En juin 2015, lors de son premier mandat en tant que ministre des Affaires étrangères de la Roumanie, le professeur Aurescu a activement promu et conclu les démarches qui ont conduit à l'acceptation par la Roumanie de la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice, devenant ainsi le soixante-douzième État à prendre une telle mesure.

M. Aurescu a été l'agent de la Roumanie devant la Cour européenne des droits de l'homme (2003-2004) et l'agent de la Roumanie devant la Cour internationale de justice (2004-2009), dans l'affaire de la délimitation maritime dans la mer Noire, close le 3 février 2009.

Informations personnelles

Né le 9 septembre 1973, à Bucarest.

Compétences linguistiques : anglais, français

Formation

Qualifications juridiques actuelles

2003 : Doctorat en droit, faculté de droit, Université de Bucarest, avec la mention « très bien » et « summa cum laude », intitulé de la thèse de doctorat : « The Concept of Sovereignty and the Primacy of International Law » (le concept de souveraineté et la primauté du droit international) ;

2011 : Programme de recherche avancée postdoctoral, école postdoctorale de droit, faculté de droit, Université de Bucarest, avec la mention « excellent », dans les domaines du droit international humanitaire, des droits de l'homme, des droits des réfugiés et du droit pénal, sujet intitulé « Evolutions in the Relation between State and Individual in the Field of International Law of Human Rights and of the International Protection of Persons belonging to National Minorities » ;

2017 : Obtention du certificat d'autorisation pour mener des activités de supervision de doctorat au sein de l'École doctorale de droit de l'Université de Bucarest ;

2018 : Approbation du Sénat de l'Université de Bucarest pour mener des activités de supervision de doctorat au sein de l'École doctorale de droit de l'Université de Bucarest.

Études universitaires supérieures et du troisième cycle

1996 : Faculté de droit, Université de Bucarest, « diplôme avec mérites », intitulé du mémoire universitaire : « The Relations between International Law and Domestic Law. The New Geometry of International Law » (Les relations entre le droit international et le droit national. La nouvelle forme du droit international) ;

1996 : Institut franco-roumain du droit des affaires et de la coopération internationale Nicolae Titulescu-Henri Capitant (Diplôme d'université de droit des affaires franco-

roumain) à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne et l'Université de Bucarest ; intitulé du mémoire de troisième cycle (en français) : « *La capacité de la Communauté européenne pour conclure des traités internationaux* » ;

1996 : Session de droit international public, Académie de droit international de La Haye ;

1998 : Faculté d'histoire, Université de Bucarest, intitulé du mémoire de troisième cycle : « The Regional Co-operation and the History of European Integration » (la coopération régionale et l'histoire de l'intégration européenne) ;

2000 : Collège de la défense nationale (Roumanie), intitulé du mémoire de troisième cycle : « The NATO Operations in Kosovo during the Former Yugoslavia Crisis and their Consequences on International Law » (les opérations de l'OTAN au Kosovo pendant la crise de l'ex-Yougoslavie et leurs conséquences sur le droit international) ;

2001 : Cours de troisième cycle, Département de formation de professeurs, faculté de psychologie et des sciences de l'éducation, Université de Bucarest.

Contribution au droit international et aux relations internationales

Activités universitaires et de recherche

- **Professeur Dr.**, autorisé à assurer la supervision des étudiants de doctorat en droit international public, à l'École doctorale de droit de l'Université de Bucarest ;
- **Professeur titulaire de droit international à la Faculté de droit de l'Université de Bucarest** (Département de droit public) depuis 2015, après avoir commencé son activité d'enseignement en 1998 (assistant universitaire entre 2002 et 2004, maître de conférences entre 2004 et 2012, maître de conférences entre 2012 et 2015) ;

Professeur Aurescu enseigne les matières ci-après : le droit international public, les organisations internationales et les relations internationales, les juridictions internationales et le droit international de la protection des minorités. Il a également enseigné, le long de sa carrière universitaire, le droit diplomatique et consulaire, le droit des traités et le droit des relations extérieures de l'Union européenne à la faculté de droit de l'Université de Bucarest et/ou d'autres institutions universitaires, telles que l'Académie diplomatique/Institut diplomatique roumain, l'Université nationale d'études politiques et d'administration publique ;

- **Membre du Sénat de l'Académie diplomatique** du Ministère roumain des affaires étrangères (2002-2005) ;
- **Professeur invité** (ERASMUS mobilité du personnel enseignant) à la faculté de droit de l'Université de Hambourg (Allemagne) (2006) ;
- **Conférencier du Programme de séminaires des UniDem** (universités pour la démocratie) organisé par la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise) du Conseil de l'Europe à Trieste dans les années 2005-2008 et 2010 ;
- **Chercheur associé** aux Institutions de recherche et d'enseignement supérieur d'Europe centrale et de l'Europe du Sud-Est du Programme – Developments, Structures and Perspectives for their Integration into the European Higher Education and Research Area (Évolutions, structures et perspectives en vue de leur intégration dans l'espace européen d'enseignement supérieur et de recherche), de l'Université de Graz (Autriche, 2006) ;

- **Expert associé** chargé de rédiger les recommandations du Haut-Commissaire pour les minorités nationales de l'OSCE concernant les minorités nationales dans les relations interethniques (les recommandations de Bolzano) (2008) ;
- **Membre de l'équipe d'experts de l'Académie roumaine** chargée de la rédaction de l'Encyclopédie juridique roumaine, en ce qui concerne les termes de droit international (depuis 2008) ;
- **Directeur du projet de recherche** « Identification of specific national remedies for the unduly length of judicial proceedings in Romania »/Le Programme « Ideas – Projects of Exploratory Research », le « National Plan II for Research, Development and Innovation 2007-2013 » (2009-2011) ;
- **Président de l'Institut diplomatique roumain** du Ministère roumain des affaires étrangères (2014-2015) ; 2019 à ce jour ;
- **Rédacteur en chef du Romanian Journal of International Law** (C.H. Beck Publishing House, Bucarest, depuis 2003), membre du Comité de rédaction du Judicial Courier (Bucarest, depuis 2008), membre du Conseil scientifique du Journal ACTA Universitatis Lucian Blaga (Sibiu, depuis 2013), membre du Conseil scientifique du Constitutional Law Review (Bucarest, depuis 2015).

Organes spécialisés et associations

- **Membre de la Commission du droit international** de 2017 à 2022. Coprésident du groupe d'étude sur « l'élévation du niveau de la mer au regard du droit international » ;
- **Président de la Section roumaine de l'Association de droit international** (ADI) de Londres (depuis 2003) ;
- **Président de la Section de droit international de l'Association roumaine pour le droit international et les relations internationales** (depuis 2003) ; membre depuis 1996 ;
- **Membre du Centre d'études euro-atlantiques** de l'Université de Bucarest (1997) ;
- **Membre suppléant** (expert juridique indépendant pour le compte de la Roumanie) de la **Commission européenne pour la démocratie par le droit** (Commission de Venise), du Conseil de l'Europe (depuis 2002, actuellement au cinquième mandat), s'agissant de la fonction de rapporteur ou de corapporteur pour 30 rapports, avis ou études de ce prestigieux organe :
 - Avis sur le projet de loi sur les minorités nationales du Monténégro, 2004 ;
 - Avis sur le projet de loi sur la restitution des biens et l'indemnisation sur le territoire géorgien à l'intention des victimes du conflit dans l'ancien district d'Ossétie du Sud, 2006 ;
 - Rapport sur l'efficacité des recours internes à l'égard de la longueur excessive des procédures, 2006 ;
 - Avis sur la loi de liberté de réunion de l'Azerbaïdjan, 2006 ;
 - Étude sur la protection des non-ressortissants et des minorités, 2006 ;
 - Deuxième avis sur la loi de liberté de réunion de l'Azerbaïdjan, 2007 ;
 - Étude sur le contrôle démocratique des forces armées, 2008 ;
 - Avis sur la loi géorgienne relative aux territoires occupés, 2009 ;

- Avis sur la loi kirghize relative à la liberté de réunion, 2009 ;
- Avis sur la loi bulgare relative à la liberté de réunion, 2009 ;
- Avis sur les amendements à la loi géorgienne relative à la liberté de réunion, 2009 ;
- Avis intérimaire sur les amendements à la loi géorgienne relative aux territoires occupés, 2009 ;
- Deuxième avis intérimaire sur les amendements à la loi géorgienne relative aux territoires occupés, 2009 ;
- Deuxième avis sur les amendements à la loi géorgienne relative à la liberté de réunion, 2010 ;
- Directives conjointes du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l’homme (BIDDH) de l’OSCE et de la Commission de Venise sur le droit à la liberté de réunion, 2010 ;
- Avis sur la loi serbe relative à la liberté de réunion, 2010 ;
- Avis sur la loi serbe arménienne relative à la liberté de réunion, 2010 ;
- Deuxième avis sur la loi kirghize relative à la liberté de réunion, 2010 ;
- Avis définitif sur les amendements à la loi géorgienne relative à la liberté de réunion, 2011 ;
- Avis sur la loi biélorussienne relative à la liberté de réunion, 2012 ;
- Troisième avis sur les amendements à la loi géorgienne relative aux territoires occupés, 2013 ;
- Avis (informel) sur la loi géorgienne relative à la langue de l’État, 2014 ;
- Avis sur les amendements à la loi sur les minorités nationales du Monténégro, 2015 ;
- Avis intérimaire sur les amendements à la loi constitutionnelle sur la Cour constitutionnelle de la Fédération de Russie (mise en œuvre des constatations des organes internationaux sur la protection des droits de l’homme et des libertés), 2016 ;
- Avis définitif sur les amendements à la loi constitutionnelle sur la Cour constitutionnelle de la Fédération de Russie (mise en œuvre des constatations des organes internationaux sur la protection des droits de l’homme et des libertés), 2016 ;
- Amicus Curiae pour la Cour constitutionnelle d’Albanie sur la restitution des propriétés – 2016 ;
- Avis sur la loi constitutionnelle de l’Arménie sur le défenseur des droits de l’homme – 2016 ;
- Avis sur la loi de l’ex-République yougoslave de Macédoine relative à la lutte contre la discrimination – 2018 ;
- Paramètres sur les relations entre la majorité parlementaire et l’opposition dans une démocratie : une liste de contrôle – 2019 ;
- Rapport sur la responsabilité pénale pour les appels pacifiques à un changement constitutionnel radical du point de vue de la Convention européenne des droits de l’homme – 2020.

- **Président du Conseil scientifique de l'Association BISMUN** (Bucarest International Student Model United Nations), actuellement nommée Romanian UN Youth Association (depuis 2010) ;
- **Membre (au nom de la Roumanie) du Haut Conseil de l'Institut universitaire européen de Florence** (2010-2016) ;
- **Coprésident honoraire du Conseil de direction de la Commission Fulbright roumano-américaine** (2014-2015 ; 2019 à ce jour) ;

Activités arbitrales ou judiciaires

- **Membre de la Cour permanente d'arbitrage** (groupe national roumain) (depuis 2002) ;
- **Arbitre** désigné par la Roumanie en vertu de l'article 2 de l'annexe VII de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (depuis 2009) ;
- **Mandataire du Gouvernement roumain pour la Cour européenne des droits de l'homme** (2003-2004) ;
- **Mandataire de la Roumanie devant la Cour internationale de Justice** (2004-2009 ; a également plaidé lors des audiences), dans l'affaire de la délimitation maritime dans la mer Noire (*Roumanie c. Ukraine*) ;
- **Coordonnateur de l'équipe juridique roumaine** (2009 ; a également plaidé lors des audiences) devant la CIJ dans le cadre de la procédure d'avis consultatif concernant la conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance du Kosovo.

Activités diplomatiques

- **Ministre roumain des affaires étrangères** (Novembre 2019 à ce jour) ;
- **Conseiller présidentiel pour la politique étrangère auprès du président de la Roumanie** (2016-2019) ;
- **Conseiller spécial (honoraire) de la présidence slovaque du Conseil de l'UE pour les affaires interinstitutionnelles et juridiques** (2016) ;
- **Ministre des affaires étrangères de la Roumanie** (2014-2015) ;
- **Secrétaire d'État** aux affaires stratégiques (2009-2010, 2012-2014), Secrétaire d'État aux affaires européennes (2004-2005, 2010-2012) et Secrétaire d'État aux affaires mondiales, Ministère des affaires étrangères (2012) ;
- **Sous-Secrétaire d'État** (Mandataire du Gouvernement pour la Cour européenne des droits de l'homme et Coordonnateur du Département général des affaires juridiques), Ministère des affaires étrangères (2003-2004) ;
- **Directeur général des affaires juridiques (et conseiller juridique** du Ministère des affaires étrangères) (2001-2003) ;
- **Directeur**, Direction du droit international et des traités, Ministère des affaires étrangères (2000-2001) ;
- **Directeur** du Cabinet du Ministre, Ministère des affaires étrangères (1999-2000) ;
- **Représentant suppléant de la Roumanie à la Commission du Danube** (Budapest) (depuis 2000) ;

- **Directeur adjoint** de la Direction du droit international et des traités, Ministère des affaires étrangères (1999) ;
- **Conseiller du Ministre** au Cabinet du Ministère des affaires étrangères (1998-1999) ;
- **Attaché**, Département du droit international et des traités, Ministère des affaires étrangères (1997-1998) ;
- **Officier traitant**, Département du droit international et des traités, Ministère des affaires étrangères (1996-1997).

Autres aspects pertinents de l'activité professionnelle

- Membre/chef de délégations roumaines de négociations pour certains traités bilatéraux de bon voisinage (République de Moldova, Fédération de Russie, Macédoine – chef de délégation), sur le régime des frontières (Ukraine – chef adjoint et chef de la délégation), sur les questions de délimitation maritime (Ukraine – chef adjoint et chef de la délégation), sur les questions concernant les minorités (Hongrie), pour les documents et traités multilatéraux, dans le cadre d'organisations internationales (Organisation de coopération économique de la mer Noire, Commission du Danube, Commission internationale pour la protection du Danube) ;
- Chef de la délégation roumaine participant aux sessions de la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Comité des conseillers juridiques sur le droit international public du Conseil de l'Europe (CAHDI) (2000-2003) ;
- Coordonnateur de l'équipe juridique roumaine pour la question de la loi sur les Hongrois vivant dans les pays voisins (2001-2003), et de l'équipe juridique pour la question ukrainienne du canal de Bystroe (2002-2004) ;
- Coprésident (pour la Roumanie) des commissions mixtes roumaines et hongroises sur les relations étrangères et sur les minorités nationales (2004-2005, 2009-2014) ;
- Coprésident (pour la Roumanie) du Groupe intergouvernemental conjoint roumain-serbe et du Comité conjoint roumain-serbe sur les minorités nationales (2004-2005, 2010-2014) ;
- Coprésident (pour la Roumanie) du Comité conjoint germano-roumain sur les minorités nationales (2010-2012) ;
- Signataire au nom de la Roumanie des protocoles 14 et 15 de la Convention européenne des droits de l'homme (2004 et 2013), ainsi que d'autres traités internationaux ;
- Chef de la délégation roumaine à la Conférence de révision du Statut de Rome de Kampala (Ouganda 2010) ;
- Chef de la délégation roumaine à la onzième Assemblée des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (La Haye, 2012) ;
- Chef de la délégation roumaine aux conférences du Conseil de l'Europe pour la réforme de la Cour européenne des droits de l'homme d'Interlaken (2010), de Brighton (2012) et de Bruxelles (2015) ;
- Négociateur en chef au nom de la Roumanie de l'Accord sur le déploiement du système de défense antimissile balistique des États-Unis en Roumanie, et de la Déclaration commune sur le partenariat stratégique pour le XXI^e siècle entre la

Roumanie et les États-Unis, tous deux faits à Washington, le 13 septembre 2011 et de la Déclaration conjointe adoptée par le Président de la Roumanie et le Président des États-Unis le 20 août 2019 ;

- Ardent défenseur de l'acceptation par la Roumanie de la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice, achevée en juin 2015 au cours de son mandat en tant que Ministre des affaires étrangères de la Roumanie, pays devenu le soixante-douzième État à prendre une telle mesure ;
- Amorce, en tant que Ministre des affaires étrangères de la Roumanie, en février 2015, de la proposition visant à créer une cour internationale contre le terrorisme, comme instrument de droit international pour prévenir, contrecarrer et punir les actes terroristes ;
- Orateur principal/organisateur/participant à plus de 250 conférences, séminaires, tables rondes, ateliers et conférences sur des sujets liés au droit international et aux relations internationales en Roumanie et à l'étranger (à Chisinau, Balti, Berlin, Mayence, Bratislava, Washington, New York, Tbilissi, Bakou, Bruxelles, Braga, La Haye, Varsovie, Istanbul, Zagreb, Oslo, Tokyo, Belgrade, Berlin, Londres, Tunis, Vienne, Garmisch-Partenkirchen, Achgabat, Copenhague, Paris, Portoroz, Stockholm, Oslo, Trieste, Cracovie, Genève, Kiev, Rome, Munich, Halifax, Ottawa, Lisbonne, Prague, Bled, Flensburg, Bolzano, Minsk, Pretoria, Xi'an, Graz, Hambourg, Toronto, Coimbra, Reykjavik, Athènes, Durham, San Remo, Singapour etc.).

Distinctions

- **Diplôme du mérite pour contribution remarquable à l'activité diplomatique roumaine** (2002) et **Diplôme d'excellence pour contribution remarquable à l'activité diplomatique roumaine et dans l'affaire de la délimitation maritime dans la Mer Noire** (2009), conférés par le Ministre roumain des affaires étrangères ;
- **Ordres nationaux du mérite** : « Serviciul Credincios » promu au rang de « chevalier » (2002), « Mérite diplomatique » (« Meritul Diplomatic ») au rang de « chevalier » (2007), « Étoile de la Roumanie » (« Steaua României ») (2009), promu au rang de « chevalier », « Commandeur de l'Ordre du mérite de la République de Pologne » (2009), « Étoile de la Roumanie » (« Steaua României ») promu au rang d'« officier » (2013), « Emblème d'honneur de la Force roumaine » (2013) et la « médaille d'or des forces armées polonaises » (2013). L'Ordre national de la « Légion d'honneur » de la République française (2016), l'Ordre national du « Mérite » de la République italienne au grade d'« Officier supérieur » (2018), la Croix de Commandeur avec étoile de l'Ordre du Mérite de la République polonaise (2019).

Sélection de publications

Ouvrages

- *The New Sovereignty. Between Legal Reality and Political Necessity in the Contemporary International System*, en roumain, C.H. Beck Publishing House, 2003 ;
- *The System of International Jurisdictions*, en roumain, C.H. Beck Publishing House, 1^{re} édition – 2005, 2^e édition – 2013 ;
- *The Forestage and the Backstage of The Hague Trial*, en roumain, Monitorul Oficial Publishing House, 2009 ;

- **Public International Law. Syntheses** (coauteur), en roumain, C.H. Beck Publishing House, 1^{re} édition-1999, 8^e édition – 2015 ;
- **Contemporary International Law** (manuel, coauteur), en roumain, C.H. Beck Publishing House, 2000 ;
- **Contemporary International Law. Essential Texts** (coauteur), en roumain, Universul Juridic Publishing House, 1^{re} édition – 2001, 2^e édition – 2007 ;
- **Diplomatic and Consular Law. Syntheses for Examinations** (coauteur), en roumain, C.H. Beck Publishing House, 2002 ;
- **Protecting Minorities in the Future Europe. Between Political Interest and International Law** (coauteur), en anglais, Monitorul Oficial Publishing House, 2002 ;
- **The Law 590/2003 on Treaties, commented** (coauteur), in Romanian, Coresi Publishing House, 2004 ;
- **Kin-State Involvement in Minority Protection. Lessons Learned** (éditeur), en anglais, Monitorul Oficial Publishing House, 2005 ;
- **The Maritime Delimitation in the Black Sea before ICJ. The Written and Oral Pleadings in the case Romania v. Ukraine** (coéditeur), en roumain, Romanian Academy Publishing House, 2009 ;
- **Actualité du droit des fleuves internationaux** (coéditeur avec le professeur A. Pellet, coauteur), en français, Romanian Association of International Law and International Relations & CEDIN, Editions Pedone, 2010 ;
- **Identification of specific national remedies for the unduly length of judicial proceedings in Romania** (éditeur, coauteur), en roumain, C.H. Beck Publishing House, 2011 ;
- **Romania and the International Court of Justice** (éditeur, coauteur), en anglais et français, Hamangiu Publishing House, 2014 ;
- **Political Parties – Key Factors in the Political Development of Democratic Societies** (coéditeur), en anglais, OSCE/BIDDH et la Commission de Venise, 2014 ;
- **International law of the Protection of National Minorities** (coauteur), en roumain, Hamangiu Publishing House, 2019 ;
- **Actualité du droit des mers fermées et semi fermées** (coéditeur), en français, Editions Pedone, 2019.

Chapitres, études, articles (publiés en anglais/français – sélection)

- *The Borders of Sovereignty: Whose Responsibility to protect national minorities?* Chapitre in vol. « Blood and Borders: The Responsibility to Protect and the Problem of the Kin State », édité par W. Kemp, V. Popovski, R. Thakur, United Nations University Press, Tokyo, juin 2011, p.28-48 ;
- *The « Kinterested » State and the HCNM Bolzano « Rules of Engagement »*, chapitre 4 du volume « National Minorities in Inter-State Relations », édité par F. Palermo et N. Sabanadze, Martinus Nijhoff Publishers, Leiden, Boston, 2011, p. 63-77 ;
- *L'efficacité des dispositions sur le règlement des différends dans les conventions environnementales. Étude de cas : le projet ukrainien du canal navigable « Bystroe » dans le Delta du Danube*, in vol. « Actualité du droit des fleuves

internationaux », édité par B. Aurescu and A. Pellet, ADIRI & CEDIN, Editions Pedone, Paris, 2010, p. 265-283 ;

- *Minorities in Europe: Recent Trends*, in vol. « Multiculturalism and International Law. Essays in Honour of Edward McWhinney », édité par S. Yee and J.-Y. Morin, Martinus Nijhoff Publishers, Brill, 2008, p. 575-588 ;
- *The « Law on Romanians living Abroad »: comments and assessment in light of the Venice Commission's standards on kin-State involvement in minority protection*, in vol. « Liber Amicorum Antonio La Pergola », édité par S. Granata-Menghini et P. van Dijk, Istituto Poligrafico E Zecca Dello Stato, Libreria Dello Stato, 2008, p.53-62 ; la deuxième édition – Juristforlaget i Lund, Lund, 2009, p. 61-71 ;
- *The Romanian Legislation concerning the Protection of National Minorities by their kin-State*, Colloque international sur la protection des minorités nationales par leur État-parent [juin 2002, Athènes (Grèce)], in vol. « La protection des minorités nationales par leur État-parent », éditions du Conseil de l'Europe, collection Science et technique de la démocratie n° 32, édité par la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise) du Conseil de l'Europe, 2003, p. 175 à 193 ;
- *Report on the Effectiveness of National Remedies in Respect of Excessive Length of Proceedings*, in the volume « Can Excessive Length of Proceedings be Remedied? », Commission de Venise, collection Science et technique de la démocratie n° 44, éditions du Conseil de l'Europe, 2007, p. 11 à 64 ;
- *Conclusions to the Preliminary Draft Report on National Remedies in Respect of the Excessive Length of Proceedings and Recommendations as to the Remedies to be used to obtain the Speeding-up of the Procedures*, in the volume « Can Excessive Length of Proceedings be Remedied? », Commission de Venise, collection Science et technique de la démocratie n° 44, éditions du Conseil de l'Europe, 2007, p. 363-367 ;
- *The Compulsory Jurisdiction of the International Court of Justice – Advantages and Risks for a Possible Recognition by Romania. Lessons learned from the Maritime Delimitation in the Black Sea Case*, in vol. « In Honorem Corneliu Bîrsan », édité par A. Almăşan, Hamangiu Publishing House & The Law Review, 2013, p. 888-900 ;
- *The Importance of The Hague Judgment in the Maritime Delimitation in the Black Sea for the Romanian Foreign Policy*, in vol. « Romania and the International Court of Justice », édité par B. Aurescu, Hamangiu Publishing House, 2014, pp. 23-30 ;
- *The Strategic Partnership between Romania and the United States of America in the Context of the Current Dynamic of the Trans-Atlantic Partnership*, in the volume « Democracy and Security in the 21st Century : Perspectives on a Changing World », édité par V. Naumescu, Cambridge Scholars Publishing, 2014, pp. 458-467 ;
- *The European and Euro-Atlantic Integration of Romania and the Bilateral Negotiations with Ukraine on the State Border and the Maritime Areas in the Black Sea*, article in Euro-Atlantic Studies, n° 5/2002 (coauteur), p. 137-144 ;
- *The 2006 Venice Commission Report on Non-citizens and Minority Rights. Presentation and Assessment*, article paru dans Helsinki Monitor. Security and Human Rights n° 2/2007 (Volume 18), Martinus Nijhoff Publishers, p. 150-163 ;

- *Le conflit libanais de 2006 – une analyse juridique à la lumière de tendances contemporaines en matière du recours à la force*, article paru dans *Annuaire Français de Droit International*, LII, 2006 (publié en 2007), p. 137-159 ;
- *The « Concept of State National Policy » in the Republic of Moldova. The National Identity and the European Concept of Nation*, article in *Annals of University of Bucharest – Law Series* n° 1/2007, p.135-151 ;
- *The Ukrainian « Bystroe Canal » Project in the Danube Delta – a Challenge for the International Environmental Law as Applied by the Specialized International Organizations*, article paru dans *Annals of University of Bucharest – Law Series*, n° 4/2006 (octobre-décembre), p.7-24 ;
- *Organizational and Procedural Aspects regarding the Institution of State Agent before ECHR and ICJ – Some Romanian Perspectives*, article paru dans *Chinese Journal of International Law*, Oxford University Press, (2007) Vol. 6, n° 2, p. 363-377 ;
- *Current Legal Developments. International Court of Justice, Case concerning Maritime Delimitation in the Black Sea (Romania v. Ukraine)*, article paru dans *The International Journal of Marine and Coastal Law*, Volume 21, publication n° 4, décembre 2006, Martinus Nijhoff Publishers, p. 535-537 ;
- *The Ukrainian « Bystroe Canal » Project in the Danube Delta – between Political Interest and International Environmental Law. The Report of the First Espoo Inquiry Commission*, article paru dans la *Revue Hellenique de Droit International*, Vol. 2/2006, p. 397-421 ;
- *Bilateral Agreements as a Means of Solving Minority Issues: The Case of the Hungarian Status Law*, article paru dans *European Yearbook of Minority Issues*, Volume 3 (2003-2004), Martinus Nijhoff Publishers, Académie européenne, Bolzano, p. 509-530 ;
- *Cultural Nation versus Civic Nation: Which Concept for the Future Europe? A Critical Analysis of Recommendation N°. 1735/2006 of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe on « The Concept of 'Nation' »*, article paru dans *European Yearbook of Minority Issues*, Vol. 5 (2005-2006), Martinus Nijhoff Publishers, Académie européenne, Bolzano, p. 147-159 ;
- *Demetru Negulescu (1875-1950) – a Life Dedicated to International Law. The Contribution of Judge Demetru Negulescu to the Study of the Legal Nature of the Advisory Opinions of the Permanent Court of International Justice*, article paru dans *Romanian Journal of International Law*, n° 2/2006, p. 213-217 ;
- *Shaping Human Security. The Emergency Transit Centre in Timisoara – a model for creating humanitarian space*, article in *ACTR/WGR (UNHCR) Newsletter*, publication n°. 3, février 2010, p. 4-5 ;
- *EU's Role in the Wider Black Sea Region*, article paru dans *Turkish Policy Quarterly*, printemps 2011, vol. 10, n° 1, p. 35-45 ;
- *The European Security Strategy Revised. The Romanian Perspective*, article paru dans *Impact Strategic*, nr. 2 (43), 30 juin 2012, p. 17-20 ;
- *Science, Technology and International Environmental Law*, coauteur, article paru dans *Acta Universitatis « Lucian Blaga » – Jurisprudentia* n° 2, 2012, p. 203-209 ;
- *The June 2012 Opinion of the Venice Commission of the Council of Europe on the Act on the Rights of Nationalities of Hungary. Presentation and Assessment*,

article in *Lex ET Scientia International Journal* n°. 2, décembre 2012, p. 166-179 ;

- *A Comparative Analysis of the 2011 Agreement between Romania and United States of America on the Deployment of the United States Ballistic Missile Defense System in Romania with the Agreements in the Same Field concluded by United States with Poland and the Czech Republic*, article paru dans *Land Forces Academy Review* n°. 3 (67), septembre 2012, Vol. XVII, p. 197-207 ;
- *Romania's Possible Recognition of the Compulsory Jurisdiction of the International Court of Justice – a Cultural Approach Perspective*, article in *Acta Universitatis « Lucian Blaga » – Jurisprudentia* n°. 2, 2013, p. 305-311 ;
- *Establishing an International Court against Terrorism*, coauteur, article paru *Constitutional Law Review* n°.1/2015, p. 105-116 ;
- *The Legal Effects of Sea Level Rise on the Work Programme of the United Nations International Law Commission*, *Romanian Journal of International Law*, N°. 20, 2018 ;
- *Délimitations par voie d'accord en mer Noire*, in vol. « *Actualité du droit des mers fermées et semi fermées* », édité par by Bogdan Aurescu, Alain Pellet, Jean-Marc Thouvenin, Ion Galea, Pedone, 2019, p. 41-48.

Tal Becker (Israël)

Extrait d'une note verbale datée du 20 décembre 2020 de la Mission permanente d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies

Au cours des deux dernières décennies, M. Becker a occupé de nombreux postes de direction au ministère israélien des Affaires étrangères et occupe celui de conseiller juridique du ministère depuis 2016. Dans le cadre de ses fonctions actuelles, M. Becker est responsable au premier chef de toutes les questions liées au droit international public. Il a été membre de haut rang, conseiller juridique et rédacteur principal de plusieurs équipes israéliennes de négociateurs de la paix et a récemment dirigé l'équipe juridique israélienne qui a aidé à négocier et à rédiger les accords historiques d'Abraham, en partenariat avec les États-Unis, les Émirats arabes unis et le Royaume de Bahreïn.

La vaste expérience et la contribution de M. Becker en tant que professionnel dans le domaine du droit international public, ainsi que l'expérience approfondie qu'il a acquise en milieu universitaire, témoignent de ses compétences, de son engagement en faveur du droit international et de sa capacité d'améliorer les travaux de la Commission s'il est élu membre.

CURRICULUM VITAE

Né : 1972, Paris (France)

Postes pertinents

<i>Depuis 2016</i>	Conseiller juridique du Ministère des affaires étrangères d'Israël.
<i>2013-2016</i>	Conseiller juridique adjoint principal, Ministère des affaires étrangères d'Israël.
<i>2010-2013</i>	Maître de recherche, Washington Institute for Near East Policy ; Institut Shalom Hartman, Israël.
<i>2006-2009</i>	Conseiller politique principal auprès du Ministre israélien des affaires étrangères.
<i>2005-2006</i>	Directeur, Département du droit international, Ministère des affaires étrangères d'Israël.
<i>2001-2005</i>	Conseiller à la Mission permanente d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York.
<i>1998-2001</i>	Conseiller juridique, Département du droit international, Ministère israélien des affaires étrangères.
<i>1996-1998</i>	Juriste, Corps de l'avocat général militaire, FDI.

Formation

2005 : **S.J.D.** Docteur en sciences juridiques, Faculté de droit de l'université Columbia, New York, thèse : « *Terrorism and the State: Rethinking the Rules of State Responsibility* » (published by Hart, winner of 2007 Guggenheim Prize for Best International Law Book) [« Terrorisme et État : repenser les règles de la responsabilité des États » (publiée par Hart, lauréat du prix Guggenheim 2007 pour le meilleur livre de droit international)].

1998 : **LL.M (Maîtrise en droit) (*magna cum laude*)** École de droit de l'Université hébraïque, Jérusalem.

1994 : **LL.B (Licence en droit) (Mention)**, Faculté de droit de l'université Monash, Melbourne.

1993 : **B.A** (Diplôme de premier cycle), Faculté de droit de l'université Monash, Melbourne.

Formation supplémentaire pertinente :

Académie de droit international de La Haye – Cours de droit international public.

UNITAR – Séminaire sur le droit de la mer.

CICR – Séminaire sur le droit international humanitaire.

Institut de droit militaire – Diplômé, cours pour juristes.

Expérience professionnelle pertinente

Fonctions actuelles

La responsabilité de toutes les questions de droit international public lui incombe au premier chef en tant que conseiller juridique du Ministère israélien des affaires étrangères, notamment dans les domaines des négociations de paix et des négociations de traités bilatéraux et multilatéraux, du droit international des droits de l'homme, du droit international humanitaire, du droit pénal international, de la responsabilité des États, du droit de la mer, de la délimitation maritime, des immunités étatiques et diplomatiques, des affaires relatives aux Nations Unies, du droit des réfugiés, de l'arbitrage interétatique et de l'examen des travaux de la Commission du droit international. Conseiller juridique de la délégation israélienne sur les traités avec les Émirats arabes unis (2020).

Fonctions antérieures

Chef de la délégation israélienne, et conseil d'Israël, devant la Cour internationale de justice dans le cadre de la procédure consultative concernant les conséquences juridiques de la séparation de l'archipel des Chagos de l'île Maurice en 1965.

Vice-président de la Sixième Commission (Commission juridique) de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Chef de la délégation israélienne, Sixième Commission (Commission juridique) de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Chef de la délégation israélienne, Comité des conseillers juridiques en matière de droit international public du Conseil de l'Europe.

Chef de la délégation israélienne, Assemblée générale des Nations Unies, vingtième anniversaire de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

Conseiller juridique et rédacteur principal de l'équipe israélienne de négociateurs de la paix dans de nombreuses négociations de paix.

Chef de la délégation israélienne aux dialogues juridiques bilatéraux avec de nombreux États, dont l'Allemagne, le Royaume-Uni, les États-Unis d'Amérique, le Canada, la Chine, l'Inde, l'Australie et la Fédération de Russie.

Membre de la délégation israélienne, Commission préparatoire de la Cour pénale internationale.

Représentant d'Israël, Groupe de travail spécial sur le crime d'agression.

Membre du Comité de l'Association de droit international sur la responsabilité des organisations internationales.

Prix pertinents

Prix Guggenheim, meilleur livre de droit international (2007).

Cutting Fellow, Université Columbia (2006).

Fischman Memorial Scholar (2005).

Prix Rabin pour la paix (2002).

Liste d'honneur du doyen, Université hébraïque (1998).

Prix Bentwich pour le droit international, Université hébraïque (1997).

Prix Fritz Oberland pour l'excellence en droit international, Université hébraïque (1997).

Ordre du mérite, Université Monash (1993).

Principales publications

Livres et monographies

TERRORISM AND THE STATE: RETHINKING THE RULES OF STATE RESPONSIBILITY (Hart Publishing, Oxford, 2006) – Winner of 2007 Guggenheim Prize for Best International Law Book (TERRORISME ET ÉTAT : REPENSER LES RÈGLES DE LA RESPONSABILITÉ DES ÉTATS (publié par Hart Oxford, 2006) – Lauréat du prix Guggenheim 2007 pour le meilleur livre de droit international).

Articles

Reflections on Universal Jurisdiction, 10 ILSA Journal of International and Comparative Law 477 (2004).

Legal and Political Aspects of the Negotiations on Jerusalem, 2003 Jewish Law Report 27.

Self-Determination in Perspective, 32 Isr. L. Rev. 301 (1998).

The Arab Boycott of Israel under International Law in J. Weiner (ed.) Business Ethics and Social Responsibility (1996).

Enseignement pertinent et participation à des conférences

Peace Palace, The Hague, Shabtai Rosenne Memorial Lecture, « *Negotiating, Drafting, Implementing and Interpreting Peace Agreements* » (2017) [Palais de la Paix, La Haye, conférence commémorative Shabtai Rosenne, « Négociier, rédiger, mettre en œuvre et interpréter les accords de paix » (2017)].

Hebrew University, Jerusalem, Senior Lecturer, « *International Law in Practice* » (Université hébraïque, Jérusalem, maître de conférences, « Le droit international en pratique »).

Hebrew University, Jerusalem, Senior Lecturer, « *International Law and Terrorism* » (Université hébraïque, Jérusalem, maître de conférences, « Droit international et terrorisme »).

Inter-Disciplinary Center, Herzliya, Senior Co-Lecturer, « *Israel as a Jewish and Democratic State: International and Domestic Legal Perspectives* » (Centre

interdisciplinaire, Herzliya, maître de conférences « Israël comme État juif démocratique : perspectives juridiques internationales et nationales »).

Conférencier principal dans le cadre d'un large éventail de conférences, universités, séminaires, tables rondes et ateliers sur des sujets liés au droit international et aux relations internationales, au rôle du juriste dans les négociations de paix, aux aspects juridiques des conflits armés, notamment à l'université Columbia ; l'université de New York ; l'université Harvard ; l'université de Cambridge ; la London School of Economics ; l'université de Princeton, et dans le monde entier à Bogota, Hong Kong, Genève, Londres, Bruxelles, Sydney, Canberra, Istanbul, Oslo, New York, Washington D.C., Los Angeles, Chicago, Toronto et ailleurs.

Associations professionnelles

Président, Association de droit international – division israélienne.

Association des auditeurs et anciens auditeurs de l'Académie de droit international de La Haye.

Association internationale des juristes juifs.

Association du barreau israélien.

Forum des conseillers juridiques des Nations Unies (fondateur).

American Society of International Law (anciennement).

Secrétaire et trésorier, Association de droit international – division israélienne (anciennement).

Association d'Israël pour les Nations Unies (anciennement).

Yacouba Cissé (Côte d'Ivoire)

Courte biographie

M. Yacouba Cissé est actuellement membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies et professeur de droit international à l'Université de Bouaké (Côte d'Ivoire). Il est conseiller pour les questions de délimitation des frontières maritimes et d'autres questions relatives au droit de la mer et a publié de nombreux articles sur ces sujets. Il est titulaire d'une licence et d'une maîtrise en droit international public de l'Université nationale d'Abidjan (Côte d'Ivoire) ainsi que d'une maîtrise en gestion des affaires maritimes de l'Université du Québec et d'un doctorat en droit de l'Université d'Ottawa (Canada). M. Cissé est avocat au barreau d'Abidjan et ambassadeur auprès du Ministère des affaires étrangères de Côte d'Ivoire. En tant que membre de la Commission du droit international, il fait partie du groupe d'étude chargé par la Commission d'examiner la question de l'élévation du niveau de la mer et son incidence sur le droit international. Il a par ailleurs présenté le sujet « Prévention et répression de la piraterie maritime et des vols armés en mer », qui est inscrit au programme à long terme de la Commission et a reçu un large soutien des représentants de la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Prénom : Yacouba

Nom : Cissé

Langues : anglais, espagnol, français

Fonctions actuelles : Avocat au barreau de la Côte d'Ivoire, professeur de droit international à la faculté de droit de l'Université de Bouaké (Côte d'Ivoire), membre de la Commission du droit international (CDI) depuis 2016 et ambassadeur depuis 2020.

Formation et diplômes

- 1999 : Doctorat en droit, faculté de droit de l'Université d'Ottawa (thèse sur le droit de la délimitation des frontières maritimes, plus particulièrement en Afrique)
- 1992-1994 : M.Sc (maîtrise) en affaires maritimes, Université de Rimouski, Québec (Canada)
- 1990-1991 : LL.M. (maîtrise) en droit public, Université d'Abidjan (Côte d'Ivoire)
- 1989-1990 : LL.B. (licence) en droit public, Université d'Abidjan (Côte d'Ivoire)

Distinctions honorifiques

- 1981 : Lycée (filière littéraire), mention très bien
- 1999-2000 : Médaille du Barreau de Paris (pour la meilleure thèse de doctorat en droit)
- 2006 : Bourse du doyen de recherche juridique
- 2006 : Prix Wilson & Lafleur de la meilleure publication universitaire
- Bénéficiaire de la bourse du Centre d'étude et de recherche en droit international et relations internationales de l'Académie de droit international de La Haye

Expérience professionnelle et pratique juridique

- 1990-1992 : Journaliste à « Fraternité Matin » et « Patriote », Abidjan (Côte d'Ivoire)
- 1995-1999 : Assistant de recherche en droit à la Section de droit civil de la faculté de droit de l'Université d'Ottawa
- 1997 : Chercheur invité à la Division des affaires maritimes et du droit de la mer, New York (États-Unis d'Amérique)
- 1998-2006 : Consultant et chercheur pour la Caisse canadienne d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures causée par les navires : recherche sur la responsabilité de l'armateur et élaboration d'un manuel des demandes d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures causée par les navires
- 2000-2009 : Maître de conférences et professeur adjoint de droit (Université d'Ottawa : sections de droit civil et de common law)
- 2001 : Chercheur et conseiller juridique de Terre-Neuve-et-Labrador dans le différend l'opposant à la Nouvelle-Écosse en matière de délimitation des frontières maritimes : analyse des politiques et recherche juridique sur la délimitation des frontières maritimes internationales
- 2002 : Chercheur et conseiller juridique pour la Nouvelle-Zélande sur les questions liées à la délimitation de ses frontières maritimes avec l'Australie
- 2006 : Chercheur invité au Tribunal international du droit de la mer, à Hambourg (Allemagne)
- 2010 et 2014 : Membre de la Commission nationale ivoirienne de délimitation des frontières maritimes entre la Côte d'Ivoire et le Ghana
- Depuis 2016 : Membre de la Commission du droit international (CDI), avocat au barreau de Côte d'Ivoire, professeur de droit international à la faculté de droit de l'Université de Bouaké (Côte d'Ivoire), recherches sur « les récentes délimitations des frontières maritimes entre les États côtiers africains » et sur « les effets juridiques de l'élévation du niveau de la mer sur les lignes de base et les frontières maritimes ».
- 2018 : Professeur invité à l'Académie de droit international de La Haye, au Tribunal international du droit de la mer et à la faculté de droit de Washington
- 2019 : Professeur invité à la faculté de droit de l'Université de Varsovie

Principales publications

Ouvrages

- « Droit des espaces maritimes et enjeux africains », Collection bleue, Wilson & Lafleur, Montréal, 2001

Articles

- « Les lies et la piraterie maritime », in Société Française de Droit International (SFDI), 2020
- « La Côte d'Ivoire et le droit de la mer », in P. Wrancken et M. Tsamenyi (dir.), *The Law of the Sea - The African Union and its Member States*, 2017, p. 324-350.

- Cissé Yacouba et Donald. M. McRae, « The Legal Regime of Maritime Boundary Agreements », in D. Colson et R. Smith, *International Maritime Boundary*, vol. V, American Society of International Law, 2005
- « The Transboundary Oil Deposit at Sea : Legal Regime in Maritime Delimitation », *Ottawa Law Review*, vol. 35, 2004, p. 43
- « Le commissionnaire de transport, le Non Vessel Operating Common Carrier, le consortium maritime : sont-ils transporteurs maritimes ? », *Revue générale de droit*, vol. 34, n° 3
- « L'identification du transporteur maritime à l'épreuve de la qualification juridique », (2004), *Revue générale de droit*, vol. 34, n° 2
- « The Evolution and Development of International Maritime Boundaries Delimitation Law », thèse de doctorat, Université d'Ottawa, 1999
- « International Obligations and Federal-Provincial Jurisdiction : The Great Canadian Dilemma », in Canadian Council on International Law, procès-verbal de la 27^e Conférence annuelle, du 15 au 17 octobre 1998, p. 111.
- « The Case Cameroun-Nigeria : The Prevalence of the Title over the Effectivities », in *Bulletin of the Canadian Counsel on International Law*, 2003
- « Ghana-Côte d'Ivoire : Peut-on éviter la guerre du pétrole ? », in *Fraternité Matin*, entretiens des 9 et 10 mars 2010
- Etc.

Principaux cours donnés depuis 2000

- Droit international public
- Droit de la mer (droit public)
- Droit maritime (droit privé)
- Gouvernance des océans et droit des ressources marines
- Droit aérien et spatial
- Droit du pétrole et du gaz en mer
- Droits de l'Union européenne
- Règlement des différends en droit international
- Droit commercial international
- Droit international de l'environnement
- Protection de l'environnement maritime international
- Droit international humanitaire
- Introduction à l'étude du droit

Colloques, séminaires, réunions

Dans le cadre de ses activités professionnelles en tant qu'universitaire, avocat et professeur de droit, M. Cissé a participé à de nombreux séminaires et donné des conférences sur le droit de la mer et les affaires maritimes dans le monde entier : Potsdam et Hambourg (Allemagne), Rome (Italie), Dakar (Sénégal), Abidjan (Côte d'Ivoire), Mahé (Seychelles), Praia (Cabo Verde), Lomé (Togo), Accra (Ghana), Libreville (Gabon), Pointe Noire (Congo), Kinshasa (République démocratique du Congo), Cotonou (Bénin), Calabar (Nigéria), Bissau (Guinée-Bissau), Malabo

(Guinée équatoriale), Ouagadougou (Burkina Faso), Ottawa (Canada), New York et Washington (États-Unis d'Amérique), Genève (Suisse), Addis-Abeba (Éthiopie), Paris (France), Varsovie (Pologne), Rabat et Casablanca (Maroc), etc.

Concepción Escobar Hernández (Espagne)

[Original : anglais et espagnol]

Extrait d'une note verbale datée du 17 décembre 2020 de la Mission permanente de l'Espagne auprès de l'Organisation des Nations Unies

Professeur de droit international public à la faculté de droit de l'Université nationale d'éducation à distance (Madrid), dont elle a été la doyenne, M^{me} Escobar Hernández a occupé le poste de directrice du Service juridique international du Ministère des affaires étrangères et de la coopération de 2004 à 2011. En 2011, elle a été nommée membre de la Commission du droit international pour la période 2017-2021.

M^{me} Escobar Hernández est une juriste de renom spécialisée en droit international. Elle justifie d'une vaste expérience d'universitaire et de chercheuse, comme en témoignent ses nombreuses publications relatives à diverses matières du droit international public et du droit de l'Union européenne. Elle s'est également démarquée par ses contributions à plusieurs revues espagnoles prestigieuses.

M^{me} Escobar Hernández jouit en outre d'une vaste expérience du droit international public, qu'elle a notamment acquise lorsqu'elle était directrice du Service juridique du Ministère des affaires étrangères et de la coopération et puis comme membre de la Commission de droit international, à partir de 2012. Elle participe régulièrement aux réunions de la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, ainsi qu'à celles de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

Membre de la Commission du droit international (depuis le 28 avril 2011).

- Rapporteuse spéciale de la Commission du droit international sur le sujet intitulé « Immunité de juridiction pénale étrangère des représentants de l'État » (depuis 2012).
- Deuxième Vice-Présidente de la Commission du droit international (2014). Conseillère de la CEPAL dans le cadre du projet d'élaboration et de négociation de l'Accord régional sur l'accès à l'information, la participation publique et l'accès à la justice à propos des questions environnementales en Amérique latine et dans les Caraïbes (Accord d'Escazú), adopté le 4 mars 2018 (2014-2018).
- Membre du Groupe informel d'experts sur l'élaboration d'un instrument multilatéral (Plan d'action relatif à l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices), OCDE (2013-2014).
- Inscrite sur la liste d'arbitres et de conciliateurs aux fins de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (depuis 2011).
- Chef de la délégation espagnole chargée de négocier la délimitation du plateau continental élargi dans la mer Celtique (zone FISU) (2011-2012). Membre de la délégation de la Croix-Rouge espagnole lors de la XXXIII^e Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (décembre 2019) ; Membre de la délégation espagnole à la XXXI^e Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (novembre 2011).
- Agent du Royaume d'Espagne devant le Tribunal international du droit de la mer dans l'affaire n° 18 du navire « Louisa » (*Saint-Vincent-et-les Grenadines c. Royaume d'Espagne*) (2010-2013).

Compte tenu de tout ce qui précède, le Gouvernement espagnol est d'avis que M^{me} Escobar Hernández possède les compétences nécessaires et reconnues pour être réélue comme membre de la Commission du droit international, un poste prestigieux qu'aucun ressortissant espagnol n'avait eu l'honneur d'occuper au cours des 25 dernières années ayant précédé l'élection de M^{me} Escobar. Étant donné la compétence de l'intéressée et l'importance que l'Espagne accorde à la Commission du droit international, le Gouvernement espagnol présente, par l'intermédiaire de la présente note verbale, la candidature de M^{me} Escobar à l'élection des membres de la Commission du droit international qui se tiendra à l'automne 2021 (quinquennat 2023-2027).

Née à Madrid le 22 décembre 1959

Qualifications et diplômes

- Licence en droit de l'Université Complutense de Madrid (1981).
- Doctorat en droit de l'Université Complutense de Madrid (1987).
- Cours de spécialisation en droit des droits de l'homme à l'Institut des droits de l'homme de l'Université Complutense de Madrid (1981-1983).
- Études de troisième cycle à l'Institut de hautes études internationales, Genève (1983-1984).

Activité professionnelle

a) Postes actuels

- Professeur de droit international public à l'Université nationale d'enseignement à distance (depuis octobre 2001).
- Membre de la Commission du droit international (depuis 2011).
- Rapporteuse spéciale de la Commission du droit international sur le sujet intitulé « Immunité de juridiction pénale étrangère des représentants de l'État » (depuis 2012).
- Directrice du département de droit international public de l'Université nationale d'enseignement à distance (depuis 2014).
- Directrice du Centre d'études en droit international humanitaire de la Croix-Rouge espagnole (depuis 2019).

b) Autres postes

- Conseillère juridique, Directrice du Service juridique international du Ministère des affaires étrangères et de la coopération (2004-2012).
- Membre de la Commission espagnole de droit international humanitaire (de 2008 à 2012 et de 2019 à aujourd'hui).
- Titulaire de la chaire « Jean Monnet » de droit européen à l'UNED (Commission européenne) (depuis 2004).
- Chargée de cours à l'Institut General Gutiérrez Mellado pour la recherche sur la paix, la sécurité et la défense (UNED) (depuis 2002).
- Membre du Groupe de travail interministériel (Ministère de la justice) pour la mise en œuvre en Espagne du Statut de Rome de la Cour pénale internationale (2000-2002).

- Chargée de cours au Centre de droit international humanitaire (CEDIH) de la Croix-Rouge espagnole (depuis 1999).
- Membre du Groupe de travail interministériel (Ministère des affaires étrangères) pour le suivi et le développement du Statut de Rome de la Cour pénale internationale (1998-2003).
- Chargée de cours en droit international et en droits de l'homme à l'Académie diplomatique d'Espagne (depuis 1996).
- Titulaire de la chaire « Jean Monnet » de droit européen à l'Université de Cantabrie (Commission européenne) (1996-2002).
- Professeur de droit international public à l'Université de Cantabrie (1995-2001).
- Professeur associée de droit international public à l'Université Complutense de Madrid (1991-1995).
- Chargée de cours à l'Institut des droits de l'homme de l'Université Complutense de Madrid (1987-1997).

c) Postes de direction

- Directrice du Service juridique international du Ministère des affaires étrangères et de la coopération (juin 2004-mars 2012).
- Directrice du Département de droit international public de l'Université nationale d'enseignement à distance (depuis 2014).
- Directrice du Centre d'études en droit international humanitaire de la Croix-Rouge espagnole (depuis 2019).
- Doyenne de la faculté de droit de l'UNED (2002-2004).
- Directrice du Département de droit international public de l'Université nationale d'enseignement à distance (depuis 2001-2002).
- Directrice du Département de droit public de l'Université de Cantabrie (1996-2001).
- Secrétaire générale de l'Institut des droits de l'homme de l'Université Complutense de Madrid (1990-1992).

d) Institutions scientifiques, associations scientifiques et conseils d'administration de revues scientifiques

- Membre associée de l'Académie royale de jurisprudence et de législation (Institut d'Espagne) (depuis 2007).
- Membre du Conseil scientifique de l'Institut royal Elcano (depuis 2003).
- Membre de l'Association espagnole des professeurs de droit international et de relations internationales (depuis 1982). Membre de son conseil d'administration (1986-1993).
- Membre de l'Association espagnole pour l'étude du droit européen (depuis 1982). Membre de son conseil d'administration (depuis 1984).
- Membre du Conseil consultatif de la *Revista de Derecho Comunitario Europeo* (depuis 2013).
- Membre du Conseil consultatif de la *Revista General de Derecho Europeo IUSTEL* (depuis 2002).

- Membre du Comité de rédaction de la *Revista Española de Derecho Militar* (depuis 2003).
- Membre du Comité de rédaction de la *Revista Española de Derecho Internacional* (1997-2003) et chef de la section de la jurisprudence espagnole en droit international public (2001-2005).

e) Activités universitaires

- Tout au long de sa carrière universitaire, M^{me} Escobar Hernández a donné des cours de licence, de doctorat et de troisième cycle dans des matières portant sur le droit international public, le droit de l'Union européenne, le maintien de la paix et de la sécurité internationales, la protection internationale des droits humains, le droit pénal international et la juridiction internationale. Elle a également donné des cours de troisième cycle dans différentes universités en Espagne et à l'étranger.
- Elle a donné un cours sur les immunités des représentants de l'État en droit international à l'Académie de droit international de La Haye (juillet 2019).
- Elle a été invitée à donner des cours dans le cadre du Programme de formation au droit international des Nations Unies à La Haye en 2020, mais le Programme a été reporté en raison de la pandémie de COVID-19.
- Elle a participé, en qualité d'oratrice invitée, à diverses conférences internationales, notamment : la Fédération internationale pour le droit européen-FIDE (Stockholm, 1998) ; la Société européenne de droit international-SEDI (Paris, 2006) ; la Conférence annuelle 2010 de l'Association de droit international (La Haye, 2010) ; la 38^e session du programme extérieur de l'Académie de droit international de La Haye (Santiago du Chili, 2011) ; le XXXIX^e Cours de droit international du Comité juridique interaméricain/OEA (Rio de Janeiro, 2012) ; le Colloque franco-suisse-allemand de droit international (*Les immunités à l'âge du constitutionnalisme global*) (Bâle, 2012). Elle a été invitée comme conférencière à la Société européenne de droit international en 2020 à Stockholm, mais la conférence a été reportée en raison de la pandémie de COVID-19.
- Elle a pris part à de nombreux projets de recherche en droit international public, a encadré plusieurs thèses de doctorat et participe régulièrement à des jurys de thèses de doctorat en Espagne et à l'étranger.
- Elle siège régulièrement dans des jurys de sélection d'enseignants (droit international public) en Espagne et à l'étranger.

f) Autres activités liées au droit international

Lorsqu'elle était Directrice du Service juridique international du Ministère des affaires étrangères et de la coopération, elle était notamment chargée des tâches suivantes :

- Émettre des avis sur toute question ayant trait au droit international public, à la demande du Ministère des affaires étrangères et de la coopération et d'autres ministères et organes de l'Administration générale de l'État.
- Fournir des conseils sur des questions de droit international public concernant le reste de l'administration publique espagnole (en particulier la signature de mémorandums d'accord par les communautés autonomes, les municipalités et les autres entités locales, ainsi que par d'autres institutions et entités publiques espagnoles).

- Exposer la position juridique de l’Espagne dans les différentes institutions internationales spécialisées en droit international dont elle était membre.

Elle a assuré la représentation et la défense du Royaume d’Espagne devant la Cour internationale de justice (*Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d’indépendance relative au Kosovo*) et le Tribunal international du droit de la mer [*affaire du navire « Louisa » (Saint-Vincent-et-les Grenadines c. Royaume d’Espagne)*].

g) Domaines de spécialisation universitaire

- Immunités de juridiction
- Juridictions, cours et tribunaux internationaux
- Droit international des droits de l’homme
- Droit pénal international
- Maintien de la paix
- Organisations internationales
- Droit de l’Union européenne (général et institutionnel)

Activités liées au droit international (juridictions, organisations et conférences internationales)

- Membre de la Commission du droit international (depuis le 28 avril 2011).
- Rapporteuse spéciale de la Commission du droit international sur le sujet intitulé « Immunité de juridiction pénale étrangère des représentants de l’État » (depuis 2012).
- Deuxième Vice-Présidente de la Commission du droit international (2014).
- Conseillère de la CEPALC dans le cadre du projet visant à élaborer et négocier l’Accord régional sur l’accès à l’information, la participation du public et l’accès à la justice en matière d’environnement en Amérique latine et dans les Caraïbes (Accord d’Escazú), adopté le 4 mars 2018 (2014-2018).
- Membre du Groupe informel d’experts sur un instrument multilatéral, le Plan d’action concernant l’érosion de la base d’imposition et le transfert de bénéfices (projet BEPS), OCDE (2013-2014).
- Inscrite sur la liste d’arbitres et de conciliateurs aux fins de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (depuis 2011).
- Chef de la délégation espagnole chargée de négocier la délimitation du plateau continental élargi dans la mer Celtique (zone FISU) (2011-2012).
- Membre de la délégation de la Croix-Rouge espagnole lors de la XXXIII^e Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (décembre 2019).
- Membre de la délégation espagnole à la XXXI^e Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (novembre 2011).
- Agent du Royaume d’Espagne devant le Tribunal international du droit de la mer dans l’affaire n° 18 du navire « Louisa » (*Saint-Vincent-et-les Grenadines c. Royaume d’Espagne*) (2010-2013).
- Chef adjointe de la délégation espagnole à la Conférence de révision du Statut de Rome de la Cour pénale internationale (Kampala, 2010).

- Présidente du Comité de rédaction de la Conférence de révision du Statut de Rome de la Cour pénale internationale (Kampala, 2010).
- Représentante et avocate du Royaume d'Espagne pour la procédure consultative devant la Cour internationale de Justice sur la conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance relative au Kosovo (2008-2010).
- Membre de la Cour permanente d'arbitrage (2008-2014).
- Membre du Groupe de travail Espagne-Algérie sur la délimitation maritime (2007-2012).
- Membre de la délégation espagnole à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (2004-2011).
- Membre du CAHDI (Comité des conseillers juridiques sur le droit international public), Conseil de l'Europe (2004-2012), Vice-Présidente du CAHDI (2011-2012).
- Membre du COJUR (Groupe de travail sur le droit international public de l'Union européenne) (2004-2012). Présidente du COJUR (janvier-juin 2010).
- Membre du COJUR-CPI (Sous-Groupe d'experts sur la Cour pénale internationale et autres tribunaux pénaux internationaux du COJUR), Conseil de l'Union européenne (2004-2012). Présidente du COJUR-CPI (janvier-juin 2010).
- Membre de la Commission internationale des Pyrénées (Espagne-France) (2004-2012).
- Membre de la Commission des limites Espagne-Portugal (2004-2012).
- Membre du Groupe de travail hispano-marocain sur la délimitation et la coopération maritimes sur la façade atlantique (2004-2012).
- Chef et Chef adjointe de la délégation espagnole à l'Assemblée des États Parties à la Cour pénale internationale (2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009 et 2010).
- Membre de la délégation espagnole à l'Assemblée des États Parties à la Cour pénale internationale (2002 et 2003).
- Membre de la délégation espagnole à la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale (2000, 2001 et 2002).
- Membre de la délégation espagnole à la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une Cour criminelle internationale (1998).

Principales publications

a) Ouvrages, manuels et monographies

- *La Comisión de Derechos Humanos de Naciones Unidas y la violación de derechos humanos y libertades fundamentales. Estudio de los procedimientos públicos especiales*, éditions de l'Université Complutense de Madrid (Madrid, 1988).
- *El recurso por omisión ante el Tribunal de Justicia de las Comunidades Europeas*, éditions Cívitas (Madrid, 1993).
- *Extranjería e Inmigración en España y la Unión Europea* (éd.) (Madrid, 1998).
- *La Unión Europea en el siglo XXI: los retos de Niza* (éd.) (Madrid, 2003).

- *Instituciones de Derecho Comunitario* (dir.), Tirant Lo Blanch (Valence, 2006).
- *Los derechos humanos en la sociedad internacional del siglo XXI* (dir.), Colección Escuela Diplomática n^{os} 15 et 16 (Madrid, 2009).
- *Instituciones de la Unión Europea* (dir.), Tirant Lo Blanch (Valence, 2012 et 2016).
- Coordonnatrice de la 18^e édition de l'ouvrage *Instituciones de Derecho Internacional Público*, du professeur M. Díez de Velasco, Tecnos (Madrid, 2013).
- Elle est l'auteur de plusieurs chapitres dans les ouvrages suivants : M. Díez de Velasco, *Instituciones de Derecho Internacional Público* : chapitres XXVII, XXVIII et XXXVIII et partie des chapitres XXV et XXVI, éditions Tecnos (Madrid) (dernière édition : dix-huitième, 2013, coordonnée par Concepción Escobar Hernández) ; M. Díez de Velasco, *Las Organizaciones Internacionales* : chapitre XIV et partie des chapitres XXI et XXXI, éditions Tecnos (Madrid) (dernière édition : seizième, 2010, coordonnée par José Manuel Sobrino Heredia) ; C. ESCOBAR HERNÁNDEZ (dir.), *Instituciones de Derecho Comunitario* : chapitres II et V, éditions Tirant Lo Blanch (Valence, 2006) ; C. Escobar Hernández (dir.), *Instituciones de la Unión Europea*, chapitres II et V, éditions Tirant Lo Blanch (Valence, 2012 et 2016).
- M. Díez de Velasco, C. Escobar Hernández, N. Torres Ugena, *Código de Organizaciones Internacionales*, éditions Aranzadi (Navarre, 1997).

b) Articles et collaboration à des ouvrages collectifs

- « Ejecución en España de las sentencias del Tribunal Europeo de Derechos Humanos », dans *Revista Española de Derecho Internacional*, 1990/2, p. 547 à 570.
- « Un nuevo paso en la protección internacional de la libertad de pensamiento, conciencia y religión: el procedimiento público especial de la Comisión de Derechos Humanos de Naciones Unidas », dans *Anuario de Derecho Eclesiástico del Estado*, 1990, p. 87 à 128.
- « Asylum and refugee status in Spain », dans *International Journal of Refugee Law*, vol. IV, 1992, p. 55 à 70.
- « Problemas planteados por la aplicación en el ordenamiento español de la Sentencia Bultó (Comentario a la sentencia del Tribunal Constitucional español 245/1991, de 16 de diciembre) », dans *Revista de Instituciones Europeas*, 1992/1, p. 139 à 163.
- « El Convenio de Aplicación del Acuerdo de Schengen y el Convenio de Dublín: una aproximación al asilo desde la perspectiva comunitaria », dans *Revista de Instituciones Europeas*, vol. 1993/1, p. 53 à 100.
- « Las Salas ad hoc del Tribunal Internacional de Justicia », dans *Hacia un nuevo orden internacional y europeo. Homenaje al Profesor Manuel Díez de Velasco*, éditions Tecnos (Madrid, 1993), p. 291 à 317.
- « La aplicación de los tratados en España », dans *Cuadernos de Derecho Judicial. Cuestiones prácticas de Derecho Internacional Público y Cooperación Jurídica Internacional*, Conseil général du pouvoir judiciaire (Madrid, 1994), p. 39 à 90.

- « Comunidad Europea y Convenio Europeo de Derechos Humanos: ¿el fin de una vieja polémica? (comentario al dictamen 2/94 del TJCE de 28 de marzo de 1996) », dans *Revista de Instituciones Europeas*, 1996, vol. 1996/3, p. 817 à 838.
- « Paz y derechos humanos: una nueva dimensión de las operaciones para el mantenimiento de la paz », dans *Cursos de Derecho Internacional de Vitoria-Gasteiz*, 1997, p. 47 à 102.
- « Le citoyen, l'administration et le droit européen. Rapport national espagnol », dans *XVIII^e Congrès FIDE* (Stockholm, 1998), vol. III, p. 152 à 198.
- « Extranjería y ciudadanía de la Unión Europea », dans *Extranjería e Inmigración en España y la Unión Europea*, Colección Escuela Diplomática n° 3, 1998, p. 101 à 126.
- « La progresiva institucionalización de la jurisdicción penal internacional: la Corte Penal Internacional », dans Garcia Arán, M. et López Garrido, D. (coord.) : *Crimen internacional y jurisdicción internacional. El caso Pinochet*, Tirant Lo Blanch (Valence, 2000), p. 225 à 273.
- « El Estatuto de Roma de la Corte Penal Internacional », dans *Hacia una Justicia Internacional*, Ministerio de Justicia/BSCH/Civitas (Madrid, 2000), p. 504 à 524.
- « Las relaciones de la Corte Penal Internacional con las Naciones Unidas », dans Quel López, F. J. (coord.) : *Creación de una jurisdicción penal internacional*, Colección de la Escuela Diplomática, n° 4 (Madrid, 2000), p. 31 à 44.
- « Algunas reflexiones sobre la Corte Penal Internacional como institución internacional », dans *Revista Española de Derecho Militar*, n° 75, 2000, p. 171 à 203.
- « Unión Europea y derechos humanos », dans Díez de Velasco, M. (éd.) : *La Unión Europea tras la reforma*, Université de Cantabrie (2000), p. 87 à 103.
- « El Tratado de Niza y la reforma futura de la Unión », dans Díez de Velasco, M. (éd.) : *La Unión Europea tras la reforma*, Université de Cantabrie (2000), p. 239 à 257.
- « El principio de complementariedad », dans Yañez-Barnuevo, J.A. (coord.) : *La Justicia Penal Internacional: una perspectiva iberoamericana*, Casa de América (Madrid, 2001), p. 78 à 100.
- « La cooperación judicial en la Unión Europea: marco general », dans *Espacio de Libertad, Seguridad y Justicia en la Unión Europea*, Ministerio del Interior/UNED (2002), p. 55 à 70.
- « Corte Penal Internacional, Consejo de Seguridad y Crimen de Agresión: un equilibrio difícil e inestable », dans *El Derecho Internacional en los Albores del siglo XXI. Homenaje al Prof. Castro-Rial*, éditions Trotta (Madrid, 2002), p. 197 à 218.
- « Unión Europea, democracia y derechos humanos », dans Escobar Hernández, C. (éd.) : *La Unión Europea en el siglo XXI: los retos de Niza*, Actas de las XIX Jornadas de la Asociación Española de Profesores de Derecho Internacional y Relaciones Internacionales (Madrid, 2003), p. 25 à 50.
- « The International Criminal Court and the United Nations: A complex and vital relationship », dans Lattanzi, F. et Schabas, W. (dir.) : *Essays on the Rome Statute of the International Criminal Court (II)* (éditions Il Sirente, Ripa

- Fegnano Alto (Italie), 2003), p. 41 à 68 (en collaboration avec Juan Antonio Yañez-Barnuevo).
- « La Corte Penal Internacional: un instrumento al servicio de la paz », dans *Revista Internacional de Filosofía Política*, n° 21 (2003), p. 5 à 35.
 - « El asilo en la Unión Europea », dans Mariño Menendez, F.M. (dir.): *Derecho de extranjería, asilo y refugio*, 2^e édition (2003), p. 741 à 788.
 - « Veinticinco años de la Constitución de 1978: Aspectos internacionales », dans *Revista de Derecho Político*, n°s 58/59 (2003/2004), p. 833 à 852.
 - « Los derechos humanos en el Proyecto de Constitución Europea: breve nota introductoria », dans *Revista General de Derecho Europeo*, n° 3 (2004).
 - « Los derechos humanos en el Tratado por el que se establece una Constitución para Europa », dans *Derecho Internacional: Normas, hechos y Valores. Liber Amicorum José Antonio Pastor Ridruejo* (Madrid, 2005), p. 115 à 133.
 - « Derechos humanos y justicia internacional: los tribunales internacionales de derechos humanos », dans *La Paz y el Derecho Internacional. Tercer Encuentro de Salamanca* (2005), p. 273 à 292.
 - « La cláusula europea en la Constitución española (algunas reflexiones para una eventual reforma constitucional) », dans Rubio Llorente, F. et Alvarez Junco, J. (dir.): *El informe del Consejo de Estado sobre la reforma constitucional. Texto del informe y debates académicos*, Consejo de Estado/Centro de Estudios Políticos y Constitucionales (Madrid, 2006), p. 483 à 499.
 - « Los memorandos de entendimiento: consideraciones prácticas a la luz del Derecho de los tratados », dans *Informes del Ministerio de Asuntos Exteriores y de Cooperación a los memorandos de entendimiento de las Comunidades Autónomas con instituciones extranjeras. Años 2002, 2003, 2004, 2005 y 2006*, Ministerio de Asuntos Exteriores y de Cooperación (Madrid, 2006), p. 607 à 611.
 - « La primacía del derecho de la Unión Europea », dans Beneyto Pérez, J.M., Maillo González-Orús, J. et Becerril Atienza, B. (coord.) : *Tratado de derecho y políticas de la Unión Europea. Vol. 4: Las fuentes y principios del derecho de la Unión Europea*, éditions Civitas/Thomson (Madrid, 2011), p. 441 à 486 (en collaboration avec R. Ojinaga Ruiz).
 - « La posición del Reino de España en el procedimiento consultivo: una aproximación general », dans *Revista Española de Derecho Internacional*, vol. 63/1 (monographie consacrée à *La Opinión consultiva de la Corte Internacional de Justicia de 22 de julio de 2010 sobre la conformidad con el Derecho Internacional de la declaración unilateral de independencia de Kosovo*), 2011, p. 11 à 27.
 - « El fin de la estrategia de conclusión de los Tribunales para la Antigua Yugoslavia y para Ruanda: el ‘mecanismo residual internacional’ », dans *Estudios de derecho internacional y de derecho europeo en homenaje al profesor Manuel Pérez González*, vol. I, Tirant Lo Blanch (Valence, 2012), p. 539 à 560.
 - « Corte Penal Internacional y operaciones de mantenimiento de la paz », dans *La protección de la dignidad de la persona y el principio de humanidad en el siglo XXI (Estudios de Derecho Internacional Humanitario, Derechos Humanos y Función Policial in memoriam Gonzalo Jar Couselo)*, Tirant Lo Blanch (Valence, 2012), p. 171 à 186.

- « Construyendo un sistema de Justicia Penal Internacional: desarrollos recientes », dans *XXXIX Curso de Derecho Internacional*. Comité Jurídico Interamericano/OEA, Rio de Janeiro/Washington, 2013, p. 97 à 128.
- « España y el Tribunal Internacional del Derecho del Mar. Especial referencia al caso M/V Louisa », dans Martín y Pérez de Nanclares, J. (coord.): *España y la práctica del Derecho internacional. LXXV Aniversario de la Asesoría Jurídica Internacional del MAEC*, 2014, p. 179 à 222.
- « Universal jurisdiction in Spain: Substantial change of model or implied repeal? », dans *Spanish Yearbook of International Law*, vol. 18, (2013-2014), p. 255 à 265.
- « Artículo 35. Reglas de interpretación », dans Andrés Saenz de Santamaria, P., Diez-Hochleitner, J. et Martín y Pérez de Nanclares, J. (dir.) : *Comentarios a la Ley de Tratados y otros Acuerdos Internacionales* (2015), p. 709 à 744.
- « Use of force and international law: opinions of the International Legal Office (2004-2012) », 19 *Spanish Yearbook of International Law* (2015), p. 305 à 313.
- « Naciones Unidas y el impulso del Derecho Internacional: la labor de la Comisión de Derecho Internacional », dans Pons Rafols, X. (dir.) : *Las Naciones Unidas desde España. 70 aniversario de las Naciones Unidas. 60 aniversario del ingreso de España en las Naciones Unidas* (2015), p. 391 à 410.
- « Las inmunidades de los Jefes de Estado, Jefes de Gobierno y Ministros de Asuntos Exteriores: los trabajos de la Comisión de Derecho Internacional », dans Martín y Pérez de Nanclares, J. (dir.): *La Ley Orgánica 16/2015 sobre privilegios e inmunidades: gestión y contenido* (2016), p. 307 à 324.
- « Lex ferenda: le terrain de jeu doctrinal », dans *Dictionnaire des idées reçues en droit international. Collectif en clin d'œil amical à Allain Pellet*, Pedone (2017), p. 359 à 366.
- « L'enrichissement réciproque du droit spécial et du droit plus général : la place du droit spécial dans la codification de la Commission du droit international », dans *La mise en œuvre de la lex specialis dans le droit international contemporain*, Pedone (2017), p. 99 à 116.
- « La Corte Penal Internacional en construcción: nuevos retos veinte años después de la Conferencia de Roma », dans *Revista Española de Derecho Internacional* (2018), vol. 70-2, p. 209 à 215.
- « Secession and succession of States: What Relationship? », dans *Spanish Yearbook of International Law*, vol. 22, (2008), p. 269 à 281.
- « Sobre la problemática determinación de los efectos jurídicos internos de los 'dictámenes' adoptados por comités de derechos humanos. Algunas reflexiones a la luz de la STS 1263/2018, de 17 de julio », dans *Revista Española de Derecho Internacional*, vol. 71-1 (2019), p. 241 à 250.
- « La cooperación jurídica con la Corte Penal Internacional », dans Salinas, A. et Petit, E. (dir.): *La Corte Penal Internacional 20 años después*, Tirant Lo Blanch (2020), p. 25 à 52.
- « El Tribunal Europeo de Derechos Humanos: una jurisdicción en permanente reforma », dans *Revista de Derecho Comunitario Europeo*, vol. 67 (2020), p. 771 à 793.

c) Ressources audiovisuelles

- « Inmunidad de jurisdicción penal extranjera de los funcionarios del Estado », dans *Médiathèque de droit international des Nations Unies* (2015).
- « La Corte Internacional de Justicia: 70 años después », dans *Médiathèque de droit international des Nations Unies* (2016).
- « La Corte Penal Internacional », dans *Médiathèque de droit international des Nations Unies* (2016).
- « El Tribunal Europeo de Derechos Humanos », dans *Médiathèque de droit international des Nations Unies* (2019).
- « El Tribunal Internacional de Derecho del Mar », dans *Médiathèque de droit international des Nations Unies* (2019).

Décorations

- Grande Croix de l'ordre du Mérite naval
- Commandeur de l'ordre du Mérite civil
- Commandeur de l'ordre d'Isabelle la Catholique
- Croix d'argent de la Garde civile
- Médaille d'or de la Croix-Rouge espagnole
- Médaille de l'École diplomatique

Connaissances linguistiques

- Espagnol : langue maternelle
- Anglais
- Français

Aly Fall (Mauritanie)

[Original : anglais et français]

Extrait d'une note verbale datée du 28 mai 2021, adressée par la Mission permanente de la Mauritanie

En soumettant les présentes candidatures, le Gouvernement mauritanien est convaincu que MM. Mohamed Yeslem Mohamed Lemine et Aly Fall¹, forts de leur vaste expérience et de leurs compétences, qui sont résumées dans les curriculums vitæ ci-joints, sont susceptibles de concourir au renforcement du dynamisme dont la Commission fait preuve depuis plusieurs années.

Aly Fall

Lieu et date de naissance : 9 avril 1957 à Aioun El Atrouss (Hodh El Gharbi)

Nationalité : Mauritanienne

État civil : Marié, père de trois enfants

Cursus

Établissement	Date	Diplômes obtenus
Université d'Aix-en-Provence (France)	1991	Diplôme d'habilitation à diriger les recherches
Université d'Aix-en-Provence (France)	1988	Doctorat d'Etat en droit Public Option Droit International Mention très Honorable
Université d'Aix-en-Provence (France)	1985	DEA en Droit International et Développement Mention Assez Bien
Université Hassan II de Casa Blanca (Maroc)	1984	Maîtrise en droit, Option Droit International, Mention Bien
Université Mohamed Ben Abdallah de Fez (Maroc)	1983	Licence en Droit Option : Sciences politiques, Mention Bien
Université Mohamed Ben Abdallah (Maroc)	1982	DEUG en droit Mention Bien
Lycée National de Nouakchott (Mauritanie)	1980	Baccalauréat Lettres Modernes Option Français Mention Passable

Études Post-Doctorales

Etablissement	Date	Diplômes Obtenus
Institut International des Droits de l'Homme, Session d'été Strasbourg	1998	Certificat d'Études des Droits de l'Homme
Institut International des Droits de l'Homme, session d'été Strasbourg	1998	Diplôme Supérieur des droits de l'Homme

¹ Par une note verbale datée du 29 juin 2021, le Gouvernement mauritanien a retiré la candidature de Mohamed Yeslem Mohamed Lemine.

Centre International d'Enseignement des Droits de l'Homme, Strasbourg (CIEDHU)	1998	Diplôme d'Enseignement dans les Universités des Droits de l'Homme
Académie de Droit International de la Haye-session extérieur	1996	Certificat d'Études en Droit International Public
Académie de Droit International de la Haye (Pays Bas)	1985	Certificat d'Études en Droit International public

Références professionnelles :

1. Membre de groupe technique chargé de l'élaboration de la loi cadre portant code de l'Environnement en Mauritanie, MDRE, DEAR 1999 ;
2. Membre du groupe de travail chargé de l'Etude portant sur la législation et la réglementation environnementale. MDRE – Projet synergie CCD / CDB – 2001 ;
3. Recensement des textes réglementaires relatif à la décentralisation et analyse de leur conformité avec l'évolution du processus démocratique en Mauritanie MIPT/GTZ/DCL – juin 2003 ;
4. Collaboration et harmonisation des projets de textes relatifs au statut des enseignants universitaire – BUMEC – CIDE – février 2005 ;
5. Étude pour la définition d'un cadre réglementaire de l'enseignement supérieur en Mauritanie- TECSULT International octobre 2004
6. Étude portant sur le plan de carrière du personnel du Ministère de la Santé et des Affaires Sociales- CAPRAD – BUMEC décembre 2004
7. Réadaptation et actualisation des textes législatifs et réglementaires en Mauritanie par rapport à la convention des Nations Unis sur le Droit de l'Enfant – UNICEF –Nouakchott ;
8. Étude des textes en vigueur, révision des textes et élaboration du projet de texte législatifs sur les noms patronymique – Secrétariat d'État chargé de l'État civil ;
9. Élaboration du code de l'État civil Mauritanien – Secrétariat d'État Chargé de l'État civil ;
10. Analyse de l'offre et de la demande de formation continue et diplômant de haut niveau professionnels du secteur publique –CFED- MAED- IDA- Août 2002 ;
11. La réforme municipale en Mauritanie –SIDES – TUNIS- Direction des collectivités locales 6AMEXTIP-1998 ;
12. Le rôle et les missions de l'État dans une économie Mondialisée – Programme National de bonne Gouvernance –MAED – PNUD – octobre 2002 ;
13. Analyse des données organisationnelles du secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé des technologies Nouvelles – Programme Nationale de bonne Gouvernance : « Modernisation et renforcement des capacités de l'Administration publique », PNUD/ MAED – 2001
14. Analyse et synthèse des données organisationnelles du parlement Mauritanien MAED – CEMAP – avril 2003 ;
15. Étude sur l'environnement juridico-législatif concernant la gestion des ressources biologiques et l'analyse de la cohérence, la synergie et l'articulation avec les autres instruments de planification environnementale- MDRE/ DEAR – 1998 ;

16. Le rôle des ONG dans le Développement des groupes de pauvreté- MSAS – Direction de l'action sociale, UNICEF ;
17. Diversité des intervenants et chevauchement des compétences dans le cadre de l'Environnement en Mauritanie – MDRE- octobre 2002
18. Projet de décret d'application de la réglementation relative à la protection de l'Environnement n°2000/045 portant sur les secteurs de l'eau, de l'assainissement et de l'énergie – Banque Mondiale février 2001 ;
19. Communes rurales et développement à la base ONG et développement – PNUD – CAPP ;
20. Les obstacles à l'intégration des femmes dans le processus du développement – Ministère du plan – Direction des Ressources Humaines FNUAP ;
21. Élaboration du code forestier et de la faune – MDRE – FAO ;
22. Décret d'application des lois relative à la faune et à la flore- loi cadre de l'Environnement – MDRE/GTZ/2002 ;
23. Les Droits économiques, sociaux et culturels, la lutte contre la pauvreté et le Droit au développement –CDHLCPI – PNUD – octobre 2002 ;
24. Étude portant sur le statut particulier du Ministère de la santé et des Affaires sociales et gestion des carrières du personnel. Mai 200 ;
25. Élaboration d'un recueil des textes juridiques et réglementaire du Ministère de l'Éducation Nationale – Projet Éducatifs et Formations – 2004 ;
26. Étude pour la définition du cadre réglementaire de l'enseignement supérieur en Mauritanie (Bureau Tecsult international Limitée) Canada novembre 2004/MAED/Direction Projet Education et Formation
27. Statut de l'Enseignement supérieur en Mauritanie BUMEC – CIDE (Canada) ; MAED 2005/Direction Projet Education et Formation.
28. Révision du code de l'environnement du PNUE 2010 / Ministère Délégué auprès du Premier Ministre chargé de l'Environnement et du Développement Durable.
29. Législation sur la Biosécurité en Mauritanie/Union Africaine/ Ministère Environnement- Septembre 2011.
30. Statut de l'École des Mines de Mauritanie : Ministère des Mines /Projet Education et formation. Mai 2011 ;
31. Déconcentration et décentralisation des services et des établissements Publics de proximité : Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement du territoire. Janvier 2012.
32. Le cadre organisationnel et les missions et fonctionnement des structures de L'imprimerie nationale Aout 2012
33. Projet de loi relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique Ministère Finances-Direction des Domaines et du patrimoine de l'État. Mars 2013.
34. Projet de loi relatif à l'organisation du régime de la propriété foncière Ministère des Finances-Direction des domaines et du patrimoine de l'État Mars 2013 ;
35. Projet de décret portant élaboration du cadre juridique relatif à la formation Continue des fonctionnaires et agents contractuels de l'État-Unité de Coordination du projet de renforcement des capacités du secteur Public. Ministère de Fonction publique, du travail et de la modernisation de L'Administration. Mai 2013 ;

36. Projet de décret -abrogeant et remplaçant les dispositions du décret 2007-103 du 12 avril 2007 portant organisation du dispositif institutionnel de formation, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté. Avril 2014 Ministère des affaires économique et du développement ;
37. Projet de Loi relatif à la Copropriété en Mauritanie. Ministère des Finances. Direction des Domaines et du Patrimoine de l'Etat. Déc. 2014.
38. Étude analytique en vue du soutien au démarrage du RIMRAP (Renforcement Institutionnel en Mauritanie vers la Résilience Agricole et Pastoral) C2G CONSEIL – COWI Belgium décembre 2015

PUBLICATIONS

- L'OUA et le problème des Frontières en Afrique, Mémoire de Maîtrise en Droit Public ;
- Les accords Internationaux des produits de base conclus dans le cadre du programme intégré : Mémoire de DEA Etudes Internationales et communautaires ;
- Les négociations globales et la coopération Internationale pour le développement Thèse de doctorat d'État ;
- La notion de coopération entre le mirage et le réel, quelle signification ?
- Le cadre juridique et institutionnel des ONG en Mauritanie ;
- La décentralisation en Mauritanie analyse d'une dimension de la politique administrative en Mauritanie ;
- Droit, femmes et société, Revue tunisienne de Droit ;
- La mise à niveau des collectivités locales en Mauritanie face à la Mondialisation GRET – Revue des sciences administratives de Rabat (Maroc)
- La coopération Internationale décentralisée : l'expérience Mauritanienne/GRET. Revue des sciences administratives de Rabat (Maroc) ;
- Élaboration du Règlement Intérieur de l'Ordre Mauritanien des Ingénieurs de Génie Civil en abrégé l'OMIGEC ;
- Élaboration du Statut de l'Ordre Mauritanien des Ingénieurs de Génie Civil en abrégé l'OMIGEC

I. MATIÈRES DISPENSÉES

Histoire des Idées Politiques (3^{ème} année Droit Public)

Libertés Publiques (3^{ème} année Droit Public, Droit Privé)

Philosophie du droit (4^{ème} année droit public)

Droit International Économique (4^{ème} année Droit Public)

Droit International Public (3^{ème} année Droit Public)

Droit Administratif (2^{ème} année Économie)

Finances Publiques (4^{ème} année Droit Privé)

Histoire des Institutions et des Faits Sociaux (1^{ème} année Droit)

II. FONCTIONS OCCUPÉES

- 1988-2003 : Maître de conférences de droit Public, Université de Nouakchott Faculté des sciences juridiques et économiques.
- 1995-1999 : Chef de Département Droit Public
- 1999-2000 : Directeur de l'Enseignement Supérieur
- 2004-2006 : Conseiller Juridique du ministère de l'Éducation Nationale (MEN)
- 2006-2007 : Secrétaire Général du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
- Mars 2007 à Octobre 2008 : Secrétaire Général du Ministère de l'Education Nationale.
- Octobre 2008 à 2010 : Secrétaire Général du Ministère du Développement Rural.
- 2011-2013 : Chargé de cours à l'École National d'Administration : Filière Diplomatie – Conseillers des Affaires Étrangères.
- 2014-2018 : Membre du Haut Conseil de la Magistrature.
- Depuis 2018 : Responsable des Formations Doctorale (Droit).

Langues

Langues	Écrit	Oral	Lecture
Français	Excellent	Excellent	Excellent
Arabe	MOYEN	MOYEN	MOYEN
Anglais	PASSABLE	Passable	Passable

Autres compétences :

Logiciels couramment utilisés : MS World, Excel, Power Point ;

Autres aptitudes :

- Direction des Travaux de Recherches Académiques
- Travail en équipe
- Organisation et Méthodes

Ahmed Amin Fathalla (Égypte)

Biographie

De nationalité égyptienne, M. Fathalla est membre du Comité des droits de l'homme des Nations Unies depuis 2008. Il a été élu Vice-Président du Comité en mars 2017 pour un mandat de deux ans et a été élu Président en 2019 pour deux ans également. De 2012 à 2016, il a été l'Observateur permanent de la Ligue des États arabes auprès de l'Organisation des Nations Unies, à New York. Avant cette dernière nomination, il était le Premier Sous-Secrétaire du Ministère égyptien des affaires étrangères au Caire. Avant cela, il a occupé le poste de Ministre adjoint des affaires étrangères chargé des affaires européennes de 2010 à 2011, et des affaires asiatiques de 2009 à 2010.

De 2005 à 2009, il a été l'Ambassadeur d'Égypte aux Pays-Bas et représentant du pays auprès de la Cour permanente d'arbitrage. De 2004 à 2005, il a été Ministre adjoint des affaires étrangères en charge des relations multilatérales.

Avant d'exercer les fonctions d'Ambassadeur en Turquie de 2003 à 2004, il a été l'assistant adjoint du Ministre des affaires étrangères chargé des affaires juridiques internationales et des traités, de 2001 à 2003, avant quoi il a été Ambassadeur au Maroc entre 1997 et 2001.

Il a été Vice-Ministre adjoint des affaires étrangères chargé des questions juridiques internationales de 1996 à 1997, et conseiller pour les questions juridiques auprès du Secrétariat de la Convention de Bâle entre 1990 et 1996.

Au cours de sa carrière dans la diplomatie et les affaires étrangères, M. Fathalla a été conseiller à la Mission permanente de l'Égypte auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et d'autres institutions spécialisées siégeant en Suisse (1987-1989) ; membre de la délégation égyptienne auprès du Tribunal d'arbitrage israélo-égyptien ; Premier Secrétaire de l'Ambassade d'Égypte à New Delhi et Représentant de l'Égypte auprès du Comité consultatif juridique afro-asiatique (1985-1987), également chargé des questions juridiques ; Premier Secrétaire au Ministère égyptien des affaires étrangères au Caire, chargé des questions juridiques relatives aux organisations internationales et aux institutions spécialisées (1984-1985) ; et Deuxième Secrétaire de la Mission permanente à New York (1979-1983). Il a travaillé au cabinet du Ministre d'État aux affaires étrangères de 1978 à 1979, et a été Troisième Secrétaire au Département juridique du Ministère égyptien des affaires étrangères de 1977 à 1978, après être entré au Ministère en 1976. De 1975 à 1976, il a été Procureur général adjoint de district au Ministère de la justice.

M. Fathalla a obtenu une licence en droit à l'Université du Caire en 1974, et un diplôme en relations internationales de l'Institut international d'administration publique en France, en 1978.

Il parle l'arabe, l'anglais et le français.

Il est né le 25 novembre 1952 au Caire.

CV

- Ahmed Amin Fathalla.
- Date de naissance : 25/11/1952.
- Langues parlées : arabe, français et anglais.

Formation

- Licence en droit – Université du Caire, 1974.
- Diplôme en relations internationales – Institut international d'administration publique (France), 1978.

Fonctions actuelles

- Président du Comité des droits de l'homme des Nations Unies.

Autres activités

Maître de conférences invité à l'Université San Thomas, School of Law Florida, États-Unis d'Amérique.

Expérience professionnelle

- 1975-1976 : Assistant de district, Procureur général pour le bureau du ministère public du centre du Caire.
- 1976-1977 : Entre au Ministère égyptien des affaires étrangères et termine ses études à l'Institut d'études diplomatiques.
- Août 1977-juillet 1978 : Entre à l'Institut international d'administration publique à Paris.
- Août 1978-janvier 1979 : Troisième Secrétaire au Département des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères, chargé des questions juridiques relatives aux organisations internationales.
- Janvier 1979-août 1979 : Travaille au cabinet du Ministre des affaires étrangères, chargé des questions juridiques relatives aux organisations internationales.
- Août 1979-décembre 1983 : Deuxième Secrétaire de la Mission permanente de l'Égypte auprès de l'ONU à New York, représentant l'Égypte à la Sixième Commission (questions juridiques).
- 1984-1985 : Premier Secrétaire du Département des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères, chargé des questions juridiques relatives aux organisations internationales et aux institutions spécialisées.
- 1985-1987 : Premier Secrétaire à l'Ambassade à New Delhi, et représentant de l'Égypte auprès du Comité consultatif juridique afro-asiatique.
- 1987-1989 :
 - Conseiller à la Mission permanente de l'Égypte auprès de l'ONU à Genève et chef de la division des questions juridiques et des droits de l'homme.
 - Membre de la délégation égyptienne auprès du Tribunal d'arbitrage israélo-égyptien (Taba)

- 1990-1996 : Conseiller pour les questions juridiques auprès du Secrétariat des Nations Unies de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, à Genève (Suisse).
- 1996-1997 : Vice-Ministre adjoint des affaires étrangères chargé des questions juridiques internationales.
- 1997-2001 : Ambassadeur d'Égypte au Maroc.
- 2001-2003 : Vice-Ministre adjoint des affaires étrangères en charge des questions juridiques internationales et des traités internationaux.
- 2003-2004 : Ambassadeur d'Égypte en Turquie.
- 2004-2005 : Ministre adjoint des affaires étrangères chargé des affaires multilatérales et des organisations internationales.
- 2005-2009 :
 - Ambassadeur d'Égypte aux Pays-Bas.
 - Représentant de l'Égypte auprès de la Cour permanente d'arbitrage.
 - Directeur exécutif égyptien du Fonds commun pour les produits de base.
- 2009-2010 : Ministre adjoint des affaires étrangères chargé des affaires asiatiques.
- 2010-2011 : Ministre adjoint des affaires étrangères chargé des affaires européennes.
- 2011-2012 : Premier Sous-Secrétaire au Ministère égyptien des affaires étrangères.
- 2012-2016 : Observateur permanent de la Ligue des États arabes auprès de l'ONU à New York.
- 2019-2020 : Président du Comité des droits de l'homme des Nations Unies.

Rolf Einar Fife (Norvège)

1. Renseignements personnels

Nom : Rolf Einar FIFE
 Date de naissance : 18 octobre 1961
 Titre professionnel : Ambassadeur

2. Formation et recherche

2009-2010 : Professeur invité (Visiting Fellow), Lauterpacht Centre for International Law, Université de Cambridge
 1978-1984 : Candidatus juris, Faculté de droit de l'Université d'Oslo
 1986-1988 : Études de la langue arabe (cand. mag.), Université d'Oslo
 1978 : Baccalauréat français, après une éducation primaire et secondaire suivie en Italie puis en France

3. Connaissances linguistiques

Maîtrise de l'anglais, du français, de l'italien et du norvégien. Connaissance pratique de l'espagnol, de l'allemand et de l'arabe.

4. Fonctions gouvernementales et affectations diplomatiques

2019– Ambassadeur de la Norvège auprès de l'Union européenne, Bruxelles
 2014-2019 Ambassadeur de la Norvège en France et à Monaco
 2002-2014 Directeur général des affaires juridiques et conseiller juridique au Ministère norvégien des affaires étrangères
 1993-2002 Chef de diverses sections du Département juridique du Ministère norvégien des affaires étrangères
 1990-1993 Premier Secrétaire de la Mission permanente de la Norvège auprès de l'ONU, New York
 1988-1990 Deuxième Secrétaire de l'Ambassade de Norvège à Riyad
 1986-1988 Diplomate-stagiaire au Ministère norvégien des affaires étrangères
 1985-1986 Avocat au Département juridique du Ministère norvégien des affaires étrangères
 1984-1985 Avocat au Département des affaires polaires du Ministère de la justice

5. Sélection de postes et de missions liés à l'international

2009-2010 Président du Comité des conseillers juridiques sur le droit international public (CAHDI) du Conseil de l'Europe
 2007-2008 Vice-Président du Comité des conseillers juridiques sur le droit international public (CAHDI) du Conseil de l'Europe
 2003-2010 Chef de la délégation norvégienne aux négociations menées avec la Fédération de Russie sur la délimitation des frontières maritimes dans la mer de Barents et l'océan Arctique
 2004-2009 Point focal de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la

- Cour pénale internationale pour les préparatifs de la Conférence d'examen de Kampala pour la CPI
- 2007 Chef de la délégation norvégienne à la 30^e Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge à Genève
- 2007-2008 Chef de la délégation norvégienne aux négociations menées avec l'Islande sur l'accord concernant les dépôts transfrontaliers sur le plateau continental
- 2005-2006 Chef de la délégation norvégienne aux négociations menées avec le Danemark, les Îles Féroé et l'Islande sur la délimitation du plateau continental au-delà de 200 milles marins dans l'océan Atlantique Nord-Est
- 2005-2006 Chef de la délégation norvégienne aux négociations menées avec le Danemark et le Groenland sur la délimitation des frontières maritimes entre le Groenland et le Svalbard
- 2004 Président de l'Atelier du Conseil de l'Europe sur la réforme de la Cour européenne des droits de l'homme, Oslo
- 1995-2009 Chef de la délégation norvégienne aux négociations organisées successivement au sujet de la Cour pénale internationale
- 2006 Président de l'Atelier d'experts du Conseil de l'Europe sur la Cour pénale internationale, Athènes
- 2001-2002 Président du Groupe de travail sur le premier budget de la Cour pénale internationale au sein de la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale
- 1998-2002 Président du Groupe de travail sur l'élaboration du Règlement de procédure et de preuve sur les peines de la Cour pénale internationale
- 1995-1998 Président des Groupes de travail sur les peines établies dans le Statut de la Cour pénale internationale tout au long des négociations des comités préparatoires et de la Conférence diplomatique de Rome

6. Règlement des différends internationaux

- 2015-2017 Membre du Tribunal d'arbitrage entre la République de Croatie et la République de Slovénie (frontière terrestre et maritime)
- 2004- Membre de la Cour permanente d'arbitrage, La Haye
- 2017- Arbitre et conciliateur nommé en vertu de l'article 2 des annexes V et VII de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer
- 2017- Arbitre nommé en vertu du paragraphe 4 de l'article 2 de l'annexe au Protocole au traité sur l'Antarctique, relatif à la protection de l'environnement
- 2009 Représentant de la Norvège devant la Cour internationale de Justice dans l'affaire relative à l'avis consultatif sur le Kosovo
- 2007 Agent de la Norvège devant la Grande Chambre de la Cour européenne des droits de l'homme, dans des affaires relatives à la compétence et à la responsabilité internationale dans les opérations de paix
- 2003 Chef de la délégation norvégienne devant l'Organe d'appel de l'OMC dans l'affaire relative aux mesures de sauvegarde américaines sur l'acier (mesures de sauvegarde définitives sur les importations de certains aciers)

1993 Conseiller de l'Équipe norvégienne devant la Cour internationale de Justice dans l'affaire relative à la délimitation maritime dans la région située entre le Groenland et Jan Mayen

7. Autres exemples d'expérience juridique

2002-2014 Conseiller juridique auprès du Gouvernement norvégien sur l'ensemble des questions de droit international et sur les lois nationales visant à mettre en œuvre les obligations juridiques internationales

2002-2014 Représentant de la Norvège à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (expérience acquise à partir de 1986 avec les négociations sur le projet de Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, et participation à diverses conférences et groupes de travail des Nations Unies)

2002-2014 Conseiller juridique international auprès du Gouvernement norvégien en matière d'élaboration de politiques sur les conflits régionaux, la paix et la sécurité et les questions de développement

2014 Coprésident de la 8^e réunion du Comité de liaison sur l'établissement des limites extérieures du plateau continental au-delà de 200 milles marins (réunion sous-régionale des États côtiers organisée par Cabo Verde à Praia)

2005-2014 Membre du Conseil de direction du Ministère norvégien des affaires étrangères, Oslo

1999-2009 Coordonnateur du dossier de la Norvège présenté à la Commission sur les limites extérieures du plateau continental dans l'océan Atlantique et l'océan Arctique

2009 Chef de délégation lors de l'examen du dossier de la Norvège devant la Commission sur les limites extérieures du plateau continental dans l'océan Atlantique et l'océan Arctique

2002-2014 Président de la Commission interministérielle norvégienne sur le droit international humanitaire

2002-2014 Président de la Commission interministérielle norvégienne sur le droit de la mer et les frontières maritimes

2002-2004 Direction d'équipes législatives chargées de préparer les réformes des lignes de base et la nouvelle législation nationale relative à l'élargissement de la mer territoriale et à la zone contiguë

2001-2003 Coordonnateur de la présidence norvégienne du Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies

1999-2002 Invité à faire des présentations sur la Cour pénale internationale et les questions de mise en œuvre, notamment lors de la Conférence intergouvernementale régionale des Caraïbes de 1999 sur la CPI, avec les ministres et les procureurs généraux de la CARICOM, à Port-of-Spain

1996-1997 Conseiller au sein de la délégation norvégienne aux négociations menées avec le Danemark/Groenland et l'Islande sur la délimitation maritime du tripoint et des frontières au large de l'île de Jan Mayen

1994-1995 Conseiller au sein de la délégation norvégienne aux négociations menées avec le Danemark/Groenland sur l'accord d'exécution de l'arrêt de 1993 de la Cour internationale de Justice dans l'affaire relative à la

délimitation maritime dans la région située entre le Groenland et Jan Mayen

- 1991-1993 Délégué du Groupe intergouvernemental des Nations Unies chargé de surveiller la fourniture et la livraison de pétrole et de produits pétroliers à l'Afrique du Sud et créé par l'Assemblée générale des Nations Unies, New York

8. Autres exemples d'activités

- 2020- Nommé membre de l'organe consultatif international du Centre de géopolitique de l'Université de Cambridge (Royaume-Uni)
- 2017- Membre associé élu de l'Institut de droit international
- 2014- Invité à donner des conférences et à présenter des exposés en droit international, notamment à l'Académie des sciences morales et politiques de Paris et à l'Université de la Sorbonne
- 2002-2014 Président de la branche norvégienne de l'Association de droit international
- 1999-2014 Membre du Comité de rédaction du *Nordic Journal of International Law*
- 1997-2014 Diverses missions d'enseignement en droit international à l'Université d'Oslo et au Collège universitaire de la défense norvégienne
- 1991-1993 Conseiller et Président du Comité consultatif du Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe, Assemblée générale des Nations Unies, New York

9. Principales publications (regroupées par thème)

a) Arctique

« Dispute Settlement in the Arctic: Continuity and Change », in H. Ruiz Fabri, E. Franckx et T. Meshel (éds.), *A Bridge over Troubled Waters – Dispute Resolution in the Law of International Watercourses and the Law of the Sea*, Brill Nijhoff, Leyde/Boston, 2020, 398-411.

« L'Arctique et l'Antarctique », in G. Guillaume (éd.), *La vie internationale et le droit*, Éditions Hermann, Paris, 2018, 391-404.

« Les régions polaires », in M. Forteau, D. Müller, A. Pellet et J. M. Thouvenin (éds.), *Traité de droit international de la mer*, Éditions A. Pedone, Paris, 2017, 501-518.

« Legal status of Eastern Greenland (PCIJ, 1933) », in E. Bjorge et C. Miles (éds.), *Landmark Cases in Public International Law*, Hart Publishing, Oxford & Portland, 2017, 133-157.

« Svalbard og traktaten av 1920: myter og virkelighet » (Svalbard et le traité de 1920 : mythes et réalité), in H.C. Bugge, H. Indreberg, A. Syse et A. Tverberg (éds.), *Lov, Liv og Lære – Inge Lorange Backer 70 år*, Universitetsforlaget, Oslo, 2016, 201-219.

« Arctic Reflections Among Receding Sea-ice », in *International Law of the Sea—Essays in Memory of Anatoly L Kolodkin*, Moscou, Statut, 2014, 206-21.

« Cooperation Across Boundaries in the Arctic Ocean: The Legal Framework and the Development of Policies », in P. Berkman et A. Vylegzhanin (éds.), *Environmental Security in the Arctic Ocean*, Springer, Dordrecht, 2013, 345-358.

« The Call for good Governance in the Arctic Ocean – the Legal Framework and the Development of Policies to Meet Rising Challenges and Emerging Opportunities »,

in G. Witschel, I. Winkelmann, K. Tiroch et R. Wolfrum (éds.), *New Chances and New Responsibilities in the Arctic Region*, Berliner Wissenschafts-Verlag, 2010, 223-232.

« L'objet et le but du Traité du Svalbard (Spitsberg) et le droit de la mer », in *La mer et son droit, Mélanges offerts à Laurent Lucchini et Jean-Pierre Quéneudec*, Éditions A. Pedone, Paris, 2003 (ISBN 2-233-00420-5), 239-262.

L'article est également paru en russe dans le *Moscow Journal of International Law*, 2004, n° 4, 170-202.

b) Droit de la mer

« Obligations of “Due Regard” in the Exclusive Economic Zone. Their Context, Purpose and State Practice », in *The International Journal of Marine and Coastal Law*, 34 (2019), 43-55.

« Les obligations de “tenir dûment compte” dans les dispositions de la CNUDM relatives à la ZEE : perspectives historiques et contemporaines », in C. Beaucillon et Y. Kerbrat (éds.), *Usages pacifiques et militaires de la Zone économique exclusive : Étude des obligations des États côtiers et non côtiers de tenir dûment compte des droits des autres États en vertu de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer*, IREDIES Conference Paper n° 1/2018, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2018.

« Preface », in C. Banet (éd.), *The Law of the Seabed – Access, Uses and Protection of Seabed Resources*, Brill Nijhoff, Leyde/Boston, 2020, ix-xii.

« A Perspective on Development and the Law of the Sea – How to provide support for the establishment of the outer limits of the continental shelf », in J. C. Sainz-Borgo et al., (éd.), *Liber Amicorum Gudmundur Eiriksson*, University for Peace & O.P. Jindal Global University, 2017, 51-67.

« Norway », avec P. Tresselt, in *United Nations Convention on the Law of the Sea at 30: Reflections*, ONU, New York, 2013, 81-84.

Rapports dans la collection *International Maritime Boundaries (American Society of International Law)* :

Rapport 9-26 (Add.1), in C. Lathrop (éd.), *International Maritime Boundaries*, (à paraître), ASIL, 2020 ; Rapport 9-6 (3), sur le Traité entre le Royaume de Norvège et la Fédération de Russie concernant la délimitation maritime et la coopération dans la mer de Barents et l'océan Arctique, in C. Lathrop (éd.), *International Maritime Boundaries*, volume VII, ASIL 2016, Brill/Nijhoff, 5167–5203 ; Rapport 9-4 (3), sur l'Accord de 2008 entre la Norvège et l'Islande concernant les gisements d'hydrocarbures transfrontaliers et le procès-verbal convenu de 2008 concernant le droit de participation, in C. Lathrop (éd.), *International Maritime Boundaries*, volume VII, ASIL 2016, Brill/Nijhoff, 5123–5142 ; Rapport 9-25, sur l'Accord entre la Norvège et le Danemark/Groenland concernant la délimitation du plateau continental et des zones de pêche dans la région située entre le Groenland et le Svalbard, in D. A. Colson et R. W. Smith (éds.), *International Maritime Boundaries*, volume VI, ASIL 2011, 4513–31 ; Rapport 9-26, sur le procès-verbal convenu concernant la délimitation du plateau continental au-delà de 200 milles marins entre les Îles Féroé, l'Islande et la Norvège, in D. A. Colson et R. W. Smith (éds.), *International Maritime Boundaries*, volume VI, ASIL, 2011, 4532–4552.

« Le traité du 15 septembre 2010 entre la Norvège et la Russie relatif à la délimitation et à la coopération maritime en mer de Barents et dans l'océan Arctique », in *Annuaire français de droit international*, LVI, 2010, CNRS Éditions, Paris, 399-412.

« Elements of Nordic Practice 2006: Norwegian Measures Taken Against Stateless Vessel Conducting Unauthorized Fishing on the High Seas », 76 *Nordic Journal of International Law*, 2007, 301-303.

« Les modes de fixation des frontières maritimes : la négociation de l'accord », in Institut du droit économique de la mer, *Le processus de délimitation maritime – étude d'un cas fictif*, Colloque international, Monaco, Éditions A. Pedone, 2004, 336-342.

« The Duty to Render Assistance at Sea: Some Reflections after Tampa », in J. Petman and J. Klabbers (éds.), *Nordic Cosmopolitanism: Essays in International Law for Martti Koskenniemi*, Kluwer Law International, La Haye, 2003, 469-484.

« The Limits in the Seas: The Need to Establish Secure Maritime Boundaries – Some Thoughts on the Contributions of Earth Scientists to Legal Determinacy (...) », in *Proceedings of the Twentieth Anniversary Commemoration of the Opening for Signature of the United Nations Convention on the Law of the Sea*, New York, 9 et 10 décembre 2002, ONU, 2003, 81-110.

« Revision of Norway's Straight Baselines » et autres éléments de la pratique de l'État norvégien, in « Nordic Practice 2001/2003 », *Nordic Journal of International Law*, 2004, vol. 73, 551-553.

« Norway's Straight Baselines Around the Svalbard Archipelago », 70 *Nordic Journal of International Law*, 2001, 555-563.

« Les accords faisant suite à l'arrêt rendu par la Cour Internationale de Justice en 1993 dans l'affaire entre le Danemark et la Norvège concernant la délimitation maritime dans la région située entre le Groenland et Jan Mayen », *Annuaire du droit de la mer*, Paris, 1999, 199-214.

c) Droit pénal international et juridictions pénales internationales

M. Bergsmo, R. E. Fife, H. Friman, *et al.*: *Internasjonal strafferett* (Droit pénal international), Torkel Opsahl Academic EPublisher, Bruxelles, 2020, ISBN 978-82-8348-125-9 (à paraître), 1-71 et 405-415.

« Article 77 (Applicable penalties) » et « Article 80 (Non-prejudice to national application of penalties and national laws) », in O. Triffterer (éd.), *Commentary on the Rome Statute of the International Criminal Court*, Article by Article, 1^{ère} éd. 1999, Baden-Baden, 985-998 et 1009-1014 ; 2^e éd. 2008, 1419-1432 et 1443-1448 ; 3^e éd. 2016 O. Triffterer & K. Ambos (éds.), Beck-Hart, 1877-1890 et 1909-1914 ; 4^e éd. 2020 K. Ambos (éd.), *Rome Statute of the International Criminal Court, Article-by-Article Commentary*, Beck-Hart, (à paraître).

« Norway » (International Adjudication of the Crime of Aggression Seen through a Critical Prism), in C. Kress et S. Barriga (éds.), *The Crime of Aggression: A Commentary*, Vol. 2, Cambridge University Press, 2017, 1242-1263.

« Criteria for prosecution of international crimes: the importance for states and the international community of the quality of the criminal justice process for atrocities, in particular of the exercise of fundamental discretion by key justice actors », in M. Bergsmo (éd.), *Criteria for Prioritizing and Selecting Core International Crimes Cases*, FICHL Publication Series No. 4, 2009, 21-24.

« The Legislative Response of the United Nations to Terrorism: Perspectives on Creative Forces and Sources of International Law », in *Festskrift til Carl August Fleischer*, Oslo, Universitetsforlaget, 2006, 151-172.

« Criminalizing Individuals for Acts of Aggression committed by States », in M. Bergsmo (éd.), *Human Rights and Criminal Justice for the Downtrodden – Essays in Honour of Asbjørn Eide*, Martinus Nijhoff Publishers, Leyde/Boston, 2003, 53-74.

« The Draft Budget for the First Financial Period of the Court », in Twenty-Fifth Memorial Issue: *The Eve of the International Criminal Court: Preparations and Commentary*, 25 Fordham International Law Journal, 2002, 606-624.

« The International Criminal Court: Whence It Came, Where It Goes », 69 *Nordic Journal of International Law*, 2000, 63-85. L'article est paru en russe dans le *Moscow Journal of International Law*, 2001/1, 60-87.

« The Norwegian Implementation of the Rome Statute of the International Criminal Court », 70 *Nordic Journal of International Law*, 2001, 531-546. Paru dans une version adaptée dans *The Rome Statute and Domestic Legal Orders*, (C. Kreß, B. Broomhall, F. Lattanzi et V. Santori, édés.) Volume II, Nomos Verlagsgesellschaft Baden-Baden, 2005, 281-294.

« Norway's Response to ICTY Order for Disclosure of Information by SFOR, NATO and States participating in SFOR », 70 *Nordic Journal of International Law*, 2001, 563-566.

« Penalties », in R. Lee (éd.) *The International Criminal Court – Elements of Crimes The Rules of Procedure and Evidence of the International Criminal Court*, Transnational Publ.s, New York, N.Y., 2001, 555-574.

« Norway and the International Criminal Tribunals 1994-2000 », 69 *Nordic Journal of International Law*, 2000, 359-372.

« Penalties », in R. Lee (éd.), *The International Criminal Court, The Making of the Rome Statute: Issues, Negotiations, Results*, La Haye/New York, 1999, 319-343.

d) Sources du droit international – droit conventionnel

« Creative Forces and Institution Building in International Law », in A. Ciampi (éd.), *History and International Law – An Intertwined Relationship*, Edward Elgar Publishing, Cheltenham UK/Northampton MA USA, 2019, 2-21.

« Foreword », in S. T. Helmersen, *The Application of Teachings by the International Court of Justice*, Cambridge University Press, 2021, xiii-xxii.

« Actes unilatéraux – Arroseur arrosé » in *Dictionnaire des idées reçues en droit international*, Éditions Pedone, Paris, 2017, 23-28.

« The CAHDI European Observatory of Reservations to International Treaties: Law and Practice Relating to Reservations and Interpretative Declarations Concerning International Treaties », in Conseil de l'Europe, *The CAHDI Contribution to the Development of Public International Law*, Conseil de l'Europe, 2016, 91-97.

« Le Guide de la pratique sur les réserves aux traités, une espèce endémique à la Commission du droit international ? », in P. Bodeau-Livinec (éd.), *Formes du droit international – Réflexions sur le devenir des travaux de la Commission du droit international des Nations Unies*, (Actes du colloque du 22 juin 2015 de la Société française pour le droit international), Saint-Denis, Pedone, 2018, (à paraître).

« Quand dire c'est faire – Le praticien face au Guide de la pratique de la CDI », in Société française pour le droit international, *Actualités des réserves aux traités*, Paris, Éditions A. Pedone, 2014, 171-178.

« Les techniques interprétatives non juridictionnelles de la norme internationale », in *Revue Générale de Droit International Public*, vol. 115, 2011, Paris, 367-372.

« The Role of Intergovernmental Organizations in International Treaty-Making – Some Reflections on the Negotiations on the International Criminal Court ICC », in *From Government to Governance, 2003 Hague Joint Conference on Contemporary Issues of International Law*, 2004 TMC Asser Press, La Haye, 51-55.

« Den internasjonale domstol i Haag » (La Cour internationale de Justice à La Haye, Résumé de jurisprudence 1946-1994), TANO, Oslo, 1994, 182 p.

e) Autres exemples de publications

« Generating Incentives to Appoint Women to the International Bench: Experiences with State Practice », in F. Baetens (éd.), *Who is the Judge? Identity and Diversity on the International Bench*, Oxford University Press, 2020, 49-59.

Commentaries on Norwegian statutory laws pertaining to international law, in Norsk Lovkommentar (précédemment : Karnov norsk kommentert lovsamling) : entrées sur les lois norvégiennes, avec des mises à jour régulières, depuis 1997, y compris sur la législation concernant la ZEE de la Norvège et sur la CPI.

« Noen utviklingslinjer i Sikkerhetsrådets beslutningsprosess » (Le processus décisionnel au sein du Conseil de sécurité), Internasjonal Politikk, Norwegian Institute of International Affairs, Oslo, 53(4) 1995, 471-482.

« Noen hovedpunkter i den islamske kontraktsrett » (Principales questions relatives au droit islamique des contrats), *Lov og Rett*, Oslo, 1993, 610-619.

« En kort oversikt over de islamske regler om foreldreansvar ved samlivsbrudd » (Une brève étude des lois islamiques sur les droits de garde des enfants après une séparation), *Lov og Rett*, Oslo, 1992, 40-46.

« Fransk-norsk juridisk oppslagsbok » (Manuel juridique franco-norvégien), TANO, Oslo, 1991, 128 p.

« En kort innføring i islamsk rett » (Une brève introduction au droit islamique), *Lov og Rett*, Oslo, 1990, 548-557.

« Fransk juridisk ordbok » (Dictionnaire juridique français-norvégien), Université d'Oslo, Institutt for privatretts stensilserie, 1985, 231 p.

« La question linguistique en Norvège et ses solutions juridiques », *Jura Falconis*, Louvain, 1985, 239-248.

Mathias Forteau (France)

[Original : Anglais et français]

Né le 27 juin 1974 à Chartres (France)

Professeur de droit public à l'Université Paris Nanterre

- Membre de la Commission du droit international des Nations Unies de 2012 à 2016
- Membre de l'*International Law Association* (ILA) ; Membre du *Centre de droit international de Nanterre* (CEDIN) ;
- Membre (et ancien Secrétaire général de 2008 à 2012) de la *Société française pour le droit international* (SFDI) ;

Formation et carrière universitaire

2008	Professeur de droit public à l'université Paris Nanterre
2015-2018	Adjunct Professor à la New York University (NYU) School of Law
2004-2008	Professeur de droit public à l'Université Lille II
2004	Agrégé de droit public
2003-2004	Maître de conférences en droit public à l'Université Paris X-Nanterre
2002	Docteur en droit public (Université Paris X-Nanterre)
1997-2002	Allocataire-Moniteur puis ATER à l'Université Paris X-Nanterre
1996-1997	DEA de droit des relations économiques, internationales et communautaires, Université Paris X-Nanterre (major de la promotion)

Responsabilités éditoriales

Depuis 2015	Codirecteur de l' <i>Annuaire français de droit international</i>
Depuis 2020	Membre du Conseil scientifique de l' <i>Annuaire du droit de la mer</i>
Depuis 2014	Membre du Peer Review Board du <i>Spanish Yearbook of International Law</i>
Depuis 2013	Membre du comité de lecture du <i>Brazilian Yearbook of International Law</i>
Depuis 2012	Membre du Comité de rédaction (Editorial Board) de <i>The Law and Practice of International Courts and Tribunals</i>
Depuis 2012	Membre du Comité de rédaction de l' <i>Annuaire français de droit international</i>
Depuis 2005	Membre du Conseil scientifique de la <i>Revue belge de droit international</i>
2017	Évaluations de propositions d'articles pour le <i>Journal of International Dispute Settlement</i>
2010	Évaluation de propositions de publications d'ouvrages (en anglais) aux éditions Cambridge University Press

2010-2017 Codirecteur (avec J.-M. Thouvenin et Ph. Vincent) de la collection Droit international des éditions Larcier

2006-2012 Membre du Secrétariat de rédaction de l'*Annuaire français de droit international*

Responsabilités administratives et scientifiques

2020 Membre du jury du 2020 ESIL Book Prize (Prix de l'European Society of International Law du meilleur ouvrage de l'année 2020)

Depuis 2019 Directeur du Master Théorie et pratique du droit international et européen de l'Université Paris Nanterre

Depuis 2018 Membre du Conseil scientifique de l'Institut économique du droit de la mer (INDEMER)

2018-2019 Codirecteur du Diplôme Universitaire (DU) Espaces maritimes et mondialisation (Université Paris Ouest)

Depuis 2015 Membre de l'International Committee on Rule of Law and International Investment Law de l'International Law Association (ILA)

2018 Membre du jury du prix de thèse de la branche française de l'International Law Association

2015-2018 Membre de l'International Advisory Panel consulté sur la rédaction du Restatement of the Law Fourth. The Foreign Relations Law of the United States (publié en 2018 par l'American Law Institute)

2014-2018 Membre du collège académique de l'Association française pour les Nations Unies (AFNU)

2014 Membre du jury du Prix Suzanne Bastid décerné par la Société française pour le droit international (meilleure thèse francophone de droit international)

Depuis 2011 Responsable du blog de « Contentieux international public » dans le cadre du master bilingue des droits de l'Europe

2010-2016 Coresponsable du parcours de master 1 Analyse comparée du droit (Université Paris Ouest, Nanterre-La Défense/École normale supérieure)

2009 Participation à des comités de sélection en France, à l'Université libre de Bruxelles en Belgique, à l'IHEID de Genève

Membre du comité consultatif de discipline de l'Université Paris Nanterre

Expert auprès de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES)

2008-2012 Secrétaire général de la Société française pour le droit international (SFDI)

2008 « Co-proponent » de l'[Interest Group on Peace and Security](#) de l'European Society of International Law

2007-2008 Directeur du Master recherche « Droit de la responsabilité internationale » de l'Université Lille II

- 2007-2008 Membre suppléant (extérieur) de la Commission de spécialistes de droit public de l'Université Paris X-Nanterre
- 2005-2008 Membre suppléant de la Commission de spécialistes de droit public de l'Université Lille II

Enseignements

- Depuis 2008 Professeur à l'Université Paris Nanterre (cours de droit international général, de droit de la responsabilité internationale, de droit des organisations internationales, de droit du contentieux international, de droit des investissements étrangers, de droit international des espaces, de droit international et européen devant le juge interne, de droit européen)
- (en ligne) « Cours de droit de la responsabilité internationale », Audiovisual Library of International Law (United Nations), 150 minutes, 2015 (<http://www.un.org/law/avl/>)
- 4-5 juillet 2018 Cours de Droit de la responsabilité de l'Etat (9 heures) dans le cadre du Programme de bourses de perfectionnement en droit international des Nations Unies (La Haye)
- 2016-2018 Adjunct Professor à la NYU School of Law (New York), séminaire de 42 heures par an, au semestre de printemps, sur Litigation before the International Court of Justice
- Juin 2016 Cours d'Introduction au droit international et cours sur Les travaux de la Commission du droit international (15 heures) dans le cadre du Programme de bourses de perfectionnement en droit international des Nations Unies (La Haye)
- 2004-2008 Professeur à l'Université Lille II
- 2006-2010 Enseignant à l'Institut d'études politiques de Paris (« Sciences Po. Paris »)
- 2004-2007 Professeur à l'Institut d'études politiques de Lille
- Juillet 2008 Université de Belo Horizonte (Brésil), International Law Winter Courses de l'université fédérale de Minas Gerais, Belo Horizonte (Brésil), 14-19 juillet 2008 : « La contribution des tribunaux arbitraux transnationaux au développement du droit international général »
- 2004-2005 Union européenne, Bruxelles : conférences d'Introduction au droit dispensées aux fonctionnaires du Secrétariat général du Conseil de l'UE exerçant la fonction de linguiste
- 2003-2004 Maître de conférences à l'Université Paris X-Nanterre
- 1997-2003 Allocataire-moniteur puis ATER à l'Université Paris X-Nanterre

Activités de jurisconsulte

Conseil et avocat de plusieurs États devant la Cour internationale de Justice :

- Avocat-conseil **des Émirats arabes unis** dans l'affaire de l'*Application de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Qatar c. Émirats arabes unis)* (depuis 2020)

- Avocat-conseil de **Belize** dans l'affaire de la *Revendication territoriale, insulaire et maritime du Guatemala (Guatemala/Belize)* (depuis 2019)
- Avocat-conseil de la **République démocratique du Congo** dans l'affaire des *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)* (depuis 2019)
- Conseil de la France dans l'affaire des *Effets juridiques de la séparation de l'archipel des Chagos de Maurice en 1965* (demande d'avis consultatif) (2017-2019)
- Avocat-conseil de la **Russie** dans l'affaire de l'*Application de la convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Ukraine c. Fédération de Russie)* (depuis 2017)
- Avocat-conseil de la **France** dans l'affaire des *Immunités et procédures pénales (Guinée équatoriale c. France)* (depuis 2016)
- Avocat-conseil de la **Bolivie** dans l'affaire du *Différend relatif au statut et à l'utilisation des eaux du « système hydrographique du Silala » (Chili c. Bolivie)* (depuis 2016)
- Avocat-conseil du **Kenya** dans l'affaire de la *Délimitation maritime dans l'Océan indien (Somalie c. Kenya)* (2015-2019)
- Avocat-conseil de la **Bolivie** dans l'affaire de l'*Obligation de négocier un accès à l'Océan pacifique (Bolivie c. Chili)* (2013-2018)
- Avocat-Conseil du **Burkina Faso** dans l'affaire du *Différend frontalier (Burkina Faso/République du Niger)* (2010-2013)
- Avocat-Conseil de la **France** dans l'affaire de la *Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance des institutions provisoires d'administration autonome du Kosovo* (2008-2010)
- Avocat-conseil de la **République de Guinée** dans l'affaire *Ahmadou Sadio Diallo (République de Guinée c. République démocratique du Congo)* (2006-2011)
- Avocat-conseil de la **République du Bénin** dans l'affaire du *Différend frontalier (Bénin/Niger)* (2002-2005)
- Conseil de la **République d'Iran** dans l'affaire des *Plates-formes pétrolières (Iran c. Etats-Unis)* (2002-2003)
- Conseil de la République d'**Indonésie** dans l'*Affaire relative à la souveraineté sur Pulau Ligitan et Pulau Sipadan (Indonésie/Malaisie)* (1998-2002)
- Conseil et avocat de l'Union du **Myanmar** devant le Tribunal international du droit de la mer dans l'affaire du *Différend concernant la frontière maritime entre le Bangladesh et le Myanmar dans le Golfe du Bengale (affaire n° 16)* (2010-2012)
- Conseil et avocat du **Tchad** dans un arbitrage conduit dans le cadre du Règlement d'arbitrage pour les marchés financés par le Fonds européen de développement (2009-2011)
- Conseil et avocat de la **France** dans l'arbitrage *Eurotunnel c. France et Royaume-Uni* (Cour permanente d'arbitrage) (2006-2010)
- Expert/consultant de plusieurs gouvernements et entités internationales, en particulier de la **Corée** du sud (consultations sur le différend territorial avec le

Japon sur les îles Dokdo (depuis 2013), de **Gibraltar** dans l'affaire *Government of Gibraltar v. Commission of the European Communities* (Tribunal de première instance de l'Union européenne, affaire T-176/09) (2009-2011) ; du Ministère de la Justice du **Royaume-Uni** dans le cadre d'un appel devant la Cour suprême britannique (2011) ; des **Émirats arabes unis** dans le cadre d'une procédure juridictionnelle interne aux Seychelles (2011) ; de la **Gambie** dans un arbitrage CIRDI (2011) ; de la **Kuwait Airways Corporation** devant la Haute Cour de Justice (section commerciale) britannique (2011-2012)

- (2014-2015) Coordonnateur des observations écrites présentées par un groupe d'experts universitaires au titre de la tierce intervention dans l'affaire *Perinçek c. Suisse* (Cour européenne des droits de l'homme, Grande Chambre, n° 27510/08, arrêt du 15 octobre 2015).
- (2013-2017) Expert consultant de l'OCDE sur le projet de convention multilatérale sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (Projet « BEPS », OCDE/G20)
- (octobre 2013) Membre de la délégation française ayant participé au *French-American Defense Symposium on Cyber Security* (Washington, 2-3 octobre 2013)
- (2013) Participation aux débats organisés avec les universitaires par le Ministère de la défense (direction des affaires juridiques et état-major des armées)
- (1997-1998) Assistant d'Alain Pellet dans le cadre d'une consultation juridique demandée par l'UNESCO, portant sur la Déclaration universelle sur le génome humain et les droits de l'homme adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO le 7 novembre 1997
- (été 1996) Stagiaire rémunéré à l'Institut international de planification de l'éducation (rédaction d'un mémoire sur la jurisprudence du Tribunal administratif de la SDN ; rédaction en anglais du projet de statuts d'une organisation internationale créée par l'Institut au Zimbabwe ; rédaction de notes en anglais pour le service du contentieux interne de l'Institut)

Activités de recherche et publications

Ouvrages

- (à paraître en 2020) M. Forteau et F. Latty (dir.), *Communication médiatique de l'État et droit international*, Actes du colloque de Nanterre du 14 juin 2019
- (à paraître en 2020) P. Bodeau-Livinec, M. Forteau (dir.), *Droit international des immunités*, Pedone, Paris
- M. Forteau, J.-M. Thouvenin (dir.), *Traité de droit international de la mer*, Pedone, Paris, 2017, 1321 p.
- [avec H. Ascensio, P. Bodeau-Livinec, F. Latty, J.-M. Sorel et M. Udéba-Saillard (dir.)], *Dictionnaire des idées reçues en droit international (en clin d'œil amical à Alain Pellet)*, Pedone, Paris, 2017, 606 p.
- P. Daillier, M. Forteau, A. Pellet, *Droit international public (Nguyen Quoc Dinh†)*, LGDJ, Paris, 8^e édition, 2009, 1709 p. (nouvelle édition à paraître en 2021)
- M. Forteau, Antoine Rougier. *La théorie de l'intervention d'humanité*, Dalloz, Collection « Tiré à part », Paris, 2014

- M. Forteau, M. Ubéda-Saillard (dir.) SFDI, *Actualités des réserves aux traités*, Pedone, Paris, 2014, 190 p.
- M. Forteau (directeur scientifique) *La fragmentation du droit applicable aux relations internationales. Regards croisés d'internationalistes privatistes et publicistes* (J.-S. Bergé, M. Forteau, M.-L. Niboyet, J.-M. Thouvenin coord.), Pedone, Paris, 2011, 208 p.
- M. Forteau, *Droit de la sécurité collective et droit de la responsabilité internationale de l'État*, Pedone, Paris, 2006, XIII+699 p. (Prix Suzanne Bastid de la Société française pour le droit international)
- J.-P. Cot, A. Pellet, M. Forteau (dir.), *La Charte des Nations Unies. Commentaire article par article*, 3^e édition, Economica, Paris, 2005, 2 volumes, XX+2363 p.

Articles et contributions

(à paraître)

1. « The Annuaire Français de Droit International (AFDI) », in Symposium, « Yearbooks of International Law: History, Function, Future », *Netherlands Yearbook of International Law*, 2020
2. « Le droit applicable devant les juridictions internationales », cours à l'Académie de droit international de La Haye (cours délivré en janvier 2020 ; à paraître en 2021 au *Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye*)
3. « Le droit de l'État de communiquer dans le domaine des relations extérieures : quelles limites ? », in M. Forteau, F. Latty (dir.), *Communication médiatique de l'État et droit international*, Actes du colloque de Nanterre du 14 juin 2019 (à paraître en 2020)
4. « Le rôle des archives dans la délimitation des frontières terrestres et maritimes », in P. Bodeau-Livinec e.a. (dir.), *Archives et droit international*, Journée d'étude, Nanterre, 17 décembre 2018
5. « La place de l'échelon local dans la pratique des Nations Unies en matière de maintien, de rétablissement et de consolidation de la paix », in A.-S. Millet-Devalle et A. Beaudouin (dir.), colloque de Nice, *Villes, violence et droit international*, juin 2017
6. « Non-Compliance with the Decisions of International Courts and Tribunals », in *Symposium on the Law of the Sea*, Tokyo, 2-3 février 2017
7. « Estoppel », in M. Kamto et A. Pellet (dir.), *Dictionnaire encyclopédique du contentieux international* (en cours de préparation)
8. « Margin of Appreciation, Judicial Review, and *Uti Possidetis Juris*: The Relationship between International Courts and Tribunals and Former Colonial Authorities », in M. Andenas and E. Bjorge *et al.* (eds.), *A Future for the Margin of Appreciation in International Law*, Oxford UP
9. « Le juge de Luxembourg et l'arbitre international », in J. Verhoeven (dir.), *Le juge communautaire et les juges internationaux : concurrence ou collaboration ?*, Pedone, Paris

(*parus*)

1. « Les cessions, concessions et baux relatifs aux territoires insulaires », in SFDI, *Îles et droit international*, Pedone, Paris, 2020
2. « Conclusions générales », in T. Garcia, L. Chan-Tung (dir.), *La Convention de Vienne sur le droit des traités : bilan et perspectives 50 ans après son adoption*, Pedone, Paris, 2019, p. 191-202
3. « General Principles of International Procedural Law », in *Max Planck Encyclopedia of International Procedural Law* (Janvier 2018, publié en ligne en septembre 2019)
4. « Using Military Force and Engaging in Collective Security. The Case of France », in C. Bradley (éd.), *The Oxford Handbook of Comparative Foreign Relations Law*, Oxford University Press, 2019, p. 811-827
5. (avec V. Gowlland-Debbas) « Article 7 of the UN Charter » in A. Zimmerman et al. (dir.), *The Statute of the International Court of Justice: A Commentary*, 3^e édition, Oxford UP, 2019, p. 135-165
6. « The Legal Nature and Content of Due Regard Obligations in Recent International Case Law », *The International Journal of Marine and Coastal Law* (2019), p. 25-42
7. « Les seuils de gravité d'une cyberattaque », in M. Grange, A.-T. Norodom (dir.), *Cyberattaques et droit international. Problèmes choisis*, 2018, p. 23-44
8. Préface de R. Leboeuf, *Le traité de paix. Contribution à l'étude juridique du règlement conventionnel des différends internationaux*, Pedone, Paris, 2018, p. 3-6
9. « Immunities and International Crimes before the ILC: Looking for Innovative Solutions », *AJIL Unbound*, 2018, Vol. 112, p. 22-26
10. (avec Alison See Ying Xiu) « The US Hostage Rescue Operation in Iran – 1980 », in T. Ruys, O. Corten (éd.), *The Use of Force in International Law. A Case-based Approach*, Oxford University Press, Oxford, 2018, p. 306-314
11. « Comparative International Law Within, not Against, International Law: Lessons from the International Law Commission », in A. Roberts et al. (éd.), *Comparative International Law*, Oxford UP, 2018, p. 161-179
12. « Le système de règlement des différends de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer », in M. Forteau, J.-M. Thouvenin (dir.), *Traité de droit international de la mer*, Pedone, Paris, 2017, p. 989-1019
13. « Organisation mondiale du tourisme : la croisière s'amuse » et « SFDI : ASIL du pauvre », in H. Ascensio, P. Bodeau-Livinec, M. Forteau, F. Latty, J.-M. Sorel, M. Udéba-Saillard (dir.), *Dictionnaire des idées reçues en droit international (en clin d'œil amical à Alain Pellet)*, Pedone, Paris, 2017, p. 421-425 et p. 529-533
14. « La responsabilité des pouvoirs publics étatiques en droit international : les vertus de l'approche comparée », in D. Renders (coord.), *La responsabilité des pouvoirs publics. XXII^{es} journées d'études juridiques Jean Dabin*, Bruylant, Bruxelles, 2016, p. 481-530
15. « Être ou ne pas être un État : le rôle du juge interne dans l'identification de la qualité étatique d'entités étrangères », *AFDI* 2016, p. 25-49

16. « A New 'Baxter Paradox'? Does the Work of the ILC on Matters Already Governed by Multilateral Treaties Necessarily Constitute a Dead End? », *Harvard Human Rights Journal*, 2016 (harvardhrj.com/wp-content/uploads/2016/06/Forteau.pdf)
17. « Changer de regard : tout ne serait-il pas affaire de droit applicable, plutôt que d'ordres juridiques ? », in B. Bonnet (dir.), *Traité des rapports entre ordres juridiques*, LGDJ, 2016, p. 633-649
18. « Regulating the Competition between International Courts and Tribunals: the Role of *Ratione Materiae* Jurisdiction under Part XV of UNCLOS », *The Law and Practice of International Courts and Tribunals*, 2016, p. 190-206
19. « Les Nations Unies et l'abolition universelle de la peine de mort : actions et défis », in S. Touzé (dir.), *L'abolition universelle de la peine de mort*, Pedone, Paris, 2016, p. 11-27
20. « Les décisions juridictionnelles comme précédent », in SFDI, *Le précédent en droit international*, Pedone, Paris, 2016, p. 87-112
21. « The State », in Oxford Bibliographies in International Law (publication en ligne, (<http://www.oxfordbibliographies.com>)) (2016)
22. Note de lecture de l'ouvrage de Paul von Mühlendahl, *L'équidistance dans la délimitation des frontières maritimes. Étude de la jurisprudence internationale*, in RGDIP, 2016, p. 480-481
23. « The Role of the International Rules of Interpretation for the Determination of Direct Effect of International Agreements », in H. Aust et G. Nolte (éd.), *The Interpretation of International Law by Domestic Courts*, Oxford UP, Oxford, 2016, p. 96-112
24. « Régionalisme et unité du droit international », in *Select Proceedings of European Society of International Law*, vol. 4, Hart Publishing, 2016, p. 87-92
25. « Comparative International Law Within, not Against, International Law: Lessons from the International Law Commission », in Symposium on Exploring Comparative International Law, *AJIL*, 2015, p. 498-513
26. « À propos de 'La bonne foi et la conclusion des traités' de Jean-Pierre Cot (1968-I) », in « 50 voix pour fêter les 50 ans de la Revue belge de droit international : Regards d'aujourd'hui sur des articles d'hier », *RBDI*, 2015, p. 238-248
27. « Third-Party Intervention before Annex VII Arbitral Tribunals », in *The Rule of Law in the Seas in Asia. Navigational Chart for Peace and Stability*, Symposium, Tokyo, 12-13 février 2015
28. « Rescuing Nationals Abroad » in M. Weller (éd.), *The Oxford Handbook of the Use of Force in International Law*, Oxford University Press, 2015, Chapter 44, p. 947-961
29. « Nationalité des investisseurs personnes physiques et nationalité des investisseurs personnes morales, actionnaires (minoritaires) » in Ch. Leben (dir.), *Droit international des investissements et de l'arbitrage transnational*, Pedone, Paris, 2015, p. 161-199
30. « The Secretary-General of the United Nations and the Advisory Opinion », in M. Milanovic et Sir. M. Wood (éd.), *The Law and Politics of the Kosovo Advisory Opinion*, Oxford University Press, 2015, p. 167-186

31. « Préface » de Ph. Kalfayan, *La France et l'imprescriptibilité des crimes internationaux*, Pedone, Paris, 2015, p. 9-11
32. Note de lecture de l'ouvrage de C. McLachlan, *Foreign Relations Law*, Cambridge UP, 2014, in *RGDIP*, 2015, p. 314-317
33. Commentaire des arrêts *Fraisie* (Cour de cassation, 2000) et *Gardedieu* (Conseil d'État, 2007) in A. Miron, A. Pellet (dir.), *Les grandes décisions de la jurisprudence française de droit international public*, Dalloz, 2015, p. 330-340 et p. 454-467
34. Note de lecture de l'ouvrage de D. Alland, *Manuel de droit international public*, PUF, Paris, 2014, in *RGDIP* 2014, p. 1013-1014
35. « Le droit international privé, reflet des limites (mais aussi de la nature) du droit international public », in *Les limites du droit international. Essais en l'honneur de Joe Verhoeven. The Limits of International Law. Essays in Honour of Joe Verhoeven*, Bruylant, 2014, p. 55-68
36. « Quelles conséquences pour les réserves non valides ? », in *SFDI, Actualités des réserves aux traités*, Pedone, Paris, 2014, p. 87-98
37. (avec C. Laly-Chevalier), « Les problèmes d'articulation des procédures d'asile, d'extradition et d'entraide judiciaire pénale », in V. Chetail, C. Laly-Chevalier (dir.), *Asile et extradition. Théorie et pratique de l'exclusion du statut de réfugié*, Bruylant, Bruxelles, 2014, p. 145-203
38. « Le Conseil de sécurité des Nations Unies est-il soustrait à l'emprise du principe de non-intervention ? », *Droits. Revue française de théorie, de philosophie et de culture juridiques*, n° 57, 2014, dossier spécial, « Après la Libye – avant la Syrie ? L'ingérence », p. 119-140
39. « La France et la réforme du système des Nations Unies », in G. Cahin, F. Poirat et S. Szurek (dir.), *La France et les organisations internationales*, Pedone, Paris, 2014, p. 231-260
40. « The Diversity of Applicable Law before International Tribunals as a Source of *Forum Shopping* and Fragmentation of Public International Law: An Assessment », in R. Wolfrum et I. Gätzschmann (éd.), *International Dispute Settlement: Room for Innovations*, Springer, Heidelberg, 2013, p. 417-441
41. « La responsabilité des organisations internationales : régime général de responsabilité ou *lex specialis* ? », in *RBDI*, 2013/1, Dossier consacré à « La responsabilité des organisations internationales », p. 147-160
42. « Organisations internationales et sources du droit », in E. Lagrange et J.-M. Sorel (dir.), *Droit des organisations internationales*, LGDJ, Paris, 2013, p. 257-285
43. Préface de l'ouvrage de M. Cuq, *L'eau en droit international. Convergences et divergences dans les approches juridiques*, Larcier, Bruxelles, 2013, p. 9-11
44. (avec M. Audit) « Investment Arbitration without BIT: Toward a Foreign Investment Customary Based Arbitration? », *Journal of International Arbitration*, 2012, p. 581-604
45. « La place des conventions internationales dans l'ordre juridique de l'Union européenne », in M. Benlolo-Carabot, U. Candas, E. Cujo (dir.), *Union européenne et droit international. En l'honneur de Patrick Daillier*, Pedone, Paris, 2012, p. 587-609

46. « La Palestine comme ‘État’ au regard du Statut de la Cour pénale internationale », *Revue belge de droit international*, 2012/1, p. 41-64
47. « Le droit administratif global, signe d’une évolution des techniques du droit international ? », in Cl. Bories (éd.), *Un droit administratif global ?/A Global Administrative Law?*, Pedone, Paris, 2012, p. 169-183
48. Avant-propos du livre de T. Barsac, *La Cour africaine de Justice et des droits de l’homme*, Pedone, Paris, 2012, 135 p.
49. (avec E. Cujo) « Les réactions des organes politiques internationaux » in H. Ascensio, E. Decaux et A. Pellet (dir.), *Droit international pénal*, Pedone, Paris, 2^e édition, 2012, p. 755-772
50. « Les sources du droit international face au formalisme juridique », *L’Observateur des Nations Unies*, vol. 30, 2011-1, p. 61-71
51. « Les instruments de droit international public pour remédier à l’insolvabilité des États », in M. Audit (dir.), *Insolvabilité des États et dettes souveraines*, LGDJ, Paris, 2011, p. 203-226
52. « L’influence du choix de la juridiction sur le droit applicable aux relations internationales. Le regard de l’internationaliste publiciste », in J.-S. Bergé, M. Forteau, M.-L. Niboyet et J.-M. Thouvenin (coord.), M. Forteau (directeur scientifique), *La fragmentation du droit applicable aux relations internationales. Regards croisés d’internationalistes privatistes et publicistes*, Pedone, Paris, 2011, p. 143-163
53. « Les techniques interprétatives de la norme internationale de la Cour internationale de Justice », *RGDIP*, 2011/2, p. 399-416 (communication orale diffusée sur le site <http://uptyv.univ-poitiers.fr/web/canal/61/theme/29/manif/270/video/2342/index.html>)
54. « L’ordre public ‘transnational’ ou ‘réellement international’. L’ordre public international face à l’enchevêtrement croissant du droit international privé et du droit international public », *Journal du droit international (Clunet)*, 2011/1, p. 3-49
55. « Faut-il un conseil de sécurité économique sur le modèle onusien ? », in R. Chemain (dir.), *La refondation du système monétaire et financier international. Évolutions réglementaires et institutionnelles*, Pedone, Paris, 2011, p. 299-315
56. « Le rôle de la Cour internationale de Justice dans la résolution des conflits entre peuples : de la justice à la réconciliation », in S. Dauchy et M. Vec (dir.), *Les conflits entre peuples. De la résolution libre à la résolution imposée*, Studien zur Geschichte des Völkerrechts 24, Nomos, Baden-Baden, 2011, p. 173-191
57. « Le statut des territoires sur lesquels se trouvent les Murs », in J.-M. Sorel (dir.), *Les Murs et le droit international*, Pedone, Paris, 2010, p. 91-115
58. « La contribution de l’Union européenne au développement du droit international général », in « Chronique. Les interactions du droit international et européen », *Journal du droit international*, 2010/3, p. 887-990
59. « La Cour internationale de Justice et les systèmes régionaux. Plaidoyer pour le pluralisme désordonné », in E. Dubout et S. Touzé (dir.), *Les droits fondamentaux : charnières entre ordres et systèmes juridiques*, Pedone, Paris, 2010, p. 39-64

60. « Délimitation à la rive, au thalweg, au milieu du chenal », in B. Aurescu et A. Pellet (dir.), *Actualité du droit des fleuves internationaux*, Pedone, Paris, 2010, p. 29-39
61. « Reparation in the event of a Circumstance precluding Wrongfulness » (Chapter 57) et « Space Law and the International Law of Responsibility » (Chapter 59) in J. Crawford, A. Pellet et S. Olleson (éd.), *The Law of International Responsibility*, Oxford University Press, Oxford, 2010, p. 887-893 et p. 903-914
62. « La contribution au développement du droit international général de la jurisprudence arbitrale relative aux investissements étrangers. *The Foreign Investment Case Law's Contribution to the Development of General International Law* », *Brazilian Yearbook of International Law*, vol. IV, 2009/1, p. 11-39 (accès en ligne : [cliquer ici](#))
63. « Le juge CIRDI envisagé du point de vue de son office : juge interne, juge international, ou l'un et l'autre à la fois ? », in Liber amicorum Jean-Pierre Cot. *Le procès international*, Bruylant, Bruxelles, 2009, p. 95-129
64. « La CJCE et la Cour européenne des droits de l'homme face à la question de l'articulation du droit européen et du droit des Nations Unies : quelques remarques iconoclastes », *Revue du marché commun et de l'Union européenne*, n° 529, juin 2009, p. 397-402
65. « Existe-t-il une définition et une conception univoques de l'État de droit dans la pratique des organisations régionales ou politiques ? » in SFDI, *L'État de droit en droit international*, Pedone, Paris, 2009, p. 263-286
66. « Le droit applicable en matière de droits de l'homme aux administrations territoriales gérées par des organisations internationales », in SFDI et Institut international des droits de l'homme, *La soumission des organisations internationales aux normes internationales relatives aux droits de l'homme*, Pedone, Paris, 2009, p. 7-34
67. « Regional International Law » in R. Wolfrum (dir.), *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, 2008 (accès en ligne : [cliquer ici](#)) (26 000 caractères)
68. « International Organisations or Institutions, Regional Groups » in R. Wolfrum (dir.), *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, 2008 (accès en ligne : [cliquer ici](#)) (39 000 caractères)
69. « Regional Cooperation » in R. Wolfrum (dir.), *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, 2008 (accès en ligne : [cliquer ici](#)) (42 000 caractères)
70. « United Nations, Regional Commissions » in R. Wolfrum (dir.), *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, 2008 (accès en ligne : [cliquer ici](#)) (48 000 caractères)
71. « Retour sur un 'classique' : les décisions de la Cour suprême des États-Unis dans les affaires *Johnson v. M'Intosh* (1823), *Cherokee Nation v. Georgia* (1831) et *Worcester v. Georgia* (1832) », *Revue générale de droit international public*, 2008/2, p. 453-458
72. « L'idée d'une culture internationale du droit international et les Nations Unies », Journées d'études franco-allemandes, *Droit international et diversité des cultures juridiques*, Pedone, Paris, 2008, p. 357-386

73. « À la recherche du droit applicable aux actes extraterritoriaux d'exécution : l'affaire *R. c. Hape* devant la Cour suprême du Canada (7 juin 2007) », *Annuaire français de droit international*, 2007, p. 65-104
74. « L'État selon le droit international : une figure à géométrie variable ? », *Revue générale de droit international public*, 2007/4, p. 737-770
75. « La saisine des juridictions interétatiques à vocation universelle (Cour internationale de Justice et Tribunal international du droit de la mer) », in H. Ruiz Fabri et J.-M. Sorel (dir.), *La saisine des juridictions internationales*, Coll. Contentieux international, Pedone, Paris, 2006, p. 9-87
76. « Le dépassement de l'effet relatif de la Charte », in R. Chemain et A. Pellet (dir.), *La Charte des Nations Unies, Constitution mondiale ?*, Cedin Paris X, Cahiers internationaux n° 20, Pedone, Paris, 2006, p. 121-159
77. « La levée et la suspension des sanctions internationales », *Annuaire français de droit international*, 2005, p. 57-84 (accès en ligne : [cliquer ici](#))
78. « Le droit international dans la Charte des Nations Unies », in J.-P. Cot, A. Pellet (dir.), M. Forteau (secr. de la réd.), *La Charte des Nations Unies. Commentaire article par article*, 3^e édition, Economica, Paris, 2005, volume 1, p. 111-140
79. Mise à jour du commentaire des articles 5 et 6 de la Charte, in *ibid.*, volume 1, p. 535-571
80. Book Review, C.F. Amerasinghe, *Jurisdiction of International Tribunals*, 2003, in *The Law and Practice of International Courts and Tribunals. A Practitioners' Journal*, 2004/1, p. 155-157
81. « Les conventions bilatérales de promotion et de protection des investissements conclues par la France », in P. Daillier, G. de La Pradelle et H. Ghérari (dir.), *Droit de l'économie internationale*, Pedone, Paris, 2004, p. 755-763
82. « Les renvois inter-conventionnels », *Annuaire français de droit international*, 2003, p. 71-104 (accès en ligne : [cliquer ici](#))
83. « La situation juridique des contingents militaires français chargés d'assurer le maintien de l'ordre public sur le territoire d'un État étranger », *Revue générale de droit international public*, 2003/3, p. 635-676
84. (avec E. Cujo) « Les réactions des organes politiques » in H. Ascensio, E. Decaux et A. Pellet (dir.), *Droit international pénal*, Pedone, Paris, 2000, 1^{re} éd., p. 663-680
85. « La formule 'pétrole contre nourriture' mise en place par les Nations Unies en Irak : beaucoup de bruit pour rien ? », *Annuaire français de droit international*, 1997, p. 132-150 (accès en ligne : [cliquer ici](#))

Projet/Contrats de recherche

- 2015 Coordinateur, avec A. Beaudouin (Université de Nice), d'un projet de recherche sur le thème *Les villes et le droit international* (colloques en juin 2016 et en juin 2017 et mise en place d'un site Internet servant de plateforme de recherche : v. <https://vdcil.org/>)
- 2013-2015 Membre du groupe de travail du Centre de droit international de Nanterre ayant élaboré le projet de *Centre international pour la sauvegarde financière des États* (version française du projet publiée in *Journal du droit international*, 2015/3, p. 1057-1075 ; et version anglaise publiée in *ICSID Review*, 2016, p. 1-31)

- 2015 Membre du comité organisateur de la conférence internationale organisée à Genève les 3-4 mars 2015 sur le thème *Mass Crimes and Reparations: Focus on reparations for the mass crimes against Armenian Ottoman citizens (1915-1923)*
- 2011-2013 Participation au contrat de recherche à l'attention de la Mission de recherche « Droit et Justice » (faculté de droit de Lille/Université de Genève), **l'articulation entre le régime de l'extradition et celui de l'exclusion du bénéfice du statut de réfugié**
- 2000-2002 Participation au contrat de recherche **Ministère français de la Défense/POJUREX** (Association pour l'étude des politiques juridiques extérieures) : corédaction (avec Muriel Ubéda) d'un rapport (223 p., et 200 p. d'annexes) remis le 7 mai 2002 sur le thème du *Cadre juridique des actions de sécurité publique menées lors d'opérations de soutien de la paix conduites par des États européens* (2001-2002)

Communications/Conférences

1. « ESIL Book Prize Event. Discussion of Daniel Peat's *Comparative Reasoning in International Courts and Tribunals* », panel virtuel organisé par l'ESIL, 2 octobre 2020, 13 heures-14 heures
2. « L'affaire du crabe des neiges », communication à la deuxième journée Patrick Daillier, *Actualités des relations entre l'Union européenne et le droit international*, Université Paris Nanterre, 28 janvier 2020
3. « Le droit applicable devant les juridictions internationales », cours à la session d'hiver de l'Académie de droit international de La Haye, 20-24 janvier 2020
4. Participation comme expert à la « Roundtable on The Prior Consent by States to the Jurisdiction of International Tribunals in Inter-State Disputes » co-organisée par la Blavatnik School of Government (University of Oxford), Oxford, Royaume-Uni, 25 mars 2019
5. « Conclusions » (en anglais) de la conférence organisée à Bruxelles par l'ULB et l'Université Saint-Louis « Towards an International Investment Court? », 20 février 2019, 15 heures-18 heures
6. « L'Union européenne et les négociations BBNJ (*Biodiversity Beyond National Jurisdiction*) », communication lors de la Journée d'étude du 20 décembre 2018 en mémoire au professeur Patrick Daillier (Université Paris Nanterre), *Le droit international dans l'Union européenne, l'Union européenne dans l'ordre international*
7. « La CDI et le développement progressif du droit international : quelle nouvelle jeunesse pour la Commission ? », conférence organisée par l'AFNU et le Centre de recherches internationales de Sciences Po, 20 novembre 2018, Paris, 17 heures-19 heures
8. « Codifying International Law of Succession: Main Challenges, Possible Solutions », in conférence organisée par la République tchèque et la Slovaquie sur « Current Issues in the Field of the Succession of States », Nations Unies, New York, 23 mai 2018, 13 h 15-14 h 45
9. Expert Workshop in Ann Arbor, University of Michigan (School of Law), États-Unis, 13-14 novembre 2017, « International Organizations and Customary International Law »

10. « Selection of the Relevant Forum and Identification of Possible Basis for Jurisdiction », présentation lors du side-event organisé par AALCO aux Nations Unies à New York le 24 octobre 2017 sur le thème *Dialogue with International Law Practitioners*
11. « A New 'Baxter Paradox'? Does the Work of the ILC on Matters Already Governed by Multilateral Treaties Necessarily Constitute a Dead End? », communication présentée lors de la conférence organisée le 10 mars 2016 par la *Harvard Law School* sur le projet d'articles de la CDI sur l'expulsion des étrangers (Harvard, États-Unis)
12. « The Practical Challenges of Mass Crimes Reparations », intervention orale lors de la conférence organisée le 3 mars 2016 à l'Académie de droit international humanitaire et de droits humains de Genève sur le sujet *Reparations of Past Mass Crimes*
13. « Multilateralism and the Formation of International Law », conférence-débat animée par Mathias Forteau, Mission permanente de la France auprès des Nations Unies, New York, 6 novembre 2015, 8 h 30-10 heures
14. « The Time Element in the Identification of Customary International Law », in conférence organisée par Chypre et le Pérou sur l'identification du droit international coutumier, Nations Unies, New York, 5 novembre 2015, 13 h 15-14 h 45
15. « Exchange of Views with Members of the ILC on the Identification of Customary International Law », conférence organisée par l'AALCO, Nations Unies, New York, 4 novembre 2015, 13 h 15-14 h 45
16. « Égalité souveraine des États, non intervention dans les affaires intérieures des États et droit des peuples à disposer d'eux-mêmes : des principes toujours respectés ? », communication au Forum de l'Association française des Nations Unies, Paris, 23 octobre 2015, *Soixante-dix ans après : où vont les Nations Unies ?*
17. Conférence sur le thème « Comparative Foreign Relations Law », organisée par la *Duke University Law School* à l'Université de Genève, 10-11 juillet 2015
18. Participation aux conférences mensuelles organisées par le *European Affairs Committee* de la *New York City Bar Association* (New York, 2014)
19. « Les relations entre le droit d'asile et le droit de l'extradition » (avec C. Laly-Chevalier), conférence à l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides (OFPRA), Paris, 19 novembre 2014
20. « Personal Data Privacy in the United States and in the European Union », communication dans le cadre de l'International Law Week (Fordham University, New York, co-organisé par The American Branch of the International Law Association, The Association of the Bar of the City of New York et plusieurs Law School), New York, 24 octobre 2014
21. « Actions et défis des Nations Unies dans l'abolition de la peine de mort », intervention dans le cadre de la Conférence internationale sur l'abolition universelle de la peine de mort organisée par l'Institut international des droits de l'homme et la représentation permanente de la France auprès du Conseil de l'Europe (conférence organisée à la Cour interaméricaine des droits de l'homme, à San José, Costa Rica, 9-11 octobre 2014)
22. « Immunities of States and State Officials as considered by the ILC and International Courts and Tribunals: A Comparative Assessment », in Seminar

- organized by *The Law and Practice of International Courts and Tribunals* and the University of Geneva, Sponsored by Brill, Genève, 18 juillet 2014
23. Participation comme expert (membre de la CDI) à la conférence « Fulfilling the Dictates of Public Conscience: Moving Forward with a Convention on Crimes Against Humanity », Genève, Villa Moynier (Geneva Academy of International Humanitarian Law and Human Right), 16-17 mai 2014
 24. « Admissibility v. Jurisdiction in International Arbitration » (Commentator), Arbitration Forum of the Center for Transnational Litigation, Arbitration and Commercial Law, New York University, 24 mars 2014
 25. « Recent Trends in International Jurisprudence on Territorial Disputes », communication à la conférence du Korean National Diplomatic Academy's Center for International Law, *World Peace, Prosperity and Justice Through International Law: in Pursuit of Korea's Role as a Middle Power*, 5 décembre 2013, Séoul (Corée)
 26. « L'ordre public sous le prisme comparé du droit international public, du droit international privé et du droit européen », Université Jean Moulin (Lyon), 29 janvier 2013
 27. « La doctrine européenne en question », Débats du CEJEC (Université Paris Ouest, Nanterre La Défense) autour d'un auteur et sur une lecture de sa doctrine du droit européen, 20 mai 2011 : débat avec E. Neframi (Université Paris XIII) sur le thème : « La Cour de justice et l'affirmation de l'Union européenne sur la scène internationale »
 28. « Le cadre juridique des conflits contemporains », conférence prononcée le 25 janvier 2011 au Collège interarmées de défense (ex-École de Guerre) (Paris) (1 h 30)
 29. Conférence « Regards croisés » dans le cadre du cycle de conférences organisé par l'Association des étudiants de droit international (Université Paris I-Panthéon Sorbonne), 15 juin 2009 (2 heures)
 30. « Le *jus ad bellum* », conférence prononcée le 3 juin 2009 au Collège interarmées de défense (ex-École de Guerre) (Paris) (1 h 30)
 31. « Le droit international face à la sécession », table ronde organisée par l'Université libre de Bruxelles le vendredi 8 mai 2009 au Palais de Justice de Bruxelles, dans le cadre du concours Rousseau (sous la présidence d'E. David et aux côtés d'O. Corten et de D. Turp)
 32. Modérateur de l'agora consacrée au « Règlement des différends internationaux/International Dispute Resolution » dans le cadre de la Conférence biennale de la Société européenne de droit international/Biennial Conference of the European Society of International Law, *À quoi sert le droit international ?/International Law: Do We Need It?*, Paris, 20 mai 2006
 33. « De l'utilité et de la relativité des classifications juridiques. L'exemple de la distinction entre le droit du maintien de l'ordre public et le droit de la responsabilité », intervention prononcée le 11 juin 2003 au séminaire de clôture des activités de l'École doctorale de l'université Paris X-Nanterre

George Rodrigo Bandeira Galindo (Brésil)

Curriculum vitae

Formation

- (2006) : Doctorat en relations internationales, Université de Brasilia, Brésil
- (2001) : Maîtrise en droit, Université de Brasilia, Brésil
- (1998) : Licence en droit, Université fédérale de Pernambuco, Brésil

Expérience professionnelle au Brésil

- Conseiller juridique au Bureau du Procureur général de l'Union (2002-2003)
- Auxiliaire de justice au Tribunal fédéral suprême (2003-2007)
- Directeur des études de premier cycle de la faculté de droit de l'Université de Brasilia (2007-2008)
- Conseiller à la Commission d'amnistie du Ministère de la justice (2016-2017)

Travaux académiques

- *Il a publié de nombreux articles dans des revues internationales telles que Windsor Yearbook of Access to Justice, AJIL Unbound, Chinese Journal of International Law, Finnish Yearbook of International Law, Rechtsgeschichte, Revista de Direito Internacional, Melbourne Journal of International Law, Global Jurist Topics et European Journal of International Law.*

Actuellement

- Conseiller juridique du Ministère brésilien des affaires étrangères
- Membre du Comité juridique interaméricain de l'Organisation des États américains (OEA)
- Professeur associé à la faculté de droit de l'Université de Brasilia

Principales expériences professionnelles

Ministère brésilien des affaires étrangères

- Depuis 2016 : Conseiller juridique

Comité juridique interaméricain de l'Organisation des États américains (OEA)

- Depuis 2019 : Membre
- Depuis 2019 : Rapporteur pour les questions relatives au « droit international coutumier dans le contexte du continent américain »

Tribunal administratif du travail du Mercosur

- Depuis 2016 : Tribunal administratif du travail du Mercosur

Institut Rio Branco (Académie diplomatique brésilienne)

- (2014-2016) : Professeur de théorie générale de l'État
- Depuis 2017 : Professeur de droit international public

Faculté de droit de l'Université de Brasilia

- Depuis 2007 : Professeur associé

- (2007-2008) : Directeur des études de premier cycle
- (2008-2009) : Directeur des études supérieures
- (2009-2012) : Doyen associé de la faculté de droit
- (2012-2016) : Doyen de la faculté de droit

Tribunal administratif du travail de l'Association latino-américaine d'intégration – ALADI

- (2016-2018) : Juge
- (2017-2018) : Président

Ministère brésilien de la justice

- (2016-2017) : Conseiller à la Commission d'amnistie

Tribunal fédéral suprême du Brésil

- (2003-2007) : Auxiliaire de justice

Bureau du Procureur général de l'Union

- (2002-2003) : Conseiller juridique

Università degli Studi di Macerata, Italie

- (2017) : Professeur invité

Diplômes

- (2014) : Études postdoctorales, Universität Bremen, Allemagne
- (2010) : Études postdoctorales, Université d'Helsinki, Finlande
- (2006) : Doctorat en relations internationales, Université de Brasília, Brésil
- (2001) : Maîtrise en droit, Université de Brasília, Brésil
- (1998) : Licence en droit, Université fédérale de Pernambuco, Brésil

Connaissances linguistiques

Il parle anglais, espagnol, français et portugais. Il lit également l'italien et l'allemand.

Principaux travaux académiques

Articles publiés dans des revues scientifiques

- Hersch Lauterpacht: An Introduction. Panorama of Brazilian Law, vol. 6, p. 274-301, 2018.
- Splitting TWAIL?. Windsor Yearbook of Access to Justice, vol. 33, p. 37, 2017.
- On Form, Substance, and Equality Between States. AJIL Unbound, vol. 111, p. 75-80, 2017.
- (avec César Yip) Customary International Law and the Third World: Do Not Step on the Grass. Chinese Journal of International Law, vol. 16, p. 251-270, 2017.
- Para que serve a história do direito internacional?. Revista de Direito Internacional, vol. 12, p. 338-354, 2015.
- A paz (ainda) pela jurisdição compulsória?. Revista Brasileira de Política Internacional, vol. 57, p. 82-98, 2014.

- A volta do terceiro mundo ao direito internacional. Boletim da Sociedade Brasileira de Direito Internacional, vol. 119-24, p. 46-68, 2013.
- Constitutionalism Forever. Finnish Yearbook of International Law, vol. 21, p. 137-170, 2012.
- Force Field: On History and Theory of International Law. Rechtsgeschichte (Frankfurt), vol. 20, p. 86-103, 2012.
- Dialogando na multiplicação: uma aproximação. Revista de Direito Internacional, vol. 9, p. 1-9, 2012.
- Progressing in international law. Melbourne Journal of International Law, vol. 11, p. 515- 529, 2010.
- Das origens da noção de patrimônio comum da humanidade aplicada aos fundos marinhos. Notícia do Direito Brasileiro, vol. 15, p. 19-59, 2009.
- That Is a Step on Which I Must Fall Down? Brazilian Judiciary Reform As a Backslide in Terms of International Protection of Human Rights in Brazil. Global Jurist Topics, vol. 6, p. 1-23, 2006.
- Martti Koskenniemi and the historiographical turn in international law. European Journal of International Law, Firenze, vol. 16, n° 3, p. 539-559, 2005.
- A reforma do judiciário como retrocesso para a proteção internacional dos direitos humanos: um estudo sobre o novo § 3º do art. 5º da Constituição Federal. Cena Internacional (UnB), Brasília, vol. 7, n° 1, p. 3-22, 2005.
- O Crime Compensa? Acerca da Viabilidade da Noção de Crimes Internacionais no Direito Internacional. Revista de Informação Legislativa, Brasília, vol. 37, n° 147, p. 201-227, 2000.
- A Filosofia Política e Jurídica em A Paz Perpétua de Kant. Notícia do Direito Brasileiro, Brasília, vol. 7, n° 7, p. 405-435, 2000.
- Sê plural como o Universo!: A multiplicação dos Tribunais Internacionais e o problema dos regimes auto-suficientes no Direito Internacional. Revista de Direito Constitucional e Internacional, São Paulo, vol. 8, n° 33, p. 7-27, 2000.

Ouvrages

- Tratados Internacionais de Direitos Humanos e Constituição Brasileira. 1^{re} éd. Belo Horizonte: Del Rey, 2002. vol. 1. 464 p.

Ouvrages édités

- *Migrações, deslocamentos e direitos humanos*. 1^{re} éd. Brasília : IBDC ; Grupo de Pesquisa C&DI, 2015. vol. 1. 122 p.
- *Fragmentação do direito internacional: Pontos e contrapontos*. 1^{re} éd. Belo Horizonte : Arraes Editores, 2015. vol. 1. 176 p.
- *Direitos Humanos e Democracia: Algumas Abordagens Críticas*. 1^{re} éd. Curitiba : CRV, 2013. vol. 1. 244 p.
- *(avec René Fernando Urueña et Aínda Torres Pérez) Protección Multinivel de Derechos Humanos. Manual*. 1^{re} éd. Barcelone : Universitat Pompeu Fabra, 2013. vol. 1. 472 p.

Chapitres d'ouvrages, préfaces, présentations, critiques et traductions

- Comentário ao artigo 4o., I. In : J. J. Gomes Canotilho ; Gilmar Ferreira Mendes ; Ingo Wolfgang Sarlet ; Lenio Luiz Streck ; Léo Ferreira Leoney. (Org.). Comentários à Constituição do Brasil. 2º éd. Sao Paulo : Saraiva, 2018, vol. , p. 154-157.
- Comentário ao artigo 4o., IV. In : J. J. Gomes Canotilho ; Gilmar Ferreira Mendes ; Ingo Wolfgang Sarlet ; Lenio Luiz Streck ; Léo Ferreira Leoney. (Org.). Comentários à Constituição do Brasil. 2º éd. Sao Paulo : Saraiva, 2018, vol. , p. 163-166.
- Comentário ao artigo 4o., V. In : J. J. Gomes Canotilho ; Gilmar Ferreira Mendes ; Ingo Wolfgang Sarlet ; Lenio Luiz Streck ; Léo Ferreira Leoney. (Org.). Comentários à Constituição do Brasil. 2º éd. Sao Paulo : Saraiva, 2018, vol. , p. 166-169.
- Comentário ao artigo 4o., VI. In : J. J. Gomes Canotilho ; Gilmar Ferreira Mendes ; Ingo Wolfgang Sarlet ; Lenio Luiz Streck ; Léo Ferreira Leoney. (Org.). Comentários à Constituição do Brasil. 2º éd. Sao Paulo : Saraiva, 2018, vol. , p. 169-172.
- Comentário ao artigo 4o., VII. In : J. J. Gomes Canotilho ; Gilmar Ferreira Mendes ; Ingo Wolfgang Sarlet ; Lenio Luiz Streck ; Léo Ferreira Leoney. (Org.). Comentários à Constituição do Brasil. 2º éd. Sao Paulo : Saraiva, 2018, vol. , p. 172-175.
- Comentário ao artigo 5o., parágrafo 4o.. In : J. J. Gomes Canotilho ; Gilmar Ferreira Mendes ; Ingo Wolfgang Sarlet ; Lenio Luiz Streck ; Léo Ferreira Leoney. (Org.). Comentários à Constituição do Brasil. 2º éd. Sao Paulo : Saraiva, 2018, vol. , p. 557-566.
- Comentário ao artigo 84, VII. In : J. J. Gomes Canotilho ; Gilmar Ferreira Mendes ; Ingo Wolfgang Sarlet ; Lenio Luiz Streck ; Léo Ferreira Leoney. (Org.). Comentários à Constituição do Brasil. 2º éd. Sao Paulo : Saraiva, 2018, vol. , p. 1328-1331.
- Comentário ao artigo 7o. do ADCT. In : J. J. Gomes Canotilho ; Gilmar Ferreira Mendes ; Ingo Wolfgang Sarlet ; Lenio Luiz Streck ; Léo Ferreira Leoney. (Org.). Comentários à Constituição do Brasil. 2º éd. Sao Paulo : Saraiva, 2018, vol. , p. 2302-2304.
- (avec Loussia Félix). Pessoal Diplomático e Consular nos Estados Unidos em Teerã (Estados Unidos vs. Irã) (24 de maio de 1980). In : João Henrique Ribeiro Roriz ; Alberto do Amaral Júnior. (Org.). O Direito Internacional em Movimento: Jurisprudência Internacional Comentada: Corte Internacional de Justiça e Supremo Tribunal Federal. 1ª éd. Brasília : IBDC, 2016, vol. , p. 77-95.
- As posições brasileiras na formação de um regime para os fundos marinhos: de 1967 a 1982. In : Oliveria, Carina Costa de. (Org.). Meio Ambiente Marinho e Direito: Exploração e Investigação na Zona Costeira, na Plataforma Continental e nos Fundos Marinhos. 1ª éd. Curitiba : Juruá, 2015, vol. 1, p. 15-37.
- (avec Guilherme Del Negro Barroso Freitas). Lições modernas (e algumas não tanto) do tráfico atlântico de escravos. In : Galindo, George Rodrigo Bandeira. (Org.). Migrações, deslocamentos e direitos humanos. 1ª éd. Brasília : IBDC ; Grupo de Pesquisa C&DI, 2015, vol. 1, p. 10-24.
- Entre mantenimiento y cambio: un análisis de los primeros años de la Convención de las Naciones Unidas sobre personas con discapacidad. In :

Beltrão, Jane Felipe ; Brito Filho, Jose Claudio Monteiro de ; Gómez, Itziar ; Pajares, Emilio ; Paredes, Felipe ; Zúñiga, Yanira. (Org.). *Derechos Humanos de los Grupos Vulnerables*. Manual. 1^{re} éd. Barcelone : Universitat Pompeu Fabra, 2014, vol. 1, p. 93-111.

- Direitos das pessoas com deficiência: o contexto universal. In : Beltrão, Jane Felipe ; Brito Filho, Jose Claudio Monteiro de ; Gómez, Itziar ; Pajares, Emilio ; Paredes, Felipe ; Zúñiga, Yanira. (Org.). *Derechos Humanos de los Grupos Vulnerables*. Guía de prácticas. 1^{re} éd. Barcelone : Universitat Pompeu Fabra, 2014, vol. 1, p. 49-59.
- Legal Transplants between Time and Space. In : Thomas Duve. (Org.). *Entanglements in Legal History: Conceptual Approaches*. 1^{re} éd. Frankfurt am Main : Max Planck Institute for European Legal History, 2014, vol. , p. 129-148.
- Para qué estudiar la historia del derecho internacional?. In : René Urueña. (Org.). *Derecho internacional: Poder y límites del derecho en la sociedad global*. 1^{re} éd. Bogota : Universidad de los Andes, Facultad de Derecho, Ediciones Uniandes, 2014, vol. , p. 3-25.
- Quando o direito internacional é humanizado: Algumas reflexões sobre a fragmentação do sistema jurídica internacional e seu impacto no direito constitucional brasileiro. In : Galindo, George Rodrigo Bandeira. (Org.). *Direitos Humanos e Democracia: Algumas Abordagens Críticas*. 1^{re} éd. Curitiba : CRV, 2013, vol. 1, p. 73-102.
- El valor de la jurisprudencia de la Corte Interamericana de Derechos Humanos. In : Galindo, George Rodrigo Bandeira ; Urueña, René ; Torres Pérez, Aida. (Org.). *Protección Multinivel de Derechos Humanos*. Manual. 1^{re} éd. Barcelone : Universitat Pompeu Fabra, 2013, vol. 1, p. 255-273.
- Revisiting monism's ethical dimension. In : James Crawford ; Sarah Nouwen. (Org.). *Select Proceedings of the European Society of International Law*, 2010. Oxford : Hart Publishing, 2012, vol. 3, p. 141-153.
- The UNESCO Declaration concerning the Intentional Destruction of Cultural Heritage. In : Nafziger, James ; Scovazzi, Tullio. (Org.). *Le patrimoine culturel de l'humanité / The cultural heritage of mankind*. Leyde : Martinus Nijhoff, 2008, vol. , p. 399-453.
- La justicia constitucional y el derecho internacional: un análisis de la jurisprudencia reciente del Supremo Tribunal Federal del Brasil. In : Tribunal Constitucional de Bolivia. (Org.). *Constitucionalismo y Democracia en Iberoamérica*. Sucre : Tribunal Constitucional, 2008, vol. 1, p. 213-222.
- De guerra, normas e teses: sobre um concurso para a cátedra de Direito Internacional Público da Faculdade de Direito do Recife. In : Continentino, Marcelo Casseb ; Santos, Marcos André Couto ; Gomes Pereira, André Melo. (Org.). *Estudantes – Caderno Acadêmico – Edição Comemorativa*. Recife : Nossa Livraria, 2007, p. 353-381.

Conférences, jurys d'examen et supervision de thèses de doctorat et de maîtrise

- Interveniant, conférencier ou participant à plus de 50 manifestations ; a assisté à 41 jurys d'examen de thèses de master et à 29 jurys d'examen de thèses de doctorat ; a supervisé 18 étudiants de master et 9 étudiants de doctorat.

Examen critique par les pairs

- Il évalue fréquemment des propositions de livres pour Cambridge University Press et pour des revues internationales comme Revista Brasileira de Política Internacional, Anuario Mexicano de Derecho Internacional, Third World Quarterly, Leiden Journal of International Law et Indian Journal of International Law.

Associations

- Membre de la Société brésilienne de droit international et de l'Instituto Hispano Luso Americano de Derecho Internacional.

Patricia Galvão Teles (Portugal)

Informations personnelles

Née le 29 septembre 1970 à Lisbonne (Portugal)

Langues parlées : portugais (langue maternelle) ; anglais (courant) ; espagnol (courant) ; français (courant) ; italien (très bonne compréhension).

Diplômes

- 2002** Doctorat en droit international obtenu à l'Institut Universitaire des Hautes Études Internationales de Genève (Suisse). Sujet de la thèse : « *East Timor and international law: a contribution to the study of how the international legal order deals with the violations infringed upon it* »
- 1995** Master en droit international obtenu à l'Institut Universitaire des Hautes Études Internationales de Genève (Suisse). Sujet du mémoire : « *Obligations erga omnes in international law* »
- 1993** Diplôme de droit obtenu à la faculté de droit de l'Université de Lisbonne (Portugal)

Expérience professionnelle et postes occupés

- 2022-2017** Membre de la Commission du droit international des Nations Unies
- 2021** Membre du Bureau et Présidente du Comité de rédaction à la 72^e session de la Commission du droit international
- Depuis 2019** Coprésidente du Groupe d'étude de la Commission du droit international sur « l'élévation du niveau de la mer au regard du droit international »
- 2018** Membre du Bureau, Rapporteuse générale à la 70^e session de la Commission du droit international et coauteure du sujet du programme de travail à long terme intitulé « élévation du niveau de la mer au regard du droit international »
- Depuis 2016** Membre de la Cour permanente d'arbitrage
- Depuis 2015** Conseillère juridique principale pour les questions de droit international au département juridique du Ministère portugais des affaires étrangères
- 2015-2008** Conseillère juridique à la Représentation permanente du Portugal auprès de l'Union européenne à Bruxelles

Responsable des questions juridiques et institutionnelles, notamment en ce qui concerne l'application du Traité de Lisbonne ; procédure d'infraction contre la République portugaise ; Groupes de travail sur la Cour de justice de l'Union européenne, les droits fondamentaux, les droits humains, l'Organisation des Nations Unies, le droit international public, la Cour pénale internationale, le droit de la mer, la protection des données et la propriété industrielle (brevets et marques)
- 2008-2001** Consultante juridique en droit international au département juridique du Ministère portugais des affaires étrangères

Coordinatrice des questions de droit international au département juridique. Chargée de la définition de la position du Portugal dans les réunions juridiques internationales (2008-2004)

Membre de la délégation portugaise à la Sixième Commission (Questions juridiques) de l'Assemblée générale des Nations Unies (2007-2002), y compris lors de la Semaine du droit international et des discussions sur le rapport de la Commission du droit international. Chargée de l'élaboration des observations du Portugal sur le rapport annuel de la Commission du droit international

Membre de la délégation portugaise au Groupe de travail sur le droit international du Comité des conseillers juridiques sur le droit international public et du Conseil de l'Europe (2008-2004)

Membre de la délégation portugaise à l'Assemblée des États parties de la Cour pénale internationale, aux réunions du Processus de Princeton et au Groupe de travail sur le crime d'agression (2008-2006)

Membre de la délégation portugaise au Groupe de travail sur le droit international public et au sous-groupe « Cour pénale internationale » du Conseil de l'Union européenne (2008-2003)

Chargée des avis juridiques sur les questions ci-après, entre autres : liens entre le droit international, le droit communautaire et le droit interne ; privilèges et immunités des agents diplomatiques, des États, des organisations internationales et des agences de l'Union européenne ; droit de la mer ; droits humains ; droit international humanitaire ; nationalité ; droit des traités ; application provisoire des traités

Négociation et rédaction de conventions internationales (multilatérales et bilatérales, comme la Convention des Nations Unies relative à l'immunité de juridiction des États et de leurs biens et les accords de siège avec l'État portugais), et préparation des processus de ratification de plusieurs conventions au Portugal (Convention de Vienne sur le droit des traités de 1969)

Participation à des négociations et à des médiations de règlement de différends impliquant l'État portugais au sein d'institutions européennes et internationales (expertise en médiation dans un différend entre l'Agence européenne pour la sécurité maritime et la République portugaise)

- 2007** Présidente du sous-groupe « Cour pénale internationale » et Vice-Présidente du Groupe de travail sur le droit international public du Conseil de l'Union européenne pendant la présidence portugaise de l'Union. Coordinatrice des questions liées à la présidence portugaise de l'UE, au département juridique du Ministère portugais des affaires étrangères
- 2004** Membre de la délégation portugaise dans l'affaire portée devant la Cour internationale de Justice concernant la légalité de l'emploi de la force (*Serbie-et-Monténégro c. Portugal*)
- 2002-1999** Membre de la délégation portugaise auprès de la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, notamment pendant la présidence portugaise de l'Union européenne en 2000

- 1999** Membre de la Mission d'observation électorale envoyée par le Portugal à la consultation populaire du Timor oriental organisée sous les auspices de l'ONU, à la suite de l'Accord de New York de mai 1999 entre le Portugal et l'Indonésie
- 1997-1995** Conseillère juridique du Secrétaire d'État à la défense nationale
- 1995** Assistante de la délégation portugaise pendant l'audience dans l'affaire portée devant la Cour internationale de Justice concernant le Timor oriental (*Portugal c. Australie*)

Carrière universitaire et recherche

- Fonctions actuelles** Professeure associée de droit international à l'Université autonome de Lisbonne (depuis 2002). Donne actuellement des cours de premier cycle sur le droit international public et des cours de deuxième cycle sur les tendances du droit international et la guerre juste en droit international
- 2024** Chargée de cours à la session d'hiver de l'Académie de droit international de La Haye – Cours spécial (en français)
- Depuis 2020** Chargée de recherche adjointe au Centre de droit international de l'Université nationale de Singapour. Co-Directrice de l'Académie virtuelle de droit international et du Programme de droit international public du Centre de droit international
- Depuis 2020** Chercheuse principale invitée au Centre de recherche en droit public de la Faculté de droit de l'Université de Lisbonne (projet de recherche intitulé « Preparing for sea-level rise: coping with climate change, rearranging land and maritime territory and searching for mechanisms to deal with conflicts »)
- Depuis 2020** Professeure invitée du « Transnational Law Curriculum » à la faculté de droit Católica de Lisbonne, enseigne un module intitulé « We the Peoples: the United Nations as a Global Legal Forum »
- Depuis 2020** Professeure invitée au cours de troisième cycle de l'ISCTE (Institut universitaire de Lisbonne) sur l'action humanitaire, enseigne un module sur les dimensions juridiques de l'action humanitaire
- 2020** Chargée d'enseignement au XVI^e cours d'hiver de droit international (Centre brésilien de droit international)
- Février-mai 2020** Professeure principale invitée à l'Institut de hautes études internationales et du développement à Genève (Suisse)
- 2019** Chargée d'enseignement au cours de spécialisation en droit international des droits de l'homme et en droit international humanitaire (Université de Rosario, Bogota, Colombie)
- Depuis 2018** Chargée d'enseignement aux cours régional de droit international des Nations Unies pour l'Afrique (Addis-Abeba), l'Amérique latine et les Caraïbes (Santiago du Chili), l'Asie et le Pacifique (Bangkok) et dans le cadre du Programme de bourses de perfectionnement en droit international (La Haye). Chargée de cours à la Médiathèque de droit international des Nations Unies

Depuis 2017	Conférencière au Séminaire sur le droit international de la Commission du droit international
Depuis 2017	Co-rédactrice de l'Annuaire portugais de droit international. Auteure de la section sur la jurisprudence des cours et tribunaux internationaux.
2016-2015	Professeure invitée de droit international à la Faculté de droit de l'Université Nova de Lisbonne. Elle y a enseigné un cours de deuxième cycle sur le droit international humanitaire et un cours de premier cycle sur le droit pénal international
2013	Directrice des études de la section anglophone lors la session d'été sur le droit international public organisée par l'Académie de droit international de La Haye. Membre du jury du diplôme, aux côtés des professeurs James Crawford (Université de Cambridge), Yves Daudet (Secrétaire général de l'Académie et professeur émérite de l'Université Paris I) et Samantha Besson (Université de Fribourg).
Depuis 2009	<p>Chercheuse et membre du conseil scientifique d'<i>Observare</i> (centre de recherche sur les relations extérieures de l'Université autonome de Lisbonne). Chercheuse inscrite au registre du Conseil national de la recherche du Portugal</p> <p>Membre du comité de la recherche et des publications, et lectrice critique de <i>Janus.Net</i>, une revue en ligne sur les relations internationales</p> <p>Co-responsable du projet de recherche intitulé « ReAC – Responses to Climate Change » (en cours)</p> <p>Co-responsable du projet de recherche intitulé « International Criminal Justice » (achevé)</p> <p>A participé à deux autres projets internationaux de recherche : « Economic Spaces, Security Spaces » (sur la question de la souveraineté au XXI^e siècle) et « Institutional Security in the African Region » (sur la notion de « responsabilité de protéger » selon l'Union africaine, l'Organisation des Nations Unies et l'Union européenne)</p>
2008-2002	<p>Enseignante au programme de maîtrise sur la guerre et la paix dans les nouvelles relations internationales à l'Université autonome de Lisbonne (cours sur la notion de « guerre juste » en droit international et sur les droits humains)</p> <p>Enseignante au programme de premier cycle en droit et relations internationales à l'Université autonome de Lisbonne (cours de droit international public, de droit international privé et d'introduction au droit, et cours sur les droits humains et le droit international humanitaire)</p> <p>Membre du Conseil de direction de l'Observatoire des relations extérieures de l'Université autonome de Lisbonne et coordonnatrice du projet de recherche sur les axes de la politique extérieure du Portugal</p>

Coordonnatrice du volet juridique d'un cours de préparation à la carrière diplomatique, organisé par l'Université autonome de Lisbonne, et chargée de cours de droit international public

Enseignante au programme de maîtrise sur les nouvelles frontières du droit à l'ISCTE (Institut universitaire de Lisbonne) (cours sur la mondialisation et le droit international)

Enseignante au cours de préparation des officiers de l'armée de l'air portugaise et au cours pour officiers d'état-major de l'Institut des hautes études militaires (cours sur le droit international et l'emploi de la force et cours sur les droits de l'homme et le droit international humanitaire)

Enseignante au programme de maîtrise sur le service social à l'ISCTE (Institut universitaire de Lisbonne) (cours sur les droits humains et le service social)

Depuis 2006

Superviseure et membre de jurys de soutenance (maîtrise et doctorat) à l'Université autonome de Lisbonne, à l'ISCTE (Institut universitaire de Lisbonne) et à la faculté de droit de l'Université catholique de Porto. Membre du jury du concours pour la formation des juges au Centre d'études judiciaires

Depuis 1997

Oratrice régulière, au Portugal comme à l'étranger, lors de conférences, cours et tables-rondes organisés par l'Organisation des Nations Unies, l'Association de droit international, l'American Society of International Law, la Société portugaise de droit international, l'Institut diplomatique portugais, l'Institut de la défense nationale, des instituts militaires, diverses universités portugaises ou étrangères, le Parlement national, le Ministère de la justice, le Comité international de la Croix-Rouge, la Croix-Rouge portugaise, l'Autorité chargée de la protection civile, la Fondation Gulbenkian, etc.

Thèmes fréquemment abordés : droit international ; Organisation des Nations Unies ; Commission du droit international ; Cour internationale de Justice ; règlement des différends ; droit des organisations internationales ; droit diplomatique et consulaire ; droit de la mer ; droits humains et droits fondamentaux ; droit international humanitaire ; Timor oriental ; élaboration du droit international ; emploi de la force ; mondialisation et droit international ; droit des traités ; responsabilité des États ; questions relatives à l'Union européenne ; etc.

1997-1996

Professeure de droit international au Département des relations internationales de l'Université autonome de Lisbonne

Autres expériences et activités scientifiques, universitaires et de formation pertinentes

2022 Membre du comité d'organisation de la 80^e conférence biennale de l'Association de droit international à Lisbonne (Portugal)

Depuis 2020 Membre du comité scientifique du Peruvian Journal of International Law

- Depuis 2020** Membre du comité scientifique de l'Annuaire ibéro-américain de droit international humanitaire
- 2019** Organisatrice de la conférence régionale de l'Association de droit international à Braga (Portugal) sur le thème : « La contribution de la jurisprudence des cours et tribunaux internationaux au développement du droit international ».
- 2019** Présidente du jury de la finale du premier concours ibéro-américain de plaidoiries en droit international humanitaire
- 2019** Présidente du jury de la finale du Jessup European Friendlies
- Depuis 2017** Organisatrice des conférences tenues chaque année par le Ministère portugais des affaires étrangères sur le droit international
- 2015-2014** Membre du Comité scientifique créé à l'occasion de l'ouvrage de J. Grignon (dir.), « Hommage à Jean Pictet », éditions Yvon Blais/Schulthess, 2016
- 2013** Membre du jury pour les écritures au concours brésilien du Système interaméricain des droits humains
- 2012** Membre du jury au concours régional de plaidoiries consacré au droit international humanitaire organisé par la délégation du Comité international de la Croix-Rouge à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine)
- 2012-2011** Conférencière du programme d'assistance technique et d'échange d'informations (TAIEX) pour l'élargissement de l'Union européenne en Croatie, en Serbie et dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, sur la nouvelle structure institutionnelle de l'Union européenne consécutive au Traité de Lisbonne
- Depuis 2002** Membre du Comité pour le concours Jean-Pictet – Formation et simulations de droit international humanitaire : organisation des sessions, sélection des équipes, élaboration des cas de simulation et membre du jury pour plusieurs sessions tenues en anglais et en français, y compris du jury des examens finals
- 1998** Participante au séminaire de la Commission du droit international à Genève
- 1995** Assistante à l'*Institut de droit international* pour l'organisation de la session tenue à Lisbonne
- 1995/1993** Participante à la session de droit international public de l'Académie de droit international de La Haye

Affiliations actuelles

Membre de la Société portugaise de droit international (actuellement Vice-Présidente)

Membre de l'Association de droit international Membre du Comité de l'Association de droit international sur le droit international et l'élévation du niveau des mers

Membre de l'American Society of International Law

Membre de l'Institut hispano-luso-américain de droit international

Bourses universitaires

Programme Praxis XXI du Gouvernement portugais

Fondation Gulbenkian (Portugal)

Fondation Orient (Portugal)

Institut universitaire de hautes études internationales (Suisse)

Expérience de consultante

- 2004** Consultante auprès du cabinet d'avocats PLMJ (*António Maria Pereira, Sáragga Leal, Oliveira Martins, Júdice & Associados*)
- 2002-1999** Consultante auprès du cabinet d'avocats *Miguel Galvão Teles, João Soares da Silva & Associados*
- 1999** Consultante auprès de l'UNICEF
- 1999-1997** Consultante auprès de la Croix-Rouge portugaise
- 1995** Consultante auprès du cabinet d'avocats *Frère Cholmeley*
- 1994** Consultante pour la Commission européenne ayant participé à des missions en Zambie et au Malawi pour la révision des traductions des traités du Marché commun de l'Afrique orientale et australe et de la Zone d'échanges préférentielles pour l'Afrique orientale et australe
- 1994** Traductrice indépendante de textes juridiques pour la Commission européenne

Publications

- *Articles on State Responsibility – A Commentary* (codir.), Oxford University Press, 2022 (à paraître)
- *The contribution of the case-law of international courts and tribunals to the development of international law* (codir.), Brill, 2021 (à paraître)
- « Peremptory Norms of General International Law (*jus cogens*) and the fundamental values of the international community », dans Dire Tladi (dir.), *Peremptory Norms of General International Law (Jus Cogens) Come of Age*, Brill, 2021 (à paraître)
- « International cooperation and the protection of persons affected by sea-level rise: drawing the contours of the duties of non-affected States » (coauteure), *Annuaire de droit international des catastrophes 2020* (à paraître)
- « The Added Value of the International Law Commission International Law Commission (ILC) and Its Future Role in the Progressive Development and Codification of International Law », dans Björnstjern Baade *et al.* (dir.) *Cynical International Law?* Springer, 2020
- « *Jus cogens*: o contributo da Comissão de Direito Internacional » (*Jus cogens : la contribution de la Commission du droit international*), *Estudos em Homenagem ao Professor Wladimir Brito*, Almedina, 2020
- *Convenção de Viena sobre Relações Diplomáticas Comentada* (Un commentaire de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques) (coordinatrice), Instituto Diplomático/Ministério dos Negócios Estrangeiros, 2020

- « Sea-Level Rise in relation to International Law – A new topic for the International Law Commission », dans Chantal Ribeiro, M. *et al.*, *Global Challenges and the Law of the Sea*, Springer, 2020
- « Direitos Humanos e Alterações Climáticas » (droits humains et changements climatiques), *Anuário do Instituto Hispano-Luso Americano* 24 (2019)
- « The ILC's past practice on Progressive Development and Codification of International Law – An empirical analysis focusing on the Law of the Sea, Law of Treaties and State Responsibility », *Florida International Law Review* 13/6 (2019) 1029-1042
- « Os Direitos Humanos 70 Anos depois da Declaração Universal: Novos Desafios para o Século XXI » (*Les droits humains 70 ans après la Déclaration universelle : nouveaux défis pour le XXI^e siècle*), *Revista do Instituto Brasileiro de Direitos Humanos* 19 (2019)
- « Obligations and Rights *Erga Omnes* in the case-law of the International Court of Justice », *Médiathèque de droit international des Nations Unies*, 2018
- « Direitos Humanos – Uma visão geral da proteção jurídica internacional desde 1948 » (*Droits humains – Une vision globale de la protection juridique internationale depuis 1948*), *Negócios Estrangeiros* 19 (2018)
- « Direitos Humanos e Relações Internacionais » (*droits humains et relations internationales*), dans M. C. Patrão Neves et Nuno Severiano Teixeira, *Ética Aplicada nas Relações Internacionais*, Edições 70, 2018
- « The contribution of the United Nations International Law Commission with regard to the prohibition of the use of force, international humanitarian law and international criminal law », dans M. L. Duarte et al, *O Direito Internacional e o Uso da Força no Século XXI*, AAFDL, 2018
- « O Sistema de Protecção dos Direitos Humanos da Nações Unidas » (*Le système de protection des droits humains de l'ONU*), dans A. H. Marques et al., *Portugal e os Direitos Humanos nas Nações Unidas*, Instituto Diplomático, 2017
- « Timor e o Direito Internacional » (*Le Timor oriental et le droit international*), dans *Tributo a Miguel Galvão Teles por ocasião dos 15 anos da independência de Timor-Leste*, IMGT, 2017
- « 69^a Sessão da Comissão de Direito Internacional (2017) » (*69^e session de la Commission du droit international*), *Anuário de Direito Internacional 2017* (*Annuaire portugais de droit international 2017*)
- « Comitologia » (*Comitologie*), dans A. P. Brandão et al. (Coord), *Enciclopédia da União Europeia*, Petrony, 2017.
- *International Criminal Justice – A dialogue between two cultures*, Observare, UAL, 2017 (codir.)
- « As respostas europeias aos atentados de Paris e Bruxelas » (*Les réponses européennes aux attentats terroristes de Paris et de Bruxelles*), Janus 2017
- « As respostas da Europa à crise dos refugiados » (*Les réponses européennes à la crise des réfugiés*), Janus 2017
- « A soberania no Século XXI » (*La souveraineté au XXI^e siècle*) dans L. Moita et al., *Espaços Económicos e Espaços de Segurança*, Observare, UAL, 2017, 89-111

- « O Tribunal Penal Internacional – Desafios Atuais » (*La Cour pénale internationale : les défis actuels*), *Relações Internacionais* 54 (2017) 27-43 (coauteure)
- « International Humanitarian Law and Humanitarian Assistance – Legal issues concerning Humanitarian Access in situations of Armed Conflict », *Anuário de Direito Internacional 2016 (Annuaire portugais de droit international 2016)*
- « O contributo das Nações Unidas e da Comissão do Direito internacional para a formação do direito internacional: breve balanço por ocasião do 70º aniversário da Organização das Nações Unidas » (*La contribution de l'Organisation des Nations Unies et de la Commission du droit international pour la formation du droit international: bref aperçu à l'occasion du 70^e anniversaire de l'ONU*), *Themis* 30/31 (2016) 125-136
- « The work of the International Law Commission (ILC) in the present quinquennium (2012-2016) and possible future topics: How to remain relevant in the 21st century », *Anuário de Direito Internacional 2014-2015 (Annuaire portugais de droit international 2014-2015)*
- « Responsibility of States: A “containment strategy” for turning the ILC Draft Articles into a Convention », *Anuário de Direito Internacional 2014-2015 (Annuaire portugais de droit international 2014-2015)*
- « A Responsabilidade Internacional do Estado por Factos Ilícitos: o longo caminho para uma Convenção? » (*Responsabilité des États pour des faits internationalement illicites : le long chemin vers une convention ?*), dans *Questões de Responsabilidade Internacional – Atas da Conferência na Universidade do Minho (Questions de responsabilité internationale - Actes de la conférence à l'Université du Minho)*
- « Segurança Ambiental e Ordem Internacional – O Direito Internacional em constante tensão e inovação » (*Sécurité environnementale et ordre juridique international – Le droit international toujours entre tension et innovation*), Conférence inaugurale de la IV^e rencontre luso-espagnole des professeurs de droit international public et de relations internationales à Séville, juin 2014, dans P. A. Fernández Sánchez *et al.*, *Seguridad medioambiental y orden internacional: IV Encuentro Luso-Español de Profesores de Derecho Internacional Público y Relaciones Internacionales*, Atelier, Barcelone (2015) 17-39
- « The International Criminal Court and the evolution of the idea of combating impunity: an assessment 15 years after the Rome Conference », *Janus.Net* 5/2 (2014-2015)
- « As sanções e as relações entre as ordens jurídicas internacional e europeia (*Les sanctions et la relation entre les ordres juridiques international et européen*) », *Boletim da Faculdade de Direito da Universidade de Coimbra*, LXXXVIII-II (2012) 881-898
- « As relações entre a ordem jurídica internacional e a ordem jurídica europeia/comunitária: o caso das sanções/medidas restritivas » (*Les relations entre les ordres juridiques international et européen/communautaire : le cas des sanctions ou mesures restrictives*), dans *Estudos em Homenagem a Miguel Galvão Teles – Vol. I*, Almedina, Coimbra, 2012
- « Comentário ao Artigo 24º do Tratado de Funcionamento da União Europeia (Iniciativa de Cidadania) » (*Commentaire de l'article 24 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne – Initiative citoyenne*), dans M. Lopes

Porto e G. Anastácio, *Tratado de Lisboa – Anotado e Comentado*, Almedina, Coimbra, 2012

- « A Aliança das Civilizações: a sua criação » (*L'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies : sa création*), Janus 2009
- « Globalização e novas fronteiras do Direito Internacional » (*La mondialisation et les nouvelles frontières du droit international*), dans M. E. Gonçalves et P. Guibentif, *Novos Territórios do Direito - Europeização, Globalização e Transformação da Regulação Jurídica*, Principia, Estoril (2008) 99-114
- « O fim do projeto constitucional e a pausa para reflexão » (*La fin du projet constitutionnel européen et la "pause réflexion"*) et « Multinacionais e Direitos Humanos » (*Multinationales et droits humains*) (coauteure), Janus 2008
- *Política Externa Europeia? Consequências para Portugal* (*Politique extérieure de l'Europe ? Conséquences pour le Portugal*), Edual, Lisboa, 2007 (coauteure)
- « O que mudou no direito internacional (1997-2007) » (*Les changements apportés au droit international*), Janus 2007
- « A PESC nos Tratados : Antecedentes e Evolução » (*La PESC dans les traités : origines et évolution*), « Os instrumentos e Atores da PESC » (*Les instruments et les acteurs de la PESC*), « A PESC nos debates da Convenção Europeia » (*La PESC dans les débats de la Convention européenne*), « O que prevê a Constituição Europeia sobre a PESC » (*Quelles sont les dispositions de la Constitution européenne relatives à la PESC*), Janus 2006
- « Alice no País das Maravilhas ou breve história de um processo no Tribunal Internacional de Justiça : Sérvia e Montenegro c. Portugal e outros Membros da NATO sobre a Legalidade do Uso da Força » (*Alice au pays des merveilles ou brève histoire d'une procédure devant la Cour internationale de Justice : Serbie-et-Monténégro c. Portugal et autres membres de l'OTAN sur la légalité de l'emploi de la force*), Revista "Negócios Estrangeiros", 8 (2005) 31-40 (coauteure)
- « Intervenção humanitária e legítima defesa preventiva: as novas guerras justas? » (*Intervention humanitaire et légitime défense préventive : les nouvelles guerres justes ?*), Janus 2005
- « Portugal e o Tribunal Internacional de Justiça » (*Le Portugal et la Cour internationale de Justice*), « Portugal e a Resolução Pacífica de Conflitos » (*Le Portugal et le règlement pacifique des différends*) et « Portugal e os Direitos Humanos » (*Le Portugal et les droits humains*) (coauteure), Janus 2004
- « A ordem jurídica internacional em transição ? Multilateralismo vs. unilateralismo e a intervenção militar no Iraque », (*L'ordre juridique international en transition : multilatéralisme vs. unilatéralisme et l'intervention militaire en Iraq*) dans A. Menezes Cordeiro et al. (dir.), *Estudos em Homenagem ao Professor Doutor Inocêncio Galvão Telles*, Vol. IV, Almedina, Coimbra, 2003
- « A ONU e o combate ao Terrorismo » (*L'ONU et la lutte contre le terrorisme*), « Terrorismo e Direitos Humanos » (*Terrorisme et droits humains*), « A intervenção estrangeira no Afeganistão e o Direito Internacional » (*Intervention étrangère en Afghanistan et droit international*) et « As Nações Unidas e a Questão Palestiniana » (*L'ONU et la question palestinienne*), Janus 2003
- « Tratados internacionais e política externa (1996-2001) » (*Traités internationaux et politique extérieure [1996-2001]*) (coauteure) et « Timor-Leste e Direitos Humanos » (*Le Timor oriental et les droits humains*) (coauteure), Janus 2002

- « Autodeterminação em Timor-Leste: Dos Acordos de Nova Iorque à consulta popular de 30 de Agosto de 1999 » (*Autodétermination au Timor oriental : des accords de New York à la consultation populaire du 30 août 1999*), *Documentação e Direito Comparado – Boletim do Ministério da Justiça* 79/80 (1999) 381-454
- « De Nuremberga a Roma: a repressão internacional dos crimes de guerra e dos crimes contra a humanidade » (*De Nuremberg à Rome : la répression internationale des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité*) (coauteure) et « A Reforma das Nações Unidas » (*La réforme de l'Organisation des Nations Unies*) (coauteure), *Janus* 1999-2000
- « Portugal : Política de Defesa e Política Externa » (*Portugal : politique de défense et politique extérieure*) (coauteure) et « Portugal e o controlo e a redução do armamento » (*Portugal : maîtrise et réduction des armements*) (coauteure), *Janus* 1998 (*Supplément spécial sur les forces armées*)
- « Tratados internacionais e política externa (1986-1996) » (*Traités internationaux et politique extérieure 1986-1996*) (coauteure) et « Controlo internacional do respeito pelos Direitos Humanos em Portugal » (*Contrôle international du respect des droits humains au Portugal*) (coauteure), *Janus* 1998
- I. Brownlie, *Princípios de Direito Internacional Público* (*Principes de droit international public*), Fundação Calouste Gulbenkian, Lisbonne, 1998 (traduction collective)
- « O estatuto jurídico de Timor-Leste : um case study sobre as relações entre os conceitos de autodeterminação e soberania » (*Le statut juridique du Timor oriental : une étude de cas sur la relation entre les concepts d'autodétermination et de souveraineté*), *Política Internacional* 15/16 (1997) 193-248.
- « The interaction between treaty and custom in international law », *O Direito* 129 (1997) 269-311
- « *Obligations erga omnes in international law* », *Revista Jurídica da Associação Académica da Faculdade de Direito de Lisboa* 20 (1996) 73-137
- Auteure de plusieurs entrées pour les encyclopédies *Verbo*, *Pólis* et *Luso-Brasileira* sur, notamment, les Conventions de Genève, les conférences de Genève, la guerre, l'ONU, le Timor oriental, les droits humains, la Cour européenne des droits de l'homme, le Tribunal européen en matière d'immunité des États, la Cour permanente d'arbitrage, l'OTAN, les organisations non gouvernementales et le Parlement européen

Distinctions

Mention honorable au concours de la Latin Union/Foundation for Science and Technology pour la traduction, en collaboration avec I. Brownlie, de l'œuvre intitulée « *Princípios de Direito Internacional Público* » (*Principes de droit international public*), Fundação Calouste Gulbenkian, Lisbonne, 1998

Mention honorable au concours Aristides Sousa Mendes de l'Association de diplomates portugais pour l'écrit intitulé « *O estatuto jurídico de Timor-Leste : um case study sobre as relações entre os conceitos de autodeterminação e soberania* » (*Le statut juridique du Timor oriental : une étude de cas sur la relation entre les concepts d'autodétermination et de souveraineté*), *Política Internacional* 15/16 (1997) 193-248

Claudio Grossman Guilloff (Chili)

CARRIÈRE UNIVERSITAIRE ET ADMINISTRATIVE

Faculté de droit de l'Université américaine de Washington

- Professeur de droit, Raymond Geraldson Scholar for International and Humanitarian Law, depuis 1983
- Doyen émérite, depuis juillet 2016
- Doyen, 1995-2016

Université de technologie de Twente, Pays-Bas

- Membre du corps professoral, Département de droit, 1980-1983

Faculté de droit de l'Université d'Utrecht, Pays-Bas

- Membre du corps professoral, Institut de droit international, Institut Europa, 1974-1980

Université du Chili, Santiago

- Membre du corps professoral, Institut des études internationales, 1972-1973

EXPÉRIENCE INTERNATIONALE

- Commission du droit international de l'ONU
 - **Président du Comité de rédaction** – élu pour la 71^e session, 2019
 - **Membre** – élu le 3 novembre 2016 (mandat de cinq ans)
- **Membre** de l'Institut de droit international – élu en septembre 2019
- Institut interaméricain des droits de l'homme
 - **Président** – 2014-2018 ; réélu jusqu'en 2022
 - **Membre du Conseil d'administration** – 2011-2014
- **Membre** du Comité des Nations Unies contre la torture – 2003-2015 ; Président – 2008-2015
- **Membre** du Conseil de direction de l'International Association of Law Schools – 2008-2012
- **Membre** de la Commission de contrôle des fichiers d'INTERPOL – 2005-2011
- **Membre**, 1994-2001 **Président**, 1996-1997 ; 2001. **Rapporteur spécial sur les droits des femmes**, 1994-2000. Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) de l'Organisation des États américains ; A représenté la Commission lors de missions en Haïti, au Brésil, en Colombie, en Bolivie, au Paraguay, au Panama, au Honduras, au Pérou, au Venezuela, au Suriname, au Mexique, au Canada, en République dominicaine, au Guatemala et au Chili. A participé, en tant que Commissaire, à des procédures de règlement à l'amiable dans des affaires visant le Paraguay, le Guatemala, le Mexique et le Honduras.
- **Rapporteur** du Programme des Nations Unies pour le développement – Première conférence sur la protection des consommateurs en Amérique latine et aux Caraïbes tenue en Uruguay – 1987

- **Consultant**, dans le cadre des projets suivants :
 - ✦ Banque mondiale – A élaboré un rapport sur le système administratif de la Colombie – 1986
 - ✦ Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Amérique latine – A établi, avec le professeur Thomas Buergenthal, un rapport sur l'administration de la justice dans les pays d'Amérique centrale pour l'Institut – 1986
 - ✦ Division des stupéfiants de l'ONU – A aidé le Gouvernement portugais à rédiger une législation complète sur les stupéfiants. Les aspects nationaux ont été évalués au regard de la responsabilité des États découlant spécifiquement des traités internationaux en matière de stupéfiants et de substances psychotropes, des droits humains et du droit comparé – 1978
- **Agent du Chili, conseil et avocat**, dans l'affaire *Obligation de négocier un accès à l'océan Pacifique (Bolivie c. Chili)* devant la Cour internationale de Justice, La Haye, 2016-2018, Co-Agent 2013-2016
- **Conseil et avocat**, *Différend maritime (Pérou c. Chili)* devant la Cour internationale de justice, La Haye – 2009-2013

AUTRES FONCTIONS (Liste non exhaustive)

- **Membre** du Comité de rédaction, *Revista Tribuna Internacional*, publication du Département de droit international de la faculté de droit de l'Université du Chili, depuis 2013
- COLAM (College of the Americas), organisation réunissant environ 400 universités de l'Occident
 - **Membre du Conseil d'administration** – novembre 2007-2011
 - **Président** – novembre 2003-2007
- **Membre** du Comité de rédaction de la revue mexicaine *Iberoamericana de Derechos Humanos* – décembre 2004-2008
- **Membre du Conseil d'administration** de la Fondation pour les sciences sociales, École des hautes études internationales, Université de Denver – 2002-2007

PRIX, CONFÉRENCES, DISTINCTIONS ET BOURSES

- Exposés et conférences dans de nombreux centres universitaires du monde entier. Exemples récents :
 - **Intervenant**, Troisième Forum du système interaméricain de protection des droits de l'homme, « *Experiencias De Seguimiento y Cumplimiento de Recomendación y Decisiones Del SIDH* » Université catholique pontificale de l'Équateur, Quito 2019
 - **Intervenant**, Conférence régionale de l'Association de droit international, « The contribution of the case-law of international courts and tribunals to the development of international law », Session 4, « *Recent case-law of the ICJ and its significance for International Law* », Braga, Portugal – 20 septembre 2019
 - **Orateur principal**, *25 Years After Argentina's AMIA Bombing: Justice vs. Impunity*, École de droit du Sud-Ouest – 21 février 2019

- **Participant**, atelier sur le projet d'articles de la Commission du droit international sur les crimes contre l'humanité dans le cadre du programme de la faculté de droit Harvard sur les droits de l'homme – 11 et 12 janvier 2019
- **Orateur principal**, Société chilienne de droit international – 4 janvier 2019
- **Conférencier**, Faculté de droit de l'Université du Chili, *Obligation de négocier un accès à l'océan Pacifique (Bolivie c. Chili)*, CIJ – 13 décembre 2018
- **Intervenant**, 70^e anniversaire de l'Organisation des États américains (OEA) avec Luigi Einaudi, ancien Secrétaire général de l'OEA ; Miguel Insulza, ancien Secrétaire général de l'OEA ; Liza Ann Vasciannie, professeure à l'Université des Indes occidentales (Jamaïque), en présence de diplomates, d'universitaires, de fonctionnaires internationaux et du grand public – 30 novembre 2018
- **Intervenant**, Colloque à l'occasion du 70^e anniversaire de l'Université internationale de Floride : *The Role and Contributions of the International Law Commission to the Development of International Law in the Past/Next 70 Years: Codification, Progressive Development, or Both?* Le professeur Grossman est intervenu dans le cadre de la table ronde 3 : *The ILC's Past Practice on Progressive Development if International law and Its' Codification in Specialized Areas of International Law* – 27 octobre 2018
- **Intervenant**, « *Reparation to Individuals for Violations of International Human Rights Law and International Humanitarian Law* », manifestation en parallèle de la Semaine du droit international, coparrainée par les Missions permanentes du Chili, de l'Espagne, du Portugal et de la Turquie auprès de l'ONU, New York – 23 octobre 2018
- **Conférencier**, « *XLV Course on International Law* », Comité juridique interaméricain et Département de droit international du Secrétariat aux affaires juridiques, Organisation des États américains, Rio de Janeiro (Brésil) – 6 au 24 août 2018
- **Conférencier**, « *Chile & Bolivia at the International Court of Justice* », École d'administration Harvard Kennedy, Cambridge (Massachusetts) – 9 avril 2018
- **Présentateur**, « *Estandares Internacionales de Libertad de Expresion: Guía Básica para Operadores de Justicia en América Latina* », XXXV Curso Interdisciplinario en Derechos Humanos: Gestiones Institucionales Transparentes y Lucha Contra La Corrupcion – Un Enfoque desde los Derechos Humanos, San José – 23 août 2017
- **Orateur**, « *Freedom of Expression in the Western Hemisphere* », Séminaire de droit international de Genève (ONU) – 5 août 2017
- Centre interuniversitaire européen pour les droits de l'homme et la démocratisation (EIUC), Venise (Italie) – 28 mars 2017
- **Orateur**, « *The Inter-American System of Human Rights: Challenges for the Future* », Université Sapienza de Rome – 29 septembre 2016

- « *Challenges Facing Developing Countries* », Deuxième session de formation du programme d'échange et de recherche Chine-AALCO sur le droit international, Beijing – 12 septembre 2016
- **Conférencier**, « *The Obligation of Negotiation in International Law* », Faculté de droit de l'Université du Chili, Santiago – 29 août 2016
- Prix Impact 2019 d'Ayuda – mai 2019
- Titre de Docteur *honoris causa* décerné par l'Université de Valparaíso pour sa contribution à la promotion du développement du droit international – avril 2019
- « *Huésped De Honor de la Ciudad de Buenos Aires* », décoration décernée aux visiteurs étrangers qui se sont distingués dans le domaine de la culture, des sciences, de la politique ou du sport ou qui ont rendu à l'humanité des services dignes d'une reconnaissance générale, présentée lors de la Conférence sur les litiges organisée par la magistrature argentine – 8 novembre 2016
- Une des 25 personnes les plus influentes dans le domaine de l'éducation en droit selon le *National Jurist* en 2012, 2013, 2014, 2015 et 2016
- Prix de l'universitaire chilien de l'année décerné par la Chambre de commerce nord-américaine-chilienne en reconnaissance d'une carrière professionnelle extraordinaire dans le monde universitaire en faveur de la justice et de la dignité humaine dans l'hémisphère – 18 septembre 2013
- Lifetime Leadership Award décerné par la Hispanic National Bar Foundation lors de sa remise de prix annuelle de 2012 – 20 août 2012
- Titre de Docteur *Honoris Causa* de l'Université de San Martín de Porres (Pérou) pour son parcours universitaire et professionnel exceptionnel dans la défense des droits de l'homme – 14 mars 2012
- Prix 2012 Deborah L. Rhode de la section *Pro bono* et intérêt public de l'Association of American Law Schools pour son travail en faveur des programmes *pro bono* et d'intérêt public – 6 janvier 2012
- Décoration de l'ordre Rodrigo Noguera Laborde de l'Université Sergio Arboleda, Bogota, pour ses contributions académiques et son travail de défense des droits humains et des libertés à l'international – 14 juin 2011
- Titre de « Profesor Visitante de la Escuela de Postgrados » de l'Université Sergio Arboleda, Bogota – 14 juin 2011
- Décoration de l'ordre de la justice du Gouvernement colombien pour l'ensemble de sa carrière – mars 2011
- Commandeur de l'ordre d'Orange-Nassau, décoration décernée par le Gouvernement néerlandais – mai 2009
- Prix Simón Bolívar de l'Institut de coopération pour la sécurité de l'Occident en reconnaissance de l'ensemble de ses réalisations en matière de promotion des droits de l'homme – novembre 2007
- Prix Charles Norberg de l'avocat international de l'année, décerné par la section de Washington de la Fédération interaméricaine des avocats – 21 septembre 2007
- Commandeur de l'ordre Antonio José de Irisarri, décoration décernée par le Gouvernement guatémaltèque pour sa contribution à l'avancement des droits humains – juillet 2006

- Professeur honoraire de l'Université de San Martín de Porres (Lima), en reconnaissance de son dévouement remarquable et de ses contributions exceptionnelles à la recherche et à l'enseignement dans le domaine du droit international et des droits humains – août 2005
- Titre de Docteur *Honoris Causa* en droit de l'Université Fairleigh Dickinson pour son engagement en faveur du droit international, des droits de l'homme et de l'éducation – 19 mai 2005
- Honoré par la Cour suprême du Pérou pour ses contributions au droit international et aux droits de l'homme – janvier 2005
- Extraordinary Leadership Award, Deuxième conférence nationale « People of Color Legal Scholarship », Faculté de droit de l'Université George Washington – novembre 2004
- Ricardo M. Urbina Lifetime Achievement Award, prix décerné par la Hispanic Bar Association du District de Columbia – 12 novembre 2003
- Grand prix Chapultepec pour la protection et la préservation de la liberté d'expression et de la presse par l'Inter American Press Association – novembre 2001
- Prix Fulbright pour ses activités de recherche et d'enseignement aux États-Unis – 1982-1983
- Prix du meilleur étudiant, Faculté de droit, Université du Chili – 1970
- Bourse d'études, Experiment in International Living, États-Unis – janvier à mars 1965

LIVRES, CHAPITRES ET AUTRES CONTRIBUTIONS À DES OUVRAGES COLLECTIFS (Liste non exhaustive)

- « Some Remarks on the Obligation to Negotiate Under International Law », *Proceedings of ASIL* (à paraître en 2020).
- « The Changing Landscape of International Law », *70th Anniversary International Law Commission: Drawing a Balance for the Future* (Brill, à paraître en 2020).
- « Promoting Social change through Treaties and customary International Law: the Experience of the Inter-American Human Rights System », in Daniel D. Bradlow et David Hunter (Dir.), *Advocating Social Change through International Law: Exploring the Choice Between Hard and Soft International Law* (Brill, 2019)
- Directeur, *El Fallo de la Corte Internacional de Justicia en el caso « Obligación de Negociar acceso al Océano Pacífico » (Bolivia v. Chile), 1 de octubre de 2018*: « La estrategia jurídica de Chile » et « Discursos del Agente Grossman ante la CIJ » (Gouvernement chilien : Ministère des relations extérieures, sept. 2019)
- « The Legal Regime of Protection of the Right to Freedom of Expression in the Inter-American System », 45 *Curso de Derecho Internacional* 307, OEA/Ser.Q/V.C-45 (2018)
- *International Law & Reparations: The Inter-American System* (coauteur avec Agustina del Campo et Mina A. Trudeau, Clarity Press, 2018)
- « Implementing Human Rights in Closed Environments through the United Nations Convention against Torture », *Human Rights in Closed Environments, Law in Context*, vol. 31, n° 125 (The Federation Press, 2014)

- « American Declaration of the Rights and Duties of Man (1948) », édition imprimée de *The Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, vol. VI, 336 (2012) (publié précédemment dans la version en ligne de *The Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, 2008)
- « Disappearances », édition imprimée de *The Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, vol. III, 146 (2012) (publié précédemment dans la version en ligne de *The Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, 2008)
- « Inter-American Commission on Human Rights (IACommHR) », édition imprimée de *The Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, vol. V, 251 (2012) (publié précédemment dans la version en ligne de *The Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, 2008)
- « Mayagna (Sumo) Awas Tingni Community v Nicaragua Case », édition imprimée de *The Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, vol. VII, 32 (2012) (publié précédemment dans la version en ligne de *The Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, 2008)
- « Nuevos Paradigmas y Fuentes en la Formación Jurídica », in *La crisis de las fuentes del derecho en la globalización*, 95 à 116 (Biblioteca Jurídica DíkÉ Ltda., 2011)
- « Legal Education Reform », *Harvard International*, vol. 32, n° R. 4 (Automne 2010)
- « Raising the Bar : US Legal Education in an International Setting », *Harvard International*, vol. 32, n° R. 16 à 18 (Automne 2010)
- « Prologo » in Joaquín González Ibáñez (Dir.), *Proteccion Internacional de Derechos Humanos y Estado de Derecho* (2009)
- « The Normative Value of the Istanbul Protocol » in *Shedding Light on a Dark Practice: Using the Istanbul Protocol to Document Torture* (Conseil international pour la réadaptation des victimes de la torture) (2009)
- « Building the World Community Through Legal Education », in *The Internationalization of Law and Legal Education*, vol. 2, n° 21 (2008) (14^e volume de la série d'ouvrages intitulée *Ius Gentium: Comparative Perspectives on Law and Justice*)
- « The Velásquez Rodríguez Case: The Development of the Inter-American Human Rights System » in *International Law Stories* (Foundation Press, 2007)
- « Building a Stronger Future », in *Inside the Minds' Law School Leadership Strategies : Top Deans on Benchmarking Success, Incorporating Feedback from Faculty and Students, and Building the Endowment* (2007)
- Avant-propos du *Guide to the Rules of Practice and Procedure for the U.S. Court of Appeals for the Armed Forces* (12^e édition, 2006), rédigé par Eugene Fidell et publié par le National Institute for Military Justice
- « Latin American Contributions to International Law », in *Proceedings of the 94th Annual Meeting-international Law in Ferment : A New Vision for Theory and Practice* 45 (ASIL, avril 2000)
- « El Chile Bicentenario y Los Desafíos de la Globalization Jurídica », in Ricardo Israel Zipper (Dir.), *Chile del Bicentenario : Desafíos Futuros* (Editorial Don Bosco, S.A. 2000)

- *Informe Sobre la Condición de la Mujer en las Américas* (Organisation des États américains, 1998) (publié en qualité de Rapporteur spécial de la CIDH sur les droits des femmes)
- « The Organization of American States and the Protection of Democracy », in Tom Fare (Dir.), Domingo Acevedo (coauteur), *Beyond Sovereignty: Collectively Defending Democracy in the Americas* (1996)
- *Manual de Derecho Internacional Público* (Fondo de Cultura Económica, Mexique, 1994), (coauteur avec les professeurs Thomas Buergenthal, Héctor Gros Espiell et Harold G. Maier)
- « El Régimen Hemisférico Sobre Situaciones de Emergencia », in 1 *Estudios Básicos de Derechos Humanos* 155 à 170 (Institut interaméricain des droits de l'homme, 1994) (réimpression).
- « Algunas Consideraciones Sobre el Valor del Derecho Internacional de Derechos Humanos en el Derecho Interno », in *Nuevos Enfoques Del Derecho Internacional* (Editorial Jurídica de Chile, 1992)
- *Manuel Internacional de Derechos Humanos* (Editorial Jurídica Venezolana, 1990) (coauteur avec les professeurs Thomas Buergenthal & Pedro Nikken)
- « States of Emergency: Latin America and the United States », in L. Henkin & A. Rosenthal (Dir.), *Constitutionalism and rights: the influence of the United States constitution abroad*, (Columbia University Press, 1990)
- « Situaciones de Emergencia en el Hemisferio Occidental: Propuestas para Fortalecer la Protección de Derechos Humanos », in James Frank Smith (Dir.), n° 1, *Derecho constitucional comparado México-Estados Unidos*, vol. 1, Universidad Nacional Autónoma de Mexico (Instituto de Investigaciones Jurídicas, 1990)
- « Supervision Within the International Atomic Energy Agency », in P. van Dijk (Dir.), *Supervisory mechanisms in international economic organizations* (Boston: Kluwer, 1984)
- « The OAS; The Andean Pact; The Latin American Economic System, in *International Organization and Integration: Annotated Basic Documents and Descriptive Directory of International Organization and Arrangements* (Martinus Nijhoff Publishers, 1982)
- « Het Inter-Amerikaanse Systeem ; SELA; De Inter-Amerikaanse Ontwikkelingsbank » in *Volkenrechtelijke Aspecten Van Antilliaanse Onafhankelijkheid* (Tjeenk Willink, 1981) (coauteur avec P. van Dijk)
- *Het Beginsel van Non-Interventie in de Organizatie van Amerikaanse Staten* (1980) (thèse de doctorat non publiée, Université d'Amsterdam, Snelle Uitgeverij Enschede) (consultable auprès de l'auteur)

ARTICLES ET AUTRES CONTRIBUTIONS À DES PÉRIODIQUES

- « Rehabilitation in Article 14 of the Convention Against Torture and Other Cruel, Inhuman, or Degrading Treatment or Punishment », 51 *The International Lawyer* 1 (2018) (coauteur avec Nora Sveaass et Felice Gaer)
- « Los desafíos del Sistema Interamericano de Derechos Humanos » in *Hemiciclo: Revista de Estudios Parlamentarios* (Academia Parlamentaria de la Cámara de Diputados de Chile, 2012)

- « [Challenges to Freedom of Expression Within the Inter-American System : A Jurisprudential Analysis](#) », 34(2) HUM. RTS. Q. 361 (mai 2012)
- « The Human Element: The Impact of Regional Trade Agreements on Human Rights and the Rule of Law », 42 *University of Miami Inter-American Law Review* 261-64 (2011) (commentaire sur l'article du professeur Stephen Powell, « Managing the rule of law in the Americas : an empirical portrait of the effects of 15 years of WTO, MERCOSUR, and NAFTA dispute resolution on civil society in Latin America », présenté au Inter-American Law Review Symposium, Faculté de droit de l'Université de Miami, Miami, FL, 26 février 2011)
- « The Role of a Law School Dean: Balancing a Variety of Roles and Interests. The American University Washington College of Law Experience », 29 *Penn State International Law Review* 113, 113 à 119 (2010)
- « The Inter-American System and Its Evolution », *Inter-American and European Human Rights Journal*, vol. 2, N. 1-2, p. 49 à 65 (2009)
- « Techniques Available to Incorporate Transnational Components into Traditional Law School Courses; clinical Legal Education and Language Training; Dual J.D. Semester Abroad Programs and Other Cooperative Agreements », 23 *Penn State International Law Review* 743, 743 (2005)
- « Suing the Sovereign from the Latin American Perspective », 35 *George Washington International Law Review* 653 (2003)
- « The Case of *Awas Tingni v. Nicaragua* : A New Step in the International Law of Indigenous Peoples », 19 *Arizona Journal of International and Comparative Law* 1 (2002) (coauteur avec S. James Anaya)
- « [Building the World Community : Challenges for Legal Education](#) », 18 *Dickinson Journal of International Law* 441 (2000)
- « [Reflections on Being a Law School Dean in an Interconnected World](#) », 31 *The University of Toledo Law Review* 609 (2000)
- « [Are We Being Propelled Towards a People-Centered Transnational Legal Order?](#) », 9 *American University Journal of International Law and Policy* 1 (1993) (coauteur avec le professeur Daniel Bradlow)
- « The Year of International Law in Review », *Remarks, Proceedings American Society Of International Law*, 83^e réunion annuelle, Washington (1989)
- « Craftsmanship in Paraguay's Elections », 6 *Law Group Docket n° 1* (Groupe juridique international des droits de l'homme, été 1989)
- « The Human Right to Participate in Government : Toward an Operational Definition », in *Remarks, Proceedings American Society Of International Law*, 82^e réunion annuelle, Washington (1988)
- « Lawyers and the Rule of Law in the Western Hemisphere », 20 *University of Miami Inter-American Law Review* 115 (1988) (coauteur avec Frederick Anderson)
- « Prosecuting Rights Cases in Latin America: Can it be Done without Backlash? », *Los Angeles Daily Journal*, 11 avril 1988
- Antonio Gómez Robledo, « El Jus Cogens International (Estudio Histórico-Crítico) », 78 *American Journal of International Law* 526 (1984) (compte rendu de lecture)

MONOGRAPHIES RÉDIGÉES

SOUMISSIONS À LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL (2018-2019)

- *Déclaration du Président du Comité de rédaction, principes généraux de droit* (2019)
- *Déclaration du Président du Comité de rédaction, Succession d'États en matière de responsabilité de l'État* (2019)
- *Déclaration du Président du Comité de rédaction, Immunité de juridiction pénale étrangère des représentants de l'État* (2019)
- *Déclaration du Président du Comité de rédaction, Protection de l'environnement en rapport avec les conflits armés* (2019)
- *Déclaration du Président du Comité de rédaction, Normes impératives de droit international général (jus cogens)* (2019)
- *Déclaration du Président du Comité de rédaction, Crimes contre l'humanité* (2019)
- *Commentaire sur le 4^e rapport du Rapporteur spécial Marcelo Vasquez-Bermudez sur les principes généraux de droit* (2019)
- *Commentaire sur le 7^e rapport de la Rapporteuse spéciale Concepción Escobar Hernández sur l'immunité de juridiction pénale étrangère des représentants de l'État* (2019)
- *Commentaire sur le 3^e rapport du Rapporteur spécial Pavel Sturma sur la succession d'États en matière de responsabilité de l'État* (2019)
- *Commentaire sur le 2^e rapport de la Rapporteuse spéciale Marja Lehto sur la protection de l'environnement en rapport avec les conflits armés* (2019)
- *Commentaire sur le 4^e rapport du Rapporteur spécial Dire Tladi sur les normes impératives de droit international général (jus cogens)* (2019)
- *Commentaire sur le 4^e rapport du Rapporteur spécial Professeur Sean Murphy sur les crimes contre l'humanité* (2019)
- *Plan d'étude : Réparation due aux personnes victimes de violations flagrantes du droit international des droits humains et de violations graves du droit international humanitaire* (2019)
- *Programme de travail à long terme du groupe de travail, Plan d'étude : Réparation due aux personnes victimes de violations flagrantes du droit international des droits humains et de violations graves du droit international humanitaire* (2019)

SOUMISSIONS À LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL (2017-2018)

- *Commentaire sur le 5^e rapport du Rapporteur spécial Professeur Shinya Murase sur la protection de l'atmosphère* (2018)
- *Commentaire sur le 1^{er} rapport de la Rapporteuse spéciale Marja Lehto sur la protection de l'environnement en rapport avec les conflits armés* (2018)
- *Commentaire sur le 2^e rapport du Rapporteur spécial Pavel Sturma sur la succession d'États en matière de responsabilité de l'État* (2018)
- *Commentaire sur le 5^e rapport du Rapporteur spécial Michael Wood sur la détermination du droit international coutumier* (2018)

- *Commentaire sur le 3^e rapport du Rapporteur spécial Dire Tladi sur les normes impératives de droit international général (jus cogens)* (2018)
- *Commentaire sur le 6^e rapport de la Rapporteuse spéciale Concepción Escobar Hernández sur l'immunité de juridiction pénale étrangère des représentants de l'État* (2018)
- *Commentaire sur le 5^e rapport du Rapporteur spécial Georg Nolte sur les accords et pratique ultérieurs dans le contexte de l'interprétation des traités* (2018)
- *Commentaire sur le 5^e rapport du Rapporteur spécial Gómez-Robledo sur l'application provisoire des traités* (2018)

AUTRES SOUMISSIONS

- Rapporteur spécial sur les droits de la femme, OEA, *Informe de las Comisión Interamericana de Derechos Humanos Sobre la Mujer en las Américas* (13 octobre 1998) (original en espagnol) (publié en anglais et en espagnol)
- « [Limited Mandates and Intertwined Problems: A New Challenge for the World Bank and the IMF](#) », 17 *Human Rights Quarterly* 411 (1995) (coauteur avec Daniel Bradlow)
- « Legal Issues Related to the Public Sector in Colombia », dans un rapport pour la Banque mondiale (1986)
- « La Importancia del Derecho Internacional de los Derechos Humanos y la Reforma Judicial en Centro América », dans un rapport pour l'Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Amérique latine (1986) (coauteur avec Thomas Buergenthal).
- « A Proposal for an ABA Commission on Inter-American Affairs », dans un rapport pour l'American Bar Association (1985) (coauteur avec Frederick Anderson)
- « The ILOAT and Reinstatement as a Normal Remedy for Arbitrary Termination of Employment », dans un rapport pour la FICSA (1985) (coauteur avec Thomas Buergenthal)
- « Guidelines for the Preparation of a Legal Text for the Control of Narcotic Drugs and Psychotropic Substances and the Prevention and Treatment of Drug Addiction », dans un rapport pour l'ONU et le Gouvernement portugais (1978) (coauteur avec le professeur di Gennaro)
- *Nacionalización y Compensación*, thèse, Université du Chili (Publicaciones Escuela de Derecho, Université du Chili, 1973) (coauteur avec Carlos Portales)

FORMATION ACADÉMIQUE

Université d'Amsterdam

Doctorat en droit – Août 1980

Thèse : *Het Beginsel van Non-Interventie in de Organisatie van Amerikaanse Staten*

Université du Chili, Faculté de droit, Santiago

Licence en droit et sciences sociales – janvier 1973

Thèse *summa cum laude* : *Nacionalización y Compensación* (Coauteur avec Carlos Portales)

COMPÉTENCES LINGUISTIQUES

- Espagnol (langue maternelle)
- Néerlandais
- Anglais
- Français

Huikang Huang (Chine)

[Original : anglais et chinois]

Extrait d'une lettre datée du 1^{er} février 2021, adressée par la Mission permanente de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies

M. HUANG Huikang est un expert renommé en droit international, qui possède de vastes connaissances et une longue expérience dans les domaines du droit international et de la diplomatie. Il a été élu à la Commission du droit international (CDI) en juillet 2010 et y a été réélu en 2011 et en 2016. Au cours de son mandat, il a contribué de manière significative au travail de la Commission. M. Huang a enseigné et étudié le droit international à l'Université de Wuhan avant d'intégrer le Ministère chinois des affaires étrangères, où il a notamment occupé les fonctions de conseiller juridique, de représentant spécial pour les négociations sur les changements climatiques, de directeur général du Département des traités et du droit et d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Chine en Malaisie. Il a représenté son pays lors de nombreuses conférences internationales majeures et lors de négociations bilatérales et multilatérales sur des questions juridiques. Il a été secrétaire général adjoint du Comité consultatif juridique afro-asiatique, devenu l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique (AALCO) en 2001, et a une riche expérience des affaires juridiques dans les organisations internationales. On trouvera ci-joint le curriculum vitae de M. Huang. Le Gouvernement chinois est convaincu que, s'il est réélu, M. Huang continuera d'apporter sa contribution aux travaux de la CDI et au développement du droit international.

Curriculum vitae

Date de naissance : 25 septembre 1955

Lieu de naissance : Hangzhou (Chine)

Sexe : Masculin

Formation

- 1985-1989 : doctorat en droit international, Université de Wuhan, Chine
- 1988-1989 : chercheur invité émérite, University of New Mexico, États-Unis d'Amérique
- 1982-1984 : master en droit international, Université de Wuhan, Chine
- 1978-1982 : licence en philosophie, Université de Heilongjiang, Chine

Fonctions actuelles

- Membre de la Commission du droit international, Organisation des Nations Unies (depuis 2010)
- Président, Comité consultatif pour le droit international, Ministère chinois des affaires étrangères
- Membre, Groupe consultatif pour la diplomatie publique, Ministère chinois des affaires étrangères
- Arbitre, Commissions d'arbitres et d'experts pour les différends relatifs à l'espace, Cour permanente d'arbitrage

- Professeur émérite, directeur de recherches, National Top Think Tank, Institut de droit international du Wuhan, Université de Wuhan, Chine

Autres fonctions

- Président, Commission pour les échanges et la coopération entre la Chine et l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique
- Membre, Groupe de personnalités éminentes, Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique (AALCO)
- Membre, Comité d'experts spécialistes pour le système de navigation par satellites BeiDou
- Chargé d'enseignement, Faculté de droit de Guanghai, Université de Zhejiang, Chine
- Chargé d'enseignement, directeur de recherches, Northwest University of Politics and Law, Chine
- Vice-Président du Conseil, National Top Think Tank, Institut de droit international du Wuhan, Université de Wuhan, Chine
- Expert en chef, Wuhan University Academy of International Law and Global Governance, Chine

Expérience professionnelle

- 2014-2017 : Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République populaire de Chine en Malaisie
- 2011-2013 : Directeur général, Département des traités et du droit, Ministère chinois des affaires étrangères
- 2011-2014 : Vice-Président exécutif de la Société chinoise de droit international
- Depuis 2011 : Chargé d'enseignement, Northwest University of Politics and Law
- 2010-2011 : Conseiller juridique, Représentant spécial pour les négociations sur les changements climatiques, Ministère chinois des affaires étrangères
- 2009-2010 : Maire adjoint, mairie de Tangshan, Chine
- 2005-2008 : Ministre conseiller et Directeur adjoint, Ambassade de Chine à Ottawa
- 2002-2004 : Consul général adjoint et Directeur adjoint, Consulat général de Chine à New York
- 1995-2002 : Premier Secrétaire et Conseiller, Département des traités et du droit, Ministère chinois des affaires étrangères
- 1996-2002 : Professeur à temps partiel, Hunan Normal University, Chine
- 1991-1994 : Secrétaire général adjoint, Comité consultatif juridique afro-asiatique, New Delhi, Inde
- 1988-1989 : Chargé d'enseignement, University of New Mexico, États-Unis d'Amérique
- 1985-1988 : Directeur adjoint, Institut de droit international, Université de Wuhan, Chine

- 1984-1995 : Enseignant, professeur associé, professeur, Faculté de droit de l'Université de Wuhan, Chine

Autres expériences dans les domaines juridique et diplomatique

- Membre de la Commission du droit international de sa soixante-deuxième à sa soixante-onzième session, Genève et New York, 2010-2019
- Chef de la délégation chinoise aux consultations bilatérales entre organes consultatifs des Ministères chinois et russe des affaires étrangères, Wuhan, Chine, 2019
- Orateur principal, 4^e session de formation du programme Chine-AALCO d'échanges et de recherche sur le droit international, Beijing, 2018
- Orateur principal et expert invité, Conférence sur les ressources énergétiques et le développement durable, Forum de Boao pour l'Asie, Kuala Lumpur, 2015
- Chef de la délégation chinoise à la Conférence de Séoul sur le cyberspace, Séoul, 2013
- Représentant spécial du Ministre chinois des affaires étrangères à la célébration du centenaire du Palais de la Paix de La Haye et à la réunion ministérielle sur le règlement pacifique des différends, La Haye, 2013
- Chef de la délégation chinoise aux consultations bilatérales entre la Chine et le Canada sur l'application de la loi, Ottawa et Beijing, 2012 et 2013
- Représentant suppléant de la délégation chinoise lors des soixante-cinquième, soixante-sixième et soixante-septième sessions de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, New York, 2011-2013
- Chef de la délégation chinoise lors des 9^e, 10^e et 11^e sessions du groupe mixte de liaison Chine-États-Unis sur la coopération en matière de répression, Washington, Guangzhou, Washington, 2011-2013
- Chef de la délégation chinoise lors des consultations bilatérales de conseillers juridiques entre la Chine et les États-Unis, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la République de Corée, la Fédération de Russie, le Canada et la Suisse, respectivement menées à Beijing, Washington, Londres, Amsterdam, Séoul, Moscou, Ottawa et Berne entre 2011 et 2013
- Membre de la délégation chinoise, Consultation annuelle des directeurs généraux des Départements des traités et du droit des Ministères des affaires étrangères des « Cinq » du Conseil de sécurité de l'ONU, Chongqing, Moscou, Londres, New York, 2011-2013
- Coorganisateur, 3^e Conférence internationale sur le plateau continental et la zone internationale des fonds marins, Beijing, 2012
- Chef de la délégation chinoise à la Conférence de Budapest sur le cyberspace, Budapest, 2012
- Chef de la délégation chinoise lors des 1^{re} et 2^e réunions du groupe de travail Chine-Union européenne sur la cybersécurité, Beijing et Bruxelles, 2012 et 2013
- Orateur principal, colloques commémorant le 30^e anniversaire de l'ouverture à la signature de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, Beijing, 2012

- Orateur principal, atelier pour les mers de l'Asie de l'Est et du Sud-Est sur le Mécanisme de notification et d'évaluation systématiques à l'échelle mondiale de l'état du milieu marin, Sanya (Chine), 2012
- Orateur principal, colloques consacrés à « Un pays, deux systèmes » et aux affaires juridiques externes de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Beijing, 2012
- Chef de la délégation chinoise lors des consultations bilatérales Chine-Royaume-Uni sur les questions liées au cyberspace, Londres et Beijing, 2011, 2012
- Orateur principal, 3^e Forum international de Kubuqi sur les déserts, Chine, 2011
- Chef de la délégation chinoise à la 54^e session du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, Vienne, 2011
- Chef de la délégation chinoise à la Conférence de Bangkok sur les changements climatiques, Bangkok, 2010
- Chef de la délégation chinoise à la Conférence de Bonn sur les changements climatiques, Bonn, 2010
- Chef adjoint de la délégation chinoise à la Conférence de Cancún sur les changements climatiques (COP16), Cancún, 2010
- Chef de la délégation chinoise aux 43^e et 44^e sessions du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, Vienne, 2000, 2001
- Chef de la délégation chinoise de la 35^e à la 40^e session du Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, Vienne, 1996-2001
- Membre de la délégation chinoise à la troisième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, Vienne, 1999
- Membre de la délégation chinoise de la 38^e à la 42^e session du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, Vienne, 1995-1999
- Conseiller juridique du Gouvernement chinois lors des négociations entre la Chine et d'autres pays sur la conclusion d'accords bilatéraux sur l'espace, la coopération nucléaire, le désarmement et d'autres domaines, 1995-2002
- Conseiller juridique du Gouvernement hôte du Réseau international sur le bambou et le rotin, Beijing, 1995-2002
- Membre de la délégation chinoise au Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation, New York, 1999
- Expert invité à une réunion-débat dans le cadre du Colloque des Nations Unies sur le développement progressif et la codification du droit international organisé à l'occasion des célébrations du cinquantenaire de la Commission du droit international, New York, 1997
- Chef de la délégation chinoise à la troisième Conférence de l'espace pour les Amériques, Punta del Este, Uruguay, 1996
- Membre de la délégation chinoise à la troisième Conférence pour la région de l'Asie et du Pacifique sur la coopération multilatérale concernant les techniques spatiales et leurs applications, Séoul, 1996

- Membre de la délégation chinoise à la deuxième session du Comité spécial pour le Statut de la Cour pénale internationale, New York, 1995
- Expert invité à la Réunion d'experts juridiques du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur le droit international de l'environnement au service du développement durable, Washington, 1995
- Représentant du Comité consultatif juridique afro-asiatique au symposium sur les réfugiés organisé conjointement par l'Organisation de l'unité africaine et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Addis-Abeba, 1994
- Membre du Bureau du Comité consultatif juridique afro-asiatique de sa 30^e à sa 33^e session, tenues respectivement au Caire, à Islamabad, à Kampala et à Tokyo, 1991-1994
- Chef de la délégation du Comité consultatif juridique afro-asiatique aux 3^e et 4^e sessions du Comité préparatoire de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, Genève, 1992 et 1993
- Représentant suppléant du Comité consultatif juridique afro-asiatique à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, Vienne, 1993
- Chef de la délégation du Comité consultatif juridique afro-asiatique aux 3^e et 4^e sessions du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Genève et New York, 1991 et 1992

Principales publications

Ouvrages

- China's Diplomacy and International Law, Law Press, 2019
- A Legal Guide to Diplomatic Practice (dir.), Département des traités et du droit, Ministère des affaires étrangères, Chine, 2014
- Outer Space Law (dir.), Qingdao Publishing House, 2000
- Textbook Series for 21st Century: International Law (co-dir.), Central South Industrial University Press, 2000
- Commentary on the Charter of the United Nations (dir.), Shanxi Education Press, 1999
- Collective Security in International Law, Wuhan University Press, 1990
- Introduction to China's Law and Politics (édition anglaise), Wuhan University Press, 1990
- A Course in International Law, Wuhan University Press, 1989
- Cases and Commentary on Public and Private International Law (dir.), Wuhan University Press, 1987
- Textbook for University Students : A General Survey of Law (coauteur), 13^e éd. révisée, Law Press, 2019
- Textbook Series for the 21st Century : International Law (coauteur), 5^e éd. révisée, Peking University Press, 2014
- Concise Chinese Encyclopedia of Law (coauteur), Sichuan People's Publishing House, 1996
- University Textbook: Introduction to Law (coauteur), Wuhan University Press, 1992.

- Reports and Studies on the Asian-African Legal Consultative Organization (éditions de 1991, 1992, 1993 et 1994, coauteur), New Delhi, Secrétariat du Comité consultatif juridique afro-asiatique

Articles

- On Xi Jinping's Series of Important Theories Related to the International Rule of Law: Its Practical, Historical and Theoretical Logics, *Chinese Review of International Law*, n° 1, 2021
- On Core Elements of Important Theories Concerning International Rule of Law in Xi Jinping Thought on the Rule of Law, *Wuhan University International Law Review*, n° 1, 2021
- On Inviolability of China's Sovereignty and Maritime Rights in the South China Sea, *Journal of Boundary and Ocean Studies*, n° 5, 2020
- A Study on Certain Legal Issues Arising from the Current Sino-US Diplomatic Game, *Journal of International Law*, n° 3, 2020
- No Justification for Stigmatizing China on COVID-19, *Foreign Affairs Journal*, 136^e numéro, été 2020
- Building a High Qualified Professional Team of Foreign-related Legal Service from a Strategic Perspective, *Chinese Review of International Law*, n° 3, 2020
- On the Dao of the Integration of International Law Theories with Diplomatic Practices, *Journal of International Law*, n° 1, 2019
- Building a Community of Shared Future for Mankind via International Law, *Wuhan University International Law Review*, n° 1, 2019
- Recent Development and Frontier Issues in International Law, *Chinese Review of International Law*, n° 1, 2019
- Ten Frontier Issues Relating to Recent Development in the Law of the Sea, *Journal of Boundary and Ocean Studies*, n° 1, 2019
- On Progressive Development and Codification of International Law: In Commemoration of 70 Years of the International Law Commission, *Wuhan University International Law Review*, n° 6, 2018
- Dao Inhabits People's Hearts, *Journal of Boundary and Ocean Studies*, n° 4, 2016
- The way of amicable consultations, *The Star*, 13 juin 2016
- China's Strategic Interest in the Asia Pacific, exposé présenté au stage sur la stratégie et les relations internationales organisé par le Malaysian Armed Forces Defense College, Kuala Lumpur, 2015
- Trends of International Law and China's Diplomacy of Treaty and Law, édité et publié par le Centre de formation juridique et judiciaire, Région Administrative spéciale de Macao, Chine, 2015
- On Immunity of State Officials from Foreign Criminal Jurisdiction, *Chinese Journal of International Law*, vol. 13, 2014
- Some Important Issues of International Law in China's Diplomacy, discours liminaire prononcé lors du 8^e Programme d'été, Xiamen Academy of International Law, Xiamen, Chine, 2013

- Building a Peaceful, Secure, Open and Cooperative Cyberspace, discours liminaire prononcé lors de la Conférence de Séoul sur le cyberspace, Séoul, 2013
- Future Tendency of Contemporary International Law, *Journal of Xian Politics Institute*, vol. 4, 2013
- Contribution of « One Country, Two Systems » to the Development of International Law, *Chinese Yearbook of International Law*, 2012
- Build a Peaceful, Secure, Open, Orderly and Harmonious Cyberspace, *Chinese Yearbook of International Law*, 2012
- Development of China's Maritime Industry and Application of United Nations Convention of the Law of the Sea in Commemoration of 30 Anniversary of United Nations Convention on the Law of the Sea Opening for Signature, *Chinese Yearbook of International Law*, 2012
- Protection of Marine Environment and Building Harmonious Maritime Order, discours liminaire prononcé lors de la cérémonie d'ouverture de l'atelier pour les mers de l'Asie de l'Est et du Sud-Est sur le Mécanisme de notification et d'évaluation systématiques à l'échelle mondiale de l'état du milieu marin, Sanya, Chine, 2012
- On China's Diplomatic Strategy and Maritime Security, exposé sur le droit international présenté à la City University of Hong Kong, Hong Kong, Chine, 2012
- On China's Diplomacy of Treaty and Law in New Circumstances, www.chinanews.com, 13 janvier 2012
- Combating Somali Pirates by Navel Escort: Legal Basis and Judicial Procedures, *Annual of China Maritime Law*, vol.1, 2011
- Road to Durban: Outlooks on the Forthcoming Climate Change Negotiation, *Foreign Affairs Quarterly*, vol.1, 2011
- Building an Outer Space under Legal System for Peace, Development and Cooperation, *Chinese Yearbook of International Law*, 2011
- Why United Action on Climate Change is Vital, *China Today*, vol. 11, 2010
- Boost Green Growth for Sustainable Development, discours liminaire prononcé lors de la Conférence de l'Union européenne sur les villes et les changements climatiques, Copenhague, 2009
- China and World-Opportunities and Challenges, discours liminaire prononcé lors de la réunion annuelle de l'Association des anciens élèves de l'Université de Wuhan, Beijing, 2008
- China's Development, World's Opportunity, discours liminaire prononcé lors de l'atelier parrainé par l'Université Stony Brook, State University of New York, 2004
- Trends in the Development of Outer Space Law, *Chinese Yearbook of International Law*, 2003
- New Developments in International Law in New Century, *Review of International Law & Comparative Law*, 2002
- Review and Prospect of Outer Space Law on the Eve of the 21st Century, *China Aerospace*, vol. 9 et 10, 2000

- The Work of the International Law Commission and the Shaping of International Law, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Commission du droit international, Publications des Nations Unies, 1998
- Prohibition of Unlawful Use of Force in International Relations, *Chinese Yearbook of International Law*, 1997
- Work of the United Nations Committee on Peaceful Uses of Outer Space and Its Legal Subcommittee, *Chinese Yearbook of International Law*, 1996
- Collective Security System in the Charter of United Nations, *Chinese Yearbook of International Law*, 1996
- On the Peaceful Settlement of International Disputes, Contemporary International Law, publié sous la direction du professeur Huang Bingkun, Hong Kong Guangjiaojing Press, 1988
- On the Legal Basis of the United Nations Peacekeeping Forces, Social Sciences in China, vol. 4, 1987
- Legal Studies on the Expenses of the United Nations Peacekeeping Forces, *Chinese Yearbook of International Law*, 1987
- Exploration of International Civil Service System, Collected Works of Young Scholars on International Law, 1987
- Legal Basis of the United Nations Peacekeeping Operation, Law Review, vol. 3, 1986
- Some New Legal Issues in the Research of international law, Science of Law, vol.10, 1986
- Reappraisal of the Traditional Theory of the Acquisition of Territories, Law Review Quarterly, vol. 4, 1986
- State Responsibility for the Violation of Foreigners' Rights and Interests, Journal of Wuhan University, édition spéciale, vol. 1, 1986
- Charter of the United Nations and the Peaceful Settlement of Disputes, Foreign Science of Law, vol. 4, 1986
- Factors Affecting United Nations Decision-Making, Law Review, vol. 2, 1984
- On the Voting System of International Organizations, Social Science, vol. 1, 1984

Charles C. Jalloh (Sierra Leone)

Extrait d'une note verbale datée du 17 novembre 2020, envoyée par la Mission permanente de la Sierra Leone auprès de l'Organisation des Nations Unies

La présente candidature est proposée conformément au Statut de la Commission du droit international, en particulier au paragraphe 1 de l'article 2, qui stipule que la Commission doit se composer de personnes « possédant une compétence reconnue en matière de droit international ». Au cours de son premier mandat à la CDI, le professeur Jalloh a démontré sa grande maîtrise des domaines à la fois généraux et spécialisés du droit international. Dans le cadre de son travail, il a participé de manière réfléchie aux délibérations de la CDI organisées en séance plénière et s'est porté volontaire pour faire partie des comités de rédaction de presque tous les thèmes inscrits au programme de travail. En outre, étant l'un des membres les plus actifs de la CDI, il a proposé de nouveaux thèmes et formulé des propositions visant à améliorer la transparence et l'efficacité des méthodes de travail de celle-ci. Ses collègues ont reconnu son attachement à la mission de la CDI en l'élisant à deux reprises à des postes de direction au sein du Bureau. Le professeur Jalloh a ainsi assumé la présidence du Comité de rédaction durant la 70^e session (2018) et joué un rôle clef à cet égard, en contribuant à traiter deux thèmes importants en deuxième lecture tout en faisant avancer le travail de rédaction de fond pour l'ensemble des autres thèmes. Il a ensuite été élu Rapporteur de la 71^e session (2019) de la CDI et a, à ce titre, collaboré étroitement avec le Secrétariat et les rapporteurs spéciaux pour coordonner la préparation du rapport annuel de la CDI pour 2019 ainsi que sa présentation à l'Assemblée générale en temps voulu. Dans le cadre du renforcement des capacités proposé par le Séminaire sur le droit international et par le cours régional de droit international des Nations Unies, il a par ailleurs donné plusieurs conférences invitées sur le droit pénal international et le droit international humanitaire et a supervisé des juristes, des professeurs et des fonctionnaires se destinant à une carrière universitaire ou diplomatique dans la fonction publique de leur pays.

Le professeur Jalloh a également manifesté un vif intérêt pour le renforcement du dialogue informel et des échanges entre les membres de la CDI et les représentantes et représentants de la Sixième Commission. Il a ainsi pris part à plusieurs groupes de discussion, réunions d'information et ateliers informels pour des États de toutes les régions géographiques, ou a contribué à les organiser, que ce soit à New York ou à Genève. En outre, il a organisé des conférences et des symposiums visant à accroître la participation du monde universitaire aux travaux de la CDI et à améliorer la compréhension qu'en a la société civile du monde entier, ce qui a conduit deux revues savantes à publier chacune un numéro spécial consacré à la mise en lumière des travaux de la CDI. Universitaire et praticien renommé du droit international, qui a également reçu en octobre 2020 l'approbation de l'Union africaine en vue de sa candidature à un second mandat à la CDI, le professeur Jalloh affiche au cours de son premier mandat un bilan qui confirme qu'il possède le juste équilibre entre rigueur scientifique et sens pratique, mais aussi l'énergie, la créativité et l'indépendance nécessaires pour contribuer efficacement au processus de codification et de développement progressif du droit international.

Le Gouvernement de la République de Sierra Leone attache une importance considérable au rôle et aux contributions de la CDI dans l'établissement et le maintien d'un système juridique international fondé sur des règles. C'est pourquoi nous sommes fermement convaincus que seuls les juristes internationaux les plus qualifiés et les plus engagés devraient être nommés à la CDI. Nous rappelons également les termes de l'article 8 du Statut de la Commission, qui stipule non seulement que les personnes élues doivent réunir individuellement les conditions

requis, mais que la Commission doit assurer dans l'ensemble la représentation des grandes formes de civilisation et des principaux systèmes juridiques du monde. Formé aux systèmes juridiques de droit civil et de *common law* en Sierra Leone, au Canada, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, le professeur Jalloh, qui est également titulaire d'un doctorat en droit international, apporte une expertise substantielle et une certaine diversité dans la représentation des principaux systèmes juridiques du monde, notamment du droit coutumier africain.

Compte tenu de ce qui précède, de son ferme attachement à un ordre juridique international fondé sur des règles et de son appui au mandat de la CDI à l'Assemblée générale, le Gouvernement de la République de Sierra Leone est convaincu que, comme il l'a amplement démontré au cours de son premier mandat, le professeur Jalloh, s'il est réélu, apportera une contribution significative aux travaux de la CDI au cours du prochain quinquennat.

I. FORMATION

Université d'Amsterdam, Doctorat de philosophie en droit international, 2016

Faculté de droit, Amsterdam, Pays-Bas

Thèse : Contributions judiciaires de la Cour de Sierra Leone au droit international

Université d'Oxford, Master en droit international des droits de l'homme, 2007

Kellogg College, Oxford, Royaume-Uni

Distinctions : Diplôme obtenu avec distinction ; Classé 4/18 ; Bourse Chevening, 2006-2007

Université McGill, Licence en droit et Licence en droit civil, 2002

Faculté de droit, Montréal, Canada

Université de Guelph, Licence en études du développement international, 2001

Faculté de sciences sociales et de sciences humaines appliquées, Guelph, Canada

Distinctions : Liste d'honneur du doyen (meilleur décile de la promotion)

II. EXPÉRIENCE DE L'ENSEIGNEMENT DU DROIT

Faculté de droit de la Florida International University, Miami, États-Unis d'Amérique

Professeur de droit international (avec titularisation), depuis juin 2014

Distinctions : FIU Top Scholar Award, 2015-2016

FIU Faculty Senate Award for Excellence in Research and Creative Activities, 2018

Chaire Fulbright Lund en droit international public, 2018-2019

Fondateur et rédacteur en chef de l'*African Journal of International Criminal Justice*

Fondateur et rédacteur en chef de l'*African Journal of Legal Studies*

Faculté de droit de l'Université de Pittsburgh, Pennsylvanie, États-Unis d'Amérique

Professeur assistant de droit, professeur associé de droit (avec titularisation), juillet 2009-mai 2014

Distinctions : Vote unanime en faveur de la titularisation, 2014

Bourse de la Buchanan Ingersoll & Rooney Faculty, 2013-2014

III. EXPÉRIENCE DE LA PRATIQUE JURIDIQUE INTERNE ET INTERNATIONALE

MEMBRE DE LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL

- **Membre** élu le 3 novembre 2016 par l'Assemblée générale des Nations Unies, mandat 2017-2021.
- **Président du Comité de rédaction** (70^e session de la CDI – 2018).
- **Rapporteur** (71^e session de la CDI – 2019).
- Excellente présence et excellente participation à l'ensemble des débats organisés en séance plénière et des comités de rédaction pour tous les thèmes de la CDI.
- Participant actif : 1) au Groupe de planification ; 2) au Groupe de travail sur le programme de travail à long terme ; 3) au Groupe de travail sur les méthodes de travail.
- Auteur d'une nouvelle proposition de thème pour la CDI en 2018.
- Auteur d'une proposition d'amélioration des méthodes de travail de la CDI en 2019.
- Co-coordonnateur de la section du rapport annuel de la CDI relative à l'état de droit, en réponse aux résolutions de l'Assemblée générale.
- **Conférencier** et **Superviseur** du Groupe de travail du Séminaire sur le droit international, 2017-2018.
- **Coorganisateur** du symposium du 70^e anniversaire ; publication dans la *FIU Law Review* d'un numéro sur la CDI.
- **Coorganisateur** de quatre manifestations de l'Office des Nations Unies à Genève et du Siège de l'ONU avec plusieurs missions permanentes de toutes les régions des Nations Unies, dans l'optique de renforcer le dialogue entre les membres de la CDI, les représentants de la Sixième Commission, le monde universitaire et la société civile.

Tribunal pénal international pour le Rwanda

Arusha, Tanzanie

Juriste adjoint de 1^{re} classe, Section de l'appui aux Chambres

Greffier auprès des juges de la Chambre de première instance I

Décembre 2007-juin 2009

Tribunal spécial pour la Sierra Leone

La Haye, Pays-Bas ; Freetown, Sierra Leone

Conseiller juridique auprès du Bureau du Défenseur principal ; avocat de permanence désigné par le tribunal

Septembre 2005-novembre 2007

Ministère de la justice

Ottawa, Canada

Défenseur au Bureau du droit commercial du Ministère des affaires étrangères et du commerce international

Conseiller juridique à la Section des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre du Ministère canadien de la justice

Mai 2003-septembre 2005

IV. PRINCIPALES PUBLICATIONS**1. Ouvrages**

- 1) Charles C. Jalloh, *The Legal Legacy of the Special Court for Sierra Leone* (Cambridge University Press, New York, 2020).
- 2) Charles C. Jalloh et Simon Meisenberg (dirs.), *The Law Reports of the Special Court for Sierra Leone: Volume 4: Prosecutor v. Sesay, Kamara and Kanu* (Martinus Nijhoff Brill, Leiden, 2020).
- 3) Charles C. Jalloh, Kamari M. Clarke et Vincent O. Nmehielle (dirs.), *The African Court of Justice and Human and Peoples' Rights: Development and Challenges* (Cambridge University Press, New York, 2019).
- 4) Charles C. Jalloh et Ilias Bantekas (dirs.), *The International Criminal Court and Africa* (Oxford University Press, Oxford, Royaume-Uni, 2017).
- 5) Linda M. Carter, Mark S. Ellis et Charles C. Jalloh, *The International Criminal Court in an Effective Global Justice System* (Edward Elgar, Cheltenham, 2016).
- 6) Charles C. Jalloh et Simon Meisenberg (dirs.), *The Law Reports of the Special Court for Sierra Leone: Volume 3: Prosecutor v. Charles G. Taylor* (Martinus Nijhoff Brill, Leiden, 2015).
- 7) Charles C. Jalloh et Alhagi Marong (dirs.), *Promoting Accountability Under International Law for Gross Human Rights Violations in Africa: Essays in Honour of Prosecutor Hassan B. Jallow* (Martinus Nijhoff Brill, Leiden, 2015).
- 8) Charles C. Jalloh et Olufemi Elias (dirs.), *Shielding Humanity: Essays in International Law in Honour of Judge Abdul G. Koroma* (Martinus Nijhoff Brill, Leiden, 2015).
- 9) Charles C. Jalloh (dir.), *The Sierra Leone Special Court and Its Legacy: The Impact for Africa and International Criminal Law* (Cambridge University Press, New York, 2014).
- 10) Charles C. Jalloh et Simon Meisenberg (dirs.), *The Law Reports of the Special Court for Sierra Leone: Volume 2: Prosecutor v. Norman, Fofana and Kondewa* (Martinus Nijhoff Brill, Leiden, 2014).
- 11) Charles C. Jalloh et Thomas Jada, *The Criminal Law of South Sudan* (Organisation internationale de droit du développement, Rome, 2013).
- 12) Charles C. Jalloh et Simon Meisenberg (dirs.), *The Law Reports of the Special Court for Sierra Leone: Volume 1: Prosecutor v. Brima, Kamara and Kanu* (Martinus Nijhoff Brill, Leiden, 2012).
- 13) Charles C. Jalloh (dir.), *Consolidated Legal Texts for the Special Court for Sierra Leone* (Martinus Nijhoff Brill, Leiden, 2007).

2. Articles publiés dans des revues juridiques évaluées par des comités de lecture et dans d'autres périodiques universitaires

- 1) Charles C. Jalloh et Leila N. Sadat, « Introduction to Special Issue on the ILC's Draft Articles on Prevention and Punishment of Crimes against Humanity », *African Journal of International Criminal Justice*, vol. 6, n° 2 (octobre 2020) p. 79 à 92.
- 2) Charles C. Jalloh, « The International Law Commission's First Draft Convention on Crimes against Humanity », *African Journal of International Criminal Justice*, vol. 5, n° 2 (février 2020), p. 119 à 167 (revu par un comité de lecture).
- 3) Charles C. Jalloh, « Introduction to Special Issue The Role and Contributions of the ILC to the Development of International Law, A Symposium Celebrating the 70th Anniversary of the ILC », *FIU Law Review*, vol. 13, n° 6 (octobre 2019), p. 975 à 987.
- 4) Charles C. Jalloh, « The Nature of the Crimes in the African Criminal Court », *Journal of International Criminal Justice*, vol. 15, n° 4 (septembre 2017), p. 799 à 826 (revu par un comité de lecture).
- 5) Charles C. Jalloh, « International Decision, International Criminal Court, Appeals Chamber, Prosecutor v. William Ruto, Decision on Appeal of Subpoena to Kenya », *American Journal of International Law*, vol. 109, n° 3 (juillet 2015), p. 610 à 616 (revu par un comité de lecture).
- 6) Charles C. Jalloh, « The Law and Politics of the Charles Taylor Case », *Denver Journal of International Law and Policy*, vol. 43, n° 3 (mai 2015), p. 229 à 276.
- 7) Charles C. Jalloh, « The Special Tribunal for Lebanon: A Defense Perspective », *Vanderbilt Journal of Transnational Law*, vol. 47, n° 3 (juin 2014), p. 765 à 824.
- 8) Charles C. Jalloh, « Reflections on the Indictments of Sitting Heads of State and Government and Its Consequences for Peace, Stability and Reconciliation in Africa », *African Journal of Legal Studies*, vol. 7, n° 1 (mars 2014), p. 43 à 59.
- 9) Charles C. Jalloh, « International Decision, Special Court for Sierra Leone, Appeals Chamber Judgment in Prosecutor v. Charles Ghankay Taylor », *American Journal of International Law*, vol. 108, n° 1 (janvier 2014), p. 58 à 66.
- 10) Charles C. Jalloh, « Prosecuting those Bearing "Greatest Responsibility": The Lessons of the Special Court for Sierra Leone », *Marquette Law Review*, vol. 96, n° 3 (2013), p. 863 à 911.
- 11) Charles C. Jalloh, « What Makes a Crime Against Humanity a Crime Against Humanity », *American University International Law Review*, vol. 28, n° 2 (2013), p. 381 à 441.
- 12) Charles C. Jalloh, « Kenya vs. The ICC Prosecutor », *Harvard International Law Journal Online*, vol. 53 (août 2012), p. 269 à 285.
- 13) Charles C. Jalloh, « Does Living by the Sword mean Dying by the Sword? », *Penn State Law Review*, vol. 117, n° 3 (2012), p. 707 à 753.
- 14) Charles C. Jalloh, « International Decision, International Criminal Court, Judgment on the Appeal of the Republic of Kenya Against Pre-Trial Chamber Decision Denying Inadmissibility of the Kenya Situation », *American Journal of International Law*, vol. 106, n° 1 (janvier 2012), p. 118 à 125.

- 15) Charles C. Jalloh, « Africa and the International Criminal Court : Collision Course or Cooperation? », *North Carolina Central Law Review*, vol. 34, n° 2 (2012), p. 203 à 229.
- 16) Charles C. Jalloh, « Special Court for Sierra Leone: Achieving Justice? », *Michigan Journal of International Law*, vol. 32, n° 3 (printemps 2011), p. 395 à 460 (article principal).
- 17) Charles C. Jalloh, « International Decision, International Criminal Court, Decision on the Authorization of an Investigation into the Situation in the Republic of Kenya », *American Journal of International Law*, vol. 105, n° 3 (juillet 2011), p. 540 à 547.
- 18) Charles C. Jalloh, Dapo Akande et Max du Plessis, « Assessing the African Union Concerns About Article 16 of the Rome Statute of the International Criminal Court », *African Journal of Legal Studies*, vol. 4, n° 1 (mars 2011), p. 5 à 50.
- 19) Charles C. Jalloh, « International Decision, African Court on Human and Peoples' Rights, Michelot Yogogombaye v. Republic of Senegal », *American Journal of International Law*, vol. 104, n° 4 (octobre 2010), p. 620 à 628.
- 20) Charles C. Jalloh, « Universal Jurisdiction, Universal Prescription? », *Criminal Law Forum*, vol. 21, n° 1 (mars 2010), p. 1 à 65 (article principal).
- 21) Charles C. Jalloh, « Regionalizing International Criminal Law? », *International Criminal Law Review*, vol. 9, n° 3 (juillet 2009), p. 445 à 499 (article principal).
- 22) Charles C. Jalloh, « The Contribution of the Special Court for Sierra Leone to the Development of International Law », *African Journal of International and Comparative Law*, vol. 15, n° 2 (septembre 2007), p. 165 à 207 (article principal).
- 23) Vincent O. Nmehielle et Charles C. Jalloh, « The Legacy of the Special Court for Sierra Leone », *The Fletcher Forum of World Affairs*, vol. 30, n° 2 (mai 2006), p. 107 à 124.

3. Chapitres d'ouvrages

- 1) Charles C. Jalloh, « The Place of the African Criminal Court in the Prosecution of Serious Crimes in Africa », in Charles Jalloh et Ilias Bantekas (dirs.), *The International Criminal Court and Africa* (Oxford University Press, Oxford, Royaume-Uni, décembre 2017), p. 290 à 319.
- 2) Charles C. Jalloh, « The Distinction between International and Transnational Crimes », in Harmen van der Wilt et Christophe Paulussen (dirs.), *Legal Responses to International and Transnational Crimes: Towards an Integrative Approach* (Edward Elgar Publishers, Cheltenham, novembre 2017), p. 272 à 302.
- 3) Charles C. Jalloh, « Towards Greater Synergies between Courts and Truth Commissions in Post-Conflict Contexts: Lessons from Sierra Leone », in Margaret deGuzman & Diane Amann (dirs.), *Arcs of Global Justice: Essays in Honour of William A. Schabas* (Oxford University Press, New York, décembre 2017), p. 417 à 444.
- 4) Charles C. Jalloh, « Charles Taylor », in William A. Schabas (dir.), *Cambridge Companion to International Criminal Law* (Cambridge University Press, New York, 2016), p. 312 à 332.

- 5) Alhagi B.M. Marong et Charles C. Jalloh, « Transfer of Cases Under the Jurisprudence of the ICTR and Lessons Learned for the ICC », in Charles C. Jalloh et Alhagi Marong (dirs.), *Promoting Accountability Under International Law for Gross Human Rights Violations in Africa* (Martinus Nijhoff Brill, Leiden, 2015), p. 407 à 439.
- 6) Charles C. Jalloh et Andrew Morgan, « International Criminal Justice Processes in Rwanda and Sierra Leone: Lessons for Liberia », in Charles C. Jalloh et Olufemi Elias (dirs.), *Shielding Humanity: Essays in International Law in Honour of Judge Abdul G. Koroma* (Martinus Nijhoff Brill, Leiden, 2015), p. 447 à 512.
- 7) Charles C. Jalloh, « The Role of Non-Governmental Organizations in Advancing International Criminal Justice », in M. Cherif Bassiouni (dir.), *Globalization and Its Impact on the Future of Human Rights and International Criminal Justice* (Intersentia, Anvers, 2015), p. 589 à 616 (sollicité).
- 8) Charles C. Jalloh, « (Re)Defining Crimes Against Humanity for a Jus Post Bellum World », in Larry May et Elizabeth Edenberg (dirs.), *Jus Post Bellum and Transitional Justice* (Cambridge University Press, Cambridge, 2013), p. 113 à 151 (sollicité).
- 9) Charles C. Jalloh, « Self-Representation and the Use of Assigned, Standby and Amicus Counsel », in Linda Carter et Fausto Pocar (dirs.), *International Criminal Procedure: The Interface of Civil and Common Law Legal Systems* (Edward Elgar, Cheltenham, 2013), p. 125 à 165.
- 10) Charles C. Jalloh et Amy DiBella, « Equality of Arms in International Criminal Law: Continuing Challenges », in William A. Schabas et al. (dirs.), *The Ashgate Research Companion to International Criminal Law: Critical Perspectives* (Ashgate, Farnham, 2013), p. 251 à 288.
- 11) Charles C. Jalloh, « The International Criminal Court on Trial », in Chile Eboe-Osuji (dir.), *Protecting Humanity: Essays in International Law and Policy in Honour of Navanethem Pillay* (Martinus Nijhoff Brill, Leiden, 2010), p. 478 à 518.
- 12) Alhagi Marong, Charles C. Jalloh et David Kinnecome, « Concurrent Jurisdiction at the ICTR: Should the Tribunal Refer Cases to Rwanda? », in Emmanuel Decaux et al. (dirs.), *From Human Rights to International Criminal Law: Studies in Honour of an African Jurist, The Late Judge Laity Kama* (Martinus Nijhoff Brill, Leiden, 2007), p. 159 à 201 (sollicité).

V. PRINCIPALES DISTINCTIONS PROFESSIONNELLES, BOURSES ET PRIX

- 1) *Candidat à la Commission de droit international*, approuvé à deux reprises par le Conseil exécutif de l'Union africaine, 27^e et 37^e sessions ordinaires (Kigali, 2016 et Addis-Abeba, 2020).
- 2) *Membre et Président* du Groupe d'experts pour l'élection de la Procureure ou du Procureur de la Cour pénale internationale, Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, 2019-2020 (candidature présentée par la Sierra Leone et approuvée par les États parties africains de la CPI en tant que candidat du Groupe des États d'Afrique).
- 3) *Titulaire de la chaire Fulbright Lund University en droit international public* de la faculté de droit de l'Université de Lund et de l'Institut Raoul Wallenberg des droits de l'homme et du droit humanitaire, Lund, Suède, 2018-2019.

- 4) *Conseil externe*, Commission de l'Union africaine, Cour pénale internationale, Chambre d'appel, *Procureur c. Omar Hassan Al Bashir*, 2018-2019.
- 5) *Recteur et lauréat du prix FIU Faculty Senate Award for Excellence in Research and Creative Activities* de la Florida International University, Miami, 2018.
- 6) *Lauréat du FIU Top Scholar Award* du Bureau du recteur de la Florida International University, 2015.
- 7) *Rapporteur principal* des experts juridiques indépendants sur l'élaboration des instruments juridiques utiles à la création du Tribunal mixte pour le Soudan du Sud, Commission de l'Union africaine, New York, 16-23 décembre 2016.
- 8) *Conseil externe (amicus curiae)*, Commission de l'Union africaine, *Procureur c. William Ruto et Joshua Sang*, Cour pénale internationale, Chambre d'appel, 2015-2016.
- 9) *Membre désigné et Rapporteur* du Comité de l'Association de droit international sur la complémentarité en droit pénal international, Royaume-Uni, 2014-2016 (l'un des trois seuls universitaires désignés par la branche américaine de l'Association).
- 10) *Titulaire de la bourse de la Buchanan Ingersoll and Rooney Faculty*, 2013-2014, Faculté de droit de l'Université de Pittsburgh (sélectionné par le doyen de la faculté de droit à la suite d'un processus de candidature compétitif lancé pour soutenir une bourse originale susceptible d'avoir une « incidence élevée » sur le développement du droit).
- 11) *Désigné* par le Groupe des États d'Afrique pour le « Débat spécial demandé par l'Union africaine sur l'inculpation de chefs d'État et de gouvernement en exercice et ses conséquences sur la paix, la stabilité et la réconciliation », Cour pénale internationale, Assemblée des États Parties, douzième session, La Haye, Pays-Bas, novembre 2013.
- 12) *Expert invité* par le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies pour la 67^e session, « L'avenir de la justice pénale internationale en Afrique », Assemblée générale des Nations Unies, débat thématique sur la justice pénale internationale, ONU, New York, avril 2013.
- 13) *Membre associé* du Sierra Leone Institute of International Law, Freetown, Sierra Leone, juillet 2012 (distinction décernée à un universitaire qui a « fait progresser la compréhension du droit international en Afrique »).
- 14) *Titulaire de la chaire RJ Reynolds Distinguished Visiting Professorship* de la faculté de droit de la North Carolina Central University, Raleigh-Durham, août 2010.
- 15) *Avocat de permanence désigné par le tribunal*, nommé par les juges de la Chambre de première instance II, *Procureur c. Charles Ghankay Taylor*, Tribunal spécial pour la Sierra Leone, La Haye, juin-août 2007.
- 16) *Titulaire de la bourse Chevening*, Bureau britannique des affaires étrangères et du Commonwealth, 2006-2007.

VI. AUTRES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES

1. Affiliation à des organismes spécialisés et services rendus à la profession juridique

- 1) *Membre* du Conseil des conseillers sur l'application du Statut de Rome à la cyberguerre, organisé conjointement par les Missions permanentes de

l'Argentine, de l'Autriche, de la Belgique, de l'Espagne, de l'Estonie, du Liechtenstein, du Luxembourg, du Portugal et de la Suisse auprès de l'ONU et le Global Institute for the Prevention of Aggression, New York, 2019-2020.

- 2) *Membre et Rapporteur* du Comité de l'Association de droit international sur la complémentarité en droit pénal international, 2014-2016.
- 3) *Membre désigné* du Groupe consultatif auprès du Président du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, La Haye, Pays-Bas, 2012-2015.
- 4) *Membre invité* du Conseil consultatif du Comité de l'Association internationale du barreau pour les crimes de guerre, Royaume-Uni, 2011-2017.
- 5) *Membre* du Conseil consultatif d'eyeWitness, Association internationale du barreau, Royaume-Uni, depuis 2013.
- 6) *Coprésident (élu)* du Groupe d'intérêt sur le droit pénal international, *American Society of International Law*, États-Unis d'Amérique, 2012-2014.
- 7) Avocat au Barreau de l'Ontario et à la Cour d'appel de l'Ontario (Canada), depuis juin 2004.

2. Principales conférences et interventions

- 1) *Conférencier*, eAcadémie CIL, Université nationale de Singapour, 2020.
- 2) *Conférencier* dans le cadre du cours régional de droit international des Nations Unies, Addis-Abeba, Éthiopie, 2018.
- 3) *Conférencier* à l'Académie internationale des principes de Nuremberg, Allemagne, 2016.
- 4) *Conférencier* dans le cadre du programme de droit international des droits de l'homme de l'Université d'Oxford et de l'Université George Washington, Oxford, Royaume-Uni, 2015.
- 5) *Professeur invité* au programme d'été de la Southwestern Law School, Vancouver, Canada, 2013.
- 6) *Conférencier* à l'International Law Institute, African Center for Legal Excellence, Kampala, Ouganda, 2012.
- 7) *Professionnel invité* à la Cour pénale internationale, La Haye, Pays-Bas, 2011.
- 8) *Chercheur invité* à l'Institut de droit international et comparé en Afrique de l'Université de Pretoria, Pretoria, Afrique du Sud, 2011.

3. Sélection de présentations liées à la Commission de droit international et autres

- 1) Auteur présentant son livre « The Legal Legacy of the Special Court for Sierra Leone », Atelier sur la théorie juridique, *École de droit de l'Université de Miami*, en ligne, 5 novembre 2020.
- 2) Intervenant, « réunion d'ouverture : l'ONU à 75 ans », Conférence sur le droit international en période difficile, *Division américaine de l'Association de droit international*, en ligne, 24 octobre 2020.
- 3) Intervenant, « Conséquences juridiques des pandémies : une évaluation sur dix mois », ONU, New York, 16 octobre 2020 (manifestation en ligne coorganisée avec les *Missions permanentes du Chili, du Portugal, de la Sierra Leone, de la Turquie et du Viet Nam auprès de l'ONU*).

- 4) Coorganisateur et conférencier, « Dialogue informel sur les crimes contre l'humanité », ONU, New York, 24 juillet 2020 (manifestation en ligne coorganisée avec les *Missions permanentes de l'Autriche, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande, de la Sierra Leone et de la Tchéquie auprès de l'ONU* en collaboration avec l'*Université internationale de Floride* et l'*Université Washington de St. Louis*).
- 5) Intervenant, « À l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la justice internationale, défendre la justice internationale : le droit, pas la guerre », New York, 17 juillet 2020 (manifestation virtuelle organisée par les *Missions permanentes du Liechtenstein, de l'Espagne, de l'Estonie et de la Tchéquie auprès de l'ONU*).
- 6) Intervenant, « Atrocités criminelles et justice internationale : un facteur de dissuasion efficace », en ligne, 16 juillet 2020, *Centre mondial pour la responsabilité de protéger*.
- 7) Intervenant, « La CPI et au-delà : réévaluer la promesse de justice internationale », 114^e réunion annuelle, en ligne, 26 juin 2020, *American Society of International Law*.
- 8) Président et Intervenant sur les crimes contre l'humanité, « Troisième réunion du Conseil des conseillers sur l'application du Statut de Rome à la cyberguerre », Mission permanente du Liechtenstein, New York, 29 janvier 2020 (organisée par les *Missions permanentes de l'Argentine, de l'Autriche, de la Belgique, de l'Espagne, de l'Estonie, du Liechtenstein, du Luxembourg, du Portugal et de la Suisse auprès de l'ONU* et par le *Global Institute for the Prevention of Aggression*).
- 9) Conférence sur la justice mondiale, « Le projet de convention de la Commission du droit international sur la prévention et la répression des crimes contre l'humanité », *Centre de droit international de l'Université d'Amsterdam*, 4 décembre 2019.
- 10) Intervenant, « Les intérêts collectifs en droit international », ONU, New York, 31 octobre 2019 (manifestation organisée par les *Missions permanentes de l'Allemagne et du Chili auprès de l'ONU*).
- 11) Intervenant, « Le projet de convention de la CDI sur les crimes contre l'humanité », débat d'experts et dialogue interactif, Mission permanente de l'Allemagne auprès de l'ONU, German House, New York, 29 octobre 2019 (manifestation organisée par les *Missions permanentes de l'Allemagne, du Chili et de la Sierra Leone auprès de l'ONU*, avec le coparrainage du Whitney R. Harris World Law Institute de l'*Université Washington de St. Louis*).
- 12) Coorganisateur et conférencier, « La CDI, la voie à suivre pour une compétence pénale universelle : dialogue informel avec les États, le monde universitaire et la société civile », ONU, New York, 28 octobre 2019 (manifestation coorganisée avec les *Missions permanentes du Costa Rica, de la Finlande, de la Gambie, de la République tchèque et de la Sierra Leone auprès de l'ONU*).
- 13) Réunion d'information à l'intention des conseillers juridiques de la Sixième Commission issus du Groupe des États d'Afrique, « La 71^e session de la Commission du droit international », *Mission permanente d'observation de l'Union africaine auprès de l'ONU*, 6 septembre 2019.
- 14) Coorganisateur et conférencier, « La CDI, la voie à suivre pour une compétence pénale universelle : dialogue informel avec les États, le monde universitaire et la société civile », Académie de droit humanitaire et de droits humains à Genève,

Genève, 17 mai 2019 (manifestation coorganisée avec les *Missions permanentes de l'Autriche, du Costa Rica, de la Gambie, de la République tchèque et de la Sierra Leone auprès de l'ONU*).

- 15) Coorganisateur et conférencier, « Table ronde d'experts de Genève sur le règlement intérieur de la Cour africaine de justice et des droits de l'homme », *Université de Genève*, 17-18 mai 2019.
- 16) Conférencier, « La CDI et les crimes contre l'humanité : des progrès accomplis en faveur du droit international ? », *Ministère danois des affaires étrangères et Université du Sud du Danemark*, Copenhague, 19 mars 2019.
- 17) Conférencier principal, « La Commission du droit international et la compétence pénale universelle », 3^e atelier de droit international d'Öresund, *Université de Copenhague*, Faculté de droit et iCourts, Copenhague, Danemark, 17 décembre 2018.
- 18) Animateur et conférencier de la faculté, *FIU Law Review*, symposium spécial sur le 70^e anniversaire de la Commission du droit international, « Le rôle et les contributions de la Commission du droit international au développement du droit international : codification, développement progressif, ou les deux ? », *Florida International University*, Miami, Floride, 26-27 octobre 2018.
- 19) Chargé de cours, « Introduction à la Commission du droit international », Faculté de droit de la *Queen's University*, Kingston, Ontario, Canada, 1^{er} octobre 2018.
- 20) Conférencier, « Les projets d'articles de la Commission du droit international sur les crimes contre l'humanité », International Criminal Court Scholars Forum, Centre Grotius d'études juridiques internationales de l'*Université de Leiden*, La Haye, 15 juin 2018.
- 21) Conférence spéciale, « Le Tribunal spécial pour la Sierra Leone et son héritage : incidences pour l'Afrique et le droit pénal international », *Médiathèque de droit international des Nations Unies*, Codification, Bureau des affaires juridiques, New York, 18 avril 2018.
- 22) Coorganisateur et conférencier, « Le procès de Hissène Habré : un tournant pour la justice africaine et mondiale ? », *The Habré Research Project*, Hôtel Novotel, Dakar, Sénégal, 22-23 février 2018.
- 23) Conférencier et commentateur, « La politique de la justice internationale », Gerald R. Ford School of Public Policy, *Université du Michigan*, Ann Arbor, 19 janvier 2018.
- 24) Intervenante, « Progrès accomplis dans l'élaboration d'une convention sur la prévention et la répression des crimes contre l'humanité », manifestation parallèle de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale, ONU, New York, 11 décembre 2017 (organisée par le *Whitney Harris World Law Institute de l'Université Washington de St. Louis* et coparrainée par les *Missions permanentes de l'Allemagne, du Chili, de la Corée du Sud, de la Jordanie et de la Sierra Leone auprès de l'ONU*).
- 25) Intervenante, « Tresser les fils de la justice : la justice interne, régionale, hybride et la justice de la Cour pénale internationale », ONU, New York, 7 décembre 2017 (organisée par la *Fondation Wayamo* et l'*Africa Group for Justice and Accountability*).
- 26) Intervenante, « Le rôle du droit international et du règlement pacifique des différends dans la prévention des conflits », 28^e réunion des conseillers

- juridiques, ONU, New York, 24 octobre 2017 (manifestation organisée par la *Mission permanente de la Suède auprès de l'ONU*).
- 27) Conférencier, « Maintenir la paix grâce au renforcement des droits humains dans le droit international », ONU, New York, 22 septembre 2017 (manifestation de haut niveau coorganisée par les *Missions permanentes de la Sierra Leone, des Pays-Bas et du Costa Rica auprès de l'ONU*).
 - 28) Conférencier (deux groupes de discussion), « Justice pénale mondiale : succès, défis et orientations futures », Conférence Dash, *Georgetown Law School*, Washington, 3 avril 2017.
 - 29) Intervenant, « Perspectives européennes et américaines sur l'ordre juridique international », 23 mars 2017, *Centre européen d'excellence Jean Monnet, School of International Public Affairs*, Miami, 23 mars 2017.
 - 30) Conférencier, « Le travail de la Commission du droit international », ONU, New York, 21 octobre 2016 (manifestation organisée par les *Missions permanentes de l'Afrique du Sud, de la Sierra Leone, du Malawi et de la Côte d'Ivoire auprès de l'ONU*).
 - 31) Modérateur, « Le droit international et la pratique des États : existe-t-il un fossé Nord/Sud ? », 77^e conférence biennale, *Association de droit international*, Johannesburg, Afrique du Sud, 9 août 2016.
 - 32) Intervenant, « Le rôle de l'EIIL et l'avenir du droit international : cohérence ou chaos », *Conférence annuelle du Conseil canadien de droit international*, Ottawa, Canada, 5 novembre 2015.
 - 33) Commentateur, « Réunion d'experts internationaux sur l'emploi illégal de la force : reconceptualiser les lois de la guerre », *Whitney Harris World Law Institute de l'Université Washington de St. Louis*, St. Louis, Missouri, 11-12 septembre 2015.
 - 34) Chargé de cours, « Les Nations Unies et les tribunaux internationaux », Cours 126 pour officiers supérieurs, *Collège de défense de l'OTAN*, Rome, Italie, 16 mars 2015.
 - 35) Conférencier principal, « La Cour pénale africaine », Conférence sur les géographies de la justice, *Institute for Security Studies*, Addis-Abeba, Éthiopie, 20 novembre 2014.
 - 36) Conférencier principal, « Les incidences du Conseil de sécurité sur le travail de la Cour pénale internationale », Faculté de droit de l'*Université d'Oslo*, Oslo, Norvège, 28 août 2014.
 - 37) Conférencier principal, « L'Afrique, le Conseil de sécurité et la Cour pénale internationale », *Institut des sciences juridiques appliquées de La Haye*, La Haye, Pays-Bas, 23 mai 2014.
 - 38) Intervenant, « Débat interactif », Session spéciale de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la *Cour pénale internationale* demandée par l'Union africaine (La Haye, Pays-Bas), 27 novembre 2013 (l'un des deux seuls universitaires à participer au tout premier débat interactif tenu par 122 États membres de la CPI ; désigné par les États parties d'Afrique, par consensus, en tant « qu'expert reconnu de la relation entre l'Afrique et la CPI »).
 - 39) Présentateur, « Qu'est-ce qui constitue un crime contre l'humanité ? », Série de conférences du Bureau du Procureur de la *Cour pénale internationale*, La Haye, Pays-Bas, 12 février 2013.

- 40) Animateur et conférencier, « L'Afrique et la Cour pénale internationale », *American Society of International Law*, 106^e réunion annuelle, Washington, D.C., 29 mars 2012.

Likando Kalaluka (Zambie)

Extrait d'une note verbale datée du 15 mars 2021, adressée par la Mission permanente de la Zambie auprès de l'Organisation des Nations Unies

M. Kalaluka occupe actuellement le poste de Procureur général de la République de Zambie ; en tant que Conseiller juridique en chef, il supervise des services essentiels, notamment ceux chargés du droit international. À ce titre, M. Kalaluka a représenté la Zambie dans diverses instances régionales et internationales et a notamment présenté des plaidoiries devant la Cour internationale de Justice, à La Haye.

Likando Kalaluka, Procureur de la République

Poste : Procureur général, Gouvernement de la République de Zambie

Profession : Juriste

Date de naissance : 26 avril 1977

Principales qualifications

Master en droit, Droit international et comparé et politiques en matière de handicap, Université nationale d'Irlande, Galway (2011)

Licence en droit, Université de Zambie, Lusaka (2002)

Institut zambien de formation juridique avancée (Zambia Institute of Advance Legal Education). Habilité à exercer la profession d'avocat près la Haute Cour de Zambie (2004)

Formation « Accelerated Route to Fellowship » (Parcours accéléré d'accès au statut de Fellow) du Chartered Institute of Arbitrators (CI Arb), Centre international d'arbitrage et de médiation d'Abuja (Nigéria), novembre 2019.

Formation à la rédaction de sentences arbitrales, Chartered Institute of Arbitrators (CI Arb), août 2020.

Membre du Chartered Institute of Arbitrators (Zambie) : expérience dans le mode alternatif de règlement des conflits (ADR).

Juriste (plus de **seize ans d'exercice** au Barreau zambien) possédant une vaste expérience en droit constitutionnel et administratif, droits de l'homme, marchés publics, droit des affaires, droit pénal et droit de la propriété intellectuelle, y compris s'agissant de litiges dans ces domaines du droit.

Principales expériences professionnelles

En ma qualité de Procureur général de la République de Zambie (depuis avril 2015 à ce jour), j'assume la fonction de Conseiller juridique en chef du Gouvernement et suis membre du Cabinet.

À ce titre, je préside l'Autorité de lutte contre le blanchiment d'argent (Anti-Money Laundering Authority), qui définit les orientations politiques et prodigue des conseils sur les mesures à prendre pour prévenir et détecter le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme en Zambie.

En tant que bâtonnier du Barreau zambien, je préside le Conseil de l'Institut zambien de formation juridique avancée (Zambia Institute of Advance Legal Education) ainsi que la Commission disciplinaire de l'Association juridique de Zambie (Law Association of Zambia).

Dans le cadre du Bureau du Procureur général, je supervise trois départements, à savoir :

- Rédaction de textes législatifs et révision des lois (élaboration de projets de loi et de textes réglementaires) ;
- Contentieux civil et recouvrement de créances (représentation du Gouvernement dans les procédures civiles auxquelles il est partie) ;
- Droit international et accords (fourniture de conseils au sujet des accords, traités ou conventions auxquels le Gouvernement a l'intention de devenir partie ou porte un intérêt avant leur signature).

En tant qu'ancien associé chez Ellis & Co., j'ai une expérience de l'administration générale et de la gestion de personnel.

Ancien Secrétaire honoraire du Conseil de l'Association juridique de Zambie : j'ai joué un rôle de premier plan, entre autres, dans les domaines suivants de la profession juridique : transactions commerciales, perfectionnement professionnel continu, droits humains et éducation.

Ancien membre du Groupe multipartite qui a dirigé la phase de mise à l'essai de l'Initiative pour la transparence dans le secteur de la construction en Zambie : je connais très bien le secteur de la construction et les exigences en matière de publication d'informations aux fins de l'amélioration de la transparence.

Ancien membre du Conseil d'administration de l'Autorité fiscale zambienne (Zambia Revenue Authority), qui administre et supervise le régime fiscal du pays.

J'ai participé à l'Université internationale d'été (du 5 au 11 juin 2011) consacrée à la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, sur le thème « From Paper Rules to Action » (Des écrits aux actes), où j'ai acquis des compétences pratiques liées à l'application de la Convention et appris à rédiger des rapports parallèles. J'ai également reçu le Certificat d'excellence pour avoir fait partie de la meilleure délégation à l'Université internationale d'été de 2011.

Connaissances en informatique (Microsoft Word, Excel et Power Point).

Formation

Université nationale d'Irlande, Galway : Master en droit (2012). Spécialité droit international et comparé des droits de l'homme et du handicap.

Université de Zambie : Licence en droit (2002). Domaines d'études : droit des contrats, droit des affaires, droit du commerce international, sociologie, psychologie, philosophie, sciences politiques et administration publique, entre autres.

Institut zambien de formation juridique avancée : Certificat de pratique du droit. Avocat près la Haute Cour de Zambie (janvier 2003) et tous les tribunaux de Zambie, y compris la Cour suprême, la Cour constitutionnelle et la Cour d'appel. Travaux dans les domaines suivants : comptabilité, droit des affaires et procédure commerciale, éthique professionnelle, transfert de propriété, procédures de la Haute Cour et du tribunal de première instance, droit et procédure des sociétés, divorce et droit matrimonial et droit de la preuve, entre autres.

Chartered Institute of Arbitrators : Formation initiale internationale (octobre 2007). Domaines d'étude : médiation, arbitrage, négociations et autres modes alternatifs de règlement des conflits (ADR), entre autres.

Chartered Institute of Arbitrators : Accelerated Route to Fellowship (février 2020). Engagement exceptionnel démontré à atteindre les plus hauts niveaux de

connaissances, de compétences et de conduite en matière d'arbitrage international et de règlement des conflits.

Chartered Institute of Arbitrators : Rédaction de sentences arbitrales (décembre 2020). Compétences clés avérées permettant de comprendre les exigences techniques de la rédaction de sentences arbitrales.

École secondaire pour garçons de Kabulonga : GCE (diplôme d'études secondaires), niveau de base (1994).

École primaire de Regiment : Certificat d'études primaires (1989).

Expérience professionnelle et recherche

Comparution et présentation de plaidoiries devant la Cour internationale de Justice (La Haye) dans l'affaire opposant la République de Maurice au Royaume-Uni concernant la décolonisation des îles de l'archipel des Chagos.

Participation, en tant qu'expert, à la promulgation du texte et du contenu du projet de Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme, relatif aux droits des personnes handicapées. Participation à la table ronde d'experts sur le projet de Protocole à l'Université de Pretoria du 21 au 22 août 2014.

Participation, en qualité d'expert et de personne ressource clé, à la promulgation du projet de loi zambienne sur la santé mentale de 2014.

Publication d'un chapitre dans le premier volume de l'African Disability Rights Yearbook [(2013) 1 ADRY], Pretoria University Law Press (2013).

Coauteur d'un rapport national sur la Zambie dans l'African Disability Rights Yearbook [(2014) 2 ADRY], Pretoria University Law Press (2014).

Expérience de travail à Londres avec Inter-rights, une organisation non gouvernementale internationale de promotion et de protection des droits humains.

Ancien chargé de cours en droit constitutionnel à l'Université de Lusaka (temps partiel).

Ancien conseiller juridique à Disability Rights Watch, une organisation de la société civile œuvrant à la promotion des droits des personnes en situation de handicap.

Ancien Président de la Commission de l'aide juridictionnelle de l'Association juridique de Zambie. Collaborateur principal du Groupe Gouvernance et Justice pour l'enquête sur l'aide juridique (« Legal Aid Survey ») : Zambie.

Ancien Président de la Commission de l'aide juridictionnelle de l'Association juridique de Zambie. Ancien Président du Groupe de référence dans le cadre de l'analyse de la situation en ce qui concerne l'accès à la justice.

Dans le cadre de mon Master en droit international et comparé et politiques en matière de handicap, les travaux nécessaires à la rédaction de mon mémoire intitulé « La Convention relative aux droits des personnes handicapées : Vers une stratégie efficace en matière de litiges en Afrique » m'ont conduit à mener des recherches en Zambie et dans un certain nombre de pays d'Afrique.

J'ai également suivi, dans le cadre de ce même Master, deux modules consacrés à la recherche et aux méthodes juridiques avancées d'une part, et à l'introduction à la recherche qualitative et quantitative d'autre part.

J'ai présenté un document lors du débat public de l'Association médicale de Zambie (Zambia Medical Association) sur la loi relative à la santé du Président de la République, qui s'est tenu à l'hôtel Pamodzi, à Lusaka (décembre 2014).

Autres informations

2006-2013 : Fondateur et Président de Alive and Kicking Zambia Limited, société de bienfaisance à responsabilité limitée qui œuvre en faveur de la lutte contre le VIH/sida, le paludisme et d'autres virus par la fabrication de ballons de football, de netball et de rugby en cuir faits main.

2008-2010 : Membre (Trustee) du Conseil d'administration de l'Institut zambien de marketing (Zambia Institute of Marketing).

Depuis 2014 : Administrateur d'église, Grace Ministries Mission International, Achievers Church Mission Centre.

Connaissances linguistiques

Anglais, lozi et nyanja

Vigen Kocharyan (Arménie)

Extrait d'une note verbale datée du 10 mars 2021, adressée par la Mission permanente de l'Arménie auprès de l'Organisation des Nations Unies

M. Vigen Kocharyan est un éminent juriste, académicien et une personnalité publique ; il siège actuellement comme juge au Conseil supérieur arménien de la magistrature et enseigne le droit international à l'Université d'État d'Erevan. Il est membre de la Commission de réforme constitutionnelle d'Arménie et de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) du Conseil de l'Europe. On trouvera ci-joint le curriculum vitae de M. Vigen Kocharyan.

Fonctions actuelles

Vigen Kocharyan est un éminent juriste, académicien et homme d'État qui siège actuellement comme juge au Conseil supérieur arménien de la magistrature et enseigne le droit international à l'Université d'État d'Erevan et à l'École diplomatique d'Arménie. Il est également membre de la Commission de réforme constitutionnelle d'Arménie et de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance du Conseil de l'Europe.

Formation

Vigen Kocharyan a obtenu son doctorat en droit international en 1996 à l'Université d'État de Saint-Petersbourg (Russie), après avoir obtenu un diplôme de droit avec mention à la faculté de droit de l'Université d'État d'Erevan en 1993. M. Kocharyan a été chercheur invité et a participé à plusieurs programmes de formation dans divers établissements universitaires, dont l'Université de Cambridge (Cambridge, Royaume-Uni), l'Université de Californie/Berkeley (Berkeley, États-Unis) et l'Université d'Europe centrale (Budapest, Hongrie).

Expérience professionnelle

Activités académiques

M. Kocharyan enseigne le droit à l'Université d'État d'Erevan depuis 1996. Il a ainsi introduit dans les programmes d'enseignement une série de cours sur le droit international, le droit international des droits de l'homme et le droit européen. L'un des principaux spécialistes du droit international en Arménie, il a fondé la Chaire de droit européen et international de l'Université d'État d'Erevan en 2006 et a encadré plus de 20 doctorants. M. Kocharyan donne également des cours de droit international à l'École diplomatique d'Arménie.

Associations professionnelles

- Directeur exécutif de l'Association du Barreau de la République d'Arménie (1997-2009) et Vice-Président (2009-2015)
- Membre du Conseil de l'Association arménienne de droit international et de l'Association arménienne d'études européennes

Expérience professionnelle dans la fonction publique

- Membre de la Commission présidentielle chargée des amendements constitutionnels (1999-2004).
 - Auteur de plusieurs amendements à la Constitution arménienne, y compris des dispositions concernant les relations entre le droit international et le droit national.

- Vice-Ministre de la justice de l'Arménie (2015-2019).
 - Principales responsabilités : coopération juridique internationale, traités internationaux, droits de l'homme et aide juridictionnelle internationale.
 - M. Kocharyan a mené plusieurs initiatives législatives de premier plan au nom du Gouvernement et a facilité la ratification d'un certain nombre de traités internationaux majeurs.
 - Il a été le négociateur juridique en chef de l'Accord de partenariat global et renforcé avec l'Union européenne et de plusieurs autres instruments internationaux.

Expérience professionnelle avec des organisations internationales

- Représentant de l'Arménie à la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (Conseil de l'Europe) (2001-2015).
 - En tant que membre de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance, il a participé directement aux principales activités statutaires de la Commission, par exemple le suivi des pays, les travaux sur des thèmes généraux, les relations avec la société civile et les organes spécialisés.
 - En tant que Rapporteur, M. Kocharyan a effectué des visites de pays et préparé des rapports sur l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne et la Bosnie-Herzégovine.
 - Il a également participé à la rédaction des recommandations de politique générale de l'ECRI suivantes : n° 7 sur la législation nationale pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale (2002), n° 8 sur la lutte contre le racisme tout en combattant le terrorisme (2004), n° 9 sur la lutte contre l'antisémitisme (2004), n° 11 sur la lutte contre le racisme et la discrimination raciale dans les activités de la police (2007) et n° 13 sur la lutte contre l'antitsiganisme et les discriminations envers les Roms (2011).
 - M. Kocharyan a été reconduit dans ses fonctions de membre de la Commission en 2020.
- Membre du Comité consultatif de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales
 - En tant que membre du Comité consultatif, il a participé à l'évaluation de l'application de la Convention-cadre dans les États parties, ce qui implique l'examen des rapports présentés par les États et d'autres sources d'information, ainsi que des réunions avec des interlocuteurs gouvernementaux, des représentants de la société civile et d'autres parties concernées, la préparation de rapports détaillés par pays reprenant les résultats de l'évaluation, et la participation à la rédaction de commentaires thématiques sur différents aspects de la Convention-cadre.

Publications

Vigen Kocharyan est l'auteur de plus de 40 publications, dont une douzaine de monographies et de manuels, parmi lesquels le premier manuel arménien de droit international. Au fil des ans, il a été membre des conseils de rédaction du *Journal de droit international de Moscou*, de la revue juridique « State and Law » et de la revue juridique « Eurasian Legal Journal ».

Distinctions

- Vigen Kocharyan a reçu du Conseil suprême de l'Union économique eurasienne une médaille pour sa contribution au développement de l'Union économique eurasienne grâce à ses travaux sur les traités et règlements internationaux correspondants.
- En 2013 en reconnaissance de ses réalisations académiques, Vigen Kocharyan a reçu du Gouvernement arménien une médaille pour sa contribution précieuse à l'éducation et à la science.
- Les services remarquables rendus par le D^r Kocharyan dans la fonction publique ont été reconnus par le Conseil de l'Europe, qui lui a décerné le prix de « Government Reformer » (Réformateur de gouvernement) en 2017 pour sa contribution à la mise en œuvre de réformes juridiques en Arménie, à la promotion des droits fondamentaux et au dialogue entre le Gouvernement et la société civile.

Connaissances linguistiques

M. Kocharyan parle couramment l'anglais, le russe, l'arménien et a des connaissances de base en français.

Liste des publications

1. « Development and Contemporary Understanding of the Principle of Self-Determination of Peoples », (Documents de la conférence consacrée au 80^e anniversaire de la Faculté de droit de l'Université d'État d'Erevan : Erevan, YSU Press, 2014), p. 409 à 430).
2. « The problem of correlation between international legal principles of nations' self-determination and non-use of force », (Legality, N80, 2014), p. 53 à 58, coauteur : Meghryan Z.
3. « Importance of the practice of the European Court of Human Rights in the context of protecting the rights of national minorities », (Banber, Jurisprudence), 141.3, Erevan, 2013), p. 56 à 65.
4. « Problems of the formation of European standards in the field of combating discrimination and intolerance », (Problèmes modernes liés à l'amélioration de la réglementation juridique : aspects juridiques nationaux et internationaux. Recueil de documents de la conférence internationale scientifique et pratique consacrée au 80^e anniversaire de la faculté de droit de l'Université d'État d'Erevan, Erevan 2013), p. 145 à 159.
5. « The importance of the case law of the European Court of Human Rights in the context of the protection of national minorities », (Banber, Université d'État d'Erevan, (Jurisprudence), 141.3, Erevan, 2013), p. 43 à 56.
6. « Criminal Law of RA / Special Part Textbook for Higher Educational Institutions (sixth edition with changes and additions) », (Yerevan State University press, Erevan 2012), coauteurs : Sergey Araqelyan, Ara Gabuzyan, Harutyun Khachikyan, Gagik Ghazinyan, Norik Maghaqyan, Anna Margaryan, Tigran Simonyan, p. 1009 à 1038.
7. « The main stages in the development of international legal protection of the rights of national minorities », (Recueil des documents de la conférence, Erevan 2012), p. 212 à 226.
8. « Indigenous peoples and their protection in international law », (Banber, Université d'État d'Erevan, Journal scientifique (Jurisprudence), 138.3,

Erevan, 2012), p. 59 à 78.

9. « Criminal Law of RA / Special Part Textbook for Higher Educational Institutions (sixth edition with changes and additions) », (Yerevan State University press, Erevan 2011), coauteurs : Sergey Araqelyan, Ara Gabuzyan, Harutyun Khachikyan, Gagik Ghazinyan, Norik Maghaqyan, Anna Margaryan, Tigran Simonyan, p. 1024 à 1055.
10. « Criminal Law of RA / Special Part Textbook for Higher Educational Institutions (fourth edition with changes and additions) », (Yerevan State University press, Erevan 2011), coauteurs : Sergey Araqelyan, Ara Gabuzyan, Harutyun Khachikyan, Gagik Ghazinyan, Norik Maghaqyan, Anna Margaryan, Tigran Simonyan, p. 1045 à 1076.
11. « Protection of the rights of national minorities in the practice of the European Court of Human Rights », (Yerevan State University press, Erevan 2010), 208 pages.
12. « The case law of the European Court of Human Rights, Collection of educational materials 2nd edition (with additions and changes) », (Yerevan State University press, Erevan 2010), 1087 pages.
13. « The right to self-determination in modern international law », (<https://regnum.ru/news/polit/1240480.html>, 2010)
14. « Issues of international legal qualification and responsibility of the Armenian Genocide », (International relations. Armenian World, No. 1 (16), Erevan 2010), p. 44 et 45.
15. « Formation of European standards in the field of combating racism and intolerance », (Lawyer of Ukraine, No. 1, 2010), p. 44 à 49.
16. « Implementation of the right to a fair trial in the judicial system of the Republic of Armenia (monitoring results) », (Asoghik press, Erevan 2009), coauteurs : Ghazinyan G., Yengibaryan V., Harutyunyan A., Ghukasyan H., 220 pages
17. « Armenian Genocide in international legal documents », (Deuxième édition, Erevan 2016), 208 pages.
18. « The international legal categorization of the Armenian genocide and criminal responsibility for its denial », (Legality (journal scientifique-pratique et pédagogique-méthodique du Bureau du Procureur de la République d'Arménie), Édition spéciale, No. 1, Erevan, 2015), p. 40 à 56.
19. « The origin, development and modern content of the principle of self-determination of peoples in international law », (Le principe d'autodétermination des peuples et les problèmes de sa mise en oeuvre dans le droit international moderne, recueil d'articles scientifiques, YSU Press, Erevan 2009), p. 5 à 28.
20. « The dynamics of the formation of modern mechanisms for the protection of human rights and national minorities at the universal level », (Agricultural and land law N2 (50), Law and state, Moscou 2009), p. 109 à 119.
21. « Formation of the international legal system for the protection of human rights and national minorities », (Recueil de documents de la conférence scientifique consacrée au 75^e anniversaire de la faculté de droit de l'Université d'État d'Erevan, YSU press, Erevan 2008), p. 99 à 108.
22. « The case law of the European Court of Human Rights, Collection of educational materials », (Yerevan State University press, Erevan 2007),

492 pages.

23. « Criminal Law of RA / Special Part Textbook for Higher Educational Institutions (third edition with changes and additions) », (Yerevan State University press, Erevan 2007), p. 1011 à 1039.
24. « The problem of interaction between international and national law in the light of the constitutional reform of the Republic of Armenia », (State Law, №3, Erevan 2007), p. 20 à 30.
25. « Criminal Law of RA / Special Part Textbook for Higher Educational Institutions (second edition with changes and additions) », (Yerevan State University press, Erevan 2006), co-authors: Sergey Araqelyan, Ara Gabuzyan, Harutyun Khachikyan, Gagik Ghazinyan, Norik Maghaqyan, Anna Margaryan, Tigran Simonyan, p. 1009 à 1038.
26. « Access to justice. European experience and Armenian issues », (Association du Barreau de la République d'Arménie, Erevan 2005), coauteur : Melikyan R., 96 pages.
27. « Basis of human development, Textbook for master students », (Noyyan tapan press, Erevan 2004), coauteurs : N. Sahakyan, N. Yeghiazaryan, etc., 318 pages.
28. « Criminal Law of RA / Special Part Textbook for Higher Educational Institutions », (Yerevan State University press, Erevan 2004), coauteurs : Sergey Araqelyan, Ara Gabuzyan, Harutyun Khachikyan, Gagik Ghazinyan, Norik Maghaqyan, Anna Margaryan, Tigran Simonyan, p. 1009 à 1038.
29. « Constitutional reforms in the context of human rights protection », (Tesaket, №11, Erevan 2003), p. 2 à 6.
30. « International law », Manuel, (Yerevan State University press, Erevan 2002), 502 pages.
31. « Human rights and human development. Action for progress », (Rapport sur le développement humain, Arménie, 2000), coauteurs : Zorab Mnatsakanyan, Nune Yeghiazaryan, Gerasim Danielyan etc., 255 pages.
32. « Problems in ensuring compliance with international humanitarian law », (Russian Yearbook of international law / Russian Assoc. int. law, Saint-Pétersbourg, Russia-Neva, 2000), p. 103 à 108.
33. « International law and national minorities », (Yerevan State University press, Erevan 1999), 191 pages.
34. « Issues of international and domestic legal protection of women's and children's rights », (Recueil de rapports du séminaire sur le thème « Garanties pour la protection des droits humains et des libertés constitutionnelles », Tigran Mets press, Erevan 1997), p. 21 à 34.
35. « National minorities and their protection in international law », (Tidings of higher educational institutions. Jurisprudence N2, Saint Petersburg University, St. Petersburg State University press, 1995), p. 29 à 44.

Ahmed Laraba (Algérie)

Extrait d'une note verbale datée du 2 mars 2021, adressée par la Mission permanente de l'Algérie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Le professeur Laraba est membre de la prestigieuse Commission du droit international depuis novembre 2012. Il est spécialiste du droit international, du droit maritime et de l'arbitrage commercial international. Il s'appuie également sur une longue et riche expérience en tant que professeur honoraire des universités et professeur de droit international et de relations internationales à l'Université d'Alger.

En sa qualité de Conseiller juridique du Gouvernement algérien, le professeur Laraba est intervenu dans le cadre de plusieurs arbitrages, litiges et avis consultatifs auprès de la Cour internationale de Justice et d'autres organes des Nations Unies. Il occupe actuellement le poste de Conseiller juridique du Président de la République algérienne.

Le Gouvernement algérien attache une grande importance au rôle fondamental que joue la Commission du droit international dans la construction du droit international et considère que les connaissances académiques et l'expérience professionnelle internationalement reconnue du Professeur Laraba contribueront largement à la réussite des travaux de la Commission en ce qui concerne le développement progressif du droit international et sa codification.

Curriculum vitae de M. Ahmed LARABA

Professeur de droit international

Membre de la Commission du droit international des Nations Unies

- 1969 : Diplôme de droit
- 1970 : Diplôme d'études postuniversitaires en droit public
- 1985 : doctorat en droit international
- 2012 : membre de la Commission du droit international des Nations Unies
- 2016 : Réélection en tant que membre de la Commission du droit international des Nations Unies

ACTIVITÉS

I. Enseignements

- Professeur de droit international à la faculté de droit de l'Université d'Alger 1.
- Professeur assistant, puis Professeur, à l'École nationale de l'administration d'Alger : 1971-2009 Professeur à l'École supérieure de la magistrature : 2000-2007
- Professeur à l'Institut Diplomatique et des Relations Internationales : 2002-2005
- Professeur de droit international à l'Institut de sécurité nationale : 1989-2014
- 1998-2011 : Professeur invité à la Faculté de droit et de sciences politiques de l'Université Lumière Lyon 2 (droit des contrats internationaux, juridiction du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, sources du droit international, rôle de l'État en droit international et originalité du droit international).

- 1998-1999 : Professeur invité à l'Université de Paris X-Nanterre et à l'Université de Saint Quentin, Yvelines.
- 1999-2001 : Professeur invité à l'Université de Montpellier 3 (droit de l'OMC et ses conséquences sur le droit interne des États).
- 2000-2001 : Professeur invité à l'Université d'Aix-en-Provence-Marseille (doctorat sur la Cour pénale internationale).
- 2002-2003 : Professeur invité à la Faculté de droit de Paris 1, Panthéon-Sorbonne (droit interne des États arabes et droit international).
- 1993-2000 et 2004-2011 : Président du jury du concours de magister (option : droit international et relations internationales) de la Faculté de droit de l'Université d'Alger.

II. Recherche

- Rédacteur en chef de l'ancien magazine « IBTIKAR » de l'Office national des droits d'auteur et des droits voisins (ONDA).

III. Autres activités

- Président du Comité d'experts chargé de la révision de la Constitution (14 janvier 2020).
- Président de la Commission nationale chargée de l'élaboration du projet de révision de la loi électorale (19 septembre 2020).
- Membre de la Commission du droit international, élu par l'Assemblée générale des Nations Unies (depuis le 01/01/2012).
- Conseil juridique de la République algérienne et intervenant devant la Cour internationale de Justice sur la question de la licéité de l'édification du mur par Israël dans le territoire palestinien occupé (2004).
- Conseil juridique de la République algérienne dans l'arbitrage du CIRDI opposant les sociétés LESI-DIPENTA à l'Algérie (2003-2005).
- Conseil juridique de la République algérienne dans l'arbitrage CIRDI opposant les sociétés LESI-ASTALDI à l'Algérie (depuis février 2005).
- Conseil juridique de la République algérienne dans l'arbitrage opposant la société danoise Maersk à l'Algérie (2009-2012).
- Conseil juridique de SONATRACH dans l'arbitrage qui l'oppose à la société américaine Anadarko (2009-2012).
- Membre de la délégation algérienne lors de nombreuses conférences diplomatiques (OMPI, OUA, Ligue arabe).
- Consultant juridique de nombreuses entreprises publiques économiques algériennes, comme la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), SONELGA, Z notamment SONATRACH, dans le cadre d'arbitrages commerciaux internationaux, (1985-2010).
- Consultant juridique auprès de l'ONDA.
- Membre de la commission juridique et de la législation de la Confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs (CISAC).
- Membre associé du laboratoire de droit comparé des affaires et de droit international de la faculté de droit et des sciences politiques, Université de Lyon 2.

- Ancien consultant juridique du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) pour le Maghreb (1995-2005).

IV. Études et publications

- « Sécession et droit international » (1970), mémoire de diplôme d'études supérieures. Rapport introductif du colloque sur l'Organisation de l'unité africaine (en collaboration), SNED 1973
- « Nouvelles notions et nouveau droit de la mer », in Droit international et développement, Colloque international, Alger, OPU, 1978
- « La délimitation des espaces marins », Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques (RASJEP), 1978
- « L'emprise du principe de liberté sur le droit classique de la mer », RASJEP, 1979 « L'Algérie et le droit de la mer », thèse de doctorat, 1985
- Rapport liminaire sur la notion d'état de nécessité, présenté lors d'un colloque organisé par la faculté de droit de l'Université d'Alger en décembre 1991
- « Chronique de droit conventionnel », revue *Idara*, École nationale d'administration, Alger 1995 Étude portant sur les zones de pêches de l'Algérie, publiée en 1996
- Étude portant sur le droit international humanitaire et le cas de la guerre de libération nationale, CICR, 1996, Bruylant, 2005
- Étude sur les prérogatives du Comité des droits de l'homme, La lettre juridique, 1999 Étude portant sur les États et la Cour internationale de Justice (CIJ), Institut national d'études de stratégie globale (INESG), 2000
- Étude portant sur les initiatives des États-Unis et de l'Union européenne en rapport avec la Méditerranée : concurrence ou complémentarité, Euromesco, 2007
- Étude portant sur l'arbitrage en tant que mode de règlement des différends opposant l'autorité réglementaire des postes et télécommunications à d'autres partenaires, présentée lors d'un séminaire tenu à la faculté de droit d'Alger en juin 2008

V. Études sur les droits de propriété littéraire ou artistique

- Étude portant sur l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et le droit d'auteur : concurrence ou complémentarité, Alger, 1996
- Étude portant sur le régime juridique de la propriété littéraire et artistique en Algérie, parue dans la revue *Ibtikar* en 1997 Études sur les droits d'auteur dans les pays arabes, parues dans la revue *Ibtikar* en 1998
- Étude sur les droits d'auteurs et droits voisins, séminaire de l'ONDA, 2002
- Étude portant sur le régime juridique du logiciel, publiée par l'ONDA en 2003
- Étude visant à répondre à la question de savoir si l'on peut parler de jurisprudence algérienne en matière de législation sur le droit d'auteur, publiée par l'ONDA en 2008
- « L'internationalisation des constitutions africaines », in Traité du droit constitutionnel africain, (s/d) Maurice KAMTO (publié chez BRUYLANT).

Keun-Gwan Lee (République de Corée)

Extrait d'une note verbale datée du 16 décembre 2020, reçue de la Mission permanente de la République de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies

M. Lee, éminent spécialiste du droit international depuis près de trente ans, est professeur de droit international à l'Université nationale de Séoul. Il est titulaire d'une maîtrise en droit (LL.M.) de la faculté de droit de la Georgetown University et d'un doctorat en droit international de l'Université de Cambridge. Il a également publié de nombreux ouvrages et articles sur le droit international, dont un grand nombre sur des sujets que traite la Commission du droit international (voir curriculum vitae ci-joint, pour plus de précisions).

Les compétences de M. Lee portent sur un large éventail de domaines du droit international, notamment l'histoire et les théories du droit international, le droit de la succession d'États, le droit de la mer et le droit du patrimoine culturel international. Il a donné des conférences sur ces questions dans un certain nombre d'universités prestigieuses de Corée, des États-Unis d'Amérique, du Japon et de Singapour, ainsi qu'à l'Académie de droit international de La Haye. Outre une connaissance approfondie du droit international, M. Lee a une excellente maîtrise de l'anglais et du français.

Outre son parcours et ses travaux remarquables sur le plan universitaire, il s'est distingué par une vaste expérience de la pratique du droit international, acquise au cours de nombreuses participations à des conférences et négociations internationales. Il a travaillé en étroite collaboration avec l'UNESCO pour la protection des biens culturels, en qualité de président du Comité intergouvernemental pour la promotion du retour de biens culturels à leur pays d'origine. Il a également été président, vice-président et membre du conseil de divers organismes scientifiques, tels que la Société coréenne de droit international (Korean Society of International Law) et la Société asiatique de droit international (Asian Society of International Law). Il a également travaillé pendant plus de vingt ans en qualité de conseiller du Ministère des affaires étrangères de la République de Corée et d'autres organismes publics sur diverses questions de droit international.

Le Gouvernement de la République de Corée est convaincu que l'ampleur de ses compétences et de son attachement au développement progressif et à la codification du droit international font de M. Lee un excellent candidat pour ce poste important, dans laquelle il apportera une contribution de poids aux travaux de la Commission du droit international.

FORMATION

Faculté de droit, Université nationale de Séoul, maîtrise en droit, 1986

École de droit, Georgetown University, maîtrise en droit, 1988

Faculté de droit, Université de Cambridge, doctorat, 1998

(Thèse sur : le droit de la succession d'États après la décolonisation, notamment en Allemagne et dans l'ex-Union soviétique (*The Law of State Succession in the Post-Decolonisation Period with Special Reference to Germany and the Former Soviet Union*))

Expérience professionnelle

1) Enseignement et recherche

a) Au niveau national

École navale de la République de Corée, 1989-1992

Université Konkuk, 1998-2004

École de droit (ancienne faculté de droit, avant 2009), Université nationale de Séoul, depuis 2004

Académie de droit international de Séoul, 2016 et 2019

Yeosu Academy of the Law of the Sea, 2014, 2015 et 2019

b) Au niveau international

Université de Kyushu, 2003-2004 (pendant un congé académique de l'Université Konkuk)

École de droit William S. Richardson, Université de Hawaï, janvier-février 2005 (conférence)

Université nationale de Singapour, janvier-février 2007 [chercheur invité de l'Asian Law Institute (ASLI)]

École supérieure d'études politiques publiques, Université de Tokyo, février 2007 (conférence)

Académie de droit international de La Haye, juillet-août 2010 (directeur d'études)

Université internationale d'Akita, février 2012 (conférence)

Académie de droit international de La Haye, juillet 2018 (conférence spéciale)

Université Humboldt, KFG (International Rule of Law), septembre 2018-février 2019 (chargé de recherche principal)

2) Fonctions administratives à l'université

Vice-doyen de l'école de droit de l'Université nationale de Séoul, 2005-2007

Vice-doyen du Bureau de la planification et de la coordination de l'Université nationale de Séoul, 2008-2010

Doyen et vice-président par intérim, Bureau de la planification et de la coordination, Université nationale de Séoul, 2016-2018

3) Activités au sein d'organismes scientifiques

Président, de l'Académie de droit international de Séoul, depuis 2011

Vice-Président de la Société coréenne de droit international, 2012

Membre du conseil exécutif de la Société asiatique de droit international

Vice-Président de la Société coréenne de droit international, depuis 2019

Président de la Société coréenne de droit international, 2021

4) Activités dans le cadre d'organisations internationales

Depuis 2003, participation en qualité de membre de la délégation coréenne à :

- i) Différentes conférences internationales en vue de l'adoption de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (2003), et de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (2005).
- ii) L'ensemble des réunions du Comité intergouvernemental pour la promotion du retour de biens culturels à leur pays d'origine et des réunions de la Convention de l'UNESCO de 1970 et de la Convention d'UNIDROIT de 1995

Président du Comité intergouvernemental pour la promotion du retour de biens culturels à leur pays d'origine (UNESCO), 2012-2014

Présentation d'un exposé à la conférence commémorative du 70^e anniversaire de la création de la Commission du droit international, 2018

5) Activités de conseil pour le Gouvernement coréen

Conseiller du Ministère coréen des affaires étrangères sur les questions importantes de droit international couvrant les 20 dernières années, avec, notamment une participation au comité consultatif sur le retour des manuscrits d'Oekyujanggak, 2007-2010

Membre du Comité consultatif sur les politiques relatives à l'île de Dokdo, depuis 2011

Membre du Comité consultatif sur les politiques, depuis 2018

CONNAISSANCES LINGUISTIQUES

Coréen (langue maternelle)

Anglais, français et japonais (courant)

Allemand, chinois, espagnol et russe (connaissances livresques)

PUBLICATIONS

« Éclatement de l'ancienne Union soviétique et succession d'États, du point de vue notamment de la dette extérieure » (en coréen), *Ilkam Law Review* vol. 3 (1998), p. 263 à 281.

« Tendances et faits nouveaux en matière de droit de la succession d'États » (en coréen), *Seoul International Law Journal*, vol. 6, n° 2 (1999), p. 185 à 218.

« Equitable Principles and International Legal Positivism » (Principes équitables et positivisme juridique international), *Korean Journal of International and Comparative Law*, vol. 27 (1999), p. 129 à 168.

« Juridicité du pacte de réconciliation, de non-agression, d'échange et de coopération entre Corées du Sud et du Nord » (en coréen), *Ilkam Law Review*, vol. 4 (1999), p. 163 à 186.

« Étude critique de la pratique coréenne en matière de communications adressées conformément au Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques » (en coréen), *International Human Rights*, vol. 3 (2000), p. 35 à 65.

« International and Comparative Law Education in the Age of Internationalization with Particular Reference to Korea » (Études de droit international et de droit comparé à l'ère de l'internationalisation, du point de vue particulier de la Corée), *Dokkyo International Review*, vol. 13 (2000), p. 105 à 122.

« International Law as a Discourse of Exclusionary Politics? – A Critique from a Postcolonial Perspective » (Le droit international comme discours d’une politique d’exclusion ? – Critique dans une perspective post-coloniale), *Ilkam Law Review*, vol. 6 (2001), p. 57 à 73.

« Valeurs asiatiques et droits de l’homme – Critique du principe de l’universalité des droits de l’homme » (en coréen), Kim Dong-Choon (dir.), *In Search of a New Conception of Human Rights in East Asia* (Pour une nouvelle conception des droits de l’homme en Asie de l’Est) (Séoul : Samin, 2002), p. 56 à 78.

« The 1876 Treaty of Amity between Korea and Japan: A Reappraisal from the Standpoint of Traditional East Asian Order » (Traité d’amitié coréo-japonais de 1876 : réévaluation du point de vue de l’ordre traditionnel en Asie de l’Est), *Seoul International Law Journal*, vol. 11, n° 1 (2004), p. 57 à 79.

« La traduction et la circulation des termes de droit international en Asie orientale », *Ebisu-Étude japonaise*, n° 33 (2004), p. 175 à 207.

« Toward an Equitable Resolution of Maritime Delimitation Disputes in East Asia : A Critical Perspective » (Pour un règlement équitable des différends relatifs à la délimitation maritime en Asie de l’Est : Perspective critique), *Journal of International Law and Diplomacy* (2004), p. 50 à 83.

« Enquête sur la question de savoir qui assumerait les rênes du pouvoir en territoire nord-coréen en cas d’effondrement subit » (en coréen), in Shim Ji-Yeon et Kim Il-Young (dir.), *Korea-USA Alliance at 50: Legal Questions and Its Prospects* (Seoul : Baeksan, 2004), p. 277 à 315.

« An Inquiry into the Compatibility of the 2001 UNESCO Convention on the Protection of Underwater Cultural Heritage with the 1982 United Nations Convention on the Law of the Sea » [Enquête sur la compatibilité de la Convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique de l’UNESCO (2001) avec la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (1982)], *Seoul International Law Journal*, vol. 12, n° 2 (2005), p. 107 à 137.

« Retour sur l’œuvre légué par le professeur Lee Han-Key, en particulier sur la question de la réception du droit international en Asie de l’Est » (en coréen), *Seoul International Law Journal*, vol. 12, n° 1 (2005), p. 57 à 83.

A Textbook of International Law (Manuel de droit international) (co-auteur), (Séoul : Korea National Open University Press, 2015).

« La rupture des relations diplomatiques entre la Corée et Taïwan (1992) et ses incidences sur leurs relations conventionnelles » (en coréen), *Seoul Law Journal*, vol. 47, n° 2 (2006), p. 253 à 286.

« Effets normatifs des “constatations” du Comité des droits de l’homme » (en coréen), *Seoul International Law Journal*, vol. 13, n° 1 (2006), p. 1 à 27.

« Critique du poids du principe de l’égalité souveraine dans la pensée contemporaine » (en coréen), *Review of International Law*, n° 26 (2007), p. 21 à 50.

« Analyse comparée du Traité de paix de San Francisco avec le Japon (1951) et du Traité de paix avec l’Italie (1947), en particulier du point de vue des questions de “réclamations” (en coréen), *New Perspectives on Historical Issues in Korean-Japanese Relations – From the Point of International Law* (Nouvelles perspectives sur les questions historiques dans le cadre des relations coréo-japonaises au regard du droit international) (Séoul : Northeast Asian History Foundation, 2008), p. 307 à 372.

« Trope of a Sovereign State: Treaty-Making by Korea from 1876-1899 » (La figure de l’État souverain : la Corée et la conclusion de traités entre 1876 et 1899), *The*

Review of Korean Studies (Revue d'études coréennes), vol. 11, n° 3 (2008), p. 11 à 36.

« Déclaration de la fin de la guerre de Corée et instauration d'un régime de paix – incidences en droit international » (en coréen), *Seoul Law Journal*, vol. 49, n° 2 (2008), p. 164 à 192.

« Étude de la question de la succession d'États sur la péninsule coréenne après 1948 » (en coréen), *Seoul International Law Journal*, vol. 16 n° 1 (2009), p. 143 à 166.

« From Monadic Sovereignty to Civitas Maxima: A Critical Perspective on the (Lack of) Interfaces between International Human Rights Law and National Constitutions in East Asia » (De la souveraineté monadique à la *civitas maxima* ; perspective critique sur le[(s) manque d'] interfaces entre le droit international des droits de l'homme et les constitutions nationales en Asie de l'Est », *National Taiwan University Law Review*, vol. 5, n° 1 (2010), p. 155 à 179.

« Critique du droit régissant l'acquisition de territoires dans une perspective postcoloniale » (en coréen), *Seoul International Law Journal*, vol. 17, n° 1 (2010), p. 1 à 27.

« Frontière délimitant la Corée unifiée et la Chine du point de vue du droit international » (en coréen), *Revue coréenne de droit international*, vol. 59, n° 4 (2010), p. 13 à 40.

« Recent Developments of Maritime Delimitation in Northeast Asia from an International Law Perspective » (Récents évolutions de la délimitation maritime en Asie du Nord-Est, du point de vue du droit international), in Myron Nordquist et John Norton Moore (dir.), *Maritime Border Diplomacy* [Diplomatie des frontières maritimes] (Martinus Nijhoff, 2012).

« La question des îles Senkaku (Diaoyu) du point de vue du droit international, notamment sur le plan de ses incidences sur le problème de Dokdo/Takeshima » (en coréen), *Seoul International Law Journal*, vol. 19, n° 2 (2012), p. 1 à 38.

« Question des plaintes individuelles déposées par les victimes coréennes de travail forcé au titre de l'accord de 1965 sur le règlement des plaintes – Critique des arrêts de la Cour suprême de Corée, au regard du droit international (2012) » (en coréen), *Seoul Law Journal*, vol. 54 n° 3 (2013), p. 327 à 391.

Ouverture de la voie maritime arctique et droit international (en coréen) (Institut maritime coréen, 2013).

« Le principe de modération juridictionnelle dans les affaires internationales : Approche comparative » (en coréen), *Seoul International Law Journal*, vol. 20, n° 2 (2013), p. 25 à 71.

« An Enquiry into the Palimpsestic Nature of Territorial Sovereignty in East Asia » (La souveraineté territoriale en Asie de l'Est : enquête sur un véritable palimpseste), Christine Chinkin et Freya Baetens (dir.), *Sovereignty, Statehood and State Responsibility: Essays in Honour of James Crawford* [Souveraineté, statut d'État et responsabilité des États : hommages à James Crawford] (Cambridge University Press, 2015).

« The Domestic Implementation of the ICC Statute in Korea » (Application du Statut de Rome de la CPI en Corée), *Seoul International Law Journal*, vol. 22, n° 2 (2015), p. 57 à 79.

« Enquête préliminaire sur la théorie du droit international de Wolff, notamment les concepts de "*civitas maxima*" et de droit volontaire », (en coréen), *Review of International Law*, n° 46 (2017), p. 83 à 107.

« International Law in a Transcivilizational World » (Le droit international dans un monde transcivilisationnel) Onuma Yasuaki, Cambridge University Press, Cambridge, 2017, *British Yearbook of International Law*, volume 87 (2018), p. 292 à 295.

« Asia », Francesco Francioni et Ana Filipa Vrdoljak (dir.), *The Oxford Handbook of International Cultural Heritage Law* (Oxford University Press, 2020), ch. 35.

« Recalibrating the Conception of Codification in the Changing Landscape of International Law » (Recalibrer la conception de la codification face à l'évolution du droit international), 70 Years of the International Law Commission: Drawing a Balance for the Future [Les 70 ans de la Commission du droit international : Dresser le bilan pour l'avenir] (Brill, 2020).

Vilawan Mangklatanakul (Thaïlande)

M^{me} Vilawan Mangklatanakul (Directrice générale, Département des traités et des affaires juridiques) est diplomate de carrière au Ministère des affaires étrangères du Royaume de Thaïlande depuis 1995. Elle a développé une spécialisation dans d'importants domaines du droit international comme les immunités diplomatiques et souveraines, le droit des traités, la propriété intellectuelle et le droit international économique. Elle s'intéresse aussi particulièrement au règlement extrajudiciaire des différends et au droit international relatif aux changements climatiques.

Praticienne enthousiaste, M^{me} Vilawan a accumulé une grande expérience des questions relatives aux immunités diplomatiques et souveraines, tant dans la prestation de conseils sur les affaires relevant des juridictions nationale ou étrangères que dans l'élaboration de lois internes relatives à l'octroi de privilèges et immunités aux organisations internationales et aux participants aux conférences internationales. Sur le plan régional, elle a participé activement aux négociations de l'Accord sur les privilèges et immunités de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

Durant toute sa carrière, M^{me} Vilawan a mis ses compétences juridiques au service du développement du droit international, notamment dans le cadre de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Sa contribution inestimable aux travaux du groupe de travail de la CNUDCI sur l'arbitrage a été largement reconnue dans le cadre du rôle actif que la Thaïlande continue de jouer en vue de faire valoir les points de vue des pays en développement dans l'initiative mondiale sur la réforme du règlement des différends entre investisseurs et États.

M^{me} Vilawan a joué un rôle clef au sein de l'équipe juridique du Gouvernement royal thaïlandais dans le cadre de plusieurs différends internationaux comme la Demande en interprétation de l'arrêt rendu en l'affaire du Temple de Préah Vihear, à la Cour internationale de Justice, certaines affaires de règlement des différends au sein de l'Organisation mondiale du commerce (Thaïlande – Mesures douanières et fiscales visant les cigarettes en provenance des Philippines et Thaïlande – Subventions concernant le sucre, ainsi que des affaires d'arbitrage entre investisseurs et États en Thaïlande. Elle a également négocié le protocole de la Charte de l'ASEAN relatif aux mécanismes de règlement des différends, le chapitre de l'Accord de partenariat économique entre le Japon et la Thaïlande relatif au règlement des différends et participé aux négociations de l'accord de libre-échange entre la Thaïlande et les États-Unis. Forte de son expertise dans le domaine du règlement des différends, M^{me} Vilawan a plaidé avec succès en faveur de la création du Comité thaïlandais pour la protection des investissements internationaux aux fins d'une gestion systématique des dossiers d'arbitrage en matière d'investissement.

Dans le prolongement de l'expérience accumulée en matière de droit commercial international, M^{me} Vilawan a eu l'occasion de s'intéresser de près à d'autres questions connexes comme l'économie numérique, l'utilisation de l'intelligence artificielle et les questions environnementales dans leurs liens avec divers domaines du droit international. M^{me} Vilawan siège dans un grand nombre de comités nationaux de Thaïlande, dont le Comité du droit de la mer et des frontières maritimes, qui délibère sur les politiques nationales relatives au droit de la mer, notamment sur les questions importantes des changements climatiques et de leurs effets sur l'élévation du niveau de la mer et sur ce que pourrait faire la communauté juridique face aux problèmes environnementaux.

Au niveau universitaire, M^{me} Vilawan donne de nombreuses conférences sur le droit international, notamment dans les domaines du droit des traités, du commerce

international, des investissements et du règlement des différends. Elle est souvent invitée à prendre la parole à l'occasion de conférences et séminaires internationaux sur la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises et sur les questions d'investissement international. Elle est actuellement membre du conseil d'administration du Centre thaïlandais d'arbitrage (Thailand Arbitration Center).

Date de naissance 13 juillet 1964

Fonctions
actuelles : Directrice générale du Département des traités et des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères du Royaume de Thaïlande

Formation

1987 Licence en droit de l'Université Thammasat

1989 Maîtrise en droit international des affaires, Université de Londres

1997 Docteur en droit, Université de Londres

Expérience professionnelle

Depuis 2019 Directrice générale du Département des traités et des affaires juridiques

2018 Directrice générale du Département des affaires économiques internationales

2015 Directrice générale adjointe du Département des traités et des affaires juridiques

2014 Directrice du Bureau des politiques et de la planification

2013 Directrice de la Division des affaires juridiques du Département des traités et des affaires juridiques

2011 Directrice de la Division du développement du droit international du Département des traités et des affaires juridiques

2008 Secrétaire du Département des affaires économiques internationales

2008 Conseillère à la Division de la politique économique internationale du Département des affaires économiques internationales

2005 Conseillère à la Division du développement du droit international du Département des traités et des affaires juridiques

Autres fonctions

Depuis 2020 Conseillère auprès de la commission parlementaire relative à l'incidence de l'adhésion de la Thaïlande à l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste

Depuis 2019	Membre du Comité du Bureau de lutte contre le blanchiment d'argent
Depuis 2019	Membre du conseil de l'autorité conjointe Malaisie-Thaïlande
Depuis 2018	Membre du conseil d'administration du Thailand Arbitration Center
Depuis 2006	Directrice de thèse/membre du jury du programme de troisième cycle de facultés de droit de plusieurs universités de premier plan
Depuis 1994	Chargée de cours invitée en droit international dans plusieurs universités thaïlandaises de premier plan, notamment l'Université Chulalongkorn et l'Université Thammasart
2003-2008	Juge assesseur au Tribunal central de la propriété intellectuelle et du commerce international de Thaïlande

Conférences et négociations internationales

- Coprésidente des réunions inaugurales de hauts fonctionnaires sur la stratégie de coopération économique Ayeyawady-Chao Phraya-Mékong², Bangkok, Thaïlande, 29 juillet 2019 ;
- Coprésidente de la Conférence de haut niveau sur les accords internationaux d'investissement de 2018 : « Going beyond IIAs: Fostering Coherence through Phase 3 of Reform (Phase 3 de la réforme : favoriser la cohérence par-delà les accords internationaux d'investissement), Forum mondial de l'investissement de la CNUCED, Genève (Suisse), 24 octobre 2018 ;
- Chef de la délégation thaïlandaise à la troisième réunion de hauts fonctionnaires de la Coopération économique Asie-Pacifique, Port Moresby (Papouasie-Nouvelle-Guinée), 19 et 20 août 2018 ;
- Chef de la délégation thaïlandaise à la 8^e réunion semestrielle du Comité de hauts fonctionnaires de l'Association des États riverains de l'océan Indien, Durban (Afrique du Sud), 30 et 31 juillet 2018 ;
- Chef de la délégation thaïlandaise à la 34^e session du Groupe de travail III de la CNUDCI, Vienne (Autriche), 27 novembre au 1^{er} décembre 2017 ;
- Vice-présidente de la 56^e session annuelle de l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique, Nairobi (Kenya), 1^{er} au 5 mai 2017 ;
- Chef de la délégation thaïlandaise à la cinquante-cinquième session annuelle de l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique, New Delhi (Inde) du 16 au 20 mai 2016 ;
- Chef de la délégation thaïlandaise à l'occasion des négociations sur le traité d'extradition entre la Thaïlande et la Hongrie, Bangkok (Thaïlande), 27 et 28 avril 2016 ;

² La stratégie de coopération économique Ayeyawady-Chao Phraya-Mékong est un cadre de coopération réunissant cinq pays de la zone des bassins fluviaux de l'Ayeyawady, du Chao Phraya et du Mékong, à savoir le Cambodge, la République démocratique populaire lao, le Myanmar, la Thaïlande et le Viet Nam. Elle a été mise en place par la Thaïlande en 2003 dans le but de réduire les écarts de développement économique et de promouvoir une croissance durable dans la sous-région du Mékong. Les partenaires de développement de ce cadre de coopération stratégique sont le Japon, la République de Corée, les États-Unis, l'Australie, la Chine et l'Inde.

- Négociatrice principale dans la négociation des accords de promotion et de protection des investissements entre la Thaïlande et les Émirats arabes unis, la Thaïlande et le Koweït et la Thaïlande et la Mongolie, 2008 à 2013 ;
- Conseillère juridique durant les réunions du groupe d'experts juridiques de haut niveau de l'ASEAN, juillet 2008 à 2012 ;
- Négociatrice principale du chapitre relatif au règlement des différends de l'Accord de partenariat économique entre le Japon et la Thaïlande négocié de 2002 à 2004 ; des négociations sur l'Accord de libre-échange entre la Thaïlande et les États-Unis, 2004 à 2005 ;
- Rapporteuse de la 39^{ème} session du Groupe de travail sur l'arbitrage de la CNUDCI, ONU, Vienne (Autriche), 10 au 14 novembre 2003 ;
- Vice-présidente de la 35^e session annuelle de la CNUDCI, ONU, New York (États-Unis), 17 au 28 juin 2002 ;
- Déléguée à la CNUDCI, notamment auprès du Groupe de travail II sur l'arbitrage et du Groupe de travail IV sur le commerce électronique, 1996 à 2002.

Sélection d'ouvrages universitaires

- « Thailand's First Treaty Arbitration: Gain from Pain, 2011 » (Premier arbitrage d'un traité par la Thaïlande (2001) : les efforts paient) in *Investor-State Disputes: Prevention and Alternatives to Arbitration II, Proceedings of the Washington and Lee University and UNCTAD Joint Symposium on International Investment and Alternative Dispute Resolution* (Différends entre investisseurs et État : Prévention et modes de règlement autres que l'arbitrage II – Actes du colloque sur l'investissement international et les méthodes de règlement extrajudiciaire des différends organisé conjointement par la Washington and Lee University et la CNUCED), le 29 mars 2010 in Lexington (Virginia, USA), CNUCED, 2011, p. 81 à 86 ;
- « From Colonization to Globalization – From FCN (Treaties) to BIT: the Principle of Non-Discrimination » (De la colonisation à la mondialisation, des traités d'amitié, de commerce et de navigation aux traités d'investissement bilatéraux), *Saranrom Magazine*, Vol. 67, 2010, p. 75 à 78 ;
- *Study and Analysis of FTA: Legal Implication and Enforcement* (Étude et analyse des accords de libre-échange : incidences juridiques et application), ouvrage écrit pour le compte de la Banque de Thaïlande, 2010 ;
- « Appellate Body and the role of judicial activism: necessity or choice? » (L'Organe d'appel et le rôle de l'activisme judiciaire : nécessité ou choix ?) *Liber Amicorum in honour of Professor Dr. Arun Panupong* (Liber Amicorum en l'honneur du professeur Arun Panupong), Faculté de droit de l'Université Thammasat, 2007, p. 324 à 330 ;
- *Study of three UN Conventions: Research on Legal Structure for developing Strategic Cluster Partnerships* (Étude de trois conventions des Nations Unies : recherches sur la structure juridique en vue de la mise en place de partenariats thématiques et stratégiques), ouvrage écrit pour le compte de l'Organisme national thaïlandais pour le développement de la science et de la technologie, 2006 ;
- *Research on the Law of International Sale of Goods* (Recherches sur le droit régissant les contrats de vente internationale de marchandises), ouvrage écrit pour le compte du Conseil national thaïlandais de la recherche, 2005 ;

- « UN Convention on Assignment of Receivables in International Trade » (Convention des Nations Unies sur la cession de créances dans le commerce international), Revue de droit de la propriété intellectuelle et de droit commercial international, Édition spéciale pour le 6^e anniversaire, Tribunal central de la propriété intellectuelle et du commerce international de Thaïlande, 2003, p. 207 à 219.

Conférences, ateliers, séminaires

- Intervenante à la conférence « COVID Legal Drive – FDI Opportunities to Asia Pacific after COVID-19 » (Le droit dans la crise de la COVID – Opportunités en matière d’investissements étrangers directs en Asie-Pacifique après la COVID-19), Série de webinaires Asiajuris, 21 septembre 2020 ;
- Intervenante dans le cadre des conférences intitulées « COVID-19 responses by Governments and their interaction with the current international investment law regime » (Riposte des gouvernements à la COVID-19 et interaction avec le régime juridique international de l’investissement) et « Strategizing next steps for UNCITRAL ISDS reform » (Stratégie pour les prochaines étapes de la réforme du RDIE de la CNUDCI), 13^e webinaire annuel du Forum des négociateurs des pays en développement dans le domaine de l’investissement, co-organisé par le Département des affaires économiques internationales du Ministère des affaires étrangères du Royaume de Thaïlande, et l’Institut international du développement durable (IIDD), 3 septembre 2020 ;
- Modératrice de la table ronde sur le manque de prévisibilité, d’exactitude et de cohérence, Réunion régionale intersessions sur la réforme du règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE) organisée par le Centre régional de la CNUDCI pour l’Asie et le Pacifique et le Gouvernement de la République de Corée, Incheon (République de Corée), 10 et 11 septembre 2018 ;
- Intervenante durant le séminaire intitulé « Rule of Law – Role in Attracting Trade and Investments in ASEAN Free Trade Agreements and Bilateral Investment Agreements in ASEAN Countries » (Rôle de l’état de droit dans l’attractivité des pays de l’ASEAN en matière de commerce et d’investissement dans le cadre des accords de libre-échange et des accords d’investissement bilatéraux), co-organisé par l’Association de droit de l’ASEAN et le Conseil des présidents de juridictions de l’ASEAN, Singapour, 25 au 28 juillet 2018 ;
- Intervenante à la conférence « “Nationality Shopping” BIT by BIT: Thailand and Multinational Enterprises » (recherche de la nationalité la plus avantageuse, pour chaque traité d’investissement bilatéral : la Thaïlande et les entreprises multinationales), Forum régional sur le commerce et le développement 2016 – Commerce et investissement durables en Asie : le temps des actions, organisé par l’Institut international pour le commerce et le développement, Genève (Suisse), 28 au 30 septembre 2016 ;
- Intervenante sur le sujet « CVIM : progrès et problèmes de mise en œuvre », table ronde, *Séminaire sur les 35 ans de la CVIM : réalisations et perspectives*, organisé par la CNUDCI et le Gouvernement singapourien, Singapour, 23 et 24 avril 2015 ;
- Intervenante sur la question du progrès de la médiation dans les différends internationaux portant sur l’investissement (« Advancing Mediation in International Investment Disputes »), 107^e réunion annuelle de l’American Society of International Law, Washington (États-Unis), 3 au 6 avril 2013 ;

- Modératrice du Séminaire sur le règlement des différends entre investisseurs et États dans le cadre du régime d'investissement de l'UE, organisé par le Ministère thaïlandais des affaires étrangères, l'ambassade royale de Thaïlande à Bruxelles et la Mission de la Thaïlande auprès de l'Union européenne, Bangkok (Thaïlande), 27 mars 2013 ;
- Intervenante à la conférence sur la question « Does ACIA bring a new dimension to international investment agreements? Technical aspects of ACIA and implementation plan of ACIA », Conférence ASEAN-OCDE sur la politique d'investissement, organisée par le Secrétariat de l'ASEAN, Jakarta, Indonésie, 18-19 novembre 2010 ; *ASEAN-OECD Investment Policy Conference*, hosted by the ASEAN Secretariat, Jakarta (Indonésie), 18 et 19 novembre 2010 ;
- Membre de la table ronde sur le sujet intitulé « L'expérience des parties prenantes aux procédures d'arbitrage et de règlement des différends en matière d'investissement – Ecueils et succès » (« Experiences of Stakeholders in Investment Arbitration and Dispute Resolution – Pitfalls and Successes », colloque commun sur le droit international des investissements et le règlement extrajudiciaire des différends, organisé par la CNUCED et par l'école de droit de l'Université Washington and Lee, Lexington (Virginie, États-Unis), 29 mars 2010 ;
- Oratrice principale sur la question de l'expérience de la Thaïlande dans le règlement des différends entre investisseurs et États (« Thailand's Experience on Investor-State Dispute Settlement ») et commentatrice sur la question de l'expropriation, Cours de formation régional APEC-CNUCED sur les éléments fondamentaux des accords internationaux d'investissement dans la région de coopération économique Asie-Pacifique, organisé par les secrétariats de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) et de la CNUCED et le Ministère malaisien du commerce international et de l'industrie, Kuala Lumpur (Malaisie), 15 au 19 juin 2009 ;
- Intervenante/commentatrice sur la question de la libéralisation de l'investissement (« Elements of investment liberalization ») au Forum des négociateurs des pays en développement en matière d'investissement co-organisé par l'Institut international du développement durable et le Centre on Asia and Globalisation (Lee Kuan Yew School of Public Policy), Université nationale de Singapour, Singapour, 1^{er} et 2 octobre 2007.

Clement Julius Mashamba (République-Unie de Tanzanie)

M. Clement Julius Mashamba donne actuellement des cours de droit à l'Université d'Iringa, en Tanzanie. Il est également maître de conférences à temps partiel en droit à l'Université Saint-Augustin de Tanzanie et est un avocat près la Haute Cour de Tanzanie. À la fin du mois de février 2021, **M. Mashamba** achèvera son deuxième et dernier mandat de cinq ans en tant que membre du Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant. Il est également un arbitre agréé en Tanzanie et dans la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe.

Il est une personne de haute moralité, connue pour son impartialité et son intégrité, possédant les qualifications requises en République-Unie de Tanzanie pour être nommé aux plus hautes fonctions judiciaires. Il est un fervent défenseur de l'état de droit à l'échelle internationale et des droits humains. Il a une compétence reconnue dans des domaines pertinents du droit international, tels que le droit international humanitaire, l'arbitrage international, le règlement des différends internationaux et le droit international des droits humains, ainsi qu'une grande expérience dans une profession juridique qui présente un intérêt pour les travaux de la Commission du droit international.

Outre sa formation professionnelle et ses titres universitaires relatifs au droit, qui sont internationalement reconnus, il possède une grande expérience en droit international, en droit international humanitaire et en droit des droits humains, ainsi qu'en matière de litiges aux niveaux national et international. En effet, il est l'un des principaux experts et praticiens du droit non seulement en République-Unie de Tanzanie mais aussi dans la région de l'Afrique de l'Est et dans l'Union africaine, en sa qualité d'avocat qualifié de l'ordonnancement juridique de la common law. Il est titulaire de plusieurs diplômes universitaires et a reçu de nombreuses distinctions académiques. Il a un doctorat en justice pour mineurs comparée à l'échelle internationale et est un spécialiste des domaines susmentionnés. Dans sa thèse de doctorat, il a traité, entre autres sujets, la domestication des normes internationales en matière de justice pour mineurs en Afrique dans le contexte de la Convention relative aux droits de l'enfant et de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant – en choisissant l'Afrique du Sud et la Tanzanie pour les études de cas. En plus d'être titulaire d'une licence et d'un master en droit, il possède également des certificats en droit des droits humains décernés par la Fondation canadienne des droits de la personne (devenue *Equitas*) à Montréal, au Québec (Canada), et par l'Institut danois pour les droits de l'homme à Copenhague (Danemark). Il est également titulaire d'un brevet supérieur en gestion des conflits délivré par le DANIDA Fellowship Centre et MIRO Consult, à Copenhague (Danemark).

Ses principales activités professionnelles consistent à travailler en tant que conseiller juridique depuis qu'il a terminé ses études à l'université de Dar es-Salaam dans les années 1990. Outre son travail d'avocat près les tribunaux tanzaniens, est-africains et africains, il a également occupé le poste de procureur général de Tanzanie (d'avril 2018 à juillet 2020).

Dans sa carrière d'avocat, **M. Mashamba** a représenté des clients du privé et l'État devant des cours nationales et internationales, et dans d'autres tribunaux pour des questions relatives à l'arbitrage international et au mode alternatif de règlement des litiges, au droit international des droits humains, au droit international, à l'emploi, aux relations employés-employeur, au droit constitutionnel, au droit administratif, à la justice pour mineurs, aux droits de l'enfant, à la justice de genre, etc.

Il donne également des cours de droit international public dans plusieurs universités de Tanzanie ; de droit international des droits humains et de contentieux international ; de règlement des différends internationaux ; de droit international

humanitaire ; de droit international des droits de l'enfant ; d'arbitrage international ; de droit du travail ; de droit de la famille ; de droit international de l'investissement. Il intervient également en tant qu'examineur externe des étudiants en master et en doctorat de droit à l'Université du Cap-Occidental, à Bellville (Le Cap, Afrique du Sud) ; à l'Université de Fort Hare (Afrique du Sud) ; à l'Université libre de Tanzanie ; à l'Université catholique de Ruaha (Tanzanie) ; à l'Université Saint-Augustin de Tanzanie.

Outre ses fonctions de conseiller juridique et de professeur de droit, **M. Mashamba** est membre du groupe mixte d'arbitres sous les auspices de la Fondation d'arbitrage d'Afrique australe et de la Coopération pour le développement de l'Afrique australe (groupe d'arbitres AFSA/SADC), et membre du groupe d'arbitres du Tanzania Institute of Arbitrators. Il a également été membre du Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant, à Addis-Abeba (Ethiopie), de juillet 2010 au 28 février 2021. Il est également membres à des associations professionnelles suivantes : Association of Fraud Examiners (membre associé depuis septembre 2014, section tanzanienne) ; Réseau africain pour la prévention et la protection contre la maltraitance et la négligence à l'égard des enfants (section tanzanienne, depuis septembre 2016) ; conseil de direction du Centre de recherche et d'enquête sur les fraudes (depuis octobre 2016) ; assistant à la rédaction des rapports juridiques de la Tanganyika Law Society (depuis 2016) ; conseil de direction de l'organisation Femmes, Droit et Développement en Afrique (section tanzanienne, depuis décembre 2020).

Enfin, au sein du Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant, **M. Mashamba** a occupé les fonctions de rapporteur du Bureau, de rapporteur spécial sur la question des enfants touchés par des conflits armés et la justice pour enfants, et de coordinateur spécial pour l'Afrique du Sud, le Botswana, le Burundi, l'Éthiopie, le Kenya, le Malawi, la Namibie, la Zambie et le Zimbabwe en ce qui concerne la domestication et l'application des normes internationales relatives aux droits de l'enfant au niveau municipal. À plusieurs reprises, il a été membre ou chef de la délégation du Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant auprès des États parties, des communautés économiques régionales en Afrique, point focal auprès de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (« la Commission de Banjul »), de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples et auprès du Comité des droits de l'enfant de l'ONU. Parmi les succès remarquables de ces missions, on peut citer l'adoption d'une observation générale commune sur l'élimination du mariage d'enfants en Afrique, conjointement élaborée par la Commission de Banjul et le Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant ; la modification de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant pour augmenter le mandat des membres du Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant, qui est passé d'un mandat de cinq ans à deux mandats de cinq ans.

M. Mashamba a une excellente connaissance de l'anglais et le parle couramment. Son expérience professionnelle de la pratique du droit et ses nombreuses publications le prouvent. Il est un citoyen de la République-Unie de Tanzanie, qui est un État Membre de l'ONU, et n'est citoyen d'aucun autre État. Sa candidature à la Commission du droit international est appuyée par la République-Unie de Tanzanie.

Andreas D. Mavroyiannis (Chypre)

Extrait d'une note verbale datée du 12 janvier 2021, reçue de la Mission permanente de la Chypre auprès de l'Organisation des Nations Unies

L'ambassadeur Andreas D. Mavroyiannis, actuellement Représentant permanent de la République de Chypre auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, possède une vaste expérience universitaire et pratique dans le domaine du droit international qui fait de lui un candidat extrêmement qualifié pour siéger à la Commission, comme en témoigne sa notice biographique, jointe à la présente.

Le Gouvernement chypriote est convaincu que l'Ambassadeur Mavroyiannis peut apporter une contribution importante aux travaux de la Commission en œuvrant à l'élaboration de notions juridiques fondamentales telles qu'elles ont été définies et consolidées de manière officielle par le développement progressif et la codification du droit international.

Curriculum vitae

L'ambassadeur Mavroyiannis est le Représentant permanent de Chypre auprès de l'Organisation des Nations Unies, poste qu'il occupe depuis juillet 2019. Il avait également occupé ce poste de 2003 à 2008. Il conserve en même temps ses fonctions de négociateur en chef dans le processus de paix chypriote, où il officie en cette qualité depuis septembre 2013. L'ambassadeur Mavroyiannis est en même temps professeur associé de droit international public à l'Université Frederick de Chypre.

Depuis son entrée en fonction, l'ambassadeur Mavroyiannis a été président de la Commission des questions administratives et budgétaires (Cinquième Commission) de l'Assemblée générale à sa 74^e session et vice-président de la Commission à l'occasion de l'élection du nouveau procureur de la Cour pénale internationale. Il a également été élu, lors de sa prise de fonction, président du Comité des relations avec le pays hôte, qu'il préside encore à ce jour.

Au cours de son premier mandat de représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies, entre 2003 et 2008, l'ambassadeur Mavroyiannis a été l'un des vice-présidents de l'Assemblée générale des Nations Unies à sa 62^e session (2007-2008), ainsi que le facilitateur désigné par le Président de l'Assemblée pour la réforme du Conseil de sécurité ; il a présidé en outre le processus global engagé sur la réforme du Conseil de sécurité. Il a été président du Comité des relations avec le pays hôte pendant toute la durée de son mandat et a présidé de nombreuses conférences et réunions des Nations Unies (notamment le Comité de la Charte des Nations Unies, la 14^e Réunion des États parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la 15^e Réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer). Il a représenté Chypre au Bureau de l'Assemblée des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et a été le premier facilitateur du Mécanisme de contrôle indépendant. Il était le candidat de Chypre au poste de président de l'Assemblée générale des Nations Unies à sa 71^e session (2016-17).

L'ambassadeur Mavroyiannis a une longue expérience de la pratique et de la théorie du droit au niveau universitaire, accumulée après un premier diplôme de premier cycle en droit obtenu à l'Université de Thessalonique (Grèce) en 1980, et une maîtrise (D.E.A.) en droit international obtenue à l'Université de droit et de sciences économiques de Paris II en 1982. En 1984, il a reçu le diplôme de l'Académie de droit international de La Haye. En 1985, il a participé aux travaux du Centre de recherche de l'Académie de droit international de La Haye sur le thème de la protection

internationale de l'environnement contre la pollution transfrontalière. Il a été membre du Comité des conseillers juridiques du Conseil de l'Europe entre 1988 et 1992 et a représenté Chypre à la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer (Jamaïque, 1989).

Professeur associé de droit international public à l'Université Frederick de Chypre depuis 2018, l'ambassadeur Mavroyiannis est l'auteur de nombreux articles parus dans des revues et publications spécialisées ainsi que dans la presse sur des questions ayant trait au droit, à la philosophie, aux sciences politiques et à l'Union européenne. Il est membre du Groupe européen de droit public et du conseil d'administration de l'European Law and Governance School (école supérieure spécialisée dans la gouvernance et le droit européens).

Au cours de sa longue carrière de diplomate, débutée en 1987, l'ambassadeur Mavroyiannis a occupé un certain nombre de postes de premier plan.

Entre octobre 2011 et janvier 2013, il a été vice-ministre à la présidence chypriote chargé des affaires européennes. Au nombre des fonctions relevant de son portefeuille, il assumait la responsabilité générale de la préparation et de la gestion de la période de la présidence chypriote du Conseil de l'Union européenne au second semestre 2012, la représentation du Gouvernement chypriote auprès des institutions de l'Union européenne, la présidence des formations du Conseil de l'Union européenne, ainsi que la représentation de la présidence et du Conseil devant le Parlement européen.

La nomination de l'ambassadeur Mavroyiannis au poste de ministre chargé de coordonner la première présidence chypriote de l'Union européenne fait suite à son mandat de représentant permanent de Chypre auprès de l'Union européenne, entre 2008 et 2011.

Entre le 1^{er} mars et le 31 août 2013, il a occupé le poste de secrétaire permanent au Ministère des affaires étrangères de la République de Chypre, poste le plus élevé du service diplomatique après celui de ministre des affaires étrangères, compétent pour l'ensemble des questions relevant des relations extérieures.

En septembre 2013, l'ambassadeur Mavroyiannis a été nommé par le Président chypriote négociateur en chef dans le processus de paix chypriote, mené dans le cadre de la mission de bons offices du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à Chypre. Il s'agissait notamment de conduire des négociations sur un certain nombre de questions, en particulier les affaires constitutionnelles et la gouvernance, de concevoir un régime spécial de propriété pour assurer une réparation aux personnes déplacées à la suite d'un conflit armé, et de traiter de nombreuses autres questions complexes de nature juridique et politique. La tâche consistant à donner corps au règlement du problème chypriote a été l'aboutissement de longues années de travail et d'expérience sur cette question, notamment en tant que membre de l'équipe de négociation gréco-chypriote du processus de paix de Chypre entre 2003 et 2008.

L'ambassadeur Mavroyiannis a été deux fois chef de cabinet du ministre des affaires étrangères de Chypre, entre 1995 et 1997 et entre 2002 et 2003. Il a été ambassadeur en France entre 1999 et 2002, et en Irlande entre 1997 et 1999. Il a également été ambassadeur non résident à la Principauté d'Andorre, en Tunisie, au Maroc et au Brésil, et haut-commissaire à Sainte-Lucie, à la Grenade et à Antigua-et-Barbuda.

L'ambassadeur Mavroyiannis est également titulaire d'une maîtrise (D.E.A.) en sciences politiques de l'Université de droit et de sciences économiques de Paris II (1984) et d'un doctorat en sociologie politique de l'Université de Paris X-Nanterre (1985).

En 2015, il a été décoré de l'ordre national de la Légion d'honneur de la République française (grade d'officier). Il a été fait Grand Officier de l'Ordre du mérite diplomatique de la République de Roumanie en 2013.

Né à Chypre en 1956, l'ambassadeur Mavroyiannis parle couramment le grec, le français et l'anglais et possède des connaissances de base en allemand.avenir] (Brill, 2020).

Ivon Mingashang (République démocratique du Congo)

[Original : anglais et français]

Extrait d'une note verbale datée du 12 avril 2021, adressée par la Mission permanente de la République démocratique du Congo

Le Gouvernement de la République démocratique du Congo soutient la candidature de M. Ivon Mingashang, docteur en sciences juridiques, professeur à l'Université de Kinshasa et professeur invité à la Faculté de droit et de criminologie de l'Université libre de Bruxelles. Il est en effet convaincu que, par sa vaste expérience dans le domaine du droit international aux niveaux tant national qu'international, celui-ci contribuera à la diffusion et à la promotion des travaux de la Commission du droit international ainsi qu'à l'accomplissement de son mandat.

Curriculum vitae

en vue de la candidature à l'élection de membre de la Commission
du droit international des Nations Unies

Mandat 2023-2027

I. Diplômes et certificats

- Docteur en Sciences juridiques (Orientation droit international public) de l'Université libre de Bruxelles, 2008 ;
- Diplôme de « Maître Spécial en gestion fiscale » à la *Solvay Brussels School of Economics & Management*, juillet 2010 ;
- Titulaire d'un Mastère en Théorie et Philosophie du droit de l'Académie européenne de Théorie du droit, (*Katholieke Universiteit of Brussel – KU B – Facultés Universitaires Saint-Louis de Bruxelles*), 2008 ;
- Diplôme d'études approfondies en droit international de l'Université libre de Bruxelles, 2003 ;
- Diplôme d'études spécialisées en droit international public de l'Université libre de Bruxelles, 2002 ;
- Licencié en Philosophie des Facultés Catholiques de Kinshasa (actuellement Université catholique du Congo), 1998 ;
- Licencié en droit de l'Université de Kinshasa (option droit international et relations internationales), 1995.

II. Résumé des qualifications professionnelles

A. Champ de recherches

- Droit international public général (en particulier : réglementation du recours à la force ; règlement pacifique des différends ; responsabilité internationale ; etc.) ;
- Droit des conflits armés ;
- Droit de l'intégration économique en Afrique ;
- Relations internationales africaines ;
- Théorie du droit et la philosophie du droit (conceptualisation du « criticisme juridique »).

B. Enseignements dispensés en tant que professeur à l'Université de Kinshasa et dans plusieurs autres Universités de la République démocratique du Congo depuis 2010 :

- Droit international public (Université de Kinshasa ; Université de Goma) ;
- Droit des Organisations internationales (Université de Goma ; Université de Kikwit ; Université William Booth de Kinshasa ; Université du Kasai) ;
- Droit international humanitaire (Université de Kinshasa ; Université de Kikwit ; Université de Goma ; Université de Matadi) ;
- Relations internationales africaines (Université de Goma) ; droit Communautaire africain (Université de Goma) ; philosophie du droit (Université de Kinshasa) ;
- Déontologie des avocats et magistrats (Université de Kinshasa) ;
- Droit de la sécurité internationale (Université du Kasai ; Université de Goma) ; droit fiscal général (Université de Kikwit ; Université de Goma) ;
- Droit fiscal international (Université de Kikwit ; Université de Goma) ; méthodologie de la recherche en droit international (Université de Kinshasa) ;
- Droit de la coopération internationale (Université de Kikwit).

C. Professeur invité comme Expert à la Faculté de droit et de criminologie de l'Université Libre de Bruxelles, depuis 2020 :

- Direction des travaux de fin d'études en droit international ;
- Participation à des jurys d'évaluation des travaux de fin d'études en droit international.

D. Direction et encadrement des thèses en droit international

1. En tant que directeur de thèse :

- M. Christian Tshiamala wa Tshiamala, De l'exercice par la Cour pénale internationale de sa compétence répressive dans le contexte du développement de l'ordre environnemental international. Vers un nouveau paradigme écologique.
- M. Sylvain Lumu Mbaya, Le droit des élections démocratiques dans le contexte africain. Esquisse des enjeux et perspectives à l'aune des expériences comparées.
- M. Roger Mvita, La notion de « autres actes inhumains » envisagée au regard du principe de la légalité des délits et des peines.
- M. Phuati Nsuami Rigobert, Cour pénale internationale : des critères de recevabilité à la réalité juridique congolaise, thèse en co-tutelle entre l'Université libre de Belgique et l'Université de Kinshasa.

2. En tant que membre du comité d'encadrement :

- M. François Bokona Wiipa Bondjali, « Pour un nouveau paradigme de gouvernance des eaux du bassin du Congo : Contribution à la réflexion sur la requalification de l'hydro-solidarité et ses implications en droit international ».
- M. Aubin Minaku Ndjalandjoko, « À la recherche d'un mécanisme efficient de poursuite et de répression des crimes internationaux perpétrés en RDC ».
- M. Zangisi, « Le délai raisonnable en procédure civile congolaise ».

- M. Jean-Paul Mukolo Nkokesha, « Justiciabilité des droits économiques et sociaux dans le contexte africain des systèmes de protection des droits de l'homme en République sud-africaine et en République démocratique du Congo ».
- M. Espoir Masamanki Iziri, « Réflexions sur les conditions d'opérationnalisation de la répression du crime d'agression par les juridictions pénales étatiques ».
- M^{me} Marie Bernard Mubadi Engo, « Impératif du renouveau paradigmatique en vue d'un système efficient de protection des enfants en droit congolais ».

3. Participation aux jurys :

- M. François Bokona Wiipa Bondjali, « Pour un nouveau paradigme de gouvernance des eaux du bassin du Congo : Contribution à la réflexion sur la requalification de l'hydro-solidarité et ses implications en droit international », Faculty of Law of the University of Kinshasa, 2018 (président du jury).
- M. Claver Tshizubu Kazadi, « Contribution à l'efficacité des règles de droit foncier en RDC : Pour une gestion cohérente du sol et de ses ressources » (secrétaire du Jury).
- M. Samba Mukiramfi, « Le recours à la force dans le cadre de la brigade d'intervention en République démocratique du Congo : Entre imposition de la paix et maintien de la paix 'robuste' » (président du jury).
- M. Laurent Okitanembo, « La stabilité juridique dans les contrats d'État au regard du droit international : Une étude à la lumière de l'ordre public congolais » (président du jury).
- M^{me} Camille Ngoma, « La représentation pondérée des États dans les organisations interafricaines : Cas des institutions de gestion des ressources en eau transfrontalières du bassin du Congo » (président du jury).

E. Divers prix de mérite en droit international, dont notamment :

- Lauréat du Concours de procès simulé en droit international Charles-Rousseau-Montréal 2001 ;
- Lauréat du Prix Wolters sur le droit international et le terrorisme – Barreau de Bruxelles, 2006.

F. Expertise

- Avocat au Barreau de Kinshasa-Gembe (R.D.C.) depuis 1998 ;
- Avocat au barreau de Bruxelles depuis 2009 ;
- Manager général de Eureka Law Finn. Société civile professionnelle d'avocats – ELF-SCPA depuis 2019 ;
- Avocat-conseil faisant partie de l'équipe de rédaction du Mémoire de la République démocratique du Congo dans *l'Affaire des Activités armées sur le territoire du Congo* devant la Cour internationale de Justice, (2^{ème} phase – Réparations), *RDC c. Ouganda*, de 2015 à 2017 ;
- Co-agent et avocat-conseil de la République démocratique dans l'affaire des *Activités armées sur le territoire du Congo* devant la Cour internationale de Justice, (2^{ème} phase – Réparations), *RDC c. Ouganda*, depuis décembre 2020 ;

- Expert chargé par le CICR de la formation des enseignants du droit international humanitaire en République Centrafricaine, Bangui (RCA), septembre 2018 ;
- Ancien séminariste de la *Commission du droit international* (CDI) des Nations Unies, Genève, 2001 ;
- Ancien séminariste de Geneva International Peace Research Institute (GIPRI), Genève, juillet 2004 ;
- Chercheur au Centre de droit international de l'Université libre de Bruxelles, de 2002 à 2008 ;
- Représentant du Gouvernement de la République démocratique du Congo à la 56^{ème} session de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU à Genève, avril 1999.

III. Activités de recherche et publications

A. Ouvrages

1. Déjà parus

- *Du droit à l'économie et de l'économie au droit : Retour sur certains pans de l'engagement du Doyen Grégoire Bakandje dans la pratique du droit*, (avec Jean-Paul Segihobe, (dir.), Bruxelles, Bruylant, collection Droit/Économie internationale, 2019, 714 p. ;
- *La responsabilité du juriste face aux manifestations de la crise dans la société contemporaine : Un regard croisé autour de la pratique du droit par le professeur Auguste Mampuya*, (sous la dir.), Bruxelles, Bruylant, collection de droit international, 2018, 1084 p. ;
- *Bréviaire de l'avocat congolais. Instruments juridiques internationaux – Dispositions à caractère constitutionnel – Législation-cadre et Règlements – Décisions de principe des organes ordinaires*, [avec Jean-Paul Mwanza Kambongo et Jean-Jacques Tshiamala wa Tshiamala, (dir.)], 1^{ère} éd., Kinshasa, Medias Paul, 2017, 578 p. ;
- *Des actes et des paroles en l'honneur de l'éméritat du professeur Auguste Mampuya K. T* (sous la dir.), Publications du Centre d'études en règlement des différends internationaux en Afrique – CEROIA, Kinshasa, Éd. Medias Paul, 2017, 144 p. ;
- *Enjeux et défis de la justice pénale internationale à la lumière des conflits armés en Afrique. Actes de la matinée scientifique organisée dans la salle des promotions de l'Université de Kinshasa*, (sous la dir.), samedi 23 août 2014, CERDIA, Kinshasa, 2014, 110 p.

2. Sous édition

- Ivon Mingashang et Fidele Zegbe, (dir.), *Introduction au débat sur la méthodologie de recherche en sciences juridiques*, (chez Larcier), 2021 ;
- Jean-Paul Segihobe et Ivon Mingashang, (dir.), *Le droit pénal entre douleur et enchantement dans le contexte contemporain : Liber amicorum doyen Raphael Nyabirungu*, (chez Bruylant, 2021).

3. À paraître

- *La déconstruction du discours des évidences sur le processus d'intégration économique en Afrique : Débat et perspectives sur les enjeux sur la croissance du continent* ;

- *Théorie et pratique sur le pouvoir du Parlement congolais dans le processus d'engagement juridique de l'État au plan international ;*
- *Principaux aspects du droit international applicable au contexte des conflits armés ;*
- *État du droit positif et de nouvelles tendances ;*
- *L'impense du discours sur la crise de l'État moderne en Afrique à l'aune de la grammaire plurielle de ses éléments constitutifs ;*
- *Principes et règles de la fiscalité applicables au régime d'imposition en droit congolais : Essai d'élucidation de la logique et paradoxes internes au système ;*
- *Le vrai visage du discours juridique contemporain au miroir de la critique philosophique ;*
- *Les acteurs du rituel judiciaire en situation, Essai d'approche herméneutique sur des règles et usages de la profession d'avocats en R. D. Congo ;*
- *Les relations internationales africaines*

B. Articles et contributions

1. Déjà parus

- « Belligérant », « Crime de guerre », « État », in Valere Ndior, *Dictionnaire de l'actualité internationale*, Paris, Pedone, 2021, respectivement aux pp. 81-83, pp. 157-159, pp. 232-234 ;
- « Democratic Republic of Congo » in (ed.) Julien Fouret, *Enforcement of Investment Treaty Arbitration Awards*, Second Edition, *Globe Law and Business*, 2020, pp. 295- 316, (avec Guy-Prosper Djuma Bilali Lokema et Jean-Paul Mwanza Kambongo) ;
- « L'évaluation critique du cadre juridique applicable à l'impératif de la lutte contre les manipulations climatiques en temps de guerre », in Daniel Dormoy et Camille Kuyu (dir.), *Droit(s) et changements climatiques*, Les éditions du Net, 2020, pp. 181- 213 ;
- « Le mirage conceptuel du discours sur la croissance économique à travers les tentatives de réforme du système fiscal congolais », in Ivon Mingashang et Jean-Paul Segihobe, (dir.), *Du droit à l'économie et de l'économie au droit : Retour sur certains pans de l'engagement du Doyen Grégoire Bakandjea dans la pratique du droit*, Bruxelles, Bruylant, 2019, pp. 275-336 ;
- « Essai de réflexion théorique sur les enjeux et perspectives inhérents à la crise du modèle étatique westphalien au tournant de la post-modernité », in Ivon Mingashang, *La responsabilité du juriste face aux manifestations de la crise dans la société contemporaine : Un regard croisé autour de la pratique du droit par le professeur Auguste Mampuya*, Bruxelles, Bruylant, collection de droit international, 2018, pp. 97-147 ;
- « Pour un renouveau du discours juridique dans un « monde cassé ! », in Ivon Mingashang, *La responsabilité du juriste face aux manifestations de la crise dans la société contemporaine : Un regard croisé autour de la pratique du droit par le professeur Auguste Mampuya*, Bruxelles, Bruylant, collection de droit international, 2018, pp. 1-7 ;
- « L'immigration dans le contexte de la mondialisation peut-elle contribuer au vrai dialogue de cultures ? », in Boerger, A., et al., (dir.), *Transferts des savoirs*,

savoirs des pratiques : Production et mobilisation des savoirs pour une communauté inclusive, Laval, Presses universitaires de Laval, 2014, pp. 69-98 ;

- « La mobilisation de l'argument du procès équitable dans le cadre d'une défense devant les cours et tribunaux congolais », séminaire de formation des avocats dans le cadre du Programme d'Appui à la Réforme de la Justice de l'UE (PARJ), 29 avril 2014, remanié et publié comme article scientifique in *La Grande Bibliothèque du Droit*, novembre 2014, en ligne, [lagbd.org/index.php/La_mobilisation_de_l%27argument_du_proc%C3%A8s_%C3%A9quitable_dans_le_cadre_d%27une_d%C3%A9fense_devant_les_cours_et_tribunaux_congolais_\(int\)_\(cd\)](http://lagbd.org/index.php/La_mobilisation_de_l%27argument_du_proc%C3%A8s_%C3%A9quitable_dans_le_cadre_d%27une_d%C3%A9fense_devant_les_cours_et_tribunaux_congolais_(int)_(cd)) ;
- « La réception du modèle sémiotique de narrativité dans le champ de la théorie contemporaine du droit », in Mabasi, F., (ed.), *Philosophie et espérance : La transcendance au cœur de l'espérance humaine. Mélanges offerts au professeur émérite Abbé Hippolite Ngimbi Nseka*, Kinshasa, UCC., 2013, pp. 449-460 ;
- « De la juridicisation du politique à travers la réception du paradigme de l'état de droit dans les constitutions africaines : Cas de la République démocratique du Congo », in *Cahiers africains des droits de l'homme et de la démocratie*, 17^{ème} année, n° 039, vol. I, juin-avril 2013, pp. 19-41 ;
- « La liberté de circulation des personnes sur le plan international à la croisée des chemins entre les acquis de la mondialisation et les contraintes de la souveraineté étatique », in *Mobilités et migrations : Figures et enjeux contemporains. Pluralité des regards et des discipline*, Paris, L'Hannattan, 2012, pp. 205-220 ;
- « Les contraintes épistémologiques inhérentes à la conception de l'État de droit en tant que paradigme constitutif de la démocratie contemporaine », in *Cahiers africains des droits de l'homme et de la démocratie*, 16^{ème} année, n°036, vol. 1, juillet-septembre 2012 ;
- « Heurs et malheurs du droit international à la lumière de la crise sécuritaire en R.D.C. (Première partie) », in Greg Basue Babu Kazadi (dir.), *Le droit international à l'épreuve des enjeux sécuritaires en République démocratique du Congo : Actes des Journées scientifiques du Département de droit international public et relations internationales de la Faculté de droit de l'Université de Kinshasa*, 3 et 4 décembre 2010, Kinshasa, Presses de l'Université de Kinshasa, 2012.

2. À paraître

- « Des ombres et lumières sur le débat méthodologique en sciences du droit », in Ivon Mingashang et Fidele Zegbe Zegs, *Introduction au débat sur la méthodologie de recherche en sciences juridiques* (à paraître en 2021 chez Larcier).
- « Verses et controverses autour de l'improbable école pénale de Kinshasa ou l'art de faire prendre des vessies pour des lanternes », in Jean-Paul Segihobe Bigira et Ivon Mingashang, *Le droit pénal entre douleur et enchantement dans le contexte contemporain : Liber amicorum Doyen Raphael Nyabirungu mwene Songa*, (à paraître en 2021 chez Larcier).
- « Progrès et crise des concepts fondamentaux du droit international humanitaire au regard de manifestations contemporaines de la violence armée dans le temps » ;
- « L'implication du militaire dans la mise en œuvre du DIH » ;

- « À propos de l'articulation entre le *jus ad bellum* et le *jus in bello* en droit contemporain : Quelques éléments de clarification du débat » ;
- « L'effort de guerre et son implication sur la protection de la population civile dans le contexte de violence armée » ;
- « Défis et perspectives de ré-enchantement du processus d'intégration économique en Afrique à travers l'institution de la Zlecaf ».

C. Travaux dirigés

- *L'actualité de l'affaire de la Caroline en droit international public : La doctrine de la légitime défense préventive en procès*, Thèse de doctorat, ULB, 2008 (sous la direction du professeur Olivier Carten) ;
- *La conception de l'État démocratique contemporain dans la pensée de Jürgen Habermas*, Mémoire de mastère en Théorie du droit, Académie européenne de théorie du droit, Bruxelles, 2009 (sous la direction du professeur François Ost) ;
- *L'affaire de la Caroline (1837) revisitée dans le contexte de la lutte contre le terrorisme international*, Mémoire de D.E.A., ULB, 2002-2003 (sous la direction du professeur Olivier Corten).

IV. Communications/Conférences

- « Les apories du juridisme classique face aux défis posés par la pratique contemporaine de la piraterie en Afrique », in RFDI, *Le droit international et les nouveaux visages de la piraterie. 14^{ème} colloque annuel du Réseau francophone de droit international*, 29 avril 2017, Cotonou, Université D'Abomey-Calavy, (à paraître) ;
- « La représentation du discours sur la justice pénale internationale dans l'imaginaire de l'homme africain », communication au colloque sur *Le Statut de la CPI à 20 ans : Approches critiques et interdisciplinaires*, organisé par le Centre de droit international de l'Université libre de Bruxelles, « Panel 3 : Perception(s) et réception/Perception(s) and Reception » animé par Marie-Laurence Hebert-Dolbee, Vaïos Koutroulis, Damien Scalia, 2 et 4 décembre 2018, in *e-legal. Revue de droit et de criminologie de l'ULB*, Volume n° 3, avril 2019, mis en ligne sur <http://e-legal.ulb.be/volume-n03/debats-2/panel-3-perception-s-et-reception-perception-s-and-reception>, « Débats », février 2020 ;
- Conférence sur le *Droit international humanitaire et situation de guerre en République démocratique du Congo*, organisée conjointement par le Centre d'études en règlement des différends internationaux en Afrique – CERDLA, le Centre de recherches pour la promotion et la protection des droits de l'homme en Afrique centrale – CRIDHAC et la Représentation à Kinshasa du Comité international de la Croix-Rouge – CICR/RDC, Université de Kinshasa, novembre 2014 ;
- « Propos introductif à la matinée scientifique » sur *Les enjeux et défis de la justice pénale internationale à la lumière des conflits armés en Afrique*. animée par les professeurs Eric David (Université Libre de Bruxelles) et Raphael Nyabirungu Mwene Songa (Université de Kinshasa), organisée par Centre d'études en règlement des différends internationaux en Afrique – CERDIA en collaboration avec la Représentation de la Cour pénale internationale à Kinshasa, Université de Kinshasa, 23 août 2014.

V. Autres activités relevant de la pratique du droit international

- Participation et/ou intervention à plusieurs conférences et colloques sur le droit international, notamment à Pretoria (RSA), Bruxelles (Belgique), Paris (France), Bucarest (Roumanie), Genève (Suisse), Alberta, Montréal (Canada), Bangui (RCA) ; Cotonou (Bénin), etc. ;
- Membre du Conseil d'administration du Réseau francophone de droit international, depuis 2009 ;
- Membre du Conseil d'administration de « Recherches et documentation juridiques africaines », depuis 2008 ;
- Membre de l'Institut Euro-africain de droit économique, INEADEC en sigle, depuis décembre 2019 ;
- Directeur exécutif et membre co-fondateur du Centre d'études en règlement des différends internationaux en Afrique, (CERDIA), affilié à la faculté de droit de l'Université de Kinshasa depuis 2011 ;
- Membre de la Société française pour le droit international (SFDI) depuis 2008 ;
- Membre associé du Centre de droit international et de sociologie appliquée au droit international de l'Université libre de Bruxelles depuis 2008 ;
- Membre du comité de rédaction de la Revue de droit africain, en sigle RDA (publiée à Bruxelles), depuis 2008 ;
- Membre du Comité de lecture de la Revue québécoise de droit international, depuis 2010 ;
- Membre du Comité scientifique de la Revue belge de droit international, depuis 2010 ;
- Membre du Comité scientifique de Military Law and the Law of War Review, depuis 2020.

VI. Activités de consultance

– Action contre l'impunité pour les droits humains – ACIDH :

Évaluation des critères relatifs à l'exigence d'un procès équitable dans le cadre des procédures judiciaires initiées contre certains représentants des mouvements citoyens, défenseurs des droits de l'homme et militants des partis politiques de l'opposition en République démocratique du Congo. Étude réalisée sur la période allant de 2016-2019, mai 2020

– Institut Alternatives et Initiatives Citoyennes pour la Gouvernance Démocratique I-AICGD :

Guide du Parlementaire congolais, tome I : La fonction parlementaire, Législature 2019-2024, 1^{ère} édition, 2020, 88 p.

Guide du Parlementaire congolais, tome 2 : Recueil des textes, Législature 2019-2024, 1^{ère} édition, 2020, 461 p.

– Comité international de la Croix-Rouge – CICR :

Actualisation de l'étude du CICR sur le droit international coutumier, décembre 2018.

– Programme des Nations Unies pour le Développement – PNUD :

L'utilisation de la technique de plaidoirie à des fins stratégiques dans le cadre d'un procès en matière des crimes de droit international, Séminaire de formation des avocats sur l'assistance judiciaire en matière des crimes graves, organisé par le Programme des Nations Unies pour le développement – PNUD, Kindu, 11-15 avril 2014.

– Assemblée nationale de la RDC :

État des lieux et perspectives de la réforme de l'adoption internationale du point de vue de la République démocratique du Congo, consultation à l'intention du Bureau de l'Assemblée nationale, 15 septembre 2015 ;

Les effets de réserves à un traité bilatéral du point de vue du droit international et de l'ordre juridique congolais, consultation à l'intention du Bureau de l'Assemblée nationale, 2013.

– National Democratic Institute (NOI) RDC :

L'administration de la preuve dans le cadre du contentieux électoral, Séminaire de formation sur le renforcement des capacités sur le contentieux électoral organisé par National Democratic Institute (NOI) à l'intention des partis politiques, à Kinshasa, du 27 au 28 septembre 2018 ;

Facilitation et animation de deux sessions de formation à l'intention des administrateurs électoraux des regroupements et partis politiques, organisée par National Democratic Institute (NDI) à l'intention des partis politiques, à Goma (Nord-Kivu), du 11 au 18 juin 2018.

– Avocats Sans Frontières – ASF :

La constitutionnalité du « projet » de loi portant protection des défenseurs des droits de l'homme en République démocratique du Congo, Avis juridique donné à la demande du Comité de suivi des stratégies nationales de protection des défenseurs des droits humains en RDC, mars 2015.

– Cabinet d'avocats Liedekerke (Belgique) :

La validité de la procédure relative à l'expression du consentement à être lié par la République démocratique du Congo à l'Accord en vue de la création de la Banque Africaine d'import-export (« AFREXIMBANK ») signé à Abidjan le 8 mai 1993, novembre 2018.

– Ministère de l'Intérieur, décentralisation et affaires coutumières de RDC :

Mémoire relatif aux conséquences juridiques, politiques et diplomatiques des expulsions des citoyens de la RDC du Congo-Brazzaville : Indications d'ordre méthodologique à l'intention de la future Commission mixte d'enquête sur les allégations des violations des droits de l'homme ayant émaillé les opérations d'expulsion de la République du Congo des ressortissants de la RDC, Avis juridique donné à la demande du Ministère de l'Intérieur, décentralisation et affaires coutumières de RDC, septembre 2014.

VII. Fonctions exercées

A. Dans le domaine académique et scientifique

- Chef du Département de droit international & relations internationales, faculté de droit, Université de Kinshasa, depuis 2018 ;

- Secrétaire en charge de l'Enseignement du Département de droit international public & Relations internationales, faculté de droit, Université de Kinshasa, de 2015 à 2018 ;
- Doyen de la faculté de droit de l'Université de Goma (RDC) de 2011 à 2015 ; Enseignant du cours de français juridique (introduction générale à l'étude du droit) à Hogeschool – Université Brussel (2009) ;
- Assistant à la faculté de droit de l'Université de Kinshasa de 1996 à 2000.

B. Dans les institutions autres que scientifiques et universitaires

- Membre du Conseil d'administration de la Cominière S.A. (ex ZAIRE – ETAIN), depuis mars 2020 ;
- Directeur général du Centre de recherche en sciences humaines, en sigle CRESH, institution de recherche relevant du Ministère de la Recherche scientifique et Innovations technologiques de la RDC, depuis mars 2020 ;
- Directeur de Cabinet du Ministre de la Coopération internationale, en 2018 ;
- Conseiller au Ministère des droits humains (RDC) de 1998 à 2000 ;
- Expert-juriste au département de la Planification de la Commission Nationale de l'Énergie, Ministère de l'énergie (RDC) de 1996 à 1997.

VIII. Langues de travail

- Français ;
- Anglais ;
- Langues nationales congolaise

Giuseppe Nesi (Italie)

[Original : anglais et français]

Extrait d'une note verbale datée du 16 février 2021, adressée par la Mission permanente de l'Italie auprès de l'Organisation des Nations Unies

M. Giuseppe Nesi est professeur titulaire de droit international et de droit des institutions internationales à l'Université de Trente, où il a été doyen de la Faculté de droit de 2012 à 2018 et enseigne le droit international public, le droit des organisations internationales et le droit international des droits de l'homme. Il a été conseiller juridique auprès du Président de l'Assemblée générale des Nations Unies à la soixante-cinquième session (2010-2011). De 2002 à 2010, il a été le conseiller juridique de la Mission permanente de l'Italie auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York et a représenté l'Italie au sein de la Sixième Commission.

M. Giuseppe Nesi est titulaire d'un diplôme de droit de l'Université de Catane, d'une maîtrise en affaires internationales de l'Université Johns Hopkins et d'un doctorat en droit international de l'Université de Rome. Depuis 1992, il exerce les fonctions d'expert juridique au Ministère italien des affaires étrangères. En 1994, il a été le conseiller juridique du Président en exercice de la CSCE. En 1996, il a été le conseiller juridique de la Présidence italienne de l'Union européenne.

CURRICULUM

Giuseppe NESI, né à Crotone (Italie) le 14 Novembre 1959.

Formation

1987-1990 : Doctorat d'État en droit, « La Sapienza » Université de Rome.

1984-1986 : Master of Arts in International Affairs, Johns Hopkins University.

1984 : Académie de droit international de la Haye (Cours de droit international public).

1978-1983 : Maîtrise en droit (Laurea in Giurisprudenza), Faculté de droit, Université de Catane.

Charge actuel :

Professeur de droit international à la Faculté de droit de l'Université de Trente (depuis 2001).

Charges antérieures :

2012-2018 : Doyen de la Faculté de droit de l'Université de Trente (élu à nouveau en 2015).

2010-2011 : Conseiller juridique du Président de l'Assemblée Générale des Nations Unies, New York.

2002-2010 : Conseiller juridique de la Mission permanente d'Italie auprès des Nations Unies, New York.

1998-2001 : Professeur associé de droit international et du droit de l'Union Européenne, Faculté de droit de l'Université de Trente.

1996-1997 : Chargé des cours de droit international et de droit communautaire, Faculté de droit de l'Université de Trente.

1993-1998 : Chercheur de droit international et chargé des cours de droit international, droit communautaire, droit de l'homme, Faculté de droit de l'Université de Trente.

Enseignements, conférences, activités de recherche et autres activités y concernées

A. Enseignements et cours

Depuis 2020 : Professeur invité à la Université de Johannesburg.

À partir de 2013 jusqu'à présent : Membre du *Collegio dei docenti* du programme d'études pour le doctorat d'État en droit européen et droit comparé, Université de Trente.

À partir de 2011 jusqu'à présent : Cours de droit international et de droit des institutions internationales à la Faculté de droit de l'Université de Trente.

2015 : Université de Paris II, Panthéon-Assas, IHEI, professeur invité, Cours sur « Légitimité et légalité dans la pratique récente de l'Assemblée Générale des Nations Unies ».

2011-2016 : UNICRI, Turin, LLM sur « Crime International et Justice », organisés conjointement par la Faculté de droit de l'Université de Turin et l'UNICRI.

2011-2013 : Cours de droit international, École des études internationales (Master en études européennes et internationaux et pour le doctorat d'État) de l'Université de Trente.

1998-2009 : Membre du *Collegio dei docenti* du programme d'études pour le doctorat d'État de l'Université de Teramo.

1995-2002 : Cours en droit de l'Union européenne, Université de Trente.

1996-2001 : Cours en droit international des droits de l'homme, Université de Trente.

1993-2002 : Cours en droit international public, Université de Trente.

À partir de 1993 jusqu'à présent : Directeur de thèses pour la maîtrise, et de thèses pour le doctorat d'État, Université de Trente.

1987-1992 : Chargé d'enseignement, Université « La Sapienza », Rome.

1986-1991 : Chargé de recherche, Faculté de Droit, Département de droit international public et organisation internationale, Université de Genève.

B. Participation à conférences en tant que rapporteur

- University of Johannesburg, Novembre 2019, International Conference on « International Law and Justice for the Victims of Gross Human Rights Violation of Sexual and Gender-Based Violence ».
- Université de Parma, Juin 2019, « The International and European legal framework for immigration and asylum: the role of national Courts in the implementation of the European Charter for fundamental rights », projet européen e-learning National Active Charter Training, e-NACT.
- Université de Trente, Mai 2019, « The role of Africa's supranational courts in the protection of fundamental rights: contributions and challenges ».

- Université de Roma 3, Mars 2019, « La Cour européenne des droits de l’homme lors de la présidence de Guido Raimondi ».
- Université de Innsbruck, Faculté de droit, Janvier 2019, « Teaching International Law », Euregio Mobility Project.
- Zhongnan University of Economics and Law (ZUEL), Wuhan, Octobre 2018, « International Law in Contemporary Perspective ».
- Université of Riga, Graduate School of Law, Mars 2017, « Jurisdictional Immunities of States », Erasmus Teaching Staff Mobility Program.
- Université de Innsbruck, Faculté de droit, Janvier 2017, « The European International Law Tradition: the German, Austrian and Italian Contribution », Euregio Mobility Project.
- Peking University, Beijing, September 2013, *Wang Tiyea Lectures Series of International Law*, « Human Rights and Non-Intervention ».
- Columbia University, Columbia Law School, Octobre 2008, « International Criminal Justice ».
- Fordham University, Mars 2007, « Theory of International Organizations ».
- New York University, Mars 2006, « Universal Jurisdiction and International Criminal Justice ».
- Université de Granada and Université Carlos III, Madrid, Mars 2004, « Universal Jurisdiction and International Law ».

C. Activités de recherche et projets de recherche

- 2019 : Co-responsable scientifique et rapporteur, séminaire sur « La crise du multilatéralisme entre les migrations internationales et le droit international de l’économie », Université de Trente.
- 2019 : Modérateur à la conférence sur « Une Autorité National pour les droits de l’homme en Italie : exemples européennes, l’expérience italienne et les espoirs de la société civile », Rome, Chambre des députés.
- 2018 : Responsable scientifique et rapporteur, conférence internationale sur « A National Human Rights Institution for Italy: Challenges and the Way Forward », Trente.
- 2017 : Responsable scientifique et rapporteur à la XXII réunion annuelle de la Société Italienne de Droit International et de Droit de l’Union européenne, « Migrations et droit international: au-delà de l’émergence ? ».
- 2014-2017 : Responsable scientifique du projet stratégique « Living Integration Laws » (LIL), Université de Trente.
- 2007-2010 : Responsable scientifique de l’unité de recherche de l’Université de Trente pour le projet de recherche d’intérêt national (PRIN) sur les violations graves des normes d’engagement dans les conflits modernes, financé par le Ministère de l’Université et de la recherche. Sujet spécifique de l’unité de Trente : « Répression pénale des actes de terrorisme commis à l’occasion des conflits armés ».
- 2005 : Responsable scientifique, avec Valeria Santori, du séminaire : « Recent Developments in Counter-terrorism: the United Nations and Beyond », Columbia University, New York.

- 2004 : Organisateur et responsable scientifique de la conférence internationale : « International Co-operation in Counter-terrorism », Université de Trente.
- 2002-2004 : Responsable de l'unité de recherche pour le projet de recherche d'intérêt national (PRIN) sur la coopération judiciaire internationale, financé par le Ministère de l'Université et de la recherche.
- 2001 : Responsable scientifique, avec Mauro Politi, de la conférence internationale : « The International Criminal Court and the Crime of Aggression », Université de Trente.
- 1998-2000 : Responsable scientifique de l'unité de Université de Trente pour la recherche « The International Criminal Court » financé par le Ministère de l'Université et de la recherche.
- 1999 : Responsable scientifique, avec Mauro Politi, de la conférence internationale : « The Rome Statute of the International Criminal Court: a challenge to impunity », Université de Trente.
- 1996-2000 : Responsable scientifique de nombreux projets scientifiques financés par le Centre National de Recherche.

D. Autres activités

- 2000-2002 : Membre du Comité promoteur de l'École d'études internationales de l'Université de Trente et depuis membre du Comité de gestion.
- 1999-2002 : Vice-Director du Département de Sciences Juridiques, Université de Trente.
- 1998-2002 : Membre du Comité scientifique et responsable pour les sections « droit international » et « droit des communautés européennes » du Master avancé de Droit européen et droit transnational, Université de Trente.

Affiliations avec des sociétés scientifiques et des publications scientifiques

Directeur de l'Italian Yearbook of International Law (depuis 2018).

Membre du Conseil des Gouverneurs dell'International Association of Law Schools (depuis 2018).

Vice-Président de la Société Italienne de Droit International et de Droit de l'Union Européenne (2016-17).

Membre du comité de rédaction de l'Italian Yearbook of International Law (1989-2015), et du Comité des directeurs (depuis 2015).

Membre de la Société Européenne de Droit International (depuis 2019).

Membre de l'International Law Association (depuis 2018).

Membre de l'Institut International de Droit Humanitaire, San Remo (depuis 2011).

Membre de la Société Française pour le Droit International (SFDI) (depuis 1997).

Membre de la Société pour l'Organisation Internationale (SIOI) (depuis 1992), et de son Comité scientifique (depuis 2012).

1992-1999 : Membre du Comité scientifique de la Conférence des Recteurs des Universités de la communauté « Alpe Adria ».

Autres expériences professionnelles

- À partir des 2013 et jusqu’à présent : Membre du Comité Interministériel pour les droits de l’homme, nommé par le Ministre des Affaires étrangères en tant que personnalité éminente dans le domaine des droits de l’homme.
- 2000-2001 : Expert juridique de la Commission parlementaire d’enquête sur le Cermis.
- 1996 : Conseiller juridique de la présidence italienne de l’Union européenne pour les activités de l’OSCE.
- 1994 : Conseiller juridique du Président en exercice de la CSCE.
- Depuis 1992 membre de délégations italiennes, en tant que conseil juridique, à l’occasion de nombreuses conférences, négociations, rencontres à propos de sujets différents, y inclus les Nations Unies, l’OSCE, la Cour pénale internationale, les droits de l’homme, la solution pacifique des différends.
- 1986 : Admis au barreau.

Hong Thao Nguyen (Viet Nam)

Extrait d'une note verbale datée du 24 février 2021, adressée par la Mission permanente du Viet Nam auprès de l'Organisation des Nations Unies

M. Nguyen Hong Thao est une personnalité éminente dans le domaine du droit international. Doté d'une solide formation universitaire et d'une grande expérience pratique du droit, il a contribué à l'évolution positive du droit international grâce à ses excellents services auprès du Ministère des affaires étrangères et à son activité d'enseignement dans diverses institutions universitaires. Compte tenu de ses vastes connaissances et compétences en matière de droit international, il a occupé divers postes importants au sein du Gouvernement tout au long de sa carrière, notamment ceux de Vice-Président de la Commission nationale du tracé des frontières, de Négociateur en chef dans les différends relatifs aux frontières ainsi que de consultant juridique pour les comités de rédaction chargés d'élaborer les lois vietnamiennes sur le droit de la mer et sur la protection de l'environnement. Il a exercé les fonctions d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République socialiste du Viet Nam auprès de la Malaisie de 2011 à 2014 et auprès de l'État du Koweït de 2014 à 2017.

M. Nguyen Hong Thao enseigne actuellement le droit international à l'Académie diplomatique du Viet Nam et intervient régulièrement dans de prestigieuses institutions universitaires et conférences internationales dans la région. Depuis qu'il a été élu membre de la Commission du droit international en 2016, il consacre tout son temps et ses efforts aux travaux de la Commission, contribuant grandement aux discussions ainsi qu'à la diffusion des résultats des travaux de cette dernière auprès du grand public et des professionnels du droit au Viet Nam. Il a également participé à la rédaction de nombreuses publications juridiques régionales et nationales de renom. Son curriculum vitae est présenté ci-après.

Le Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam est fermement convaincu que M. Nguyen Hong Thao contribuera de manière significative à la Commission du droit international grâce à ses qualifications exceptionnelles et à son grand attachement au droit international.

Curriculum vitae

Nguyen Hong Thao

Ambassadeur et professeur de droit international

Membre de la Commission du droit international de l'ONU

pour la période 2017-2022

Candidat du Viet Nam à la réélection à la Commission du droit international (2023-2027)

Né le 1^{er} décembre 1957 dans la province de Thai Binh (Viet Nam), le professeur et ambassadeur Nguyen Hong Thao est un diplomate vietnamien et juriste international respecté, dont les compétences portent sur de multiples domaines du droit international, notamment le droit de la mer, le droit des organisations internationales, le règlement des différends et le droit de l'environnement.

Grâce à sa connaissance approfondie du droit international et à ses excellentes compétences de diplomate expérimenté maîtrisant l'anglais et le français, M. Nguyen

a occupé divers postes clefs tout au long de sa carrière du fait de ses accomplissements en tant que figure de proue dans l'étude, l'enseignement et la diffusion du droit international au Viet Nam.

Il a exercé les fonctions de Négociateur en chef du Viet Nam lors d'importantes négociations sur les frontières terrestres et maritimes. Il a également joué un rôle de consultant pour l'élaboration de divers instruments juridiques nationaux, à savoir les codes maritimes, la loi sur la protection de l'environnement, la loi sur la pêche et la loi vietnamienne sur le droit de la mer. Depuis 2009, il se consacre essentiellement à la rédaction de travaux universitaires et à l'enseignement du droit international. Il est l'un des membres fondateurs de la Société asiatique de droit international et de la Société vietnamienne de droit international.

M. Nguyen a été élu à la Commission du droit international en novembre 2016 et partage depuis lors ses précieuses connaissances sur les questions clefs du droit international, contribuant de manière remarquable aux recherches et aux discussions de la Commission ainsi qu'à la diffusion des résultats des travaux de cette dernière auprès du grand public et des professionnels du droit au Viet Nam et dans d'autres régions du monde. Il a également participé à la rédaction de nombreuses publications régionales et nationales bien connues sur le droit international.

Profil professionnel

Depuis 2020	Arbitre désigné en vertu de l'article 2 de l'annexe VII de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982
2018	Second Vice-Président de la 70 ^e session de la Commission du droit international des Nations Unies
Depuis 2017	Membre de la Commission du droit international des Nations Unies
2014-2017	Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République socialiste du Viet Nam auprès de l'État du Koweït
2011-2014	Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République socialiste du Viet Nam auprès de la Malaisie
Depuis 2009	Professeur associé de l'Académie de la diplomatie du Viet Nam et de l'Université nationale du Viet Nam
2007-2011	Vice-Président de la Commission nationale du tracé des frontières – Ministère des affaires étrangères

Formation

1993-1996	Doctorat en droit, Université Paris I, Panthéon Sorbonne
1991-1993	Master en droit international et organisations internationales, Université Paris I, Panthéon Sorbonne
	Master en archéologie, histoire et philosophie, Université de la Sorbonne
1976-1982	Licence en mécanique navale et navigation, Collège de navigation de Bakou, URSS

Stages de formation

1999	Académie de droit international de La Haye, Centre d'études et de recherche sur le droit international des transports maritimes
-------------	---

1988 Cours de formation sur le droit international et le droit de l'environnement, State and Law Institute, URSS

Appartenance à des comités consultatifs et de rédaction

Depuis 2017 Membre du comité de rédaction du Journal de l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique

Depuis 2016 Rédacteur en chef du Vietnamese Yearbook of International Law

Depuis 2014 Membre du comité de rédaction du Journal of East Asia and International Law

Depuis 2007 Membre du comité de rédaction de l'Asian Journal of International Law (AsianJIL)

Depuis 2001 Membre du comité consultatif du Asian Yearbook of International Law (AYBIL)

Appartenance à des associations et institutions

Depuis 2016 Membre de la Société vietnamienne de droit international

Depuis 2007 Membre de la Société asiatique de droit international

Depuis 2007 Membre des organes directeurs de la Société asiatique de droit international

Depuis 1998 Membre de l'Association de développement du droit international en Asie

Depuis 1996 Membre du Réseau régional relatif aux aspects juridiques de la pollution du milieu marin, Programme régional pour la prévention et la gestion de la pollution du milieu marin dans les mers de l'Asie de l'Est, FEM/PNUD/OMI, Membre de l'Association des juristes du Vietnam

1989-1991 Secrétaire de l'Association vietnamienne pour la protection du milieu marin

Depuis 1989 Membre de l'Association vietnamienne pour la préservation de la nature et de l'environnement, Membre de l'Association vietnamienne pour la protection du milieu marin

Prix et distinctions honorifiques

2012 Médaille de l'ordre du travail, catégorie III, décernée par le Président de la République socialiste du Viet Nam

2007 Médaille de l'ordre de l'amitié décernée par la République démocratique populaire lao

2005 Médaille de l'ordre de l'amitié décernée par le Royaume du Cambodge

2000 Prix de thèse INDEMER-2000 décerné par l'Institut du droit économique de la mer pour la meilleure thèse, *Le Viet Nam face aux problèmes de l'extension maritime dans la mer de Chine méridionale*, Septentrion Presses Universitaires, Villeneuve d'Ascq (France), 1997. Cette thèse a été publiée en français sous le titre *Le Vietnam et ses différends maritimes dans la mer de*

Bien Dong (mer de Chine méridionale), Institut du droit économique de la mer, Pedone, 2004.

Principales publications

Ouvrages

En anglais

1. *International Law and Actual Issues in Viet Nam* (Thanh Nien, 2019).

En français

2. *Le Viet Nam et ses différends maritimes dans la mer de Bien Dong (mer de Chine méridionale)* (Institut du droit économique de la mer, Pedone, 2004).

En vietnamien

3. *Droit international économique* (Université nationale de Hanoï, 2020).
4. *Droit international de l'environnement* (Université nationale de Hanoï, 2020).
5. *Cong uoc Luat bien va chinh sach bien Viet Nam (Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 et Politique maritime du Viet Nam)* (Éditions politiques nationales, 2008).
6. *Viet Nam va Hoi dong Bao an Lien hop quoc (Le Vietnam et le Conseil de sécurité de l'ONU)* (Éditions politiques nationales, 2008).
7. *Toa an Luat bien quoc te (Tribunal international du droit de la mer)* (Justice, 2006).
8. *Bao ve moi truong bien – Van de va giai phap (Protection du milieu marin au Viet Nam – difficultés et solutions)* (Éditions politiques nationales, 2004).
9. *Toa an Cong ly quoc te (Cour internationale de Justice)* (Éditions politiques nationales, 1999).
10. *Luat bien (Droit de la mer)* (Université de Hué, 1997).

Chapitres d'ouvrages et articles référencés

1. « Perspective of the Intellectual Property (IP) and the Agreement on Trade-Related Aspect of IPR (TRIP) », *International Law and Actual Issues in Viet Nam* (Thanh Nien, 2019).
2. Avec Ramses Amer, « Conflict Resolution in the South China Sea: An Overview of Progress Made and Remaining Challenges », in Tran Truong Thuy & Le Thuy Trang (dir.), *Power, Law and Maritime Order in the South China Sea* (Lexington Books, 2015).
3. « Good order at sea the challenges and priorities of Vietnam » (2012) in Joshua Ho et Sam Bateman (Dir), *Maritime challenges and priorities in Asia: Implications for regional security* (Routledge, 2012).
4. « Vietnam and Maritime Delimitation » in Ramses Amer & Keyuan Zou (Dir), *Conflict Management and Dispute Settlement in East Asia* (Ashgate, 2010).
5. « Sea Level Rise and the Law of the Sea in the Western Pacific Region » (2020), *Journal of East Asia and International Law*, vol 13, n° 1, p. 121 à 143.
6. « South China Sea and COVID-19 pandemic », *Vietnam Law&Legal Forum*, ISSN 0868 – 3972, vol 27 – n° 308-309, Avril&Mai 2020, p. 10 à 14.

7. « Vietnam's diplomatic strategy amid COVID-19 pandemic », *US-Vietnam Review*, avril 2020, Global Studies Institute, University of Oregon, USA, <https://usvietnam.uoregon.edu/en/author/nguyenhongthao/>.
8. « Joint development from China's position and Cooperation for mutual benefit from Vietnam's stance in the South China Sea » (2018), *Asian Journal of Legal Studies*, vol. VII.
9. « The 2017 Fisheries Law and the fight against illegal fishing » (2018), *Vietnam Law & Legal Forum*, vol. 24, p.8 à 12.
10. « Asia-Pacific Moving towards the Ratification of the Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons » (2018), *Journal of East Asia and International Law*, vol. 11, n° 2, p. 465 à 477.
11. « International Lawyer – A Dialogue with Judicial Wisdom » (2014), *Journal of East Asia and International Law*, vol. 7, n° 1, p. 221 à 234.
12. « Vietnam's Position on the Sovereignty over the Paracels & the Spratlys: Its Maritime Claim » (2012), *Journal of East Asia International Law*, vol. V, n° 1.
13. Avec Nguyen Dang Thang, « China's Nine Dotted Lines in the South China Sea: The 2011 Exchange of Diplomatic Notes Between the Philippines and China » (2012), *Ocean Development & International Law*, vol. 43, n° 1, p.35 à 56.
14. Avec Ramses Amer, « Coastal States in the South China Sea and Submissions on the Outer Limits of the Continental Shelf » (2011), *Ocean Development & International Law*, vol. 42, n° 3, p. 245 à 263.
15. Avec Ramses Amer, « A new legal arrangement for the South China Sea » (2009), *Ocean Development & International Law*, vol. 40, n° 4, p. 333 à 349.
16. Avec Ramser Amer, « The Challenge of the Border Disputes of Cambodia, Laos, and Vietnam and Regional Conflict Management » (2009), *Austrian Journal of South-East Asian Studies*, vol. 2, n° 2, p. 53 à 80.
17. Avec Ramses Amer, « Managing Vietnam maritime disputes » (2007), *Ocean Development & International Law*, vol. 38, n° 3, p. 305 à 324.
18. Avec Ramses Amer, « Vietnam's border disputes: Legal and conflict management dimension » (2005-2006), *Asian Yearbook of International Law*, vol. 12, p. 111 à 128.
19. Avec Ramses Amer, « Settlement of border disputes: Favorable conditions for stability and development » (2006), *Vietnam Law & Legal Forum*, vol. 12, n° 143, p. 6 à 11.
20. Avec Ramses Amer, « The management of Vietnam border's disputes: What impacts on its sovereignty and regional integration » (2005), *Contemporary Southeast Asia*, vol. 27, n° 3, p. 427 à 449.
21. « Conservation and Management of Marine Resources in the Asia Pacific- Who is responsible? » (2004), *International Journal of Marine and Coastal Law*, vol. 19, n° 1, p. 71 à 85.
22. « Maritime delimitation in the Tonkin Gulf » (2004), *Ocean Development & International Law*, vol. 11, n° 123, p. 2 à 12.
23. « The 2002 Declaration on the conducts of parties in the South China Sea » (2003), *Ocean Development and International Law*, vol. 34, p. 279 à 287.
24. « Viet Nam and the Code of Conduct for the South China Sea » (2001), *Ocean Development & International Law*, vol. 32, p. 105 à 130.

Phoebe Okowa (Kenya)

Extrait d'une note verbale datée du 17 mars 2021, adressée par la Mission permanente du Kenya auprès de l'Organisation des Nations Unies

Professeur de droit international public et directrice des études supérieures à Queen Mary, University of London, M^{me} Phoebe Okowa cumule plus de 25 ans d'expérience académique et professionnelle dans le domaine du droit international. Avocate près la Haute Cour du Kenya, elle conseille des gouvernements et des organisations non gouvernementales sur des questions de droit international devant des juridictions nationales et internationales. Elle est membre de la Cour permanente d'arbitrage depuis 2017. Le Gouvernement de la République du Kenya est convaincu que M^{me} Phoebe Okowa est hautement qualifiée et dispose des compétences nécessaires pour siéger à la Commission et contribuer à ses travaux.

Professeur Phoebe Okowa

Queen Mary, University of London

Faculté de droit

Connaissances linguistiques

Anglais (courant), swahili (courant), luo (langue maternelle)

Qualifications universitaires et professionnelles

Doctorat en philosophie – Université d'Oxford (1994).

Licence en droit civil – Université d'Oxford (1990).

Licence en droit (mention très bien) – Université de Nairobi (1987).

Avocate, membre du Barreau du Kenya (admise en octobre 1990).

Diplôme de pratique juridique – faculté de droit du Kenya (1988).

Prix et distinctions académiques

Bourse octroyée par le Arts and Humanities Research Council (AHRC – Royaume-Uni) pour un projet de recherche sur les « Questions de droit international découlant de la désintégration de la République démocratique du Congo », 2005-2006 .

Bourse de recherche octroyée par la Fondation Harold Hyam Wingate pour ses travaux sur la « Responsabilité de l'État dans le domaine de l'environnement », 1994.

Bourse du Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement, 1988-1993.

Prix Kaplan et Stratton décerné au meilleur étudiant de dernière année de la faculté de droit de l'Université de Nairobi (concours de plaidoirie et dissertation), 1988.

Prix Gandhi Memorial décerné au meilleur étudiant de dernière année de la faculté de droit de l'Université de Nairobi, 1987.

Fonctions actuelles

Professeur de droit international public, faculté de droit Queen Mary, University of London

Membre de la Cour permanente d'arbitrage (depuis 2017)

Membre du conseil d'administration de Queen Mary, University of London

Fonctions antérieures

Maître de conférences en droit international public, Queen Mary, University of London, 2006-2014.

Maître de conférences, Queen Mary, University of London, 2002-2006.

Maître de conférences en droit, Université de Bristol, 1994-2001.

Membre du conseil universitaire, Queen Mary, University of London, 2004-2006.

Expérience en tant que professeur et conférencière invitée

Conférencière en droit international, Cours régional de l'Organisation des Nations Unies pour l'Afrique (destiné aux diplomates et aux fonctionnaires), Addis-Abeba, 2020.

Conférencière sur la protection des ressources naturelles dans les situations de conflit armé, Médiathèque de droit international des Nations Unies, 2019.

Conférencière invitée, programme Droit et développement, Université d'Anvers, 2018.

Professeur invitée à l'international, faculté de droit de l'Université de New York, 2015-2016.

Professeur adjointe, faculté de droit de la PACE University, 2012-2013.

Professeur invitée à l'international, faculté de droit de l'Université de New York, 2011-2012.

Professeur adjointe, Université catholique de Lille, 2009-2010

Conférencière, Université d'Helsinki, Institut Erik Castren de droit international et des droits de l'homme, programme d'été, 2009.

Professeur invitée, Lauterpacht Research Centre, Université de Cambridge, 2007.

Professeur invitée, Université de Stockholm, 2006

Professeur invitée, St John's College, Université d'Oxford, 1995.

Appartenance à des conseils académiques, à des revues et à des organisations scientifiques

Membre du Comité de l'International Law Association sur l'application transnationale de la loi sur l'environnement, 1997-2006.

Codirectrice de publication (avec le professeur Malcolm Evans), *Oxford Texts in Public International Law* (Oxford University Press). En poste.

Codirectrice de publication (avec le professeur Malgosia Fitzmaurice), *Queen Mary Studies in International Law*, 2002-2018.

Comité de rédaction, *International Community Law Review* (Brill), 2005-2018.

Membre du comité consultatif de rédaction, *African Yearbook of International Law*, 2020.

Membre du comité exécutif de l'International Society of Public Law (ICON-S). En poste.

Membre de la section anglaise de l'Association de droit international. En poste.

Membre du Conseil consultatif international du Stockholm Centre for International Law and Justice. En poste.

Membre du comité consultatif de l'African Association for International Law, 2015.

Membre de la Society of Legal Scholars. En poste.

Membre de la International Society of Public Law Scholars, Book Prize Committee, 2021.

Expérience en tant que conseil

Coconseil devant la Cour internationale de Justice, *Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Gambie c. Myanmar)* (Fond), 2020-février 2021.

Coconseil devant la Cour internationale de Justice, *Délimitation maritime dans l'océan Indien (Somalie c. Kenya)* (Fond), 2019-en cours.

Coconseil et avocate devant la Cour internationale de Justice, *Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Gambie c. Myanmar)*, mesures conservatoires, décembre 2019.

Expérience en tant que conseillère juridique

Avis d'amicus curiae sur la mise en œuvre au niveau national de traités imposant des obligations incompatibles, Cour fédérale du Canada, 2020.

Avis donné à un gouvernement au sujet des conséquences juridiques de la dénonciation et du retrait de la *Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide*, 2019.

Avis juridique au Solliciteur général du Kenya en préparation de son intervention devant la Cour internationale de Justice dans l'avis consultatif sur les *Effets juridiques de la séparation de l'archipel des Chagos de Maurice en 1965*, août 2018.

Conseillère juridique pour une organisation non gouvernementale sur des questions de droit international, notamment sur la mise en œuvre à l'échelle nationale des obligations découlant du *Statut de Rome de la Cour pénale internationale*, en relation avec les éventuelles revendications d'immunité, 2015.

Membre (*ad hoc*) du Groupe d'experts des Nations Unies sur la prévention et le règlement des différends relatifs à l'environnement, La Haye, 2006.

Consultante juridique, Birdlife International Law/Nature Kenya. Avis sur la révision de la *Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles de 1968*.

Représentante de Nature Kenya à la réunion de la Conférence des parties à la *Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction* (CITES) et à la *Convention sur la diversité biologique*, Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Nairobi, mai 2000.

Consultante, African Centre for Technology Studies (ACTS). Rédaction d'un projet de document sur la relation entre les droits de propriété privée et la protection de l'environnement, 1990-1993.

Encadrement de thèses de doctorat en droit international public

Pauline Martini, « Conflicts of Jurisdiction in International Criminal Tribunals: Challenges and Potential Solutions ». En cours.

Dara Modeste, « Domestic Implementation of International Treaties and Commonwealth Caribbean States ». En cours.

Dominique Mystris, « Africa's Proposed Court on International Criminal Justice ». Thèse soutenue avec succès en 2019.

Maria Xiouri, « Legal Consequences for Breach of Treaty Under the Vienna Convention and under the Law of State Responsibility ». Thèse soutenue avec succès en 2019.

Sangeetha Malavan, « Human Trafficking in International and European Law ». Thèse soutenue avec succès en 2018.

Narissa Ramsundar, « The Forms and Degrees of Responsibility for Commission and Participation in Core Crimes Under the Rome Statute ». Thèse soutenue avec succès en 2015.

Mba Chidi Nmaju, « Fragmentation and Divergence in International Criminal Law ». Thèse soutenue avec succès en 2011.

Konstantinos Mastorodimos, « The Accountability of Armed Non-State Actors in International Humanitarian and Human Rights Law ». Thèse soutenue avec succès en 2009.

Mélanie Jacques, « The Protection of Refugees and Displaced Persons under International Humanitarian Law ». Thèse soutenue avec succès en 2008 (publiée par Cambridge University Press, dans Cambridge Studies in International and Comparative Law).

Examinatrice externe de thèses de doctorat en droit international public

Examinatrice externe de la thèse de doctorat intitulée « The Environmental Dimensions of Armed Conflict: Rethinking International Justice and Remedies », Université nationale de Singapour (2019).

Examinatrice externe de la thèse de doctorat intitulée « Prosecuting Environmental Harm before the International Criminal Court », Université de Leiden (2018).

Examinatrice externe de la thèse de doctorat intitulée « International Law and Constitutional Reform: A Case Study of the 2010 Constitution of Kenya », Université de Manchester (2018).

Examinatrice externe de la thèse de doctorat intitulée « Protecting the Environment in Relation to Armed Conflicts: The Role of Multilateral Environmental Agreements », Université de Lund (2017).

Examinatrice externe de la thèse de doctorat intitulée « Common Interests in International Litigation: A case Study on Natural Resource Exploitation Disputes », Université d'Anvers (2015).

Examinatrice externe de la thèse de doctorat intitulée « Regional Integration and Human Rights in Africa », London School of Economics and Political Science (2008).

Examinatrice externe de la thèse de doctorat intitulée « EU Bilateral Fisheries Agreements with Selected African Countries », University College London (2007).

Examinatrice externe de la thèse de doctorat intitulée « The Legal Regime of International Watercourses: Progress and Paradigms Regarding Uses and Environmental Protection », Université de Stockholm (2005).

Examinatrice externe de la thèse de doctorat intitulée « Legal Framework for the Resolution of Bilateral Water Disputes between India, Pakistan and Nepal », École d'études orientales et africaines de l'Université de Londres (1999).

Principales publications

Ouvrages

Phoebe Okowa et Jonas Ebbesson (dir.), *Environmental Law and Justice in Context* (Cambridge University Press, 2009 ISBN 978-0-521-87968-2)

Compte rendu dans : *British Yearbook of International Law*, vol. 80 (2009), p. 422 à 431 ; *Journal of Environmental Law*, vol. 22 (2010), p. 167 à 169.

Phoebe Okowa, *State Responsibility for Transboundary Air Pollution in International Law* (Oxford University Press, Oxford 2000, ISBN 0-19-826097-0) ix- 285

Compte rendu dans : *European Journal of International Law*, vol. 13 (2002), p. 545 à 559 ; *International and Comparative Law Quarterly*, vol. 50 (2001), p. 472 à 473 ; *Journal of Environmental Law*, vol. 14, n° 2 (2002), p. 264 à 266 ; *Cambridge Journal of International Law*, vol. 60 (2001), p. 629 et 630 ; *Leiden Journal of International Law*, vol. 14 (2004), p.477 à 480.

Articles de revues, commentaires et analyses

Phoebe Okowa, « *The Pitfalls of Unilateral Legislation in International Law: Two Case Studies* », *International and Comparative Law Quarterly*, vol. 69, n° 3 (2020), p. 685 à 717.

Phoebe Okowa, « Blood Oil: A Plea for Progressive Reform or A Philosopher's Utopia? Symposium on Leif Weinart, *Blood Oil: Tyrants, Violence, and the Rules that Run the World* (OUP, 2015) », University of British Columbia, Jamesgstewart.com (5 mars 2019).

Phoebe Okowa, « Sovereignty Contests and the Exploitation of Natural Resources in Conflict Zones », *Current Legal Problems*, vol. 66, n° 1 (2013) , p. 33 à 73.

Phoebe Okowa, « The International Court of Justice and the Georgia/Russia Dispute », *Human Rights Law Review*, vol. 11, n° 4 (2011), p. 739 à 757.

Phoebe Okowa, « State and Individual Criminal Responsibility in Internal Conflicts: Contours of an Evolving Relationship », *Finnish Yearbook of International Law*, vol. 20 (2009), p. 143 à 188.

Phoebe Okowa, « *Case Concerning Ahmadou Sadio Diallo (Republic of Guinea v. Democratic Republic of Congo)* », *International and Comparative Law Quarterly*, vol. 57, n° 1 (2008), p. 219 à 224.

Phoebe Okowa, « *Natural Resources in Situations of Armed Conflict: Is there a Coherent Framework for Protection?* », *International Community Law Review*, vol. 9, n° 3, (2007), p. 237 à 262.

Phoebe Okowa, « *Congo's War: The Legal Dimension of a Protracted Conflict* », *British Yearbook of International Law*, vol. 77, n° 1 (2006), p. 203 à 255.

Phoebe Okowa, « *Case Concerning Armed Activities on the Territory of the Congo* », *International and Comparative Law Quarterly*, vol. 55, n° 3 (2006), p. 742 à 753.

Phoebe Okowa, « Review of J. Gardam, *Necessity, Proportionality and the Use of Force by States* », *Modern Law Review*, vol. 69, n° 4, (2006), p. 675 à 677.

Phoebe Okowa, « [Review of N. Jorgensen, *The Responsibility of States for International Crimes*](#) », *International and Comparative Law Quarterly*, vol. 50, n° 4 (2001), p. 992 et 993.

Phoebe N. Okowa, « [Case Concerning the Gabčíkovo-Nagymaros Project \(Hungary / Slovakia\)](#) », *International and Comparative Law Quarterly*, vol. 47, n° 3 (1998), p.688 à 697.

Phoebe N. Okowa, « [Procedural Obligations in International Environmental Agreements](#) », *British Yearbook of International Law*, vol. 67, n° 1 (1996), p. 275 à 336.

Phoebe N. Okowa, « [The EC and International Environmental Agreement](#) », *Yearbook of European Law*, vol. 15, n° 1 (1994), p. 169 à 192.

J. B. Ojwang et Phoebe N. Okowa, « [The One Party State and Due Process of Law: The Kenyan Position in a Comparative Framework](#) », *African Journal of International and Comparative Law*, vol. 1 (1999), p. 177 à 205.

Chapitres d'ouvrages

Phoebe Okowa, « Concession Contracts in Peace Agreements » in Daniëlla Dam-de Jong and Britta Sjöstedt (dir.) *Handbook of Peacebuilding*, Routledge, à paraître en 2021

Phoebe Okowa, « Atmospheric Pollution in International Law » in Jacqueline Peel and Lavanya Rajamani (dir.), *Oxford Handbook of International Environmental Law* (Oxford University Press, 2020).

Phoebe Okowa, « Principle 18: Notification and Assistance in Case of Emergency » in Jorge E Vanuales (dir.), *The Rio Declaration on Environment and Development: A Commentary* (Oxford, 2015), p. 471 à 492.

Phoebe Okowa, « The International Court and the Legacy of the *Barcelona Traction Case* » in Charles Jalloh et Olufemi Elias (dir.), *Shielding Humanity: Essays in International Law in Honour of Judge Abdul Koroma* (Brill, 2015) p.104 à 132.

Phoebe Okowa, « The Security Council, the African Union and the International Criminal Court: Anatomy of a Problematic Relationship », in Jonas Ebbesson, Maries Jacobsson et al. (dir.), *International Law and Changing Perceptions of Security: Liber Amicorum Saïd Mahmoudi* (Brill Nijhoff, 2014), p. 228 à 234.

Phoebe Okowa et Malcolm Evans, « Approaches to Responsibility in International Courts », in Malcolm D. Evans et Panos Koutrakos (dir.), *The International Responsibility of the European Union* (Hart Publishing, 2013), p. 101 à 137.

Phoebe Okowa, « Responsibility for Environmental Damage » in Malgosia Fitzmaurice et al. (dir.), [Research Handbook on International Environmental Law](#), (Edward Elgar, Cheltenham 2010), p. 303 à 319.

Phoebe Okowa, « Interpreting Constitutive Instruments of International Criminal Tribunals: Reflections on the Special Court for Sierra Leone », in Malgosia Fitzmaurice et al (dir.), [Treaty Interpretation and the Vienna Convention on the Law of Treaties: 30 Years On](#) (Martinus Nijhoff Publishers, 2010), p. 333 à 355.

Phoebe Okowa, « Issues of Admissibility and the Law on International Responsibility » in M.D. Evans (dir.), [International Law](#) (Oxford University Press, Oxford, 3^e édition, 2010), p. 472 à 503.

Phoebe Okowa, « The Legal Framework for the Protection of the Environment Against Transboundary Air Pollution: A Reflection on Customary and Treaty Law »,

in Harry Post (dir.), *The Protection of Ambient Air in International and European Law* (Utrecht, 2009), p. 53 à 73.

Phoebe Okowa, « Environmental Justice in Situations of Armed Conflict » in Phoebe Okowa et Jonas Ebbesson (dir.), *Environmental Law and Justice in Context* (Cambridge University Press, Cambridge, 2009), p. 231 à 252.

Phoebe Okowa, « The Plundering of Natural Resources and the Destruction of the Environment in Times of Armed Conflict », in Willem J.M. van Genugten et al (dir.), *Criminal Jurisdiction 100 Years after the 1907 Hague Peace Conference: 2007, Hague Joint Conference on Contemporary Issues of International Law* (T.M.C. Asser Press, 2009), p. 243 à 260.

Phoebe Okowa, « The Legacy of Trail Smelter in the Field of Transboundary Air Pollution », in Rebecca M. Bratspies et Russell A. Miller (dir.), *Transboundary Harm in International Law* (Cambridge University Press Cambridge, 2006), p. 195 à 208.

Phoebe Okowa, « United States Unilateralism in a Multilateral Legal Order », in Mary Buckley et Robert Singh (dir.), *The Bush Doctrine and the War on Terrorism: Global Responses, Global Consequences* (Routledge, London, 2006), p. 200 à 206.

Phoebe N. Okowa, « Defences in the Jurisprudence of International Tribunals », in Guy Goodwin-Gill et Stefan Talmon (dir.), *The Reality of International Law: Essays in Honour of Ian Brownlie* <http://www.oup.com/us/catalog/general/subject/Law/PublicInternationalLaw/GeneralPublicInternationalLaw/?view=usa&sf=toc&ci=9780198268376> (Oxford University Press, Oxford, 1999), p. 389 à 412.

Phoebe N. Okowa, « The settlement of International Environmental Disputes: A Re-appraisal » in Malcolm D. Evans (dir.), *Remedies in International Law: The Institutional Dilemma* (Hart Publishing, Oxford, 1998), p. 157 à 172.

Phoebe Okowa, « Legal Consequences of EC Participation in International Environmental Agreements » in Malcolm D. Evans (dir.), *Aspects of Statehood and Institutionalism in Contemporary Europe* (Dartmouth Press, Aldershot, 1997), p. 301 à 329.

Phoebe N. Okowa, avec Albert M. Mwangi, « Land Tenure and Forest Resource Management » in Calestous Juma et J. B. Ojwang (dir.), *In Land We Trust: Environment, Private Property and Constitutional Change* (Zed Books, London, 1996), p. 175 à 197.

Principales communications et participation à des conférences

Membre du Comité d'organisation de la Société européenne de droit international, Conférence annuelle sur le thème « Changes in International Lawmaking: Actors, Processes, Impact », Stockholm, 9 au 11 septembre 2021

Conférence de Londres sur le droit international, intervenante sur le thème « Aiding and Assisting – the Parameters of State Responsibility », octobre 2019.

Séminaire annuel de la Society of Legal Scholars, School of Oriental and African Studies: The Legal Legacies of the 2003 Iraq War, 2018. Présentation d'une communication intitulée « Iraq's Natural Resources », 26 mars 2018.

Présentation d'une communication intitulée « Codification and Progressive Development of International Law in a Historical Perspective - the International Law Commission and its Antecedents » lors de la conférence « Role and Contributions of the International Law Commission to the Development of International Law in the Past/next 70 Years: Codification or Progressive Development », Florida International University, octobre 2018.

Présentation d'une communication intitulée « The Pitfalls of Unilateral Legislation as a Regulatory Mechanism in Conflict Zones » lors du séminaire organisé par Marja Lehto, membre finlandais de la Commission du droit international, Sixième Commission, octobre 2018.

Atelier sur les travaux futurs de la CDI concernant la protection de l'environnement en rapport avec les conflits armés, Mission permanente de la Finlande auprès de l'Organisation des Nations Unies, octobre, 2018.

Membre du comité d'organisation de la Conférence de la Société internationale de droit public sur le thème « Courts, Power and Public Law », Université de Copenhague, 5 au 7 juillet 2017.

Présentation d'une communication intitulée « Unilateral or Collective Responses to International Wrongs. The Case of Natural Resources in Conflict Zones », séries de séminaires de l'ILA (section britannique), University College, Londres, 16 février 2016.

Présentation d'une communication intitulée « The International Court and the Political Consequences of its Decisions: Reflections on Cases involving Use of Force » lors de l'atelier Erasmus Rotterdam-Queen Mary sur le thème « Varieties of Consequential Reasoning and the Rule of Law: Theory and Institutional Contexts », 26 novembre 2016.

Organisation d'une série de conférences de politique publique sur la fonction du droit dans la communauté mondiale, « Centre for Law and Society in a Global Context », Queen Mary, University of London, 2015-2018.

Organisation d'un table ronde sur le thème « Transformative Constitutions: The Place of International Law in the New Commonwealth Constitutions », Conférence inaugurale de la Société internationale de droit public, Florence, 26 au 28 juin 2014.

Présentation d'une communication sur le principe 18 de la Déclaration de Rio lors d'un atelier sur le thème « Rio Declaration on the Environment and Development: Assessing its Impact after 20 years », Centre d'études environnementales, Institut de hautes études internationales, Genève, 4 octobre 2013.

Participation à l'atelier sur le thème « Natural Resource Grabbing: Erosion or Legitimate Exercise of State Sovereignty », Université de Cagliari, Sardaigne (Italie), 5 octobre 2013.

Présentation d'une communication intitulée « Transformative Constitutions: International law in Kenya's 2010 Constitution » lors du troisième symposium annuel sur les programmes constitutionnels, Inter-disciplinary Centre, Herzliya, Radzyner School of Law (Israël), 13 juin 2013.

Participation au deuxième atelier international sur le thème « Contemporary Challenges to the Law of Armed Conflict », Interdisciplinary Centre, Herzliya, Radzyner School of Law (Israël), juin 2013.

Conférencière plénière à la conférence annuelle de la Society of Legal Scholars, Bristol, septembre 2012 ; présentation d'une communication intitulée « Globalization and the Ecological Challenge ».

« The Accountability of Non-State Groups and the Exploitation of Natural Resources in Internal Conflicts », Asser Institute, La Haye, novembre 2011.

« Natural Resources in Armed Conflicts: The Role of Multinational Corporations », communication présentée lors d'une conférence sur la protection de l'environnement et les conflits armés, Université de Lund, 16 et 17 février 2012.

« Libyan Intervention and International Law », communication présentée lors d'un séminaire organisé par l'African Law Association, New York University, School of Law, novembre 2011.

« Liberating Libya? The Legality and Consequences of Military Intervention under International Law », séminaire tenu au British Institute of International and Comparative Law, 25 mars 2011.

« Medical Agencies and the Implementation of Humanitarian Law in Conflict Zones », communication présentée à l'Institut international d'Oslo de recherches sur la paix, novembre 2010.

« Accountability of Rebel Groups in the Congo Conflict », International Law Association, Belfast, mai 2009.

« The Role of Medical Humanitarian Workers in Reporting Human Rights Abuses in the Democratic Republic of Congo », communication présentée lors d'une conférence sur le thème « Medicine under Pressure – The Law and Ethics of Medicine in Conflict Situations », 29 avril 2009.

« Permanent Sovereignty Over Natural Resources », communication présentée à l'Université d'East London, juin 2007.

« International Law Responses to Environmental Destruction in Conflict Zones », communication présentée lors de la conférence « Hundred Years of International Criminal Jurisdiction », organisée conjointement par l'Académie de La Haye et l'American Society of International Law, La Haye, juin 2007.

« Governmental Sovereignty and Natural Resource Disputes », International Law Association (ILA), conférence régionale organisée à Nottingham, 2006.

« Great Lakes Peace Process, Protocol on Illegal Exploitation of Natural Resources », communication présentée lors de la conférence sur le processus de paix dans la région des Grands Lacs, Humanitarian Law Project, London School of Economics, 2005

Projets en cours

Protection of Natural Resources in Situations of Armed Conflict avec Britta Sjöstedt (ouvrage, sous contract avec Routledge).

« The Impact of Human Rights Norms on the Public International Law Concept of Diplomatic Protection and Act of State », Sujit Choudhry, Michaela Hailbronner et Matthias Kumm (dir.) (*Global Canons in an Age of Uncertainty: Debating Foundational Texts of Constitutional Democracy and Human Rights*) (Oxford University Press, 2022).

Rapporteuse générale (avec Virginie Barral) sur le thème « Justice distributive et développement durable », Académie internationale de droit comparé, Congrès général à Asunción (Paraguay), 2022.

Nilüfer Oral (Turquie)

Nilufer Oral a plus de vingt ans d'expérience dans l'étude, l'enseignement et la pratique du droit international. En 2017, elle a été élue pour la première fois par l'Assemblée générale à la Commission du droit international. Elle est actuellement co-présidente du Groupe d'étude de la CDI sur l'élévation du niveau de la mer au regard du droit international, et en 2020, avec son co-président Bogdan Aurescu, elle a soumis le document portant sur les questions à aborder dès le début en matière de droit de la mer intitulé *First Issues*. En 2019, elle a été élue deuxième Vice-présidente de la soixante-onzième session de la Commission.

En 2020, M^{me} Oral a été nommée directrice du Centre de droit international de l'Université nationale de Singapour. Elle est également cofondatrice et codirectrice de l'Académie de droit international qui relève dudit Centre. M^{me} Oral est membre de la faculté de droit de l'université Bilgi d'Istanbul depuis 1998, où elle enseigne divers cours, notamment de droit international, de droit international de l'environnement et de changement climatique. Elle a également créé le centre de recherche sur le droit maritime de l'université Bilgi d'Istanbul et en a été la Directrice adjointe.

M^{me} Oral a conseillé le Ministère turc des affaires étrangères sur le droit de la mer et le changement climatique (1998-2017). Elle a été négociatrice pour le climat au sein du Ministère et a contribué à l'Accord de Paris. Auparavant, elle a fait partie de l'équipe juridique qui a conseillé le Ministère turc des affaires étrangères dans sa préparation du rapport Palmer établi sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies sur l'incident du Mavi Marmara (flottille). Entre 1998 et 2002, M^{me} Oral a été conseillère juridique de la délégation du Ministère turc des affaires étrangères auprès de l'Organisation maritime internationale (1998-2002).

M^{me} Oral a été une membre active de l'Union internationale pour la conservation de la nature. En 2012, elle a été élue membre du Conseil de l'UICN pour le groupe de l'Europe occidentale. Elle est actuellement membre du Comité directeur de la Commission mondiale du droit de l'environnement. Elle a également occupé pendant plus de dix ans le poste de coprésidente du groupe de spécialistes de la Commission mondiale du droit de l'environnement sur les océans, les côtes et les récifs coralliens. En outre, elle a été élue présidente de l'Académie de droit de l'environnement de l'UICN (2013-2016). En 2015, M^{me} Oral a dirigé l'équipe juridique qui a représenté l'UICN devant le Tribunal international du droit de la mer dans le cadre de l'avis consultatif, *Demande d'avis consultatif soumise par la Commission sous-régionale des pêches (CSRP)*.

M^{me} Oral possède une vaste expérience du droit des océans, du changement climatique et du droit international de l'environnement. Elle a été consultante juridique experte sur le projet de changement climatique du PNUD pour la Turquie. Elle a conseillé le Conseil de la recherche scientifique et technologique de Turquie sur plusieurs projets relatifs au milieu marin. M^{me} Oral a travaillé comme experte consultante auprès de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée de la FAO. Elle a également été consultante experte et coauteure du rapport 2017 du PNUE *Combating marine plastic litter and microplastics: An assessment of the effectiveness of relevant international, regional and subregional governance strategies and approaches*. Elle est membre du Groupe spécial d'experts pour les aires marines protégées en Méditerranée du Centre d'activités régionales pour les aires spécialement protégées du Programme pour les mers régionales du PNUE et membre du Comité scientifique du réseau de zones protégées méditerranéennes. En outre, elle est membre du Groupe d'experts euro-méditerranéen établi par la Direction générale des affaires maritimes et de la pêche de la Commission européenne (2008-2009) sur l'amélioration de la gouvernance de la Méditerranée.

M^{me} Oral a également été cofacilitatrice des dialogues informels intersessions coparrainés par la Belgique, le Costa Rica et Monaco en soutien à la Conférence intergouvernementale pour la négociation d'un accord international sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale (AG 72/249).

Récemment, elle a été nommée rapporteure générale sur le financement vert et la protection de l'environnement pour l'Académie internationale de droit comparé.

M^{me} Oral a donné des conférences et pris la parole dans diverses instances internationales et universités sur des questions relatives au droit de la mer et au changement climatique. En 2018, elle a contribué à une conférence vidéo à la Médiathèque des Nations Unies sur le changement climatique et la protection de l'océan. Elle a été invitée à donner des conférences sur le droit de la mer dans le cadre des cours régionaux de droit international des Nations Unies (Addis-Abeba et Bangkok) et, ces dernières années, elle a donné des conférences à la Rhodes Academy of Oceans Law and Policy. Elle a également participé au Processus consultatif officieux des Nations Unies sur les affaires maritimes et le droit de la mer en 2016.

M^{me} Oral occupe des postes spéciaux dans différentes universités : Membre éminente de l'Institut du droit de la mer, faculté de droit de Berkeley, Université de Californie ; maître de recherche à la faculté de droit de l'Université nationale de Singapour ; chercheure honoraire à l'Université de Dundee ; chercheure invitée à la faculté de droit de Berkeley, Université de Californie (2008) et à la faculté de droit de l'Université de Virginie (2005).

M^{me} Oral est membre de plusieurs comités de rédaction de publications universitaires. Elle est l'éditrice de la série *International Straits of the World* (Brill) ; membre du comité de rédaction de la *European Society of International Law Series* (Oxford) ; de l'*International Journal of Marine and Coastal Law* (Brill) ; du *Research Perspectives in the Law of the Sea* (Brill) ; du Conseil consultatif de l'AALCO *Journal of International Law* ; et du Conseil consultatif international du *Chinese Journal of Environmental Law*.

Elle est membre active de l'Association de droit international, division de Singapour ; de l'*American Society of International Law* ; de la Société européenne de droit international ; de la Commission mondiale du droit de l'environnement de l'UICN ; et de l'*International Council on International Environmental Law*.

M^{me} Oral a obtenu un doctorat en droit international et comparé de la faculté de droit de l'université George Washington ; un diplôme d'études approfondies en droit international privé, Université Paris I (Panthéon-Sorbonne) ; un doctorat en droit de la faculté de droit de l'Université de Santa Clara et une licence en psychologie, Phi Beta Kappa et prix du recteur de l'Université de Californie, Berkeley.

Elle a diffusé de nombreux articles dans des publications universitaires reconnues et donné des conférences et des exposés dans diverses instances internationales.

Elle parle turc, anglais et français.

Publications

Ouvrages

1. *Research Handbook on Ocean Acidification* (Edward Elgar, publication in 2021) David Vanderzwaag, Nilufer Oral and Timothy Stephens (eds.)
2. *50-Year Legacy and Emerging Issues for the Years Ahead* (Brill 2018), Harry N. Scheiber, Nilufer Oral and Moon-Sang Kwon (eds.)

3. *Navigating Straits: Challenges for International Law* (Brill, 2014), David Caron and Nilufer Oral (eds.)
4. *Regional Co-Operation for Protection of the Marine Environment Under International Law: The Black Sea* (Brill/Martinus Nijhoff, 2014)
5. *International Ocean Governance in the 21st Century: Perspectives from the IUCN Commission on Environmental Law's Specialist Group on Oceans, Coasts and Coral Reefs*, Special Issue: *International Journal of Marine and Coastal Law* (2008), David Vanderzwaag and Nilufer Oral (eds.)
6. *The Turkish Straits: Legal, Navigation and Environmental Aspects* (2006), Bayram Öztürk and Nilüfer Oral (eds.)

Articles de revues et chapitres d'ouvrages

Publications à paraître

1. *Environmental Protection and Peremptory Norms*, in Dire Tladi (ed.) *Peremptory Norms of General International Law* (Brill à paraître en 2021)
2. *The Contribution of the International Court of Justice to the Law of the Sea*, in Carlos Esposito and Kate Parlett, Cambridge Companion to the International Court of Justice (Cambridge University Press à paraître en 2021)
3. *Sea-level rise and the law of the sea: filling the legal gaps through informal law-making* (co-authored with Tutku Bektas) in Natalie Klein (ed.) *Unconventional Lawmaking in the Law of the Sea* (Oxford University Press, à paraître en 2021)
4. *Sea Level Rise and Maritime Boundaries: The Case for Stability, Legal Certainty and Peaceful Relations* (corédigé avec Bogdan Aurescu) in Brower, Donoghue, Murphy, Payne, Shirlow (eds.), *By Peaceful Means: International Adjudication & Arbitration* (Cambridge University Press à paraître en 2021)

Publications passées (2010-2020)

1. *Reflections on the Past, Present, and Future of IUU Fishing under International Law*, *International Community Law Review* 22 (2020) 368-376
2. *The Institutional Schizophrenia of Ocean Governance through the Lens of the Conservation of Biological Diversity in Areas Beyond National Jurisdiction*, in and Rozemarijn Roland Holst (eds.), *Regime International in Ocean Governance*, Seline Trevisanut, Nikolaos Giannopoulos, (Brill 2020)
3. « *The Oceans in the 21st Century* », in Marta Ribeiro and Wagner Menezes (eds.) *Direito do Mar Regulamentação Normativa dos Espaços Marítimos* (2020) 1
4. *The International Law Commission and the Progressive Development and Codification of Principles of International Environmental Law*, 13 *Florida International University Law Rev* (2019)
5. Chapter 15: Women, Children, Indigenous, Tribal and Other Communities, Y. Aguila and J. E. Viñuales (eds.), *A Global Pact for the Environment: Legal Foundations* (Cambridge: C-EENRG, 2019).
6. *The Sofia Ministerial Declaration on Black Sea Fisheries and Aquaculture*, *International Journal of Marine and Coastal Law* (2019) 801-822 (Co-authored with Nicola Ferri)
7. *Navigating the Oceans: Old and New Challenges for the Law of the Sea for Straits Used in International Navigation*, 46 *Ecology Law Quarterly* 163 /37 *Berkeley Journal of International Law* 317 (2019)

8. *International law and adaptation to sea-level rise and its impacts on islands and offshore features*, International Journal of Marine and Coastal Law (Special Issue 2019) 415-439
9. *Climate Change, Oceans and Gender*, in Irini Papanicolopulu (ed.), Gender and the Law of The Sea (Brill 2019) 343-360
10. Ocean Acidification: Falling Between the Legal Cracks of UNCLOS and UNFCCC, 45 Ecology Law Quarterly (2018) 9-30
11. Karen Raubenheimer, Alisatir McIlgorm and Nilufer Oral, Towards an improved framework to govern the lifecycle of plastics, RECEIL, 2018
12. *Freedom of the high seas or protection of the marine environment: A false dichotomy*, in Ocean Law Debates: the 50-Year Legacy and Emerging Issue for the Years Ahead, Harry N. Scheiber, Nilufer Oral and Moon-Sang Kwon (eds.) (Brill 2018)
13. *Jurisdiction and Control Over Activities by Non-State Entities on the High Seas*, in Robert C. Beckman, Millicent McCreath, J. Ashley Roach and Zhen Sun (eds.) High Seas Governance: Gaps and Challenges (Edward Elgar 2018)
14. *Black Sea Security Under the 1936 Montreux Convention*, in Carlos Esposito, James Kraska, Harry N. Scheiber and Moon-Sang Kwon (eds.), Ocean law and policy : 20 years under UNCLOS (2017 Brill)
15. *Governance of Straits Used for International Navigation*, in The Law of the Sea: UNCLOS As a Living Treaty, British Institute of Comparative and International Law (BIICLI 2016)
16. *Law of Naval Blockade and the Law of the Sea: A Critical Analysis*, in LIBER AMICORUM Judge Hugo Caminos (Brill 2015)
17. Forty Years of the UNEP Regional Seas Programme: From Past to Future, in Rosemary Rayfuse (ed.) Research Manual on International Marine Environment La, (Edward Elgar 2015)
18. *The Need for a Regional Framework for Marine Scientific Research in the Black Sea and Mediterranean*, Marine Genomics (2014)
19. *Regional Co-operation in Regional in Enclosed and Semi-Enclosed Seas for Protection of the Marine Environment Under Article 123 of the 1982 UN Law of the Sea Convention : An Assessment*, Marta Chantal Ribeiro (ed.) 30 Years after the Signature of the United Nations Convention on the Law of the Sea: The Protection of the Environment and the Future of the Law of the Sea (Coimbra Editora, 2014) 419-440
20. *A PSSA for the Black Sea*, 35 University of Hawai'i Law Review (2013)
21. *The Regime of Straits: Safety, Security and Protection of the Marine Environment*, in Harry N. Scheiber and Jin Hyun-Pak eds., Regions, Institutions and Law of the Sea: Studies in Oceans Governance (Brill 2013)
22. *Implementing Part XII of the 1982 UN Law of the Sea Convention and the Role of International Courts*, in Nerina Boschiero, Tullio Scovazzi, Chiara Ragni and Cesare Pitea (eds.) International Courts and the Development of International Law Essays in Honor of Tullio Treves, 401- 420 (TMC Asser Press 2013)
23. *1982 UNCLOS + 30: Confronting New Complexities in the Protection of Biodiversity and Marine Living Resources in the High Seas*, in Proceedings of the Annual Meeting (American Society of International Law), vol. 106, (Cambridge University Press 2012), 403-406

24. *Transit Passage Rights in the Strait of Hormuz and Iran's Threats to Block the Passage of Oil Tankers*, ASIL Insights (mai 2012)
25. *The Legal Framework of Cooperation for Protection of Marine Biodiversity in the Black Sea*, 37 *Revue juridique de l'environnement* (2012) 255-267
26. *Climate Change and Shipping: Problems of Regime Compatibility*, in Myron H. Nordquist, John Norton Moore, Alfred H. A. Soons, and Hak-So Kim (eds.) *The Law of the Sea Convention: US Accession and Globalization* (Brill/Martinus Nijhoff 2011)
27. Violetta Velikova and Nilufer Oral, *Governance of the Protection of the Black Sea: A Model for Regional Cooperation*, in *Environmental Security in Watersheds: The Sea of Azov*, NATO Science for Peace and Security Studies (2011), 159-171
28. *The Black Sea: A Time for Change*, in *The World Oceans in Globalization*, Davor Vidas & Peter J. Schei, (eds.) (Brill 2011)
29. *Case Concerning Maritime Delimitation in the Black Sea (Romania v. Ukraine)* (3 February 2009), *International Journal of Marine and Coastal Law* (2010) 115-141
30. *Non-Ratification of the 1982 LOS Convention: An Aegean Dilemma of Global and Environmental Consequence*, *Berkeley Journal of International Law*, Publicist (2009)

Hassan Ouazzani Chahdi (Maroc)

[Original: Arabe, anglais et français]

Extrait d'une note verbale datée du 4 mars 2016, reçue de la Mission permanente du Royaume du Maroc auprès de l'Organisation des Nations Unies

Le Gouvernement du Royaume du Maroc est persuadé que, de par ses qualifications, compétences et connaissances solides, M. Ouazzani Chahdi apportera une contribution de poids aux importantes activités de la Commission du droit international.

Hassan Ouazzani Chahdi

Professeur de droit

Université Hassan II-Casablanca

Formation

Doctorat d'État en Droit 1977

Université de Paris I – Panthéon-Sorbonne

(Thèse honorée du prix Georges SCELLE)

Diplôme d'Études Supérieures de Sciences Politiques (D.E.S.) 1970

Université de Paris II Panthéon – Sorbonne

Diplôme d'Études Supérieures de Droit Public (D.E.S.) 1969

Université de Paris II – Panthéon – Sorbonne

Licence en Droit 1967

Faculté de Droit de Rabat

Certificat du Centre d'Études et de Recherches 1979

Académie de Droit International de La Haye

Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (C.A.P.A.) 1970

Faculté de Droit de Rabat

Parcours universitaire, professionnel et associatif

Professeur de l'enseignement supérieur 1978-

Membre de la délégation Marocaine pour l'élaboration de la charte Africaine des droits de l'homme et des peuples 1981

Banjul – Gambie

Chef de département de droit public 1984-1986

Faculté de droit de Casablanca

Directeur des assurances et de la prévoyance sociale 1986-1994

Nommé par Feu le Roi Hassan II

Ministère des finances – Rabat

Président de la commission nationale d'élaboration du projet du Code des assurances 1987

Membre du conseil d'administration de l'association marocaine d'études et de recherches internationales (AMERI)	1984-1994
Président de l'association Marocaine des sciences administratives (AMSA)	1986-1990
Membre du comité juridique du projet relatif à la liaison fixe à travers le détroit de Gibraltar	1987-1993
Vice-président pour l'Afrique de l'institut international des sciences administratives de Bruxelles	1989-1995
Responsable de l'Unité de formation et de recherches (U.F.R.) Études internationales Faculté de droit de Casablanca	1998-2003
Membre désigné par le Premier Ministre dans la commission consultative pour l'examen des questions de cumul entre les emplois de la fonction publique et les activités privées	1999
Consultant de la commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et du centre Africain de formation et de recherche administrative pour le développement (CAFRAD) : « Conception du système de gouvernance en Afrique »	2000
Conseiller à Diwan Al Madhalim Médiateur du Royaume	2002-2008
Conseiller auprès du Président conseil constitutionnel	2008-2016
Membre du comité juridique international pour le projet de création d'une cour constitutionnelle internationale	2013-
Membre du groupe de synthèse sur la gouvernance de la ville Casablanca (Think-Thank)	2014-2015
Vice-président de l'Association internationale sécurité et coopération en Méditerranée (SECOMED) Paris	2014-
Vice-président de l'organisation Maroc-Afrique – OMA	2010-
Vice-président du centre Mohamed Hassan Ouazzani pour la démocratie et le développement humain (fondé à Casablanca en 2015)	2015-
Enseignements dispensés	
Université hassan II – faculté de droit de Casablanca	
Master recherche : « Nouvelles tendances du droit international »	
Cours : « La Diplomatie bilatérale et multilatérale »	2015-
Cours : « Droit diplomatique et consulaire »	2008-2014
Master recherche : « Droit constitutionnel et institutions politiques »	
Cours : « La démocratie locale »	2010-2014

D.E.S.A. – Études internationales

Cours : « Droit des investissements privés étrangers » 1998-2006

Licence en Droit

Cours magistral : « Droit administratif et des sciences administratives » 1978-2005

Cours : « Le contentieux administratif » 1978-1982

Cours : « les actes juridiques de l'administration » 2005-2012

D.E.S. de relations Internationales

Cours : « Pratique diplomatique » 1979-1997

D.E.S. de sciences administratives

Cours : « L'administration et le droit » 1981-1982

Cours : « L'administration et le juge » 1982-1983

D.E.S.S. de droit des assurances

Cours : « La réglementation et le contrôle des assurances » 1998/2000

Master. Droit Administratif de Développement

Cours : « Les relations entre le citoyen et l'administration » 2005-2008

École national d'administration et institut supérieur de l'administration - rabat**Cycle normal et cycle de formation continue**

Cours : « la Fonction publique et la science administrative » 1994-1996

Cours : « Droit administratif » 2003

Institut d'études judiciaires – Rabat**Formation continue pour les cadres du ministère des affaires étrangères**

Cours : « La pratique Marocaine en matière de conclusion des traités internationaux » 1979-1983

Academie de droit international de La Haye**Session extérieure de Rabat**

Cours : « la protection juridique des investissements privés étrangers » 1985

Centre de formation du Ministère des affaires étrangères**Formation continue des cadres du ministère des affaires étrangères**

Cours : « La conclusion et la ratification des traités : Pratique du Maroc en la matière » 1994

Institut régional d'administration de Bastia (Corse)

Cours : « la fonction publique marocaine » pour la XVIII^{ème}
promotion des élèves de 4^{ème} année de l'Institut Régional
d'Administration de Bastia

1998

Principales publications

« La pratique Marocaine du droit des traités – Essai sur le droit conventionnel Marocain », Paris L.G.D.J, 1982. Ouvrage honoré du prix « *Georges Scelle* »

« Droit Administratif », Casablanca, Imprimerie Najah EL Jadida, 2003, 275 pages (ouvrage publié grâce à une généreuse contribution de la fondation KONRAD ADENAUER)

« Le Maroc et les traités internationaux » – Tradition et modernité, Paris l'Harmattan – 2018.

« L'article 31 de la constitution marocaine de 1972 et le droit des traités ». Rev. Marocaine de Droit et d'Économie du Développement, n° 1 - 1982, pp.87 à 109.

« Les Sources Constitutionnelles des droits de l'enfant en tant que principes généraux de droit ». Paris P.U.F. 1983. (Ouvrage collectif sur : « La Protection Internationale des Droits de l'Enfant »)

« L'Administration d'État au Maroc ». Presses de l'Institut des Études Politiques de Toulouse, 1984. (Ouvrage collectif sur : « L'histoire des grands services publics au Maroc de 1900 à 1970 » pp. 187 à 232)

« L'Applicabilité de la charte africaine des droits de l'Homme et des peuples ». Rev. Marocaine de Droit et d'Économie du Développement 1985, pp .181 à 195.

« La charte des Nations-Unies peut-elle régir la communauté internationale d'aujourd'hui ? », Rev. Marocaine de Droit et d'Économie du Développement 1987, pp.7 à 30.

« Droits de l'Homme et Administrations publiques : Le cas du Maroc », Institut International des Sciences Administratives (Ouv. collectif), Bruxelles, 1997, pp :159 à 198.

« Évaluation du système de gouvernance au Maroc », suivi des progrès accomplis en matière de bonne gouvernance (Rapport présenté dans le cadre d'un groupe de travail à la commission économique pour l'Afrique « CEA », Rabat, Diwan 3000, Janvier 2006)

« Les relations Maroc-Américaines au XIX^{ème} siècle » in «Le Maroc de l'avènement de Moulay Abdelaziz à 1912 ». Université d'été de Mohammedia. Casablanca, Imprimerie de Fédala 1989, pp.117-130

« Droit Administratif et Droits de l'Homme », mélanges en hommage au professeur Mohammed Jalal Essaid, Tome 3, publication de la faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Rabat Agdal, Rabat, 2007, pp. : 76 à 96

« La médiation entre le citoyen et l'administration au Maroc : cas de Diwan Al Madhalim », Mélanges en l'honneur du doyen Yadh Ben Achour, centre de publication universitaire, Tunis, 2008, p. 927

« Le statut avancé Maroc-UE : Un instrument nouveau de partenariat » in « Les accords d'association entre l'union européenne et les pays du Maghreb : état des lieux et perspectives dans l'économie mondialisée » – Colloque international de Annaba les 17, 18 avril 2011, REMALD, 2011, pp. 21 et s.

« La protection juridique de l'environnement en méditerranée – le système de Barcelone » in « Convergence des politiques juridiques pour un développement commun dans l'espace euro-méditerranéen » – Séminaire international de Casablanca les 6, 7, 8 oct. 2010, Paris, Co-édition REMALD-PUBLISUD, 2012, pp.70 et s.

Le système du protectorat appliqué au Maroc et le droit international, in (États et sociétés au Maroc, les défis du monde moderne), imprimerie Najah El Jadida, Casablanca, 2015 p. 19

« La spécificité des droits de l'homme », in « Tendances Internationales et internes de l'évolution du droit », mélanges offerts en l'honneur du Doyen Mohamed BENNANI, Casablanca, Imprimerie Najah El Jadida, 2017, pp. 647 et s.

« Le statut du juge constitutionnel au Maroc à la lumière de la nouvelle constitution et de la jurisprudence du Conseil constitutionnel, études en l'honneur du Professeur Rafâa BENACHOUR, mouvances du droit, T. I, Tunis Konrad Adenauer Stiftung, 2015, p. 507

« La décentralisation administrative, éléments constitutifs et tendances », in « Décentralisation administrative – Partage d'expériences entre le Maroc et le Vietnam », publication de l'Ambassade du Royaume du Maroc au Vietnam, Hanoi, 2017. Conférence présentée à l'Université nationale du Vietnam « Scholl of law, VNU-LS »

« Le modèle Marocain de régionalisation avancée », in « Décentralisation administrative – Partage d'expériences entre le Maroc et le Vietnam », publication de l'Ambassade du Royaume du Maroc au Vietnam, Hanoi, 2017. V. également REMALD n° 140 PP. 9 et s. Conférence présentée à l'Université nationale du Vietnam « Scholl of law, VNU-LS »

« Le régime juridique de l'état d'urgence sanitaire face à la pandémie COVID-19 » (*numéro spécial de la REMALD 111- Collection Études et Documents : « Le droit à l'épreuve de l'état d'urgence sanitaire dû au Coronavirus Covid-19 », pp. 58 et s. 2021*)

« Maroc-USA, Plus de deux siècles d'histoire diplomatique », l'Économiste, n° 5931 et 5932 (22/01/2021 et 25/01/2021).

Auteur de nombreux articles de doctrine en droit international (droit des traités) ; droit administratif et droits de l'homme

Encadrement et participation à des jurys de thèse de doctorat en droit international, droit administratif, droit des investissements privés étrangers et droits de l'homme

Mario Oyarzábal (Argentine)

[Original : anglais et espagnol]

M. Mario Oyarzábal, Ambassadeur et Professeur

Candidat de l'Argentine à la Commission du droit international (2023-2027)

- M. Oyarzábal est l'Ambassadeur de la République d'Argentine auprès du Royaume des Pays-Bas et Représentant permanent auprès de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques depuis 2020. Il représente également l'Argentine devant la Cour internationale de Justice, la Cour pénale internationale, la Conférence de La Haye de droit international privé et le Fonds commun pour les produits de base.

Fonctions juridiques

- Conseiller juridique au Ministère argentin des affaires étrangères, 2016-2020 ; Conseiller juridique adjoint, 2007-2011
- Membre de la Cour permanente d'arbitrage, depuis 2019
- Membre du Comité d'élection du Procureur de la Cour pénale internationale, 2019-2020
- Membre de la Commission internationale humanitaire d'établissement des faits créée par le Protocole additionnel I aux Conventions de Genève de 1949, depuis 2017
- Arbitre et conciliateur nommé en vertu de l'article 2 des annexes V et VII de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, depuis 2017
- Membre du groupe d'arbitres et de conciliateurs du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), depuis 2016
- Membre de la Commission juridique et technique de l'Autorité internationale des fonds marins, 2012-2013

Postes diplomatiques

- Diplomate de carrière ; est entré au Service extérieur argentin en 1997
- Promu au rang d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en 2018
- Vice-Président du Comité de haut niveau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, 2014-2016
- Représentant permanent adjoint de l'Argentine auprès du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, 2013-2014
- Ministre plénipotentiaire auprès de la Mission permanente de l'Argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies, 2011-2016
- Conseiller au Bureau du Conseiller juridique du Ministère argentin des relations extérieures, 2007-2011
- Consul adjoint de l'Argentine à New York, 1998-2004, 2005-2007
- Troisième Secrétaire au Bureau des affaires parlementaires du Ministère argentin des relations extérieures, 1997-1998

Contentieux internationaux

- Agent de l'Argentine devant la Cour internationale de Justice dans l'avis consultatif sur les « Effets juridiques de la séparation de l'archipel des Chagos de Maurice en 1965 », 2018
- Conseiller juridique de l'Argentine devant le Tribunal international du droit de la mer dans l'avis consultatif sur les « Responsabilités et obligations des États qui patronnent des personnes et des entités dans le cadre d'activités menées dans la Zone des grands fonds marins », 2010
- Conseiller juridique de l'Argentine devant la Cour internationale de Justice dans l'affaire « Usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay », 2007-2010

Autres nominations par l'Argentine

- Commissaire de l'Argentine auprès de la Commission baleinière internationale, 2016-2020. Commissaire suppléant, 2009-2011
- Représentant auprès de l'Organisation maritime internationale, de l'Autorité internationale des fonds marins, de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, de l'Institut international pour l'unification du droit privé et de la Conférence de La Haye de droit international privé, 2008-2010

Formation

- Maîtrise en droit (LLM), Harvard Law School, 2005
- Institut argentin du service extérieur, 1995-1996
- Juris Doctor (diplôme de droit), Université de La Plata, 1991

Enseignement et affiliations académiques

- Cours d'hiver de l'Académie de droit international de la Haye, 2020
- Professeur de droit international public à l'Institut argentin du service extérieur, depuis 2020
- Professeur assistant de droit international privé à l'Université de La Plata, depuis 1995 (actuellement en disponibilité)
- Programme extérieur de l'Académie de droit international de La Haye, Argentine, 2012
- Professeur assistant de droit international public à l'Université de Buenos Aires, 2008-2010
- Membre de l'Académie internationale de droit comparé
- Membre de l'Asociación Americana de Derecho Internacional Privado
- Membre de l'Asociación Argentina de Derecho Internacional

Principales publications*Ouvrages*

- « The Influence of Public International Law upon Private International Law », dans Recueil des cours de l'Académie de droit international de la Haye, à paraître en 2022
- « Derecho Procesal Transnacional » (dir.), Ábaco, Buenos Aires, 2012

- « La Nacionalidad Argentina, La Ley, Buenos Aires », 2003
- « El Contrato de Seguro Multinacional, Ábaco, Buenos Aires », 1998

Articles et chapitres

- « Werner Goldschmidt », *in* J. Basedow, F. Ferrari, P. de Miguel Asensio, G. Rühl (dir.), *European Encyclopedia of Private International Law*, Edward Elgar Publishing Ltd., Cheltenham, 2017, vol. 1, p. 852 et suivantes
- « Nacionalidad, asilo y refugio », *in* S. González Napolitano (dir.), *Lecciones de Derecho Internacional*, Errepar, Buenos Aires, 2015, p. 897 et suivantes
- « Conflict Rules in Advanced Directives and Euthanasia Legislation », *in* S. Negri (dir.), *Self-Determination, Dignity and End-of-Life: Regulating Advance Directives in International and Comparative Perspective*, Queen Mary Studies in International Law 7, Martinus Nijhoff Publishers, Leiden/Boston, 2011, p. 127 et suivantes
- « The Legal Regime of Antarctica », *Annuaire du Comité Maritime International*, vol. 72, 2010, p. 541 et suivantes
- « El domicilio en el Derecho Internacional Privado », *in* D. Operti Badan, D. P. Fernández Arroyo, G. Parra Aranguren, J.A. Moreno Rodríguez, J. Basedow (dir.), *Derecho Internacional Privado: Derecho de la libertad y el respeto mutuo. Essais à la mémoire de Tatiana B. de Mackelt*, Centro de Estudios de Derecho, Economía y Política, Asunción, 2010, p. 453 et suivantes
- « Das internationale Privatrecht von Werner Goldschmidt: In Memoriam », *Rabels Zeitschrift für ausländisches und internationales Privatrecht*, vol. 72, 2008, p. 601 et suivantes
- « El derecho a la intimidad y el tratamiento de datos personales en el derecho internacional privado argentino », *Lecciones y Ensayos (Revista de la Facultad de Derecho de la Universidad Nacional de Buenos Aires)*, vol. 83, 2007, p. 49 et suivantes
- « Il Protocollo aggiuntivo che modifica l'Accordo italo-argentino sulla cittadinanza », *Rivista di Diritto Internazionale*, vol. 90, n° 3, 2007, p. 749 et suivantes
- « La ley aplicable a los contratos en el ciberespacio transnacional », *Revista de Derecho Comercial y de las Obligaciones*, vol. 2007-B, p. 735 et suivantes
- 19-2, 2006, p. 109 et suivantes ; *Revista Boliviana de Derecho*, vol. 4, 2007, p. 161 et suivantes
- « Jurisdiction over Electronic Contracts – A View on Inter-American, Mercosur and Argentine Rules », *Temple International and Comparative Law Journal*, vol. 19, 2005, p. 87 et suivantes
- « O Acordo de simplificação de legalizações com a Argentina », *Revista Brasileira de Direito Constitucional e Internacional*, vol. 51, 2005, p. 343 et suivantes
- « La capacidad en el derecho internacional privado argentino », *Revista Mexicana de Derecho Internacional Privado y Comparado*, vol. 17, 2005, p. 9 et suivantes
- « La revisione dell'Accordo italo-argentino di doppia cittadinanza », *Rivista di Diritto Internazionale Privato e Processuale*, vol. 41, 2005, p. 101 et suivantes

- « Los actos de estado civil en derecho internacional privado y la competencia específica de los agentes diplomáticos y consulares argentinos », Anuario Argentino de Derecho Internacional, vol. 13, 2004, p. 125 et suivantes
- « Observaciones generales sobre el estatuto personal en derecho internacional privado », Revista de Derecho del Tribunal Supremo de Justicia de Venezuela, vol. 14, 2004, p. 165 et suivantes
- « International Electronic Contacts. A Note on Argentine Choice of Law Rules », University of Miami Inter-American Law Review, vol. 35, 2004, p. 499 et suivantes
- « El Protocolo Adicional al Convenio de nacionalidad entre España y Argentina. Un análisis desde la perspectiva argentina », Revista Española de Derecho Internacional, vol. 56-1, Espagne, 2004, p. 759 et suivantes
- « Doble nacionalidad y ciudadanía. El artículo 8° de la ley 346 y la suspensión de los derechos políticos de los naturalizados en país extranjero », La Ley, vol. 2003-F, p. 1158 et suivantes
- « Juez competente y contratos electrónicos en el derecho internacional privado », Jurisprudencia Argentina, vol. 2002-IV, p. 1010 et suivantes

Connaissances linguistiques

- Espagnol (langue maternelle), anglais (courant), français, italien, portugais, allemand (lu)

Mārtiņš Paparinskis (Lettonie)

Extrait d'une note verbale datée du 16 novembre 2020, reçue de la Mission permanente de la République de Lettonie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Mārtiņš Paparinskis dispose d'une vaste expérience universitaire et pratique du droit international, aux niveaux tant national qu'international. Il est actuellement professeur en droit international public au University College de Londres. Reconnu pour son expérience pratique du droit international public, il occupe diverses fonctions auprès d'instances internationales. Il est membre de la Cour permanente d'arbitrage et figure sur la liste des experts éligibles pour siéger au Comité consultatif de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales du Conseil de l'Europe. Depuis 2017, il est membre du conseil d'administration de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne.

M. Paparinskis figure sur la liste des arbitres et des conciliateurs du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements du Groupe de la Banque mondiale. Il est également conciliateur à la Cour de conciliation et d'arbitrage de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. En 2018, il a été élu membre du Comité d'application de la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux.

M. Paparinskis est membre du Comité indépendant de droit international et européen, créé par le Ministre letton des affaires étrangères, au sein duquel il a joué un rôle majeur dans l'élaboration de la déclaration de la Lettonie reconnaissant comme obligatoire la juridiction de la Cour internationale de Justice en 2019. Il occupe diverses fonctions éditoriales à travers le monde, siégeant notamment au comité éditorial et scientifique de prestigieuses revues juridiques. Il a publié plusieurs ouvrages et de nombreux travaux de recherche sur divers aspects du droit international.

Ses domaines de spécialité, qu'il maîtrise aussi bien dans la théorie que dans la pratique, sont le droit des traités, la responsabilité des États, le droit international des droits de l'homme, le règlement des différends internationaux, le droit international de l'environnement et le droit international de l'investissement. Ses travaux sont régulièrement cités par des juridictions nationales, qu'elles soient de tradition civiliste ou de *common law*, des juridictions internationales ainsi que des États dans le cadre du règlement de différends internationaux.

Le Gouvernement letton apprécie au plus haut point l'action de la Commission du droit international, qui contribue à la promotion et au renforcement de l'état de droit à travers le monde. Il est convaincu que grâce à sa vaste expérience pratique et universitaire, Mārtiņš Paparinskis apporterait une contribution de poids aux importants travaux de la Commission.

Carrière universitaire

Depuis 2013 *University College de Londres (UCL), faculté de droit*

Professeur (*Associate Professor*) en droit international public (depuis 2016)

Maître de conférences (2013-2016)

- Responsable des modules de master de droit suivants : arbitrage international, droit international de l'investissement,

- droit et principes des cours et tribunaux internationaux (depuis 2016) ; enseignant dans les modules suivants : droit international et mondial de l'environnement, droit pénal international, droit international des droits de l'homme (master de droit) et droit international public (licence de droit)
- Directeur de recherche (2017)
- 2019 *Université de Bologne*
Chercheur invité au département des sciences juridiques (DSG)
- 2016 *Université nationale de Singapour*
Professeur invité
- Coordinateur d'un cours intensif sur l'arbitrage des différends relatifs aux investissements
- 2010-2013 *Merton College, Université d'Oxford*
Chercheur junior
- Enseignant en master de droit (*MJur/BLC*) : règlement des différends internationaux ; enseignant en licence : droit communautaire et droit international public
- 2009-2010 *New York University*
Titulaire de la bourse d'études Hauser Global

Exercice professionnel

- Depuis 2018 *Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux (Convention sur l'eau de la Commission économique pour l'Europe)*
Membre du Comité d'application
- Participe actuellement à la procédure consultative WAT/IC/AP/1 (Monténégro et Albanie)
- Depuis 2017 Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne
Membre du conseil d'administration
- Depuis 2012 Membre du Comité indépendant de droit international et européen, organe consultatif placé auprès du Ministre letton des affaires étrangères
- Rapporteur (rédacteur principal) de l'avis du Comité rendu en 2017 sur la juridiction de la Cour internationale de justice et d'un projet de déclaration, qui fut adopté pratiquement mot pour mot dans la déclaration de 2019 de la Lettonie reconnaissant comme obligatoire la juridiction de la CIJ
- 2018 *Comité d'experts de la Cour suprême de Lettonie chargé de l'évaluation des procédures collectives*
Membre du comité d'experts *ad hoc* réuni par la Cour suprême de la République de Lettonie en réponse à un appel du Conseil de la justice afin d'évaluer les allégations d'irrégularités qui auraient entaché des procédures collectives entre 2008 et 2014

- Depuis 2010 *Activité d'avocat et de conseil en droit international (exemples publics)*
- Avocat de l'investisseur dans la procédure d'arbitrage CIRDI, *UAB E Energija (Lituanie) c. Lettonie*, affaire n° ARB/12/33
 - Défenseur unique du Parlement letton dans l'action en inconstitutionnalité n° 2010-70-01 intentée devant la Cour constitutionnelle
 - Défenseur unique du Parlement letton dans l'action en inconstitutionnalité n° 2010-60-01 intentée devant la Cour constitutionnelle

Formation et qualifications

- 2010 Doctorat (*DPhil*) (Université d'Oxford)
 Master (Université d'Oxford)
 Admission au barreau de Lettonie
- 2006 Master (*MPhil*) (avec mention très bien) (Université d'Oxford)
- 2005 Master de droit (*MJur*) (avec mention très bien, prix Clifford Chance) (Université d'Oxford)
- 2004 Diplôme de droit (*Dipl.lur.*) (Université de Lettonie)

Compétences linguistiques

Letton (langue maternelle), anglais, russe (maîtrise parfaite), français (bon niveau), allemand, espagnol (connaissances élémentaires)

Mandats (exercice professionnel)

- Depuis 2019 *Comité consultatif de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales du Conseil de l'Europe*
 Inscrit sur la liste d'experts éligibles pour siéger au Comité consultatif
- Son mandat au Comité consultatif devrait commencer en 2022 ou en 2024
- Cour de conciliation et d'arbitrage de l'OSCE*
 Conciliateur
- Depuis 2017 *Cour permanente d'arbitrage*
 Membre
- Depuis 2014 *Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) du Groupe de la Banque mondiale*
 Inscrit sur la liste des arbitres et sur la liste des conciliateurs (depuis 2020)
 Inscrit sur la liste des arbitres (2014-2020)

Mandats (fonctions scientifiques et éditoriales)

- Depuis 2020 *Academic Council de l'Institute for Transnational Arbitration*
Membre
- Depuis 2018 *Academic Forum on Investor-State Dispute Settlement*
Membre ; membre du Groupe de travail 4 : irrégularité des décisions (2018-2020)
Current Legal Problems (Oxford University Press)
Co-rédacteur en chef
UCL Press
Membre du comité exécutif (éditorial)
- Depuis 2017 *Université de Milan-Bicocca*
Membre du comité scientifique du collège doctoral
Association de droit international
Membre du Comité sur l'état de droit et le droit international de l'investissement
Investment Claims (Oxford University Press)
Membre du comité éditorial
- Depuis 2016 *Cambridge Journal of International Law (Edward Elgar)*
Membre du comité scientifique
- Depuis 2015 *Journal of the University of Latvia Law*
Membre étranger du comité éditorial
- Depuis 2013 *Journal of World Investment and Trade (Brill)*
Rédacteur en chef de la rubrique des critiques d'ouvrages
- 2014-2018 *Association de droit international*
Membre du Groupe d'étude sur l'utilisation des principes de droit interne pour le développement du droit international
☐ Co-rédacteur de la section du rapport de Sydney de 2018 sur les principes généraux et l'arbitrage international
- 2014-2016 *Association de droit international*
Membre du Comité sur les acteurs non étatiques
Participation aux comités de lecture des maisons d'édition suivantes :
Brill, Cambridge University Press, Edward Elgar, Hart Publications, Routledge, Oxford University Press
Participation aux comités de lecture des revues suivantes :
American Journal of International Law, Asian Journal of International Law, British Year Book of International Law, Cambridge Journal of International (and Comparative) Law, European Journal of International Law, ICSID Review – Foreign Investment Law Journal, International Community Law Review,

Journal of International Dispute Settlement, Journal of International Economic Law, Journal of World Investment and Trade, Leiden Journal of International Law, McGill Journal of Dispute Resolution, Modern Law Review, Oxford Journal of Legal Studies, Yearbook of European Law et Yearbook of International Investment Law and Policy

Publications (liste sélective)

Ouvrages

- *Fair and Equitable Treatment and Full Protection and Security* (Oxford University Press, Elements of International Law series, à paraître fin 2021)
- (coauteur), *International Investment Law and Arbitration* (Cambridge University Press 2018, 2^e éd., à paraître à l'été 2021)
- *Basic Documents on International Investment Protection* (Hart/Bloomsbury, 2012, 2^e éd., 2019)
- *International Minimum Standard and Fair and Equitable Treatment* (Oxford University Press, Oxford Monographs in International Law Series, 2013)

Articles

- (coauteur), « Investment Law before Arbitration » (2020) *Journal of International Economic Law*, vol. 23, n° 4 (à paraître)
- « COVID-19 Claims and the Law of International Responsibility » (2020) *Journal of International Humanitarian Legal Studies*, vol. 11, n° 2, <http://dx.doi.org/10.1163/18781527-bja10014> (accès anticipé)
- « A Case against Crippling Compensation in International Law of State Responsibility » (2020) *Modern Law Review*, vol. 83, p. 1246
- « The Once and Future Law of State Responsibility » (2020) *American Journal of International Law*, vol. 114, p. 618
- « International Court of Justice at the 75th Anniversary of the UN » (20 octobre 2020) *Lawyer's Word*, n° 42 (en letton)
- (coauteur), « Responding to Incorrect ISDS Decision-Making : Policy Options » (2020) *Journal of World Investment and Trade*, vol. 21, p. 374
- « Revisiting the Indispensable Third Party Principle » (2020) *Rivista di Diritto Internazionale*, p. 49
- « Circumstances Precluding Wrongfulness in International Investment Law » (2016) *ICSID Review – Foreign Investment Law Journal*, vol. 31, p. 484
- « Investment Treaty Arbitration and the (New) Law of State Responsibility » (2013) *European Journal of International Law*, vol. 24, p. 617
- « Procedural Aspects of Shared Responsibility in the International Court of Justice » (2013) *Journal of International Dispute Settlement*, vol. 4, p. 295
- « Investment Law of/for/before the 21st Century » (2012) *Leiden Journal of International Law*, vol. 25, p. 225
- « MFN Clauses and International Dispute Settlement : Moving beyond Maffezini and Plama? » (2011) *ICSID Review – Foreign Investment Law Journal*, vol. 26, n° 2, p. 14

- « *Barcelona Traction – a Friend of Investment Protection Law* » (2008) *Baltic Yearbook of International Law*, vol. 8, p. 105
- « *Investment Arbitration and the Law of Countermeasures* » (2008) *British Year Book of International Law*, vol. 79, p. 264

Chapitres

- « *Responsibility of States* » in C. Greenwood et D. Sarooshi (dir.), *Oppenheim's International Law : Volume I: Peace* (Oxford University Press, 10^e éd., à paraître en 2021)
- « *General Principles and the Other Sources of International Law : Conclusions* » in M. Andenas, M. Fitzmaurice, A. Tanzi et J. Wouters (dir.), *General Principles and the Coherence of International Law* (Brill, 2019)
- « *Masters and Guardians of International Investment Law : Language and Its Speakers* » in A. Kulick (dir.), *Contracting Parties Reassertion of Control over IIAs and Investment Treaty Arbitration* (Cambridge University Press, 2016)
- « *Good Faith and Fair and Equitable Treatment in International Investment Law* » in A. Mitchell, M. Sornarajah et T. Voon (dir.), *Good Faith and International Economic Law* (Oxford University Press, 2015)
- « *Derecho internacional de protección de la inversión* » in R. Urueña (dir.), *Derecho internacional. Poder y límites del derecho en la sociedad global* (Université des Andes, 2015)
- « *Regulating Treaties : A Comparative Perspective* » in C. Tams, A. Tzanakopoulos et A. Zimmermann (dir.), *Research Handbook on the Law of Treaties* (Edward Elgar, 2014)
- « *Analogies and Other Regimes of International Law* » in Z. Douglas, J. Pauwelyn et J. E. Viñuales (dir.), *The Conceptual Foundations of International Investment Law : Bringing Theory into Practice* (Oxford University Press, 2014)
- « *Equivalent Primary Rules and Differential Secondary Rules : Countermeasures in WTO and Investment Protection Law* » in T. Broude et Y. Shany (dir.), *Multi-Sourced Equivalent Norms* (Hart Publishing, 2011)

Autres

- « *MFN Clauses and Substantive Treatment: A Law of Treaties Perspective* » (2018) *American Journal of International Law Unbound*, vol. 111
- « *We Will Always Have International Law: Editorial Note* » (2016) *Baltic Yearbook of International Law*, vol. 16, p. 1
- « *Come Together or Do It My Way : No Systemic Preference* » (2014) Actes de l'American Society of International Law, vol. 108, p. 246
- « *The Limits of Depoliticisation in Contemporary Investor-State Arbitration* » (2010) Actes de la Société européenne de droit international, vol. 3, p. 271
- « *Investment Protection Law and Sources of Law : A Critical Look* » (2009) Actes de l'American Society of International Law, vol. 3, p. 76

Décisions citant ses publications (liste sélective)

Juridictions internationales

- CIRDI, *Vento Motorcycles, Inc. c. Mexique*, affaire n° ARB(AF)/17/3, sentence, 6 juillet 2020
- Cour permanente d'arbitrage, *García Armas et consorts c. Venezuela*, affaire n° 2016-08, sentence sur la compétence, 13 décembre 2019
- CIRDI, *Flughafen Zürich A.G. et Gestión e Ingeniería IDC S.A. c. Venezuela*, affaire n° ARB/10/19, sentence, 18 novembre 2014
- CIRDI, *Teinver S.A., Transportes de Cercanías S.A. et Autobuses Urbanos del Sura S.A. c. Argentine*, affaire n° ARB/09/1, décision sur la compétence, opinion individuelle de M. Hossain, arbitre, 21 décembre 2012

Juridictions nationales

Colombie

- Arrêt C-254A/12 de la Cour constitutionnelle
- Opinion partiellement dissidente d'Alejandro Linares Cantillo, juge, sur l'arrêt C-252/19

Lettonie

- Arrêt de la Cour constitutionnelle dans l'affaire n° 2018-12-01
- Arrêt de la section des affaires administratives de la Cour suprême dans l'affaire n° SKA-150/2012
- Arrêt de la Cour constitutionnelle dans l'affaire n° 2008-35-01
- Arrêt de la Cour constitutionnelle dans l'affaire n° 2007-10-0102
- Opinion individuelle de M^{me} Krūma, juge, sur l'arrêt rendu dans l'affaire n° 2007-10-0102

Singapour

- Cour d'appel de Singapour, *BBA & Others v. BAZ* [2020] SGCA 53
- Cour d'appel de Singapour, *Swissbourgh Diamond Mines (Pty) Limited & Others v. Kingdom of Lesotho* [2018] SGCA 81

États, dans le cadre du règlement de différends internationaux

- CIRDI, *Interocean Oil Development Company et Interoccean Oil Exploration Company c. Nigéria*, affaire n° ARB/13/20, sentence, 6 octobre 2020
- CIRDI, *Pacc Offshore Services Holdings Ltd c. Mexique*, affaire n° UNCT/18/5, mémoire en réplique sur le fond déposé par le Mexique, 10 juin 2020
- CIRDI, *Alicia Grace et consorts c. Mexique*, affaire n° UNCT 18/4, mémoire en défense du Mexique, 1^{er} juin 2020
- CIRDI, *Lion Mexico Consolidated LP c. Mexique*, affaire n° ARB(AF)/15/2, soumission des États-Unis d'Amérique, 21 juin 2019
- CIRDI, *Gramercy Funds Management LLC et consorts c. Pérou*, affaire n° UNCT/18/2, soumission des États-Unis d'Amérique, 21 juin 2019

- CIRDI, *MM. Joshua Dean Nelson et Jorge Blanco c. Mexique*, affaire n° UNCT/17/1, mémoire en défense du Mexique, 13 mars 2018
- CIRDI, *Valores Mundiales, SL y Consorcio Andino, SL c. Venezuela*, affaire n° ARB/13/11, sentence, 21 juillet 2017
- CIRDI, *Eli Lilly and Company c. Canada*, affaire n° UNCT/14/2, mémoire après audience déposé par le Canada, 25 juillet 2016
- CIRDI, *Eli Lilly and Company c. Canada*, affaire n° UNCT/14/2, soumission des États-Unis d'Amérique, 18 mars 2016
- Cour permanente d'arbitrage, *Chevron Corporation and Texaco Petroleum Company v. Ecuador*, affaire n° 2009-23, mémoire en réplique additionnel sur le fond, volet II, déposé par l'Équateur, 17 mars 2015
- CIRDI, *Eli Lilly and Company c. Canada*, affaire n° UNCT/14/2, contre-mémoire du Canada, 27 janvier 2015

Exposés et conférences (liste sélective)

- « A Case against Crippling Compensation », cycle de séminaires de droit international, Université hébraïque, novembre 2020 (à distance)
- Conférence d'ouverture de la Semaine du droit international de Colombie, « International Investment Law and Domestic Courts », Cour constitutionnelle de Colombie, février 2020
- « The International Law of Mega-Awards », Oxford Public International Law Discussion Group, Université d'Oxford, janvier 2020
- « The International Law of Mega-Awards », Université de Vienne, faculté de droit, décembre 2019
- « The International Law of Mega-Awards », Geneva International Economic Law Seminars (GIEL) Series, Institut des hautes études internationales et du développement et Center for International Dispute Settlement, décembre 2019
- Première conférence biennale de droit international Angelo Piero Sereni, « Indispensable Third Party Principle in International Adjudication », Université de Bologne, avril 2019
- Orateur principal, « International Boundaries and Third Party Settlement of International Disputes », 4^e conférence biennale de Londres sur les frontières internationales (London International Boundary Conference), King's College de Londres, avril 2019
- Allocution spéciale, « BITs and Developing Countries », Policy Forum on Bilateral Investment Treaties, 6^e conférence biennale Empirical Issues in International Trade and Finance, Centre for Trade and Investment Law, Indian Institute of Foreign Trade, décembre 2018
- « Withdrawal from Treaties : Effects on International Courts and Tribunals », Berlin-Potsdam Research Group « Rise or Decline of the International Rule of Law », Université Humboldt de Berlin, novembre 2018
- « The Function of Appointing Authorities in Investor-State Dispute Settlement », Série de conférences en droit international, Université d'Ottawa, octobre 2018
- « Remedies in International Claims by Non-State Actors : Selected Human Rights and Investment Protection Issues », cycle de conférences de droit

international (Serie di Conferenze di Diritto Internazionale), Université de Milan-Bicocca, mars 2018

- « The Rise and Rise of Legitimate Expectations: A Reflection on Sources and Development of International Investment Law », conférence à l'heure du déjeuner au Lauterpacht Centre of International Law, Université de Cambridge, février 2016
- « Investor-State Dispute Settlement and the Judicial Function », Conférence McGill sur le règlement des différends, Université McGill, novembre 2015
- « Sovereign debt and investment treaty arbitration », Sovereign Debt Scoping Forum, Financial Markets Law Committee, Banque d'Angleterre, Londres, mai 2015
- « A Sceptic's Guide to Legitimate Expectations in International Investment Law : Revisiting the Sources », Oxford Public International Law Discussion Group, Université d'Oxford, octobre 2014
- « Fair and Equitable Treatment : Recent Developments », Weekly Discussion on International Law (débat hebdomadaires sur le droit international), London School of Economics, octobre 2014
- « Investment Law Analogies and Other Regimes in International Law », Staff Research Seminar (séminaire de recherche entre enseignants), Birmingham Law School, octobre 2013
- « Investment Treaty Arbitration and the (New) Law of State Responsibility », Oxford Public International Law Discussion Group, Université d'Oxford, janvier 2012

Tables rondes (liste sélective)

- « Shared Responsibility and the Content of Responsibility under General International Law », webinaire de l'Université Bocconi, « COVID-19 and International Law: Novel Strain or Old Wine in New Test Tubes? », décembre 2020 (à distance)
- « International Law of Investment and Peace Agreements: Analysis of the Colombian Case », Juridiction spéciale pour la paix, Bogota, Colombie, février 2020
- « Jurisdiction of the International Court of Justice: Calibrating the Scope of Consent », Académie diplomatique, Ministère colombien des affaires étrangères, février 2020
- « Water Convention », Colloque judiciaire sous les auspices de la Convention d'Aarhus, « SDG16: Role of Judiciary in Promoting the Rule of Law in Environmental Matters », Palais des Nations à Genève, février 2019
- « China's Belt and Road Initiative and International Dispute Settlement », Conférence de l'Université de sciences politique et de droit de Chine-BIICL-Surrey « China's Belt and Road Initiative: Ideas, Law and Policy », Beijing, Chine, octobre 2018
- « Lessons from public international law », débat « 1918 to 2018 and beyond : Lessons for the future from the past », Baltic Symposium, « The Baltic States in a changing Europe », École des études slaves et est-européennes du University College de Londres, avril 2018

- « The Law of Treaties on Withdrawal: The ICSID Case Study », Conférence 2018 du Center for Transnational Legal Studies, « Exiting Treaty Regimes : Comparative Perspectives », Gray's Inn, avril 2018
- « The Work of the ILC in Investment Arbitration », ILA-AIA-CAM Conference, « Soft Law in International Commercial and Investment Arbitration », Université de Rome III, Rome, février 2018
- Colloque « Succession of States and State responsibility », Lauterpacht Centre, Université de Cambridge, février 2018
- « International Investment Law and Territorial Disputes: A Generalist Perspective », Conférence « International Investment Law & the Law of Armed Conflict », Université d'Athènes
- Rapporteur de « Beyond Dispute Settlement: What are International Courts' Key Contributions to International Relations? », atelier, « Beyond Dispute Settlement : Mapping the New Terrains of International Courts and Tribunals », Berlin, novembre 2016
- Réunion plénière, « Constitutional Values in Contemporary International Law: Is There Still a Role for a Sceptical View? », Conférence « Constitutional Values in the Contemporary World », Université de Lettonie, novembre 2016
- « A Sceptic's Case on Proportionality », 26^e Conférence publique de l'Investment Treaty Forum, « The Role of Proportionality in International Investment Law », British Institute on International and Comparative Law, mai 2016
- « The International Responsibility of the EU and its Member States under the ECT », conférence du Centre for European and International Legal Affairs (CEILA) de l'Université Queen Mary de Londres, avec l'appui du Secrétariat de la Charte de l'énergie, « The EU and Investment Arbitration under the Energy Charter Treaty », Université Queen Mary de Londres, février 2016
- « Remedies in Investment Treaty Disputes: Selected Issues », Conférence « Energy at Sea : Old Problems, New Challenges », Université d'Athènes, Grèce, octobre 2015
- « SHARES Workshop on the Commentaries on the Law of International Responsibility », Académie royale néerlandaise des sciences, Amsterdam, octobre 2015
- « Theoretical Foundations », Workshop on Contracting Parties Reassertion of Control over IIAs and Investment Treaty Arbitration (atelier traitant de la reprise de contrôle, par les parties contractantes, sur les accords internationaux d'investissement et sur l'arbitrage d'investissement), Université de Tübingen, juin 2015
- « *SPP v. Egypt* », Workshop on Landmark Cases in Public International Law (atelier sur les affaires emblématiques du droit international public), All Souls College, Université d'Oxford, juin 2016
- « Proportionality and Recent Developments in International Investment Law », Séminaire « Proportionnalité dans les tribunaux internationaux : convergence dans la loi et la méthode ? », Centre franco-norvégien en sciences sociales et humaines, Paris, février 2015
- « Sources of International Investment Law », Africa International Legal Awareness London Annual Programme, Shearman & Sterling, Londres, septembre 2014

- « Fair and Equitable Treatment: Recent Developments », 23^e réunion publique de l'Investment Treaty Forum, « Can International Investment Law be Restated? Or is Jurisprudence Constante the El Dorado of Investment Treaty Lawyers? », British Institute of International and Comparative Law, Londres, septembre 2014
- « Il/liberal States and Participation in the Process of International Adjudication », The Approaches of Liberal and Illiberal Governments to International Law, Groupe de réflexion sur la théorie du droit international de la Société européenne de droit international, Université de Tallinn, juin 2014
- Intervenant à la table ronde « Everybody Come Together over Me: Systemic Integration and Vienna Convention Article 31(3)(c) », assemblée annuelle de l'American Society of International Law, Washington, avril 2014
- « Legitimate Expectations: Reflections on Sources of International Law », 20^e réunion publique de l'Investment Treaty Forum du British Institute for International and Comparative Law, mai 2013
- « Investment Treaty Arbitration and the (New) Law of State Responsibility », premier colloque annuel des jeunes enseignants pour le droit international (Annual Junior Faculty Forum for International Law), New York University, mai 2012

Affiliations

American Society of International Law, British Institute of International and Comparative Law, Société européenne de droit international, Association de droit international, Society of International Economic Law, Society of Legal Scholars

Bimal N. Patel (Inde)**Professeur (D^r) Bimal N. Patel**

Né le 29 juin 1970

- Vice-chancelier et professeur de droit international public à l'Université Rashtriya Raksha, *Institut indien d'importance nationale* (depuis 2020)
- Membre du conseil consultatif sur la sécurité nationale, Conseil indien de sécurité nationale (depuis 2016)
- Directeur/Vice-chancelier et professeur de droit international public à la Gujarat National Law University (2008-2019)
- Membre de la 21^e Commission indienne du droit du Gouvernement indien
- Membre du Comité de rédaction de la *Revue internationale de la Croix-Rouge*, CICR
- Membre du comité de recherche sur les nominations dans le domaine de la réglementation du secteur financier, Comité des nominations du Cabinet du Gouvernement indien
- Membre du comité de sélection des chaires à l'étranger, Conseil indien pour les relations culturelles, Ministère indien des affaires étrangères
- Directeur de l'intérêt public, Central (Financial) Depository Services Limited, Inde
- Membre et conseiller du comité de sélection et du comité des règlements de la Direction indienne de l'insolvabilité et de la faillite
- Administrateur indépendant, Gujarat Urja Vikas Nigam Limited, Gouvernement du Gujarat (2010-2018)
- Administrateur indépendant, Gujarat Gas Petronet Limited, GSPC, Gujarat (depuis 2016)
- Membre individuel à vie du Conseil indien de l'arbitrage
- Membre du conseil d'administration de la National Maritime Foundation
- Membre du conseil d'administration de l'Université des sciences et technologies de Charotar

Formation

- Doctorat (droit international, Université de Leyde, Pays-Bas)
Thèse : La pratique étatique de l'Inde et le développement du droit international
- Doctorat (droit international, Université nationale de Jaipur, Inde)
Thèse : La responsabilité des organisations internationales : une étude de cas de l'ONU, de la Banque mondiale, de l'Agence internationale de l'énergie atomique et de la Communauté européenne
- LLM, Master of Laws (droit international, Université de Leyde, Pays-Bas)
Thèse : La responsabilité de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques
- Diplôme post-maîtrise en relations internationales (Université d'Amsterdam)

- Maîtrise (relations internationales, Université d'Amsterdam, Pays-Bas)
Thèse : Le rôle du Conseil de sécurité dans la résolution pacifique des différends internationaux avant et après la guerre froide
- Certificat international de cours d'été en politique étrangère et gouvernance (Université d'Oslo, Norvège)
- Diplôme d'études supérieures en relations internationales et développement, Institute of Social Studies (La Haye, Pays-Bas)
- Licence en sciences (Anand, Inde)

Langues : anglais, néerlandais et français (intermédiaire), hindi, gujarati

- 25 ans d'expérience, à des niveaux de plus en plus élevés, des fonctions de direction pédagogique, de l'enseignement et de la recherche en droit international général, en relations internationales, en droit de la mer, en droit maritime et en organisations internationales, notamment les juridictions, en sécurité nationale et en politique étrangère.
- En tant que juriste en droit international, examen, préparation et publication de la jurisprudence administrative, procédurale et de fond de la Cour internationale de Justice (La Haye), du Tribunal international du droit de la mer (Hambourg), du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (La Haye) et du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail (Genève).
- Enseignement et recherche en licence de droit (LLB) et en maîtrise de droit (LLM) et supervision de doctorants et de programmes d'enseignement en droit international, en droit de la mer et en organisations internationales, entre autres.

Vice-chancelier et professeur de droit international public à l'Université Rashtriya Raksha, *Institut d'importance nationale* (depuis 2020)

- Direction et animation de la planification stratégique et de la mise en œuvre de la mission d'enseignement, de recherche, de formation et de sensibilisation de l'université pionnière de l'Inde en matière de sécurité, couvrant les domaines de la sécurité intérieure, de la sécurité côtière, de l'intelligence artificielle, de la cybersécurité, de la justice pénale, du droit, de la société et des sciences humaines
- Orientation générale et mise en œuvre des programmes d'enseignement, de recherche et de formation de 10 facultés spécialisées dans les domaines de la sécurité intérieure et de l'administration de la police ; du droit et des sciences sociales et humaines ; de la sécurité côtière, maritime, aérienne et spatiale ; de l'intelligence artificielle et de la cybersécurité ; des affaires étrangères, des langues et de l'économie politique ; de la criminologie et des sciences du comportement ; des affaires, des stratégies et de la logistique militaires
- Enseignement, recherche et supervision d'étudiants en maîtrise de droit (LLM) et en doctorat
- Gestion exécutive des ressources et de l'administration de l'université et orientation du vice-chancelier adjoint, du doyen, des directeurs de facultés, du registraire et de leur équipe en faveur de la mission de culture de responsabilité administrative et financière, d'intégrité et de respect, entre autres
- Établissement, développement et entretien de relations et d'un réseau avec des universités internationales, des organisations et des gouvernements nationaux, des organismes donateurs, des universités, des groupes de réflexion et des

particuliers afin d'organiser des programmes nationaux et internationaux de recherche de nature académique et exécutive

- Conceptualisation et développement du modèle d'université d'enseignement basé sur la recherche et d'université administrative basée sur la recherche
- Conception, développement et mise en œuvre d'un large éventail de programmes de partenariat académique, de formation des cadres et de recherche avec les institutions liées à la législation, à la gouvernance, à la justice, aux forces de sécurité, aux entreprises et avec des ONG et des groupes de réflexion
- Mise en place réussie de chaires et de bourses de recherche, en collaboration avec des entreprises nationales et internationales, des ministères, des entreprises du secteur public, des cabinets d'avocats et des fondations publiques
- Conception et mise en œuvre de programmes et de projets nationaux et internationaux de développement et de recherche, et réseautage et coordination avec des agences gouvernementales, des organismes des Nations Unies et des établissements d'enseignement et de recherche issus de diverses parties du monde

Directeur/Vice-chancelier et professeur de droit international public à la Gujarat National Law University (2008-2019)

Tâches principales : affaires d'enseignement et de recherche, gestion financière, administration et conformité statutaire, mobilisation des ressources

- Direction et animation de la planification stratégique et de la mise en œuvre de la mission d'enseignement, de recherche, de formation et de sensibilisation de la plus grande université de droit en matière de droit, de procédures judiciaires et de programmes interdisciplinaires, de corps professoral, d'effectifs étudiants et d'infrastructure
- Proposition de nouveaux programmes et de nouvelles politiques et, en vue de les lancer, établissement d'un consensus à leur sujet parmi les organes décisionnels composés, entre autres, de l'Honorable Chief Justice of India, de juges de la Cour suprême de l'Inde, de ministres de premier plan, de hauts fonctionnaires du droit (procureur général, avocat général), de hauts fonctionnaires, d'associations et conseils juridiques et d'universités
- Gestion exécutive des ressources et de l'administration de l'université et orientation du registraire et de son équipe en faveur de la mission de culture de responsabilité administrative et financière, d'intégrité et de respect, entre autres
- Établissement, développement et entretien de relations et d'un réseau avec des gouvernements nationaux et internationaux, des organismes donateurs, des universités, des groupes de réflexion et des particuliers afin d'organiser des programmes nationaux et internationaux de recherche de nature académique et exécutive
- Conceptualisation et développement du modèle d'université d'enseignement basé sur la recherche et d'université administrative basée sur la recherche
- Conception, développement et mise en œuvre d'un large éventail de programmes de partenariat académique, de formation des cadres et de recherche avec les institutions liées à la législation, à la gouvernance, à la justice, aux forces de défense, aux entreprises et avec des ONG et des groupes de réflexion

- Mise en place réussie de chaires et de bourses de recherche, en collaboration avec des entreprises nationales et internationales, des ministères, des entreprises du secteur public, des cabinets d'avocats et des fondations publiques
- Conception et mise en œuvre de programmes et de projets nationaux et internationaux de développement et de recherche, et réseautage et coordination avec des agences gouvernementales, des organismes des Nations Unies et des établissements d'enseignement et de recherche issus de diverses parties du monde
- Création et entretien du campus de la Gujarat National Law University grâce à l'aide du Gouvernement du Gujarat, qui a fourni une aide de 35 millions de dollars et un terrain de 20 hectares
- Contribution à la création et au maintien d'un fonds d'épargne et de dotation de 4 millions de dollars

**Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, La Haye, Pays-Bas
(1995-2008)**

- Planification, mise en œuvre et évaluation des programmes de coopération internationale en consultation avec les agences gouvernementales des États membres de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques
- Préparation de contrats, d'accords et de lignes directrices pour l'exécution de divers projets pour les institutions et les organismes gouvernementaux donateurs et bénéficiaires
- Rédaction de discours, de mémoires, de rapports d'étape et de divers documents formels et informels à l'intention des hauts responsables et des États membres
- Participation au développement et à la planification d'activités bilatérales, régionales et multilatérales dans le domaine de l'appui aux autorités nationales
- Contrôle des résultats des programmes et formulation de recommandations sur l'efficacité des programmes et des activités
- Contribution à l'élargissement de l'assistance fournie aux agences gouvernementales et aux organismes de recherche dans le cadre de la coopération internationale
- Contribution au lancement et à la mise en œuvre du programme Africa visant à renforcer les capacités des nations africaines dans les domaines du transfert de technologies et de l'utilisation pacifique de la chimie
- Coordination avec les agences de financement multilatérales, notamment la Banque mondiale, l'Union européenne, le Gouvernement suisse et la Fondation internationale pour la science (Suède), afin d'améliorer la qualité des résultats et l'efficacité des programmes par une utilisation optimale des ressources financières et techniques dans les pays en développement
- Mise en œuvre d'un programme d'assistance en matière d'équipement pour 50 autorités nationales dans le cadre du projet de financement conjoint de l'Union européenne
- Analyse et évaluation de toutes les informations relatives aux déclarations des installations de fabrication d'armes chimiques soumises par les États parties en relation avec les étapes de destruction stipulées par la Convention sur les armes chimiques

- Conduite de recherches en cas d'incertitude sur les exigences de la Convention en ce qui concerne les déclarations et les conversions d'installations de fabrication d'armes chimiques, le but étant d'obtenir des éclaircissements et de recommander des solutions et actions possibles pour clarifier toute question en suspens
- Élaboration et entretien de bases de données servant à l'analyse et à l'évaluation systématiques du respect de la Convention par les États membres
- Fourniture au chef de section ou de service d'informations précises et complètes sur les questions de déclaration liées à l'évaluation des informations et à la démilitarisation chimique en préparant des documents de référence et des informations statistiques et en rédigeant des lettres de clarification sur les questions soulevées au cours de l'analyse ou de la recherche

(Diverses fonctions – domaine juridique, ressources humaines, coopération internationale)

Tâches principales : mise en œuvre et respect du Traité ; secrétaire (juridique) principal assistant le conseiller juridique ; préparation de notes et de documents de recherche sur le Manuel des conditions de travail du personnel administratif et commun des Nations Unies ; clarification avec les services gouvernementaux et les organisations internationales ; recherche et élaboration de politiques et de règlements en matière de ressources humaines ; aide au recrutement d'inspecteurs et de personnel issus de différents pays, etc.

Participation à la préparation de la législation centrale et étatique

Loi indienne sur l'Antarctique ; projet de loi sur le piratage ; projet de loi sur la marine marchande ; règles relatives aux entreprises privées de sécurité maritime ; projet de loi indienne sur l'exploitation minière des grands fonds marins ; projet de loi sur la réglementation des organisations bénévoles ; politique relative à la responsabilité sociale des entreprises du secteur public ; politique nationale en matière de litiges ; lois établissant des universités telles que le statut de la Commission du droit du Gujarat, l'Université des sports du Gujarat, l'Université des enfants, l'Institut indien de formation des enseignants ; politique de l'État du Gujarat en matière de litiges ; projet de loi sur le médiateur (lokayukta) du Gujarat ; règlement sur la mise en décharge zéro pour 15 déchets ; projet de loi sur le Temple Trust ; projet de statut de la Commission du droit de l'État du Gujarat

Participation à la préparation des rapports de la Commission du droit de l'Inde

Code civil uniforme ; projet de loi sur la torture ; « tribunalisation » de la justice ; *Advocates Act 1961* (loi de 1961 sur les avocats) ; loi sur les cautions ; paris et jeux d'argent ; enregistrement obligatoire des mariages ; atteinte à l'action de la justice ; réformes de la justice pénale ; dépénalisation de la diffamation ; profil d'ADN ; lois obsolètes ; adultération alimentaire ; lois sur la sédition

Intérêts de recherche actuels/rôle dans la recherche et les publications juridiques

Droit de la mer et droit maritime ; droit et pratique de l'arbitrage ; sanctions unilatérales et multilatérales ; lois sur la sécurité nationale ; règlement des différends et juridictions internationales, droit international et organisations internationales ; droit international humanitaire

Distinctions académiques/affiliations/conférences

Académie de droit international de La Haye ; Académie de droit international de Xiamen ; Fondation internationale du droit de la mer (Hambourg) ; professeur invité à l'Université de Barcelone (Espagne) ; membre de la faculté de l'Université de La Haye (Pays-Bas) ; chercheur invité à l'Université de Tel-Aviv (Israël) ; examinateur externe pour l'Université de Maurice (Maurice) ; professeur associé invité à l'Université de Malaya (Malaisie) ; professeur assistant à l'Université Sardar Patel, V. V. Nagar (Inde) ; professeur invité et conseiller à la MIT School of Government, Pune (Inde) ; Université de Cambridge ; Institute of Social Studies, La Haye ; Faculté de droit de l'Université Erasmus de Rotterdam ; Université d'Oslo (Norvège) ; Université de Rome, *La Sapienza* (Italie) ; Université d'Auckland (Nouvelle-Zélande) ; Université de Nouvelle-Galles du Sud, Sydney (Australie), entre autres. Membre du Comité de l'Association de droit international sur l'enseignement du droit international ; membre à vie de l'Indian Society of International Law et coordonnateur européen honoraire ; membre de l'American Society of International Law, de l'Australian-New Zealand Society of International Law, de l'Indian Society of International Law, de la Société européenne de droit international, de l'Association de droit international, de l'Association néerlandaise de droit international (NVIR) ; membre de l'Indian Law Institute (branche de Gujarat).

Ouvrages et projets de recherche/papiers en tant qu'auteur/rédacteur

Pratique des États et droit international

- National Security of India and International Law, avant-propos du D^r Henry Kissinger, Mr Ajit Doval, National Security Adviser of India and Introduction by Professor John Norton Moore, Virginia Law School (Brill: 2020)
- International Law in the Supreme Court of India (à paraître en 2021)
- Central Acts of India, 1834-2019 (EBC: New Delhi: 2019)
- The State Practice of India and the Development of International Law: Dynamics of Interplay between Foreign Policy and Jurisprudence (Leyde-Boston: Brill: 2016)
- India and International Law (volume 1), (La Haye: Kluwer Law International : 2005)
- India and International Law (volume 2), (La Haye: Nijhoff: 2008)
- « History of International Law in India between 1500-1945 », *in* : Oxford Handbook on History of International Law (Bardo Fassbender, Anne Peters et Simone Peter, eds.), (Oxford University Press: Oxford: 2012) (lauréat du Certificate of Merits Award de la American Society of International Law)

Règlement des litiges – juridictions internationales et nationales

- The World Court Case-Law Digest and Reference Guide (3^e édition, en cours de révision)
- A Commentary – International Litigation by and against India before the ICJ, PCA, ITLOS and WTO (avant-propos du professeur Allain Pellet et du professeur Upendra Baxi), (EBC : 2018)
- The World Court Reference Guide and the Case-Law Digest 2000-2010 (2^{ème} éd.) (avant-propos du Président de la Cour internationale de Justice, Peter Tomka), (La Haye: Nijhoff: 2014)

- The World Court Reference Guide: Judgments, Advisory Opinions and Orders of the PCIJ and ICJ (1922-2000, 1^{re} éd.) – (Introduction de Shabtai Rosenne) ; (La Haye: Kluwer Law International: 2002) (nommé au Certificate of Merits de l’American Society of International Law)
- International Tribunal for the Law of Sea (ITLOS) Jurisprudence, (1994-2014): Case Commentary, Case-Law Digest and Reference Guide (avant-propos du Président de la Cour internationale de Justice, Peter Tomka, et du juge du Tribunal international du droit de la mer, David Attard) (EBC: 2015)
- Fiscal’s Friend – International Criminal Tribunal for Former Yugoslavia Jurisprudence, ICTY Case-Law Digest (La Haye : Tribunal pénal international pour l’ex-Yougoslavie : 2002)
- Issues of unilateral and multilateral economic and financial sanctions: Impact on national security objectives of India, Chanakya Journal of CCSS, mars 2020, vol. 4, n° 2, pages 66 à 77

Droit de la mer et droit maritime

- Maritime Law Manual of India (à paraître, Routledge : 2021)
- Building Bright Future of Maritime Arbitration in India (en cours de révision)
- Indian Ocean and Maritime Security: Cooperation, Competition and Threats, Bimal N. Patel, William Nunes et Aruna Malik (éds.) (avant-propos du Ministre indien de la défense, M. Manohar Parrikar), (Routledge : 2016)
- Obligations under the UNCLOS – National Legislative Implementation Compliance Assessment of India (septembre 2017)
- Sustainable Development and India: Convergence of Law, Politics, Economics and Science, Bimal N. Patel et Ranita Nagar (éds.) (Oxford University Press: 2017)
- « Sustainable Development and Marine Environment – A Preview of Legal Issues in India », *in* : Sustainable Development and India: Convergence of Law, Politics, Economics and Science, Bimal N. Patel et Ranita Nagar (éds.) (Oxford University Press: 2017)
- Marine Environment Law and Practice of China, India, Japan and Republic of Korea, Académie de droit international de Xiamen (Leyde : Nijhoff : 2017)
- « Implementation of the Freedom of Navigation and the Law of the Sea: Prospects of Naval Competition and Cooperation in the Indian Ocean », US Naval War College Workshop, Hawaï, 12-13 janvier 2016
- Good Order at Sea: Stability in the Indian Ocean, UGC Centre for Maritime Studies, Université de Pondichéry, février 2016
- The Bay of Bengal – Bangladesh-India Arbitration Award – Continuation of Dispute ; Military Law and Operations Edition 2016, Département de la défense des États-Unis, Vancouver, mars 2016
- « State Practices on Antarctica and International Law: Attempt at Identification of India’s Interests, Needs and Concerns », P. S. Goel, R. Ravindra, S. Chattopadhyah (éds.) Science and Geopolitics of the White World Arctic-Antarctic-Himalaya, (Springer International Publishing), 2016, pages 33 à 49
- « Eight Dimensions of Maritime Security Law and Practice among Member States of the Indian Ocean Rim Association », Law of the Sea Institute, Université de Berkeley, Spain Proceedings 2015

- « Law of the Sea: Maritime Security Enforcement and Jurisdictional Issues for the Indian Ocean Rim Association (IORA) Member States », Journal of the Indian Ocean Region, Routledge: 2014
- Legal Road Map for Exploring and Exploiting Resources in the Indian Ocean, Ministère indien des sciences de la Terre, Gouvernement indien
- Global Maritime Security and Anti-Piracy: Issues and Challenges 2011, Bimal N. Patel, Hitesh Thakker et Asha Verma (New Delhi: EBC Publishing House: 2012)

Organisations internationales

- « Accountability of International Organisations in International Law Applicable to Cyber Operations », *in* : Michael Schmitt (éd.) Tallinn Manual 2.0 on the International Law Applicable to Cyber Operations, (Cambridge University Press: 2017)
- Responsibility of International Organisations: Regime of Legal Obligations between the United Nations, the World Bank, the International Atomic Energy Agency and the European Union (avant-propos de C. F. Amerasinghe) (New Delhi: EBC: 2013)
- A Comprehensive Guide on the Laws of Human Rights in Commonwealth Countries, (Wadhwa Publications: New Delhi: 2007)

Lois générales internationales/nationales/étatiques

- The Companies Act 2013: Key Conceptual Transformation, Bimal N. Patel, Mamta Biswal et Dharmishta Raval (éds.), (Universal Law Publishing: 2017)
- Evolving Environmental Law Jurisprudence and the Supreme Court of India: Selected Cases, Bimal N. Patel et Prachi Motiyani (EBC : 2016)
- International Contracts: Jurisdictional Issues and Global Commercial and Investment Governance, Bimal N. Patel, Mamta Biswal et Joshua Aston (Gujarat National Law University : 2014)
- Indian Banking Law, Bimal N. Patel, Dolly Jabbal et Prachi Motiyani, (EBC : 2014)
- Food Security Laws: Interdisciplinary Perspectives, Bimal N. Patel, Ranita Nagar et Hitesh Thakker (EBC : 2014)
- Economic Analysis of Law: An Indian Perspective, Bimal N. Patel, Ranita Nagar et Hitesh Thakker (Lexis Nexis : 2014)
- Global Maritime Security and Anti-Piracy: Issues and Challenges 2011, Bimal N. Patel, Hitesh Thakker et Asha Verma (EBC : 2012)
- Explaining and Understanding Legal and Interdisciplinary Research Methodology in India, (GNLU: Gandhinagar: 2012)
- Indo-US Relations: Nine Months After President Obama Visit, Bimal N. Patel, William Nunes et Aruna Kumar Malik (GNLU : Gandhinagar : 2012)
- Legal Guidelines for the Reduction, Recycling and Reuse of Waste, rédacteur d'un rapport de recherche pour le Ministère de l'environnement et des forêts, Gouvernement du Gujarat, (GNLU : Gandhinagar : 2012)

- Draft Statute of the Gujarat State Law Commission, projet de recherche pour le Ministère du droit et de la justice, Gouvernement du Gujarat (GNLU : Gandhinagar : 2011)
- Foreign Trade (Development and Regulation) Amendment, Act 2010, rapport de recherche pour le Ministère du commerce, Gouvernement indien (GNLU : Gandhinagar : 2010)
- Law, Politics and Development: Issues, Challenges and Solutions in the 21st Century of India, rédacteur en chef (EBC : 2012)
- Separation of Powers between Executive and the Judiciary Wings of India and the Judicial Accountability, Bimal N. Patel, Mamta Biswal et Jaya Hemnani, (GNLU : Gandhinagar : 2012)
- Journey of Women Empowerment: Miles to Go!, Bimal N. Patel, Mamta Biswal et Anand Kumar Tripathi, (GNLU : Gandhinagar : 2012)
- Live-In Relationship and Surrogacy: Legal Implications and Social Issues, Bimal N. Patel, Mamta Biswal et Anand Kumar Tripathi (GNLU : Gandhinagar : 2012)

Articles/recherches/documents de conférence et allocutions

Contribution à des ouvrages/monographies

- « Integrated Maritime Defense Policy and Strategy of India: Some Critical Ideas for Preparing a Blue-Print for India », Bimal N. Patel, Aruna Kumar Malik, Soumya Priyadarshinee et Udit Kanwar (*et al.*) (EBC : Delhi : 2012)
- Laws for the 21st Century India, séminaire organisé par le Bureau des études parlementaires, Assemblée législative du Gujarat, Gandhinagar, samedi 31 octobre 2009
- India and the United Nations Reform (2005-2006): An Insightful Interplay between International Relations and International Law, *in* : Bimal N. Patel (éd.) India and International Law vol. 2, 49-97 (Nijhoff : Leyde : 2008)
- International Court of Justice and India, *in* : Bimal N. Patel (éd.) India and International Law (2005), 289-318 (Nijhoff : Leyde : 2005)

Contribution à des revues et magazines de recherche

- « Law of the Sea: Maritime Security Enforcement and Jurisdictional Issues for the Indian Ocean Rim Association (IORA) Member States », Journal of the Indian Ocean Region (Routledge: 2014)
- Recommendations on the Enhancement of Role and Effectiveness of the International Court of Justice and the State Practice: Gap between Recommendations and Practice (1971 – 2006), Singapore Yearbook of International Law 2008
- Some Reflections from Personal Experience on the Promotion of Teaching and Research of International Law, séminaire international de la Indian Society of International Law, 10 décembre 2007
- The Concept of Peace Dividend and the Chemical Weapons Disarmament (42 Indian Journal of International Law 2) (2005)
- Can India afford to remain a non-member of the Hague Conference on Private International Law? (Deuxième conférence sur le droit international, Indian Society of International Law Proceedings, novembre 2004)

- Principles and Practices of « Good Governance » and the Chemical Weapons Convention: Role of the OPCW (sixième conférence conjointe de La Haye sur les questions actuelles de droit international, 2003)
- Resolution 1540 and the Non-Proliferation of Weapons of Mass Destruction (2003 African Yearbook of International Law)
- La Cour Internationale de Justice plus sollicitée et plus active que jamais, Revue d'analyse juridique de l'actualité internationale (année 2002)
- Judicial and Administrative Activities of the ICJ – Year 2001 (42 Indian Journal of International Law 3) (2002)
- Renaissance of the International Court of Justice: An overview of the judicial and administrative activities of the ICJ in 2000, 41 Indian Journal of International Law 2 (2001)
- Theory and Practice: Implementation of the Chemical Weapons Convention Destruction Regime under the Chemical Weapons Convention, 11 The Non-Proliferation Analysis Journal Summer (2000)
- Accountability of International Organisations: A Case Study of the Organisation for the Prohibition of Chemical Weapons, 13 Leiden Journal of International Law 3 (2000)
- Protection Zones in International Humanitarian Law, 4 Indian Journal of International Law 39 (1999)
- Do the rules of evidence and procedure of the International Criminal Tribunal for ex-Yugoslavia ensure a fair trial? 3 Indian Journal of International Law 39 (1999)
- « Teaching and Research of International Law in Asia: A Holistic Approach in the 21st Century », 4^{ème} Conférence annuelle de l'Asian Society of International Law, Beijing, Chine, 28 août 2011

Contribution à des conférences, séminaires, journaux, etc.

- Why does World Bank want to broker Indus water talks between India and Pakistan? Indian Express, 16 septembre 2017
- Deliberating or Guessing Far-Sighted Solutions of the Emerging International Banking and Investment Issues and Challenges – Is this Realistic?, Conférence de la Gujarat National Law University sur les opérations bancaires internationales et les investissements internationaux, dimanche 22 juillet 2012
- Indo-Japanese Relations: Future Trends, GNLU Centre for Foreign Policy and Security Studies, 31 janvier 2012
- « Fragmentation of International Law: An Indian Perspective », Conférence de droit international et de droit comparé de Taipei, Taipei, Taiwan, 30-31 décembre 2011
- « India-Australia Relations: Moving from Predicament to Permanency », GNLU Centre for Foreign Policy and Security Studies, 3 octobre 2011
- « Indo-US Relations: 1998 to 2010 and from 2010 Onwards – Nine months after President Obama Visit to India », Seminar on the Indo-US Relations: Nine Months after President Obama Visit to India: An Assessment; GNLU Center for Foreign Policy and Security Studies, 21 août 2011

- Non-State Challenges to Higher Education: Foreign and Private Universities, West-Zone Vice-Chancellors' Conference, Udaipur, 29 juillet 2011
- India-Singapore Bilateral Relations: A Strong Trading and Political Partner in the ASEAN – a concrete Result of the « Look Towards East » Policy, GNLU Centre for Foreign Policy and Security Studies, 25 juillet 2011
- India-Indonesia Bilateral Relations: A Strong Trading and Political Partner in the ASEAN – a concrete Result of the « Look Towards East » Policy, GNLU Centre for Foreign Policy and Security Studies, 20 juillet 2011
- Legal Awareness on Obligations and Rights of Prisoners and Prison Administration – an important tool for the Good Governance of the Prison Administration, Bureau de recherche et développement de la police, Ministère de l'intérieur, Gouvernement indien, SPIPA, Ahmedabad, 23 mars 2011
- Post-Doha Linkage between International Trade and Competition: Policy and Practice of Developed and Developing Countries, Conférence de la Gujarat National Law University sur le commerce international et le droit de la concurrence, Gandhinagar, 5-6 mars 2011
- Value Oriented Higher Education System: Higher Education System in India, International Conference on Higher Education: Prospects for Gujarat, The Road Ahead, Pandit Deendayal Petroleum University, 25 novembre 2010
- Good Governance in the Higher Educational System in India: International Practices and Lessons, UGC-AIU All India Vice-Chancellors' Conference, 85^e réunion annuelle de l'Association des universités indiennes, Bharati Vidyapeeth, Pune, 14 novembre 2010
- International Courts and Tribunals: An Indian/Asian Perspective, GNLU Centre for Public International Law, 3 octobre 2010
- Ethics and Values in Higher Education and Challenges of Globalisation, Conférence des vice-chanceliers de la zone occidentale, M. S. University, Vadodara, septembre 2010
- Legal Infrastructure for the 21st Century of India, Gujarat Magazine, juin 2010
- India's participation in the Hague Conference on Private International Law is immensely beneficial to the country, its citizens, NRI and PIO communities, GNLU Centre on Private International Law, Gujarat National Law University, 10 avril 2010
- Importance of a National Sports Law Centre for the Growth and Development of Sports Industry in India, GNLU Centre for Sports Law, Institut de recherche forestière, Gandhinagar, 20 mars 2010
- Interdependence of Criminology and Forensic Science Management in the Efficient and Effective Administration of Criminal Justice, Gujarat Forensic Science University, Gandhinagar, 6 mars 2010
- Post-1991 Liberalization Policies and Programmes and Impacts on the Reduction of Regional Disparity in India, Interdisciplinary National Seminar on Inclusive Growth and Development: A Social Science Perspective, coorganisé par les facultés de protection des travailleurs, de sciences politiques et de sociologie de l'Université du Gujarat, Ahmedabad, 26 février 2010
- Does international law offer a remedy to a state which has been and will repeatedly be a victim of terrorist attacks? Daily News and Analysis, 2010

- Peaceful Coexistence through Sustainable Development – Need to Minimize Ecological Imbalance, Pollution and Uncontrolled Exploitation of Natural Resources, table ronde de trois jours, MAEER's MIT, Pune, 31 janvier 2010
- Industry and Business Pro-activeness can mould an effective IPR Policy, Y. J. Trivedi – AMA Academy for Intellectual Property Rights, Ahmedabad Management Association, Ahmedabad, 23 janvier 2010
- Legal Issues of Non-Resident Indians (NRIs) and People of Indian Origin (PIOs): Challenges and Possible Solutions, Vigyan Bhavan, New Delhi, 7 janvier 2010
- Concerns, Needs and Interests shaping the Future of Indian Foreign Policy, Université du Gujarat, Ahmedabad, 9 décembre 2009
- Food Security and Agro-Economy in the Developing Nations: The Millennium Development Goals, GNLU Centre for Food-Security and Agro-Economy, 10 octobre 2009
- Role of Media in Realizing Developed India Vision 2020, Media & Law Training Programme, Mairie de Gandhinagar, 11 septembre 2009
- Role of Mediation Mechanism in Dealing with the Problem of pending cases – Why and How, Gujarat National Law University, Gandhinagar, 5 septembre 2009
- Importance of Role of Rule of Law and Ethics and Business Practices and MBA Professional Studies, Mahavir Business College, Vir Narmad South Gujarat University, 8 août 2009
- Human Rights and Value Education in India, Université Saurashtra, Rajkot, 27 mars 2009
- Pressing concerns of the contemporary Legal World: International Law Today, For a Global tomorrow, premier séminaire international de la Gujarat National Law University, Gandhinagar, 31 janvier 2009

Mohan Pieris (Sri Lanka)

Extrait d'une note verbale datée du 26 avril 2021, adressée par la Mission permanente de Sri Lanka auprès de l'Organisation des Nations Unies

Avant d'exercer les fonctions de Représentant permanent de Sri Lanka auprès de l'Organisation des Nations Unies, [l'Ambassadeur Pieris] a été Président de la Cour suprême de Sri Lanka de 2013 à 2015 et Procureur général de Sri Lanka de 2008 à 2011.

Eu égard à ses titres universitaires et professionnels, le Gouvernement sri-lankais est convaincu que sa candidature répond aux critères énoncés à l'article 2 du Statut de la CDI et qu'il contribuerait efficacement aux travaux de celle-ci en vue du développement progressif du droit international.

Ambassadeur Mohan Pieris, Conseiller du Président

Qualifications professionnelles

- **Ambassadeur et Représentant permanent de Sri Lanka auprès de l'Organisation des Nations Unies, à New York** (depuis janvier 2021)
- Nommé **Président de la Cour suprême de Sri Lanka le 15 janvier 2013** :

Durant son mandat, le système judiciaire a traité un nombre sans précédent d'affaires. Des réformes ont été menées : numérisation des archives, généralisation de l'informatique dans les procédures judiciaires, entrée en service de l'ouverture d'une information judiciaire par voie électronique, mise en place de procédures de gestion des affaires et d'instructions de procédure, activités de médiation comme mode alternatif de règlement des conflits, renforcement des capacités des juges, modernisation de l'Institut de formation des juges et application du principe de responsabilité, respect de l'indépendance du pouvoir judiciaire et du barreau et des normes déontologiques. Des ressources importantes ont été consacrées au développement des infrastructures, dont des logiciels et du matériel électronique ainsi que d'autres services, afin que toutes les parties prenantes disposent d'un cadre de travail efficace et confortable.

La Cour a mené à bonne fin de nombreux travaux judiciaires. Elle a privilégié le règlement rapide et pragmatique des différends. L'introduction du principe d'équité et de la bonne conscience a appuyé sensiblement l'état de droit. De nombreux **avis et jugements faisant date** ont été rendus. Certains d'entre eux avaient été demandés dans le cadre de la compétence consultative de la Constitution, notamment en ce qui concerne les questions suivantes :

- le mandat du Président ;
- les déterminations statutaires dans les demandes de contrôle judiciaire de la législation telle que le projet de loi relatif à l'ouverture de crédits budgétaires et d'autres projets de loi, y compris celui relatif au statut constitutionnel du sujet décentralisé de la « terre » en vertu du 13^e amendement à la Constitution ;
- la question de l'« immunité des États souverains » dans le cadre de l'emploi de personnel local.

En ce qui concerne les **droits fondamentaux** et les **requêtes d'intérêt public** :

- droit pénal et procédure pénale et causes connexes ;

- pétitions relatives à une violation des droits par la police et à une violation des droits résultant de mesures exécutives ou administratives, et pétitions en matière de requêtes d'intérêt public (évacuation de logements et réinstallation de groupes vulnérables, règlement de problèmes environnementaux, etc.) et dans d'autres recours civils ou pénaux.

Les réformes qu'il a menées en tant que **Président du Conseil de l'enseignement du droit de Sri Lanka** ont été révolutionnaires. Il s'agissait notamment de la réforme des programmes d'étude et de la procédure d'examen et de celle de l'administration, de l'utilisation de l'informatique aux fins de l'élimination des pratiques irrégulières en vue d'améliorer et de garantir les normes déontologiques élevées requises pour relever les défis contemporains auxquels le système pénal fait face.

Il a quitté ses fonctions de Président de la Cour suprême le 28 janvier 2015 et repris des activités professionnelles ; il participe à des travaux universitaires. Il participe activement à des arbitrages au niveau local et international. Il est actuellement **arbitre** dans un différend relatif à un contrat de construction international relevant du **règlement d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale**.

- **Conseiller juridique principal auprès du Cabinet des ministres de Sri Lanka en 2011 :**

Ce mandat exigeait que soient donnés rapidement au Cabinet des ministres des conseils juridiques judicieux concernant les procédures créées par la loi pour garantir que les décisions prises le soient dans le respect de l'état de droit, des valeurs constitutionnelles et du bien public. À de nombreuses occasions, le Bureau du Conseiller juridique principal a veillé à ce que le Cabinet des ministres soit bien conseillé. Il a proposé, par exemple, le retrait du régime applicable à l'état d'urgence, auquel Sri Lanka s'était engagé lors des négociations du régime spécial d'encouragement en faveur du développement durable et de la bonne gouvernance du Système généralisé de préférences (SPG+) à Bruxelles, que le Cabinet a accepté, ainsi que l'introduction de plusieurs réformes relatives à l'achat du matériel de défense, qui ont contribué de manière significative à ce que soit mieux gérée la réponse du Gouvernement au conflit par l'introduction des principes et des valeurs de l'économie constitutionnelle.

- **Président de la Seylan Bank PLC en 2011 :**

Cette nomination est intervenue à un moment où la Banque connaissait de très grandes difficultés qui aurait pu aboutir à sa fermeture. Malgré ces difficultés, la Banque a été restructurée et redressée avec succès par l'adoption de politiques budgétaires strictes et de décisions commerciales prudentes.

- **Procureur général de Sri Lanka en 2008 :**

Durant son mandat, il a mené des réformes importantes en matière d'infrastructures et de déontologie et d'efficacité professionnelles, et introduit un nouveau système de valeurs de manière à modifier la réceptivité des procureurs.

Au cours de cette période, il a dû répondre de manière appropriée à des plaintes formulées par des banques commerciales internationales, en mettant en avant les procédures d'arbitrage engagées au Maxwell Chambers de Singapour, en vertu des règles du Centre d'arbitrage international de Londres et du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements. Les plaintes concernant un contrat de couverture de risques ont été déposées par la

Citi Bank (États-Unis) et la Deutsche Bank (Allemagne) contre Sri Lanka. Une troisième plainte concernant une transaction semblable a été déposée devant la Haute Cour de justice d'Angleterre par la Standard Chartered Bank. Ces plaintes ont abouti à un règlement, et la responsabilité de Sri Lanka n'a été que peu ou pas du tout engagée.

- Nommé **Consultant juridique auprès de la Banque centrale de Sri Lanka** en 2006
- Nommé **Conseiller juridique auprès du Ministère sri-lankais de la défense** en 2005
- Nommé **Conseiller du Président** en 2004
- Après avoir été Conseiller d'État principal, il a **exercé pendant quinze ans devant les tribunaux de première instance et d'appel en matière pénale et civile**, ainsi qu'en matière de **droit public** et de **droits fondamentaux** devant la Cour d'appel et la Cour suprême.
- **Admis comme avocat (solicitor) à la Cour suprême d'Angleterre et du pays de Galles** en 1978.

Durant son emploi en Angleterre, il a suivi une formation dans le cadre du Commonwealth **Training Scheme** for Solicitors et effectué des stages dans le prestigieux cabinet d'avocats Rose and Byrne. Ce programme de formation lui a permis de travailler avec des conseillers principaux de la Reine et des avocats principaux dans les tribunaux anglais.

- En 1981, il est rentré à Sri Lanka et est **entré au Bureau du Procureur général comme Conseiller d'État**. Il est Conseiller d'État principal quand il quitte le Bureau en 1996. Au début de son mandat, il est intervenu en tant qu'avocat de l'accusation dans de nombreuses régions du pays et a mené plusieurs procès criminels importants, y compris les premières mises en accusation en application de la loi relative à la prévention du terrorisme.
- **Admis à pratiquer comme avocat du barreau à la Cour suprême de Sri Lanka en juin 1975.**
- A exercé les fonctions de **Président adjoint de l'Ordre des avocats de Sri Lanka**.
- **Nommé par le Procureur général aux fonctions de Conseiller d'État auprès du Comité de surveillance du cessez-le-feu**, un mécanisme composé d'anciens agents publics ayant exercé des fonctions à des niveaux de responsabilité élevés et d'intellectuels représentant une section transversale de la communauté à la suite de l'accord de cessez-le-feu entre le Gouvernement sri-lankais et le Gouvernement indien.
- **Conseiller juridique junior auprès du Procureur général dans le cadre de la Commission d'enquête présidentielle spéciale sur la corruption et l'abus de pouvoir dans les organismes publics**. Il a ensuite été rattaché à la Division civile du Bureau du Procureur général, ce qui l'a amené à représenter l'État devant les cours d'appel dans des affaires concernant le droit constitutionnel, le contrôle judiciaire, les droits fondamentaux et le droit administratif.
- A exercé les fonctions de **Président du Jury (examen intermédiaire)** à la faculté de droit de Sri Lanka.
- Membre du Jury pour le **diplôme externe en droit** de la faculté de droit de l'Université de Colombo.
- Chargé de cours à la faculté de droit de l'Université de Colombo (cours de formation à la plaidoirie).

Formation

• Faculté de droit de Sri Lanka

A représenté la faculté de droit de Sri Lanka dans de nombreuses compétitions sportives ; *coloursman*. Lauréat du prix Hector Jayawardene Memorial Gold Medal for the Address to the Jury Contest, en 1973.

- Enseignement primaire et secondaire au St. Joseph's College et au Royal College, Colombo, Sri Lanka ; a atteint les plus hautes compétences dans les activités universitaires et non universitaires.

Fonctions exercées dans le milieu universitaire

- Professeur honoraire de droit – National Law University, Delhi, Inde
- Conférencier invité – Master of Laws (LLM), General Sir John Kotelawala Defence University, Sri Lanka
- Professeur invité – Rajiv Gandhi National University of Law, Patiala, Penjab, Inde
- Conférencier invité – National University of Advanced Legal Studies, Kochi, Kerala, Inde
- Conférencier invité – West Bengal National University of Juridical Sciences, Calcutta, Inde
- Conférencier invité – National Law School of India University, Bangalore, Inde
- Conférencier invité – National Law Institute University, Bhopal, Inde
- Conférencier invité – National University of Study and Research in Law, Ranchi, Inde
- Conférencier invité – National Law University, Visakhapatnam, Inde
- Conférencier invité – Himachal Pradesh National Law University, Shimla, Inde
- Conférencier invité – National Law University and Judicial Academy, Guwahati, Assam, Inde
- Conférencier invité – National Law University Odisha, Cuttack, Odisha, Inde
- Conférencier invité – Gujarat National Law University, Gandhinagar, Gujarat, Inde
- Conférencier invité – KIIT School of Law, Bhubaneswar, Odisha, Inde
- Conférencier invité – Law College, Patna University, Patna, Inde
- Conférencier invité – Symbiosis Law School, Pune, Inde
- Conférencier invité – GD Goenka School of Law, Sohna, Gurugram, Inde
- Conférencier invité – KLE Society's Law College, Bangalore, Inde
- Conférencier invité – School of Law, Chettinad Academy of Research and Education, Chennai, Inde
- Conférencier invité – Department of Law, Prestige Institute of Management and Research, Indore, Inde
- Conférencier invité – Institute of Law, Nirma University, Ahmedabad, Gujarat, Inde
- Conférencier invité – Lloyd Law College, Greater Noida, Uttar Pradesh, Inde

- Membre du Conseil de l'Université de Ruhuna, Matara, Sri Lanka
- Membre du Conseil juridique de l'Association internationale des sciences juridiques et Coprésident du Groupe d'études sur les droits humains et le droit constitutionnel

Sujets de droit traités dans les cours dispensés :

Droit constitutionnel comparé, droit de l'environnement, arbitrage commercial international, droit commercial international, droit des droits de l'homme, droit international humanitaire, droit régissant la prévention du terrorisme et droit administratif

En raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), les cours qui étaient dispensés en présentiel sont désormais dispensés en ligne dans plusieurs facultés de droit en Inde et au Bangladesh.

Nommé juge président du concours mondial de plaidoirie (en ligne) par l'International Law Students Association et le programme Philip Jessup

Le monde universitaire indien a récompensé son action pédagogique et lui a décerné le **prix du juriste de l'Asie du Sud 2017** lors d'une cérémonie publique à Delhi. Le jury était composé de membres de la Society of Indian Law Firms et du Madhava Menon Institute of Legal Advocacy Training pour sa contribution exceptionnelle à l'éducation juridique en Inde. **C'était la première fois que le prix était décerné à une personne n'ayant pas la nationalité indienne.**

Droit de l'environnement : Le **National Green Tribunal of India**, **SAARC Law** et le Programme des Nations Unies pour l'environnement ont servi de plateforme à de nombreux articles et discours liminaires concernant les questions d'environnement dans différentes régions du monde. Le 13 juin 2019, sur invitation, il a prononcé le discours liminaire au Sommet sur l'énergie et l'environnement durables, initiative du Social Responsibility Council en association technique avec l'Environment, Law and Development Foundation de Delhi.

Global Initiative of Academic Networks (GIAN) – programme du Ministère indien du développement des ressources humaines :

Ce programme d'enseignement a pour objectif la diffusion de connaissances sur le droit constitutionnel comparé et le constitutionnalisme, le fédéralisme et les principes fédéraux, les nouveaux domaines d'étude du constitutionnalisme, l'état de droit et la séparation des pouvoirs, les élections libres et régulières, la liberté de la presse, le contrôle judiciaire, l'intérêt public, les droits de l'homme et les recours constitutionnels, le droit de l'environnement, les modes alternatifs de règlement des conflits (arbitrage et médiation), le droit international humanitaire et la prévention du terrorisme.

- Conférencier principal au **Forum des Ambassadeurs** sur les thèmes de la politique étrangère moderne pour les petits États et du développement de nouvelles tendances en matière de politique étrangère dans le contexte de la COVID-19.

Formation

En tant que candidat présenté par le Gouvernement sri-lankais :

- Formation en plaidoirie dispensée par le National Institute for Trial Advocacy à l'occasion de la tenue de son atelier de formation des enseignants en plaidoirie à la **Harvard Law School**.

- Formation en crimes et délits économiques dispensée par le Centre for Police and Criminal Justice Studies, **University of Exeter/Jesus College, University of Cambridge**.
- Formation en gestion des projets pour le développement, l'analyse et la négociation des investissements étrangers, le commerce international à l'**Université George Washington** avec l'Agence des États-Unis pour le développement international.

Participation au niveau international

- **Membre de la délégation sri-lankaise au Conseil des droits de l'homme**, à Genève, et à deux sessions consécutives de l'Examen périodique universel.
- **Chef de la délégation sri-lankaise** lors des sessions d'examen du Sri Lanka par le **Comité contre la torture du Conseil des droits de l'homme**.
- **Membre de la délégation sri-lankaise à l'Assemblée générale des Nations Unies** : il a représenté Sri Lanka dans ses délibérations avec le Secrétaire général, Ban Ki-moon, et le groupe d'experts (rapport Darusman) concernant la responsabilité et la réconciliation postconflit, qui ont jeté les bases du mandat de la Commission des enseignements du passé et de la réconciliation ayant permis au Gouvernement sri-lankais de mener à bien une politique de justice réparatrice.
- **Membre de l'équipe de rédaction du mandat** et des procédures connexes de la **Commission des enseignements du passé et de la réconciliation**.
- **Chef du Comité de rédaction du mandat structuré en matière de justice réparatrice**.
- **Président du Comité interinstitutions chargé de l'application des recommandations d'étape émises par la Commission des enseignements du passé et de la réconciliation**.
- **Président adjoint du Comité de rédaction du Plan d'action national en faveur des droits de l'homme**.
- **Membre de l'équipe de rédaction de la résolution « Rio+20 »**, adoptée au Brésil. A participé en tant que représentant de Sri Lanka à des réunions du Programme des Nations Unies pour l'environnement dans de nombreuses régions du monde.
- **Conseiller juridique principal dans les négociations de l'Agence sud-asiatique de coopération régionale en matière de droit et de tarifs avec la Commission européenne à Bruxelles aux fins du rétablissement du régime spécial d'encouragement du Système généralisé de préférences (SPG+) pour Sri Lanka**.
- En sa qualité de Procureur général, **Conseiller juridique principal de l'équipe sri-lankaise d'arbitrage commercial international**.

August Reinisch (Autriche)**Données personnelles**

Né à Vienne (Autriche), le 29 janvier 1965

Compétences linguistiques

Anglais et allemand (maîtrise parfaite)

Français (connaissances élémentaires, bon niveau de compréhension à l'écrit)

Italien (connaissances élémentaires)

Formation

- | | |
|------|--|
| 1991 | Doctorat en droit, Université de Vienne |
| 1990 | Magister philosophiae, Université de Vienne |
| 1989 | LL.M. (master de droit) en droit international, NYU |
| 1988 | Magister juris (Maîtrise de droit), Université de Vienne |

Qualifications professionnelles

- | | |
|------|--|
| 1998 | <i>Venia docendi</i> (habilitation à enseigner) en droit international public et en droit européen, Université de Vienne |
| 1994 | Diplôme de l'Académie de droit international de La Haye |
| 1990 | Admission aux barreaux de l'État de New York et de l'État du Connecticut |

Expérience professionnelle

Université de Vienne

- | | |
|-------------|---|
| Depuis 2006 | Directeur du parcours de master (LL.M.) en droit international |
| Depuis 2005 | Responsable de la Section de droit international et de relations internationales |
| Depuis 2005 | Directeur adjoint de l'Institut de droit européen, de droit international et de droit comparé |
| 2004-2006 | et |
| 2010-2016 | Doyen en charge des relations internationales de la faculté de droit |
| 2003-2004 | Responsable adjoint de la Section de droit international et de relations internationales |
| Depuis 1998 | Professeur de droit international et de droit européen |
| 1990-1998 | Assistant à l'Institut de droit international et de relations internationales |

Autres activités professionnelles

2018, 2019, 2020	Professeur invité, Institut de hautes études internationales et du développement, Genève (droit de l'investissement)
2018	Professeur invité, Université Paris I Panthéon-Sorbonne (The Privileges and Immunities of International Organizations)
2016-2019	Membre du Sénat universitaire de l'Université de Vienne
2010-2018	Membre du Conseil académique de l'Institut Max Planck de droit public comparé et de droit international
2009, 2011-2013, 2015	Professeur invité à l'Université de Sydney (Australie) (organisations internationales)
1999-2010	Chargé d'enseignement au Centre de Bologne de la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies/Université Johns Hopkins à Bologne (Italie), cours de droit communautaire et de droit économique international et cours sur les organisations internationales
2008	Professeur invité à l'Institut des hautes études internationales de l'Université Paris II (Panthéon-Assas)
2003-2004	Professeur invité en droit international et droit européen, Université Bocconi à Milan (Italie)
1999-2000, 2002, 2005	Enseignant-chercheur invité à l'Université de Nouvelle-Galles du Sud (UNSW) à Sydney (Australie), cours de droit international public, de droit commercial international et de droit international de l'investissement et cours sur les organisations internationales
1996	Chercheur invité et chargé d'enseignement à la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies/Université Johns Hopkins à Washington, droit communautaire
1993-2004	Maître de conférences à l'École des hautes études internationales de Vienne, Autriche
Depuis 1997	Maître de conférences à l'Université du Danube à Krems (Autriche)
1992-1993	Bureau du Conseiller juridique au Ministère autrichien des affaires étrangères
1991-1995	Assistant du Directeur du programme d'études internationales, Université de Vienne
1990-1991	Stages dans des juridictions fédérales à Vienne

Conférences et exposés

2019	44 ^e Österreichischer Völkerrechtstag (Journée autrichienne du droit international public) à Rust (Burgenland, Autriche)
2019	36 ^e Conférence biennale de la Société allemande de droit international (Vienne, Autriche)
2014	Conférence à l'occasion du dixième anniversaire de la Société européenne de droit international, Université de Vienne

- 2012 « EU and Investment Agreements – Open Questions and Remaining Challenges », Université de Vienne, en collaboration avec l'Université de Siegen et l'Université de Halle-Wittenberg, Vienne (juin)
- 2012 « Transnational Judicial Dialogue of Domestic Courts on International Organizations », Université de Vienne (avril)
- 2008 « Challenging Acts of International Organizations before National Courts », Université de Vienne (novembre) « Investment and Commercial Arbitration – Similarities and Divergences », Forum sur l'arbitrage de Vienne, Université de Vienne (novembre)
- 2007 « Standards of Investment Protection », Université de Vienne

Consultation et arbitrage

- 2012-2016 Membre de la délégation autrichienne de la soixante-septième à la soixante et onzième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, Sixième Commission (questions juridiques), New York
- 1995 Membre de la délégation autrichienne à la 26^e Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Genève
- Depuis 2001 Arbitre à l'instance d'arbitrage pour la restitution des biens instituée par la loi fédérale autrichienne sur le Fonds général d'indemnisation, Vienne
- Arbitre et expert juridique dans diverses procédures d'arbitrage d'investissement
- Inscrit sur les listes de conciliateurs et d'arbitres du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), Washington
- Membre de la Cour permanente d'arbitrage, La Haye

Affiliations

Conseil universitaire pour le système des Nations Unies

American Bar Association

American Society of International Law

Deutsche Gesellschaft für Internationales Recht (Société allemande de droit international), membre du Conseil de direction depuis 2005, Président de 2017 à 2019

Société européenne de droit international, membre du Comité depuis 2008

Association de droit international (membre des anciens comités Responsabilité des organisations internationales et Droit international des investissements étrangers, membre du Groupe d'étude sur l'insolvabilité des États et Rapporteur du Groupe d'étude sur le rôle des instruments de droit non contraignant dans le droit international des investissements), Président, depuis 2008, de la section autrichienne de l'Österreichischer Völkerrechtstag (Association autrichienne d'avocats internationaux)

Barreaux de l'État du Connecticut et de l'État de New York

Commission du droit international

Membre associé de l'Institut de droit international

Publications

Auteur de nombre de contributions bibliographiques, documents scientifiques et articles spécialisés, le professeur Reinisch est en outre l'auteur ou le directeur d'une série d'ouvrages. On trouvera ci-dessous une liste sélective de publications récentes :

Advanced Introduction to International Investment Law, Cheltenham, Royaume-Uni – Northampton, Massachusetts, États-Unis : Edward Elgar Publishing, 2020, 136 p.

avec Christoph Schreuer, *International Protection of Investments. The Substantive Standards*, Cambridge : Cambridge University Press, 2020, 1098 p.

avec Marc Bungenberg, *From Bilateral Arbitral Tribunals and Investment Courts to a Multilateral Investment Court. Options Regarding the Institutionalization of Investor-State Dispute Settlement*, numéro spécial du *European Yearbook of International Economic Law*, Springer, 2^e éd., 2020, 222 p.

avec Philip A. Janig, « General Principles and the Coherence of International Investment Law : Of *Res Judicata*, *Lis Pendens* and the Value of Precedents », in Attila Tanzi, Jan Wouters et Mads Andenæs (dir.), *General Principles and the Coherence of International Law*, Leiden : Brill, 2019, p. 247 à 296

avec Céline Braumann, « Effet Utile », in Joseph Klingler, Yuri Parkhomenko et Constantinos Salonidis (dir.), *Between the Lines of the Vienna Convention? Canons and Other Principles of Interpretation in Public International Law*, Alphen-sur-le-Rhin : Kluwer Law International B.V., 2019, p. 47 à 72

« Human Rights Extraterritoriality : Controlling Companies Abroad », in Eyal Benvenisti et Georg Nolte (dir.), *Community Interests Across International Law*, Oxford : Oxford University Press, 2018, p. 396 à 413

« Sources of International Organizations' Law : Why Custom and General Principles are Crucial », in Samantha Besson et Jean d'Aspremont, assistés de Sévrine Knuchel (dir.), *The Oxford Handbook on the Sources of International Law*, Oxford : Oxford University Press, 2017, p. 1007 à 1024

« Elements of Conciliation in Dispute Settlement Procedures Relating to International Economic Law », in Christian Tomuschat, Riccardo Pisillo Mazzeschi et Daniel Thürer (dir.), *Conciliation in International Law*, Leyde/Boston : Brill – Nijhoff, 2016, p. 116 à 132

« Privileges and Immunities », in Jacob Katz Cogan, Ian Hurd et Ian Johnstone (dir.), *The Oxford Handbook of International Organizations*, Oxford : Oxford University Press, 2016, p. 1048 à 1068

The Conventions on the Privileges and Immunities of the United Nations and its Specialized Agencies, A Commentary (dir.), Oxford : Oxford University Press, 2016

The Privileges and Immunities of International Organizations in Domestic Courts, Oxford : Oxford University Press, 2013, 376 p.

Österreichisches Handbuch des Völkerrechts (Manuel autrichien de droit international) (dir.), Vienne : Manz, 5^e éd., 2013, vol. I, 774 p. ; vol. II, 812 p.

« Transnational Judicial Conversations on the Personality, Privileges and Immunities of International Organizations – An Introduction », in A. Reinisch (dir.), *The Privileges and Immunities of International Organizations in Domestic Courts*, Oxford : Oxford University Press, 2013, p. 1 à 16

« The Impact of International Law on IIA Interpretation », in A. de Mestral/C. Levesque (dir.), *Improving International Investment Agreements*, Abingdon (Royaume-Uni)/New York (États-Unis) : Routledge, 2013, p. 323 à 341

« The Scope of Investor-State Dispute Settlement in International Investment Agreements », *Asia Pacific Law Review*, vol. 21, 2013, p. 3 à 26

« The Future Shape of EU Investment Agreements », *ICSID Review – Foreign Investment Law Journal*, vol. 28, 2013, p. 179 à 196

Essentials of EU Law, Cambridge University Press, 2^e éd., 2012, 281 p.

« Articles 30 and 59 of the Vienna Convention on the Law of Treaties in Action. The Decisions on Jurisdiction in the Eastern Sugar and Eureko Investment Arbitrations », in *Legal Issues of Economic Integration*, vol. 39, n° 2, 2012, p. 157 à 177

« A History of the Doctrine of Odious Debts : Serving Individual/Bilateral or Community Interests? », in U. Fastenrath/R. Geiger/D.-E. Khan/A. Paulus/S. v. Schorlemer/Ch. Vedder (dir.), *From Bilateralism to Community Interest. Essays in Honour of Judge Bruno Simma*, Oxford : Oxford University Press, 2011, p. 1225 à 1240

« How Narrow are Narrow Dispute Settlement Clauses in Investment Treaties? » in *Journal of International Dispute Settlement*, vol. 2, 2011, p. 115 à 174

Challenging Acts of International Organizations Before National Courts, Oxford : Oxford University Press, 2010, 302 p.

« Aid or Assistance and Direction and Control between States and International Organizations in the Commission of Internationally Wrongful Acts », in *International Organizations Law Review*, vol. 7, 2010, p. 63 à 77

« Necessity in Investment Arbitration », in *Netherlands Yearbook of International Law*, vol. 41, 2010, p. 137 à 158

« The Immunity of International Organizations and the Jurisdiction of their Administrative Tribunals », in *Chinese Journal of International Law*, vol. 7, 2008, p. 285 à 306

« Administrative Tribunals and Questions of Jurisdiction and Immunity », in UNAT (dir.), *International Administrative Tribunals in a Changing World. United Nations Administrative Tribunal Conference*, Londres : Esperia Publications Ltd., 2008, p. 51 à 72

« The International Relations of National Courts : A Discourse on International Law Norms on Jurisdictional and Enforcement Immunity », in Reinisch/Kriebaum (dir.), *The Law of International Relations, Liber Amicorum Hanspeter Neuhold*, Utrecht : Eleven International Publishing, 2007, p. 289 à 309

« Terrorism and Human Rights : EU Anti-Terrorism Measures from an ECHR Perspective », in *Baltic Yearbook of International Law*, vol. 6, 2006, p. 249 à 261

International Organizations before National Courts, Cambridge : Cambridge University Press, 2000, 449 p.

Penelope Ridings (Nouvelle-Zélande)

Renseignements personnels

Nom :	Penelope J. Ridings
Date de naissance :	15 avril 1956
Fonctions :	Avocate du barreau et avocate internationale ; professeure honoraire, Université d'Auckland (Nouvelle-Zélande)
Connaissances linguistiques :	Anglais, allemand, français (conversationnel)

Résumé

Penelope Ridings est avocate du barreau, avocate internationale et professeure honoraire ; elle exerce dans le domaine du droit international public et fait des travaux de recherche dans ce domaine. Elle est une conseillère de confiance, une négociatrice compétente et une avocate et arbitre respectée.

Elle a mené une brillante carrière juridique et diplomatique, dont vingt-sept ans au Ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce, au cours de laquelle elle a exercé les fonctions de Conseillère juridique internationale en chef de la Nouvelle-Zélande (de 2011 à 2015), d'Ambassadrice en Pologne, en Estonie, en Lettonie et en Lituanie (de 2008 à 2011) et de Haute-Commissaire au Samoa (de 2001 à 2004).

Elle a une grande expérience du droit international public, en tant que négociatrice, avocate et arbitre. Elle a exercé, entre autres, les fonctions suivantes :

- Agente, conseillère juridique et avocate de la Nouvelle-Zélande devant la Cour internationale de Justice dans l'affaire *Whaling in the Antarctic (Australia v. Japan, New Zealand Intervening)* ; elle a été récompensée par l'Ordre du Mérite de Nouvelle-Zélande pour services rendus à l'État.
- Conseillère juridique et avocate de la Nouvelle-Zélande devant le Tribunal international du droit de la mer dans la *Demande d'avis consultatif soumise par la Commission sous-régionale des pêches*.
- Nommée en 2020 membre de l'équipe d'arbitres dans le cadre de l'arrangement multipartite concernant une procédure arbitrale d'appel provisoire de l'OMC³, après avoir acquis une vaste expérience en tant que conseiller juridique pour le mécanisme de règlement des différends de l'OMC.
- A joué un rôle central dans la création d'organisations régionales de gestion des pêches, en particulier de la Commission des pêches du Pacifique occidental et central (CPPOC) ; elle est la conseillère juridique de la CCPOC.
- Conseillère juridique principale de la Nouvelle-Zélande dans un certain nombre de négociations internationales clefs, notamment dans celles relatives à l'Accord de partenariat économique transpacifique entre le Brunéi Darussalam, le Chili, Singapour et la Nouvelle-Zélande, premier accord de libre-échange liant l'Asie, le Pacifique et les Amériques, et ancêtre de l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste.

Cette expérience a donné à la professeure Ridings une connaissance approfondie des aspects universitaires et diplomatiques du droit international, ainsi que la capacité de

³ Solution provisoire pour maintenir l'examen en appel du système de règlement des différends de l'OMC, jusqu'à ce que l'Organe d'appel de l'OMC recommence à fonctionner.

trouver un terrain d'entente et des solutions à des questions juridiques complexes, expérience qu'elle mettrait à profit à la CDI pour clarifier et développer le droit international dans l'intérêt de la communauté mondiale.

Formation

Doctorat en sciences politiques, Université de Hawaii à Manoa, en 1987.

Magister Juris (M. Jur.) (avec mention), Université d'Auckland (Nouvelle-Zélande), en 1979.

Bachelor of Laws (BA/LL.B.) (avec mention), Université d'Auckland (Nouvelle-Zélande), en 1978.

Expérience professionnelle

- **Professeur honoraire**, Université d'Auckland, depuis 2021
- **Avocate et juriste internationale**, depuis 2015
- **Conseillère principale pour les questions juridiques internationales**, Ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce, de 2011 à 2015
- **Ambassadrice** de la Nouvelle-Zélande en Pologne, en Estonie, en Lettonie et en Lituanie, de 2008 à 2011
- **Conseillère en droit commercial international** et Chef du service du droit commercial, Ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce, de 2004 à 2007
- **Haute-Commissaire** de la Nouvelle-Zélande au Samoa, de 2001 à 2004
- **Directrice adjointe** de la Division juridique du Ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce, de 1998 à 2008
- **Haute-Commissaire adjointe** de la Nouvelle-Zélande au Samoa, de 1995 à 1998
- **Première Secrétaire**, Ambassade de la Nouvelle-Zélande à Bonn (Allemagne), de 1991 à 1994
- **Conseillère juridique** à la Division juridique du Ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce, de 1988 à 1990
- **Conseillère juridique** au Bureau du Procureur général du Samoa, en 1980
- **Maître de conférences en droit** à la faculté de droit de l'Université d'Auckland (Nouvelle-Zélande), en 1979

Expérience en matière d'arbitrage et de règlement des différends

Membre de l'équipe d'arbitres pour l'arrangement multipartite concernant une procédure arbitrale d'appel provisoire de l'OMC, nommée en 2020

Experte devant la Haute-Cour de Nouvelle-Zélande, affaire *New Zealand Steel Ltd v. Minister of Commerce and Consumer Affairs* (CIV-2019-485-553 et CIV-2019-485-552), en ce qui concerne l'exercice des pouvoirs en vertu de la loi de 1988 relative au dumping et aux droits compensateurs, en 2020

Conseil de la Couronne néo-zélandaise devant la Commission chargée d'enquêter sur l'opération Burnham, pour les questions de détention dans les conflits armés non internationaux, en 2019 et 2020

Membre du groupe d'experts de l'OMC, *United States – Certain Measures Relating to the Renewable Energy Sector* (DS 510), en 2018 et 2019

Membre du groupe d'experts de l'OMC, *Ukraine – Anti-Dumping Measures on Ammonium Nitrate from Russia* (DS 493), en 2017 et 2018

Membre du groupe d'experts de l'OMC, *European Union – Measures Affecting Tariff Concessions on Certain Poultry Meat Products from China* (DS 492), en 2016 et 2017

Témoin expert pour la Couronne néo-zélandaise devant le Tribunal de Waitangi sur les obligations d'investissement et l'interprétation de l'*Accord de partenariat économique transpacifique* (WAI 2522), en 2016

Conseillère juridique de la Nouvelle-Zélande à l'OMC, *Indonesia – Importation of Horticultural Products, Animals and Animal Products* (DS 477), en 2015 et 2016

Conseillère juridique et avocate de la Nouvelle-Zélande devant le Tribunal international du droit de la mer, *Demande d'avis consultatif soumise par la Commission sous-régionale des pêches*, en 2013 et 2014

Agente, conseillère juridique et avocate de la Nouvelle-Zélande devant la Cour internationale de Justice, affaire *Whaling in the Antarctic (Australia v. Japan, New Zealand Intervening)*, de 2012 à 2014

Témoin devant le Tribunal de Waitangi (Nouvelle-Zélande), audience sur les questions d'investissement et le modèle de propriété mixte dans le cadre de l'enquête sur l'eau douce (WAI 2358), en 2012

Conseillère juridique principale de la Nouvelle-Zélande, consultations dans le cadre du règlement des différends de l'OMC, *Australia – Measures Affecting the Importation of Apples from New Zealand* (DS 367), en 2007

Conseillère juridique principale de la Nouvelle-Zélande devant l'Organe d'appel de l'OMC, *United States – Final Dumping Determination on Softwood Lumber from Canada – Recourse to Article 21.5 by Canada* (DS 264), en 2006

Conseillère juridique principale de la Nouvelle-Zélande devant l'Organe d'appel de l'OMC, *United States – Safeguard Measure on Imports of Fresh, Chilled or Frozen Lamb from New Zealand* (DS 177), de 1999 à 2001

Participation à l'élaboration de règles internationales et régionales

Conseillère juridique auprès de la Commission des pêches du Pacifique occidental et central, depuis 2015

Conseillère juridique, *Free Trade Agreement between New Zealand and the Republic of Korea* (Accord de libre-échange entre la Nouvelle-Zélande et la République de Corée), en 2014

Chef de la délégation néo-zélandaise et membre du groupe de rédaction technique de la renégociation du *Multilateral Treaty on Fisheries Between Certain Governments of the Pacific Island States and the Government of the United States of America* (Traité multilatéral sur la pêche entre certains gouvernements des États insulaires du Pacifique et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique), de 2012 à 2014

Chef de la délégation néo-zélandaise à la conférence diplomatique, tenue au Cap (Afrique du Sud), qui a adopté le *Cape Town Agreement of 2012 on the Implementation of the Provisions of the 1993 Protocol relating to the Torremolinos International Convention for the Safety of Fishing Vessels, 1977* (Accord du Cap de

2012 sur la mise en œuvre des dispositions du Protocole de 1993 relatif à la Convention internationale de Torremolinos de 1977 sur la sécurité des navires de pêche), en octobre 2012

Chef de la délégation néo-zélandaise aux négociations ayant abouti à l'adoption de l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, en 2008 et 2009

Chef de la délégation néo-zélandaise à la Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques, tenue à Doubaï, du 4 au 6 février 2006

Conseillère juridique pour l'Accord de partenariat économique transpacifique entre le Brunéi Darussalam, le Chili, la Nouvelle-Zélande et Singapour, en 2004 et 2005

Conseillère juridique pour l'Accord de renforcement des partenariats économiques entre la Thaïlande et la Nouvelle-Zélande, en 2004

Chef de la délégation néo-zélandaise à la Conférence préparatoire de la Commission des pêches du Pacifique occidental et central (PrepCon 1, 2, 3 et 5), de 2001 à 2003

Chef de la délégation néo-zélandaise à la Conférence multilatérale de haut niveau (MHLIC) ayant négocié la Convention sur la conservation et la gestion des stocks de poissons grands migrateurs dans l'océan Pacifique occidental et central (MHLIC 5, 6 et 7), en 1999 et 2000

Déléguée de la Nouvelle-Zélande à la négociation de 1998 and 2000 *Arrangement between the Government of New Zealand and the Government of Australia for the Conservation and Management of Orange Roughy on the South Tasman Rise* (Accord de 1998 et de 2000 entre le Gouvernement néo-zélandais et le Gouvernement australien pour la conservation et la gestion de l'hoplostète rouge sur la ride de Tasman méridionale), de 1997 à 2000

Chef de la délégation néo-zélandaise et déléguée, première, deuxième et troisième consultations sur les *Management Arrangements for South Pacific Albacore* (Dispositions relatives à la gestion du thon blanc germon du Pacifique Sud), en 1989 et 1990

Assistante du Président, Conférence diplomatique visant à mener à bonne fin la Convention pour l'interdiction de la pêche au filet maillant dérivant de grande dimension dans le Pacifique Sud, Wellington, Nouvelle-Zélande, 1989

Autre expérience professionnelle internationale et judiciaire

Membre du groupe d'arbitres et de conciliateurs du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, désignée par la Nouvelle-Zélande en 2019

Inscrite sur la liste des conciliateurs au titre de l'annexe V et sur la liste des arbitres au titre de l'annexe VII de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, désignée par la Nouvelle-Zélande

Présidente du premier Groupe d'évaluation des résultats de l'Organisation régionale de gestion des pêches du Pacifique Sud (ORGPPS), en 2018

Élaboration de projets et fourniture de conseils sur l'interprétation des mesures de conservation et de gestion de la Commission des pêches du Pacifique occidental et central, depuis 2015

Fourniture de conseils juridiques à l'Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique sur les dispositions relatives au programme de surveillance aérienne, en 2018 et 2019

Chef de la délégation néo-zélandaise auprès du Groupe de travail spécial officieux à composition non limitée chargé d'étudier les questions relatives à la conservation et à l'exploitation durable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale, en 2014 et 2015

Négociatrice principale de la Nouvelle-Zélande dans le cadre des négociations avec le Gouvernement chinois sur les assurances diplomatiques, en 2014

Chef de la délégation néo-zélandaise aux 12^e et 13^e sessions de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, en 2013 et 2014

Chef de la délégation néo-zélandaise à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, en 2013 et 2014

Chef de la délégation néo-zélandaise à la réunion régionale du Groupe d'experts opérationnels de l'Initiative de sécurité contre la prolifération, à Sopot (Pologne), en juin 2009

Chef de la délégation néo-zélandaise aux négociations avec la Commission européenne sur les modalités d'accès du beurre néo-zélandais au marché de l'Union européenne, en 2006 et 2007

Représentante de la Nouvelle-Zélande dans le Groupe de négociation sur les règles de l'OMC dans les domaines de la lutte contre le dumping, des subventions et des mesures compensatoires (notamment des subventions à la pêche), en 2006

Représentante de la Nouvelle-Zélande à la Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce tenue à Hong Kong (Chine), en décembre 2005

Chef de la délégation néo-zélandaise à la Commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique (CCAMLR) en 1990, et représentante de la Nouvelle-Zélande à la CCAMLR en 1998

Distinctions et investitures

Membre de l'ordre du mérite de Nouvelle-Zélande (MNZM) pour services rendus à l'État, 2015

Membre du comité consultatif du New Zealand Yearbook of International Law

Membre du Conseil de l'Australian and New Zealand Society of International Law, de 2011 à 2015

Présidente de l'Association des participants au East-West Center, Honolulu, Hawaii, en 1981 et 1982

East-West Center, Médaille du mérite, en 1984

Desmond Lewis Memorial Prize en droit international, faculté de droit de l'Université d'Auckland, en 1976

Associations professionnelles

Barrister et Solicitor, Haute-Cour de Nouvelle-Zélande

Membre, Ordre des avocats de Nouvelle-Zélande

Membre de l'Australian and New Zealand Society of International Law

Membre associé de l'Arbitrators' and Mediators' Institute of New Zealand

Membre du Conseil international pour l'arbitrage commercial

Membre de l'American Society of International Law

Publications et interventions choisies

« New Zealand and International Dispute Resolution: Drivers and Influence » dans An Hertogen et Anna Hood (éd.), *International Law in Aotearoa New Zealand*, Thomson Reuters (à paraître en 2021).

Conférence publique : « A New Zealand Perspective on International Law », Colloque Beeby et Association de droit international (branche néo-zélandaise), Wellington, Nouvelle-Zélande, novembre 2020.

Communication : « The Role of International Dispute Resolution as an Accountability Mechanism for Climate Change », Conférence de Londres sur le droit international, octobre 2019

Facilitatrice et animatrice, Colloque judiciaire de l'Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique, « Responsibility in Fisheries », Honiara (Îles Salomon), août 2019.

« Arbitrating International Trade Disputes: What Does the Future Hold? », présentation à la Conférence de l'Arbitrators' and Mediators' Institute of New Zealand, 3 août 2019, Social Science Research Network (SSRN).

Présidente et intervenante, « Sea Level Rise and International Law », conférence publique, Colloque Beeby et Association de droit international (branche néo-zélandaise), Wellington, Nouvelle-Zélande, novembre 2018.

« Redefining environmental stewardship to deliver governance frameworks for marine biodiversity beyond national jurisdiction », *ICES Journal of Marine Science*, vol. 75, n° 1, janvier/février 2018, p. 435 à 443.

Animatrice, table ronde : « Law Beyond Boundaries: innovative mechanisms for the conservation and sustainable use of biodiversity beyond national jurisdiction », Australian and New Zealand Society of International Law, Oceans and International Environmental Law Interest Group, Université de Wollongong, Australie, février 2017.

« Investment Negotiations: Walking the Tightrope between Offensive and Defensive Interests », *New Zealand Business Law Quarterly*, vol. 21, n° 4, 15 décembre 2015, p. 277 à 296.

Animatrice, table ronde : « The Role of International Legal Advisers to Government », 23^e Conférence annuelle de l'Australian and New Zealand Society of International Law, juillet 2015.

Participante à la table ronde « The Rainbow Warrior – a game changer? A 30 year retrospective », Victoria University, Wellington, mai 2015.

« International Arbitrations » dans P. Green, B. Hunt and T. Kennedy-Grant, *Green and Hunt on Arbitration Law and Practice*, Thomson Reuters, éd. 2015, 2017 et 2019.

« The Intervention Procedure in *Whaling in the Antarctic*: A Threat to Bilateralism? », *Australian Year Book of International Law*, vol. 32, n° 1, 2014, p. 97 à 111.

Animatrice, table ronde : « Disputes resolution process », Trade Negotiations in the Twenty-First Century: What's At Stake? Table ronde pour marquer le vingtième anniversaire de l'achèvement du cycle d'Uruguay, Wellington, Nouvelle-Zélande, décembre 2014.

Animatrice : « New Zealand and International Dispute Settlement », table ronde : « The Peaceful Settlement of International Disputes: Some Reflections on Negotiating, Mediating, Arbitrating and Judging », Australian and New Zealand Society of International Law et New Zealand Centre for Public Law, faculté de droit de Victoria University, Wellington, août 2014.

Animatrice, table ronde : « Whaling in the Antarctic », 22^e Conférence annuelle de l'Australian and New Zealand Society of International Law, juillet 2014.

Intervenante, Assemblée générale des Nations Unies, Conférence mondiale sur les peuples autochtones : rapport sur la participation à l'audition interactive organisée par la présidence de l'Assemblée générale, New York, juin 2014.

Animatrice, Atelier pour l'universalité du Statut de Rome de la Cour pénale internationale et des amendements de Kampala sur le crime d'agression dans la région du Pacifique, Auckland, Nouvelle-Zélande, mars 2014.

« Whaling in the Antarctic: Some Reflections by Counsel » (avec Elana Geddis), *New Zealand Yearbook of International Law*, vol. 11, 2013, p. 143 à 158.

Présidente de la session International Trade and Investment, 20^e Conférence annuelle de l'Australian and New Zealand Society of International Law, juillet 2012.

Animatrice, table ronde : « Year in Review », 19^e, 20^e et 22^e Conférence annuelle de l'Australian and New Zealand Society of International Law, juillet 2011, 2012 et 2014.

Animatrice, table ronde : « Justice for All? The International Criminal Court – A conference: 10-year review of the ICC », Australian Human Rights Centre, University of New South Wales, Sydney, février 2012.

Coprésidente, Table ronde, Activités de sensibilisation à la Cour pénale internationale dans la région Pacifique, Sydney, Australie, février 2012.

« New Zealand and the World Trade Organisation Dispute Settlement: A Level Playing Field? », communication présentée à l'International Law Association (branche d'Auckland), août 2011.

« Liberal Economics: New Zealand Free Trade Agreements » dans B. Skulska, éd., *Proceedings of Conference East Asian Integration: Myth or Reality?*, Wroclaw University of Economics and Business, 2010, p. 115 à 130.

Présidente de session (avec Meredith Kolsky Lewis), « Developments in International Trade Law », Colloque Beeby, Wellington, août 2007.

D. Evans et P. Ridings, « A Decade of WTO Dispute Settlement: New Zealand's Experience », *New Zealand Yearbook of International Law*, vol. 3, 2006, p. 1 à 15.

Intervenante, « The Spaghetti Bowl Effect: Reconciling Different FTAs with Overlapping Parties », colloque annuel de l'Australian and New Zealand Society of International Law, Victoria University, Wellington, août 2005.

Intervenante, « WTO Dispute Settlement: A Practical Perspective », Séminaire sur les cours et tribunaux internationaux pour les praticiens de l'Asie du Sud-Est et des pays du Pacifique Sud, Victoria University, Wellington, juillet 2004.

« Compliance, Enforcement and the Southern Oceans: The Need for a New Approach », dans R. A. Herr, éd., *Sovereignty at Sea: From Westphalia to Madrid*, Wollongong Papers on Maritime Policy, n° 11, Centre for Maritime Policy, University of Wollongong, 2000, p. 175 à 190.

« Pacific Tuna: Biology, Economics and Politics » (avec John E. Bardach), dans Elisabeth Mann Borgese et Norton Ginsburg, éd., *Ocean Yearbook*, vol. 5, University of Chicago Press, 1985, p. 29 à 57.

Resource Use Arrangements in Southwest Pacific Fisheries, Pacific Islands Development Program, East-West Center, Honolulu, Hawaii, 1983.

« Interpretation of the Territorial Sea and Exclusive Economic Zone Act 1977 »,
vol. 3, n° 3, *Auckland University Law Review*, 1978, p. 261 à 278.

Herminio Harry L. Roque (Philippines)

1991 : Admission au barreau des Philippines

2005 : Première personne d'origine asiatique à être habilitée à pratiquer devant la Cour pénale internationale

2004 : Habilité à pratiquer devant le Tribunal pénal international pour le Rwanda

Formation

Diplôme	Distinction honorifique	Établissement	Date
Maîtrise en droit	Distinction	London School of Economics and Political Science, Université de Londres (Royaume-Uni)	1995-septembre 1996
Docteur en droit	Lauréat du prix du meilleur stagiaire en droit	Faculté de droit, Université des Philippines, Diliman, Quezon (Philippines)	Juin 1986-mai 1990
Licence en économie et sciences politiques		Université du Michigan Ann Arbor, Michigan (États-Unis)	1983-juin 1986
Licence en sciences politiques	(Crédits)	Université des Philippines	Juin 1982-mai 1983
Lycée		École intégrée de l'Université des Philippines	Juin 1978-mars 1982
École primaire		École primaire de l'Université chrétienne des Philippines	Juin 1972-mars 1978

Expérience professionnelle

Porte-parole du Président	Bureau du porte-parole du Président de la République des Philippines, Bureau du Président (depuis le 13 avril 2020)
Conseiller juridique	Cabinet BUTUYAN AND RAYEL, 1904 Antel Corporate Center, 121 Valero Street, Salcedo Village, Makati, Metro-Manila (depuis le 18 octobre 2017)
Porte-parole du Président (et conseiller présidentiel pour les droits de la personne)	Bureau du porte-parole du Président de la République des Philippines, Bureau du Président (27 octobre 2017-17 octobre 2018)
Représentant	Chambre des représentants, dix-septième congrès de la République des Philippines (30 juin 2016-26 octobre 2017)
Associé	Cabinet ROQUE & BUTUYAN, 1904 Antel Corporate Centre, 121 Valero Street, Salcedo Village Makati City,

	Philippines (octobre 1991-27 octobre 2017). (Domaines d'activité : droit international, arbitrage international et droit pénal – en particulier les cas de poursuites pour exécutions extrajudiciaires, torture et disparitions forcées et les plaintes pour diffamation, les litiges en matière de droits de l'homme, les appels et le recours aux services de tribunaux internationaux des droits de la personne, tels que la Cour pénale internationale, le Comité des droits de l'homme des Nations Unies et le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes)
Directeur	Institut d'études juridiques internationales du Centre juridique de l'Université des Philippines (janvier 2005-janvier 2008 ; juin 2011-2015)
Examineur du barreau	Examens du barreau de la Cour suprême des Philippines, droit correctif (2010)
Professeur	Département de droit international et des droits de l'homme, Académie judiciaire de la Cour suprême des Philippines (République des Philippines), mai 2006-30 juin 2016
Professeur associé (niveau 3)	Faculté de droit, Université des Philippines (janvier 2007-octobre 2015)
Professeur associé (niveau 6)	Faculté de droit, Université des Philippines (janvier 2006-décembre 2007)
Professeur associé (niveau 5)	Faculté de droit, Université des Philippines (novembre 2004-janvier 2005)
Professeur associé (niveau 3)	Faculté de droit, Université des Philippines (janvier 2004-novembre 2004)
Maître de conférences	Faculté de droit, Université des Philippines (novembre 2000-décembre 2003)
Matières de prédilection	Droit international humanitaire, droit international public, problèmes récents du droit international, droit constitutionnel, droit des médias, droit pénal
Professeur adjoint	Academy of Human Rights and Humanitarian Law, faculté de droit de l'American University (Washington, D.C., depuis juin 2011)
Président	Société asiatique de droit international, Université nationale de Singapour (septembre 2017-septembre 2019)
Membre	Conseil exécutif de la Société asiatique de droit international, Université nationale de Singapour (2004-2012 ; 2015-2017)
Membre	Conseil exécutif du Barreau pénal international, La Haye (2005-2008)
Président	Réseau de défense juridique des médias d'Asie du Sud-Est, Kuala Lumpur (Malaisie, février 2011-octobre 2015)

Président	Center for International Law (Centerlaw) (organisation de la société civile prenant en charge des dossiers d'intérêt public et des affaires d'exécutions extrajudiciaires, de torture et de disparitions forcées et offrant aux journalistes des services de défense contre les plaintes pour diffamation), 1904 Antel Corporate Center, 121 Valero St., Salcedo Village Makati City, Philippines (13 janvier 2005-octobre 2015)
Rédacteur en chef	Asia Pacific Yearbook of International Humanitarian Law, Centre juridique de l'Université des Philippines et délégation régionale du Comité international de la Croix-Rouge (2006-octobre 2015)
Membre	Comité éditorial de l'Asian Journal of International Law, Université nationale de Singapour (depuis 2005)
Conférencier	Institut d'administration judiciaire du Centre juridique de l'Université des Philippines, qui fournit une formation juridique continue obligatoire aux avocats (depuis juillet 2002). (Domaines de spécialisation : droit international, procédures juridiques internationales, droit constitutionnel et pratique du droit commun)
Examineur du barreau	Examen du barreau en ligne organisé par Chan Robles (avril 2011) Faculté de droit de l'Université Adamson (mai 2004)
Conférencier	Law on Evidence, faculté de droit de l'Université Adamson (juin 2003-mars 2004)
Chargé de recherche	Institut d'études juridiques internationales du Centre juridique de l'Université des Philippines (novembre 2000-décembre 2004)
Associé	Cabinet CASTILLO LAMAN TAN AND PANTALEON, 2-5th Flrs, Valero Towers, Valero, Makati City, Philippines (septembre 1990-septembre 1991)
Membre du personnel législatif	Commission des affaires étrangères, Chambre des représentants, huitième congrès des Philippines (septembre 1988-janvier 1990)

Distinctions et mentions

Félicitations reçues du Congrès dans la résolution de la Chambre n° 263

Félicitations reçues, en tant que membre de l'équipe de procureurs spécialisés de la Chambre, pour le succès sans précédent obtenu lors de la procédure de destitution du Juge en chef Renato C. Corona, confirmant l'engagement de la Chambre à défendre la primauté du droit et à répondre à l'appel du peuple en faveur de la vérité, de la justice, de la transparence et de l'obligation de rendre compte du Gouvernement (25 juillet 2012)

Obtention de la chaire professorale Jose C. Campos et Maria Clara Campos (2012)

Prix de reconnaissance académique, Fondation Metrobank (obtention de la chaire professorale Metrobank) (2011)

Qualités de poursuivant privé exceptionnelles reconnues par l'organisation Volunteers Against Crime and Corruption et obtention, à ce titre, d'une chaire professorale (2011), finaliste des procédures de remise de la chaire professorale de la Commission d'audit sur la comptabilité publique (2009), prix de la liberté d'expression de l'Index on Censorship, Londres (Royaume-Uni, 2009)

Rédaction de textes législatifs – plus de 220 projets de loi déposés au Congrès, dont les textes suivants :

1. Projet de loi/résolution de la Chambre n° HB05784

TITRE COMPLET : « AN ACT PROVIDING UNIVERSAL HEALTH CARE FOR ALL FILIPINOS, AND APPROPRIATING FUNDS THEREFOR, AMENDING FOR THE PURPOSE REPUBLIC ACT NO.7875, AS AMENDED, OTHERWISE KNOWN AS THE “NATIONAL HEALTH INSURANCE ACT OF 1995” » ;

STATUT : PROMULGUÉ EN TANT QUE LOI DE LA RÉPUBLIQUE **111223 (AUTEUR PRINCIPAL)**

2. Projet de loi/résolution de la Chambre n° HB00253

TITRE COMPLET : « AN ACT STRENGTHENING THE PHILIPPINE COMPREHENSIVE POLICY ON HIV AND AIDS PREVENTION, TREATMENT, CARE AND SUPPORT, AND ESTABLISHING THE PHILIPPINE NATIONAL HIV AND AIDS PLAN, AMENDING FOR THE PURPOSE REPUBLIC ACT NO. 8504, OTHERWISE KNOWN AS “THE PHILIPPINE AIDS PREVENTION AND CONTROL ACT OF 1998” » ;

STATUT : PROMULGUÉ EN TANT QUE LOI DE LA RÉPUBLIQUE **11166 (AUTEUR PRINCIPAL)**

3. Projet de loi/résolution de la Chambre n° HB05269

TITRE COMPLET : « AN ACT INSTITUTIONALIZING THE NATIONAL SCHOOL FEEDING PROGRAM FOR PUBLIC KINDERGARTEN AND ELEMENTARY PUPILS AND APPROPRIATING FUNDS THEREFOR » ;

STATUT : PROMULGUÉ EN TANT QUE LOI DE LA RÉPUBLIQUE **11037 (AUTEUR PRINCIPAL)**

4. Projet de loi/résolution de la Chambre n° HB05670

TITRE COMPLET : « AN ACT STRENGTHENING ASSISTANCE TO ALL FARMERS BY PROVIDING FREE IRRIGATION SERVICE FEE AND ALL OTHER SIMILAR OR RELATED FEES OR CHARGES, AMENDING FOR THE PURPOSE CERTAIN PROVISIONS OF REPUBLIC ACT NO. 3601, AS AMENDED BY PRESIDENTIAL DECREE NO. 552, PRESIDENTIAL DECREE NO. 1702, OTHERWISE KNOWN AS THE NATIONAL IRRIGATION ADMINISTRATION ACT AND REPUBLIC ACT NO. 8435, OTHERWISE KNOWN AS AGRICULTURAL AND FISHERIES MODERNIZATION ACT, AND APPROPRIATING FUNDS THEREFOR » ;

STATUT : PROMULGUÉ EN TANT QUE LOI DE LA RÉPUBLIQUE **10969 (AUTEUR PRINCIPAL)**

5. Projet de loi/résolution de la Chambre n° HB05633

TITRE COMPLET : « AN ACT PROMOTING UNIVERSAL ACCESS TO QUALITY TERTIARY EDUCATION BY PROVIDING FOR FREE TUITION AND

OTHER SCHOOL FEES IN STATE UNIVERSITIES AND COLLEGES AND STATE-RUN TECHNICAL-VOCATIONAL INSTITUTIONS, STRENGTHENING THE UNIFIED STUDENT FINANCIAL ASSISTANCE SYSTEM FOR TERTIARY EDUCATION, AND APPROPRIATING FUNDS THEREFOR » ;

STATUT : PROMULGUÉ EN TANT QUE LOI DE LA RÉPUBLIQUE **RA10931 (AUTEUR PRINCIPAL)**

6. Projet de loi/résolution de la Chambre n° **HB05225**

TITRE COMPLET : « AN ACT MANDATING THE PROVISION OF FREE WI-FI INTERNET ACCESS IN PUBLIC AREAS » ;

STATUT : PROMULGUÉ EN TANT QUE LOI DE LA RÉPUBLIQUE **RA10929 (AUTEUR PRINCIPAL)**

7. Projet de loi/résolution de la Chambre n° **HB05347**

TITRE COMPLET : « AN ACT ESTABLISHING A LOCAL GOVERNMENT RESETTLEMENT PROGRAM THAT IMPLEMENTS AN ON-SITE, IN-CITY OR NEAR-CITY STRATEGY FOR INFORMAL SETTLER FAMILIES IN ACCORDANCE WITH A PEOPLE'S PLAN AND MANDATING THE RELOCATING LOCAL GOVERNMENT UNIT TO PROVIDE OTHER BASIC SERVICES AND LIVELIHOOD COMPONENTS IN FAVOR OF THE RECIPIENT LOCAL GOVERNMENT UNIT, AMENDING FOR THE PURPOSE REPUBLIC ACT NO. 7279, AS AMENDED, OTHERWISE KNOWN AS THE "URBAN DEVELOPMENT AND HOUSING ACT OF 1992" »

8. Projet de loi/résolution de la Chambre n° **HB00918**

TITRE COMPLET : « AN ACT ESTABLISHING A HEALTH PROMOTION FUND AND HEALTH PROMOTION COMMISSION TO OVERSEE THE IMPLEMENTATION OF HEALTH PROMOTION IN THE PHILIPPINES AND FOR OTHER PURPOSES »

9. Projet de loi/résolution de la Chambre n° **HB00222**

TITRE COMPLET : « AN ACT PROTECTING THE RIGHTS OF INTERNALLY DISPLACED PERSONS AND PENALIZING THE ACTS OF ARBITRARY INTERNAL DISPLACEMENT »

10. Projet de loi/résolution de la Chambre n° **HB03185**

TITRE COMPLET : « AN ACT INSTITUTING BUDGET REFORM THAT WILL ENSURE THE EQUITABLE DISTRIBUTION OF FUNDS FOR BOTH THE NATIONAL AND LOCAL GOVERNMENT UNITS FOR THE PURPOSE OF PROMOTING VILLAGE EMPOWERMENT, ENABLING THEM TO BE AN EFFECTIVE INSTRUMENT IN ATTAINING INCLUSIVE GROWTH, APPROPRIATING FUNDS THEREFOR AND FOR OTHER PURPOSES »

11. Projet de loi/résolution de la Chambre n° **HB04754**

TITRE COMPLET : « AN ACT AMENDING SECTION 11 OF REPUBLIC ACT NO. 6770, OTHERWISE KNOWN AS THE OMBUDSMAN ACT OF 1989, TO ALLOW FOR THE DEPUTIZATION OF PRIVATE LAWYERS AND LAW FIRMS »

12. Projet de loi/résolution de la Chambre n° **HB00915**

TITRE COMPLET : « THE KILL SWITCH LAW »

13. Projet de loi/résolution de la Chambre n° **HB00223**

TITRE COMPLET : « AN ACT PROVIDING FOR THE PROTECTION OF WHISTLEBLOWERS »

14. Projet de loi/résolution de la Chambre n° **HB00916**

TITRE COMPLET : « THE ANTI-ENDO ACT »

15. Projet de loi/résolution de la Chambre n° **HB02921**

TITRE COMPLET : « AN ACT AMENDING REPUBLIC ACT NO. 9211, OR THE TOBACCO REGULATION ACT OF 2003, SECTION 13, ON WARNINGS ON CIGARETTE PACKAGES »

Publications

1. H. Harry L. Roque, Jr., « Chapter 13. Philippine Practice » in *The Privileges and Immunities of International Organizations in Domestic Courts* (Reinisch, Ed, 2013)
2. « The Call of the Times: Strategic Public Interest Lawyering During the Arroyo Regime in the Philippines (2001-2010) », *Wisconsin International Law Journal, University of Wisconsin Law School*, Vol. 31, No. 3 (2013)
3. « Parcon vs Republic of the Philippines: A Challenge for a Relevant ASEAN Human Rights Mechanism » in *Rule of Law: Perspectives from Asia*, Konrad-Adenaur- Stiftung, Singapour (2013)
4. « The Human Security Act and the IHL Law of the Philippines: of security and insecurity » in *GLOBAL ANTI-TERRORISM LAW AND POLICY Second Edition*, (Ramraj, Hor, Roach and Williams, eds., 2012)
5. « The Role of Prosecutors in the Investigation and Prosecution of Extralegal Killings and Enforced Disappearances » in *HELPBOOK ON HUMAN RIGHTS ISSUES: EXTRALEGAL KILLINGS AND ENFORCED DISAPPEARANCES* (CHUA éd., 2011) Académie judiciaire de la Cour suprême des Philippines, USAID and Asia Foundation
6. « The Neri ruling on executive Privilege: Issues and Challenges for the Accountability of Public Officers and Separation of Powers », *National Taiwan University Law Review*, Vol. 6, No 2 (2011)
7. « Treaties, Chinese “Tied Loans”, Government Procurement and Good Governance. » 84 (4) PHIL. L. J 1037 (2010)
8. « The Basis of our Insecurity: The Human Security Act », 3 APYIHL (2009)
9. « The Binding Nature of Human Rights and International Humanitarian Law in the Philippines », Vol. 3, *Constitutionalism in Southeast Asia* (Hill, eds. 2009)
10. « Tempering the Draconian Powers of the Philippine President: How the Constitution Promotes Philippine Administrative Agencies' Adherence to a Rule of Law », *Administrative Law and Practice from South to East Asia*, 81-106 (Hill and Hoerth, eds.2008)
11. « The Philippines Dangerous Wish Granted (The Philippines Country Report) » in *CONSTITUTIONALISM IN SOUTHEAST ASIA*, 211-247, Vol. 2 (Hill et Menzel, eds. 2008)

12. « The Export of War: Issues of International Criminal and State Responsibility », *Asian Yearbook of International Law*, Nijhoff Publishers (Pays-Bas), vol. 14 (2007)
13. « Challenging the Abuse of Right » in *Libel as Politics*, Center for Media Freedom and Responsibility (CMFR) et Gouvernement royal de Norvège, 31-60 (Teodoro, éd. 2008)
14. « The Criminal Nature of Child Recruitment under International Humanitarian Law » 1 APYIHL 113-134 (2006)
15. « Redress for Victims of War Crimes: The Philippine Comfort Women's Continuing Search for Legal Remedies » 3 JILPAC 241-249 (2006)
16. « The Philippines and the WTO: Survey of Current Practices with Emphasis on Anti-Dumping, Countervailing Duties and Safeguard Measures », *Asian Journal of WTO & International Health Law and Policy* 1(2006): 229-252
17. « The Philippines: The Weakest Link in the Fight Against Terrorism? » in *GLOBAL ANTI-TERRORISM LAW AND POLICY* 307-326 (Ramraj, Hor and Roach, eds., 2005)
18. « Relationship Between International Human Rights Law and Philippine Domestic Law: The Right to Life » in *SYMPOSIUM ON THE RIGHT TO LIFE FOCUSING ON THE DEATH PENALTY* 31-49 (Gutierrez, éd. 2004)
19. « Human Rights and Public Utilities: Issues of Existence and Enforceability » in *PUBLIC UTILITIES AND HUMAN RIGHTS* 3-12 (Villaroman, éd., 2002)
20. « Globalization of Legal Services: Challenges and Possibilities in the Philippine Setting » in *8th ASEAN LAW ASSOCIATION GENERAL ASSEMBLY WORKSHOP PAPERS* 55-66 (2003)
21. « Palmas Arbitration Revisited », 77 PHIL. L.J. 437-462 (2003)
22. « The Changing Face of Terrorism: A New Crime Against Humanity? » 18 WORLD BULL. 30-46 (2001)
23. « Chapter VII Enforcement Measures and the Security Council: Problems under the Rule of Law », 17 WORLD BULL. 125-131 (2001)
24. « China's Claim to the Spratly's Islands Under International Law: A Critical Analysis », 15 J. ENV. et NAT. RES. LAW. 189-211 (1997)

Affaires importantes portées devant la Cour suprême des Philippines

Gain de cause obtenu

1. CNMEC and Northrail et al. vs. Roque et al. – G.R. No. 185572. Demande de délivrance d'une ordonnance de *certiorari* rejetée par la Cour suprême – compte tenu des décisions prises par la Cour d'appel et le tribunal régional de première instance de Makati, qui ont tous deux ordonné le rejet de la demande de non-lieu présentée par CNMEC et Northrail concernant un appel à annuler le projet Northrail – au motif que le contrat conclu n'était PAS un traité et aurait dû être conforme à la loi sur les marchés publics et que CNMEC n'avait PAS droit à l'immunité de poursuite.
2. Boracay Foundation, Inc. vs. Province of Aklan et. al. – G.R. No. 196870. La Cour a rendu une ordonnance temporaire de protection de l'environnement empêchant l'assèchement de 42 hectares de terrain à Caticlan (Malay, province d'Aklan), situés à 800 mètres de la célèbre plage de Boracay.

3. Green Peace SEA vs Environmental Management Bureau et al. – GA G.R. No. 00013. La Cour a émis une ordonnance interdisant les aubergines génétiquement modifiées au profit de leur pendant naturel.
4. Integrated Bar of the Philippines represented by Joel Cadiz, Harry Roque and Joel Butuyan vs. Hon. Jose « Lito » Atienza – G.R. No. 172951. Demande de délivrance d'une ordonnance de *certiorari* approuvée par la Cour suprême, au motif que les autorités locales ne pouvaient pas refuser les demandes de permis de rassemblement, à moins que ceux-ci ne représentent un danger évident et immédiat pour l'État.
5. Prof. Randolph David et. al. vs. Gloria Macapagal-Arroyo et. al. – G.R. No. 171396. Demande de délivrance d'une ordonnance de *certiorari* approuvée par la Cour suprême, celle-ci estimant que la Proclamation présidentielle 1017 et l'arrêté général n° 5 instaurant l'état d'urgence dans le pays étaient partiellement inconstitutionnels, en ce qu'ils représentaient une violation des droits à la liberté d'expression, au rassemblement pacifique et à la liberté de la presse protégés par la Constitution. La Cour a par ailleurs indiqué que le Président ne pouvait pas exercer de pouvoirs législatifs, même en cas d'urgence nationale, et qu'il ne pouvait pas non plus prendre le contrôle d'industries privées sans l'autorisation préalable du Congrès.
6. Francisco vs. De Venecia – G.R. No. 160261. Demande de délivrance d'une ordonnance de *certiorari* et d'injonction approuvée par la Cour suprême, celle-ci appelant de la sorte la Chambre des représentants à s'abstenir de procéder à la mise en accusation du Juge en chef de l'époque, Hilario Davide III.
7. People vs. Espinosa – G.R. No. 153714-20. La Cour a validé l'acquittement du Vice-gouverneur Mario K. Espinosa pour violation de la loi anticorruption au motif que toute renonciation au droit garanti par la Constitution contre la double incrimination devait être claire et non équivoque, invalidant ainsi la décision du Sandiganbayan (tribunal spécial anticorruption ayant rang de cour d'appel) d'exiger un « plaidoyer conditionnel » de la part de l'accusé comme condition préalable à un voyage à l'étranger.
8. In re: Nilo Baculo Sr. – G.R. No. Sp. 08-22. Première fois qu'une demande de recours en *amparo* en faveur d'un journaliste est accordée.
9. In Re: Nancy Gadian S.P. G.R. No. 187652. Recours en *amparo* accordé par la Cour suprême ; deuxième fois seulement qu'une demande de recours en *amparo* débouche sur l'adoption d'ordonnances de protection par la Cour suprême.
10. Salonga v. Exec. Secretary: – G.R. No. 176051. Délivrance d'une ordonnance de *certiorari* partielle, par laquelle la Cour suprême a ordonné au pouvoir exécutif de renégocier avec les autorités philippines le lieu de détention des militaires américains condamnés dans le pays pour des délits sans rapport avec leurs fonctions.

Affaires classées ayant abouti à un élargissement de la jurisprudence

1. Rep. Clavell Martinez et al vs. De Venecia – G.R. No. 169661. Demande de délivrance d'une ordonnance de *certiorari* visant à annuler la décision de la Chambre des représentants de traiter des « questions préjudiciables » non sanctionnées par la Constitution et les règles de destitution du treizième congrès, empêchant ainsi la procédure de destitution amendée que voulaient lancer 51 membres de la Chambre des représentants contre la présidente Gloria Macapagal-Arroyo, qu'ils accusaient d'avoir violé la Constitution, commis des actes de corruption et trahi la confiance du public. Demande rejetée en raison de son caractère théorique et académique.

2. Melin Magallona, Rep. Riza Hontiveros et. al. vs Executive Secretary – G.R. No. 187167. Rejet de la requête contestant la constitutionnalité de la loi de 2009 sur les lignes de base des Philippines.
3. Plaridel Abaya Sr. vs. Executive Secretary – G.R. No. 167919. Demande de délivrance d'une ordonnance de *certiorari*, au motif que les dispositions de la loi de la République n° 9184 ou de la loi sur les marchés publics devraient régir les projets financés depuis l'étranger, notamment par la JICA. La Cour a rejeté la requête, au motif que le projet contesté, qui concernait la principale route de la province de Catanduanes, avait fait l'objet d'un « échange de notes » entre le Secrétaire d'État aux finances et l'ambassadeur du Japon et qu'il s'agissait donc d'un « accord exécutif », auquel la loi sur les marchés publics ne s'appliquait pas.
4. Department of Budget and Management vs. Hon. Fernandez, Rex Book Store and Kolonwel Printing – G.R. No. 175608. Demande de délivrance d'une ordonnance de *certiorari* acceptée, annulant ainsi la décision prise par une juridiction inférieure d'empêcher la diffusion de ce que le sénateur Lacson avait décrit comme un ensemble de manuels scolaires truffé d'erreurs financé par un prêt annuel de la Banque mondiale. Avocat de la partie défenderesse, Rex et Kolonwel.
5. Roque vs. COMELEC and Smartmatic – TIM G.R. No. 188456. Rejet de la demande de délivrance d'une ordonnance de *certiorari* qui visait à limiter la portée des élections nationales automatisées de 2010 pour violation du caractère secret et sacré du vote et pour non-respect de ce que les pétitionnaires décrivaient comme la tenue d'un « test » obligatoire avant l'automatisation complète des procédures. *J. Carpio et al. dissenting.*
6. Jovito R. Salonga et. al. vs. Gloria-Macapagal-Arroyo – G.R. No. 190307. Demande de délivrance d'une ordonnance de *certiorari* contestant la constitutionnalité de la déclaration de la loi martiale à Maguindanao. Rejetée pour absence de fondement factuel et juridique. Rejetée pour défaut d'objet. *J. Carpio et al. dissenting.*
7. Pimentel vs. Executive Secretary – G.R. No. 158088. Demande de délivrance d'une ordonnance de *certiorari* obligeant la transmission au Sénat d'une version signée du Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Rejetée mais fait maintenant figure de référence lorsqu'il est question de la « ratification » d'un traité.
8. Sarino, Arigo, et. al. vs. Executive Secretary Ermita – G.R. No. 18594L. Demande en cours pour faire valoir que les administrations locales de Palawan ont droit à une part équitable de la richesse générée par les champs pétrolifères de Malampaya.
9. Albert Wilson vs. Executive Secretary – G.R. No. 189220. Demande en cours pour la délivrance d'un *mandamus* obligeant les Philippines à améliorer les conditions de détention dans les prisons, celles-ci ayant été assimilées à de la torture par le Comité des droits de l'homme des Nations Unies dans l'affaire *Wilson vs. Republic of the Philippines*.
10. Isabelita Vinuya, et al., vs. The Honorable Executive Secretary – G.R. No. 162230. Demande en cours pour la délivrance d'une ordonnance de *certiorari* obligeant le pouvoir exécutif à appuyer les requêtes d'indemnisation présentées devant un tribunal international par des Philippines et Philippins victimes d'esclavage sexuel pendant la Seconde Guerre mondiale.

Autres cas notables

1. Adonis vs. Republic of the Philippines – Contestation, auprès du Comité des droits de l'homme des Nations Unies à Genève, de la légalité de la répression de la

diffamation aux Philippines. Le Comité a estimé que la loi pénale sur la diffamation aux Philippines violait l'article 19, ayant trait à la liberté d'expression, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

2. *Ninez Cacho Olivarez et. al., vs. First Gentleman Mike Arroyo*, affaire civile No. 06-1098. Procédure civile en cours pour dommages et intérêts, intentée par des journalistes philippins contre le Premier Gentilhomme au motif que, selon eux, les procès en diffamation, dont le nombre est supérieur à 40, intentés par cette personnalité publique contre des professionnels des médias constituent un « abus de droit » et portent atteinte à la liberté de la presse.

3. *Ellen Tordesillas et. al. vs. Hon. Puno et. al.*, Civil Case No. 08-086. Procédure civile en cours visant l'obtention d'une injonction et de dommages et intérêts à la suite du menottage, de l'arrestation et du mauvais traitement de journalistes couvrant les faits survenus dans la péninsule le 29 novembre 2007.

4. *In Re*: Procédure de destitution de Gloria Macapagal Arroyo : 2006, 2007, 2008.

5. *P. vs. Binayug*, affaire pénale 11-286433, juridiction de première instance régionale, branche 1, (Manille). Première fois qu'un dossier relatif à un cas de torture est porté devant un tribunal en vertu de la loi contre la torture adoptée par les Philippines (RA 9745). Il était question dans cette affaire d'un petit voleur présumé ayant été soumis à des actes de torture dans un poste de police de Manille, comme en témoignait une vidéo diffusée dans le monde entier montrant l'accusé, Binayug, en train de tirer sur une corde reliée aux parties génitales de la victime.

Affaires en rapport avec le massacre perpétré à Ampatuan (58 victimes et 197 accusés)

1. *Myrna Reblando et al. vs. Republic of the Philippines* – Toute première réclamation déposée par les veuves du massacre de Maguindanao auprès de la Commission intergouvernementale des droits de l'homme de l'ANASE, au motif que le Gouvernement philippin avait, selon elles, manqué à son obligation de protéger et de promouvoir le droit à la vie des victimes.

2. *People vs. And al « Unsay » Ampatuan Jr. et al.* Dépôt de 57 chefs d'accusation pour meurtres multiples, Tribunal régional de Quezon, Br. 221. Représentation des plaignants pour 17 des victimes.

3. *Zenaida Duhay et al. vs. P/Supt Abusama Maguid, et al.* – Affaires administratives traitées par la Commission de la police nationale et impliquant 62 policiers accusés d'avoir commis des fautes graves lors du massacre de Maguindanao.

4. *Ma. Reynafe Momay-Castillo, Juliet Palor Evardo, Glenna G. Legarta, Arlyn D. Lupogan, Catherine Nunez, Noemi E. Parcon, Myrna P. Reblando, Ramonita S. Salaysay, Editha Mirandilla Tiamzon, and Erlyn Idalo Umpad (for and in behalf of her minor child Japhet Eldian Umpad Arriola), as Heirs of Journalists slaughtered on Nov. 23, 2009 in Ampatuan, Maguindanao v. Maj. Gen. Alfredo Cayton*. – Affaire déposée devant le Comité de la défense nationale de la Commission des nominations pour s'opposer à la promotion du défendeur Cayton.

5. *Ma. Reynafe M. Castillo v. Mgen Alfredo Cayton, Jr. et al.* – Violation de la loi de la République n° 6713 pour faute professionnelle et négligence grave.

6. *NBI DATU Esmael Mangudadatu, et al. v. Datu Sajid B. Ampatuan Jr. & Datu Sajid B. Ampatuan et al. / PNP-CIDG Reymundo Oquendo, et al. v. Andal Ampatuan, Jr. et al.* Affaire traitant de meurtres multiples (information).

7. Salaysay, Mirandilla, Tiamzon, Evardo, Gatchalian, Lupogan, Nunez, Reblado v. Datu Andal Ampatuann, Sr., Datu Andal "Unsay" Ampatuan, Jr., Datu Zaldy Ampatuan, Atty. Philip Pantojan, Atty. Frances Guiani-Sayadi, Omar Sayadi, Estadz Farid Adas and Jesus Dureza. – Affaire relative à des violations de la loi sur le blanchiment d'argent.
8. Editha Tiamzon, Zenaida Duhay, et al. v. Atty. Philip Pantojan and Frances Guiani-Sayadi. – Affaire concernant des demandes de radiation du barreau.
9. Datu Akmad « Tato » Ampatuan, Sr. v. Hon. Sec. of Justice, Families of the Murdered Victims, et al. – Demande de délivrance d'une ordonnance de *certiorari*.
10. Editha Tiamzon v. Zenaida Duhay et al. v. Joselito Andrada – with DOJ, for Murder In Re: On the Allegation of Bribery in the 11th Division of the CA hearing the case of Datu Zaldy « Puti » Ampatuan v. Sec. of Justice.
11. Ramonita Salaysay et al. v. Datu Andal Ampatuan et al. for Plunder, Graft and Corruption, and Forfeiture of ill-gotten wealth. – Médiateur.
12. Ma. Cipriana Gatchalian et al. v. Armando Tetangco et al. – Médiateur ; plainte au pénal pour manquement au devoir, au motif que les avoirs du clan Ampatuan auraient dû être gelés.
13. In Re: Petition for Radio and Television coverage of the Ampatuan Massacre, Supreme Court of the Philippines (Ramonita S. Salaysay et al v. Gloria M. Arroyo. – Action de groupe intentée contre l'ancien président, Arroyo, pour complicité et responsabilité hiérarchique dans l'affaire du massacre d'Ampatuan.
14. Catherine Nunez et al. v. Datu Andal Salibo Ampatuan Sr. – Confiscation civile des biens ; Conseil de lutte contre le blanchiment d'argent, Cour d'appel et Tribunal régional de première instance (Manille).

Documents de conférence

1. « **The Role of the Asian Society of International Law in Facing Challenges to the Rule of Law** », Académie de droit international de La Haye, La Haye, Sociétés française et américaine pour le droit international, 3 septembre 2019
2. « **Addressing and Finding Solutions to Civilizational Issues through International Law, Responses and Contributions from the Philippines** », discours prononcé à l'occasion de la septième conférence biennale de la Société asiatique de droit international, Manille (Philippines), 22 août 2019, Quezon, Grand Manille
3. « **Challenges of Modern Day Terrorism to International Humanitarian Law** », septième conférence biennale de la Société asiatique de droit international, Quezon, Grand Manille
4. « **Southeast Asian Experiences on hate speech and blasphemy: Impact on radicalization** », conférence de l'UNESCO intitulée « Les jeunes et l'Internet : combattre la radicalisation et l'extrémisme », Siège de l'UNESCO, Paris (France), 16 et 17 juin 2015
5. « **Human Rights Accountability for MNCs in a Post-Kiobel World** », South Asia and International Law: Engagement or Encounter?, conférence régionale de la Société asiatique de droit international, Dhaka (Bangladesh), 22 au 24 août 2014
6. « **Building the Next Generation of Social Justice Advocates: View from the Philippines** », septième conférence mondiale de la Global Alliance for Justice Education (GAJE), New Delhi (Inde), 10 au 18 décembre 2013

7. « **The Chinese View of the Philippines Arbitral Claim on the West Philippine Sea Dispute** », forum et table ronde organisés sur le thème « What Is Be Done? Resolving Maritime Disputes In Southeast Asia », Angara Center for Law and Economics, 5 décembre 2013
8. « **After the Chinese Snub: How the Philippine Arbitral Claim Against China on the West Philippine Sea May Proceed** », quatrième conférence biennale de la Société asiatique de droit international et de la Société indienne de droit international, New Delhi (Inde), 14 au 16 novembre 2013
9. « **Reforming Defamation Law and Practice** », conférence internationale sur le droit et la politique des médias à l'ère d'Internet, Université de Hong Kong (Hong Kong), 17 au 20 octobre 2013
10. « **Victory With and Without Success: Strategic Litigation to Advance Movements** », conférence de 2013 du Center for Constitutional Rights Social Justice, New York, 5 juin 2013
11. « **The Call of the Times: Strategic Public Interest Lawyering During the Arroyo Regime in the Philippines (2001-2010)** », Wisconsin International Law Journal, faculté de droit de l'Université du Wisconsin, 10 au 13 avril 2013
12. « **Examining the UNCLOS Dispute Settlement Procedure in the Settlement of the Scarborough Shoal Dispute** », conférence conjointe de la Société australienne et néo-zélandaise de droit international et de la Société asiatique de droit international, Université de Nouvelle-Galles du Sud (Australie), 25 au 27 octobre 2012
13. « **The Fruits of Public Interest Lawyering: Constitutional and Human Rights Jurisprudence in the Philippines** », conférence internationale de 2012 sur le droit et la société organisée sur le thème « Sociological Conversations Across a Sea of Islands », Hilton Hawaiian Village Hotel, Honolulu (Hawaii), 5 au 8 juin 2012
14. **The Philippines Experience in the Ratification of the Rome Statute of the ICC: Lessons for Asia**, Justice for All? The International Criminal Court: A Conference – Ten Year Review, Université de Nouvelle-Galles du Sud, Sydney (Australie), 13 au 16 février 2012
15. **Religious Freedom in a pluralistic Age: Trends, Challenges and Practices**, dix-huitième colloque annuel sur le droit international et la religion, Université Brigham Young, Provo, Utah, 2 au 5 octobre 2011
16. **Asia and international Law: A New Era**, troisième conférence biennale de la Société asiatique de droit international, Beijing, 27 et 28 août 2011
17. **Empowering Media Defence In Southeast Asia**, troisième conférence sur la protection des médias en Asie du Sud-Est, Université de Malaya, Kuala Lumpur (Malaisie), 27 au 29 juillet 2011
18. **Maguindanao Massacre: Case Study on Impunity in the Philippines**, atelier organisé sur le thème « Security and Stability in the Southern Philippines: Implications for Australia and the Region », Université de Wollongong (Australie), 20 au 29 septembre 2010
19. **The Philippine International Humanitarian Law of 2009 and the Principle of Complementary in the Philippine Setting**, conférence d'examen de la Cour internationale, Kampala (Ouganda) et Afrique du Sud, 24 mai 2010
20. **Maguindanao Massacre & Free Press Challenge of the Press, Media Legal Defense in Asia**, deuxième conférence internationale sur les médias, organisée sur le thème « Reporting New realities in Asia and the Pacific », Université de Hong Kong, 25 au 28 avril 2010

21. **The Right of Information and Executive Privilege: The Case of Neri vs. Senate Blue Ribbon Committee and Its Challenges to the Rule of Law**, troisième forum asiatique sur le droit constitutionnel, Taipei (Taiwan), 25 et 26 septembre 2009
22. **Combatant Status and Prisoners of War**, formation du personnel enseignant dans le domaine du droit international humanitaire, Kyung Hee University, Séoul (République de Corée), 20 août 2009
23. **The Right to Reply and Freedom of the Press**, Université d'Oxford (Royaume-Uni), 6 juillet 2009
24. **Treaties, Government Procurement and Good Governance: The Case of Chinese Exim Bank Funded Project in the Philippines**, conférence internationale de l'Asian Legal Institute, Hong Kong, 29 mai 2009
25. **International Humanitarian Law and Counter Terrorism Measures**, Institute of Humanitarian Law and Policy, Université Harvard, Jakarta (Indonésie), 23 au 25 avril 2009
26. **The Binding Nature of International Human Rights and Humanitarian Laws in the Philippine Constitution**, conférence internationale sur les grandes difficultés se posant en Asie du Sud-Est en matière de constitutionnalisme, Université nationale de Singapour et Fondation Konrad Adenauer, Singapour, 27 et 28 mars 2008
27. **Where Have All the People and the Power Gone? Post EDSA Civil Society in the Philippines**, conférence internationale sur la démocratie et la gouvernance, Université Soonkunkwan, Séoul (République de Corée), 17 décembre 2007
28. **The Philippine Human Security Act: A Case Study on What an Anti-terrorism Legislation Should Not Be**, conférence sur le terrorisme, le développement et la sécurité humaine dans le contexte des droits de la personne, City University of Hong Kong et Université des Nations Unies, Hong Kong, 16 et 17 octobre 2007
29. **Types of Armed Conflicts under International Humanitarian Law**, séminaire sur le droit international humanitaire, Taiwan, 29 septembre 2007
30. **Ninez-Cacho versus First Gentleman Miguel Arroyo: When Abuse of Right Becomes a Tool for Defending Press Freedom**, conférence biennale du Media Law Resource Center, Stationers Hall, Londres (Royaume-Uni), 17 septembre 2007
31. **Prospects for an ASEAN Human Rights Tribunal**, table ronde sur la Charte de l'ASEAN, Centre juridique de l'Université des Philippines, 31 août 2007
32. **Extra-Judicial Killings, Enforced Disappearances and the Rule Making Power of the Supreme Court**, table ronde sur les exécutions extrajudiciaires et les disparitions forcées, Centre juridique de l'Université des Philippines, 3 août 2007
33. **Lessons Not Learned from Armed Conflicts**, conférence internationale sur le thème « Humanity in War », délégation régionale du CICR, Institut Asie-Europe et Université de Malaya, Hilton Petaling Jaya (Malaisie), 17 et 18 juillet 2007
34. **The Export of War: Issues of International Criminal and State Responsibility**, conférence inaugurale de la Société asiatique de droit international, Université nationale de Singapour, 7 et 8 avril 2007
35. **CEDAW Implementation: The Philippine Experience**, réunion d'experts sur les obligations des États, International Women's Rights Action Watch – Asia Pacific et Université de Nouvelle-Galles du Sud, Kuala Lumpur (Malaisie), 14 au 16 février 2007

36. **The Proposed Philippines Anti-Terror Bill: An Act Legitimizing the President as Chief Execution Officer**, présentation devant la Commission internationale de juristes (CIJ), Comité d'éminents juristes sur le terrorisme, la lutte contre le terrorisme et les droits de l'homme, 5 et 6 décembre 2006, Jakarta (Indonésie)
37. **Extra-Judicial Killings in the Philippines**, présentation devant la Commission internationale de juristes (CIJ), Comité d'éminents juristes sur le terrorisme, la lutte contre le terrorisme et les droits de l'homme, 5 et 6 décembre 2006, Jakarta (Indonésie)
38. **The Mega Scandals of Mega Pacific and Northrail: Case Studies on Philippines Laws and Policies on Government Procurement**, deuxième conférence internationale annuelle sur les politiques et les lois de l'Asie et l'OMC, organisée sur le thème « Rules, Practices and Policies of Government Procurement », Université nationale de Taiwan, 27 et 28 juillet 2006
39. **The Criminal Nature of Child Recruitment Under International Law**, troisième conférence de l'Asian Law Institute, Shanghai (Chine), 25 au 27 mai 2006
40. **Updates on Philippine Constitutional Issues**, session commémorative spéciale à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'Association juridique de l'ASEAN, Manille, 26 novembre 2005
41. **Constitutional Issues Arising from the Political Crisis in the Philippines**, séminaire de l'Asian Law Institute, Université nationale de Singapour, 9 novembre 2005
42. **The Premeditated Murder of the Amended Impeachment Complaint Against President Gloria Macapagal Arroyo**, séminaire de l'Asian Law Institute, Université nationale de Singapour, 25 octobre 2005
43. **The WTO Jurisprudence**, conférence internationale organisée sur le thème « Policy and Law Aspects of Asia and WTO: Challenges and Opportunities », avec l'appui du WTO Research Center de la faculté de droit de l'Université nationale de Taiwan, 7 au 10 juillet 2005
44. **The Filipino Comfort Women's Continuing Search for Legal Remedies**, deuxième conférence de l'Asian Law Institute, organisée sur le thème « The Challenge of Law in Asia: from Globalization to Regionalization? », Université Chulalongkorn, Bangkok (Thaïlande), 26 et 27 mai 2005
45. **The Philippines: The Weakest Link in the Fight Against Terrorism**, colloque organisé sur le thème « Comparative Anti-Terrorism Law and Policy » par la faculté de droit de l'Université nationale de Singapour, Grand Waterfront Copthorne Hotel, Singapour, 24 au 26 juin 2004
46. **Updates and Implications of International Law on the Anti-Rape Law**, table ronde sur l'avancée de la mise en œuvre de la loi anti-viol parrainée par Australian Aid et Women's Legal Bureau, Inc. et les problèmes se posant en la matière, Bay View Park Hotel, 5 mai 2004
47. **Philippine Options for Joint Submissions and Confidence Building Measures on Disputed Maritime Areas Relevant to a Claim for an Extended Continental Shelf**, table ronde organisée sur le thème « The Status of Philippine Efforts to Delineate an Extended Continental Shelf », parrainée par l'Institut d'études juridiques internationales de l'Université des Philippines, Diliman, Quezon, 5 décembre 2003

48. **Cross-Border Legal Services in ASEAN Under the WTO**, Association juridique de l'ASEAN, Singapour, 29 novembre 2003
49. **Philippine Maritime Jurisdictions**, première conférence nationale sur l'État archipel des Philippines, parrainée par le centre des affaires maritimes et océaniques du Ministère des affaires étrangères, The Westin Philippine Plaza Mindanao Ballroom, CCP Complex, Roxas Boulevard, Pasay City, 7 juin 2002
50. **The WTO and the Philippines: Recent Experiences**, forum sur l'initiative de renforcement de l'infrastructure juridique et économique de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique (APEC), parrainé par le Ministère australien des affaires étrangères et du commerce, Hôtel Intercontinental, Makati, Grand Manille, 28 juin 2002
51. **State Obligations in the Implementation of Treaties on Torture**, atelier national sur le rôle des juges, des procureurs et des avocats de la défense dans la prévention de la torture, parrainé par l'Académie judiciaire des Philippines, l'Institut des droits de l'homme du Centre juridique de l'Université des Philippines et l'ambassade du Royaume-Uni, Legenda Hotel, Subic, Zambalez, 26 juillet 2002 ; Waterfront Hotel, Cebu, 23 août 2002 ; Marco Polo Hotel, Davao, 27 septembre 2002
52. **Human Rights to Power and Water: Issues of Existence and Enforceability**, table ronde sur les services d'utilité publique et les droits de l'homme, parrainée par l'Institut des droits de l'homme du Centre juridique de l'Université des Philippines, Bocobo Hall, 8 octobre 2002
53. **The Legal Basis for the Philippine Claim to Sabah**, table ronde sur la revendication des Philippines sur Sabah, parrainée par l'Institut d'études juridiques internationales du Centre juridique de l'Université des Philippines, Bocobo Hall, Centre juridique de l'Université des Philippines, 24 octobre 2002
54. **WTO Remedies for Philippine Agricultural Producers**, forum parrainé par les autorités municipales de La Trinidad (province de Benguet), COCAFM, Ligue des maires de municipalité, 12 janvier 2003, La Trinidad ; Alliance du secteur agricole des Philippines, Lipa, Batangas, 3 février 2003
55. **Terrorism and the Unilateral Use of Force**, colloque sur le terrorisme, Centre juridique de l'Université des Philippines, The Malcolm Trust Fund, Integrated Bar of the Philippines et Centre juridique de l'Université des Philippines, Diliman, Quezon, 30 janvier 2003

Interventions en tant que conférencier invité (aperçu)

1. **International Arbitration Proceedings (ADR) and Bangalore Declaration**, conférence MCLE, IBP – ILOILO, Iloilo, 26 octobre 2015
2. **Manuel O. Chan and Luz O. Chan Professorial Chair**, Philippine Criminal Jurisdiction under EDCA: Customary International Law or VFA, Malcolm Theater, faculté de droit de l'Université des Philippines, Diliman, Quezon, 12 octobre 2015
3. **Trentième séminaire et atelier d'orientation des greffiers nouvellement nommés des tribunaux de premier et deuxième niveau des régions judiciaires I à XII et NCJR**, centre de formation de l'Académie judiciaire, Tagaytay, 6 octobre 2015
4. **Building Partnerships for Internet Freedom**, atelier régional sur les litiges, les stratégies de défense et le plaidoyer, ABA-ROLI/Centerlaw, Cebu, 25 au 27 septembre 2015

5. **B1 or B2; What the Bangsamoro Peace Plan is Really About**, Making the Legal Profession Relevant by Rendering More Service to Society, MCLE USJR College of Law, Cebu, 4 septembre 2015
6. **Bangsamoro Basic Law and the Philippine-China Dispute Forum**, Université de San Jose Recoletos, Cebu, 11 mars 2015
7. **Domestic Framework for Strategic Litigation**, Litigation and Defense Strategies Using Principles of Internet Freedom, ABA-ROLI/Centerlaw, Tagaytay, 5 au 7 mars 2015
8. **Developments on International Law, International Human Rights Law and Domestic Enforcement and Implementation**, trente-quatrième programme d'introduction aux fonctions de juge, PHILJA, 9 février 2015
9. **Impacts and Implications of the Corona Impeachment and Conviction**, sommet de Manille sur l'intégrité et la responsabilité judiciaires, péninsule de Manille, 3 au 5 décembre 2014
10. **Promoting Freedoms and Accountability Through the Internet**, douzième congrès des jeunes sur les technologies de l'information (Y4iT XII), SMX Convention Center, Pasay, 11 septembre 2014
11. **KATARUNGAN: Human Rights Victims' Advocacy Training**, Luzon : Subic Bay Free Port, Zambales, 14 au 16 mai 2014 ; Visayan : Dumaguete, 27 au 30 mai 2014 ; Mindanao : Davao, 8 au 11 juin 2014
12. **Formation de renforcement des capacités sur la liberté d'expression**, « Nature on Human Rights Obligations », Bangkok (Thaïlande), 3 au 6 novembre 2013
13. **Non-State Actors in Non International Arm Conflict**, session de formation en Asie du Sud-Est, Université des Philippines, 14 octobre 2013
14. **Climate Change Policy Forum**, Institut d'études juridiques internationales du Centre juridique de l'Université des Philippines, 23 juillet 2013
15. **Table ronde sur les relations de la Malaisie avec le Brunei, le Cambodge, le Laos, le Myanmar, les Philippines et Singapour visant à renforcer l'ASEAN grâce à un dialogue multifacette**, Institute of Diplomacy and Foreign Relations (IDFR), Kuala Lumpur, 3 et 4 décembre 2012
16. **Conférence sur la sécurité nationale et régionale organisée sur le thème « Countering Organized Crime and Terrorism in the ASEAN Political-Security Community (APSC) »**, German-Southeast Asian Center of Excellence for Public Policy and Good Governance, Bangkok (Thaïlande), 19 et 20 septembre 2012
17. **Formation à l'assistance aux procès**, Media Defence South East Asia, Siem Reap (Cambodge), 4 au 8 septembre 2012
18. **International Humanitarian Law and the Fight Against Terrorism**, septième session de formation sur l'exercice du droit international humanitaire en Asie du Sud-Est, CICR, Université nationale de Malaisie (UKM), 15 au 18 juillet 2012
19. **Atelier thématique de Bangkok organisé sur le thème « Engaging with Non-State Actors: Challenges and Opportunities »**, International Association of Professionals in Humanitarian Assistance and Protection (PHAP), Bangkok (Thaïlande), 23 au 26 mai 2012

20. **Transnational Judicial Dialogue of Domestic Courts on International Organizations**, faculté de droit de l'Université de Vienne, Vienne (Autriche) 23 avril 2012
21. **Séminaire de renforcement des capacités en matière de liberté d'expression, destiné à des avocats, des défenseurs des droits de la personne et des journalistes birmans**, Centerlaw Philippines, Mae Sot (Thaïlande), 24 et 25 janvier 2012
22. **Forum régional du Statut de Rome de la Cour pénale internationale**, Hôtel Intercontinental, Manille, 1^{er} et 2 décembre 2011
23. **Formation de défenseurs des droits de la personne à Mindanao**, en coopération avec le bureau d'Amnesty International pour les Philippines, la Malaisie, Singapour et Brunei, Pagadian, 30 novembre 2011
24. **Convincing Oral Arguments Advocacy and Public Trial / Trial by Publicity**, conférence MCLE, Cebu, 20 octobre 2011
25. **Updates on International Humanitarian Law**, conférence MCLE à l'intention exclusive de Lucio Tan Group of Companies, Makati, 15 octobre 2011
26. **Who is Winning in the Battle for the Spratly: A discussion on international Dispute (International Law)**, conférence IBP, Cebu 22 septembre 2011
27. **Séminaire de renforcement des capacités en matière de liberté d'expression**, conférence du Centerlaw, Bangkok (Thaïlande), 30 et 31 août 2011
28. **Sixième session de formation en droit international humanitaire en Asie du Sud-Est et de l'Est**, CICR, Université nationale de Malaisie (UKM), 25 au 30 juillet 2011
29. **Settlement of International Disputes: Dealing with Humanitarian Issues**, CICR, session de formation des jeunes diplomates de l'ASEAN, Bandung (Indonésie), 21 au 23 juin 2011
30. **International Law and International Conventions (Legislating Against impunity: the 2009 IHL Law)**, conférence MCLE, Lepanto Building, Makati, 7 juillet 2011
31. **Building Seminar on Freedom of Expression**, conférence du Centerlaw, Université des Philippines, Diliman, 13 au 16 mars 2011
32. **Updates on the International Humanitarian Law (IHL)**, conférence MCLE, avec le More Center for Legal Excellence, Makati, 29 janvier 2011
33. **The Protection of Human Rights Through the International Criminal Court as a Contribution to the Constitutionalization and Nation Building**, Four Seasons Hotel, Bangkok (Thaïlande), 21 au 23 janvier 2011
34. **Military and Law Enforcement Responses to Terrorism: Selecting a Legal Framework**, atelier thématique sur les droits de l'homme et les conflits armés, Cebu (Philippines), 25 et 26 novembre 2010
35. **NSAs and International Law and PMSCs, Core Professional Training on Humanitarian Law and Policy**, HCPR International et Institut d'études juridiques internationales, Cebu (Philippines), 24 novembre 2010
36. **Vingtième séminaire et atelier d'orientation destiné aux greffiers nouvellement nommés**, Académie judiciaire de la Cour suprême des Philippines, Grand Men Seng Hotel, Davao, 6 octobre 2010

37. **Equality of Arms in the ICC: Challenges to the Rule of Law**, Indonesian Society of International Law: International Law as a Political Instrument, Jakarta (Indonésie), 10 juin 2010
38. **Roque vs. COMELEC: Legitimizing Automated Failure of Election**, conférence MCLE, 16 et 7 avril 2010, en collaboration avec le cabinet d'avocats Chan Robles, Pasig, 19 mars 2010
39. **The Scope and Breadth of the Philippine National Territory**, conférence MCLE, intervention répétée huit fois au total (26 mars 2010 avec Legis Forum, Inc., 9 et 7 avril 2010, 27 et 5 mars 2010, 20 février 2010, 3 décembre 2009 et 14 novembre 2009)
40. **International Alternative Dispute Settlement**, Bicolandia IBP Regional Convention, Legaspi, Albay, mars 2010
41. **Oral Advocacy before the Supreme Court**, conférence MCLE, intervention répétée deux fois au total (du 23 au 25 février 2010 et du 1^{er} au 5 juin 2009), Université des Philippines
42. **Updates on Law and Jurisprudence in International Humanitarian Law**, programme de formation juridique continue destiné aux avocats de la Cour (2^e session), Académie judiciaire des Philippines, Bayview Park Hotel, Manille, 10 janvier 2010
43. **Conférence internationale sur le Statut de Rome et le Cambodge**, organisée sur le thème « Implementation of International Standards », Phnom Penh (Cambodge), 1^{er} et 2 octobre 2009
44. **International Humanitarian Law and Counter-Terrorism Measures**, Institute of Humanitarian Law Policy, Université Harvard, Jakarta (Indonésie), 24 avril 2009
45. **The Criminal Nature of Extra-legal Killings and Enforced Disappearances under Human Rights and International Humanitarian Law**, programme international de formation aux enquêtes et poursuites relatives aux exécutions extrajudiciaires et aux disparitions forcées organisé à l'intention des procureurs et des avocats de l'État, Center for International Law and Open Society Institute, Davao, 29 février 2008, Subic Bay, Zambales, 16 au 17 juin 2008, General Santos, 27 au 29 avril 2009
46. **International Humanitarian Law Standards and Characterization of Killings**, Académie judiciaire des Philippines, Cagayan de Oro, 9 juin 2009 ; Davao, 23 juin 2009, Cagayan de Oro, 16 juillet 2009 ; Zamboanga, 18 août 2009
47. **A Critical Analysis of the Visiting Forces Agreement**, National Defense College, 19 mai 2009
48. **The Writ of Amparo and Habeas Data**, dix-huitième séminaire et atelier d'orientation pour les greffiers nouvellement nommés, Académie judiciaire des Philippines, Cebu, 9 décembre 2009
49. **Combatant Status and Prisoners of War**, formation du personnel enseignant dans le domaine du droit international humanitaire, Kyung Hee University, Séoul (République de Corée), 20 août 2009
50. **The Right to Reply and Freedom of the Press**, Université d'Oxford (Royaume-Uni), 6 juillet 2009
51. **Means and Methods of Warfare**, élaboration du programme de formation des Forces armées des Philippines, Commission on Human Rights, 25 mai 2009

52. **IHL and Non-International Armed Conflicts and Terrorism and IHL**, quatrième session de formation à l'application du droit international humanitaire en Asie du Sud et du Sud-Est, CICR et Université de Malaya, Kuala Lumpur (Malaisie), 3 au 8 août 2009
53. **Non-State Actors, the Principle of State Responsibility, and Command Responsibility**, séminaire et atelier sur la législation selon une approche fondée sur les droits de la personne, Commission on Human Rights, Cavinti, Laguna, 16 juillet 2008
54. **Human Rights and Transnational Corporations**, Human Rights Advocacy and Business: A Capacity Building Program for Community Advocate, Diplomacy Training Program (DTP), Université de Nouvelle-Galles du Sud et Institut des droits de l'homme du Centre juridique de l'Université des Philippines, 23 juin 2008, Mandaluyong, Grand Manille
55. **Recent Challenges to the Prohibition on Torture and Remedies against Torture**, formation, à l'échelle du pays, sur la torture et le Protocole d'Istanbul, faculté de médecine de l'Université des Philippines, REDRESS et Conseil international pour la réadaptation des victimes de la torture, 21 janvier 2008, Antipolo
56. **Means and Methods of Armed Conflicts under IHL and International Criminal Court**, programme de formation des formateurs, à l'échelle du pays, et élaboration du programme de formation dispensé aux Forces de police des Philippines en matière de droits humains et de droit international humanitaire, Commission on Human Rights, Rizal, 16 janvier 2008
57. **The Struggle to End Impunity in International Law**, atelier, à l'échelle du pays, sur la lutte contre l'impunité et l'engagement de poursuites, Task Force Detainees et Coalition du mouvement Nord-Sud en Flandres 11.11.11, Iloilo, 27 août 2005
58. **Philippine Comfort Women: In Search for Effective Legal Remedies**, séminaire national sur le droit international humanitaire, délégation régionale du CICR et Centre juridique de l'Université des Philippines, Diliman, Quezon, 9 mars 2005
59. **State Responsibility and the Property Rights of Aliens Under International Law**, International Law Forum, Institut d'études juridiques internationales du Centre juridique de l'Université des Philippines, Diliman, Quezon, 17 février 2005.
60. **The Teaching of International Humanitarian Law in the University of the Philippines**, The Symposium on Contemporary Issues in International Humanitarian Law and its Teaching : Role of the Academic Community, délégation régionale du CICR, Kuala Lumpur (Malaisie), 8 au 10 décembre 2004
61. **The Philippine Contributions to the Creation of the International Criminal Court**, espace de rencontre entre requérants et parlementaires, Traders Hotel, Manille, 2 décembre 2004, Comité philippin auprès de la Cour pénale internationale, Centrelaw et Fondation Friedrich Ebert Stiftung
62. **Application of International Environmental Law Principles to the Philippine Setting**, cours de formation à l'intention des professeurs de droit international de l'environnement, Subic Bay, Zambales, 13 novembre 2004, UICN et Institut d'études juridiques internationales du Centre juridique de l'Université des Philippines
63. **Civil Society Promoting Multilateral/International Law**, dialogue UE-Asie sur les droits de la personne et le droit international, Discovery Suites, Ortigas, Mandaluyong, 12 octobre 2004, Fondation Friedrich Ebert Stiftung

64. **The Status of the Death Penalty Under International Law**, séminaire destiné aux législateurs philippins, Shangrila Mactan, Cebu, 11 octobre 2004, Ambassade royale des Pays-Bas et Institut des droits de l'homme du Centre juridique de l'Université des Philippines
65. **The Most Serious Crimes Against Children as Crimes Against Humanity**, Fondation Amade et Virlanie, à l'occasion de la visite de S.A.R. la Princesse Caroline de Hanovre et de Monaco, 27 octobre 2004, Shangrila Hotel, Makati, Grand Manille
66. **The United Nations Human Rights Mechanisms**, Alternative Law Groups et Canadian Aid Agency (CIDA), 17 août 2004, Bayview Hotel, Manille
67. **Enforcement of Human Rights Obligations in the Philippines**, Alternative Law Groups et Canadian Aid Agency (CIDA), 16 août 2004, Bayview Hotel, Manille
68. **The US Proposal to Renew Resolution 1422/1487: A Threat to International Justice**, lancement du livre et conférence de presse parrainée par la coalition pour la Cour pénale internationale en Asie, Philippine Social Science Center, Diliman, Quezon, 18 juin 2004
69. **The Relationship Between Refugee Law, International Humanitarian Law, and Human Rights Law**, cours spécial sur l'enseignement du droit des réfugiés, parrainé par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et le Centre juridique de l'Université des Philippines, Cebu, 2 juin 2004
70. **The Philippine Experience in Efforts to Ratify the Rome Statute**, conférence nationale sur la Thaïlande et la Cour pénale internationale (CPI), Ambassador Hotel, Bangkok (Thaïlande), 30 décembre 2003
71. Session I. **The History of the Search for International Justice: From Nuremberg and Tokyo to Rwanda and Yugoslavia, Making the Case for an International Criminal Court**, atelier sur la Cour pénale internationale ; session II. **Background to the Creation of the ICC Structure, Composition, Legal Principles and Jurisdiction of the ICC**; session III. **Crimes Covered by the ICC under the Rome Statute**, parrainées par ERA Consumer Malaysia et Forum Asia, Crystal Crown Hotel, Petaling Jaya (Malaisie), 6 au 8 décembre 2003
72. **Philippine Obligations under Customary and Treaty Law on Refugee and Asylum-Seekers in the New International Law Order**, forum national sur les questions relatives aux réfugiés, parrainé par le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et l'Institut des droits de l'homme de l'Université des Philippines, Westin Philippine Plaza, Manille, 5 décembre 2003 et 2 juin 2004, Cebu
73. **Application of International Environmental Law Principles to the Philippine Setting**, forum des juges sur la protection de l'environnement dans le cadre de la loi philippine sur l'environnement, ainsi que sur la pratique à suivre et le rôle des tribunaux, projet conjoint de l'Académie judiciaire des Philippines et de la Banque asiatique de développement, 14 août 2003, Tagaytay
74. **Domestic Remedies for the Ratification of the Rome Statute** (préoccupations des Philippines concernant le Statut de Rome de la Cour pénale internationale), table ronde concernant la Cour pénale internationale, parrainée par l'Institut d'études juridiques internationales du Centre juridique de l'Université des Philippines, Bocobo Hall, Centre juridique de l'Université des Philippines, 1^{er} juillet 2003
75. **The Status of the Death Penalty In International Law**, forum parrainé par le Philippine Human Rights Information Center (Philrights), 24 avril 2003, Diliman, Quezon

76. **International Law: Prospects for Practicing Lawyers, a case study on The International Criminal Court**, série de conférences organisées dans tous le pays avec l'appui de l'Institut d'administration judiciaire du Centre juridique de l'Université des Philippines, Batangas, 31 July 2002 ; Olongapo, Zambales, 29 août 2002 ; National Prosecutors League of the Philippines: Cebu Plaza Hotel, Cebu, 18 septembre 2002 ; Butuan, 29 octobre 2002 ; Manila Midtown Hotel, 19 novembre 2002 ; Avocats de la DBP : Holiday Inn Clark, Pampanga, 7 décembre 2002, Tagbilaran, Bohol, 5 février 2003 ; La Maja Rica Hotel, Tarlac, 3 avril 2003 ; General Santos, 14 mai 2003 ; Dumaguete, 23 mai 2003 ; Centre juridique de l'Université des Philippines : 21 mars 2003, 10 mai 2003, 17 mai 2003, 26 juin 2003, 27 juin 2003, 15 août 2003, 19 septembre 2003, 25 octobre 2003, 7 novembre 2003, 17 janvier 2004, 24 janvier 2004, 28 janvier 2004, 3 mars 2004, 26 mai 2004, 23 août 2004 ; Land Registration Authority, 25 au 26 juillet 2003, 13 mars 2004, 10 juin 2004, 30 juillet 2004 ; Banque centrale des Philippines, 26 avril 2003 ; Sycip Law Offices, 2 août 2003 ; Association du barreau philippin, 15 août 2003, Cabanatuan, 19 août 2003 ; Bureau des douanes, 23 août 2003 ; Cotabato, 26 août 2003 ; Cagayan De Oro, 30 août 2003 ; Lucena, 12 septembre 2003 ; Imus, Cavite, 25 septembre 2003 ; Ayala Land Inc, Makati, 26 septembre 2003 ; Wynsum Corp, Ortigas, Pasig, 3 octobre 2003 ; Cebu, 8 octobre 2003, 27 novembre 2003, 2 septembre 2004 ; De Borja Law Offices, 24 octobre 2003 ; Université Adamson, 24 octobre 2003 ; General Santos, 12 novembre 2003 ; Malolos, Bulacan, 15 novembre 2003 ; Del Rosario Law Offices, 22 novembre 2003 ; Iloilo, 25 novembre 2003 ; Philippine Security Consultancy Group, 27 novembre 2003 ; Kidapawan, 3 décembre 2003 ; Administration de la ville de Quezon, 20 février 2004 ; Baguio, 9 mars 2004 ; Tacloban, 25 août 2004 ; Zamboanga, 1^{er} août 2004 ; IBP, Grand Manille, 16 mai 2004 ; Université Arellano, 4 juin 2004 ; Bureau national de l'IBP, 9 juin 2004 ; Legis Forum, 4 septembre 2004, 20 novembre 2004 ; chapitre Rizal de l'IBP, 8 octobre 2004 ; IBP Bicolandia, Legaspi, 4 novembre 2004

77. **The Continuing Relevance of IHL**, séminaire obligatoire de formation juridique continue sur le droit international, deuxième session obligatoire, Institut d'administration judiciaire du Centre juridique de l'Université des Philippines, Zamboanga, 27 novembre 2004 ; Dumaguete, Cagayan de Oro, Université Arellano, 3 mars 2006 ; Banque centrale des Philippines, 31 juillet 2004 ; Chan Robles, 6 mai 2006 ; 16 Mars 2006 ; chapitre Rizal de l'IBP, 24 mars 2006 ; Lex Legis, 18 mars 2006

78. **Law and Economics**, conférence obligatoire de formation juridique continue, parrainée par l'Institut d'administration judiciaire du Centre juridique de l'Université des Philippines : De Borja Law Offices, 24 octobre 2004 ; Centre juridique de l'Université des Philippines, 6 novembre 2004 ; Chan Robles, 5 juin 2004, 14 août 2004, 20 novembre 2004 ; FILNETWORK, 12 juin 2004

79. **The Rules on Electronic Evidence**, conférence obligatoire de formation juridique continue, parrainée par l'Institut d'administration judiciaire du Centre juridique de l'Université des Philippines, 19 novembre 2002 ; Université Adamson, 25 octobre 2003 ; Bureau national de l'IBP, 5 juin 2004 ;

80. **International Criminal Liability and Universal Jurisdiction as Means of Enforcement of International Humanitarian Law**, formation sur le droit international humanitaire destinée aux professeurs d'université, parrainée par le CICR et le Centre juridique de l'Université des Philippines, 28 mai 2003 et 25 octobre 2004, Davao ; 20 octobre 2004, Cebu

81. **International Criminal Law**, programme de formation destiné aux décideurs politiques du Royaume du Népal, parrainé par le PNUD et le Centre juridique de l'Université des Philippines, 3 juin 2003, 18 novembre 2003, Diliman, Quezon

Autres activités universitaires et professionnelles

1. *Conférencier*, **International Law and a Dynamic Asia**, conférence régionale de 2016 de la Société asiatique de droit international, Melia Hotel, Hanoï (Vietnam), 14 et 15 juin 2016
2. *Juge*, **THE CHR CUP 2015** (compétition de débats oratoires sur les droits humains organisée par l'école de droit de l'Ateneo), 3/F bâtiment SAAC, Université des Philippines, Diliman, Quezon, 17 octobre 2015
3. *Conférencier invité*, **Human Rights & EDCA** (forum de la semaine de la liberté de Pi Sigma), auditoire NCAS, Université des Philippines Los Banos, Laguna, 30 septembre 2015
4. *Expert*, **The Standard Talks: « China – Should we continue diplomacy on the West Philippine Sea? »**, The Standard Forum, Manila Polo Club, Makat, 21 mai 2015
5. *Modérateur*, **Radicalization in East Asia: Addressing the Challenges of the Expanding ISIS Influence**, conférence sur la radicalisation, EDSA Shangri-la Hotel, Mandaluyong, 15 mai 2015
6. *Expert*, **Borders and Cross-Border Enforcement**, colloque annuel du Harvard International Law Journal, Cambridge, Massachusetts (États-Unis), 27 février 2015
7. *Tuteur*, **Asia Pacific Rounds of the Price Moot Court Competition**, Beijing (Chine), 24 et 25 novembre 2014
8. *Facilitateur*, **Legal Intervention Days**, conférence du ECCHR et de la Bertha Foundation, Berlin (Allemagne), 5 novembre 2014
9. *Commentateur*, **troisième réunion interinstitutions des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité**, Strasbourg (France), 4 novembre 2015
10. *Personne ressource*, **formation de formateurs sur les droits de la personne et éducation au droit international humanitaire**, International Humanitarian Law Division du Human Rights and Research Office de la Commission on Human Rights, Camp Crame, Quezon, 10 juillet 2014
11. *Professeur adjoint*, **Academy on Human Rights and Humanitarian Law Program of Advanced Studies on Human Rights and Humanitarian Law**, American University, Washington D.C. (États-Unis), 4 au 6 juin 2014
12. *Expert*, **Appropriate Expropriation: Securing Land and Property Rights in Southeast Asia**, atelier de la Konrad Adenauer Stiftung, Siem Reap (Cambodge), 29 avril au 1^{er} mai 2014
13. *Orateur principal*, **Bertha: Be Just Global Convening**, Cape Town (Afrique du Sud), 2 au 7 mars 2014
14. *Expert*, **Internews: ASEAN Freedom of Expression / Right to Information Symposium**, Bangkok (Thaïlande), 17 et 18 février 2014
15. *Tuteur*, **« 5th World Human Rights Moot Court Competition »**, équipe de l'Université des Philippines, Université de Pretoria, Johannesburg (Afrique du Sud), 7 au 10 décembre 2013
16. *Professeur adjoint*, **Academy on Human Rights and Humanitarian Law Program of Advanced Studies on Human Rights and Humanitarian Law**, American University, Washington D.C. (États-Unis), 4 au 7 juin 2013

17. *Tuteur*, **2012 « Philip Jessup International Law Moot Court Competition »**, équipe philippine (faculté de droit de l'Université des Philippines), International Law Students Association (ILSA), Washington, DC (États-Unis), 31 mars au 6 avril 2013
18. *Personne ressource*, « **Transnational corporations and their responsibility for human rights: working with (quasi)-judicial instruments** », European Center for Constitutional and Human Rights, atelier international, Manille (Philippines), 19 au 21 mars 2013
19. *Orateur principal*, **deuxième sommet national sur le droit international humanitaire**, organisé sur le thème « Sibilyan Pangalagaan, DIH Itaguyod!, Toward a Philippine Program of Action on Effecting International Humanitarian Law », Malacanang, Manille, 11 décembre 2012
20. *Participant*, **conférence de l'European Center for Constitutional and Human Rights sur les litiges stratégiques en matière de droits humains**, Berlin (Allemagne), 9 et 10 novembre 2012
21. *Conférencier*, **colloque du Junior Bedan Law Circle concernant le différend relatif au récif de Scarborough**, organisé sur le thème « Philippine's Legal and International Claims on the Scarborough Shoal. », Abbot Lopez Hall, San Beda Campus, 30 août 2012
22. *Délibérant*, **forum public de l'Institute for Political and Electoral Reform**, organisé sur le thème « Taming the Election Violence and Warlordism in the ARMM 2013 Elections », Université des Philippines, NCPAG Building, Campus de l'Université des Philippines, Quezon, 30 août 2012
23. *Professeur adjoint*, **Academy on Human Rights and Humanitarian Law Program of Advanced Studies on Human Rights and Humanitarian Law**, American University, Washington D.C. (États-Unis), 13 au 15 juin 2012
24. *Tuteur*, « **2012 Philip Jessup International Law Moot Court Competition** », équipe philippine (faculté de droit de l'Université des Philippines), International Law Students Association (ILSA), Washington, DC (États-Unis), 24 mars au 2 avril 2012
25. *Conférencier*, « **Human Rights in the Philippines: Achievements, Challenges and Constraints since the last UPR** », dix-neuvième session du Conseil des droits de l'homme, Suisse, 6 au 8 mars 2012
26. *Juge*, **Philip C. Jessup International Law Moot Court Competition**, Cour suprême, Manille, 25 au 27 février 2012
27. *Expert*, « **An Unconstitutional Chief Justice: A Constitutional Dilemma in the Philippines** », quatrième forum asiatique de droit constitutionnel, Université de Hong Kong, 16 et 17 décembre 2011
28. *Modérateur et participant*, **Strengthening ASEAN's Human Rights System Through Civil Society Advocacy Workshop**, Bali (Indonésie), 4 au 6 décembre 2011
29. *Participant*, **Open Society Foundation and Forum Asia: Asia Civil Society Consultation on National Security and Rights to Information Principles**, Jakarta (Indonésie), 9 et 10 novembre 2011
30. *Représentant*, **premier colloque de Berlin sur l'Internet et la société**, organisé sur le thème « **Exploring the Digital Future** », Université Humboldt de Berlin (Allemagne) 25 au 28 octobre 2011
31. *Conférencier*, « **Protecting the Rights and Upholding the Notion of Justice: A Corporate Responsibility** », quatrième conférence annuelle des Philippines sur la

criminologie et les sciences politiques, AFP Theater, Camp Aguinaldo, Quezon, 25 septembre 2011

32. *Représentant*, « **International Developments in Media Libel, Privacy, Newsgathering and New Media IP Law** », conférence MLRC de Londres de 2011, Londres (Royaume-Uni), 18 au 21 septembre 2011

33. *Conférencier*, « **Access Now! Digital Activism for Social Change** », sixième conférence internationale de la jeunesse vietnamienne, Manille (Philippines), 4 au 7 août 2011

34. *Participant*, **Law and Society Conference**, San Francisco (États-Unis), 2 au 5 juin 2011

35. *Participant*, **réunion pour la troisième conférence biennale du South East Asia Media Legal Defense Network**, Bangkok (Thaïlande), 13 au 15 mai 2011

36. *Participant*, **réunion de consultation du Human Rights Resource Centre for ASEAN (HRRCA) avec des partenaires et des organisations affiliées**, Jakarta (Indonésie), 21 décembre 2010

37. *Juge désigné*, **2010 International Humanitarian Law Moot Court Competition**, audience plénière de la Cour suprême, 16 au 19 novembre 2010

38. *Conférencier*, **conférence sur les droits de la personne et le droit international humanitaire dans les forces armées des Philippines**, Camp General Aguinaldo, Quezon, 17 décembre 2010

39. **Vingtième séminaire et atelier d'orientation destiné aux greffiers nouvellement nommés**, Académie judiciaire de la Cour suprême des Philippines, Grand Men Seng Hotel, 6 octobre 2010

40. *Participant*, **Security and Stability in the Southern Philippines: Implications for Australia and the Region**, Université de Wollongong (Australie), 20 au 29 septembre 2010

41. *Participant*, **cinquième session de formation en droit international humanitaire en Asie du Sud-Est**, Kuala Lumpur (Malaisie), 2 au 4 août 2010

42. *Participant*, **colloque sur la lutte contre le terrorisme**, Faculté de droit de l'Université de Nouvelle-Galles du Sud, Sydney (Australie), 5 et 6 août 2010

43. *Expert*, « **Media Legal Defense in Asia** », deuxième conférence internationale sur les médias, organisée sur le thème « Reporting New realities in Asia and the Pacific », Université de Hong Kong, 25 au 28 avril 2010

44. *Participant*, **réunion du Conseil exécutif et de l'Assemblée générale du Barreau pénal international**, Barcelone (Espagne), 12 au 15 mars 2010

45. *Membre élu*, **Conseil exécutif du Barreau pénal international**, La Haye

46. *Membre élu*, **Conseil d'administration de la Société asiatique de droit international**, Singapour

47. *Membre du comité éditorial*, **Asian Journal of Comparative Law**, Université nationale de Singapour

48. *Conférencier*, **Facing down the bullies: how to encounter the Legal threat to media freedom**, Media Legal Defense Initiative (MLDI), *The New York Times*, New York, 25 au 27 janvier 2010

49. *Représentant d'ONG*, **Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale**, La Haye (Pays-Bas), 17 au 19 novembre 2009

50. *Participant, réunion des membres du Conseil exécutif et de l'Assemblée générale du Barreau pénal international*, La Haye (Pays-Bas), 16 et 17 novembre 2009
51. *Expert, conférence sur les litiges en matière de défense des médias pour l'Asie du Sud-Est*, Cebu, 28 au 31 octobre 2009
52. *Participant, conférence consultative sur la justice pénale internationale*, Organisation des Nations Unies, New York, 9 au 11 septembre 2009
53. *Participant, neuvième séminaire informel de l'ASEM sur les droits de l'homme dans les systèmes de justice pénale*, Strasbourg (France), 18 au 20 février 2009
54. *Participant, programme de formation des observateurs de procès internationaux, Association internationale du barreau et Open Society Initiatives*, Bangkok (Thaïlande), 28 et 29 juin 2008
55. *Coordonnateur, Formations sur les exécutions extrajudiciaires et les disparitions forcées*
56. *Coordonnateur, conférence internationale sur les litiges en matière de défense des médias*, Cebu
57. *Chargé de cours, programme international de formation aux enquêtes et poursuites relatives aux exécutions extrajudiciaires et aux disparitions forcées organisé à l'intention des procureurs et des avocats de l'État*, Center for International Law and Open Society Institute, Marco Polo Hotel, Davao, 29 février au 1^{er} mars 2008 ; Vista Marina Hotel, Subic Bay, Zambales, 16 et 17 juin 2008 ; Crown regency Hotel, Tower 1, Cebu, 29 et 30 septembre 2008 ; Mallberry Suites, Cagayan De Oro, 1^{er} au 3 octobre 2008 ; Garden Orchid Hotel, Zamboanga, 22 au 24 avril 2009 ; East Asia Royal Hotel, General Santos, 27 au 29 avril 2009
58. *Représentant d'ONG, Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale*, Siège de l'Organisation des Nations Unies, New York (États-Unis), juin 2008
59. *Représentant d'ONG, Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale*, Siège de l'Organisation des Nations Unies, New York (États-Unis), 29 novembre au 10 décembre 2007
60. *Participant, sommet consultatif national sur les exécutions extrajudiciaires et les disparitions forcées*, Cour suprême des Philippines, 16 et 17 juillet 2007, Manila Hotel
61. *Expert, conférence sur les litiges en matière de défense pour l'Asie du Sud-Est*, Université de Hong Kong, Programme in Comparative Media Law and Policy, Oxford University, Southeast Asian Press Alliance, 21 au 23 mai, Hong Kong
62. *Modérateur, Human Rights Dialogue: Death Penalty and Restorative Justice*, parrainé par l'Union européenne et la Commission des droits de l'homme, Cebu, 30 novembre 2005 ; Davao, 3 décembre 2005 ; Manille, 6 décembre 2005
63. *Facilitateur, 1st European Union and Philippine Partners Dialogue*, 1^{er} et 2 décembre 2005, Manille
64. *Tuteur, équipe de la faculté de droit de l'Université des Philippines, épreuves internationales de la Philip Jessup Moot Court Competition, Washington DC (États-Unis), 26 avril au 2 mai 2006 (n° 1, épreuves générales ; Quart de finaliste, tours avancés ; Alona Ever Prize for Best Memorial)*

65. *Tuteur, équipe de la faculté de droit de l'Université des Philippines, 3rd Hong Kong IHL Moot Court Competition (équipe championne, équipe finaliste, meilleur orateur, meilleur orateur finaliste)*, Hong Kong, 11 et 12 mars 2005
66. *Tuteur, équipe de la faculté de droit de l'Université des Philippines, édition de 2004 du Concours Jean Pictet* (droit international humanitaire) (gagnant de session de débats en anglais) Mejanne le Clapp (France), avril 2004
67. *Tuteur, équipe de la faculté de droit de l'Université des Philippines, 2nd and 3rd Hong Kong IHL Moot Court Competition*, Hong Kong, février 2004 et février 2005
68. *Délibérant, « Our Quality of Life: The Peoples View »*, Kilosbayan et faculté de droit de l'Université des Philippines, Diliman, Quezon, 14 janvier 2005
69. *Modérateur, First Asian Victims Seminar on the International Criminal Court (ICC), avec la participation du juge Erkki Kourula*, Diliman, Quezon, 26 février 2004
70. *Délibérant, Public Lecture on Justice, Human Rights and Executive Relations*, parrainé par la faculté de droit de l'Université des Philippines, en partenariat avec le Center for Leadership, Citizenship and Democracy (CLCD) de la faculté nationale d'administration publique et de gouvernance de l'Université des Philippines (U.P. NCPAG), 20 février 2004, Malcolm Theater, faculté de droit de l'Université des Philippines, Diliman, Quezon
71. *Rapporteur de groupe de travail, « Regional Asian and Pacific Expert Seminar on "Improving Compliance with International Humanitarian law" »*, parrainé par le CICR, Kuala Lumpur (Malaisie), 9 et 10 juin 2003
72. *Modérateur, « The Proposed Draft Bill for a "Philippine Statute on Crimes Against International Humanitarian Law" »*, forum parrainé par la délégation philippine du Comité international de la Croix-Rouge, 21 février 2003, New World Hotel, Makati, Grand Manille
73. *Tuteur, équipe de la faculté de droit de l'Université des Philippines, Jessup Moot Court Competition*, 19 février 2005, Manille
74. *Représentant d'ONG, groupe de travail informel sur le crime d'agression*, Assemblée des États parties, Cour pénale internationale

Organisations professionnelles et civiles

1. Président, White Plains Home Owners Association, 2010-2013
2. Président fondateur, Center for International Law (depuis 2005) (ONG cherchant à promouvoir le caractère contraignant du droit international dans le système juridique philippin et à utiliser les recours internationaux existants pour faire respecter et appliquer les droits de la personne et le droit humanitaire international ; (<https://www.centerlaw.org>))
3. Président fondateur, Onesimo Foundation, Inc. (1996-2007) (ONG apportant son soutien aux jeunes des villes nécessiteux et contribuant à leur réadaptation ; (<http://www.onesimo.ch>))
4. Coordinateur, Asian Humanitarian Law Forum
5. Président, Universal Jurisdiction project, Centre juridique de l'Université des Philippines
6. Trésorier, Société philippine de droit international humanitaire

7. Membre, Barreau pénal international
8. Membre, Comité du droit international humanitaire, Croix-Rouge nationale philippine
9. Membre, comité technique interinstitutions sur le projet de convention de l'UNESCO relatif aux objets culturels sous-marins, Ministère des affaires étrangères (représentant de l'Université des Philippines), 2001
10. Conseiller, Groupe d'experts philippin, consultations bilatérales entre les Philippines et l'Indonésie sur les questions maritimes et océaniques, Ministère des affaires étrangères, Manille
11. Membre, Extended Continental Shelf Project, ILS et Centre juridique de l'Université des Philippines
12. Membre, British Alumni Association, division des Philippines
13. Membre, comité interinstitutions sur les différends territoriaux avec la Malaisie, Ministère des affaires étrangères, Manille (représentation du comité des affaires étrangères, Chambre des représentants, huitième congrès des Philippines)

Rayonnement

Plus de mille (1 000) interventions à la télévision et à la radio sur des questions de droit international et politique. Cité par le *Time*, CNN, Al Jazeera, le *Financial Times*, le *New York Times*, Reuters, l'Agence France-Presse et l'Associated Press.

Animateur, Usapang De Campanilla (DZMM TeleRadyo), juin 2016 à octobre 2017.

Animateur, Konektado (DZMM TeleRadyo), juillet 2017 à octobre 2018.

Informations personnelles : né le 21 octobre 1966 à Manille.

Juan José Ruda Santolaria (Pérou)

[Original : anglais et espagnol]

Le professeur Ruda est titulaire d'un diplôme en droit de la Pontificia Universidad Católica del Perú (PUCP) (Université catholique pontificale du Pérou) et d'un doctorat de l'Université de Deusto (Bilbao, Espagne). Il est actuellement membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies (2017-2021), premier juge suppléant pour le Pérou à la Cour de justice de la Communauté andine, membre de l'Institut hispano-luso-américain de droit international et membre à vie de l'Association du barreau interaméricain.

Le professeur Ruda est actuellement Conseiller juridique principal du Ministre des affaires étrangères du Pérou. Il a également été Secrétaire du Comité consultatif *ad hoc* du Ministère des affaires étrangères du Pérou sur le processus de délimitation maritime avec le Chili et membre de la délégation du Pérou devant la Cour internationale de Justice (La Haye) dans le cadre de ce processus. Il a été décoré des plus hautes distinctions du Pérou pour sa participation exceptionnelle au processus devant la Cour internationale de Justice concernant la délimitation maritime entre le Pérou et le Chili.

En outre, le professeur Ruda est professeur principal au département de droit de la PUCP et a été conférencier dans diverses instances internationales. Il est l'auteur de plusieurs publications dans le domaine du droit international, dont l'article *Vatican and the Holy See* de la série Oxford Bibliographies in International Law, publié par Oxford University Press, et le livre *Los Sujetos de Derecho Internacional : El caso de la Iglesia Católica y del Estado de la Ciudad del Vaticano*, publié par la PUCP. En outre, le professeur Ruda a enregistré des conférences pour la Médiathèque de droit international des Nations Unies.

Conseiller juridique principal du Ministère des affaires étrangères du Pérou depuis 2007 et membre de la Cour permanente d'arbitrage, également depuis 2007, ainsi que membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies pour la période 2017-2021. Il est également Coprésident du groupe d'étude sur « l'élévation du niveau de la mer au regard du droit international ».

Il est en outre professeur de droit international public à la Pontificia Universidad Católica del Perú et a été Directeur de l'Instituto de Estudios Internacionales (Institut d'études internationales) de ce même établissement de 2006 à 2009.

I. Études réalisées

- Doctorat de l'Université de Deusto (Bilbao, Espagne)
- Diplôme espagnol de premier cycle en droit obtenu par équivalence
- Licence en droit et avocat par la Pontificia Universidad Católica del Perú (PUCP, Lima)
- Diplômé du collège jésuite de La Inmaculada (Lima), où il a suivi des études primaires et secondaires

II. Activités professionnelles et universitaires récentes

- Conseiller au Bureau ministériel (depuis septembre 2017)
- Conseiller juridique du Cabinet spécialisé affecté au Bureau ministériel, Ministère des affaires étrangères du Pérou (depuis janvier 2011)

- Conseiller juridique du Ministère des affaires étrangères du Pérou (de juin 2007 à janvier 2011)
- Secrétaire de la Commission consultative *ad hoc* du Ministère des affaires étrangères du Pérou sur la délimitation maritime avec le Chili (de 2007 à 2014)
- Membre de la délégation du Pérou auprès de la Cour internationale de Justice (La Haye) dans le cadre du processus de délimitation maritime avec le Chili
- Membre de la Cour permanente d'arbitrage (La Haye)
- Membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies (mandat 2017-2022). Il est également Coprésident du groupe d'étude sur « l'élévation du niveau de la mer au regard du droit international », point inscrit à l'ordre du jour de la Commission en 2019
- Premier juge suppléant du Pérou à la Cour de justice de la Communauté andine
- Membre de l'Ilustre *Colegio de Abogados* (ordre des avocats) de Lima, et ancien membre de sa commission de droit international
- Membre de l'Institut hispano-luso-philippino- américain de droit international (IHLADI)
- Membre en titre de l'Academia Interamericana de Derecho Internacional (siège de Lima).
- Membre à vie de la Fédération interaméricaine des avocats
- Membre associé de la Sociedad Peruana de Derecho Internacional
- Membre du Consorcio Latinoamericano de Libertad Religiosa
- Sous-Directeur (février 2001-août 2006) et Directeur (août 2006-février 2009) de l'Instituto de Estudios Internacionales de la Pontificia Universidad Católica del Perú (PUCP)
- Membre en titre de la section d'histoire et d'art de l'Instituto Riva-Agüero (Escuela de Altos Estudios de la PUCP), et membre de son conseil exécutif (1998-2001), en qualité de coordonnateur des relations extérieures
- Membre du Seminario Interdisciplinar de Estudios Religiosos de la PUCP
- Professeur principal au département de droit de la PUCP, à la faculté de droit de laquelle il dirige la chaire « Questions de droit international ». A également enseigné à la PUCP le droit international public, à la faculté de droit et dans le cadre du programme de maîtrise en sciences politiques (mention relations internationales), le processus d'intégration et un séminaire de mémoire ainsi que des modules de droit international public approfondi et de règlement des différends dans le cadre du programme de maîtrise en droit international économique
- Ancien professeur à l'Academia Diplomática del Perú (Questions de droit international et modules sur le règlement des différends et le droit de la mer), à la faculté de droit de l'Universidad Peruana de Ciencias Aplicadas (UPC), et à l'Instituto de Gobierno de l'Universidad de San Martín de Porres (Lima)
- En outre, en dehors du Pérou, a donné des cours et des séminaires à l'Universidad San Pablo CEU (Madrid), à l'Universidad de Alcalá de Henares (Madrid), à l'Universitat Pompeu Fabra et l'Universitat Autònoma de Barcelona (Barcelone, Espagne), à l'Universidad de Deusto (Bilbao, Espagne), à l'Universidad Iberoamericana (Mexico), à l'Universidad Adolfo Ibáñez (Viña del Mar, Chili), à l'Universidad Católica de Valparaíso (Valparaíso, Chili), à

l'Université de Santiago du Chili (Santiago) et à l'Université pontificale Javeriana (Bogotá), ainsi qu'à l'École diplomatique de Madrid et à l'Académie diplomatique de Vienne, entre autres établissements)

III. Distinctions et récompenses décernées

- Distinctions décernées par la République du Pérou :
 - Grade de grand-croix de l'Ordre du soleil du Pérou (2015) ;
 - Grade de grand-croix de l'Ordre du mérite pour services distingués (2011) ; et
 - Grade de grand-croix de l'Ordre du mérite du service diplomatique du Pérou José Gregorio Paz Soldán (2015).
 - Croix de grand-officier de l'Ordre du mérite naval du Pérou (2014) ;
 - Grade de commandeur de l'Ordre militaire d'Ayacucho (2014) ;
- Distinctions décernées par le Royaume d'Espagne :
 - Croix d'officier de l'Ordre du mérite civil (2001).
- Autres distinctions :
 - Médaille d'honneur Padre Jorge Dintilhac (2014) remise par la Pontificia Universidad Católica del Perú ; et
 - Mention d'ancien élève distingué (2014), décernée par l'Asociación de Egresados y Graduados (association des diplômés) de la Pontificia Universidad Católica del Perú.
- Récompenses décernées par :
 - Le *Colegio de Abogados* (ordre des avocats) d'Arequipa (Pérou) (2014) ;
 - La municipalité de San Isidro (Lima, 2014) ; et
 - L'*Asamblea Nacional de Rectores del Perú* (Assemblée nationale des recteurs du Pérou) (2014).

IV. Exposés et communications lors de congrès internationaux

- Conférences au Conseil supérieur de la recherche scientifique (Madrid), à l'Académie diplomatique autrichienne – programme de spécialisation à l'intention d'experts en relations internationales (Vienne), au Circolo di Roma, à l'Università degli studi Roma Tre, et à l'ambassade du Pérou près le Saint-Siège (Rome), ainsi qu'à l'Universidad de Deusto et à l'Ilustre Colegio de Abogados del Señorío de Vizcaya (Bilbao, Espagne)
- Membre du Comité organisateur du deuxième Sommet des entreprises d'Amérique latine, des Caraïbes et de l'Union européenne (ALC-UE) qui s'est tenu à Lima, en mai 2008, et organisé par la Confédération nationale des institutions privées d'entreprises du Pérou (CONFIEP). Dans le cadre de cette activité, il a également pris une part active au groupe de travail qui a rédigé le document final soumis à l'examen des chefs d'État et de gouvernement participant au cinquième sommet ALC-UE en mai 2008
- Participation au deuxième Forum européen de la conférence Fort Copacabana, Coopération UE-Amérique latine en matière de sécurité et de défense : la responsabilité de protéger et les missions internationales de paix, qui s'est tenu à Paris, en juin 2009, et qui était organisé par la Chaire Mercosur de Sciences Po et l'Institut d'études de sécurité

- Participation à la sixième réunion conjointe du Comité juridique interaméricain de l'Organisation des États américains (OEA), avec les conseillers ou consultants juridiques des États membres de ladite organisation, qui a eu lieu à Rio de Janeiro, en octobre 2016
- Participation à la réunion des négociateurs sur les accords et les différends en matière d'investissement, qui s'est tenue à Buenos Aires, en Argentine, les 14 et 15 septembre 2017, et organisée conjointement par le ministère des Affaires étrangères et du culte de la République argentine et l'Institut international du développement durable
- Participation à la septième Réunion conjointe du Comité juridique interaméricain, de l'Organisation des États américains (OEA), avec les conseillers ou consultants juridiques des États membres de ladite organisation, qui a eu lieu à Rio de Janeiro, les 15 et 16 août 2018
- Participation à des manifestations sur « l'élévation du niveau de la mer au regard du droit international », organisées au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York en octobre 2018 et octobre 2019, sous le parrainage des missions diplomatiques auprès de cette Organisation du Pérou, du Portugal, de la Roumanie, de la Turquie, de la Nouvelle-Zélande et des États insulaires en développement
- Participation au colloque marquant le soixante-dixième anniversaire intitulé « Le rôle et les contributions de la Commission du droit international au développement du droit international dans les 70 années passées et à venir : codification, développement progressif ou les deux ? », organisé sous l'égide de la Florida International University (FIU), à Miami, du 26 au 27 octobre 2018
- Participation à la deuxième réunion mondiale des sociétés de droit international, tenue à La Haye les 2 et 3 septembre 2019
- Participation à la table ronde informelle sur l'élévation du niveau de la mer et le droit de la mer avec des membres de la Commission du droit international, organisée par le Centre de droit international de l'Université nationale de Singapour (NUS), qui s'est tenue à Singapour, République de Singapour, les 14 et 15 novembre 2019, et où sont également intervenus des experts et des représentants gouvernementaux du Cambodge, de l'Indonésie, du Myanmar, des Philippines, de Singapour, de la Thaïlande et du Vietnam

V. Conférences et cours dispensés

- A donné diverses conférences dans des pays d'Amérique et d'Europe
- Professeur à la trente-troisième session du programme extérieur de l'Académie de droit international de La Haye, tenue à Lima en décembre 2005
- Professeur du stage annuel sur le droit international organisé par le Comité juridique interaméricain de l'Organisation des États américains, tenu à Rio de Janeiro (Brésil), en août 2008
- Professeur du cours intitulé « Tendencias Actuales en el Derecho Internacional : Programa Regional de Desarrollo de Capacidades para la Promoción del Derecho Internacional », organisé à Lima en juillet 2009 par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) et l'Academia Diplomática del Perú, sous les auspices du Ministère des affaires étrangères et de la coopération d'Espagne
- Conférences pour la Médiathèque de droit international des Nations Unies sur « Le principe de l'*uti possidetis iuris* », « Le Saint-Siège et l'État du Vatican à

la lumière du droit international » et « Considérations sur les organisations internationales et les instances ou groupes au niveau international : importance de la personnalité juridique internationale » (2018 et 2019)

- Présentation enregistrée pour Enlace de Derecho, de la faculté de droit de la Pontificia Universidad Católica del Perú, d'une « Introduction au droit international public » (2019)

VI. Ouvrages

- Auteur du livre *Los Sujetos de Derecho Internacional : El Caso de la Iglesia Católica y del Estado de la Ciudad del Vaticano*, Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú/Fondo Editorial, Instituto de Estudios Internacionales, 1995.

VII. Chapitres d'ouvrage

- Coauteur y coéditeur du livre *Cincuenta años de la Declaración Universal de Derechos Humanos*, Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú/Fondo Editorial, Instituto de Estudios Internacionales, Instituto Riva-Agüero, 1999
- Auteur de l'article intitulé : « Relaciones Iglesia-Estado : Reflexiones sobre su marco jurídico », in M. Marzal, C. Romero et J. Sánchez (dir.), *La Religión en el Perú al filo del milenio* (ouvrage collectif), Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú/Fondo Editorial, Seminario Interdisciplinar de Estudios Religiosos, 2000
- Auteur de l'article intitulé : « Reflexiones sobre el Acuerdo Peruano-Ecuatoriano de 1998 a propósito de la demarcación de la frontera terrestre común », in S. Namihas (dir.), *El Proceso de Conversaciones para la Solución del Diferendo Peruano-Ecuatoriano* (ouvrage collectif), Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú/Fondo Editorial, Instituto de Estudios Internacionales, Instituto Riva-Agüero, 2000
- Auteur de l'article intitulé : « Las relaciones del Perú con la Santa Sede: Una presentación de los aspectos mas significativos hasta la misión de Bartolomé Herrera », dans *Libro Homenaje a Félix Denegri Luna*, Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú/Fondo Editorial, 2000
- Auteur de l'article intitulé : « Una mirada al Oriente siguiendo las impresiones de Riva-Agüero », dans *Libro Homenaje a José Agustín de la Puente y Candamo*, Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú / Fondo Editorial, 2002
- Auteur de l'article intitulé : « Algunas reflexiones sobre las relaciones del Perú con la Santa Sede después de 1870 », dans *Libro Homenaje a Don José Giménez y Martínez de Carvajal*, Madrid, Universidad San Pablo CEU, 2003
- Auteur de l'article intitulé : « El Derecho Internacional Humanitario y el Derecho Internacional de los Derechos Humanos », dans NOVAK, Fabián (Coordonnateur) : *Derecho Internacional Humanitario* (ouvrage collectif), Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú/Fondo Editorial, Instituto de Estudios Internacionales, 2003
- Auteur de l'article intitulé : « Breves impresiones sobre la actuación pública de Basadre a la luz del Archivo del Ministerio de Relaciones Exteriores », dans *Libro Homenaje a Jorge Basadre*, Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú – Instituto Riva-Aguero, Universidad del Pacífico, Instituto Cultural Peruano Norteamericano, 2005
- Auteur de l'article intitulé : « Algunas reflexiones en materia de asilo », repris dans le livre intitulé *Asilo, Refugio y Desplazamiento Interno : Comentarios a*

la nueva legislación peruana publié par l'Institut de Estudios Internacionales de la Pontificia Universidad Católica del Perú et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Lima, 2006

- Auteur de l'article intitulé : « Una mirada al tratamiento de la libertad religiosa en el sistema interamericano de protección de los derechos humanos », dans NAVARRO FLORIA, Juan G. (Coordonnateur) : Estado, Derecho y Religión en América Latina, Buenos Aires, Marcial Pons Argentina, 2009
- Auteur de l'article intitulé « La protección de la libertad religiosa en la Convención Americana sobre Derechos Humanos » (« La protezione della libertà religiosa nella Convenzione americana dei diritti dell'uomo »), in NAVARRO FLORIA, Juan G. et Daniela MILANI (éditeurs) : Diritto e religione in America Latina, Bologna, Istituto Italo-Latinoamericano (IILA), Società editrice il Mulino, Consorcio Latinoamericano de Libertad Religiosa, 2010

VIII. COLLABORATIONS À DES PUBLICATIONS NUMÉRIQUES

- Ruda Santolaria, Juan José : « Vatican and the Holy See », dans *Oxford Bibliographies in International Law*. Ed. Anthony Carty. New York : Oxford University Press, 2016

IX. Articles de revue

- Auteur de l'article intitulé : – « La Iglesia Católica y el Estado Vaticano como Sujetos de Derecho Internacional », in Archivum Historiae Pontificiae, Rome, Pontificia Universidad Gregoriana », n° 35, 1997
- Auteur de l'article intitulé « Algunas reflexiones a propósito de la Ciudadanía de la Unión Europea », dans Agenda Internacional, Revista del Instituto de Estudios Internacionales (IDEI) de la Pontificia Universidad Católica del Perú, Lima, n° 10, janvier-juin 1998
- Auteur de l'article intitulé « Algunas reflexiones en materia de nacionalidad », dans *Ius et Veritas*, revue d'étudiants de la Faculté de droit de la Pontificia Universidad Católica del Perú, Lima, n° 17, 1998
- Auteur de l'article intitulé « Algunas reflexiones sobre la actuación de la Santa Sede en la solución de controversias internacionales », dans Revista de Conflictología. Un outil pour la paix, Barcelone, Edimurtra, n° 1, avril 2000.
- Auteur de l'article intitulé « Las Relaciones entre la Iglesia y el Estado a la luz de las Constituciones peruanas del siglo XIX », dans Revista de Estudios Histórico-Jurídicos, Valparaíso, Universidad Católica de Valparaíso, n° XXIV, 2002
- Auteur de l'article intitulé « Algunas consideraciones sobre la historia de las relaciones del Perú con la Santa Sede », dans Revista Peruana de Derecho Internacional, Lima, Sociedad Peruana de Derecho Internacional, janvier-avril 2003, n° 121 (commémorant le cent-cinquantième anniversaire des relations du Pérou avec le Saint-Siège)
- Auteur de l'article intitulé « Conflictos, solución de controversias y fenómeno religioso : Algunas reflexiones en voz alta », publié dans *Anales de Derecho UC – Actas del IV Coloquio del Consorcio Latinoamericano de Libertad Religiosa*, Santiago du Chili, 1^{re} édition, Pontificia Universidad Católica de Chile, 2005
- Auteur de l'article intitulé « Estado Vaticano : Breves Reflexiones en la perspectiva de sus 75 años de existencia », dans *Ius Inter Gentes*, revue

d'étudiants de la Faculté de droit de la Pontificia Universidad Católica del Perú, Lima, 2005, n° 2

- Auteur de l'article intitulé « Reflexiones en torno a la V Cumbre ALC-UE », dans Chasqui, el correo del Perú – Boletín Cultural del Ministerio de Relaciones Exteriores del Perú, Lima, n° 12, mai 2008
- Auteur de l'article « El Acuerdo entre la Santa Sede y la República del Perú », dans *Revista General de Derecho Canónico y Derecho Eclesiástico del Estado*, Madrid, Iustel, janvier 2010, n° 22, Section monographique : Las relaciones concordadas entre la Santa Sede y los países latinoamericanos

X. Travaux de recherche publiés

- RUDA, Juan José y NOVAK, Fabián : « El tráfico ilícito de drogas en el Perú : Una aproximación internacional ». Ce texte a été publié dans SALAMANCA, Manuel Ernesto (Coordonnateur) : *Las prácticas de la resolución de conflictos en América Latina*, ouvrage collectif de l'Université de Deusto, Bilbao, 2007 ; ainsi que dans un document de travail de l'Instituto de Estudios Internacionales de la Pontificia Universidad Católica del Perú, Lima, 2008, et dans le cadre de l'ouvrage collectif « El mapa del narcotráfico en el Perú », Lima, Instituto de Estudios Internacionales (IDEI) de la Pontificia Universidad Católica del Perú, 2009
- RUDA, Juan José : « Algunas reflexiones en torno al lavado de dinero », texte publié comme document de travail de l'Instituto de Estudios Internacionales de la Pontificia Universidad Católica del Perú, Lima, 2009

XI. Renseignements personnels

Date et lieu de naissance : le 6 juin 1965 à Lima (Pérou)

Alioune Sall (Sénégal)

[Original : anglais et français]

Formation et activités universitaires

- 2012** Professeur d'université, titre décerné par le Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES)
- 2009-2012** Professeur invité à l'Université de Bordeaux (France)
- Depuis 2010** Professeur invité à l'Université du Havre (France)
- 2007** Agrégé de droit public et de sciences politiques (reçu premier au concours d'agrégation organisé à Libreville)
- 1996** Docteur en droit (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)
- 1991** Admis au barreau du Sénégal (reçu premier au concours du barreau)
- 1991** Licence de lettres (Université de la Sorbonne) (France)
- 1988** Admis au barreau de Paris (France)
- 1989** Titulaire du certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA), délivré par le Centre de formation professionnelle d'avocats (CRFPA) de Paris

Expérience judiciaire

- 2014-2018** Juge à la Cour de justice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) (premier parmi tous les candidats de différents pays après un entretien avec les membres du Conseil judiciaire de la CEDEAO, qui se compose des présidents des cours suprêmes des États membres)
- 2013** Agent et conseil de l'État du Sénégal devant la Cour de justice de la CEDEAO (dans l'affaire *Hissène Habré c. État du Sénégal*)
- 2010** Conseil de l'État du Sénégal devant la Cour de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) (dans l'affaire *Commission c. État du Sénégal*)
- 2009** Conseil de l'État du Sénégal devant la Cour internationale de justice à La Haye (dans l'affaire *Belgique c. Sénégal*)
- 1999-2010** Conseil à la Cour, cabinet Gning, avenue Lamine Gueye, Dakar
- 1992** Conseil, cabinet de M^e B. Wade, avenue Albert Sarraut, Dakar
- 1993-1995** Conseil, cabinet de M^e Mireille Mahe, avocate au Barreau de Paris, 83, avenue Foch, Paris
- Spécialités : droit des affaires, droit bancaire, droit social
- 1988-1989** Avocat stagiaire, cabinet de M^e Mireille Mahe, avocate au Barreau de Paris
- Stage au Tribunal de première Instance de Paris et à la Maison d'arrêt de Fleury-Mérogis (France)
- Inscrit sur la liste des conseils devant la Cour pénale internationale (CPI) (procédure en cours, règle 22 du Règlement de procédure et de preuve et norme 67 du Règlement de la Cour)

Inscrit sur la liste des conseils devant la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (en cours)

Expérience d'enseignant et de formateur

a) Enseignement universitaire

- Depuis 2012** Enseignement du droit international à la Chaire UNESCO de l'Université d'Abomey Calavi à Cotonou (Bénin)
- Depuis 2011** Enseignement du droit international à l'Université catholique d'Afrique de l'Ouest, antenne d'Abidjan (Côte d'Ivoire)
- Depuis 2020** Enseignement du droit international à l'Institut du droit et de la paix de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal)
- Depuis 2012** Enseignement du droit international à l'Université Gaston Berger de Saint Louis (Sénégal)
- Depuis 2010** Enseignement du droit international à l'Université de Lomé (Togo)

b) Formations juridiques

- Avril 2017** Formation d'avocats au Burkina Faso sur le thème : « La responsabilité des États dans les violations des droits humains commises sur leur territoire : le rôle de l'avocat »
- Juin 2016** Séminaire de formation sur la procédure de plainte en matière de violations des droits humains, organisé par la Cour de justice de la CEDEAO à l'intention des avocats et magistrats du Mali et de Bamako
- Mars 2015** Séminaire de formation sur la qualité pour agir des requérants devant les juridictions compétentes en matière de droits de l'homme, en collaboration avec les autorités judiciaires de Guinée Bissau à Bissau

Communications présentées lors de colloques récents

« La Cour de justice de la CEDEAO et son rôle dans l'intégration ouest-africaine », conférence internationale organisée par la Cour de justice de la CEDEAO à Accra du 21 au 24 octobre 2019

« La Cour de justice de la CEDEAO », communication présentée au Colloque sur les juridictions internationales, régionales et sous-régionales en Afrique à l'Unité de recherche en droit international, juridictions internationales et droit constitutionnel, Faculté des sciences judiciaires, politiques et sociales de Tunisie, à Tunis les 24 et 25 octobre 2019

« Les défis que connaissent les juridictions hybrides en Afrique », communication présentée à un colloque organisé par Open Society et CODESIRIA en février 2018

« Présentation des conséquences des réformes de la Cour de justice de la CEDEAO », colloque organisé par OSIWA Dakar (Sénégal) à Dakar en décembre 2017

« Réflexions sur la qualité pour agir des requérants devant la Cour de justice de la CEDEAO », conférence internationale organisée par la Cour de justice de la CEDEAO à Bissau en mars 2015

« Collaboration entre les juridictions régionales et nationales africaines : renvois », réunion interjuridictions à Dakar, organisée par la Cour de l'UEMOA à Dakar en mars 2010

Publications

Disputes on Human Rights Violation before the ECOWAS Court of Justice, L'Harmattan, 2019

La justice de l'intégration : Réflexions sur les institutions judiciaires de la CEDEAO et de l'UEMOA, L'Harmattan (2^e éd.), 2018

Les relations extérieures de la CEDEAO, L'Harmattan, 2017

L'émotion et la raison : L'Afrique face à la justice internationale, L'Harmattan 2020

Appartenance à des entités et jurys

- | | |
|---------------------|---|
| 2019 | Membre de la Commission cellulaire de la Commission politique du dialogue national (4 personnalités indépendantes et consensuelles choisies par les différents partis de coalition) |
| 2015 et 2017 | Membre du jury du concours d'agrégation de droit public organisé par le Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur |
| 2013 | Membre du Groupe de travail sur les lois fondamentales régissant le Parlement de l'UEMOA |
| 2012 | Membre du jury du concours d'entrée au Centre de formation judiciaire (CFJ) du Sénégal |
| 2009 | Membre du jury du concours d'accès au corps des Inspecteurs généraux d'État (IGE) du Sénégal |
| 2007 | Membre du jury du concours d'entrée à l'École nationale d'administration et de magistrature (ENAM) |
| 1989-1991 | Membre du jury d'un concours organisé par le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) en Île-de-France |

Langues parfaitement maîtrisées

- Français
- Anglais (critère de sélection des juges à la CEDEAO et langue de travail et de rédaction des décisions de la Cour)

Louis Savadogo (Burkina Faso)

Louis SAVADOGO

Candidat du Burkina Faso à l'élection des membres de la Commission du droit international en 2021, approuvé par l'Union africaine

Maître de conférence à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Juriste au Greffe du Tribunal international du droit de la mer

Louis Savadogo, dont la candidature à l'élection des membres de la Commission du droit international a été approuvée par l'Union africaine, est titulaire d'un doctorat et d'une habilitation à diriger des travaux de recherche décernée par l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il a reçu le prix André Isoré de la Chancellerie des universités de Paris pour sa thèse de doctorat. Il a également reçu la médaille et le prix de l'Académie de marine, de France. M. Savadogo est donc à la fois un universitaire et un praticien du droit.

Il est maître de conférence à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et à l'Université de Cergy-Pontoise, ainsi que juriste au Tribunal international du droit de la mer. Il enseigne le droit public, en particulier le droit international public. Il appuie ses travaux de recherche et sa doctrine sur l'expérience acquise dans le cadre de son travail au Tribunal. Son approche est analytique et axée sur l'examen des règles en vigueur, tout en tenant compte de préoccupations pratiques : diffusion et sensibilisation à l'état d'avancement du droit dans des domaines particuliers et facilitation de la tâche des utilisateurs. Cette démarche a deux caractéristiques : un souci constant de rigueur scientifique et un réalisme allant au-delà des notions abstraites. Le contenu de sa doctrine vise à atteindre un équilibre entre les travaux de recherche portant sur le droit international public, principalement sur le droit de la mer, et la volonté de couvrir d'autres domaines du droit public.

Outre des articles publiés dans des revues juridiques faisant autorité, M. Savadogo a élaboré un certain nombre d'études et de rapports pour le Tribunal traitant de questions de fond et de procédure. Sa démarche est celle du praticien, et son objectif est concret. Le souci de l'abstraction et de la systématisation de sa démarche met celle-ci en accord avec sa doctrine. Dans cette perspective, la pratique n'est pas seulement un complément à l'activité universitaire, elle en est la condition fondamentale. Entre autres activités judiciaires, il a participé aux délibérations du Tribunal, élaboré des décisions judiciaires, en partie ou dans leur intégralité, et représenté le Tribunal à des conférences internationales.

Formation

- **Doctorat en droit public.** Thèse : *Essai sur une théorie générale des États sans littoral*, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, mention très honorable, félicitations du jury. Proposition pour un prix de thèse (1992). Prix de thèse de la Chancellerie des universités de Paris (Prix André Isoré, en 1993). Édition commerciale publiée par la Librairie générale de droit et de jurisprudence (LGDJ). Médaille et prix de l'Académie de marine (1997).
- **Habilitation à diriger des recherches**, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 1992.
- **Diplôme d'études approfondies (DEA).** Études politiques, Université Paris 2 Panthéon-Assas, Institut d'études politiques, 1986.
- **Licence**, Lettres et civilisation étrangères (espagnol), Université Paris X Nanterre, 1992.

Travaux universitaires

Ouvrages

- *Essai sur une théorie générale des États sans littoral*, version éditoriale de la thèse, Paris, LGDJ, Bibliothèque de droit international et communautaire, tome n° 111, décembre 1997, 389 p. Préface de Monsieur le Professeur L. Lucchini. Prix André Isoré (1992) de la Chancellerie des universités de Paris, Prix et médaille de l'Académie de marine (1998).
- *Traité du droit de la mer*, ouvrage collectif sous la direction de M. Forteau et A. Pellet, Paris, Pedone, 2017, p. 867-890 (chapitre 8 : « États géographiquement désavantagés et États sans littoral »).
- *Droit du contentieux international*, collection Gualino, Lextenso (à paraître en 2021).
- L. Savadogo et M. Kamga (éd.), *Mélanges offerts au Juge Tafsir Malick Ndiaye*, Leiden, Brill (à paraître en 2021).

Articles, études ou communications lors de colloques ou de conférences

- « Bibliographie systématique des ouvrages et articles relatifs au droit international public publiés en langue française », sous la direction de Madame G. Guyomar, *Annuaire français de droit international*, 1988, 1989.
- « Le Traité relatif à l'harmonisation du droit des affaires en Afrique (17 octobre 1993) », *Annuaire français de droit international*, 1994, p. 823-847.
- « L'accession des noirs à l'administration des grandes villes aux États-Unis », *Revue du droit public*, 1995, p. 625-860.
- « Les régimes internationaux de l'utilisation des ressources minérales de la mer Caspienne », *Annuaire du droit de la mer*, 1997, p. 265-308.
- « Le contentieux entre la Grèce et la Macédoine au sujet de l'appellation "Macédoine" », *Revue de droit international et de droit comparé*, 1997, p. 248-297.
- « L'accord entre la Croatie et la Bosnie-Herzégovine du 22 novembre 1998 : la logique de la réciprocité en matière de transit d'un État sans accès utile à la mer », *Annuaire du droit de la mer*, 1998, p. 119-133.
- « La renaissance de la procédure des demandes reconventionnelles dans la jurisprudence de la Cour internationale de Justice », *Revue belge de droit international*, 1999, p. 237-270.
- « Case concerning *Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Uganda)*: The Court's provisional measures Order of 1 July 2001 », *British Yearbook of International Law*, 2001, p. 357-380.
- « Le paragraphe 3 des articles 74 et 83 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer : une contribution à l'accord sur les arrangements provisoires relatifs à la délimitation de la frontière maritime entre la Tunisie et l'Algérie », *Annuaire du droit de la mer*, 2002, p. 239-248.
- « La Convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique (2 novembre 2001) », *Revue générale de droit international public*, 2003, p. 31-71.
- « Entre terre et mer : la protection du milieu marin de la mer Caspienne », *Annuaire du droit de la mer*, 2003, p. 221-247.

- « Le recours des juridictions internationales à des experts », *Annuaire français de droit international*, 2004, p. 231-258.
- « Quelques observations sur le Conseil des ministres franco-allemand », *Revue française de droit constitutionnel*, 2006, p. 571-583.
- « Les navires battant pavillon d'une organisation internationale », *Annuaire français de droit international*, 2007, p. 640-671.
- « ECOWAS », dans *Max Planck Encyclopaedia of Public International Law* (MPEPIL), Oxford University Press.
- « The Economic Community of Central African States », dans *Max Planck Encyclopaedia of Public International Law* (MPEPIL), Oxford University Press.
- « La Charte africaine des transports maritimes : principes, règles et techniques », dans T. M. Ndiaye et R. Wolfrum (éd.), *Law of the Sea, Environmental Law and Settlement of Disputes: Liber Amicorum Judge Thomas A. Mensah*, Leiden/Boston, Martinus Nijhoff Publishers, 2007, p. 545-552.
- « L'accord intérimaire établissant la Commission du courant du Benguela », dans *Droit, Liberté, Paix, Développement, Mélanges en l'honneur de Majid Benchikh*, Paris, Pedone, 2011, p. 345-349.
- « Le régime international des câbles sous-marins », *Journal du droit international* dit Clunet, 2013, p. 45-82.
- « La sécurité des routes maritimes », dans *Nouvelles routes maritimes*, colloque de la faculté de droit de l'Université de Nantes (Centre de droit maritime et océanique), Paris, Pedone, 2016, p. 195-212.
- « Déni de justice et responsabilité de l'État pour les actes de ses juridictions », *Journal de droit international* dit Clunet, 2016, p. 827-876.
- « La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer : charte pour une gouvernance des mers et des océans », *L'Observateur des Nations Unies*, 2018, 14 p.
- « Les incidents liés à la composition de la cour ou du tribunal dans le procès international », *Annuaire canadien de droit international*, 2017, p. 1-67.
- « Incidences juridiques de la hausse du niveau des mers consécutive aux changements climatiques », *German Yearbook of International Law*, 28 p. (à paraître).

Pavel Šturma (Tchéquie)

Professeur, Docteur en droit, Docteur ès sciences

Né le 21 juillet 1963 à Prague

Formation et compétence

Depuis 2002	Professeur de droit international (nommé par le Président de la République tchèque)
2001	Obtention du doctorat ès sciences (sujet de thèse : « Cour pénale internationale et poursuite des auteurs de crimes au regard du droit international »)
1990-1991	Institut des Hautes Études Internationales, Université de Paris 2 Certificat de Recherches Approfondies
1986-1989	Études de troisième cycle (recherche), Institut de droit de l'Académie tchécoslovaque des sciences, Prague Sujet de la thèse de doctorat : « La responsabilité internationale pour les conséquences préjudiciables des activités non interdites par le droit international » 1990 – Obtention du doctorat
1986-1992	Faculté de philosophie, Université Charles de Prague Maîtrise de philosophie et d'économie
1981-1985	Faculté de droit, Université Charles de Prague 1985 – Obtention du doctorat en droit (avec mention)

Recherche, enseignement et autres expériences professionnelles

2006-2014	Vice-doyen de la faculté de droit
Depuis novembre 2002	Professeur à la section de droit international de la faculté de droit, Université Charles
Depuis septembre 1997	Chef de la section de droit international de la faculté de droit, Université Charles de Prague (à temps plein) Chargé de recherche principal à l'Institut de droit de l'Académie tchèque des sciences, Prague (à temps partiel)
Depuis 1996	Professeur associé de droit international et relations internationales (Maître de conférences) à la faculté de droit, Université Charles de Prague
1995-1996	Chargé de cours à la section de droit international de la faculté de droit, Université Charles Chargé de recherche principal à l'Institut de droit de l'Académie tchèque des sciences (à temps partiel)
1993-1995	Fonctionnaire international, Office des Nations Unies à Vienne (PNUCID)
octobre-décembre 1992	Chargé de cours invité à la faculté de droit de l'Université Masaryk, Brno

août-septembre 1992 Stage au Conseil de l'Europe (Secrétariat de la Commission européenne des droits de l'homme), Strasbourg

1990-1992 Chargé de recherche à l'Institut de droit de l'Académie tchécoslovaque des sciences

Auteur ou co-auteur de 19 livres et de plus de 160 articles et études sur le droit international et le droit européen, la plupart étant publiés en tchèque et quelques-uns en anglais ou en français, en République tchèque comme à l'étranger.

Affiliation à des organisations et expérience

a) Fonctions publiques liées au droit

- membre de la Commission du droit international, Rapporteur spécial (depuis 2017), président du Comité de rédaction (2016), premier vice-président (2018) et président (2019)
- membre de la Cour permanente d'arbitrage, La Haye
- membre du Conseil législatif du Gouvernement tchèque (2000-2007)
- membre du Conseil des droits humains du Gouvernement tchèque (2007-2017)
- membre du comité des conseillers externes du ministre des affaires étrangères (1998-2002)
- membre du réseau européen d'experts indépendants en matière de droits fondamentaux (2003-2006)

b) Participation à d'importantes négociations en tant que représentant de la République tchèque

- candidat au poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme (1997)
- membre de la délégation tchèque à la Conférence de Rome sur la création d'une Cour pénale internationale (1998)
- membre (puis chef) de la délégation tchèque au Comité spécial sur l'élaboration d'une convention contre la criminalité transnationale organisée (Vienne, 1999-2000)
- membre du groupe d'experts gouvernementaux pour les négociations avec la Commission européenne sur les effets de certains décrets du Président Beneš et leur compatibilité avec l'acquis communautaire (2002)
- membre de la délégation tchèque à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York (2008, 2009, 2010 et 2011)

c) Autres expériences professionnelles

- membre du groupe d'experts chargé de la formulation de l'avis du Gouvernement tchèque à la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire Banković (2000)
- avocat inscrit au barreau tchèque, plaidoiries devant la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire *Zehnalová et Zehnal c. la République tchèque* (2002)
- expert ou co-conseil, ou les deux, dans plusieurs affaires d'arbitrage, parmi lesquelles les affaires *ČSOB c. la République slovaque*, *HICEE c. la République slovaque*, entre autres.

d) *Invitations à donner des cours et à faire du tutorat à l'étranger, participations et communications à des conférences*

- tutorat à la session d'été de l'Institut de droit international public et de relations internationales, Thessalonique (1999)
- professeur invité, Université de Paris Sud (XI) (2001)
- académie européenne d'été, Grenoble, France (2001 et 2003)
- conférences, Université de Salzbourg, Autriche, programme Erasmus-Socrates (2002, 2003 et 2008)
- conférences, Université de Teramo, Italie, programme de Master international en droit pénal international (2002, 2003 et 2007)
- professeur invité, Université de droit de Bratislava, Slovaquie (depuis 2005)
- conférences, cours d'été sur le droit international humanitaire, Varsovie (2007)
- conférences, 39^e session d'été, Institut International des Droits de l'Homme, Strasbourg (2008)
- conférences, Université de Sienne, Italie (2008)
- congrès thématique de l'Académie Internationale de Droit Comparé (Mexico, 2008), Rapporteur national sur les effets des lois uniformes sur la protection et la préservation du patrimoine culturel
- rapporteur national sur la protection des investissements étrangers au congrès de l'Académie internationale de droit comparé, Washington (2010)
- participation aux congrès de l'Association de droit international (2000, 2002, 2004, 2006, 2008 et 2010), membre du comité sur la Cour pénale internationale
- conférences de la Société européenne de droit international : Florence (2004), Budapest (2007), Riga (2016), Naples (2017), Manchester (2018) et Athènes (2019)
- Séminaire sur le droit international, conférences à Genève (2015, 2016 et 2017)
- réunion mondiale des sociétés de droit international, La Haye (2019)
- Forum de recherche semestriel de l'American Society of International Law, Brooklyn Law School, New York (2019)

e) *Affiliation à des organisations scientifiques*

- Société tchèque de droit international (Président)
- Rédacteur en chef du Czech Yearbook of Public & Private International Law
- Association de droit international (membre du bureau de la section tchèque)
- Section tchèque (Secrétaire) de l'Association Internationale des Sciences Juridiques
- Académie internationale de droit comparé
- American Society of International Law
- Société Française pour le Droit International
- Société européenne de droit international (SEDI)

f) *Affiliation à des ONG*

- Czech Helsinki Committee (membre du bureau de 1998 à 2000)

g) *Distinctions*

- Chevalier de l'ordre national du Mérite (par le Président de la République française, 2004)

Langues parlées :

Anglais, espagnol, français, russe – connaissance active

Allemand – niveau moyen

Liste de publications (non exhaustive)

1) Livres

- Šturma, P., *Control of Drugs and Suppression of Illicit Trafficking in International Law*, Acta Universitatis Carolinae Iuridica 3-4/1994, Prague, 1996, 128 p. (en tchèque)
- Šturma, P., *Introduction to European Law of Human Rights*, Prague (Karolinum), 1994, 130 p. (en tchèque)
- Čepelka, Č., Jílek, D., Šturma, P., *Asylum and Refugeehood in International Law*, Acta Universitatis Brunensis No 178, Brno (MU), 1997, 262 p. (en tchèque)
- Balaš, V., Šturma, P., *International Economic Law*, Prague (C.H. Beck), 1997, 221 p., 2^e éd. 2013, 513 p. (en tchèque)
- Šturma, P., *International and European Control Mechanisms of Human Rights*, Prague (C.H. Beck), 1999, 88 p., 2^e éd. 2003, 144 p., 3^e éd. 2010, 170 p. (en tchèque)
- Šturma, P., *International Treaties on Investment Protection and Settlement of Disputes*, Prague (Linde), 2001, 2^e éd., 2008, 335 p. (en tchèque)
- Šturma, P., *The International Criminal Court and Suppression of Crimes under International Law*, Prague (Karolinum), 2002, 311 p. (en tchèque)
- Čepelka, Č., Jílek, D., Šturma, P., *International Responsibility*, Acta Universitatis Brunensis No 261, Brno (MU), 2003, 339 p. (en tchèque)
- Šturma, P., Nováková, J., Bílková, V., *International and European Instruments against Terrorism and Organized Crime*, Prague (C.H. Beck), 2003, 362 p. (en tchèque)
- Čepelka, Č., Šturma, P., *Public International Law*, Prague (C.H. Beck), 2008, 2^e éd. 2018, 549 p. (en tchèque)
- Šturma, P. *et al.*, *The Competing Jurisdiction of International Judicial Bodies*, Prague, 2009, 117 p. (en tchèque)
- Ondřej, J., Šturma, P., Bílková, V., Jílek, D. *et al.*, *International Humanitarian Law*, Prague (C.H. Beck), 2010, 536 p. (en tchèque)
- Šturma, P., Čepelka, Č., Balaš, V., *International Law of Treaties*, Pilsen (A. Čeněk), 2011, 404 p.
- Balaš, V., Šturma, P., *New International Investment Agreements*, Prague (Wolters Kluwer), 2018, 172 p. (en tchèque)

- Šturma, P., Chovancová, K. *et al.*, Immunities of States and Their Officials in Contemporary International Law, Passau-Berlin-Prague (RWW), 2017, 157 p.
- Šturma, P., Mozetic, V.A. (dir.), Business and Human Rights, Passau-Berlin-Prague (RWW), 2018, 270 p.
- Šturma, P. (dir.), The Rome Statute of the ICC at Its Twentieth Anniversary. Achievements and Perspectives. Leyde (Brill/Nijhoff), 2019, 252 p.
- Šturma, P., Lipovský, M. (dir.), 70th Anniversary of the Universal Declaration of Human Rights, Passau-Berlin-Prague (RWW), 2019, 235 p.

2) Articles (sélection)

- Šturma, P., À propos des problèmes théoriques de la responsabilité internationale pour les dommages à l'environnement, SMP (Études en droit international), vol. 23, Prague (Academia), 1990, p. 69 à 94
- Šturma, P., The Law of the Treaties Reflected in State Responsibility Rules, dans Thesaurus Acroasium, vol. XIX, Sources of International Law, Thessalonique, 1992, p. 563 à 574
- Šturma, P., Some Problems of Strict Liability in International Law, dans Thesaurus Acroasium, vol. XX, Responsibility of States, Thessalonique, 1993, p. 369 à 381
- Šturma, P., La participation de la Communauté européenne à des « sanctions » internationales, Revue du Marché Commun et de l'Union Européenne, n° 366, Paris, mars 1993, p. 250 à 264
- Czapliski, W., Šturma, P., La responsabilité des États pour les flux de réfugiés provoqués par eux, Annuaire Français de Droit International, vol. XL (1994), Paris, 1995, p. 156 à 169
- Šturma, P., Aspects récents du contrôle international des drogues et de la lutte contre leur trafic illicite, Annuaire Français de Droit International, vol. XLI (1995), Paris, 1996, p. 633 à 650
- Šturma, P., La responsabilité en dehors de l'illicite en droit international économique, Polish Yearbook of International Law, vol. 20 (1993), Varsovie, 1994, p. 91 à 112
- Šturma, P., Poverty and International Instruments on Economic and Social Rights, dans R. Hofmann *et al.* (Hg.) Armut und Verfassung. Sozialstaatlichkeit im Europäischen Vergleich, Wien: Verlag Österreich, 1998, p. 47 à 61
- Šturma, P., Commerce et investissements, Revue Hellénique de Droit International, vol. 52, 1/1999, p. 39 à 65
- Šturma, P., Decision on Jurisdiction of the ICSID Tribunal in the Case *Československá obchodní banka v. Slovak Republic*, Heidelberg Journal of International Law, vol. 60, n° 1, 2000, p. 151 à 162
- Czaplinski, W., Šturma, P., National studies: Poland and Czech Republic, in : V. Gowlland-Debbas, National Implementation of United Nations Sanctions. A Comparative Study, Leyde/Boston (Martinus Nijhoff Publishers), 2004, p. 381 à 400
- Šturma, P., International Criminal Court at a Cross-road or in an Impasse? Some Obstacles Related to the Jurisdiction and Cooperation (contribution à la conférence inaugurale de la Société européenne de droit international (SEDI), Florence, 2004, publié à l'adresse suivante : www.esil-sedi.org)

- Šturma, P., The EU Charter of Fundamental Rights and the Governance of Biotechnology in the European Union. dans Francioni, F., Scovazzi, T., Biotechnology and International Law. Oxford (Hart Publishing), 2006, p. 369 à 385
- Šturma, P., What about “international crime” or a problem of differentiation of the State responsibility for breaches of peremptory norms of general international law. Dans : P. Šturma (dir.), Legal Consequences of Internationally Wrongful Acts. Liber Amicorum Čestmír Čepelka, Prague, 2007, p. 45 à 61 (en tchèque)
- Šturma, P., The Czech Tradition of International Legal Scholarship, dans Baltic Yearbook of International Law, Vol. 7, 2007, p. 155 à 170
- Šturma, P., Quo vadis the International Law Commission? On draft articles on the allocation of loss arising of hazardous activities and the law of transboundary aquifers. Dans M. Malacka, Pocta (Liber Amicorum) Vladislav David, Olomouc, 2007, p. 249 à 268 (en tchèque)
- Šturma, P., The Relationship “European Law – Domestic Courts”: More than Mere Legal Relevance? Dans M. Hofmann (Hrsg.), Europarecht und die Gerichte der Transformationsstaaten (Le droit européen et les tribunaux des pays en transition), Baden-Baden (Nomos), 2008, p. 176 à 185
- Šturma, P., Enforcing International Obligations through the Use of Force?, Revue Hellénique de Droit International, vol. 61, 2008, Athènes (Sakkoulas Publications), 2009, p. 595 à 631
- Šturma, P., Bílková, V., Targeted Anti-Terrorist Sanctions and Their Implications for International Law Normative and Institutional Coherency, dans A. Constantinides, N. Zaikos, The Diversity of International Law. Essays in Honor of Professor K. Koufa, Leyde/Boston (Martinus Nijhoff Publishers), 2009, p. 217 à 237
- Šturma, P., Vostrá, L., The Carpathian Convention and the Czech Republic. Dans B. Majtényi, G. Tamburelli (dir.), Sustainable Development and Transboundary Co-operation in Mountain Regions. The Alpine and the Carpathian Conventions. Budapest (Les éditions L’Harmattan), 2009, p. 138 à 144
- Šturma, P., National Report: Czech Republic. Dans Toshiyuki Kono (dir.), The Impact of Uniform Laws on the Protection of Cultural Heritage and the Preservation of Cultural Heritage in the 21st Century. Leyde/Boston (Martinus Nijhoff Publishers), 2010, p. 281 à 293
- Šturma P. *et al.*, Universality of international law: what is the role of general international law in the period of its fragmentation? Dans M. Tomášek *et al.*, Czech Law between Europeanization and Globalization, Prague (Karolinum Press), 2010, p. 208 à 226
- Šturma, P., The case of Kosovo and international law, Polish Yearbook of International Law, 2009, p. 51 à 63
- Šturma, P., Drawing a Line between the Responsibility of International Organization and its Member States under International Law. Dans Czech Yearbook of Public & Private International Law. Prague, 2011, p. 3 à 20
- Šturma, P., International Investment Law and State Responsibility. Dans Hofmann, R., Tams, Ch.J. (dir.), International Investment Law and General International Law. Baden-Baden (Nomos), 2011, p. 111 à 120

- Šturma, P., Balaš, V., The Protection of Foreign Investment – Czech National Report. Dans Wenhua Shan (dir.), *The Legal Protection of Foreign Investment. A Comparative Study*. Oxford (Hart Publishing), 2012, p. 313 à 328
- Šturma, P., Goodbye, Maffezini? On the Recent Developments of Most-Favoured-Nation Clause Interpretation in International Investment Law, *The Law and Practice of International Courts and Tribunals*, vol. 15 (2016), p. 81 à 101
- Šturma, P., State Succession in Respect of International Responsibility, *George Washington International Law Review*, vol. 48 (2016), p. 653 à 678
- Šturma, P., Vers la pénalisation du droit international des droits de l’homme ? Dans *Mélanges Emmanuel Decaux*, Paris (Pedone), 2017, p. 307 à 319
- Šturma, P., Hans Kelsen als Vorgänger des heutigen völker- rechtlichen Konstitutionalismus? Dans Jabloner, Kuklík, Olechowski (dir.), *Hans Kelsen in der tschechischen und internationalen Rechtslehre*, Vienne (Manz), 2018, p. 157 à 172
- Šturma, P., Public Goods and International Investment Law: Does the New Generation of IIAs Better Protect Human Rights? *Brill Open Law* (2018), p. 1 à 11
- Šturma, P., How to Limit Immunity of State Officials from Foreign Criminal Jurisdiction. Dans Ulrich, G., Ziemele, I., *How International Law Works in Times of Crisis*. Oxford (Oxford University Press), 2019, p. 146 à 170
- Šturma, P., The International Law Commission Between Codification, Progressive Development, or a Search for a New Role. *FIU Law Review*, vol. 13, n° 6 (2019), p. 1125 à 1135
- Šturma, P., Crimes against humanity, peremptory norms of general international law (*jus cogens*) and other topics at the 71st session of the International Law Commission, *Czech Yearbook of Public & Private International Law*, vol. 10 (2019), p. 451 à 461

3) Documents de recherche ou d’orientation

- Šturma, P., *International obligations in the framework of control mechanisms in the field of human rights*, Prague, 1999, 90 p. (projet du ministère des affaires étrangères, en tchèque)
- Šturma, P., *Statute of the International Criminal Court and internal implementation of obligations arising from its ratification for the Czech Republic*, Prague, 2000, 76 p. (projet du ministère des affaires étrangères, en tchèque)
- Šturma P. *et al.*, *The Competing Jurisdiction of International Judicial Bodies*, Prague, 2008, 100 p. (projet du ministère des affaires étrangères, en tchèque)
- Šturma, P., *Expert opinion on consequences of the so-called opt-out from the EU Charter of Fundamental Rights for the Czech Republic*, 2009, 7 p. (analyse commandée par le ministre des droits humains et des minorités)
- Šturma P. *et al.*, *Selected issues concerning the conclusion of international treaties and their internal consultation*, Prague, 2010, 80 p. (projet du ministère des affaires étrangères, en tchèque)
- Šturma, P. (Rapporteur spécial), *Premier rapport sur la succession d’États en matière de responsabilité de l’État*, A/CN.4/708 (2017), 35 p.

- Šturma, P. (Rapporteur spécial), Deuxième rapport sur la succession d'États en matière de responsabilité de l'État, A/CN.4/719 (2018), 61 p.
- Šturma, P. (Rapporteur spécial), Troisième rapport sur la succession d'États en matière de responsabilité de l'État, A/CN.4/731 (2019), 44 p.

Munkh-Orgil Tsend (Mongolie)

Extrait d'une note verbale datée du 28 janvier 2021, adressée par la Mission permanente de la Mongolie auprès de l'Organisation des Nations Unies :

Munkh-Orgil Tsend est Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire. Il est membre du Grand Khoural d'État (Parlement). Il est titulaire d'un diplôme de Juris Doctor (J.D.) de l'Université d'État des relations internationales de Moscou et d'un Master of Laws (LL.M.) de la Harvard Law School.

Munkh-Orgil Tsend est un diplomate, un politicien et un avocat expérimenté, qui possède une grande expérience pratique dans des domaines du droit international allant du droit international général à l'Organisation des Nations Unies et aux organisations internationales, en passant par les investissements étrangers, le règlement des différends et le financement souverain. Il a exercé deux fois les fonctions de Ministre des affaires étrangères (2004-2006 et 2016-2017) et a également été Ministre et Vice-Ministre de la justice et des affaires intérieures de la Mongolie. Il a également été Président du Comité permanent des affaires juridiques du Parlement mongol et a été élu au Parlement national à quatre reprises (2004, 2008, 2016 et 2020).

Il a représenté la Mongolie auprès de l'Organisation des Nations Unies dans diverses instances, notamment à la Sixième Commission de l'Assemblée générale, durant plusieurs sessions. En sa qualité de Ministre des affaires étrangères et de décideur de haut niveau, il a dirigé et conseillé la délégation mongole lors de nombreuses conférences internationales, y compris l'Assemblée générale des Nations Unies, la Conférence du désarmement et le Conseil des droits de l'homme.

M. Munkh-Orgil Tsend a été le conseil et le conseiller du Gouvernement mongol dans un certain nombre d'accords d'investissement étranger et de financement souverain, et a représenté la Mongolie dans de nombreuses actions en justice devant les tribunaux et les arbitrages nationaux et internationaux. Il a donné des conseils juridiques en matière de droit interne et international aux plus hauts décideurs nationaux.

En tant que parlementaire, M. Munkh-Orgil Tsend a joué un rôle déterminant dans les efforts de modernisation du système judiciaire mongol, en élaborant ou en coélaborant de nombreux textes de loi fondamentaux, notamment le code civil, le code pénal, le code des douanes, le code des sociétés, le code du travail et le code foncier, ainsi que les lois relatives à la propriété intellectuelle, à la lutte contre la corruption, à la lutte contre le blanchiment d'argent et à l'arbitrage commercial.

Il a conservé un intérêt marqué pour les travaux de recherche universitaires et publié divers articles sur des questions de droit et donné des conférences devant divers publics.

Munkh-Orgil Tsend est né en Mongolie en 1964 et vit actuellement à Oulan-Bator avec sa femme et leurs trois enfants.

Il est membre de l'Ordre des avocats de New York et du Comité national olympique mongol.

Il parle mongol, anglais, russe et français.

Curriculum vitae**Formation**

- Juris Doctor (J.D.), faculté de droit international de l'Université d'État des relations internationales de Moscou, Moscou, Fédération de Russie (1983-1988)
- Master of Laws (LL.M.), faculté de droit de l'Université Harvard, Cambridge, Massachusetts, États-Unis (1995-1996)
- Études de troisième cycle à la John F. Kennedy School of Government, Université Harvard (2001)

Expérience professionnelle

- Membre du Grand Khoural d'État (Parlement) de Mongolie (2004-2008, 2008-2012, 2016-2020, depuis 2020)
- Ministre des affaires étrangères de la Mongolie (2004-2006, 2016-2017)
- Ministre de la justice et des affaires intérieures de la Mongolie (2007-2008)
- Vice-Ministre de la justice et des affaires intérieures de la Mongolie (2000-2004)
- Avocat du barreau dans des cabinets d'avocats privés à Washington et à Oulan-Bator (1996-2000)
- Diplomate à la Mission permanente de la Mongolie auprès de l'Organisation des Nations Unies, à New York (1991-1995)
- Officier traitant responsable du bureau Organisation des Nations Unies au Ministère mongol des affaires étrangères (1988-1991)

Autre expérience professionnelle

- A représenté et conseillé le Gouvernement mongol dans des négociations et des accords de premier plan relatifs aux investissements étrangers.
- Conseil et conseiller du Gouvernement mongol dans de nombreuses actions en justice devant les tribunaux et arbitrages nationaux et internationaux.
- Rédaction ou corédaction de nombreux textes législatifs, notamment le code civil, le code pénal, le code des douanes, le code des sociétés, le code du travail et le code foncier, ainsi que de lois relatives à la propriété intellectuelle, à la lutte contre la corruption, à la lutte contre le blanchiment d'argent, à l'arbitrage commercial, etc.
- Chef ou membre de la délégation mongole lors de nombreuses conférences internationales, y compris l'Assemblée générale des Nations Unies, la Conférence du désarmement et le Conseil des droits de l'homme.

Informations personnelles

- Membre de l'Ordre des avocats de New York (depuis 1996)
- Membre du Comité national olympique mongol (depuis 2019)
- Parle mongol, anglais, russe et français

Muaz Ahmed Mohamed Tungo (Soudan)

Profil

Nom : Professeur Muaz Ahmed Mohamed Tungo, Ph.D. (Cantab.), M.A. LL.B., Chef de secteur (juge en chef adjoint) au Ministère de la justice, et avocat (*barrister*) à la Cour constitutionnelle du Soudan

Connaissances linguistiques (parlé et écrit) :

1. **Arabe** : langue maternelle
2. **Anglais** : niveau professionnel (parlé et écrit)
3. **Français** : connaissances de la langue (parlé et écrit)

Formation

Doctorat en droit international (janvier 1998), faculté de droit de l'Université de Cambridge, Wolfson College, Cambridge CBS 9BB, Royaume-Uni.

Thèse : *The Sudan Boundaries with Egypt and Kenya: A Question of Succession of States to International Boundaries*

Master of Arts (M.A.) en études diplomatiques (février 1991), The Diplomatic Academy of London, University of Westminster, Royaume-Uni.

Thèse : *The Viability of an Independent State of Eritrea* (étude sur le droit des peuples érythréens à être doté d'un État indépendant)

L.L.B. en droit public (juillet 1986), faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, Université Hassan II, rue D'eljadida, Casablanca, Maroc.

Thèse : *The Concept of Shura in Islam*

Autres formations suivies

1. Certificat, Achats et contrats (pétrole et gaz) [2010]
The Centre for Energy, Petroleum and Mineral Law, and Policy, University of Dundee, Nethergate, Dundee DD1 4HN, Écosse, Royaume-Uni
2. Certificat, Technique d'établissement de rapports sur les traités relatifs aux droits de l'homme [2001]
Université de Strathclyde, Glasgow, Écosse, Royaume-Uni

Objectifs

1. Rejoindre la faculté de droit du Département de droit international de l'Université de Taibah, afin de contribuer à faire progresser son enseignement et ses travaux de recherche vers des niveaux d'excellence reconnus au niveau international.
2. Je présente ma candidature à un poste de professeur associé en droit international.
3. Grâce à ma longue et vaste expérience, à mes capacités de recherche et à mes publications, je pense pouvoir contribuer de manière positive à la réalisation des objectifs de la faculté de droit de l'Université de Taibah.

Expérience professionnelle : enseignant et conférencier

A) Enseignement universitaire :

1. **Africa University**, faculté de droit. Encadrement des travaux de recherche sur la charia d'étudiants en maîtrise, et examinateur externe d'étudiants en doctorat. [2000-2014]
2. **Nile Valley University**, faculté de droit. Encadrement des travaux de recherche sur la charia d'étudiants en maîtrise, et examinateur externe. [2000-2014]
3. **Université de Khartoum**. Chargé de cours (étudiants de troisième cycle). Matières et cours enseignés : 1) droit international public ; 2) droit international des droits de l'homme ; 3) droit de la mer ; 4) encadrement des travaux de recherche d'étudiants en maîtrise. [2002-2011]
4. **Université de Khartoum**, faculté de droit. Chargé de cours. Matière et cours enseignés : droits de l'homme et Islam. [2005-2008]
5. **Al Neelain University**, faculté de droit. Matières et cours enseignés : droit international public (étudiants de premier cycle universitaire). [2000-2002]
6. **Westminster University**, the Diplomatic Academy of London. Encadrement d'étudiants de maîtrise. [1998-1999]

B) Conférences données dans des centres d'arbitrage

1. **Centre d'arbitrage de Khartoum**. Matières et cours enseignés : 1) règlement des différends en droit international ; 2) examen d'affaires d'arbitrage international ; 3) aspects juridiques du règlement des différends à l'Organisation mondiale du commerce ; 4) aspects juridiques de la délimitation des frontières et du règlement des différends ; 5) valeur probante des cartes dans les affaires de délimitation des frontières et de règlement des différends. [2005-2012]
2. **Centre soudanais pour la réconciliation et l'arbitrage**. <http://sudanescarbitration.com>. Matières enseignées : 1) règlement des différends en droit international ; 2) examen d'affaires d'arbitrage international ; 3) aspects juridiques du règlement des différends à l'Organisation mondiale du commerce ; 4) aspects juridiques de la délimitation des frontières et du règlement des différends ; 5) valeur probante des cartes dans les affaires de délimitation des frontières et de règlement des différends. [2011-2019]

C) Conférences publiques, séminaires et ateliers

1. *Le règlement des différends à l'Organisation mondiale du commerce : aspects juridiques et autres*. Exposé présenté lors d'un atelier organisé par le Ministère soudanais de la justice, Khartoum. [2015-2019]
2. Plusieurs articles analysant les décisions de l'Organisation des Nations Unies et de l'Union africaine. Exposés et présentations à Khartoum et à Addis-Abeba. [2001-2015]
3. *La juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice de l'ONU*. Exposé présenté lors d'un atelier organisé par le Ministère soudanais de la justice, Khartoum. [2005]
4. *L'immunité de juridiction en droit international*. Exposé présenté lors d'un atelier organisé par le Ministère soudanais des affaires étrangères et la Commission humanitaire, Hôtel Corinthia, Khartoum, Soudan. [2013]

5. *Les zones frontalières contestées avec la République du Soudan du Sud et la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice de l'ONU*. Exposé présenté lors d'un atelier organisé par le Ministère soudanais de la justice, Khartoum. [2015]
6. « La compétence consultative de la Cour internationale de Justice ». Article publié dans *Human Rights and Humanitarian Law Journal*. [2012]
7. *Les différends territoriaux et le renvoi à la jurisprudence de la Cour internationale de Justice : l'exemple du Soudan et de l'Égypte*. Exposé présenté au Centre for Strategic Studies de Khartoum le 9 avril 1997. [1997]
8. *Le différend frontalier entre le Soudan et l'Égypte : aspects historiques et juridiques internationaux*. Exposé présenté au Lauterpacht Centre for International Law, faculté de droit, Université de Cambridge. [1995]

Publications

A) Articles

Articles choisis :

1. « Challenging the Legitimacy and Legality of the Security Council Resolution No. 1/598 » (en arabe), dans *Human Rights and Humanitarian Law Journals*, vol. 4, décembre 2014. [2014]
2. « The Legal Alternative Options in Dealing with the International Court of Justice » (en arabe), dans *Human Rights and Humanitarian Law Journals*, vol. 5, septembre 2014. [2014]
3. « The International Court of Justice and the Departure from the Principles of International Law » (en arabe), dans *Human Rights and Humanitarian Law Journals*, vol. 2, septembre 2014. [2013]
4. « The Public Consultation » (en arabe), *et al.*, dans *Human Rights and Humanitarian Law Journals*, vol. 1, septembre 2013. [2013]
5. « The Coercive Unilateral American Economic Measures and Its Impact on the Enjoyment of Human Rights » (en arabe), dans *Human Rights and Humanitarian Law Journals*, vol. 1, septembre 2013. [2013]
6. « Responsibilities of States in International Humanitarian Law » (en arabe), dans *Justice Journal*, vol. 16, juin 2007, Khartoum, Soudan. [2007]
7. *The Recent Developments in Reservations to International Treaties*, Ministère de la justice, janvier 2004. [2004]
8. *Reservations to International Treaties – Recent Developments*, Ministère soudanais de la justice, janvier 2003. [2003]
9. « The Composition and Competence of Boundary Demarcation Commissions » (en arabe), dans *Justice Journal*. [2003]
10. *The Sudan and Ethiopian Boundary in a Historical Perspective*. Brochure (en arabe) préparée pour la partie soudanaise de la Commission du tracé de la frontière entre le Soudan et l'Éthiopie. [2002]
11. « The Juridical Jurisdiction and Cooperation within the United Nations Convention against Transnational Organized Crime » (en arabe). Khartoum, 5 et 6 mars 2002. Publié dans *Justice Journal*, 2002. [2002]
12. Ministère soudanais de la justice. Publié dans *Justice Journal*, novembre 2002. [2002]

13. « The Extra-Territorial Application of National Law » (en arabe), dans *Justice Journal*. [2001]
14. « Peaceful Settlement of International Boundary Disputes » (en arabe), *Center for Strategic Studies Journal*, vol. 16, août 1998, Khartoum, Soudan. [1998]
15. « The Halaib Dispute » (en arabe), dans *Center for Strategic Studies Journal*, vol. 10, juillet 1997, Khartoum, Soudan. [1997]

B) Ouvrages publiés

1. *The Concept of 'Shura in the Islamic Jurisprudence* (en arabe). Khartoum, Soudan. [2011]
2. *A Guide and Handbook to International Treaty Conclusion, Ratification or Accession, Incorporation and Interpretation* (en arabe). [2013]
3. *Abyie Boundary Expert's Decision in view of History and Legal Principles* (en arabe). [2013]
4. *Darfur Boundaries in a Historical Context* (en arabe). Ouvrage coécrit avec le Professeur Ibrahim Musa M. Hamdoun et publié par la Commission foncière du Darfour en 2010. [2010]
5. *The Ilemi Triangle: Sudan-Kenya Disputed International Boundary* (en anglais). Khartoum University Press, Université de Khartoum, 2008. (ISBN 99942-50-16-7).
6. *The Sudan-Egypt Boundary Dispute: Halaib Triangle and Wadi Halfa Salient in the light of International Law* (en arabe). Khartoum University Press, Université de Khartoum, 2005. (ISBN 99942-50-07-8).
7. *The Comesas Rules of Origin* (ma traduction en arabe). Publié par le Ministère soudanais du commerce extérieur, Khartoum, 2001.

C) Autres travaux de recherche choisis

1. *Ai dirigé des équipes de recherche sur la récupération des frontières Nord-Sud* ; Archives nationales du Soudan, Khartoum ; Public Records Office, Royal Geographic Society, Universités de Durham et d'Oxford. [2005-2013]
2. *Documents, ateliers, conférences et exposés* au Centre d'arbitrage de Khartoum, au Centre d'arbitrage du Soudan et dans d'autres centres d'arbitrage ou universitaires sur diverses questions, en particulier le règlement pacifique de différends internationaux, les principes juridiques de la délimitation des frontières, la valeur de preuve des cartes dans les litiges frontaliers et le règlement des différends dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce, le droit de l'environnement et le droit de la mer. [2006-2015]
3. *Ai dirigé des équipes de recherche sur la récupération des frontières de l'Abyie* ; Archives nationales du Soudan, Khartoum ; Public Records Office, Royal Geographic Society, Universités de Durham et d'Oxford. [2007-2008]
4. *Ai dirigé des équipes de recherche sur la récupération des frontières du Darfour* ; Archives nationales du Soudan, Khartoum ; Public Records Office, Royal Geographical Society, Universités de Durham et d'Oxford. [2005-2007]

D) Rédaction

1. Fondateur et rédacteur en chef, *Journal of Human Rights and Humanitarian Law*, Département des droits de l'homme et du droit humanitaire, Ministère soudanais de la justice, Khartoum. [2013-2015]

Rédaction de nombreux traités types, d'accords, d'instruments et de textes de lois nationaux intégrant des instruments internationaux, notamment des projets de loi en vue de l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce. [1998-2015]

2. Durant mon mandat de rapporteur, le Conseil consultatif des droits de l'homme et du droit humanitaire a compilé, soumis et publié plus de 13 rapports d'organisations de défense des droits de l'homme sur l'état de la mise en œuvre des droits de l'homme fondamentaux et des obligations gouvernementales. [2012-2015]
3. Rédacteur adjoint, *Sudan Focus Newsletter*. Bulletin mensuel par souscription uniquement, publié à Londres, en anglais. [1992-1997]

Expérience professionnelle et juridique

1. **Président de la Commission nationale soudanaise de démarcation**, responsable de la délimitation et de la démarcation des frontières nationales et internationales du Soudan. [2018-2019]
2. **Chef de secteur au Ministère de la justice** (fonctions équivalentes à celles de Vice-Président de tribunal), compétent pour le droit international et les litiges (y compris les plaintes émanant de l'étranger et les poursuites judiciaires engagées aux États-Unis et dans d'autres juridictions), l'arbitrage devant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements et la Cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale, à Paris, et les affaires portées devant la Cour pénale internationale. [2014-2019]
3. **Directeur**, Cambridge Consultancy Co. Ltd, Londres, Royaume-Uni. Activités de jurisconsulte international. Adresse : 27 Old Gloucester Street, Londres WC1N 3AX. www.cambridgeconsultancy.co.uk. [Depuis 2015]
4. **Rapporteur**, Conseil consultatif soudanais des droits de l'homme. [2011-2015]
5. **Rapporteur**, Commission nationale soudanaise du droit humanitaire. [2011-2015]
6. **Solliciteur général et Chef du Bureau technique du Cabinet du Ministre de la justice**, Ministère soudanais de la justice, Khartoum. [2008-2011]
7. **Membre et arbitre certifié** du Centre d'arbitrage de Khartoum. [2005]
8. Membre et arbitre certifié du Centre soudanais pour la réconciliation et l'arbitrage. <http://sudanese-arbitration.com>. [2010]
9. **Conseiller juridique en droit international et membre des équipes du Gouvernement soudanais chargées de négocier avec leurs homologues sud-soudanais**. [2005-2015]
10. **Chef de la Section juridique** de la White Nile (5B) Petroleum Operating Company Ltd., Petronas Complex, Nile Street, Khartoum, Soudan. [2009-2011]
11. **Ai dirigé l'équipe juridique soudanaise chargée de négocier avec l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine les projets d'accord sur le statut des forces** relatifs aux mandats de maintien de la paix de la mission

préparatoire des Nations Unies au Soudan (UNAMIS) (2005), de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) (2008) et de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA) (2012). [2005-2012]

12. **Solliciteur général en matière de droit international et de traités** (juge à la Haute-Cour), Ministère soudanais de la justice, Khartoum. [1998-2008]
13. Exempté de l'examen du barreau et admis à l'Ordre soudanais des avocats en tant qu'avocat (barrister at law). [Avril 1998]

Expérience administrative

1. Ai contribué à la création de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, instance créée en 2004 par les onze États de la région des Grands Lacs pour le règlement des conflits armés, le maintien de la paix, de la sécurité et de la stabilité, et la mise en place des fondements de la reconstruction après le conflit dans la région. Les États membres sont l'Angola, le Burundi, le Kenya, l'Ouganda, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la République du Congo, la République-Unie de Tanzanie, le Rwanda, le Soudan et la Zambie. [2004-2006]
2. Ai pris la parole devant la première Conférence des ministres africains chargés des questions frontalières. La Conférence a adopté une Déclaration sur le Programme frontière de l'Union africaine et ses modalités de mise en œuvre, qui a été approuvée par le Conseil exécutif, à Accra. Le 25 mars 2010, la Commission a convoqué la deuxième Conférence des ministres de l'Union africaine chargés des questions frontalières, qui s'est tenue à Addis-Abeba. Les ministres ont adopté la **Déclaration sur le Programme frontière de l'Union africaine et ses modalités de mise en œuvre**, qui a été approuvée par le Conseil exécutif, à Kampala, le 23 juillet 2010. [2010]
3. Ai contribué à l'établissement du cadre juridique du Programme frontière de l'Union africaine, le 7 juin 2007. [2006-2007]

Conférences récentes choisies

1. Conférence internationale de Londres de 2019 sur les frontières, organisée par Volterra Fietta et le King's College London. « Practical Aspects of International Boundaries and Sovereignty Disputes ». 2 et 3 avril 2019. [2019]
2. Conférence internationale de Londres de 2019 sur les frontières, organisée par Volterra Fietta et King's College London. Ateliers techniques. [2019]
 - *Atelier 1 : Aspects techniques et scientifiques de la détermination des frontières maritimes.*
 - *Atelier 2 : Délimitation du plateau continental (1^{er} et 2 avril 2019).*
3. Conférence intergouvernementale chargée d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale. [2019]
4. Autorité internationale des fonds marins. L'Autorité tient ses sessions annuelles à son siège, à Kingston. Vingt-cinquième session annuelle de l'Autorité internationale des fonds marins (25 février-1^{er} mars 2019). [2019]

Comité chargé d'élaborer un modèle type de réglementation maritime en arabe et un système type pour la création de circuits judiciaires de droit maritime. Ligue des États arabes, Centre arabe de recherches juridiques et judiciaires, Beyrouth, mars 2018. [2018]

5. Conférence internationale de Londres de 2017 sur les frontières, organisée par Volterra Fietta et King's College London. « Exploring an Integrated Approach to International Boundary and Territorial Questions ». 6 et 7 juin 2017. [2017]
6. Conférence internationale de Londres de 2017 sur les frontières. Ateliers techniques.
 - *Atelier 1 : Science et application de la délimitation du plateau continental.*
 - *Atelier 2 : Aspects techniques des lignes de base, zones, limites et frontières maritimes.* [2017]

Autres avis et conseils juridiques

1. Chef du Secteur juridique, droit international et actions en justice, présidence du Soudan. [2015]
2. Conseiller juridique interne pour les comités ministériels entre le Soudan et le Soudan du Sud. [2011-2014]
3. Conseiller juridique interne pour la Western Kordofan Development and Services Corporation. [2004-2013]
4. Conseiller juridique interne pour l'État du Kordofan méridional. [2008-2012]
5. Conseiller juridique de la White Nile (5B) Petroleum Operation Company. [2009-2011]
6. Membre de la Commission d'adhésion du Soudan à l'OMC, questions juridiques. [2001-2011]
 Conseiller et membre de l'équipe juridique chargée de formuler des documents juridiques de conformité et d'adhésion et de recommander des projets de loi. Ai également participé à des séminaires et ateliers de préparation à l'adhésion.
7. Conseiller juridique et membre des comités permanents de la Commission d'adhésion du Soudan à l'OMC : Questions et réponses ; préparation de l'adhésion aux Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, au Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires, à l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce et à l'Accord sur les obstacles techniques au commerce. Ai également participé à la rédaction de toutes les nouvelles lois et de tous les amendements aux lois existantes, qu'il a supervisée, pour assurer la conformité et faciliter l'adhésion du Soudan à l'OMC. Ai participé à l'atelier régional de 2009 tenu à Dar es-Salam sur les procédures et pratiques de règlement des différends de l'OMC. [2009]
8. Conseiller juridique interne au Groupe du Ministère soudanais du commerce extérieur du Marché commun de l'Afrique orientale et australe. [1998-2008]
9. Chef du département juridique de la National Telecommunications Corporation. [2003-2005]
10. Bourse du Lauterpacht Centre for International Law, faculté de droit de l'Université de Cambridge, 5 Cranmer Road, Cambridge CB3 9BL. [1997-1998]

Critiques d'ouvrages

Auteur de plusieurs critiques d'ouvrages dans *Monthly News Analysis Sudan Focus* publié à Londres. [1994-1998]

1. *Border Identities: Nation States at International Frontiers*, par Thomas Wilson. Critique publiée dans *Sudan Focus*, vol. 4, n° 9, octobre 1997.
2. *The Sudan Strategic Report 1996*, par le Centre for Strategic Studies, Khartoum (Soudan). Critique publiée dans *Sudan Focus*, vol. 4, n° 8, septembre 1997.
3. *The Dervish Wars: Gordon and Kitchener in The Sudan, 1880-1898*, par Robin Neillands. John Murray, Cambridge University Press, Cambridge (Royaume-Uni). Critique publiée dans *Sudan Focus*, vol. 3, n°s 6 et 7, juin-15 juillet 1996.
4. *Winds of Change: The End of Empire in Africa*, par Trevor Royle. John Murray, Londres (Royaume-Uni). Critique publiée dans *Sudan Focus*, vol. 3, n° 11, 15 novembre 1996.
5. *Sudan: Conflict And Minorities*, par Peter Varney *et al.* Minority Rights Group, Londres (Royaume-Uni). Critique publiée dans *Sudan Focus*, vol. 2, n° 10, 15 octobre 1995.
6. *Eritrea and Neighbours in the « New World Order »*, par Tesfatsion Medhanie. Bremer Afrika Studien, Hambourg (Allemagne). Critique publiée dans *Sudan Focus*, vol. 2, n° 9, 15 septembre 1995.
7. *The Politics of Two Sudans: The South and the North, 1821-1969*, par Deng D. A. Ruay. The Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala (Suède). Critique publiée dans *Sudan Focus*, vol. 2, n° 6, juin 1995.
8. *The Benefits of Famine: A Political Economy of Famine and Relief in Southwestern Sudan, 1983-1989*, par David Keen. Princeton University Press (États-Unis). Critique publiée dans *Sudan Focus*, vol. 2, n° 4, 15 avril 1995.

Réka Varga (Hongrie)

Né à Budapest le 10 février 1977

Expérience professionnelle

- Depuis 2020** Conseiller juridique principal sur les questions de droit international auprès du Ministre hongrois de la justice
- Depuis 2003** Professeur associé (précédemment professeur assistant et conférencier externe), département de droit international public de l'Université catholique Péter Pázmány (Budapest)
- Matières enseignées : droit international public, droit international humanitaire, droit pénal international*
- 2019-2020** Secrétaire général au Bureau du Commissaire aux droits fondamentaux de Hongrie
- superviser les travaux du Bureau d'un point de vue professionnel et administratif ;
 - représenter le Bureau aux forums internationaux.
- 2016-2019** Conseiller juridique, Chef de département
- Département de droit international du Ministère hongrois du commerce extérieur et des affaires étrangères
- fournir des conseils juridiques sur le droit diplomatique, les traités internationaux, le droit international humanitaire, le droit pénal international, l'immunité souveraine et les organisations internationales ;
 - représenter la Hongrie à la Sixième Commission (questions juridiques) de l'Assemblée générale des Nations Unies, au groupe « Droit international public » de l'Union européenne (COJUR), au Comité des conseillers juridiques sur le droit international public (CAHDI) du Conseil de l'Europe et aux conférences internationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ;
 - Président de la Commission interministérielle hongroise sur l'application du droit international humanitaire ;
 - Président du Comité préparatoire pour la modernisation de la Convention de Belgrade relative au régime de la navigation sur le Danube.
- 2009-2016** Conseiller principal à la Croix-Rouge hongroise
- fournir des conseils juridiques au Président et au Secrétaire général de la Croix-Rouge hongroise
- 2001-2009** Conseiller juridique à la Délégation régionale pour l'Europe centrale du Comité international de la Croix-Rouge
- négocier avec les ministères et les membres des parlements des 15 pays d'Europe centrale couverts par la délégation concernant l'application des obligations internationales découlant des traités de droit international humanitaire ;

- *fournir des conseils juridiques, préparer des observations sur la législation nationale, suivre l'évolution des lois pertinentes et contribuer à la rédaction de lois pour appuyer les ministères des 15 pays d'Europe centrale ;*
- *élaborer des programmes de formation et dispenser des formations sur le droit international aux officiers et conseillers juridiques militaires ;*
- *négoier et coordonner les activités juridiques des 15 sociétés nationales de la Croix-Rouge présentes en Europe centrale ;*
- *donner des conférences à l'intention d'experts gouvernementaux, de parlementaires et d'étudiants d'université et participer à des conférences organisées par le Comité international de la Croix-Rouge ou d'autres organisations ;*
- *entretenir des contacts avec les facultés de droit de la région et fournir un appui au développement de cours sur le droit international humanitaire ;*
- *organiser et coordonner des conférences et des séminaires sur le droit international humanitaire, le droit des droits de l'homme et le droit pénal international ;*
- *fournir une expertise juridique aux autres délégations du Comité international de la Croix-Rouge présentes dans la région ;*
- *préparer des rapports et des analyses pour le Siège du Comité international de la Croix-Rouge à Genève.*

Autres activités professionnelles et affiliations

- Depuis 2019** Membre du conseil d'administration de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, Vienne
- Depuis 2017** Membre de l'Institut international de droit humanitaire, Sanremo
- Depuis 2016** Membre de la Cour permanente d'arbitrage, La Haye
- Depuis 2016** Membre de la Commission internationale humanitaire d'établissement des faits, Genève
- Depuis 2013** Corédacteur puis membre du comité de rédaction du Hungarian Yearbook of International Law and European Law, publié par Eleven Publishing, La Haye
- Depuis 2004** Codirecteur du cours de Vienne sur le droit international pour les conseillers juridiques militaires
- 2010** Recherches entreprises pour le compte de REDRESS et de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme sur la législation et la pratique liées à la compétence universelle dans les États d'Europe centrale. Les résultats de ces recherches sont disponibles dans la publication suivante : « Extraterritorial Jurisdiction in the European Union, A Study of the Laws and Practice in the 27 Member States of the European Union », décembre 2010. Référence : p. 153, note de bas de page n° 829

Formation et diplômes

- 2013** Doctorat (*summa cum laude*), Université catholique Pázmány, Budapest. Titre de la thèse : « Challenges of domestic prosecution of war crimes with special attention to criminal justice guarantees » (Défis liés à la répression par les juridictions internes des crimes de guerre, avec une attention particulière portée aux garanties de la justice pénale)
- 2007** Examen du barreau de l'État hongrois
- Juillet 2001** Master de la faculté de droit de l'Université des sciences Eötvös Loránd
- 1995-2001** Études de droit à la faculté de droit de l'Université des sciences Eötvös Loránd
- 1998-2000** Études de droit à l'Université de Ratisbonne, Allemagne

Formations

- 2009** Recherche à la bibliothèque du Palais de la Paix, La Haye
- 2003** Formation sur le terrain du Comité international de la Croix-Rouge Israël, territoires occupés et autonomes
Préparer les documents juridiques de référence destinés aux discussions organisées avec les autorités israéliennes, rendre visite aux détenus et organiser des présentations sur le droit international humanitaire à l'intention des membres des Forces de défense israéliennes
- Octobre 2003** Cours sur les techniques de présentation efficaces, Budapest
- Juillet 2002** Université d'été de Varsovie sur le droit international humanitaire
- Mars 2002** Cours d'intégration du Comité international de la Croix-Rouge, Amman
Mandat et activités du Comité international de la Croix-Rouge, techniques de négociation avec des autorités des États, visites aux détenus, etc.
- Juillet 1998** Université d'été (droit international public) organisée par la faculté de droit de l'Université Duke et la faculté de droit de l'Université de Genève, Genève

Distinctions

- 2016** Éloge du Secrétaire d'État adjoint à la coopération internationale du Ministère hongrois du commerce extérieur et des affaires étrangères
- 2014** Lauréat du prix commémoratif Géza Herczegh pour la thèse de doctorat traitant des « défis liés à la répression par les juridictions internes des crimes de guerre, avec une attention particulière portée aux garanties de la justice pénale » (Challenges of domestic prosecution of war crimes with special attention to criminal justice guarantees)
- 2012** Lauréat du prix de la Croix-Rouge hongroise pour la conduite d'activités de coopération internationale

Compétences linguistiques

Hongrois : langue maternelle

Anglais : compétence professionnelle

Allemand : compétence professionnelle

Français : notions

Publications

Monographie

Challenges of domestic prosecution of war crimes with special attention to criminal justice guarantees. Pázmány Press, Budapest, 2014.

Chapitres d'ouvrages

Certain factors influencing respect for international humanitarian law. In : Hungarian Yearbook of International Law and European Law 2019 (dirs. : Szabó Marcel, Lángos Petra Lea, Szemesi Sándor), Eleven International Publishing, La Haye

Biszku-case reloaded: international law obligations and lacuna in compliance with respect to communist crimes. In : Hungarian Yearbook of International Law and European Law 2015, Eleven Publishing, La Haye, 2016

Facilitating war crimes procedures in Hungary. In : Hungarian Yearbook of International Law and European Law, 2013 (dirs. : Szabó Marcel, Lángos Petra Lea, Varga Réka), Eleven Publishing, La Haye, 2014

Les défis contemporains du droit humanitaire et le rôle du Comité international de la Croix-Rouge dans son application au niveau national. In : Liber Amicorum Prandler Árpád, Budapest (2010), p. 115 à 128 (en hongrois)

Procédures internes relatives aux crimes de guerre. In: Diversification et fragmentation en droit pénal international (dir. : Kirs Eszter), Studia Iuris Gentium Miskolcensis – Tomus IV, Université de Miskolc – Bíbor Press, Miskolc, 2009 (en hongrois)

Règles et obligations du droit international humanitaire relatives au Comité international de la Croix-Rouge. In : Droit des conflits armés (dirs. : Ádány Tamás Vince, Bartha Orsolya, Törő Csaba), Zrínyi Publisher, Budapest, 2009, p. 263 à 283 (en hongrois)

L'applicabilité du droit international humanitaire pendant les conflits survenus en ex-Yougoslavie : la guerre en Croatie. In : 10 ans après Dayton. La Hongrie au début du siècle. Recherches stratégiques à l'Académie hongroise des sciences – Essais, 2006 (en hongrois)

Articles parus dans des périodiques et travaux de conférence

Procedures and mechanisms to ensure respect for IHL. In : Pocar (dir.), The Additional Protocols 40 Years Later: New Conflicts, New Actors, New Perspectives, Institut international de droit humanitaire, Milan, Franco Angeli, 2018, p. 243 à 249

Principes fondamentaux du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et activités humanitaires menées pendant la crise migratoire. In : Iustum, Aequum, Salutare, XII : 2, p. 343 à 355 (2016) (en hongrois)

Application au niveau national du Statut de Rome, avec une attention particulière portée au système hongrois de justice pénale. In : Kül-Világ, A nemzetközi kapcsolatok folyóirata, 2012/IV, p. 76 à 86 (en hongrois)

Domestic procedures on serious international crimes: interaction between international and domestic jurisprudence and ways forward for domestic authorities. In : Miskolc Journal of International Law, 9. 1. 2012, p. 54 à 68

Application des crimes de droit international en Hongrie (à propos de l'affaire Biszku). In : Iustum, Aequum, Salutare, 2011/4 (en hongrois)

La responsabilité pénale individuelle en droit international pour les violations du droit international humanitaire et le rôle des tribunaux nationaux. In : Föld-rész Nemzetközi és Európai Jogi Szemle, III. 2010/1-2, p. 86 à 96 (en hongrois)

Obligations découlant de la Convention de La Haye de 1954 et de ses protocoles et tâches à accomplir en Hongrie, Ildikó Deák et Réka Varga. In : Revue hongroise de protection des monuments (Revue du Bureau national du patrimoine culturel) (Műemlékvédelem, a Kulturális Örökségvédelmi Hivatal folyóirata) (en hongrois)

La Convention de La Haye de 1954 relative à la protection des biens culturels en cas de conflit armé. In : Revue hongroise de protection des monuments (Revue du Bureau national du patrimoine culturel) (Műemlékvédelem, a Kulturális Örökségvédelmi Hivatal folyóirata) (en hongrois)

Mettre en œuvre et faire appliquer le droit international humanitaire : le rôle de la Cour pénale internationale. In : Zborník z medzinárodnej konferencie – Recueil d'articles issus de conférences internationales : Medzinárodný trestný súd na ziaciaku 21. storocia (La Cour pénale internationale au début du 21^e siècle), publié par la Société slovaque de droit international à l'Académie slovaque des sciences, Bratislava, 2007

Le nouvel emblème de la Croix-Rouge : la solution. In : Kül-Világ, A nemzetközi kapcsolatok folyóirata, III.2006/3-4, Tamás Lattmann et Réka Varga, 2006 (en hongrois)

L'importance du Statut de Rome en droit international et en droit pénal international. In : Iustum, Aequum, Salutare, II.2006/1-2, p. 95 à 98, 2005 (en hongrois)

Conférence régionale sur la mise en œuvre du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, Rapport sur la conférence régionale, 6-8 juin 2002, Budapest, Hongrie (dirs. : Tony Camen et Réka Varga), Comité international de la Croix-Rouge, 2002

Articles de journaux

Biszku et le droit international. In : Népszabadság, 2 juillet 2015 (en hongrois)

La cible ennemie : l'enfant. In : Népszabadság, 16 avril 2010 (en hongrois)

Soumissions à la Sixième Commission (questions juridiques) des Nations Unies

Intervention au nom de la Hongrie au sujet du rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa 68^e session, New York, 27 octobre 2016

Intervention au nom de la Hongrie au sujet du rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa 69^e session, New York, 24 octobre 2017

Documents de travail et autres

Protection of the diplomatic courier under international law. In : Pázmány Law Working Papers, n° 2019/01

Collective Responsibility for War Crimes? In : Pázmány Law Working Papers, n° 2013/4, p. 1 à 16

The conflict in Nagorno Karabakh: qualification under international law and the Hungarian position. In : Pázmány Law Working Papers, n° 2020/11

Traduction en hongrois : Study on customary international humanitarian law: contribution to the understanding and respect for the rules applicable in armed conflicts, Comité international de la Croix-Rouge, Budapest, 2009

Conférences et cours

- 2020 mai *Nulle part où se cacher : l'exercice de la compétence universelle à l'égard des auteurs de violations des droits humains*
Animateur
Conférence annuelle de la section Droit international (2020) de la American Bar Association, New York (en ligne)
- 2019 décembre *La violence sexuelle en période de conflit armé*
Atelier sur les femmes, la paix et la sécurité
(organisé par le Ministère hongrois du commerce extérieur et des affaires étrangères), Budapest
- 2019 avril-juin *Rôle des organisations humanitaires dans les opérations de gestion de crise ;*
La violence sexuelle en période de conflit armé ;
Champ d'application du droit international humanitaire ;
La protection des personnes en droit international humanitaire ;
Mise en œuvre et application du droit international humanitaire.

Cours de Vienne sur le droit international pour les conseillers juridiques militaires, parties I à III

10^e cours de Vienne sur le droit international pour les conseillers juridiques militaires (organisé par le Ministère fédéral autrichien de la défense nationale et le Collège européen de sécurité et de défense de l'UE), Vienne, Autriche
- 2019 mai *Droit des traités : application dans la pratique*
Défis anciens et nouveaux liés au droit des traités – Conférence organisée à l'occasion du 50^e anniversaire de l'adoption de la Convention de Vienne de 1969
(organisée par l'Université de Szeged), Szeged
- 2019 avril *La violence sexuelle liée aux conflits : principaux motifs, dispositions du droit international humanitaire et réponse de la communauté humanitaire internationale ;*
Exiger la responsabilité ou l'exonération ? Ce que l'affaire Bemba nous enseigne sur l'agression sexuelle en tant que crime de guerre ;
Conférence annuelle de la section Droit international (2019) de la American Bar Association, Washington, D.C.
- 2019 janvier *Le droit international humanitaire et son application : perspective*
Séminaire Humanitäre Völkerrecht und die Europäische Union Aktuelle Entwicklungen während des Österreichischen Ratsvorsitzes
(organisé par le Ministère fédéral autrichien des affaires européennes et internationales, la Croix-Rouge autrichienne,

- l'Université Johannes Kepler de Linz et l'Université de Graz), Linz, Autriche
- 2018 novembre *Sujets bénéficiant d'une immunité en vertu du droit international*
Application pratique de l'immunité en droit international public et privé (organisé par la Curia (Cour suprême) de Hongrie), Budapest
- 2018 mai Réunion conjointe des commissions nationales interministérielles sur la mise en œuvre du droit international humanitaire par les pays du groupe de Visegrád
Organisateur principal
<http://v4.gov.hu/joint-meeting-of-the-national-committees-for-the-implementation-of-international-humanitarian-law-of-the-visegrad-countries>
- 2017 novembre *Table ronde sur le droit international organisée à La Haye avec des juges issus des pays du groupe de Visegrád*
Animateur
(organisée par l'Ambassade de Hongrie auprès du Royaume des Pays-Bas), La Haye, Pays-Bas
<https://haga.mfa.gov.hu/eng/news/panel-discussion-on-international-law-in-the-hague-with-judges-from-the-visegrad-countries>
- 2017 novembre *L'immunité souveraine en droit international privé*
Le nouveau droit international privé de la Hongrie (formation des formateurs)
(organisé par l'Académie hongroise de la justice), Budapest
- 2017 mai *Conférence sur les liens entre le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme*
Organisateur, animateur
(organisée par le Département de droit international du Ministère hongrois du commerce extérieur et des affaires étrangères), Budapest
- 2017 septembre *Procédures et mécanismes visant à assurer le respect du droit international humanitaire*
Les protocoles additionnels 40 ans après : nouveaux conflits, nouveaux acteurs, nouvelles perspectives ; 40^e table ronde sur les questions actuelles du droit international humanitaire (organisée par l'Institut international de droit humanitaire), Sanremo
- 2016 janvier *Le rôle des intervenants humanitaires dans les opérations internationales de gestion de crise : comparaison*
Conférencier et codirecteur du cours
8^e cours de Vienne sur le droit international pour les conseillers juridiques militaires (organisé par le Ministère fédéral autrichien de la défense nationale et des sports et le Collège européen de sécurité et de défense), Vienne
- 2015 septembre La responsabilité des dirigeants politiques en droit pénal international
Formation de l'Académie régionale sur les Nations Unies
(organisée par l'Université de Szeged), Szeged
- 2015 février *L'efficacité de l'action humanitaire : répondre aux besoins des personnes vivant dans une situation de conflit*
Facilitateur

- Consultation du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États pour le Sommet mondial sur l'action humanitaire (organisée par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, la direction générale Protection civile et opérations d'aide humanitaire européennes, le Ministère finlandais des affaires étrangères et le Ministère hongrois du commerce extérieur et des affaires étrangères), Budapest
- 2014 décembre *Animateur*
Septième Forum des droits de l'homme de Budapest (organisé par le Ministère hongrois du commerce extérieur et des affaires étrangères), Budapest
- 2014 décembre *Animateur et coorganisateur*
Les défis contemporains du droit international humanitaire ; conférence organisée à l'occasion des anniversaires du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et sur le droit international humanitaire (organisée par les ministères hongrois du Commerce extérieur et des affaires étrangères et de la Défense et la Croix-Rouge hongroise), Budapest
- 2013 septembre *Droit international humanitaire*
Cours de formation à l'intention des conseillers juridiques militaires (organisé par le Ministère hongrois de la défense), Balatonkenese
- 2013 mars *Le rôle des organisations humanitaires dans les situations de crise*
Conférencier et codirecteur du cours
7^e cours de Vienne sur le droit international pour les conseillers juridiques militaires, partie I (organisé par le Ministère fédéral autrichien de la défense nationale et des sports et le Collège européen de sécurité et de défense), Vienne
- 2012 juillet *Statut de Rome de la Cour pénale internationale : application au niveau national, avec une attention particulière portée au système juridique hongrois*
Conférence organisée à l'occasion du 10^e anniversaire de l'entrée en vigueur du Statut de Rome de la Cour pénale internationale (organisée par le Ministère hongrois du commerce extérieur et des affaires étrangères), Budapest
- 2012 janvier *La protection des personnes et des biens*
Conférencier et codirecteur du cours
6^e cours de Vienne sur le droit international pour les conseillers juridiques militaires, partie II (organisé par le Ministère fédéral autrichien de la défense nationale et des sports et le Collège européen de sécurité et de défense), Vienne
- 2011 novembre *Le rôle des organisations humanitaires dans les situations de conflit*
Conférencier et codirecteur du cours
6^e cours de Vienne sur le droit international pour les conseillers juridiques militaires, partie I (organisé par le Ministère fédéral autrichien de la défense nationale et des sports, le Comité international de la Croix-Rouge et le Collège européen de sécurité et de défense), Vienne
- 2010 décembre *Législation et (non-)application du principe de compétence universelle dans les États d'Europe centrale*

- La compétence extraterritoriale en Europe : présentation d'un projet de rapport et discussions sur le rôle de l'Union européenne (organisé par REDRESS et par la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme), Bruxelles
- 2010 novembre *Distinction entre le jus ad bellum et le jus in bello*
Conférencier et codirecteur du cours
5^e cours de Vienne sur le droit international pour les conseillers juridiques militaires, partie I (organisé par le Ministère fédéral autrichien de la défense nationale et des sports, le Comité international de la Croix-Rouge et le Collège européen de sécurité et de défense), Vienne
- 2010 février *La protection des victimes en période de conflit armé*
3^e cours de Shrivenham sur le droit international pour les conseillers juridiques militaires (organisé par l'Institut d'études en sécurité du département de défense et de sécurité de l'Université de Cranfield et l'Académie de défense du Royaume-Uni), Shrivenham, Royaume-Uni
- 2010 février *Les défis contemporains du droit humanitaire et le rôle du Comité international de la Croix-Rouge dans sa mise en œuvre au niveau national*
Travail et jours : un demi-siècle de développement du droit international (organisé par l'Université ELTE de Budapest, l'Université Corvinus, l'Académie hongroise des sciences, la branche hongroise de l'Association de droit international et l'Association hongroise des Nations Unies), Budapest
- 2009 septembre *La responsabilité pénale individuelle pour les violations du droit international humanitaire et le rôle des tribunaux nationaux*
60 ans après : conférence sur les Conventions de Genève de 1949 (organisée par le Ministère hongrois du commerce extérieur et des affaires étrangères et le Ministère hongrois de la défense), Budapest
- 2009 juin Expert en droit humanitaire, formateur
Exercice final pour les troupes se préparant à intégrer l'équipe provinciale de reconstruction en Afghanistan (organisé par les forces de défense hongroises), Hajdúhadház
- 2009 mars *Principes fondamentaux du droit international humanitaire et activités du Comité international de la Croix-Rouge*
Exercice pour les troupes se préparant à intégrer l'équipe provinciale de reconstruction en Afghanistan (organisé par les forces de défense hongroises), Debrecen
- 2009 février *Questions de droit international humanitaire et situation humanitaire dans le cadre du conflit à Gaza*
Comprendre le conflit israélo-palestinien : perspectives interdisciplinaires sur la crise récente touchant Gaza, Université d'Europe centrale (organisé par la Human Rights Initiative de l'Université d'Europe centrale), Budapest
- 2002-2009 *Le rôle du Comité international de la Croix-Rouge dans les situations de crise ;
Protection des personnes et des biens en droit international humanitaire ;*

Le rôle du Comité international de la Croix-Rouge : les emblèmes distinctifs ;

Mise en œuvre du droit international humanitaire : aperçu ;

Beachtung des Humanitären Völkerrechts ;

Respect du droit international humanitaire.

Codirecteur, conférencier et membre du jury

Cours dispensé à l'intention des conseillers juridiques militaires autrichiens ; 1^{er} (2004/2005), 2^e (2006/2007), 3^e (2008/2009) 4^e (2009/2010) cours de Vienne sur le droit international pour les conseillers juridiques militaires (organisé par le Comité international de la Croix-Rouge et le Ministère autrichien de la défense nationale), Vienne

- 2008 décembre La mise en œuvre du droit international humanitaire en Pologne : les enquêtes sur les crimes de guerre et les poursuites y relatives
Organisateur
(organisé par le Comité international de la Croix-Rouge et la Croix-Rouge polonaise), Varsovie
- 2008 octobre Concours de plaidoiries en droit international humanitaire pour les étudiants d'Europe centrale et d'Europe du Sud-Est
Organisateur et auteur de l'étude de cas
(organisé par le Comité international de la Croix-Rouge), Sarajevo
- 2004-2008 *Aperçu du travail des comités nationaux de droit international humanitaire ;*
Point sur les derniers faits nouveaux en matière de droit international humanitaire intéressant les comités nationaux
Organisateur et conférencier
2^e, 3^e et 4^e réunions régionales des comités nationaux de droit international humanitaire d'Europe centrale et d'Europe du Sud-Est (organisées par le Comité international de la Croix-Rouge et les ministères slovaque, grec et lituanien des Affaires étrangères)
Bratislava (2004), Athènes (2006), Vilnius (2008)
- 2008 février *Obligations découlant de la Convention de La Haye de 1954 et de ses protocoles en matière de mise en œuvre au niveau national*
Organisateur et conférencier
Protéger le patrimoine culturel en temps de conflit armé – Deuxième protocole relatif à la Convention de La Haye – Comment faire en sorte qu'il fonctionne bien ?
(organisé par le Comité international de la Croix-Rouge et les ministères estoniens de la Culture et de la Défense), Tallinn
- 2007 novembre Organisateur et auteur de l'étude de cas
Quatrième concours de plaidoiries et conférence Friedrich Born sur le droit international humanitaire (organisé par le Comité international de la Croix-Rouge et l'Université de Varsovie), Varsovie
- 2007 octobre *Le système de répression des violations du droit international humanitaire en vertu des Conventions de Genève*
Organisateur et conférencier
Le rôle du pouvoir judiciaire dans la mise en œuvre du droit international humanitaire (organisé par l'Académie judiciaire hongroise et le Comité international de la Croix-Rouge), Budapest

- 2007 octobre *Aperçu des principales questions et des principaux problèmes liés à la mise en œuvre au niveau national de la Convention de La Haye de 1954 et de ses protocoles*
Organisateur et conférencier
Protéger nos valeurs – Séminaire sur la mise en œuvre en Hongrie de la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et de ses protocoles (organisé par le Ministère hongrois de l'éducation et de la culture et le Comité international de la Croix-Rouge), Budapest
- 2007 mars *L'application du droit international humanitaire : les mécanismes existants ;*
Conditions préalables de base pour l'application du droit international humanitaire
Formation sur le droit international humanitaire organisée à l'intention des juges et procureurs macédoniens (organisée par l'Académie judiciaire macédonienne et l'OSCE à Skopje), Skopje
- 2007 février Expert en droit international humanitaire et conférencier
Le rôle du Comité international de la Croix-Rouge dans la protection des victimes de guerre et l'assistance qui leur est apportée – MN CPX COMMON ACTION 2007 – Exercice de poste de commandement (assisté par ordinateur), Brigade en opérations de réponse aux crises – Exercice des commandants (organisé par l'Académie autrichienne de défense nationale), Neulengbach
- 2005 avril, 2006 novembre *Crimes de guerre et responsabilité du commandement : le rôle des conseillers juridiques dans les forces armées ;*
Activités et fondement juridique du Comité international de la Croix-Rouge
Organisateur et conférencier
Cours sur le droit international humanitaire à l'intention des conseillers juridiques des forces armées bulgares (organisé par le Ministère bulgare de la défense et le Comité international de la Croix-Rouge), Sofia
- 2006 octobre *Mécanisme d'examen des armes, des moyens et des méthodes de combat ;*
Protection des biens culturels en cas de conflit armé
Séminaire à l'intention du Comité interministériel lituanien sur le droit international humanitaire (organisé par le Comité national lituanien de droit international humanitaire), Vilnius
- 2006 juillet *Droit international humanitaire et droit des droits de l'homme ;*
Mise en œuvre du droit international humanitaire : défis à l'aune de la guerre contre le terrorisme
Université d'été internationale : guerre contre le terrorisme et droits humains (organisée par l'Université Mykolas Romeris), Vilnius
- 2006 juin Séminaire international sur la protection des biens culturels dans le cadre des opérations de maintien de la paix et des exercices d'entraînement sur le terrain « Opération PALLAS ATHENE »
Membre du jury, expert juridique
(organisé par le Ministère autrichien de la défense nationale), Bregenz
- 2005 octobre *Rôles et activités du Service consultatif du Comité international de la Croix-Rouge pour le droit international humanitaire*

- Séminaire régional sur la mise en œuvre au niveau national de la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et de ses protocoles (organisé par le Ministère polonais de la culture, en association avec le Comité international de la Croix-Rouge et la Croix-Rouge polonaise), Varsovie, Pologne
- 2004 mai *Point sur les derniers faits nouveaux survenus en matière de droit international humanitaire : Convention sur les armes inhumaines (nouveau protocole V sur les restes explosifs de guerre), Convention d'Ottawa et première conférence d'examen, 50^e anniversaire de la Convention de La Haye*
Deuxième réunion régionale (Europe centrale et Europe du Sud-Est) des comités nationaux sur le droit international humanitaire (organisée par le Comité international de la Croix-Rouge et le Comité national slovaque pour le droit international humanitaire, sous les auspices du Ministère slovaque des affaires étrangères), Bratislava, République slovaque
- 2003 juin *Le Service consultatif du Comité international de la Croix-Rouge dans la région et au-delà*
Deuxième séminaire régional sur la mise en œuvre du droit international humanitaire organisé à l'intention des conseillers juridiques des forces armées et des ministères des affaires étrangères (organisé par le Comité international de la Croix-Rouge), Prague, République tchèque
- 2003 février *La protection des emblèmes de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et son incidence sur la législation nationale*
Le droit international humanitaire et sa mise en œuvre dans l'ordre juridique national – Séminaire à l'intention des fonctionnaires de la République de Bulgarie (organisé par la délégation régionale du Comité international de la Croix-Rouge pour l'Europe centrale en coopération avec le Ministère bulgare des affaires étrangères), Sofia, Bulgarie
- 2003 octobre « *Beachtung des Humanitären Völkerrechts* »
Cours de droit international pour les conseillers juridiques militaires autrichiens, Vienne (organisé par le Ministère autrichien de la défense nationale)
- 2002 octobre « *Beachtung des Humanitären Völkerrechts* »
Cours de droit international pour les conseillers juridiques militaires autrichiens, Vienne (organisé par le Ministère autrichien de la défense nationale)
- 2001 octobre *La protection de l'emblème de la Croix-Rouge ou du Croissant-Rouge*
Séminaire régional sur la mise en œuvre du droit international humanitaire organisé à l'intention des conseillers juridiques des forces armées (organisé par le Comité international de la Croix-Rouge), Varsovie, Pologne

Marcelo Vázquez-Bermúdez (Équateur)

[Original : espagnol]

Extrait d'une note verbale datée du 22 février 2021, adressée par la Mission permanente de l'Équateur auprès de l'Organisation des Nations Unies :

La Mission permanente de l'Équateur considère que M. Marcelo Vázquez-Bermúdez possède toutes les compétences, les qualités et l'expérience requises pour continuer de contribuer aux travaux de la Commission, comme en témoigne son curriculum vitae, ci-joint en annexe.

Date de naissance : 12 mars 1964

Formation

Avocat et Docteur en droit

Faculté de droit de la Pontificia Universidad Católica del Ecuador, Quito

Magistère en droit international

Faculté de droit de la Pontificia Universidad Católica del Perú, Lima

Académie diplomatique du Chili « Andrés Bello », Santiago

Diplôme, prix du meilleur étudiant

Droit international

Columbia University, New York

Membre de la Commission du droit international

- Rapporteur spécial sur les principes généraux du droit (depuis 2018)
- Présentation de deux rapports sur les principes généraux du droit
- Rapporteur de la Commission du droit international (2015-2016)
- Président du Groupe de travail sur la détermination du droit international coutumier (2018)
- Président du Groupe de travail sur la protection de l'environnement en rapport avec les conflits armés (2018)
- Président du Groupe de travail sur l'application à titre provisoire Rome des traités (2017)
- Président du Groupe de travail sur les réserves aux traités (2011)
- Président du Comité de rédaction de la Commission du droit international (2009-2010)
- Membre de la table ronde sur la responsabilité des organisations internationales pour fait internationalement illicite, organisée à l'occasion de la réunion des conseillers juridiques des organisations internationales et des membres de la Commission, Genève (2009)
- Membre du Comité de rédaction de la Commission du droit international pour les questions suivantes : crimes contre l'humanité, protection des personnes en cas de catastrophe, accords et pratique ultérieurs dans le contexte de l'interprétation des traités, expulsion des étrangers, détermination du droit international coutumier, responsabilité des organisations internationales pour fait internationalement illicite, application à titre provisoire des traités, clause de la nation la plus favorisée, obligation d'extrader ou de poursuivre, immunité de juridiction pénale étrangère des représentants de l'État, normes impératives

de droit international général (*jus cogens*), protection de l'atmosphère, droit des aquifères transfrontières, effets des conflits armés sur les traités et protection de l'environnement en rapport avec les conflits armés.

Poste actuel

Depuis 2020 – Directeur général de la Division juridique du Ministère des affaires étrangères et de la mobilité humaine

- Fournit des conseils juridiques au Ministre des affaires étrangères et de la mobilité humaine, à d'autres autorités, ainsi qu'aux missions diplomatiques et aux bureaux consulaires de l'Équateur
- Fournit des avis juridiques sur des questions de droit international, la conclusion de traités internationaux et leur mise en œuvre
- Présente à l'Assemblée nationale les traités signés par l'Équateur en vue de leur adoption et de leur ratification ultérieure
- Fournit des conseils juridiques en matière de droit international aux institutions nationales
- Coordonne les activités de coopération judiciaire internationale de l'Équateur, y compris les extraditions

Expérience professionnelle

2020 – Sous-secrétaire de la Communauté équatorienne des migrants, Ministère des affaires étrangères et de la mobilité humaine

- A coordonné l'assistance et la protection fournies aux migrants équatoriens à l'étranger, par l'intermédiaire des ambassades et consulats équatoriens, en application des réglementations internationales et nationales en la matière
- A coordonné le retour de plus de 16 000 Équatoriens bloqués à l'étranger en raison de la crise mondiale provoquée par la pandémie de COVID-19

2014-2019 – Ambassadeur, Représentant permanent suppléant de l'Équateur auprès de l'Organisation des États américains (OEA)

- Connaissance approfondie du droit interaméricain, de l'OEA et de ses institutions, telles que la Cour interaméricaine des droits de l'homme et la Commission interaméricaine des droits de l'homme
- A participé aux Assemblées générales de l'OEA, à plusieurs réunions du Conseil permanent, de la Commission des questions juridiques et politiques et d'autres commissions et groupes de travail, en apportant d'importantes contributions constructives

2012-2013 – Conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères de l'Équateur

- Vice-Ministre des affaires étrangères par intérim, en plusieurs occasions
- A donné des conseils juridiques en matière de droit international aux autorités du Ministère
- A fourni des avis juridiques dans le cadre de la négociation de traités et d'autres instruments internationaux et de leur mise en œuvre
- A négocié l'accord sur la délimitation des aires maritimes entre l'Équateur et le Costa Rica et coordonné les réunions binationales et les travaux sur le terrain qui ont permis d'établir la carte des frontières

- Chef de la délégation équatorienne à la réunion de préparation à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, Organisation des Nations Unies, Genève
- Chef de la délégation équatorienne à la septième réunion ministérielle de la Communauté des démocraties, Oulan-Bator
- Chef de la délégation équatorienne ayant participé aux activités du Groupe de travail sur les droits humains de l'UNASUR
- Représentant du Ministère des affaires étrangères au sein du Groupe interinstitutionnel chargé d'élaborer le dossier d'extension des limites du plateau continental au-delà des 200 milles marins que l'Équateur a présenté à la Commission des limites du plateau continental
- Représentant de l'Équateur au sein du Groupe d'experts de haut niveau sur le règlement des différends relatifs aux investissements de l'UNASUR
- A participé à l'élaboration des éléments juridiques sur lesquels se fonde la Déclaration présidentielle conjointe de l'Équateur et du Pérou proclamant le golfe de Guayaquil baie historique
- A participé, en tant que Vice-Ministre des affaires étrangères par intérim, à la réunion du Mécanisme de consultation politique entre l'Équateur et la République de Corée organisée au niveau des vice-ministres (2012)
- Chef de la délégation équatorienne aux réunions du Comité binational du programme de conversion de dette entre l'Équateur et l'Espagne (2012-2013)
- Chef de la délégation équatorienne à la réunion d'experts intergouvernementaux organisée pour négocier les Principes directeurs internationaux sur les mesures de prévention du crime et de justice pénale relatives au trafic de biens culturels et aux autres infractions connexes, Organisation des Nations Unies, Vienne (2012)

2006-2011 – Représentant permanent de l'Équateur auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Paris

- Président de la troisième Conférence des États parties à la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (juin 2011)
- Président de la huitième réunion des Hautes Parties contractantes à la Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé (novembre 2009)
- Président de la première réunion des États parties à la Convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique (mars 2009)
- Vice-Président de la Conférence générale de l'UNESCO, Paris (2007 et 2009)
- Représentant de l'Équateur au Conseil exécutif de l'UNESCO (2006-2007)
- Membre de l'Organe consultatif d'experts sur le droit de la mer de la Commission océanographique intergouvernementale (COI)

2003-2006 – Directeur général de la Division juridique du Ministère des affaires étrangères de l'Équateur

- A fourni des conseils juridiques au Ministre des affaires étrangères et à d'autres autorités, ainsi qu'aux missions diplomatiques et aux bureaux consulaires de l'Équateur à l'étranger

- A fourni des avis juridiques dans le cadre de la négociation de traités et d'autres instruments internationaux et de leur mise en œuvre
- A rédigé des avis juridiques sur le droit international
- A présenté au Congrès le contenu et le champ d'application des traités signés en vue de leur adoption et de leur ratification ultérieure
- A coordonné les activités de coopération judiciaire internationale de l'Équateur, y compris les procédures d'extradition

1998-2003 – Conseiller juridique de la Mission permanente de l'Équateur auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York

- Représentant de l'Équateur à la Sixième Commission (questions juridiques) de l'Assemblée générale, de la cinquante-troisième à la cinquante-septième session de l'Assemblée
- Vice-Président de la Sixième Commission de l'Assemblée générale (questions juridiques) à la cinquante-cinquième session de l'Assemblée
- Vice-Président du Comité spécial sur la portée de la protection juridique offerte par la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé et coordonnateur des consultations sur cette question, lors des cinquante-sixième et cinquante-septième sessions de l'Assemblée générale
- Coordonnateur des négociations sur la résolution 56/83, intitulée « responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite », adoptée par l'Assemblée générale à sa cinquante-sixième session (2001)
- Coordonnateur des négociations sur la résolution 55/153, intitulée « Nationalité des personnes physiques en relation avec la succession d'États », adoptée par l'Assemblée générale à sa cinquante-cinquième session (2000)
- Chef de la délégation équatorienne à la réunion plénière de l'Assemblée générale sur le point de l'ordre du jour intitulé « Les océans et le droit de la mer ». A négocié plusieurs résolutions sur la question, notamment celle portant sur l'exploitation durable des pêches
- Chef de la délégation équatorienne aux réunions des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (1999-2003)
- Chef de la délégation équatorienne aux réunions du Processus consultatif informel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer (2000-2003)
- Chef de la délégation équatorienne qui a participé aux négociations concernant la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire
- Chef de la délégation équatorienne aux 10 sessions de la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale (1998-2002). A participé aux négociations concernant divers instruments, notamment le Règlement de procédure et de preuve, les Éléments des crimes, l'Accord de siège de la Cour pénale internationale, le Règlement de l'Assemblée des États Parties et l'Accord régissant les relations entre la Cour pénale internationale et l'Organisation des Nations Unies
- Chef de la délégation équatorienne à l'Assemblée des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Membre élu du Bureau (2002-2003)
- Représentant de l'Équateur à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2000

- Représentant de l'Équateur à la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects (2001)
- Représentant de l'Équateur à la Commission du désarmement (1999)

1998 – Membre de l'équipe de négociation de l'accord de paix entre l'Équateur et le Pérou

- Coordonnateur du deuxième groupe de négociation de l'Accord de paix de 1998 qui a réglé le différend territorial opposant l'Équateur et le Pérou
- Les négociations ont eu lieu au Département d'État des États-Unis d'Amérique à Washington, ainsi qu'à Quito et à Lima

1995-1997 – Commission de voisinage et des relations bilatérales

- Coordonnateur de la Commission de voisinage Équateur-Colombie et des relations bilatérales entre l'Équateur et le Pérou et entre l'Équateur et le Chili
- Ministère des affaires étrangères de l'Équateur
- A négocié des accords et arrangements bilatéraux sur divers sujets, notamment l'entraide judiciaire, l'intégration, les infrastructures et la santé

1990-1994 – Ambassade de l'Équateur au Pérou

- Premier Secrétaire
- Élu rapporteur de la troisième réunion des ministres des affaires étrangères de la Commission permanente du Pacifique Sud (CPPS), Lima (1993)
- Négociation d'accords et d'arrangements bilatéraux

1986-1989 – Département du droit de la mer du Ministère des affaires étrangères

- Chef de la délégation équatorienne à la septième session de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer, tenue à Kingston (1989)
- Chef de la délégation équatorienne au Comité juridique de la Commission permanente du Pacifique Sud, Bogota (1989)
- A élaboré la position de l'Équateur dans le domaine du droit de la mer

Activités universitaires

- Chargé de cours à la Faculté de droit de l'Universidad Andina Simón Bolívar, Quito (2012 et 2004-2005)
- Chargé de cours à la Pontificia Universidad Católica del Ecuador, Quito (1995-1998)
- Chargé de cours à l'Universidad Internacional SEK, Quito (1998)
- Conférencier sur le droit international et le droit de la mer pour l'Institut national d'études supérieures, la Marine équatorienne et l'Académie diplomatique (1995 et 2006)
- Conférencier au premier séminaire sur le droit international humanitaire et la Cour pénale internationale à l'intention des fonctionnaires, organisé par le Comité international de la Croix-Rouge et le Ministère équatorien des affaires étrangères à Quito (août 2004)
- Conférencier sur l'entraide judiciaire internationale et les extraditions à l'occasion du séminaire à l'adresse des procureurs publics, organisé par le Parquet général de Quito (mai 2005)

- Intervenant lors du séminaire sur les sources du droit international organisé à l'Institut de hautes études internationales et du développement, Genève (mai 2019)
- Conférencier sur le développement et la codification du droit international à l'Institut de hautes études internationales et du développement, Genève (juillet 2008)
- Intervenant lors des ateliers de préparation d'une convention sur la prévention et la répression des crimes contre l'humanité, organisés par la *Washington University School of Law, Whitney Harris World Law Institute*
- *International Nuremberg Principles Academy*, Nuremberg, Allemagne, (novembre 2015)
- Centre de droit international de la *National University of Singapore* (décembre 2016)
- Conférencier pour le cours régional de droit international des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Montevideo (avril 2016)
- Conférencier pour le cours de droit international de l'Organisation des États américains (OEA), Rio de Janeiro, Brésil (août 2017)

Publications

- Premier rapport sur les principes généraux du droit, Organisation des Nations Unies, Genève (2019)
- Deuxième rapport sur les principes généraux du droit, Organisation des Nations Unies, Genève (2020)
- *Las Naciones Unidas y la represión de la financiación del terrorismo: convenciones y resoluciones*, Pontificia Universidad Católica del Perú (2002)
- *Los Océanos y el derecho del mar: consideraciones para la agenda del Ecuador*, Académie diplomatique, Quito (2002)
- « Les principes généraux du droit : premier débat à la Commission du droit international et à la Sixième Commission », *Chinese Journal of International Law*, volume 19, numéro 1 (mars 2020)
- Divers articles et conférences sur le droit international.

Autres activités dans les domaines international et juridique

- Membre du Groupe national équatorien de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye (2013-2019)
- Président du Comité juridique de la Commission nationale équatorienne pour les affaires maritimes et le droit de la mer (2004-2006)
- Chef de la délégation équatorienne lors des négociations sur le système de règlement des différends au titre de l'Accord de commerce entre l'Équateur et les États-Unis d'Amérique (2004)
- Membre du Comité exécutif du Fonds commun pour les produits de base, organisation internationale créée par la CNUCED ayant son siège à Amsterdam (2003-2005)
- Représentant de l'Équateur au treizième Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Mouvement des pays non alignés, Kuala Lumpur (2003)

- Autorité centrale équatorienne pour la Convention interaméricaine sur les commissions rogatoires (2004-2006)
- Autorité nationale équatorienne pour l'application de la Convention de Strasbourg sur le transfèrement des personnes condamnées (2006)

Associations professionnelles

- Membre de la Société latinoaméricaine de droit international
- Membre de l'American Society of International Law
- Membre du barreau de l'Équateur

Connaissances linguistiques

Espagnol, anglais et français

Evgeny Zagaynov (Fédération de Russie)

Extrait d'une note verbale datée du 5 novembre 2020, envoyée par la Mission permanente de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies

M. Evgeny Zagaynov possède une vaste expérience pratique et une grande expertise en droit international. Il est actuellement directeur du département juridique du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie. Il est membre de la Commission du droit international depuis 2018. Entre 2013 et 2018, il a été affecté à New York en tant que Représentant permanent adjoint de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies. Il a conduit des délégations russes dans un certain nombre de forums majeurs sur le droit international et a négocié de nombreux instruments juridiques bilatéraux et multilatéraux.

Ayant toujours attaché une grande importance aux activités de la Commission du droit international, la Fédération de Russie est convaincue que la réélection de M. Evgeny Zagaynov contribuera à l'exécution efficace des travaux de la Commission visant à promouvoir le développement progressif du droit international et sa codification.

Né en 1967 dans la région de Moscou (URSS)

Parcours professionnel

M. Evgeny T. Zagaynov est un diplomate de carrière et l'un des principaux juristes de la Fédération de Russie, avec plus de 30 ans d'expérience professionnelle, à des niveaux de responsabilité de plus en plus élevés, dans les domaines du droit international et des relations internationales. Il possède une expérience à la fois pratique et académique en droit international. Il est actuellement conseiller juridique du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie (directeur du département juridique). Dans les limites des pouvoirs qui lui sont délégués, il conseille le Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, supervise l'élaboration et la mise en œuvre de la position officielle du pays sur les questions de droit international, recense les obstacles juridiques à surmonter et prend des décisions stratégiques sur la politique et les mesures à adopter dans le domaine juridique. M. Evgeny T. Zagaynov est membre de la Commission du droit international depuis 2018 et participe activement aux délibérations sur plusieurs des sujets qui y sont actuellement examinés.

Formation

- | | |
|------------------|--|
| 1984-1989 | Institut d'État des relations internationales de Moscou ;
Diplômé en droit international |
| 1989 | Académie diplomatique du Ministère des affaires étrangères de l'URSS
Cours de droit international et de relations internationales |

Expérience professionnelle

- | | |
|--------------------|---|
| Depuis 2018 | Directeur du département juridique du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie

– Chef de la délégation russe à la conférence intergouvernementale chargée d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable |
|--------------------|---|

de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale.

- Chef de la délégation russe à la 33^e Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (Genève, 2019)
- Chef adjoint de la délégation russe à la conférence internationale sur le thème : « 150^e anniversaire de la Déclaration de Saint-Petersbourg à l'effet d'interdire l'usage de certains projectiles en temps de guerre : nouveau contexte, même pertinence » (2018)
- Représentant de la Fédération de Russie à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies
- Représentant de la Fédération de Russie au Comité des conseillers juridiques sur le droit international public du Conseil de l'Europe (CAHDI)
- Représentant de la Fédération de Russie aux réunions du Conseil des chefs des services juridiques des ministères des affaires étrangères des États membres de la Communauté d'États indépendants

Depuis 2018 Membre de la Commission du droit international

- 2013-2018** Représentant permanent adjoint de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York
- Représentant suppléant de la Fédération de Russie au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale (en accordant une attention particulière aux travaux des Sixième et Troisième Commissions) et au Conseil économique et social de l'ONU
 - Participation aux négociations relatives à certains instruments internationaux, notamment le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (2015) ; la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants (2016) ; le document final de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au problème mondial de la drogue (2016) ; de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale
 - Représentant principal de la Fédération de Russie au Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité
 - Représentant suppléant de la Fédération de Russie au Conseil consultatif du Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme
 - Chef de la délégation russe aux 24^e, 25^e, 26^e et 27^e réunions des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer
 - Représentant de la Fédération de Russie à quatre sessions du comité préparatoire créé par la résolution 69/292 de l'Assemblée générale intitulée « Élaboration d'un instrument international juridiquement contraignant se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale » (2015-2017)

- Chef adjoint de la délégation russe à la trentième session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le problème mondial de la drogue (2016)
- Chef de la délégation russe aux 18^e et 19^e réunions des États parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ; aux 34^e et 35^e réunions des États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques ; à la 8^e session de la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées ; aux 25^e et 26^e réunions des États parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale ; aux 15^e et 16^e réunions des États parties à la Convention relative aux droits de l'enfant
- Chef de la délégation russe à la 13^e session de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (2014)
- Chef de la délégation russe à la sixième séance ministérielle plénière du Forum mondial de lutte contre le terrorisme (2015)
- Représentant de la Fédération de Russie au Sommet des dirigeants sur la lutte contre l'EIIL et l'extrémisme violent (2015)
- Chef de la délégation russe aux sessions du Conseil d'administration de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

2009-2013

Chef de cabinet adjoint du bureau du premier Vice-Premier Ministre de la Fédération de Russie

- Supervision de l'analyse juridique des projets d'actes et de décisions du Gouvernement de la Fédération de Russie et des instruments juridiques internationaux ; facilitation des contacts internationaux, notamment les travaux des commissions bilatérales sur la coopération économique avec le Japon, Singapour, le Royaume-Uni et le Vietnam ; participation aux négociations avec l'Organisation de coopération et de développement économiques ; préparation du sommet de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) à Vladivostok (2012)
- Secrétaire exécutif de la commission gouvernementale pour le développement et l'intégration économiques

2006-2009

Directeur adjoint du département juridique du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie

- Agent de la Fédération de Russie devant le Tribunal international du droit de la mer dans l'affaire du « Hoshinmaru » (*Japon c. Fédération de Russie*) et l'affaire du « Tomimaru » (*Japon c. Fédération de Russie*) (2007)
- Chef de la délégation russe à la 14^e session de l'Autorité internationale des fonds marins. Participation aux négociations sur le Règlement relatif à la prospection et à l'exploration des sulfures polymétalliques dans la Zone (adopté en 2010)
- Chef de la délégation russe aux 17^e et 18^e réunions des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer

- Chef de la délégation russe aux 50^e et 51^e sessions du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (COPUOS) et aux 46^e, 47^e et 48^e sessions du Sous-Comité juridique du COPUOS
- Chef adjoint de la délégation russe lors des négociations avec la Norvège (2007-2009) concernant le traité relatif à la délimitation maritime et à la coopération dans la mer de Barents et le Glacial Arctique (signé en 2010) et l'accord entre la Fédération de Russie et le Royaume de Norvège sur la délimitation maritime dans la zone du fjord de Varanger (signé en 2007)
- Chef de la délégation russe lors des négociations avec la Pologne (2008-2009) concernant l'accord entre le Gouvernement de la Fédération de Russie et le Gouvernement polonais sur la navigation dans la lagune de Kaliningrad (Vistule) (signé en 2009)
- Membre de délégations russes à différents forums des États de l'Arctique

2003-2006

Conseiller, conseiller principal, conseiller juridique de la Mission permanente de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales, Genève

- Supervision des travaux sur les questions relatives à la coopération avec l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), la Commission du droit international (CDI) et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR)
- Participation aux négociations sur la création du Conseil des droits de l'homme de l'ONU [résolution 60/251 de l'Assemblée générale intitulée « Conseil des droits de l'homme » (2006)]

2000-2003

Premier Secrétaire du département juridique du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie, Moscou

- Membre de la délégation russe au Sommet mondial pour le développement durable (Johannesburg, 2002)
- Rapporteur de la IV^e réunion du Comité pour la protection de l'environnement, XXIV^e Réunion consultative du Traité sur l'Antarctique (Saint-Pétersbourg, 2001)
- Membre des délégations russes aux réunions multilatérales et bilatérales sur la pêche, notamment avec les États-Unis, la Norvège et l'Islande

1989-2000

Attaché, troisième et deuxième secrétaire du Ministère des affaires étrangères de l'URSS/de la Fédération de Russie

Diplomate dans les ambassades de la Fédération de Russie à La Havane (Cuba) et à Sofia (Bulgarie)

Diplomate au département Amérique latine

* * *

A participé à la rédaction d'un certain nombre de traités et d'instruments multilatéraux majeurs :

- Convention sur le statut de la mer Caspienne
- Traité sur l'Union économique eurasiatique
- Déclaration d'Ilulissat des États de l'Arctique
- Convention du travail maritime de l'OIT
- Convention sur les pièces d'identité des gens de mer de l'OIT (révisée) (n° 185)
- Convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique de l'UNESCO
- Le Traité de Singapour sur le droit des marques
- Déclaration de Johannesburg sur le développement durable

Grade diplomatique – Envoyé extraordinaire et plénipotentiaire

Auteur d'un certain nombre de publications sur le droit international (en russe)

Membre du conseil exécutif de l'Association russe de droit international

Conférencier invité sur le droit international à l'Institut des relations internationales de Moscou et à l'Académie diplomatique du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie (2006-2009)

Coorganisateur et orateur à la table ronde sur le thème « Current Trends in the Development of Judicial Practice on the Correlation between International and National Law » au St. Petersburg International Legal Forum (2018)

Conférencier lors du Forum on the Belt and Road Legal Cooperation (Beijing, 2018)

Conférencier invité au cours d'été sur le droit international public organisé par l'International and Comparative Law Research Center (Moscou, 2019)

Conférencier lors de la 62^e réunion annuelle de l'Association russe de droit international sur le thème « International law and State security » (2019)

Conférencier à la XIII^e Conférence internationale sur le droit international humanitaire sur le thème « Martens Readings – 2019, Geneva Conventions: 70 years after » (Saint-Pétersbourg, 2019)

Langues – russe (langue maternelle), anglais (courant), espagnol (courant), bulgare (courant), français (compréhension à l'oral et à l'écrit)

Fuad Zarbiyev (Azerbaïdjan)

Extrait d'une note verbale datée du 5 novembre 2020, envoyée par la Mission permanente de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation des Nations Unies

M. Fuad est un universitaire et un expert chevronné dans le domaine du droit international, qui possède une vaste expérience et est mondialement reconnu. Il a fait ses études à la faculté de droit de Harvard, à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève, à l'Institut international des droits de l'homme de Strasbourg et dans d'autres institutions de renom. Ses articles, qui portent sur des sujets divers et variés, ont été publiés par des revues académiques de grande réputation. M. Fuad Zarbiyev a reçu deux prix et une bourse pour ses activités de recherche exceptionnelles.

La Mission permanente est convaincue que, si M. Fuad Zarbiyev est élu à la Commission du droit international pour la période 2023-2027, ses connaissances et son expertise seront précieuses pour les travaux de la Commission.

Postes occupés

<i>Depuis sept. 2018</i>	Codirecteur du Master de droit international Institut de hautes études internationales et du développement, Genève
<i>Depuis janv. 2019</i>	Professeur associé de droit international (permanent) Institut de hautes études internationales et du développement, Genève
<i>Févr. 2018-déc. 2018</i>	Professeur assistant de droit international Institut de hautes études internationales et du développement, Genève
<i>Oct. 2011-janv. 2016</i>	Avocat associé et conseil – droit international public et pratique de l'arbitrage international Curtis, Mallet-Prevost, Colt & Mosle LLP, New York
<i>Sept. 2010-mai 2011</i>	Bénéficiaire du Programme Hauser Global Law (Global Research Fellow) Faculté de droit de l'Université de New York, New York

Expérience en tant que professeur invité

Session de printemps

<i>2019-2020</i>	Professeur invité de droit international École de droit de Sciences Po Paris
------------------	---

Formation

<i>Sept. 2009</i>	Institut de hautes études internationales et du développement (Genève) Doctorat en droit international (mention très honorable avec félicitations du jury)
<i>Mai 2010</i>	Faculté de droit de Harvard Master de droit
<i>Août 2004</i>	Institut international des droits de l'homme (Strasbourg) Diplôme (avec mention)

Juin 2003	Institut des Hautes Études Européennes, Strasbourg Master en droit européen des droits de l'homme (mention très bien)
Août 2002	Académie de droit international de La Haye Diplôme en droit international public
Juin 1998	Université d'État de Bakou Licence de droit (spécialisation : droit international) (avec mention)

Principales publications

Le discours interprétatif en droit international : un essai critique (Bruylant, 2015)

Prix de l'Association des anciens étudiants de l'Institut de hautes études internationales et du développement, décerné par le département de droit international de l'établissement à une thèse de doctorat exceptionnelle

Sélectionné par les rédacteurs du *European Journal of International Law* parmi les livres de l'année 2016

Demystifying Treaty Interpretation (avec Andrea Bianchi) (Cambridge University Press, 2021)

The Domain of International Adjudication: Why States Abandon Decision Control (sous contrat avec Cambridge University Press)

« International Law in an Age of Post-Shame », *ESIL Reflections* 9:3 (2020)

« The 'Cash Value' of the Rules of Treaty Interpretation », *Leiden Journal of International Law* (2019) (32), p. 33 à 45 ; « Saying Credibly What the Law Is. On Marks of Authority in International Law » (2018)9(2) *Journal of International Dispute Settlement*, p. 291 à 314

« Judicial Activism », article paru dans la Max Planck Encyclopedia of International Procedural Law (EiPro) (Oxford University Press, 2018)

« From the Law of Valuation to Valuation of Law? On the Interplay of International Law and Economics in Fair-Market Valuation » dans Theresa Carpenter, Marion Jansen et Joost Pauwelyn (dir.), *The Use of Economics in International Trade and Investment Disputes* (Cambridge University Press, 2017), p. 370 à 382

« Le mimétisme jurisprudentiel en droit international » dans Vincent Négri et Isabelle Schulte-Tenckhoff (dir.), *Dissémination et mimétisme en droit international : un regard anthropologique sur la formation des normes* (Pedone, 2016), p. 59 à 71

« A Genealogy of Textualism in Treaty Interpretation », dans Andrea Bianchi, Daniel Peat et Matthew Windsor (dir.), *Interpretation in International Law* (Oxford University Press, 2015), p. 251 à 267

« Judicial Activism in International Law: A Conceptual Framework for Analysis » (2012) 3 *Journal of International Dispute Settlement*, p. 247 à 278 (vainqueur du prix James Crawford)

« Retour sur une situation insolite dans le contentieux international : décision du 3 juillet 2001 de la Commission de libre-échange de l'ALENA et les procédures en cours » (2010) *Revue belge de droit international*, p. 237 à 253

« L'interprétation téléologique des traités comme moyen de prise en compte des valeurs et intérêts environnementaux », dans Hélène-Ruiz Fabri et Lorenzo Gradoni (dir.), *Émergence et circulation de concepts juridiques en droit international de*

l'environnement : entre mondialisation et fragmentation (Société de législation comparée 2009), p. 199 à 242

« Les politiques de la vérité juridique en droit international. Propos autour d'une controverse interjuridictionnelle » (2007) 18 *Finnish Yearbook of International Law*, p. 343-366

« Le phénomène séparatiste devant la Cour européenne des droits de l'homme » (2005) 19 *Observateur des Nations Unies*, p. 77 à 97

« Quelques observations sur le traitement de l'exception d'immunité juridictionnelle de l'État étranger par la Cour européenne des droits de l'homme » (2004) 59 *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, p. 621 à 644

Participation à des conférences, ateliers et débats d'experts

Nommé directeur des études à l'Académie de droit international de La Haye (session d'hiver, 2024)

« International Courts as Interpreters of Domestic Law: The Relative Authority of Alternatives », Concepts and Methods Workshop. When International Courts and Tribunals Defer to States, 25 novembre 2020, Université d'Oslo

« An 'Orderly Division of Labor' amongst International Courts and Tribunals: Possible and/or Desirable? », Public International Law Discussion Group, Université d'Oxford, 15 Octobre 2020

« Linguistic Rationality as Discursive Commitment: Rethinking International Legal Normativity », Lauterpacht Centre for International Law, Université de Cambridge, 18 Octobre 2019

Participant invité à la table ronde sur le thème « The Vienna Convention on the Law of Treaties at 50 », organisée par les missions permanentes du Canada et de la Colombie auprès de l'Organisation des Nations Unies, 23 mai 2019, Siège de l'ONU, New York

Organisateur et modérateur au débat d'experts avec le Professeur B. S. Chimni sur le thème « A Global South Perspective on International Law », Institut de hautes études internationales et du développement, Genève, 8 mars 2019

Conférencier invité à l'atelier sur le thème « International Law in 1923: A Snapshot Workshop » organisé par l'École de droit de Sciences Po et la faculté de droit de l'Université de Glasgow, Paris, 12 décembre 2018

Conférencier invité à l'atelier sur le thème « Sociological Perspectives on International Tribunals: Formal, Informal Rules, Functions and Symbols » organisé par le Max Planck Institute Luxembourg for Procedural Law, Luxembourg, 8-9 novembre 2018

Conférencier invité à l'International Investment Law and Policy Speaker Series, faculté de droit de l'Université Columbia (intervention sur le thème « 'Imaginative Qualities of Actual Things': Investment Treaty-Making and Precedents »), New York, 6 novembre 2017

Choisi comme participant à la 11^e Pan-European Conference on International Relations, Barcelone, du 13 au 16 septembre 2017 (avec un article intitulé « Writing about International Law in Dark Times »)

Choisi comme participant au troisième atelier sur la sociologie du droit international sur le thème « Cognitive Sociology, Culture, and International Law » (avec un article

intitulé « International Judicial Self: The Making of Identity in International Courts »), Copenhague, 28-29 avril 2017

Expert participant à l'audition organisée par la Commission permanente de la paix et de la sécurité internationale de l'Union interparlementaire sur le thème « La souveraineté nationale, la non-ingérence dans les affaires intérieures des États et les droits de l'homme dans le droit international », Genève, 24 octobre 2016

Choisi comme participant (avec un article intitulé « Is There a Public International Law Paradigm in Investment Treaty Arbitration? »), à la Cinquième conférence biennale de la Society of International Economic Law sur le thème « International Economic Law in a Diverse World », Johannesburg, du 7 au 9 juillet 2016

Conférencier invité à l'atelier organisé par le Manchester International Law Centre et l'Amsterdam Centre for International Law sur le thème « Reason, Rhetoric, and Violence in the Argumentative Practice of International Law », Amsterdam, 10 juin 2016

Choisi comme participant (avec un article intitulé « The Authority to Say What the International Law Is: Competing Claims and Emerging Patterns ») à la 25^e conférence annuelle organisée par SLS-BIICL sur la théorie et le droit international ayant pour thème « Beyond Our Comfort Zone? Situating the Authority of International Lawyers, Institutions, & Other International Actors », Londres, 25 avril 2016

Panéliste à la table ronde sur le thème « Russian Approaches to International Law », Institut de hautes études internationales et du développement, Genève, 13 avril 2016

Prix et bourses

<i>Avril 2012</i>	Prix James Crawford Meilleur article publié dans le <i>Journal of International Dispute Settlement</i>
<i>Sept. 2012</i>	Prix de l'association des anciens étudiants de l'Institut de hautes études internationales et du développement Thèse de doctorat exceptionnelle en droit international
<i>Sept. 2010</i>	Bénéficiaire du Programme Hauser Research Fellow de la faculté de droit de l'Université de New York

Fonctions administratives

<i>Depuis sept. 2018</i>	Codirecteur du Master de droit international de l'Institut de hautes études internationales et du développement
<i>Depuis sept. 2018</i>	Membre du comité de recherche de l'Institut de hautes études internationales et du développement

Fonctions éditoriales

<i>Depuis févr. 2019</i>	Rédacteur en chef du <i>Journal of International Dispute Settlement</i>
<i>Depuis sept. 2016</i>	Membre du comité de la recherche et des publications de la revue <i>Brill Research Perspectives in International Legal Theory and Practice</i>
<i>Depuis déc. 2018</i>	Critique de livres pour le <i>European Journal of International Law</i>

Expérience de la pratique juridique

Conseil de la République de l'Inde dans l'affaire *CC/Devas (Maurice) Ltd, Devas Employees Mauritius Private Limited et Telecom Devas Mauritius Limited c. Inde*, Cour permanente d'arbitrage (n° 2013-09)

Conseil de la République de l'Inde dans l'affaire *Deutsche Telekom c. Inde*, Cour permanente d'arbitrage (n° 2014-10)

Conseil de la République de l'Inde dans l'affaire *Maxim Naumchenko, Andrey Polouektov et Tenoch Holdings Ltd c. Inde*, Cour permanente d'arbitrage (n° 2013-23)

Conseil de la République de l'Inde dans l'affaire *Khaitan Holdings (Maurice) Limited c. République de l'Inde*, Cour permanente d'arbitrage (n° 2018-50)

Conseil de la République bolivarienne du Venezuela dans l'affaire *ConocoPhillips Petrozuata B.V., ConocoPhillips Hamaca B.V. et ConocoPhillips Gulf of Paria B.V. c. la République bolivarienne du Venezuela*, Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (n° ARB/07/30)

Conseil de la République bolivarienne du Venezuela dans l'affaire *Mobil Corporation, Venezuela Holdings, B.V., et al. c. la République bolivarienne du Venezuela*, Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (n° ARB/07/27)

Conseil de la République bolivarienne du Venezuela dans l'affaire *Universal Compression International Holdings, S.L.U. c. la République bolivarienne du Venezuela*, Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (n° ARB/10/9)

Conseil de l'État du Koweït dans l'affaire *Almasryia for Operating & Maintaining Touristic Construction Co. L.L.C. c. l'État du Koweït*, Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (n° ARB/18/2)

Conseil d'une société publique indienne dans l'affaire *Devas Multimedia Private Limited c. Antrix Corporation Limited*, Chambre de commerce internationale (n° 18051/CYK)

Conseil d'une société publique vénézuélienne dans l'affaire *Phillips Petroleum Company Venezuela Limited, ConocoPhillips Petrozuata B.V. c. Petroleos De Venezuela, S.A., Corpoguanipa, S.A., PDVSA Petroleo, S.A.*, Chambre de commerce internationale (n° 20549/ASM/JPA) (C-20550/ASM)

Conseiller juridique du Gouvernement costaricien dans le *Différend relatif à des droits de navigation et des droits connexes (Costa Rica c. Nicaragua)*, Cour internationale de Justice

Conseil des Émirats arabes unis dans l'affaire de l'*Application de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Qatar c. Émirats arabes unis)*, Cour internationale de Justice

Nassib G. Ziadé

[Original : anglais, arabe et français]

Président-directeur général

Chambre de Bahreïn pour le règlement des différends

Nationalités : libanais et chilien**Langues** : arabe, français et anglais (lus, écrits et parlés couramment) ; espagnol (connaissance technique)

Nassib G. Ziadé est le Président-directeur général de la Chambre de Bahreïn pour le règlement des différends (BCDR-AAA). Il a exercé les fonctions de Directeur du Centre d'arbitrage international de Dubaï (DIAC) de juillet 2011 à août 2013. Il a été Secrétaire général adjoint du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) de 2007 à 2011 et Secrétaire général par intérim du CIRDI d'avril 2008 à juin 2009. Il est juge au Tribunal administratif du Fonds monétaire international (FMI) et il est régulièrement désigné comme arbitre ou comme président du tribunal arbitral dans des arbitrages internationaux en matière de commerce, de construction, d'investissement et de droit international public.

M. Ziadé a une grande expérience dans l'administration des procédures juridiques internationales et dans le développement des tribunaux internationaux. Il est expert en droit international privé et droit international public, en droit de l'arbitrage international, en droit des investissements internationaux, en droit administratif international et dans le domaine des conflits d'intérêts. De 1997 à 2007, il a exercé les fonctions de Secrétaire exécutif du Tribunal administratif de la Banque mondiale. Il a été nommé en 1998 membre d'un comité qui a revu de manière approfondie les procédures de règlement des différends internes de la Banque mondiale. Il a participé jusqu'en 2007 à toutes les réformes ultérieures de ces procédures. M. Ziadé a en outre conseillé en 2002 le gouvernement de Bahreïn concernant l'instauration d'une Cour constitutionnelle dans ce pays. Il a également conseillé diverses organisations internationales concernant la création et le fonctionnement de leurs tribunaux administratifs internationaux.

M. Ziadé est membre du Conseil d'administration et vice-président du Comité consultatif du Centre régional d'arbitrage commercial international du Caire (CRCICA), membre du Comité consultatif international du Centre international pour le règlement des conflits (ICDR/AAA) et ancien membre de la Cour de la London Court of International Arbitration (LCIA). Il est membre de la Cour permanente d'arbitrage (CPA), membre des Listes d'arbitres et de conciliateurs du CIRDI et vice-président de la Fédération internationale des institutions d'arbitrage commercial (IFCAI). Il a été de 2012 à 2014 membre du sous-comité relatif aux conflits d'intérêts formé par le comité d'arbitrage de l'International Bar Association (IBA).

M. Ziadé est Professeur invité dans le cadre du programme LLM d'arbitrage international à la faculté de droit de l'Université de Miami depuis 2010 et Professeur invité chargé du cours d'arbitrage international à la faculté de droit de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth et à la faculté de droit de l'Université Saint-Joseph de Dubaï. Il a été en 2011 Professeur invité chargé du cours du règlement des différends économiques internationaux à l'Université de Paris 1 (Panthéon-Sorbonne) et en 1999 et 2004 Professeur invité chargé des cours d'arbitrage international et de droit administratif international aux Universités du Chili et de Heidelberg à Santiago. Il a donné un cours intitulé « L'indépendance des instances d'arbitrage établies dans le cadre des organisations internationales » au sein de la section de droit international

public à l'Académie de droit international de La Haye en 2012 et a dirigé un atelier de travail à l'Académie internationale du droit de l'arbitrage à Paris en 2013.

M. Ziadé a publié divers articles et ouvrages en droit international et en droit de l'arbitrage et a organisé de nombreux colloques internationaux. Il participe souvent en tant qu'intervenant à des colloques de droit dans diverses régions du monde. Il a été entre 2011 et 2017 membre du Comité consultatif du Centre Lauterpacht pour le droit international de l'Université de Cambridge et il est membre du Conseil exécutif de la Société américaine pour le droit international. Il est également membre de la Société française pour le droit international, de l'Association suisse de l'arbitrage, du Comité français de l'arbitrage et du Conseil international pour l'arbitrage commercial (ICCA). M. Ziadé a fondé la *BCDR International Arbitration Review* dont il est le Rédacteur en chef. Il a été de 2007 à 2011 Rédacteur en chef de la *ICSID Review—Foreign Investment Law Journal*, après avoir été membre de son comité scientifique pendant de nombreuses années. Il est depuis 1991 membre du comité scientifique de *International Legal Materials* et, depuis 1987, son correspondant pour le Moyen-Orient. Il est en outre membre du comité de rédaction d'*International Journal of Arab Arbitration*.

M. Ziadé a étudié le droit privé et le droit public, le droit international, les sciences administratives et politiques et la gestion (business administration) à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth, à l'American University of Beirut, à Cambridge University et à l'Université de Paris 1 (Panthéon-Sorbonne). Il lit, écrit et parle couramment l'arabe, le français et l'anglais et a une connaissance technique de l'espagnol.

Expérience

- Expert en droit international privé et droit international public, en droit de l'arbitrage international, en droit des investissements internationaux, en droit administratif international et dans le domaine des conflits d'intérêts
- Expérience approfondie en matière d'administration des procédures juridiques internationales (arbitrage, conciliation et contentieux) en droit international privé et public, et dans la gestion et le développement des tribunaux internationaux
- Co-arbitre ou président de tribunaux arbitraux dans des arbitrages *ad hoc* ou institutionnels
- Auteur d'articles juridiques et culturels

Éducation (Tous les diplômes obtenus avec mention)

- Université de Cambridge (Angleterre), LL.M., Master of International Law, 1985 (prix Clive Parry de droit international) (Mémoire : Les dispositions relatives au règlement des conflits dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982)
- Université St. Joseph (université française) de Beyrouth, Liban :
 - Licence/Maîtrise en droit privé, 1983
 - Licence/Maîtrise en droit public, 1983
 - Licence en sciences administratives et politiques, 1984
- Université américaine de Beyrouth, Liban, Bachelor of Business Administration, 1984

Pratique arbitrale

Président ou co-arbitre dans plus de vingt-cinq arbitrages internationaux en matière de commerce, de construction, d'investissement et de droit international public se déroulant en arabe, français ou anglais sous l'égide de la Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (CCI), du CIRDI (Convention et Mécanisme supplémentaire), de la CPA, du Centre régional d'arbitrage commercial international du Caire, du Centre d'Abou Dhabi pour la conciliation et l'arbitrage commerciaux, du Centre d'arbitrage international de Dubaï et du Centre d'arbitrage international de Singapour (SIAC), aussi bien que dans des arbitrages *ad hoc* dont certains conformément au Règlement de la CNUDCI

La pratique en matière d'arbitrage est volontairement cantonnée au rôle d'arbitre à l'exclusion de celui de conseil ou d'expert.

Selon le *Who's Who Legal* 2019 : « Nassib Ziadé est un arbitre très respecté, fort d'une vaste expérience dans le domaine des litiges commerciaux et des différends en matière d'investissement. Il est reconnu pour son expertise dans le secteur de la construction. »

Selon le *Who's Who Legal* 2020 : « Nassib Ziadé est reconnu par ses pairs comme un “acteur de premier plan sur la scène de l'arbitrage dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Son champ d'expertise couvre l'arbitrage dans les domaines du commerce, de la construction et de l'investissement. »

Selon le *Who's Who Legal* 2021 : « Nassib Ziadé est un arbitre très pointu et rigoureux. » « Il est une figure de proue dans le domaine. » « Il est un acteur de premier plan en matière d'arbitrage. »

Expérience arbitrale (principales affaires)

- Co-arbitre dans un arbitrage CIRDI initié en vertu d'un traité bilatéral d'investissement (TBI) entre une société américaine et le Cameroun suite à l'emprisonnement du dirigeant de la société et l'expropriation alléguée d'une plateforme en ligne pour aider à financer des projets d'intérêt collectif (Affaire CIRDI n° ARB/20/2) (en cours, langue française)
- Co-arbitre dans un arbitrage SIAC entre une société émiratie et une société coréenne relatif à un sous-contrat de fourniture de services de consultations variées associé à la conception et à la construction d'un projet touristique dans les Émirats arabes unis (en cours, langue anglaise)
- Co-arbitre dans un arbitrage CCI entre des investisseurs qataris opérant dans l'industrie pharmaceutique et le Royaume d'Arabie Saoudite initié en vertu de l'Accord d'investissement de l'Organisation de la Conférence islamique (en cours, langue anglaise)
- Co-arbitre dans un arbitrage CIRDI entre une société allemande et le Royaume du Maroc relatif à l'imposition de mesures affectant l'industrie du broyage des déchets métalliques initié en vertu d'un TBI (Affaire CIRDI n° ARB/19/2) (en cours, langues anglaise et française)
- Co-arbitre dans un arbitrage entre une société qatarie et le Royaume d'Arabie Saoudite relatif à la radiodiffusion des médias initié en vertu de l'Accord d'investissement de l'Organisation de la Conférence islamique (en cours, langue anglaise)
- Co-arbitre dans un arbitrage CNUDCI administré par la CPA entre une société émiratie et la Libye initié en vertu de l'Accord d'investissement de l'Organisation de la Conférence islamique dans un litige relatif à des projets de

construction (une sentence partielle sur une question préliminaire a été rendue et l'affaire est en cours, langue anglaise)

- Co-arbitre dans un arbitrage CIRDI entre la société qatarie Al Jazeera et l'Égypte initié en vertu d'un TBI dans un litige relatif aux émissions sur multimédias (Affaire CIRDI n° ARB/16/1) (une décision relative aux mesures provisoires a été rendue et l'affaire est en cours, langue anglaise)
- Co-arbitre dans un arbitrage CIRDI selon les règles du Mécanisme supplémentaire entre une société autrichienne et la Libye initié en vertu d'un TBI dans un litige se rapportant à des projets d'infrastructure (Affaire CIRDI n° ARB(AF)15/1) (sentence rendue, langue anglaise)
- Co-arbitre dans un arbitrage CNUDCI administré par la CPA entre des investisseurs tunisiens et le Gabon initié en vertu de l'Accord d'investissement de l'Organisation de la Conférence Islamique dans un litige relatif à la construction de logements sociaux (Affaire CPA n° 2015-25) (sentence rendue, langue française)
- Co-arbitre dans un arbitrage CNUDCI administré par la CPA entre des investisseurs saoudiens et l'Égypte initié en vertu de l'Accord d'investissement de l'Organisation de la Conférence Islamique et d'un TBI dans un litige relatif à des projets de construction touristique (en cours, langues arabe et anglaise)
- Co-arbitre dans un arbitrage CCI relatif à des contrats clés en main en matière d'électricité entre une société indienne et un État du Moyen-Orient, le Ministère de l'électricité de cet État et une entreprise gouvernementale de service public (a démissionné après avoir rendu une opinion dissidente en matière d'admissibilité, langue anglaise)
- Co-arbitre dans un arbitrage CCI entre des investisseurs turcs et la Syrie, initié sur la base d'un TBI dans un litige relatif à des projets de construction (sentence rendue, langue anglaise)
- Président du tribunal arbitral dans un arbitrage sous les auspices du Centre régional pour l'arbitrage commercial international du Caire (CRCICA) entre une partie égyptienne et une société multinationale relatif à la propriété d'un terrain et à un projet de construction d'un complexe résidentiel, administratif, commercial et de divertissement (affaire réglée à l'amiable, langue arabe)
- Co-arbitre dans un arbitrage CCI entre des actionnaires égyptiens et thaïlandais relativement à un investissement dans l'industrie du noir de carbone (affaire réglée à l'amiable, langue anglaise)
- Co-arbitre dans un arbitrage CCI entre une société indienne et une société émiratie relatif à un contrat de construction (sentence rendue, langue anglaise)
- Co-arbitre dans deux arbitrages sous les auspices du Centre d'arbitrage international de Dubaï (DIAC) entre un national syrien et une entité de droit émirati relatifs à la vente et à l'achat de trois unités dans un projet de développement à la Cité sportive de Dubaï (sentences rendues, langue anglaise)
- Co-arbitre dans un arbitrage sous les auspices du Centre régional pour l'arbitrage commercial international du Caire entre des entités syrienne, britannique et égyptienne relatif à la construction de centres touristiques en Syrie (sentence rendue, langue arabe)
- Co-arbitre dans deux arbitrages sous les auspices du Centre régional pour l'arbitrage commercial international du Caire entre des parties égyptiennes et

une partie libyenne relatif à la vente d'actions d'une société opérant dans le secteur hospitalier (sentences rendues, langue arabe)

- Président du tribunal arbitral dans un arbitrage sous les auspices du Centre d'Abou Dhabi pour la conciliation et l'arbitrage commerciaux entre deux entités émiraties relatif à la construction d'un grand centre à finalités multiples à Abou Dhabi (sentence rendue, langues arabe et anglaise)
- Président du tribunal arbitral dans un arbitrage sous les auspices du Centre d'Abou Dhabi pour la conciliation et l'arbitrage commerciaux entre deux entités émiraties relatif à un contrat de construction et de gestion (affaire réglée à l'amiable, langue anglaise)
- Président du tribunal arbitral *ad hoc* dans un arbitrage relatif à la détermination du droit de propriété et des droits aux dividendes des actions d'une importante société d'ingénierie et de construction au Moyen-Orient (affaire réglée à l'amiable après qu'une décision relative à la compétence a été rendue, langues arabe et anglaise)
- Président du tribunal arbitral *ad hoc* dans un arbitrage entre des entités égyptienne et syrienne relatif à un contrat d'approvisionnement de services de forage (la sentence incorporant le règlement amiable des parties a été rendue, langue anglaise)
- Co-arbitre dans un arbitrage *ad hoc* entre des sociétés émiratie, libanaise et française concernant un contrat de consultance (affaire réglée à l'amiable, langue anglaise)

Pratique en tant que juge

Membre du Tribunal administratif du FMI désigné par le Directeur général du FMI après les consultations requises, depuis juin 2019

Expérience institutionnelle

Chambre de Bahreïn pour le règlement des différends (BCDR-AAA)

Président-directeur général, depuis septembre 2013

Nommé par le Conseil d'administration de la BCDR-AAA après les consultations requises

Dirige le secrétariat et représente la BCDR-AAA devant les tribunaux et dans ses relations avec les tiers

Veille au bon fonctionnement de la BCDR-AAA, conformément aux standards internationaux les plus élevés, ainsi qu'au respect de son indépendance et à sa transparence

Supervise l'administration et la gestion des procédures d'arbitrage et de médiation et la nomination d'arbitres

A dirigé la rédaction d'un nouveau règlement d'arbitrage et d'un nouveau règlement de médiation de la BCDR-AAA en arabe, anglais et français comportant les dernières avancées en la matière

A fondé une nouvelle revue de droit, BCDR International Arbitration Review, dont il assure les fonctions de Rédacteur en chef

A initié un programme de formation en matière d'arbitrage international à l'échelle locale et régionale auquel il participe également en dispensant des cours

A organisé de nombreux colloques internationaux de pointe à Bahreïn et a représenté la BCDR-AAA en tant qu'intervenant à des conférences régionales et internationales

Centre d'arbitrage international de Dubaï (DIAC)

Directeur, juillet 2011-août 2013

Nommé par le Conseil d'administration du DIAC après les consultations requises

A veillé au bon fonctionnement du DIAC, conformément aux standards internationaux les plus élevés, ainsi qu'au respect de son indépendance et à sa transparence

A supervisé l'administration et la gestion de plus de 900 procédures d'arbitrage

A soumis au Comité exécutif du DIAC des opinions juridiques relatives à plus de 75 demandes de récusation d'arbitres

A représenté DIAC en tant qu'intervenant à des conférences régionales et internationales

Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI)

Secrétaire général adjoint, octobre 2007- juillet 2011 (Secrétaire général par intérim, avril 2008-juin 2009)

Conseiller juridique en chef, juillet 2007- octobre 2007

Élu Secrétaire général adjoint par le Conseil administratif du CIRDI sur nomination de son Président, le Président de la Banque mondiale, après les consultations requises

A initié de nombreuses réformes substantielles afin de renforcer les capacités opérationnelles du CIRDI et sa stature internationale

A supervisé l'administration et la gestion des procédures d'arbitrage et de conciliation (Durant son mandat au CIRDI, ont été enregistrées 97 requêtes d'arbitrage, une requête en conciliation, 24 requêtes en annulation, 2 requêtes en révision, 4 requêtes en interprétation et 7 requêtes en rectification. Ont été rendues 68 sentences arbitrales, 24 décisions sur la compétence, 14 décisions concernant le sursis à exécution des sentences, 20 décisions relatives aux mesures provisoires, 14 décisions sur des demandes de récusation d'arbitres, 3 décisions sur des demandes de récusation de conseils, 16 décisions d'annulation, 8 décisions de rectification et 1 rapport de conciliation.)

A recommandé au Président du Conseil administratif du CIRDI la nomination de 40 arbitres (dans des tribunaux arbitraux) et de 43 membres de comités *ad hoc* (dans des procédures d'annulation)

A exercé les fonctions d'autorité de nomination conformément aux règles d'arbitrage de la CNUDCI, de l'ALENA et d'autres traités et a statué sur la demande de récusation d'un arbitre dans l'affaire *Vito Gallo c. Canada* (dans le cadre de l'ALENA/CNUDCI)

A représenté le CIRDI devant le Conseil administratif du CIRDI ainsi que le Conseil des Administrateurs de la Banque mondiale

A exercé les fonctions de Rédacteur en chef de la revue juridique du CIRDI, *ICSID Review—Foreign Investment Law Journal*

Tribunal administratif de la Banque mondiale

Secrétaire exécutif, janvier 1997-juin 2007

Nommé par le Président de la Banque mondiale après les consultations requises

A restructuré le secrétariat du Tribunal, l'a dirigé et en a assuré le bon fonctionnement

A suivi et supervisé plus de 260 affaires (comprenant des affaires impliquant des questions d'éthique et de corruption ou des problèmes de discrimination sur la base de la race ou du sexe ainsi que diverses autres questions se rapportant à l'emploi) dont 250 ont abouti à des jugements

A supervisé la préparation des dossiers pour les sessions du Tribunal, a participé à ces sessions, et a accompli les travaux de vérification et de finition des jugements avant qu'ils ne soient rendus et publiés

A dirigé les travaux de révision des Statuts du Tribunal et de ses règles de procédure

A organisé la première conférence à avoir été tenue groupant des juges et des greffiers des tribunaux administratifs internationaux ainsi que des praticiens dans ce domaine, et en a publié les actes

A représenté le Tribunal auprès du Conseil des Administrateurs de la Banque mondiale

A agi en tant que Secrétaire des comités consultatifs chargés de recommander au Président de la Banque mondiale des candidats pour être désignés juges au Tribunal

A agi en tant que membre d'un comité de la Banque mondiale qui a revu de manière approfondie les procédures de règlement des différends internes de la Banque mondiale et a opéré une réforme de ces procédures

A exercé la fonction d'assistant particulier à un enquêteur (Sir Robert Jennings, ancien Président de la Cour internationale de justice) chargé par le Tribunal d'enquêter sur des questions de fait dans une affaire impliquant le Président de la Banque mondiale et ses cadres supérieurs

Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI)

Conseiller juridique, juin 1990-janvier 1997

Chercheur dans le domaine juridique, mai 1986-juin 1990

A été secrétaire de divers tribunaux arbitraux, d'un comité ad hoc (procédure d'annulation) et d'une commission de conciliation

A conseillé de manière régulière et a préparé des opinions juridiques en arabe, français et anglais en matière de droit de l'arbitrage et de droit des investissements à l'intention des hauts fonctionnaires du Groupe de la Banque mondiale, de praticiens privés et de hauts fonctionnaires gouvernementaux

A assumé les charges d'édition et de coordination de plusieurs publications du CIRDI (ICSID Review—Foreign Investment Law Journal, Investment Laws of the World, News from ICSID)

D'autres responsabilités ont inclu la préparation de mémoires de recherche pour le Vice-Président et conseiller juridique principal de la Banque mondiale (Ibrahim F.I. Shihata) aussi bien que l'étude de certains aspects de la

constitution de l'Assurance multilatérale pour la garantie des investissements (AMGI)

Pratique du droit international des affaires à Beyrouth et Londres, 1983-1986

Assistant principal de Samir A. Saleh, ancien vice-président de la Cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale et spécialiste du droit des pays arabes

Conseils stratégiques et rédaction de textes législatifs et réglementaires

- Membre du sous-comité formé par le comité d'arbitrage de l'International Bar Association ayant révisé les directives relatives aux conflits d'intérêts en matière d'arbitrage international, 2012-2014
- Membre du comité de rédaction de nouveaux protocoles au règlement d'arbitrage de la CPA de 2012, depuis 2020
- Membre du comité de révision des procédures de règlement des différends internes de la Banque mondiale formé par les cadres de la Banque mondiale ayant soumis un rapport intitulé « Réforme du système interne de règlement des conflits du Groupe de la Banque mondiale », juin-décembre 1998
- A conseillé le Gouvernement de Bahreïn au sujet de la création d'une Cour constitutionnelle, l'une des premières dans la région, et en a préparé le texte final des statuts ayant été adoptés par le Gouvernement de Bahreïn, mars-juillet 2002
- A conseillé diverses organisations internationales, dont les Nations Unies, en matière de création et de fonctionnement de leurs tribunaux administratifs internationaux et de réforme de leurs procédures de règlement des différends internes, 2004-2007
- A conseillé plusieurs gouvernements sur l'élaboration de leurs lois d'arbitrage et d'investissement, 1991-1996
- A représenté Bahreïn aux trente-cinquième, trente-sixième, trente-septième, trente-huitième et trente-neuvième sessions du Groupe de travail III de la CNUDCI (Réforme du règlement des différends entre investisseurs et États) (New York, 23-27 avril 2018) (Vienne, 29 octobre-2 novembre 2018) (New York, 1-5 avril 2019) (Vienne, 14-18 octobre 2019) (Vienne, 20-24 janvier 2020) (Vienne, 5-9 octobre 2020), aux soixante-neuvième, soixante-dixième, soixante-et-onzième et soixante-douzième sessions du Groupe de travail II de la CNUDCI (Règlement des différends) (New York, 4-8 février 2019) (Vienne, 23-27 septembre 2019) (New York, 3-7 février 2020) (Vienne, 21-25 septembre 2020), et à la cinquante-et-unième et cinquante-troisième sessions de la CNUDCI (New York, 25 juin-13 juillet 2018) (Vienne, 14-18 septembre 2020)

Nominations académiques

- Membre du Conseil exécutif de l'Université Saint-Joseph de Dubaï depuis 2014
- Professeur invité, Université Saint-Joseph de Beyrouth, Faculté de droit, Programme LL.M., a donné un cours général sur l'arbitrage (avril – mai 2015) (mai 2016) (mai 2017) (mai 2018) (mai 2019) (juin 2020)
- Professeur, Université Saint-Joseph de Dubaï, Faculté de droit, Licence, a donné un cours sur l'arbitrage (mai 2013) (en arabe)

- Professeur invité, Faculté de droit de l'Université de Miami, Programme LLM d'arbitrage international, a donné un cours sur l'arbitrage en matière d'investissement (février-mars 2010) (janvier – février 2011) (janvier-février 2012) (février 2013) (février 2014) (février 2015) (février 2016) (février 2017) (février 2018) et un cours concernant le rôle des institutions arbitrales (février – mars 2019)
- Professeur invité, Université de Paris 1 (Panthéon/Sorbonne), Séminaire de recherche de « Règlement des différends économiques internationaux » (avril 2011)
- Professeur, Académie de droit international de La Haye, section de droit international public (langue française) (juillet 2012) (« L'indépendance des instances d'arbitrage établies dans le cadre des organisations internationales »)
- Professeur, Académie internationale du droit de l'arbitrage, Paris, a donné un cours relatif à l'arbitrage du Centre d'arbitrage international de Dubaï (juillet 2013)
- Professeur invité, Programme conjoint de LL.M. en droit international, droit du commerce et de l'investissement, Universités du Chili et de Heidelberg, Santiago, Chili, octobre 2004 (Questions choisies relatives à l'arbitrage international et au droit administratif international)
- Professeur invité, Programme d'études de droit international : droit du commerce et des affaires internationales, Université du Chili, Faculté de droit & Institut des études internationales, Chili, décembre 2001 (Arbitrage et pays du tiers-monde)
- Professeur invité, Cours de spécialisation de droit international, School of Advanced International Studies (SAIS), Johns Hopkins University, Washington, DC, avril 1998 (Aperçu général des activités du Tribunal administratif de la Banque mondiale)
- Professeur invité, LL.M. Program, American University, Washington College of Law, avril 1991 (Les techniques du règlement des différends internationaux)
- Professeur invité, LL.M. Program, American University, Washington College of Law, juin 1988 (Règlement des différends en matière de contrats d'États)
- A été fréquemment conférencier en arbitrage international et en droit international

Associations professionnelles

- Vice-président du Comité consultatif du Centre régional d'arbitrage commercial international du Caire (CRCICA) depuis 2012 ; Membre du Conseil d'administration du CRCICA depuis 2018
- Membre du Comité consultatif international du Centre international pour le règlement des conflits (ICDR/AAA) depuis 2015
- Membre de la Cour de la London Court of International Arbitration (LCIA), 2010 – 2015
- Vice-président de la Fédération internationale des institutions d'arbitrage commercial (IFCAI) depuis 2017 ; Membre du Conseil de l'IFCAI, 2008-2012, 2013 – 2017
- Membre des Listes des arbitres et conciliateurs du CIRDI depuis 2011
- Membre de la Cour permanente d'arbitrage depuis 2008

- Membre de la Liste des arbitres du Centre régional d'arbitrage commercial international du Caire depuis 2009
 - Membre de la Liste des arbitres approuvés de l'Organisation internationale de droit du développement (OIDD), 2010-2013
 - Membre du comité consultatif du Lauterpacht Centre for International Law de l'Université de Cambridge, 2011-2017
 - Rédacteur en chef, *BCDR International Arbitration Review*, depuis 2014
 - • Rédacteur en chef, *ICSID Review – Foreign Investment Law Journal*, 2002-2011 ; Membre du comité de rédaction et principal collaborateur, *ICSID Review – Foreign Investment Law Journal*, 1987 – 2003
 - Correspondant pour le Moyen-Orient, *International Legal Materials*, depuis 1987 ; Membre du comité de rédaction, *International Legal Materials*, depuis 1991
 - Membre du comité de rédaction, *Journal of Arab Arbitration*, depuis 2009
 - Membre du comité en charge du programme de la réunion annuelle de l'American Society of International Law pour 2005 et 2011
 - Mécène, American Society of International Law, depuis 2004
 - Membre du Conseil exécutif de l'American Society of International Law, 2007-2010 et depuis 2014
 - Membre de la American Society of International Law depuis 1987 ; Membre de la Société française pour le droit international depuis 2000
 - Membre du Comité français de l'arbitrage depuis 2013
 - Membre du Conseil international pour l'arbitrage commercial (ICCA) depuis 2012
 - Membre de l'Association suisse de l'arbitrage depuis 1988
-